

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Viviswiss GmbH

Abkürzung der Firma / Organisation :

Adresse : Ringstrasse 52

Kontaktperson : Roland Heinzer

Telefon : 0041794609143

E-Mail : kontakt@viviswiss.ch

Datum : 24.02.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse:
dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	6
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	9
Entwurf Tabakproduktegesetz	12
Unser Fazit	17
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	18

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	9	1	b	Eine Tabakreversnummer oder Angabe des Importeurs auf den Etiketten ist unnötig, da keine Zölle auf Liquid erhoben werden dürfen.
	9	1	d	Warnhinweise gehören nur auf Liquid mit Nikotin oder nikotinhaltige vorgefüllte E-Zigaretten. Geräte die ohne Flüssigkeit verkauft werden, müssen keine Warnhinweis tragen
	14	1		Wir fordern keine Regeln über die Platzierung von Warnhinweisen für nikotinhaltige Produkte.
	15		c	Dieser Artikel muss gestrichen werden, Es gibt technisch keine Möglichkeit.
	16			Für Geräte die ohne Flüssigkeit verkauft werden, darf dieser Artikel nicht angewendet werden.
	17	2	a	Absatz muss gestrichen werden. Keine Werbeinschränkung für Elektronische Zigaretten.
	17	2	c	Fachgeschäfte müssen ausgenommen werden.
	17	3		Keine Werbeeinschränkung für elektronische Zigaretten
	18	1		Keine Warnhinweise bei Werbung für elektronische Zigaretten
	23	1		Meldung nur für nikotinhaltige Produkte. Geräte und Zubehör müssen nicht gemeldet werden, wenn sie kein Nikotin enthalten. Bei Geräteanmeldung würde ein riesiger Verwaltungsaufwand, für die Importeure und den Staat entstehen. Vergleich: Bonges, Shishas, Tabakpfeifen usw. müssen auch nicht gemeldet werden.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

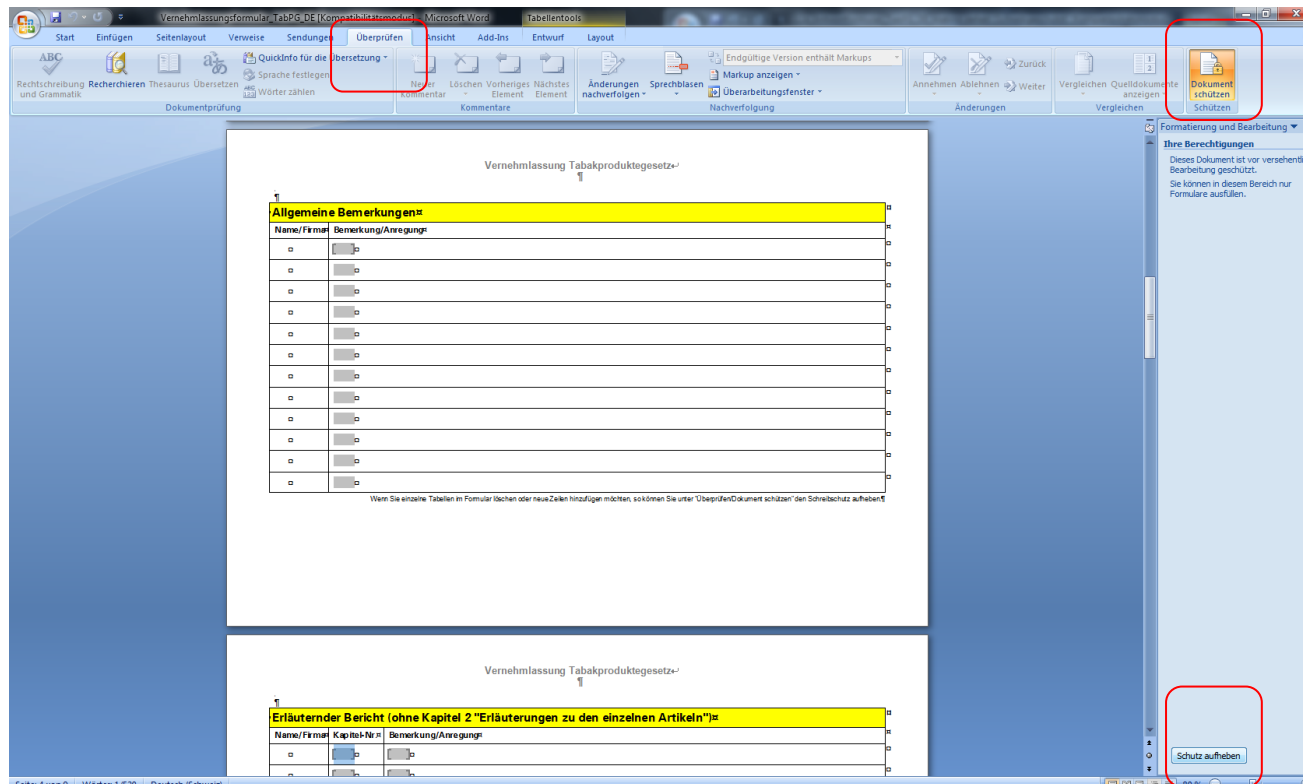
Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Zustimmung
<input type="checkbox"/>	Änderungswünsche / Vorbehalte
<input checked="" type="checkbox"/>	Grundsätzliche Überarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:

1. Dokumentschutz aufheben
2. Zeilen einfügen mit Copy-Paste
3. Dokumentschutz wieder aktivieren

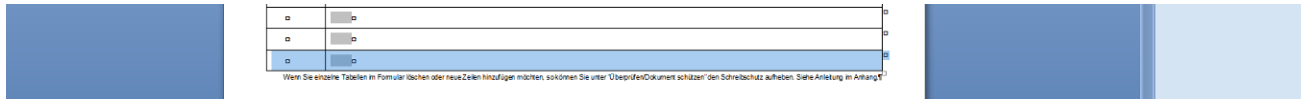
1 Dokumentschutz aufheben



2 Zeilen einfügen

- Ganze Zeile mit leeren grauen Feldern markieren (die Zeile wird blau hinterlegt)
Control-C für Kopieren
Control-V für Einfügen

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren



3 Dokumentschutz wieder aktivieren

Vernehmlassung Tabakproduktegesetz

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation :

Abkürzung der Firma / Organisation :

Adresse :

Kontaktperson :

Telefon :

E-Mail :

Datum :

Wichtige Hinweise:

- Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen.
- Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Extras/Dokumentenschutz aufheben" den Schreibschutz aufheben.
- Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
- Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am 12. September 2014 an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabak@bag.admin.ch

Avis de la "Swiss Vape Trade Association" (SVTA) sur l'avant-projet de loi fédérale sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques

Cet avis est formulé par les membres suivants :



Les vaporisateurs personnels doivent faire l'objet d'une réglementation spécifique.

Lorsque le Parlement a refusé le premier projet de loi LPTab, il a demandé au Conseil fédéral de définir une réglementation spécifique pour les cigarettes électroniques (que nous appellerons de façon plus judicieuse "vaporisateur personnels"). Si cela a été globalement fait, il reste des amalgames regrettables entre vape et tabac qui vont à l'encontre de la santé publique.

Le présent document a pour objet de signaler ces interprétations erronées et de corroborer nos objections par des faits.

Étant donné que l'exigence d'une réglementation séparée entre les produits du tabac et les vaporisateurs personnels n'a pas été respectée par l'OFSP - un seul texte de loi réunit les produits du tabac et la vape - une différenciation marquée entre vape et tabac est nécessaire afin de ne pas entraver inutilement la cessation tabagique par le passage à une alternative beaucoup moins dangereuse.

Le principe de proportionnalité sera généralement abordé, la science ayant démontré que la vape est au moins 95% moins dangereuse que le tabac fumé, une restriction moindre, un message clair et même un encouragement à la réduction des risques devrait s'y appliquer en tout points.

Mission

Nous (OFSP) nous engageons de manière compétente en faveur de la santé publique, promouvons un mode de vie sain et œuvrons pour le bien-être de la population de notre pays. [1]

Selon le nouvel avant-projet LPTab, l'OFSP envisage une approche responsable des vaporisateurs personnels. Les Suisses sont éduqués et peuvent gérer leur propre santé. Une réglementation indépendante qui favoriserait la vape face aux produits du tabac entraînerait une amélioration radicale de la santé de la population suisse. À long terme, cela aura un impact considérable sur la performance du système de santé et des assurances maladie, car cela peut faire économiser des coûts considérables. De plus, une réglementation favorable aux vaporisateurs personnels favoriserait grandement la viabilité économique de l'industrie de la vape en Suisse.

Dans les pages suivantes, la SVTA (Swiss Vape Trade Association - Association pour les négociants suisses et fabricant de vaporisateur personnel) donne son opinion détaillée au nouvel avant-projet de la LPTab.

Avis sur le deuxième avant-projet de la loi fédérale sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques

Selon la formulation de l'article 1, l'être humain doit être protégé des effets nocifs des produits du tabac et des vaporisateurs personnels.

Art. 1 But

La présente loi a pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques.

Nous demandons à l'autorité législative de prendre des décisions fondées sur des faits. Une distinction doit être établie entre les cigarettes électroniques et les vaporisateurs personnels.

Les cigarettes électroniques et les vaporisateurs personnels sont deux produits complètement différents et sont tout au plus visuellement similaires. La cigarette électronique chauffe le tabac au moyen d'un dispositif électronique. Un exemple est l'iQOS disponible sur le marché. Réguler cela dans la LPTab nous semble tout à fait raisonnable.

Définition d'une cigarette :

Une **cigarette** est un cylindre de papier long de quelques centimètres, rempli d'un matériau combustible, le plus souvent des feuilles de tabac hachées et traitées, ainsi que des additifs. [...] Son utilisation consiste à l'allumer pour inhaler la fumée dégagée par son contenu qui se consume. [2]

En revanche, un vaporisateur personnel est un dispositif électro-mécanique ou électronique générant un aérosol destiné à être inhalé. Il ne contient pas de tabac. Il ne produit que de la vapeur, pas de la fumée.

Pour une compréhension simplifiée, la définition peut également être distinguée comme suit :

- **Cigarette électronique contenant du tabac (par exemple iQOS)**

et

- **Vaporisateur personnel contenant un liquide de qualité alimentaire incluant ou non de la nicotine.**

De nombreuses études scientifiques et méta-analyses ont été publiées prouvant que les vaporisateurs personnels sont considérablement moins nocifs que le tabac fumé. Selon l'OFSP le tabac est responsable d'environ 9500 décès par an dans toute la Suisse. La nocivité du tabac fumé est due à plus de 4800 composés chimiques produits lors de la combustion du tabac. Parmi ceux-ci, environ 250 sont toxiques ou cancérigènes. [3]

En raison de l'absence de combustion et de pyrolyse, les conséquences du vapotage sont radicalement différentes. L'éventuelle toxicité du produit semble presque négligeable : Pour l'heure malgré des dizaines de millions d'utilisateurs et 13 ans de recul personne n'est mort à cause de l'usage normal d'un vaporisateur personnel.

Même le GREA (Groupement Romand d'études des addictions) appelle à un changement de cap dans la politique du tabac suisse. Cette association a reconnu l'utilité de la vape en tant qu'alternative au tabac :

Les modes de consommations à moindres risques existent en Suisse et doivent être promus comme des moyens de réduction des risques efficaces. Leur communication et promotion débutent mais restent encore timides quant à leurs conséquences peu nocives pour la santé par rapport à la cigarette traditionnelle. [4]

Le changement de mentalité a déjà commencé - nous vous invitons à aller plus loin.

Le rapport explicatif sur le nouveau projet de loi LPTab montre que les études existantes ne sont pas prises en compte :

Rapport explicatif relatif à l'avant-projet de la LPTab, page 19 :
Les risques à long terme sur la santé concernant les cigarettes électroniques et autres produits similaires sont encore méconnus

Une méta-analyse du Public Health of England a déterminé que la vape est environ 95% moins dangereuse que le tabac fumé. Le "vapotage passif" a été admis sans danger. Assimiler la vape à la loi sur le tabagisme passif est infondé et contraire au principe de proportionnalité. [5]

Tabagisme passif

2. Loi fédérale du 3 octobre 2008 sur la protection contre le tabagisme passif 17

Art. 2, al. 1

¹ Dans les espaces définis à l'art. 1, al. 1 et 2, il est interdit:

a. de fumer des produits du tabac au sens de l'art. 3, let. a, de la loi du ... sur les produits du tabac (LPTab) 18 ;

b. d'utiliser des produits du tabac à chauffer ainsi que des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine au sens de l'art. 3, let. c et f, LPTab.

Entre autres choses, le Parlement a donné mandat au Conseil fédéral de :

légaleriser le commerce des produits alternatifs comme les cigarettes électroniques et le snus et prévoir pour ces derniers une réglementation spécifique. [6]

Par "réglementation spécifique", on entend non seulement que la catégorie est définie de manière indépendante, mais également que le projet de loi doit tenir compte du potentiel de réduction des risques. Ce qui n'a pas été fait dans les restrictions sur la publicité et dans la loi sur la protection contre le tabagisme passif.

Rapport explicatif relatif à l'avant-projet de la LPTab, page 3 :

– il sera également interdit d'utiliser des cigarettes électroniques et des produits du tabac à chauffer dans les lieux publics fermés.

Il n'y a aucune raison d'interdire la vapeur dans les lieux publics.

Si vapeur et fumée ne sont pas différenciées, les personnes se rendant dans une boutique de vape dans le but d'arrêter de fumer ne pourront pas tester le matériel et les produits, ce qui est une entrave grave à l'aide à la cessation tabagique. Et ceci non fondé.

De nombreuses études montrent que le vapotage passif n'existe pas. Nous ne voyons aucune raison pour que cette interdiction soit faite et demandons sa suppression. De notre point de vue, chaque entreprise devrait pouvoir interdire ou autoriser le vapotage dans ses locaux.

À ce sujet, nous nous référons aux travaux suivants :

The results may provide insight and training to those involved in air-quality interventions, by summarizing influential variables in a large sample of homes. Smoking, whether cigarettes or marijuana, is a major source for this study population, whereas electronic cigarettes are not. [7]

the levels of nicotine absorbed from “passive vaping” are not only harmless but do not even produce any biological effect. [8]

This study, although conducted under very high exposure conditions in a small, non-ventilated vape shop with many employees and customers vaping and clouds of vapor visible, did not document any dangerous levels of exposure to any hazardous chemical. [9]

To date, there have been no identified health risks of passive vaping to bystanders. [10]

Nous rappelons encore une fois que les vaporisateurs personnels (appelés à tort e-cigarettes) ne contiennent pas de tabac et ne devraient donc pas figurer dans la loi sur le tabac. Au contraire, une loi indépendante, conformément aux instructions que le Parlement a donné à l'exécutif, est souhaitable si on veut promouvoir la santé publique et donner un signal clair à la population.

Promotion

L'article 4 régleme la protection contre la tromperie. L'étiquetage exigé des produits de remplacement des cigarettes de tabac comme potentiellement nocifs seraient trompeurs.

Art. 4

¹ Protection contre la tromperie

La présentation, l'étiquetage et l'emballage des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec nicotine, ainsi que la publicité pour ces produits, ne doivent pas tromper le consommateur.

² Ils sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit.

Si le terme cigarette électronique fait référence à des modèles basés sur le principe de l'iQOS (cigarettes électroniques faisant chauffer du tabac), l'article 4 est acceptable.

Cependant, étant donné qu'il est scientifiquement admis que les vaporisateurs personnels sont au moins 95% moins nocifs que le tabac fumé, ce fait doit être communiqué au consommateur.

Nous rappelons que la mission de l'OFSP inclut la promotion de la santé, dont fait partie la promotion active de la réduction des risques (vaporisateur personnel). Afin de répondre à la définition de «promotion», nous considérons approprié le soutien par des subventions, l'information et une sensibilisation active en matière de réduction des risques.

Conditionnement

Art. 8

Conditionnement des liquides avec nicotine

¹ Le volume des flacons de recharge avec nicotine ne doit pas dépasser 100 millilitres.

² Les réservoirs des cigarettes électroniques jetables avec nicotine et les cartouches à usage unique avec nicotine ne doivent pas dépasser 10 millilitres.

La restriction choisie est arbitraire et non fondée. Étant donné que les récipients de recharge sont conformes aux mesures de sécurité, une restriction est inutile et entraînerait tout au plus de grandes quantités de déchets.

Il convient de noter que les patch nicotinéés contiennent jusqu'à 50 mg de nicotine, qu'ils sont typiquement vendus dans des boîtes allant jusqu'à 21 pièces (soit 1gr par boîte), qu'ils n'ont pas de système de sécurité et qu'ils représentent un risque similaire à un flacon de e-liquide pour les enfants mais que néanmoins, les accidents sont rares. Le principe de proportionnalité doit être appliqué.

À notre avis, l'article 8 peut être supprimé.

Exigences de sécurité

Art. 15

Exigences de sécurité

Les flacons de recharge et les cartouches contenant un liquide avec nicotine doivent être:

- a. munis d'un dispositif de sécurité pour enfants;
- b. protégés contre le bris;
- c. munis d'un dispositif garantissant l'absence de fuite au remplissage.

Les mesures de sécurité doivent être limitées aux flacons de remplissage.

Il n'y a pas de norme pour un mécanisme sans fuite au niveau ISO / CEN. Par conséquent, l'article 15 (c) n'est pas réaliste, il ne peut pas être mis en pratique et doit donc être supprimé.

Publicité

Art. 17 Restrictions de la publicité

¹ La publicité pour les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ainsi que pour les objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac est interdite lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs, notamment:

L'article 17 devrait être complétée par un paragraphe:

Les modes de consommations à moindres risques (vaporisateurs personnels) doivent être promus comme des moyens efficaces de réduction des risques.

La SVTA considère les vaporisateurs personnels comme une alternative au tabac destiné aux fumeurs. Nous soutenons l'interdiction de vente aux mineurs. Nous rejetons aussi délibérément toute forme de publicité ciblée sur les enfants et les adolescents.

Par contre nous rejetons une interdiction générale de publicité, à fortiori pour les e-liquides ne contenant pas de nicotine. Ils devraient au contraire être traités de façon similaire à de la bière sans alcool.

Lors du vote sur la modification du 20.03.2008 de la loi fédérale sur les stupéfiants et les substances psychotropes le peuple suisse a voté pour une politique dite des 4 piliers incluant la réduction des risques. Dans son avant projet de la LPTab, l'OFSP n'en tient pas compte.

La publicité pour les vaporisateurs personnels comme outil de cessation tabagique (matériel et e-liquide contenant ou non de la nicotine) permettra d'améliorer la santé des citoyens et de réduire les coûts pour la santé.

Nous réitérons l'importance d'une promotion active des méthodes de réduction des risques.

Notifications et déclarations

Art. 23

Notification de produits avant la mise sur le marché

¹ Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac à chauffer, des produits à fumer à base de plantes ou des cigarettes électroniques avec nicotine doit les notifier à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) dans un but de surveillance du marché au plus tard lorsque le produit est prêt à être mis sur le marché.

² La mise sur le marché est la première mise à disposition sur le marché en vue de la remise aux consommateurs à titre gratuit ou onéreux.

³ Une nouvelle notification est soumise pour chaque modification substantielle du produit.

⁴ Le Conseil fédéral détermine les modalités de la notification.

⁵ L'OFSP publie sur Internet la liste des produits notifiés.

Art. 25

Déclaration de la composition et des émissions des produits

¹ Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec nicotine doit déclarer à l'OFSP la composition des produits qu'il met à disposition sur le marché. Pour les cigarettes, il doit en outre déclarer les émissions.

² Loi fédérale sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques

Toute modification substantielle du produit doit faire l'objet d'une nouvelle déclaration.

³ Le Conseil fédéral fixe le contenu et les modalités de la déclaration; il peut prévoir des exceptions pour les produits notifiés selon l'art. 23. Ce faisant, il veille à la protection des secrets de fabrication.

⁴ L'OFSP publie sur Internet les indications obtenues.

Nous demandons à ce que les vaporisateurs personnels soient explicitement exclus des articles 23 et 25.

En Europe en septembre 2017, plus de 98'000 notifications de produits de la vape avaient été déposées suite à l'application de la TPD qui applique une obligation similaire. [11]

Cette diversité de l'offre est une des raisons importantes du succès de la vape. Vu la taille de la Suisse (elle représente un trop petit marché pour pouvoir assumer de telles charges), cela impliquerait d'une part des coûts trop élevés, d'autre part une diminution drastique de l'offre.

En outre l'OFSP sera littéralement submergé de dossiers et les coûts qu'entraînerait la gestion correcte d'une telle masse de donnée serait exagérés et inutiles.

Dans le cas des cigarettes, on voit que le tabac doit être notifié mais que le papier à rouler ou autre accessoire à fumer (pipes, shishas, etc ...) ne nécessitent aucune notification. Puisque seul le tabac (produit contenant de la nicotine) et non les appareil à fumer (pipe et autre) doivent être notifiés, l'obligation de notifier les vaporisateurs personnels vendus sans e-liquide doit être supprimée en conséquence.

Le principe du cassis de Dijon devrait également être appliqué : Les produits de la vape déjà notifiés et approuvés en Europe ne devraient pas faire l'objet d'une notification à double en Suisse, les questions de sécurité ayant déjà été traitées.

L'article 25 section 2 n'explique pas ce qu'est une modification substantielle du produit. La composition d'un e-liquide peut comprendre de 3 à 6 composants : Glycérine végétale, propylène glycol, arômes alimentaires (généralement de grade "vapologique"), eau distillée, éthanol et nicotine. Les modifications ne doivent être signalées que si elles sont substantielles. Le changement d'un rapport de mélange ne nous semble pas important, il n'y aura donc en principe pas de raison de notifier un changement tant que les arômes utilisés sont de grade alimentaire et qu'ils ne sont pas connus pour représenter un risque en cas d'inhalation avec un vaporisateur personnel.

La fabrication et la mise sur le marché des e-liquides devraient continuer d'être réglementées par la loi sur les denrées alimentaires. Nous sommes favorables à l'identification de la source et à l'apposition de l'indication de la teneur en nicotine sur les produits.

Politique des 4 piliers : Réduction des risques

Nous nous référons à l'article 5 de la Constitution fédérale ainsi qu'au modèle des 4 piliers

Art. 5 Principes de l'activité de l'État régi par le droit

² L'activité de l'État doit répondre à un intérêt public et être proportionnée au but visé.

Art. 34

¹ Les autorités fédérales et cantonales compétentes informent le public des risques pour la santé, connus ou soupçonnés, que présentent les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec nicotine.

² Elles informent le public en particulier:

- a. de leurs activités de contrôle et de l'efficacité de celles-ci;
- b. sur les ingrédients nocifs au sens de l'art. 5 qui ont été trouvés dans un produit du tabac ou une cigarette électronique avec nicotine mis à disposition sur le marché;
- c. sur le comportement recommandé face à ce produit.

³ Elles informent notamment le public des connaissances scientifiques d'intérêt général en matière de protection de la santé en lien avec les produits du tabac ou les cigarettes électroniques avec nicotine et de prévention des maladies causées par la consommation de ces produits

Art. 1a7 Modèle des quatre piliers

¹ La Confédération et les cantons prévoient des mesures dans les quatre domaines suivants (modèle des quatre piliers):

- a. prévention;
- b. thérapie et réinsertion;
- c. réduction des risques et aide à la survie; [12]

Nous soutenons l'article 34 et attendons du gouvernement fédéral qu'il informe le public sur le mode de consommation à moindre risques que représente la vape. Cela fait partie de la mission de l'OFSP

que de promouvoir la santé de la population. Nous attendons de la part des autorités une transmission de l'information fondée sur des faits et éclairée en fonction de l'état actuel de la science au moyen des agences de prévention tel que le GREA. En outre, la publicité pour les vaporisateurs personnels, telle que décrits ci-dessus, doit être autorisée. Le financement de la prévention devrait être assuré par la taxe sur le tabac.

En aucun cas des accises (taxes de découragement) ne devraient être perçues sur les produits de la vape. Cela a déjà été approuvé par la Motion Zanetti. [13]

Une réglementation adéquate et libérale des vaporisateurs personnels contenant ou non de la nicotine présente des avantages pour tous. À long terme, cela peut faire économiser des coûts considérables au gouvernement fédéral, au secteur privé et aux ménages privés.

Cependant, l'argument le plus important est et reste la promotion de la santé des fumeurs actifs et anciens qui souhaitent passer à une alternative moins dangereuse. Cette possibilité ne doit pas être inutilement compliquée !

Si cela est réalisé, nous prévoyons une réduction massive des fumeurs tel que cela se voit en Islande. [14][15]

Conclusion finale

Nous demandons la différenciation complète entre tabac et vaporisateurs personnels. Cela va entraîner une amélioration massive de la santé de la population et une réduction des coûts de la santé. A terme, une économie jeune et forte en Suisse sera consolidée.

Nous demandons à ce que la fabrication de e-liquides soit régie par la loi sur les denrées alimentaires sans ajouts de notifications et sans inclure le matériel.

L'utilisation de vaporisateurs personnels et l'essai de e-liquides doit être autorisé dans les points de vente de manière à permettre aux professionnels de la vape de "diagnostiquer" et conseiller les personnes souhaitant arrêter de fumer et permettre aux clients de trouver du matériel, le dosage de nicotine et l'arôme adapté à leurs besoins.

Il n'est pas nécessaire de faire la distinction légale entre e-liquides contenant ou non de la nicotine.

Les explications et conseils concernant l'utilisation d'e-liquides contenant de la nicotine ainsi que l'information sur les règles de sécurité concernant la partie électrique des vaporisateurs personnels nécessitent du personnel formé. Une réglementation exagérément stricte pousserait les clients à commander leurs produits sur internet, ce qui les priveraient des informations de sécurité les plus élémentaires.

Un autre point à considérer est l'émergence d'un nouveau secteur de l'industrie et du commerce. L'interdiction actuelle de vendre des e-liquides contenant de la nicotine affaiblit ce secteur de façon massive. Pour illustrer le revenu généré et imposable, ainsi que la création de nouveaux emplois générés par ce nouveau marché, considérez les chiffres suivants:

Rien qu'en 2016, le marché de la vape a généré en Suisse environ 30 millions de chiffre d'affaire. En 2017 ce secteur a dépassé les 50 millions de francs. Si vous prenez en compte les 12 dernières années (de 2005 à aujourd'hui), une augmentation massive du secteur ne peut être niée. Selon une première estimation de l'OFSP, en 2013 0,4% de la population suisse vapotait quotidiennement. En 2016 ce chiffre est passé à 0,7%. Cette augmentation illustre le grand potentiel ce nouveau marché qui peut améliorer la santé des concitoyens en luttant efficacement contre le tabac, créer plus d'emplois et augmenter les recettes fiscales.

En aucun cas les accises sur le tabac ne devraient être appliquées ni aux e-liquides contenant ou non de la nicotine ni aux vaporisateurs personnels.

La SVTA recommande de rejeter l'actuel projet de la LPTab en raison de ses lacunes.

Références :

1. <https://www.bag.admin.ch/bag/fr/home/das-bag/auftrag-ziele.html>
2. <https://fr.wikipedia.org/wiki/Cigarette>
3. <https://www.stop-tabac.ch/fr/les-effets-du-tabagisme-sur-la-sante/les-substances-dans-la-cigarette>
4. <https://www.grea.ch/vapotage>
5. <https://www.gov.uk/government/news/e-cigarettes-around-95-less-harmful-than-tobacco-estimates-landmark-review>
6. <https://www.bag.admin.ch/bag/fr/home/themen/mensch-gesundheit/sucht/tabak/tabakpolitik-schweiz/entwurf-tabakproduktegesetz.html>
7. <http://journals.plos.org/plosone/article?id=10.1371/journal.pone.0177718>
8. <http://www.ecigarette-research.com/web/index.php/2013-04-07-09-50-07/2014/184-passive-vape>
9. <http://tobaccoanalysis.blogspot.ch/2017/05/vape-shop-air-sampling-by-california.html>
10. <https://www.gov.uk/government/publications/e-cigarettes-and-heated-tobacco-products-evidence-review/evidence-review-of-e-cigarettes-and-heated-tobacco-products-2018-executive-summary>
11. <https://www.youtube.com/watch?v=FU80EoX83FI>, 27min50sec
12. <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19981989/201801010000/812.121.pdf>
13. <https://www.parlament.ch/de/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20113178>
14. https://www.landlaeknir.is/servlet/file/store93/item34462/Talnabrunnur_Februar_2018.pdf
15. <http://vapolitique.blogspot.ch/2018/03/bref-en-islande-la-vape-est-un-miracle.html>



Stellungnahme der SVTA zum 2. Vorentwurf des Bundesgesetzes über Tabakprodukte

Vertreten durch folgende Mitglieder



Differenzierte Regelung elektronischer Dampfgeräte

Die Forderung, die elektronischen E-Dampfgeräte (E-Zigaretten) differenziert zu regeln, wurde im neuen Vorentwurf des Bundesgesetzes über Tabakprodukte weitgehend berücksichtigt.

Trotzdem finden sich im 2. Vorentwurf des TabPG noch einige Fehlstände.

Aus diesem Grund sehen wir uns veranlasst, in einer erneuten Stellungnahme auf einige Fehlinterpretationen hinzuweisen, sowie unsere Einwände mit Fakten zu untermauern.

Da auf die Forderung einer separaten Regulierung für E-Dampfgeräte nicht eingegangen wird, ist eine gezielte Differenzierung zu herkömmlichen Tabakprodukten erforderlich, um den Umstieg auf eine weit weniger schädliche Alternative nicht unnötig zu behindern.

Im Bestreben, die Volksgesundheit zu erhalten oder gar zu verbessern, muss ebenfalls die wirtschaftliche Verhältnismässigkeit der Regulierung gegeben sein. Andernfalls wird der Umstieg auf eine wesentlich weniger schädliche Alternative unnötig behindert. Gegenüber dem normalen Rauchen von Tabakprodukten bieten E-Dampfgeräte wissenschaftlich nachgewiesen eine Schadensminimierung von mindestens 95%¹

Der Auftrag und die Ziele des BAG sind klar definiert.

Wir (BAG) setzen uns kompetent für die Gesundheit ein, fördern eine gesunde Lebensweise und sorgen dafür, dass es den Menschen in unserem Land gut geht. Wir sind verantwortlich dafür, dass unser Gesundheitssystem leistungsfähig und bezahlbar bleibt².

Bezogen auf den vorliegenden Vorentwurf des neuen TabPG, verlangen die Ziele des BAG nach einer verantwortungsvollen Auseinandersetzung mit der Thematik E-Dampfgeräte.

Das Schweizer Volk ist gebildet und kann durchaus eigenverantwortlich mit den Fragen der eigenen Gesundheitsförderung umgehen. Eine sinnvolle, eigenständige Regulierung hat eine drastische gesundheitliche Verbesserung der Schweizer Bevölkerung zur Folge. Dies wirkt sich langfristig massiv auf die Leistungsfähigkeit des Gesundheitssystems und auf die Krankenkassen aus, indem erhebliche Kosten eingespart werden können.

Zudem wird durch eine verantwortungsvolle Regulierung der E-Dampfgeräte die Wirtschaftsfähigkeit der betreffenden Branche ebenfalls stark verbessert und gefördert.

Auf den folgenden Seiten erläutert die SVTA (Swiss Vape Trade Association – Verband für Schweizer Händler und Hersteller für E-Dampfgeräte) seine detaillierte Stellungnahme zum neuen Vorentwurf des TabPG.

Stellungnahme zum 2. Vorentwurf des Bundesgesetzes über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten

Wie aus der Formulierung in **Art. 1** hervorgeht, soll der Mensch vor schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden:

Art. 1 *Zweck*

Mit diesem Gesetz soll der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden.

Wir fordern im Vorfeld eine zeitgemässe und faktenbasierte Auseinandersetzung durch die gesetzgebende Behörde. Eine Unterscheidung zwischen E-Zigaretten und E-Dampfgeräten (im TabPG als elektronische Zigaretten bezeichnet) muss aus unserer Sicht zwingend angestrebt werden.

E-Zigaretten und E-Dampfgeräte sind zwei komplett unterschiedliche Produkte und ähneln sich höchstens optisch.

Die E-Zigarette erhitzt mittels eines elektronischen Gerätes Tabak. Als Beispiel soll die auf dem Markt erhältliche iQOS genannt sein. Diese im TabPG zu regeln, erscheint uns durchaus sinnvoll.

Die Definition einer Zigarette ist hierbei sehr aufschlussreich:

Eine **Zigarette** (frz. cigarette, Diminutiv zu „Zigarre“) ist ein rauchbares Tabakerzeugnis, das aus den fermentierten, getrockneten und feingeschnittenen Blättern der Tabakpflanze hergestellt wird, die in Papier gestopft, gedreht, gefaltet oder gerollt werden³.

Ein elektronisches E-Dampfgerät hingegen ist ein mobiler Energieträger mit einer Verdampfer-Einheit (elektronisches Gerät), in welcher Flüssigkeit (Lebensmittelzusätze – ausgenommen Nikotin) verdampft wird.

Zum vereinfachten Verständnis kann bei der Definition auch wie folgt unterschieden werden;

E-Zigaretten mit Verbrennung und Pyrolyse (beispielsweise iQOS oder Glo)

und

E-Dampfgeräte zur Vernebelung nikotinhaltiger oder nikotinfreier E-Liquids

Zum jetzigen Zeitpunkt sind zahlreiche Studien und Empfehlungen im Umlauf, welche nachweisen, dass elektronische E-Dampfgeräte erheblich weniger schädlich sind, als die verbreitete Tabak-Zigarette, welche laut BAG schweizweit für etwa 9500 Todesfälle jährlich verantwortlich ist. Die Schädlichkeit der Tabak-Zigarette ist auf die mehr als 4800 bei der Tabakverbrennung entstehenden chemischen Verbindungen zurückzuführen. Von denen sind rund 250 giftig oder krebserzeugend. 90 Stoffe erzeugen nachgewiesenermassen Krebs oder stehen im Verdacht, Krebs zu erzeugen⁴.

Dank fehlendem Brennvorgang sieht die Sachlage bei E-Dampfgeräten bedeutend anders aus: Es entstehen keine nennenswerten Schadstoffe.

Sogar der „Fachverband Sucht“ fordert einen Kurswechsel in der Schweizer Tabakpolitik. Dieser Fachverband hat die Chance, für bestehende Raucherinnen und Raucher auf eine bedeutend weniger schädliche Alternative auszuweichen, erkannt:

„Die bisherige Tabakpräventionspolitik ist um den Aspekt der Schadensminderung zu ergänzen, und E-Zigaretten (sinngemäss E-Dampfgeräte) sind als wirksames Instrument der Schadensminderung anzuerkennen⁵“

Der Kurswechsel wurde bereits eingeschlagen – wir fordern dazu auf, noch einen Schritt weiterzugehen.

Im erläuternden Bericht zum neuen TabPG ist zu entnehmen, dass existierende Studien nicht wahrgenommen werden:

Tabakproduktegesetz, TabPG

Erläuternder Bericht zum Vorentwurf, S.19

Zu den Langzeitrissen von E-Zigaretten und anderen gleichartigen Produkten ist bisher wenig bekannt⁶.

Eine Studie der Public Health of England setzt sich genauer mit der Schädlichkeit der E-Dampf Geräte auseinander und kommt zum Schluss, dass das Dampfen etwa 95 % weniger schädlich ist als das konventionelle Rauchen¹. Auch dem Passiv-Dampf kann keine Schädlichkeit nachgewiesen werden, weshalb man dies gesetzlich nicht mit Passivrauchen gleichstellen kann.

Zu beanstanden ist hierbei der im Bundesgesetz verankerte Art. 2 Abs. 1 zum Schutz vor Passivrauchen.

2. Bundesgesetz vom 3. Oktober 2008¹⁷ zum Schutz vor Passivrauchen

Art. 2 Abs. 1

1 In Räumen nach Artikel 1 Absätze 1 und 2 ist untersagt:

- a. das Rauchen von Tabakprodukten nach Artikel 3 Buchstabe a des Tabakproduktegesetzes vom ...¹⁸ (TabPG);
- b. die Verwendung von Tabakprodukten zum Erhitzen sowie nikotinhaltigen oder nikotin-freien elektronischen Zigaretten nach Artikel 3 Buchstaben c und f TabPG.

Das Parlament hat dem Bundesrat unter anderem den Auftrag gegeben:

Legalisierung des Handels mit Alternativprodukten wie E-Zigaretten und Snus und spezifische Regelung dieser Produkte⁷.

Mit „spezifischer Regelung“ ist nicht etwa nur gemeint, dass die Kategorie eigenständig definiert wird, sondern dass der Gesetzesentwurf das massiv verringerte Schadstoffpotenzial berücksichtigen muss. Dies ist einzig bei den Warnhinweisen erfolgt. Bei Werbung und Passivraucher-schutz wird leider nicht differenziert.

Tabakproduktegesetz, TabPG

Erläuternder Bericht zum Vorentwurf, S.3

Die Verwendung von E-Zigaretten und Tabakprodukten zum Erhitzen in geschlossenen öffentlichen Räumen ist nicht mehr erlaubt⁶.

Es besteht kein Grund das Dampfen an öffentlichen Plätzen zu verbieten.

Wird Dampfen und Rauchen nicht differenziert, müssten Besucher von E-Dampf-Shops – somit Personen, welche auf die weniger schädliche Alternative zur Tabak-Zigarette umsteigen wollen

– ausserhalb der Räumlichkeiten Dampfgeräte und Aromen degustieren. Und dies unbegründet. Aus zahlreichen Studien geht hervor, dass die Passivbelastung zu 99,99 % nicht existiert ⁸.

Die Folgen für die E-Dampf-Shops wären bei dieser Umsetzung wirtschaftlich prekär. Um einen E-Dampf-Shop fachgerecht zu betreiben, ist es essentiell, die Geräte und E-Liquids zum Testen anzubieten.

Wir sehen keinen Grund, weshalb dies so umgesetzt werden soll und fordern eine entsprechende Ausnahmeregelung.

Aus unserer Sicht reicht hier das Hausrecht völlig aus.

Gerne weisen wir an dieser Stelle auf die Stellungnahme von Dr. Bernd Mayer⁹ sowie Jens Mellin⁸ hin, welche sich mit der Thematik „Passivdampf“ auseinandergesetzt haben:

Ausführung von Dr. Bernd Mayer, PhD

„Es gibt keinen Hinweis auf Schädlichkeit von E-Zigaretten (sinngemäss E-Dampfgeräte), und aufgrund publizierter Emissionsanalysen liegt auch kein plausibler Grund für die Annahme von Schädlichkeit vor.“

Auszug der faktenbasierenden Ausführung von Jens Mellin

Studien zu Passivdampf:

Bei E-Zigaretten (sinngemäss E-Dampfgeräte) entsteht, anders als bei den Tabakzigaretten, kein schädlicher Nebenstromrauch. Da ein Konsument von elektrischen Zigaretten (sinngemäss E-Dampfgeräte) nach dem Inhalieren einige Anteile des verdampften Liquids wieder ausatmet, gehen wissenschaftliche Studien davon aus, dass es so etwas wie Passivdampf gibt.

Eine im September 2012 veröffentlichte Studie zeigt auf, dass die Auswirkungen des untersuchten Passivdampfs auf die Raumluft, wenn man sie mit dem traditionellen Tabakrauch vergleicht, kaum messbar sind.

Weiterhin hat der Passivdampf nicht die giftigen und krebserregenden Eigenschaften von Tabakzigaretten. Die Forscher machen die fehlende Verbrennung und den fehlenden Nebenstromrauch bei der elektrischen Zigarette als Gründe für die gemessenen Unterschiede in der Luftverschmutzung aus. Die Forscher kommen zu dem Fazit, dass man

„auf Basis der ARPA-Daten über die Luftverschmutzung in Städten sagen kann, dass es ungesünder sein kann in einer grossen Stadt zu atmen, als sich im selben Raum mit einem konsumierenden E-Zigarettennutzer zu befinden.“

Wir weisen noch einmal darauf hin, dass E-Dampfgeräte (irrtümlicherweise E-Zigaretten genannt) keinen Tabak enthalten und entsprechend nicht in das TabPG gehören. Vielmehr ist ein eigenständiges Gesetz, entsprechend dem Auftrag an das BAG, die optimalen Regelungen für die Gesundheit des Schweizer Volkes zu erstellen und umzusetzen, unerlässlich.

In **Art. 4** wird der Täuschungsschutz geregelt. Die alternativen Produkte von Tabakzigaretten als potenziell schädlich zu bezeichnen und zu kennzeichnen, wäre im Fall von elektronischen Zigaretten (E-Dampfgeräten) täuschend.

Art. 4 *Täuschungsschutz*

¹ Die Aufmachung, die Kennzeichnung und die Verpackung der Tabakprodukte und der nikotinhaltenen elektronischen Zigaretten sowie die Werbung für diese Produkte dürfen die Konsumentinnen und Konsumenten nicht täuschen.

² Sie sind täuschend, wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können und Konsumenten täuschen.

Sofern der Begriff elektronische Zigarette sich auf Modelle, die nach dem Prinzip der IQOS (E-Zigaretten mit Verbrennung und Pyrolyse) bezieht, ist Art. 4 vertretbar.

Da aber E-Dampfgeräte nachweislich mindestens 95% weniger schädlich sind, muss diese Tatsache dem Konsumenten kommuniziert werden dürfen.

Wir erinnern an den Auftrag des BAG, welcher die Gesundheitsförderung des Schweizer Volkes beinhaltet. Dies würde unserer Meinung nach ebenfalls die aktive Förderung des Umstieges von einem erwiesenermassen schädigenden Tabakprodukt auf eine nachweislich um 95% weniger schädliche Alternative (E-Dampfgerät) einschliessen. Um der Definition von „fördern“ gerecht zu werden, erachten wir eine Unterstützung durch Subventionen, Informationen und aktive Bewerbung diesbezüglich für angebracht.

1. Abschnitt: Anforderungen an die Packungen

Art. 8 *Verpackungen von nikotinhaltigen Flüssigkeiten*

¹ Die Behälter mit nikotinhaltigen Nachfüllflüssigkeiten dürfen ein Volumen von höchstens 100 ml haben.

² Die Kartuschen von elektronischen Einwegzigaretten und Einwegkartuschen mit Nikotin dürfen ein Volumen von höchstens 10 ml haben.

Es darf keine Limitierung auf Flaschengrösse und Nikotingehalt geben. Die gewählte Beschränkung wurde willkürlich und nicht fundiert gesetzt. Da die Nachfüllbehälter den Sicherheitsmassnahmen entsprechen, ist eine Beschränkung unnötig und hätte höchstens grosse Abfallmengen zur Folge.

Zu berücksichtigen ist, dass eine Packung mit 21 Nikotinplastern bis zu 1100mg Nikotin enthalten und keinen Sicherheitsmassnahmen für Kinder unterliegen. An dieser Stelle sollte die Verhältnismässigkeit gewahrt werden.

Aus unserer Sicht kann Art. 8 gestrichen werden.

4. Abschnitt: Spezifische Anforderungen an nikotinhaltige elektronische Zigaretten und Tabakprodukte zum Erhitzen

Art. 15 *Sicherheitsmassnahmen*

Behälter mit nikotinhaltigen Nachfüllflüssigkeiten und Kartuschen müssen

- a. kindersicher sein
- b. bruchsicher sein
- c. über einen auslauffreien Mechanismus für die Nachfüllung verfügen.

Die Sicherheitsmassnahmen müssen sich auf Nachfüllbehälter beschränken. Es existieren auf ISO/ CEN- Ebene keine Normen zu einem auslauffreien Mechanismus.

Daher ist Art. 15 Absatz c nicht umsetzbar und muss gestrichen werden.

4. Kapitel: Werbung

Art. 17 *Einschränkungen der Werbung*

¹ Werbung für Tabakprodukte und für nikotinhaltige oder nikotinfreie elektronische Zigaretten sowie für Gegenstände, die eine funktionale Einheit mit einem Tabakprodukt bilden, ist untersagt, wenn sie sich speziell an Minderjährige richtet. Verboten ist insbesondere die Werbung für entsprechende Produkte.

In Art. 17 soll die Beschränkung mit einem Absatz ergänzt werden:

Die potentiell weniger schädliche Variante zu der Tabakzigarette muss beworben und gefördert werden.

Unter Berücksichtigung der E-Dampfgeräte als Genussmittel unterstützen wir ein Abgabeverbot an Minderjährige. Ebenfalls sprechen wir uns bewusst gegen jegliche Art zielgerichteter Werbung an Kinder und Jugendliche aus.

Ein generelles Werbeverbot lehnen wir ab, zumal nikotinhaltige und nikotinfreie E-Liquids nicht im selben Mass beschränkt werden sollen. Die Handhabung sollte derjenigen angenähert umgesetzt werden, ähnlich der Werbung für alkoholfreies Bier.

Unter Berücksichtigung des Auftrages an das BAG bezüglich Schadensminimierung¹⁴, sollen nikotinhaltige wie auch nikotinfreie E-Liquids sowie E-Dampfgeräte beworben werden dürfen/müssen. Dies, um nebst der Verbesserung der Volksgesundheit die Kosten im Gesundheitssystem gemäss RFA (Regulierungsfolgenabschätzung) senken zu können¹⁰.

Wir unterstreichen wiederholt die grosse Wichtigkeit der aktiven Förderung des Umstiegs von den massiv schädlichen Tabakprodukten auf die nachweislich weniger schädlichen Alternativprodukte.

Art. 23*Meldung von Produkten vor dem Inverkehrbringen*

¹ Wer Tabakprodukte zum Erhitzen, pflanzliche Rauchprodukte oder nikotinhaltige elektronische Zigaretten herstellt oder einführt, muss diese zum Zweck der Marktüberwachung dem Bundesamt für Gesundheit (BAG) melden, bevor er oder sie die Produkte in Verkehr bringt.

² Das Inverkehrbringen ist das erstmalige Bereitstellen auf dem Markt im Hinblick auf die entgeltliche oder unentgeltliche Abgabe an die Konsumentinnen und Konsumenten

³ Bei jeder wesentlichen Änderung des Produkts muss eine neue Meldung erfolgen.

⁴ Der Bundesrat legt die Modalitäten der Meldung fest

⁵ Das BAG veröffentlicht die Liste der gemeldeten Produkte im Internet

Art. 25*Meldung der Zusammensetzung und der Emissionen der Produkte*

¹ Wer Tabakprodukte oder nikotinhaltige elektronische Zigaretten herstellt oder einführt, muss dem BAG die Zusammensetzung der Produkte melden, die er oder sie auf dem Markt bereitstellt. Für Zigaretten muss er die Produkte melden, sowie zusätzlich die Emissionen.

² Bei jeder wesentlichen Änderung des Produkts muss eine neue Meldung erfolgen.

³ Der Bundesrat regelt den Inhalt und die Modalitäten der Meldung. Er kann Ausnahmen für die nach Artikel 23 gemeldeten Produkte vorsehen. Er beachtet dabei die Fabrikationsgeheimnisse.

⁴ Das BAG veröffentlicht die erhaltenen Angaben im Internet

Auf Art. 23 und Art. 25 wollen wir zusammengefasst eingehen.

Wir weisen darauf hin, dass diese Regulierung massive Einschränkungen und hohe Kosten mit sich bringt und nicht gerechtfertigt ist.

Wir lehnen es ab, dass alle Geräte zur Nutzung von nikotinfreien oder nikotinhaltigen Liquids angemeldet werden müssen. Durch den schnellen Markt wäre der Aufwand für die Registrierung enorm und zeitlich nicht nutzbringend umsetzbar. Auch der Aufwand des Bundes zur Prüfung wäre sehr gross. In der EU wurden nach Einführung der Richtlinie 2014/40/EU 98'000¹³ Produkte registriert.

Am Beispiel Tabak sehen wir, dass zwar der Tabak (oder die Tabakzigarette) angemeldet werden muss, nicht aber das separat erhältliche Papier. Ebenfalls unterliegen andere zum Tabakkonsum genutzte Geräte wie Shishas, Vaporizer, Pfeifen oder Bongs nicht den gleichen Anforderungen wie der Tabak selbst. Von der Anmeldung der zum Verdampfen von E-Liquid genutzten Geräte soll entsprechend abgesehen werden.

Ebenfalls ist zu berücksichtigen, dass jede Meldung in einer wirtschaftlichen Verhältnismässigkeit stattfinden sollte. Für bereits im europäischen Raum zugelassene nikotinhaltige Produkte bedarf es keiner zusätzlichen Anmeldung. Und wenn von einer Anmeldung von nikotinhaltigen Produkten nicht abgesehen wird, müsste eine einmalige Registrierung eines Importeurs ausreichen, wie es beispielsweise in England umgesetzt wird.

Der Art. 25 Abschnitt 2 erläutert nicht, was eine wesentliche Änderung des Produktes im Detail heisst. Die Zusammensetzung eines E-Liquids kann aus 3-6 Bestandteilen bestehen. Diese sind als Basis Glycerin, Propylenglykol, Aroma und - je nach Hersteller und E-Liquid - destilliertes Wasser, Ethanol und Nikotin. Änderungen sollten nur gemeldet werden, wenn absolut neue Bestandteile zur Anwendung kommen. Die Änderung eines Mischverhältnisses ist nach unserer Ansicht keine wesentliche Änderung.

Die Herstellung und das Inverkehrbringen von E-Liquids sollen weiterhin den Lebensmittelstandards unterstehen. Wir befürworten die Kennzeichnung der Herkunft sowie das Anbringen der Angabe bezüglich Nikotingehalts auf den Produkten.

Wir verweisen auf Art. 5 der Bundesverfassung¹¹ – Grundsätze rechtsstaatlichen Handelns:

Art. 5

² Staatliches Handeln muss im öffentlichen Interesse liegen und verhältnismässig sein.

3. Abschnitt: Information der Öffentlichkeit

Art. 34

¹ Die zuständigen Behörden von Bund und Kantonen informieren die Öffentlichkeit über bekannte oder vermutete Gesundheitsrisiken der Tabakprodukte und der nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten.

² Sie informieren die Öffentlichkeit insbesondere über:

- a. ihre Kontrolltätigkeiten und deren Wirksamkeit
- b. gesundheitsschädigende Zutaten nach Artikel 5, die bei einem auf dem Markt bereitgestellten Tabakprodukt oder einer auf dem Markt bereitgestellten nikotinhaltigen elektronischen Zigarette festgestellt werden.
- c. das empfohlene Verhalten gegenüber diesem Produkt

³ Sie informieren die Öffentlichkeit insbesondere über wissenschaftliche Erkenntnisse von allgemeinem Interesse im Bereich des Gesundheitsschutzes im Zusammenhang mit Tabakprodukten oder nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten und der Prävention der durch den Konsum dieser Produkte verursachten Krankheiten.

Wir unterstützen und erwarten, dass der Bund über die Alternative zu Tabak- und E-Dampfgeräte informiert. Es ist die Pflicht des BAG die Gesundheit der Bevölkerung zu fördern. Wir erwarten eine faktenbasierte, aufgeklärte und dem heutigen Stand der Wissenschaft entsprechende Informationsweitergabe von Seiten der Behörde mittels Präventionsstellen wie beispielsweise dem Fachverband Sucht. Zudem muss Werbung für E-Dampfgeräte, wie weiter oben beschrieben, zugelassen werden. Die Finanzierung sollte über die Tabaksteuer geregelt werden.

Auf keinen Fall sollten Steuern auf nikotinfreie oder nikotinhaltige elektronische Zigaretten und E-Liquids erhoben werden, was schon durch die Motion Zanetti verabschiedet wurde. Im Bereich der Tabakbesteuerung führte die 2011 eingereichte Motion Zanetti (11.3178) 28 zur Befreiung der E-Zigaretten von der Tabaksteuer¹².

Die verhältnismässige Regulierung und angemessene Liberalisierung von nikotinfreien und nikotinhaltigen E-Dampfgeräten hat für alle Vorteile. Langfristig können so erhebliche Kosten für den Bund, die Wirtschaft und auch im privaten Haushalt eingespart werden.

Das wichtigste Argument ist und bleibt aber die Förderung der Gesundheit von aktiven und ehemaligen Raucherinnen und Rauchern, welche sich zum Umstieg auf die weniger schädliche Alternative entscheiden wollen. Diese Möglichkeit darf nicht unnötig erschwert werden!

Abschliessendes Fazit

Wir fordern die Differenzierung zwischen E-Zigaretten und E-Dampfgeräten in der Regulierung klarer zu gestalten als vorgesehen. Wir erhoffen uns diesbezüglich eine massive Verbesserung der Gesundheit der Bevölkerung und eine Senkung der Kosten im Gesundheitswesen. Gleichzeitig wird ein junger, starker Wirtschaftszweig in der Schweiz gefestigt.

Wir fordern eine kontrollierte E-Liquidherstellung nach Lebensmittelstandard, ohne zusätzliche Anmeldungen der elektronischen E-Dampfgeräte.

Die Nutzung von E-Dampfgeräten und das Testen von E-Liquids in Lokalitäten, in welchen genannte Produkte verkauft werden, muss zugelassen sein. Hierbei bedarf es keiner Unterscheidung von nikotinfreien und nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten und E-Liquids. Nur so kann gewährleistet werden, dass E-Dampfgeräte und entsprechendes Zubehör in fachmännischer Beratung an interessierte Personen abgegeben werden. Die Nutzung von nikotinhaltigen E-Liquids und Themen der Akkusicherheit können nur in gründlicher Beratung an Fachstellen zur Sicherheit der Nutzer vermittelt werden. Mit einer verschärften und übertriebenen Regulierung besteht die Gefahr, dass interessierte Personen die Ware vermehrt online und ohne Beratung beziehen.

Ein zu berücksichtigender Punkt ist zudem der Wirtschaftszweig rund um die Herstellung und den Handel mit elektronischen E-Dampfgeräten. Dieser hat in den vergangenen Jahren stark zugelegt. Das bestehende Verbot, nikotinhaltige E-Liquids zu verkaufen, schwächt den betreffenden Wirtschaftszweig massiv. Die Zahlen aus den angrenzenden Ländern sprechen diesbezüglich für sich.

Zur Veranschaulichung von erwirtschafteten und steuerbaren Einnahmen, sowie den geschaffenen Arbeitsplätzen, berücksichtigen Sie folgende Zahlen:

Allein im Jahr 2016 wurden Einnahmen durch Herstellung und Handel von elektronischen Zigaretten und entsprechendem Zubehör im Wert von CHF 30 Millionen verzeichnet. Im Jahr 2017 stiegen die Einnahmen auf über CHF 50 Millionen und es wurden insgesamt rund 300 Arbeitsplätze geschaffen. Berücksichtigt man die Zahlen der letzten 12 Jahre (2005 bis heute), ist ein massiver Anstieg nicht zu bestreiten. Laut einer ersten Einschätzung aus dem Jahr 2013 nutzten damals 0.4% der Schweizer Bevölkerung die elektronischen Dampfgeräte täglich. Im Jahr 2016 stieg diese Zahl auf 0.7% an. Diese Zahlen unterstreichen das grosse Potenzial zur Förderung der Gesundheit, zur Schaffung von weiteren Arbeitsplätzen sowie zu Mehreinnahmen von Steuergeldern.

Auf keinen Fall sollten zusätzlich Tabaksteuern auf nikotinfreie und nikotinhaltigen E-Liquids und E-Dampfgeräte erhoben werden.

Die SVTA empfiehlt den aktuellen Gesetzesentwurf in Berücksichtigung seiner Mängel zurückzuweisen.

Quellen Verzeichnis:

- 1 **Public Health England:**
<https://www.elekciq.de/docs/Public-Health-England-E-Cigarettes-an-evidence-update-Deutsche-Uebersetzung.PDF>
- 2 **BAG:**
<https://www.bag.admin.ch/bag/de/home/das-bag/auftrag-ziele.html>
- 3 **Definition Zigarette:**
<https://de.wikipedia.org/wiki/Zigarette>
- 4 **Inhaltsstoffe Zigarette**
<https://www.rauch-frei.info/informier-dich/was-ist-drin.html>
- 5 **Fachverband Sucht:**
<https://fachverbandsucht.ch/de/news/verdampfen-statt-verbrennen-neues-positionspapier-des-fachverbands-sucht-zu-e-zigaretten-und-vaporisatoren>
- 6 **Erläuternder Bericht zum 2. Vorentwurf des TabPG Dezember 2017**
https://www.bag.admin.ch/dam/bag/de/dokumente/npp/tabak/tabpg/tabpg-2017/erlaeuternder-bericht-vorentwurf.pdf.download.pdf/5_TabPG_Vn_Erl%C3%A4uternder_Bericht_final_d_BRB.pdf
- 7 **Auftrag des Parlaments an den Bundesrat**
<https://www.bag.admin.ch/bag/de/home/themen/mensch-gesundheit/sucht/tabak/tabakpolitik-schweiz/entwurf-tabakproduktegesetz.html>
- 8 **Fakten zur E-Zigarette (Zusammenstellung Studien)**
http://www.rursus.de/docs/Fakten_zur_eZigarette_1.0.pdf
- 9 **Dr. Bernd Mayer, PhD**
<https://www.bernd-mayer.com/>
- 10 **RFA:**
<https://www.bag.admin.ch/dam/bag/de/dokumente/npp/tabak/tabpg/tabpg-2017/tabpg-rfa-schlussbericht.pdf.download.pdf/rfa-tabpg-schlussbericht.pdf>
- 11 **Bundesverfassung:**
<https://www.admin.ch/opc/de/classified-compilation/19995395/index.html#a8>
- 12 **Motion Zanetti:**
<https://www.parlament.ch/de/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefte?AffairId=20113178>
- 13 **Registrierte Produkte in der EU (Benoît Eclache, 27:50):**
<https://www.youtube.com/watch?v=FU80EoX83FI>
- 14 **BetmG - Schadensminimierung**
<https://www.bag.admin.ch/bag/de/home/service/gesetzgebung/gesetzgebung-mensch-gesundheit/gesetzgebung-betaeubungsmittel.html>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Zodiak GmbH

Abkürzung der Firma / Organisation : E-Smoking

Adresse : Gerbegasse 6; 8302 Kloten

Kontaktperson : Rico Daniel

Telefon : 079 107 50 57

E-Mail : rd@zodiak.ch

Datum : 16.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	9
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	18
Entwurf Tabakproduktegesetz	21
Unser Fazit	37
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	38

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
E-Smoking	<p>Der zweite Vorentwurf zum TabPG berücksichtigt mehrheitlich die vom Parlament geforderten Änderungen. Der neue Entwurf bedeutet eine grosse Verbesserung für den Vertrieb von elektronischen Zigaretten gegenüber dem ersten Vorentwurf, welcher vom Parlament an den Bundesrat zur Überarbeitung zurückgewiesen wurde.</p> <p>Die Motion Humbel (11.3637) «Gesamtschweizerisch einheitliches Abgabalter für Tabakprodukte» verlangt eine landesweite Vereinheitlichung der Altersbeschränkung für die Abgabe von Tabakprodukten in der Schweiz. Im zweiten Vorentwurf zum TabPG wurde vom Bundesrat deshalb vorgeschlagen, die Abgabe von nikotinfreien und nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten an Minderjährige zu verbieten. Das Parlament verlangte ausserdem, dass die Werbung dort zu verbieten ist, wo sich diese hauptsächlich an Minderjährige richtet. Der Bundesrat geht im zweiten Vorentwurf jedoch weit über diese Forderungen hinaus und nimmt den Auftrag offensichtlich zum Anlass, ein totales Werbe- und Abgabeverbot von elektronischen Zigaretten mit oder ohne Nikotin an Minderjährige im Gesetz zu verankern. Er missachtet dabei die vom Parlament geforderte «Differenzierung von Alternativprodukten wie E-Zigaretten und Snus und die spezifische Regelung dieser Produkte, aufgrund der viel geringeren Schädlichkeit im Vergleich zu Tabakprodukten zum Rauchen». Es ist unklar aufgrund welcher wissenschaftlichen Basis der Bundesrat zum Schluss kommt, dass nikotinfreie elektronische Zigaretten für Minderjährige eine Gefahr darstellt. Ohne wissenschaftlichen Belege der Gefährdung von Minderjährigen durch nikotinfreie elektronische Zigaretten ist ein generelles Abgabeverbot nicht verhältnismässig und ein nicht zulässiger Eingriff in die Wirtschaftsfreiheit der Unternehmen. Deshalb ist ein generelles Abgabeverbot von nikotinfreien elektronischen Zigaretten unverhältnismässig.</p> <p>Folglich hat der Bundesrat mit dem zweiten Vorentwurf den Auftrag des Parlaments nur teilweise erfüllt. Das Abgabe- und Werbeverbot nikotinfreier Produkte missachtet den Parlamentswillen «keine zusätzlichen Einschränkungen, Legalisierung des Handels und differenzierte Einstufung von alternativen Produkten» und ist ein Verstoss gegen die Wirtschaftsfreiheit, ohne dass der Gesundheitsschutz oder der Schutz der Minderjährigen es erfordern würde. Zurzeit ist der Verkauf von nikotinfreien elektronischen Zigaretten ohne jegliche Einschränkungen legal.</p> <p>Ansonsten kann man, sofern man von Flüchtigkeitsfehlern absieht, von einem durchaus gelungenen zweiten Vorschlag sprechen. Die Legalisierung des Handels mit Alternativprodukten wie E-Zigaretten und Snus wurde aus der Sicht der Konsumenten, mit der Ausnahme der zu geringen Differenzierung und dem damit verbundenen Abgabeverbot an Minderjährige, gut umgesetzt. Mit der Inkraftsetzung des TabPG, was aber noch Jahre dauern könnte, dürfen volljährige Personen in der Schweiz endlich auch legal nikotinhaltige E-Zigaretten kaufen.</p> <p>Ob der Bundesrat den parlamentarischen Auftrag der spezifischen Regelung für alternative Produkte mit der marginalen Differenzierung genüge getan hat, wird die Diskussion im Parlament zeigen.</p>
E-Smoking	<p>Ergänzendes Fazit für Konsumenten von elektronischen Zigaretten</p> <p>Für Konsumenten von elektronischen Zigaretten bringt dieses Gesetz fast nur Vorteile. Es ist in Zukunft erlaubt, nikotinhaltige Nachfüllflüssigkeiten</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>und elektronische Zigaretten in der Schweiz zu erwerben. Die Füllmengen-Obergrenze für nikotinhaltige Liquids wird bei 100 ml festgelegt. Von diesem Gesetz nicht betroffen ist der Import für den Eigengebrauch (Achtung, für die Freundin bestellt gilt bereits als Weitergabe und geht über Eigengebrauch hinaus) und nikotinhaltige Liquids, welche für den Eigengebrauch selbst hergestellt werden. Bisher gibt es keine Importbeschränkungen, der Bundesrat könnte nach dem neuen TabPG aber welche erlassen zur Verhinderung eines gewerblichen Imports.</p> <p>Die einzige, spürbare Einschränkung für junge Konsumenten wird sein, dass die Abgabe von elektronischen Zigaretten (mit und ohne Nikotin) an Minderjährige verboten ist.</p>
E-Smoking	<p>Ergänzendes Fazit für Händler</p> <p>Grundsätzlich können Marktteilnehmer aus der «Dampfer-Branche» aufatmen. Gegenüber dem ersten Vorschlag bergen sich im zweiten Entwurf keine Gefahren mehr, mit welchen die Händler nicht leben könnten. Nichts desto trotz gibt es viele Punkte, bei welchen Verbesserungen möglich und notwendig sind, welche auch begründet werden können.</p> <p>Solange Nachfüllflüssigkeiten und elektronische Zigaretten nicht mit Nikotin verkauft werden, wird die grösste Einschränkung sein, dass Produkte auch ohne Nikotin nicht mehr an Minderjährige verkauft werden dürfen. Das TabPG betrifft, ausgenommen Artikel 17-21, nur nikotinhaltige E-Zigaretten und damit nur einen kleinen Teil der Produkte welche Dampfershops im Sortiment führen. Insbesondere kann mit der klaren Trennung zwischen nikotinhaltigen und nikotinfreien Angeboten, als auch mit DIY Lösungen, von der Differenzierung durch den Bundesrat profitiert werden.</p> <p>Abzulehnen ist Art. 3 Abs. g. Die vom Bundesrat geforderte «Gleichstellung des Imports mit dem Bereitstellen» wäre ein grosser Einschnitt in die Wirtschaftsfreiheit, jedoch glaube ich nicht, dass dieser Absatz so bestehen bleibt.</p> <p>Es bestehen ebenfalls reale Chancen, die vom Bundesrat im zweiten Vorentwurf vorgeschlagenen Einschränkungen im Bereich der Werbung, der Abgabe von nikotinfreien Produkten an Minderjährige und an der Erweiterung des Gesetzes zum Schutz vor Passivrauch zu lockern. Zum einen forderte das Parlament vom Bundesrat eine differenzierte Einstufung der Produkte und keine weiteren Einschränkungen der Werbung. Diese Punkte hat der Bundesrat nur bedingt oder mangelhaft erfüllt. Weil die Werbung wie auch die Abgabe von nikotinfreien elektronischen Zigaretten und Nachfüllflüssigkeiten zurzeit nicht eingeschränkt ist und keine Belege dafür existieren, dass nikotinfrei Produkte die Gesundheit der Menschen gefährden würden, fehlt die Grundlage für ein Werbe- und Abgabeverbot aller E-Zigaretten und verstösst deshalb gegen das Gebot der Wirtschaftsfreiheit gemäss der Bundesverfassung. Einschränkungen sind nur dann zulässig, wenn dies in der Bundesverfassung vorgesehen oder durch kantonales Regalrecht begründete ist.</p> <p>Dass der Kanton Testkäufe durchführen kann liegt in der Natur der Sache. Dagegen ist nichts einzuwenden. Ob davon die nikotinfreien Produkte auch betroffen sein müssen, darf in Frage gestellt werden. Die Diskussion im Parlament wird zeigen, ob die Gleichbehandlung von nikotinfreien und nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten bei der Abgabe und der Werbung so gewünscht ist.</p> <p>Im Artikel 34 schlägt der Bundesrat vor, dass die zuständigen Behörden von Bund und Kantonen die Öffentlichkeit über bekannte oder vermutete Gesundheitsrisiken informiert. Das «vermutete» macht hier natürlich in erster Linie Sorge und sollte auch zur Änderung beantragt werden. Die reine Vermutung reicht nicht aus, um die Bevölkerung vor möglichen, vermuteten Gefahren zu warnen. Es besteht auch kein Grund zur Freude der</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Annahme, der Bund müsste in Zukunft über die Vorteile von elektronischen Zigaretten im Vergleich zu Tabakzigaretten berichten. Das ist ein Irrtum, denn der Gesetzgeber schreibt vor, die Behörden müssen über Gesundheitsrisiken (Risiko ungleich Vorteil) berichten. Weil aber dieses Gesetz «nur für nikotinhaltige elektronische Zigaretten und Nachfüllflüssigkeiten mit Nikotin gilt, dürfen die Behörden auch nicht über «vermutete» gesundheitliche Risiken von nikotinfreien Produkten berichten, solange keine Risiko für die Gesundheit besteht, was sowieso einem Verkaufsverbot gleichkommen würde.</p>
E-Smoking	<p>Ergänzendes Fazit für Medien mit Gratiszeitungen</p> <p>Das vom Bundesrat vorgeschlagene Werbeverbot von Tabakprodukten und (nikotinfreien) elektronischen Zigaretten in Gratis-Zeitungen und im Internet verstösst gegen die Wirtschaftsfreiheit und wird grosse Einnahmeeinbussen für kostenlose Medienangebote zur Folge haben. Das Parlament hat den ersten Vorentwurf des TabPG zurückgewiesen mit dem Auftrag, beim zweiten Entwurf den Schutz der Kinder und Jugendlichen insbesondere durch die Verankerung des Mindestalters 18 für den Erwerb von Tabakprodukten und das Verbot von speziell an Minderjährige gerichteter Werbung zu verstärken.</p> <p>Damit geht der Vorentwurf des Bundesrats weit über die geforderten Massnahmen des Parlaments hinaus. Der Schutz der Jugendlichen und Kindern wurde für Tabakprodukte verlangt, nicht für elektronische Zigaretten und schon gar nicht für diejenigen ohne Nikotin. Zudem wurde vom Parlament gefordert, speziell an Minderjährige gerichteter Werbung zu verbieten. Gemäss den Mediadaten von 20 Minuten richtet sich zum Beispiel diese Gratiszeitung keines Falls hauptsächlich an Minderjährige, weshalb der Gesetzesvorschlag eine wirtschaftliche Bevorteilung von «kostenpflichtigen Zeitungen und Magazinen» ist, welche gegen die Wirtschaftsfreiheit und gegen die Verhältnismässigkeit verstossen. Es handelt sich dabei um eine Rechtsbevorteilung für «bezahl Zeitungen». Ausserdem bedient sich der Gesetzgeber in der Erläuterung zum zweiten Entwurf des TabPG einem Scheinargument (Seite 23; Erläuterungen zum TabPG), wenn er behauptet, dass die Gratiszeitung 20 Minuten hauptsächlich von Minderjährigen gelesen wird.</p>
E-Smoking	
E-Smoking	
E-Smoking	
E-Smoking	
E-Smoking	
E-Smoking	

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

E-Smoking	
E-Smoking	
E-Smoking	
E-Smoking	
E-Smoking	
E-Smoking	
E-Smoking	
E-Smoking	
E-Smoking	
E-Smoking	
E-Smoking	
E-Smoking	
E-Smoking	
E-Smoking	
E-Smoking	
E-Smoking	
E-Smoking	
E-Smoking	

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

E-Smoking	
E-Smoking	
E-Smoking	
E-Smoking	
E-Smoking	
E-Smoking	
E-Smoking	
E-Smoking	
E-Smoking	
E-Smoking	
E-Smoking	
E-Smoking	
E-Smoking	
E-Smoking	
E-Smoking	
E-Smoking	
E-Smoking	
E-Smoking	

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

E-Smoking	
-----------	--

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")

Name/Firma	Kapitel-Nr.	Bemerkung/Anregung
E-Smoking	1.1.2	<p>Seit dem 12. November 2015 verbietet das BLV mit der Allgemeinverfügung BBl. 2015/7788 1 den Verkauf von nikotinhaltenen Liquids für E-Zigaretten in der Schweiz. Die aufschiebende Wirkung wurde entzogen und obwohl der Gesetzgeber vorschreibt beim Entzug der aufschiebenden Wirkung schnellstmöglich (innert 6 Monaten ist die interne Vorgabe) zu urteilen, bewegt sich das BVGer bis heute nicht (Stand heute über 27 Monate Wartezeit mit wirtschaftlich grossen Folgen). Die lange Wartezeit wird mit der Komplexität des Falles durch das BVGer begründet, eine Komplexität welche wir als Beschwerdeführer jeweils in 30 Tagen beantworten mussten.</p> <p>Das Verbot begründete das BAG in der Allgemeinverfügung mit dem fehlenden Jugendschutz (Mindestalter) sowie mit den fehlenden Warnvorschriften und dem nicht bestehenden Werbeverbot wie es für Tabakprodukte gelte. Im Replik zu unserer Beschwerde vor dem BVGer behauptet das BAG ebenso, dass keine Studien existieren und somit der Schutz der Bevölkerung nicht gewährleistet ist. Das wir im Replik vom BLV exakt die Massnahmen gefordert haben, welche nun im zweiten Entwurf zum TabPG umgesetzt werden sollen, sei nur am Rande erwähnt. (Wird lustig für die Begründung vor dem BVGer, wenn ein Produkt heute eine Gefahr für die Bevölkerung darstellt, dass es verboten werden muss, in Zukunft aber ist es völlig ok. Ich bin gespannt).</p> <p>Das BLV behauptet dann vor dem BVGer auch noch dreist im Replik, dass es in einer Verfügung keine Massnahmen erlassen könne, obwohl es selbiges Amt schon getan hat und die Beweismittel von uns beigelegt wurden.</p> <p>Hätte das BLV an Stelle eines Verbots einschlägige Massnahmen wie Altersbeschränkung, kindersichere Verschlüsse, Warnhinweise und idealerweise auch eine Qualitätskontrolle in der Verfügung erlassen, dann wären E-Liquids in der Schweiz schon lange sicher für die Bevölkerung. Leider bewirkt die Allgemeinverfügung des BLV vom 12. November 2015 das Gegenteil</p> <p>Zum Verständnis für Leser ohne Fachkenntnisse über E-Zigaretten: E-Zigaretten mit Nikotin sind seit über 10 Jahren auf dem Markt erhältlich und werden von über XXX Millionen Konsumenten genutzt, ohne einen Todesfall 3. Es existieren über 2000 Studien zu E-Zigaretten und Liquids. Jeder halbwegs nicht bestochene Wissenschaftler wird die toxischen Unterschiede zwischen einer E-Zigarette und einem Tabakprodukt erläutern können, so dass es jeder Schüler versteht.</p> <p>In England empfiehlt der Staat den Rauchern auf E-Zigaretten umzusteigen, jedoch ist in England die Krankenkasse staatlich und somit profitiert der Staat direkt von tieferen Kosten. Bei uns in der Schweiz trägt diese der Bürger mit teureren Krankenkassenprämien und Produkten / Dienstleistungen. Jährlich über 5 Mia Folgekosten für das Schweizer Volk.</p> <p>Jetzt wird es grotesk</p> <p>Vor knapp zwei Jahren, kurz nach der Allgemeinverfügung des BLV hat zuerst Philip Morris S.A. das HNB-Produkt «IQOS» gefolgt</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

von British American Tobacco mit dem Produkt «Glo» den Start ihrer neuen HNB-Produktreihe gewagt. Dazu ist wichtig zu wissen, dass beide Produkte (IQOS/Glo) auf demselben Prinzip aufgebaut sind. Die Geräte sind dreiteilig und bestehen aus einem Akku, einer Heizeinheit und einem Depot gefüllt mit einem Tabakprodukt. Sie unterscheiden sich dahingehend, dass bei der «IQOS» ein Hezelement direkt ins Tabakdepot gesteckt und erhitzt wird und so den «Dampf» 2 erzeugt und bei der «Glo» wird das Tabak-Depot (Tabak-Stick) von aussen erhitzt. Sie unterscheiden sich nur in der Art wie das Hezelement technisch verbaut ist.

Ganz anders funktioniert das Produkt «Ploom», welches das dritte HNB-Produkt eines Tabakgiganten auf dem Markt ist. Die Ploom besteht aus einem Akku, einer «Patrone» welche ein Propylenglycol und Glycerin Gemisch beinhaltet (Anm. dieselben Inhaltsstoffe wie E-Zigaretten ohne Nikotin), welches vom Benutzer durch eine Tabakkapsel gezogen wird, in welcher das Nikotin freigesetzt wird. Einfach formuliert ist es ein Hybrid-Gerät, welches Dampf durch eine Kapsel mit Tabakgranulat zieht und dabei Nikotin (und wer weiss was sonst noch, die Meinungen der Wissenschaft sind different) freisetzt. Soweit wäre nichts zu beanstanden – könnte man denken.

Nun ist es so, dass von E-Zigaretten immer wieder Langzeitstudien verlangt werden und das Verlangen mit dem Scheinargument des Jugendschutzes und dem Schutz der Bevölkerung gerechtfertigt wird. Obwohl E-Zigaretten seit über 10 Jahren existieren und die vom BAG als nötig empfundenen Massnahmen in der Verfügung hätten erlassen werden können, bleiben sie im Gegensatz zu den HNB-Geräten, illegal für den Handel.

Für die HNB-Produkte ist die Schweiz für alle drei Konzerne (PMI, BAT, JTI) ein Testmarkt.

Unter der jetzigen Gesetzgebung werden die Produkte, welche für den Weltmarkt bestimmt sind, je nach Kanton an 0/16 und 18-Jährige verkauft oder wie es die Konzerne sagen, getestet.

Für grosse Tabakkonzerne und für das BAG ist die Schweizer Jugend scheinbar gut genug als Test-Mensch hinzuhalten, während man gleichzeitig bei E-Zigaretten ein übertriebenes Risiko konstruiert, welches sogar mit Massnahmen zu regulieren wäre.

Ric: Während mein Opa noch immer kein nikotinhaltiges Liquid kaufen darf kann meine Tochter am Kiosk wahlweise Zigaretten und HNB-Produkte kaufen oder sich gar prostituieren. Juristisch in der Schweiz voll korrekt. Habt ihr echt noch alle Latten am Zaun in Bern?

Diverse Verstösse gegen die TabV

Aufgrund der aktuellen Einstufung von Tabakprodukten und Lebensmitteln (heutige Gesetzeslage seit nLMG und bis TabPG im Jahr 2022/2028) dürfte das Produkt Ploom so aktuell gar nicht auf dem Markt zugelassen sein.

Art. 1 (TabV) Tabakerzeugnis: Erzeugnis, das ganz oder teilweise aus Tabak besteht und insbesondere zum Rauchen (Zigarren, Zigaretten und ähnliche Erzeugnisse sowie Schnitt- und Rollentabak), Schnupfen, Lutschen oder Kauen bestimmt ist.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Weil die Ploom-Tech aber nicht zum Rauchen und ebenso wenig zum Schnupfen, Lutschen oder Kauen bestimmt ist, sondern gemäss Ploom-Tech klar zum DAMPFEN bestimmt ist, ist die Zuordnung in der TabV zu bestreiten und infolge der zu gewährenden Gleichbehandlung ähnlich wie ein Dampfgerät (ugs. E-Zigarette) einzustufen. Es ist gemäss TabV nicht zugelassen.</p> <p>ZITAT WEBSITE PLOOM-TECH (WWW.PLOOM.CH): «DIE PLOOM TABAKKAPSELN ENTHALTEN EIGENTLICHEN (D.H. ECHTEN) TABAK. DIE SPEZIELL KONZIPIERTE TABAKKAPSEL IST EIN TABAKPRODUKT UND ENTHÄLT WIE ALLE TABAKPRODUKTE NIKOTIN, DAS MIT ABHÄNGIGKEIT VERBUNDEN WIRD.»</p> <p>Weil die Ploom-Tech kein Tabakerzeugnis ist und ein Lebensmittel auch nicht sein kann (weil ein Lebensmittel kein Nikotin enthalten darf), ist es ein Gebrauchsgegenstand. Für eine Einstufung als Gebrauchsgegenstand spricht ebenso, dass die «Tabak-Kapsel» und das «Liquid-Depot» nur zusammen mit dem Gerät PLOOM-TECH als Einheit dem dafür vorhergesehenen Verwendungszweck (dem Verdampfen von Liquid welches anschliessend durch ein Tabak / Nikotingranulat gezogen wird um inhaliert zu werden), zugeführt werden kann. Bei den E-Zigaretten wird dadurch die kuriose Einstufung von Liquids als Gebrauchsgegenstand mit Schleimhautkontakt durch das BLV, (meiner Meinung nach falsche Einstufung im LMG) gerechtfertigt.</p> <p>Wenn die Produkte «gleichbehandelt» werden würden, ist Ploom-Tech und die Kapseln ein Gebrauchsgegenstand mit Schleimhautkontakt und darf kein Nikotin enthalten.</p> <p>Im Art. 5 (TabV) über verbotene Erzeugnisse heisst es: Abs. 1: Tabakerzeugnisse zum oralen Gebrauch dürfen weder eingeführt noch abgegeben werden</p> <p>Abs. 2: Als Tabakerzeugnisse zum oralen Gebrauch gelten Erzeugnisse in Form eines Pulvers oder eines feinkörnigen Granulats oder einer Kombination dieser Formen, insbesondere in Portionenbeuteln oder porösen Beuteln oder in anderer Form. Ausgenommen sind Erzeugnisse, die zum Rauchen oder Kauen bestimmt sind.</p> <p>Beides trifft auf die Ploom-Tech zu. Es handelt sich um ein Tabakgranulat in Portionen und geht nicht unter die Ausnahmen, weil es dampft und nicht raucht und auch nicht zum Kauen bestimmt ist.</p> <p>Über weitere daraus folgende Verstösse gegen Art. 12 (TabV) Warnhinweise und Art. 17 Täuschungsschutz und Art 18 will ich mich jetzt hier gar nicht erst auslassen.</p> <p>Beweismittel für die Ungleichbehandlung: Zitat aus dem Replik des BLV zur Beschwerdensache C7997/2015 vor dem BVGer (Nikotin Verbot in E-Zigaretten)</p> <p>Weil es sich aber um eine offensichtliche, willkürliche Ungleichbehandlung durch Bevorteilung der Tabakindustrie durch den Bund handelt, habe ich das Kantonslabor Genf am 6.9.2017 eingeschrieben über den Sachverhalt informiert (Einschreiben) und wundert es, bis heute keine Antwort erhalten. Natürlich ist das KLGE mir von Amtswegen keiner Antwort verpflichtet, doch die</p>
--	--

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

		<p>amtlichen Gepflogenheiten würden es gebieten, sagt der klassische Beamte und wird den Mitarbeitern so gelehrt.</p> <p>Ihr könnt euch vielleicht vorstellen, dass ich nach 2.5 Jahren BVGer Prozess und unzähligen Ausreden keine Lust auf «keine Antwort» hatte und darum habe dem Herrn Anderegg vom BAG (Stabsleiter EDI) über den Sachverhalt (Einschreiben, Ploom) informiert.</p> <p>Hier die Korrespondenz dazu. Bitte anschnallen und den Liquid-Tank vorher befüllen. Anrede und Grussformeln habe ich weggelassen. Der Rest sind Zitate.</p> <p>PS: Verzeiht mir die folgenden Schreibfehler, ich war ein bisschen aufgeregt und zudem schreiben wir so oft, dass es manchmal von meiner Seite aus – aber offensichtlich auch seitens des BAG – nicht immer die amtliche Formalität benötigt.</p> <p>Original Korrespondenz mit dem BAG</p> <p>E-Smoking.ch: Da wir in Sachen Nikotin schon mehrfach miteinander kommuniziert haben, versteht sich, dass meine Anfrage in diesem Zusammenhang zu würdigen ist.</p> <p>Letzte Woche habe ich das Kantonslabor Genf per Einschreiben über diverse Gesetzesverstösse durch JT International mit dem Produkt «Ploom-Tech» informiert. (Sie haben das Schreiben per Email erhalten und ist sicherheitshalber in diesem Email nochmals angehängt) Geschehen ist bis heute nichts, wie bedenklich das in Anbetracht unseres Streites vor BVGer ist, muss ich gar nicht erläutern und wissen Sie selbst – oder?</p> <p>Auch wenn ich weiss, dass mir das Kantonslabor Genf keiner Antwort verpflichtet ist, wissen wir beide ebenso, dass die Damen und Herren für die Umsetzung des Gesetzes zuständig sind. Am mangelnder Kenntnis fehlt es auch nicht mehr. Weil aber offensichtlich bis heute kein Verkaufsverbot oder sonst irgendwelche Reaktionen aus Genf zu verspüren sind, wollte ich nachfragen ob es wirklich sein muss, dass ich eine offizielle Aufsichtsbeschwerde durch die Kanzlei erstellen lasse? Echt jetzt? Ich weiss es und sie wissen es auch – ich werde auch diesen Schritt tun.</p> <p>Ein kurzes Feedback würde mich sehr freuen.</p> <p>M. ANDEREGG (BAG): HIER MEINE KURZE RÜCKMELDUNG.</p> <p>AUS MEINER SICHT SIND PRODUKTE MIT TABAKBLATTSTÜCKEN ERLAUBTE TABAKPRODUKTE.</p> <p>E-Smoking.ch: Vielen Dank fürs Feedback. Wie um Himmelswillen wollen sie das begründen? Müssen sie ja zum Glück nicht. Ich werde die ganzen Unterlagen der Kanzlei übergeben (Aufsichtsbeschwerde und was sonst möglich ist) und die Medienanfragen mit Freude beantworten.</p> <p>M. ANDEREGG (BAG): NUN ICH LESE EINFACH DIE DEFINITION IN DER TABAKVERORDNUNG. IST TABAK DRIN, IST ES EIN TABAKPRODUKT. ABER ICH DENKE SIE WERDEN VON DEN ZUSTÄNDIGEN VOLLZUGSBEHÖRDEN HÖREN.</p>
--	--	--

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

E-Smoking.ch: Da steht aber ebenso in der TabV: Art. 2 – Begriffe – Bedeutung: Bst. d. Tabakerzeugnis: Erzeugnis, das ganz oder teilweise aus Tabak besteht und insbesondere zum Rauchen (Zigarren, Zigaretten und ähnliche Erzeugnisse sowie Schnitt- und Rollentabak), Schnupfen, Lutschen oder Kauen bestimmt ist.

Weil die Ploom aber nicht zum RAUCHEN und ebensowenig zum SCHNUPFEN, LUTSCHEN oder KAUEM bestimmt ist, sondern gemäss PLOOM klar zum DAMPFEN, ist die Zuordnung zu bestreiten und eher einem Dampfgerät, als einem Tabakerzeugnis einzustufen.

TabV – Art. 5 Verbotene Erzeugnisse Tabakerzeugnisse zum oralen Gebrauch dürfen weder eingeführt noch abgegeben werden.

Als Tabakerzeugnisse zum oralen Gebrauch gelten Erzeugnisse in Form eines Pulvers oder eines feinkörnigen GRANULATS oder einer Kombination dieser Formen, insbesondere in Portionenbeuteln oder porösen Beuteln oder in anderer Form. Ausgenommen sind Erzeugnisse, die zum Rauchen oder Kauen bestimmt sind.

Das trifft doch auf die Ploom-Tech zu. Ist ein Tabakgranulat (Gemäss Definition von J T selbst) in Portionen und geht nicht unter die Ausnahmen, weil es DAMPFT und NICHT RAUCHT oder zum KAUEM BESTIMMT ist.

Selbst als Tabakerzeugnis so nicht verkehrsfähig nach geltender TabV und LMG.

Ich wünsche Ihnen trotzdem ein schönes Wochenende.

M. ANDEREGG (BAG): NUN DIE KONSUMFORMEN SIND KEINE ABSCHLIESSENDE LISTE. BITTE BEACHTEN SIE DAS WORT INSBESONDERE. D.H. ES KANN AUCH ANDERE FORMEN GEBEN.

MIT TABAKPRODUKTEN ZUM ORALEN GEBRAUCH IST SNUS GEMEINT, PLOOMTECH DÜRFTE KAUM DARUNTER FALLEN, SELBST WENN SIE NATÜRLICH RECHT HABEN, DASS PLOOM AUCH EIN GRANULAT IST. ZUR ZEIT ALS DIESE DEFINITION ERLASSEN WURDE, GAB ES NOCH GAR KEINE E-ZIGARETTEN. ABER LETZTLICH IST ES IHNEN ÜBERLASSEN, WIE SIE HIER VORGEHEN MÖCHTEN.

DA KOMMT MAN SICH DOCH GELINDE GESAGT VERARSCHT VOR. IST DAS NOCH GESETZESMÄSSIG ODER BEREITS MAFIA?

Wisst ihr was das BAG oder das Kantonslabor Genf bis heute in dieser Angelegenheit unternommen haben? Nichts, maximal dafür geschaut, dass es keinen Wirbel macht. Keine weiteren Reaktionen JTI bewirbt Ploom kräftig im Internet oder an Kiosken. Keine Langzeitstudien, kein Jugendschutz – dem BAG scheint das alles egal zu sein, wenn die Tabaksteuern fließen. Bei E-Zigaretten ist der Massstab dann doch ganz anders.

Die Folgen sind erschütternd

Gemäss dem BAG sterben in der Schweiz 9500 Menschen vorzeitig an den Folgen des Rauchens. Die Behandlungskosten für durch den Tabakkonsum verursachte Krankheiten belaufen sich in diesem Land jährlich auf 1,7 Milliarden Franken, dazu kommen

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

		Erwerbsausfallskosten von 3,9 Milliarden Franken. Trotzdem scheint das BAG alles dafür zu unternehmen, die Verkehrsfähigkeit eines alternativen Produkts, das diese Kosten und vor allem das Leiden der Betroffenen erwiesenermassen senken würde, hinauszuzögern und mit unlauteren, unverhältnismässigen Mitteln die Tabakindustrie zu begünstigen. Wer sich dann noch vor Augen hält, dass die AHV jährlich 2.1 Mia Einnahmen durch die Tabaksteuer verzeichnet und die Raucher statistisch (immer gemäss dem selben BAG) 14 Jahre früher sterben und somit weniger lang AHV beziehen ist zwangsläufig den Gedanken ausgesetzt, was das bitte mit Jugendschutz, dem Schutz der Bevölkerung der Wirtschaftsfreiheit, der Gleichbehandlung und dem Postauto zu tun hat. Es erinnert mich halt doch wieder an eine Bananen-Republik oder an Sizilien.
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"		
Name/Firma	Art.	Bemerkung/Anregung
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		
E-Smoking		

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Entwurf Tabakproduktegesetz

Name/Firma	Art.	Abs.	Bst.	Bemerkung/Anregung
E-Smoking	3		a	<p>Die Formulierung «Produkt, das aus Blattstücken besteht» ist rechtsunsicher und macht den Verkauf von Schnupftabak möglicherweise illegal. Der Artikel verstösst gegen das Verhältnismässigkeitsprinzip (BV, Art. 5), er schränkt die Grundrechte der Schweizer Firmen unverhältnismässig ein ohne dass ein öffentliches Interesse oder der Schutz der Bevölkerung es erfordern würden (Art 36 Abs 2 BV). und missachtet die Wirtschaftsfreiheit (Art 94 Abs. 1-4 BV), weshalb er abzuändern ist. Damit ein Produkt die Anforderung «das aus Blattstücken besteht» erfüllt, muss die Blattstruktur noch erkennbar sein. Ist die Struktur komplett aufgelöst, so wie es bei Schnupftabak (pulverisiert) der Fall ist, handelt es sich dabei vielmehr um «gemahlene Tabakblätter» was folglich zu einem Verbot von Schnupftabak führt. Nach Buchstabe «d» kann Schnupftabak auch nicht eingestuft werden, denn Schnupftabak wird mit der Nasenschleimhaut aufgenommen. Ausser unter der Annahme, dass auch der Schnupftabak via Rachen mit der Mundschleimhaut in Kontakt kommt. Um einer möglichen Rechtsunsicherheit vorzubeugen, ist es erforderlich, eine genaue Definition zu wählen. Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.1 RD 28.02.2018 11</p> <p>Änderungsvorschlag für Art 3 Abs. a:</p> <p>a. Tabakprodukt: Produkt, das aus Teilen der Pflanzen der Gattung Nicotiana (Tabak) besteht oder solche enthält und zum Rauchen, Erhitzen, Schnupfen oder oralen Gebrauch bestimmt ist sowie pflanzliche Rauchprodukte nach Buchstabe e;</p>
E-Smoking	3		g	<p>Wird die Einfuhr dem Bereitstellen auf dem Markt gleichgestellt, dann wird die Selbstkontrolle der Importeure verunmöglicht (Produkte die nicht der Qualitätsanforderung entsprechen können im Rahmen der Selbstkontrolle nicht zum Verkauf freigegeben werden) und eine Kennzeichnung durch den Importeur verhindert. Es ist nicht ersichtlich, warum bereits bei der Einfuhr alle Anforderungen dieses Gesetzes, inklusive der Kennzeichnung, bereits eingehalten werden sollte, ohne dass die Produkte in dieser Form an die Konsumentenschaft abgegeben wird. Bei dieser Gleichstellung handelt es sich um eine Benachteiligung des Schweizer Gewerbes mit einem unnötigen Verbot.</p> <p>Dieser Artikel verstösst gegen das Verhältnismässigkeitsprinzip (BV, Art. 5), er schränkt die Grundrechte der Schweizer Firmen unverhältnismässig ein ohne dass ein öffentliches Interesse Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 13</p> <p>oder der Schutz der Bevölkerung es erfordern würden (Art 36 Abs 2 BV). und missachtet die Wirtschaftsfreiheit (Art 94</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				<p>Abs. 1-4 BV). Ebenso missachtet der Gesetzgeber den Parlamentswillen, welcher die Legalisierung des Marktes fordert. Der «Import» darf nicht dem «Bereitstellen» gleichgesetzt werden.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 3 Abs. g:</p> <p style="padding-left: 40px;">g. Bereitstellen auf dem Markt: das Bereithalten und das Anbieten eines Produkts oder eines Geräts im Hinblick auf die entgeltliche oder unentgeltliche Abgabe an die Konsumentinnen und Konsumenten und die Abgabe dieses Produkts oder dieses Geräts;</p>
E-Smoking	5	2	a	<p>Ohne weitere gesetzliche Anforderung an die «hohe Reinheit», schafft dieser Grundsatz Rechtsunsicherheit ohne, dass es für den Schutz der Bevölkerung notwendig ist. Es wird im Art. 5 Abs. 1 Bst. a bereits geregelt, dass ein Produkt die Gesundheit nicht gefährden darf. Deshalb ist Bst. a. unnötig.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 5 Abs. 2:</p> <p>Den Art. 5; Abs. 2 Bst. a. «Sie muss von hoher Reinheit sein.» ersatzlos streichen.</p>
E-Smoking	6	1		<p>Die Liste Anhang 1 «Verbotene Zutaten» ist zu beanstanden, weil bei den verbotenen Zutaten keine Tolleranzwerte angegeben sind. Eine Nulltoleranz ist analytisch unmöglich. Je nach Nachweissgrenze des analytischen Verfahrens ist eine Substanz möglicherweise noch messbar oder bereits unmessbar. Die analytische Nachweissgrenze muss festgelegt werden.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 6 Abs. 1:</p> <p>Antrag: Die verbotenen Substanzen nach Anhang 1 dürfen im Produkte nicht nachweisbar sein bei einer Nachweissgrenze von 0.01 mg/kg.;</p>
E-Smoking	8	1		<p>Der Importeur hat keine Möglichkeit nikotinhalige Nachfüllflüssigkeiten in Grossmengen zu beziehen und selber abzufüllen. (siehe Art. 3 Abs. g)</p> <p>Antrag für Art. 8 Abs. 1:</p> <p>Antrag auf Anpassung Artikel 3 Abs. g. (Der «Import» darf nicht dem «Bereitstellen» gleichgesetzt werden.);</p>
E-Smoking	8	2		<p>Die Begriffe «Kartuschen von elektronischen Einwegzigaretten» «Einwegkartuschen» wurden in Art. 3 nicht eingeführt. Es sind nur die Begriffe «elektronische Zigarette» und verschiedene Tabakprodukte eingeführt, daher ist deren Auslegung unklar.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 8 Abs. 2:</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				Die Begriffe sind in Art. 3 zu definieren;
E-Smoking	9	1	c	<p>Der Buchstabe «c» bezieht sich auf sich selbst und ist falsch. Es ist davon auszugehen, dass sich dieser Buchstabe auf «b» beziehen sollte. Das ist aber auch falsch, weil Buchstabe «b» die «Firmenbezeichnung» und nicht das «Produktionsland» verlangt. In der Firmenbezeichnung muss die Firma mit der zugehörigen Adresse und nicht das Produktionsland angegeben werden.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 9 Abs. 1 Bst. c:</p> <p>c.) das Produktionsland;</p>
E-Smoking	9	2		<p>Es wäre zu begrüssen, wenn die Angabe für den Nikotingehalt auf den Verpackungen für Nachfüllflüssigkeiten konkretisiert wird, in welcher Einheit dieser angegeben werden muss. Ohne exakte Regelung darf jeder selber wählen, ob diese Angabe in %, in mg/ml oder in mg/Füllmenge angegeben wird. Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 18</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 9 Abs. 2:</p> <p>2 Auf jeder Verpackung von nikotinhaltenen Nachfüllflüssigkeiten ist der Nikotingehalt in mg/ml auszuweisen.;</p>
E-Smoking	11	1		<p>Die Formulierung Art. 11 Abs. 1 ist nicht eindeutig. Es ist unklar, ob sich «Produkte» nur auf Tabakprodukte zum Rauchen bezieht oder auf alle Produkte, die in den Geltungsbereich des Gesetzes fallen. Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 19</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 11 Abs. 1:</p> <p>1 Die folgenden Angaben sind auf Tabakprodukten zum Rauchen oder auf deren Verpackung verboten;</p>
E-Smoking	11	1	a	<p>Die Auslobungen «ökologisch», «natürlich» und «ohne Zusatzstoffe» sind Angaben, die sich nicht auf die Schädlichkeit des Produktes beziehen und erwecken nicht den Eindruck, dass ein bestimmtes Produkt weniger schädlich sei als andere. Warum sollte ein Produkt ohne Zusatzstoffe weniger schädlich sein – die Zusatzstoffe sind in den zugelassenen Konzentrationen toxikologisch völlig unbedenklich.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 11 Abs. 1 Bst. a:</p> <p>a. Angaben, Marken und figurative Zeichen, die den Eindruck erwecken, dass ein bestimmtes Produkt weniger schädlich</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				sei als andere, wie «leicht», «mild»;
E-Smoking	15	1	c	<p>Buchstabe c ist unklar formuliert. Es sollte heissen «über einen Mechanismus für eine auslauffreie Nachfüllung verfügen». Des Weiteren müssen die Anforderungen – wenn gewollt Analog des Durchführungsbeschlusses (EU) 2016/586 der Kommission zu den technischen Normen für den Nachfüllmechanismus elektronischer Zigaretten klar definiert werden. Allerdings stellt sich hier die Frage der Verhältnismässigkeit, denn nur wenn bei einem Verschütten ein Risiko für die Gesundheit (durch dermale Aufnahme) besteht, ist diese Massnahme gemäss Art. 1 gerechtfertigt.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 15 Abs. 1 Bst. c:</p> <p>c. Weil es die Sicherheit nicht erfordert und die Verhältnismässigkeit nicht eingehalten wäre, ist der Bst. c von Art. 15 zu streichen. Sollte von einer Streichung abgesehen werden, so ist der Art. 15 Bst. c dem Durchführungsbeschluss (EU) 2016/586 anzupassen;</p>
E-Smoking	11	1	a	<p>Buchstabe b ist unklar; es wäre hilfreich den konkreten Warnhinweis im Gesetz festzuschreiben. Buchstaben c, d, e und f können dem Produkt den Anschein erwecken, dass es sich um ein Heilmittel handelt. Darum sind diese Pflichtangaben im Widerspruch zu Art. 4. Das Suchtpotential gemäss Buchstabe f ist bereits in Art. 13 Bst. c abgedeckt. Des Weiteren müssten hier die anzugebenden Punkte genauer definiert werden. Wie wird zum Beispiel ein Suchtpotential oder die Toxizität angegeben?</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 11 Abs. 1 Bst. a:</p> <p>1 Jede Verpackung von nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten und von Tabakprodukten zum Erhitzen muss eine Produktinformation mit den folgenden Angaben enthalten:</p> <p>a. Gebrauchs- und Aufbewahrungsanweisungen für das Produkt; b. den Hinweis, dass das Produkt nicht für den Gebrauch durch Minderjährige und Nichtraucher empfohlen wird; c. Kontaktangaben des Herstellers oder Importeurs.</p>
E-Smoking	16	1		<p>Buchstabe b ist unklar; es wäre hilfreich den konkreten Warnhinweis im Gesetz festzuschreiben. Buchstaben c, d, e und f können dem Produkt den Anschein erwecken, dass es sich um ein Heilmittel handelt. Darum sind diese Pflichtangaben im Widerspruch zu Art. 4. Das Suchtpotential gemäss Buchstabe f ist bereits in Art. 13 Bst. c abgedeckt. Des Weiteren müssten hier die anzugebenden Punkte genauer definiert werden. Wie wird zum Beispiel ein Suchtpotential oder die Toxizität angegeben?</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 11 Abs. 1 Bst. a:</p> <p>1 Jede Verpackung von nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten und von Tabakprodukten zum Erhitzen muss eine Produktinformation mit den folgenden Angaben enthalten:</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				a. Gebrauchs- und Aufbewahrungsanweisungen für das Produkt; b. den Hinweis, dass das Produkt nicht für den Gebrauch durch Minderjährige und Nichtraucher empfohlen wird; c. Kontaktangaben des Herstellers oder Importeurs.
E-Smoking	17	2	a	<p>Art. 17 Absatz 2 ist ein Verstoß gegen die Wirtschaftsfreiheit gemäss -Art. 94 der Bundesverfassung. Die bezahlten Zeitungen werden im Wettbewerb gegenüber den Gratis-Zeitungen bzw. den Internetanbietern bevorzugt. Damit richtet sich die Massnahme gegen den Wettbewerb. Dies ist nur zulässig, wenn dies in der Bundesverfassung vorgesehen oder durch kantonales Regalrecht begründete ist. Es ist auch nicht nachvollziehbar, warum vom Grundsatz «nicht speziell an Minderjährige gerichtet» willkürlich bei gewissen Informationskanälen abgewichen wird. Dies entspricht nicht dem Auftrag des Parlaments, welcher den Bundesrat beauftragt, den Kinder- und Jugendschutz mit dem Verbot von speziell an Minderjährige gerichteter Werbung zu stärken und auf die vorgeschlagenen Einschränkungen der Werbung, der Verkaufsförderung und des Sponsorings zu verzichten.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 17 Abs. 2 Bst. a: in Zeitungen, Zeitschriften und anderen Publikationen, die sich speziell an Minderjährige richten;</p>
E-Smoking	17	2	b	<p>Art. 17 Absatz 2 ist ein Verstoß gegen die Wirtschaftsfreiheit gemäss -Art. 94 der Bundesverfassung. Die Internetseiten mit registrierten Benutzern werden im Wettbewerb gegenüber den Internetanbietern ohne Registrierung bevorzugt, auch wenn sich deren Angebot nicht speziell an Minderjährige richtet. Damit richtet sich die Massnahme gegen den Wettbewerb. Dies ist nur zulässig, wenn dies in der Bundesverfassung vorgesehen oder durch kantonales Regalrecht begründete ist. Es ist auch nicht nachvollziehbar, warum vom Grundsatz «nicht speziell an Minderjährige gerichtet» willkürlich bei gewissen Informationskanälen abgewichen wird. Dies entspricht nicht dem Auftrag des Parlaments, welcher den Bundesrat beauftragt, den Kinder- und Jugendschutz mit dem Verbot von speziell an Minderjährige gerichteter Werbung zu stärken und auf die vorgeschlagenen Einschränkungen der Werbung, der Verkaufsförderung und des Sponsorings zu verzichten.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 17 Abs. 2 Bst. b: b. im Internet auf: 1. Internetseiten, die sich speziell an Minderjährige richten, Den Absatz 2 folglich bitte ersatzlos streichen; c. in Verkaufsstellen, wenn sich die Werbung: 1. direkt neben Bonbons, Kaugummis und Süßigkeiten befindet; 2. in einer Höhe von weniger als 1,20 m befindet. 3 Werbung für Tabakprodukte und für nikotinhaltige oder nikotinfreie elektronische Zigaretten sowie für Gegenstände, die eine funktionale Einheit mit einem Tabakprodukt bilden, in Radio und Fernsehen ist gemäss den Bestimmungen des</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				Bundesgesetzes vom 24. März 2006/7 über Radio und Fernsehen verboten.
E-Smoking	18	1		<p>In Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe a und in Art. 13 sind keine Warnhinweise für nikotinfreie elektronische Zigaretten vorgesehen. Daher sind diese aus dem Artikel zu streichen.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 18 Abs. 1:</p> <p>1 Werbung für Tabakprodukte und für nikotinhaltige elektronische Zigaretten sowie für Gegenstände, die eine funktionale Einheit mit einem Tabakprodukt bilden, muss mit einem Warnhinweis nach Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe a oder nach Artikel 13 versehen sein;</p>
E-Smoking	20	1		<p>Es ist unklar aufgrund welcher wissenschaftlicheren Basis die nikotinfreie elektronische Zigarette für Minderjährige eine Gefahr darstellt. Ohne wissenschaftlichen Belege der Gefährdung von Minderjährigen durch nikotinfreie elektronische Zigaretten ist ein generelles Abgabeverbot nicht verhältnismässig, gewährt die Grundrechte (Art. 36 Abs. 2 BV) nicht und schränkt die Wirtschaftsfreiheit (Art 94 Abs. 1-4 BV) unangemessen ein. Ein generelles Verkaufsverbot von nikotinfreien elektronischen Zigaretten zwingt die Minderjährigen andere, weitaus schädlichere Produkte zu konsumieren.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 20 Abs. 1:</p> <p>1 Die Abgabe von Tabakprodukten und von nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten an Minderjährige ist verboten;</p>
E-Smoking	20	3		<p>(Dito Art. 3 Abs. 1) Es ist unklar aufgrund welcher wissenschaftlichen Basis die nikotinfreie elektronische Zigarette für Minderjährige eine Gefahr darstellt. Ohne wissenschaftlichen Belege der Gefährdung von Minderjährigen durch nikotinfreie elektronische Zigaretten ist ein Abgabeverbot nicht verhältnismässig, gewährt die Grundrechte (Art. 36 Abs. 2 BV) nicht und schränkt die Wirtschaftsfreiheit (Art 94 Abs. 1-4 BV) unangemessen ein.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 20 Abs. 3:</p> <p>3 Tabakprodukte und nikotinhaltige elektronische Zigaretten dürfen nur dann in Automaten verkauft werden, wenn diese für Minderjährige nicht zugänglich sind;</p>
E-Smoking	21	1		<p>Natürlich muss der Kanton im Auftrag des Bundes die gesetzlichen Vorgaben überwachen. Weil jedoch ein Verkaufsverbot von nikotinfreien elektronischen Zigaretten an Minderjährige unverhältnismässig ist und die in der Bundesverfassung gewährten Grundrechte (Art. 36 Abs. 2 BV) wie auch die garantierte Wirtschaftsfreiheit (Art. 94 Abs. 1-4 BV) nicht gewährt, ist der Artikel 21 abzuändern. (Siehe Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 28</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				<p>dazu auch: Art. 20 Abs. 1 und Art 20. Abs. 3) Dem Auftrag des Parlaments, «Verankerung des Mindestalters 18 für den Erwerb von Tabakprodukten, Schaffung einer rechtlichen Grundlage für Testkäufe sowie Verbot von speziell an Minderjährige gerichteter Werbung» wird damit zu wenig Rechnung getragen. Es ist unklar aufgrund welcher wissenschaftlichen Basis die nikotinfreie elektronische Zigarette für Minderjährige eine Gefahr darstellt. Ohne wissenschaftlichen Belege der Gefährdung von Minderjährigen durch nikotinfreie elektronische Zigaretten ist ein Abgabeverbot nicht verhältnismässig, weshalb nikotinfreie elektronische Zigaretten vom Abgabeverbot und folglich auch in Art. 21 auszuschliessen sind.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 21 Abs. 1:</p> <p>1 Die zuständige kantonale Behörde kann zur Überprüfung der Einhaltung der Altersbeschränkung für die Abgabe von Tabakprodukten und von nikotinhaltenen elektronischen Zigaretten Testkäufe durchführen oder anordnen.</p>
E-Smoking	23	3		<p>Es ist unklar, was eine wesentliche Änderung eines Produktes ist. In der strengsten Auslegung muss jedes Produkt mit anderem Aroma und anderem Nikotingehalt gemeldet werden. Dies sind mindesten 100 – 500 Produkte pro Importeur. Daher ist mit einer grossen Flut und einer unübersichtlichen Liste gemäss Abs. 5 zu rechnen. Für die Aufsichts- und Überwachungspflicht wäre eine Meldung der Betriebe, welche solche Produkte abgeben, ausreichend um die Konsumentenschaft zu schützen. Es gelten ja zusätzlich die Anforderungen an die Selbstkontrolle.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 23 Abs. 3:</p> <p>Meldepflicht nur für Betriebe.</p> <p>Sollte dem Antrag nicht stattgegeben werden, so stelle ich den Antrag Abs. 4 wie folgt anzupassen: 4 Der Bundesrat legt die Modalitäten der Meldung fest. Er beachtet dabei die Fabrikationsgeheimnisse;</p>
E-Smoking	23	5		<p>Der Inhalt der Meldung ist gemäss Art 24 Abs. 1 Bst. a ist ein wichtiges Wirtschaftsgeheimnis der Akteure und es muss jederzeit sichergestellt werden, dass diese Informationen nur den Personen zugänglich gemacht werden, welche diese Informationen benötigen. Eine vollständige Veröffentlichung aller Informationen ist für den Schutz der Bevölkerung nicht notwendig.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 23 Abs. 5:</p> <p>5 Das BAG veröffentlicht die für die Öffentlichkeit nötigen Informationen im Internet. Er beachtet dabei die Fabrikationsgeheimnisse;</p>
E-Smoking	24	1	b	<p>Abs. 1 Bst. a ist ein wichtiges Wirtschaftsgeheimnis der Akteure und es muss jederzeit sichergestellt werden, dass diese Informationen nur den Personen zugänglich gemacht werden, welche diese Informationen benötigen. Abs. 1 Bst. b</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>verweist nicht spezifisch auf Rechtsvorschriften ausländischer Akteure. Es kann nicht erwartet werden, dass der Schweizer Wirtschaftsakteur die Gesetzeslage ausländischer Akteure kennen muss und deren Entwicklung verfolgen muss. Für den Schweizer Wirtschaftsakteur ist das Schweizer Recht massgebend.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 24 Abs. 1 Bst. b: Streichung Abs.1 Bst. b;</p>
E-Smoking	24	3	<p>Dieser Artikel ist überflüssig, weil Art. 25 Abs. 1 verlangt, dass die Zusammensetzung nikotinhaltiger Nachfüllflüssigkeiten dem BAG gemeldet werden müssen. Ausserdem verlangt Art. 9 Abs. 2, dass der Nikotingehalt auf jeder Verpackung von nikotinhalten Nachfüllflüssigkeiten ausgewiesen werden muss. Somit ist die Abs. 3 überflüssig. Viel mehr weise ich nochmals darauf hin, dass es zu begrüssen wäre, wenn die Angabe für den Nikotingehalt konkretisiert wird, in welcher Einheit dieser angegeben werden muss. Ohne exakte Regelung darf jeder selber wählen, ob diese Angabe in %, in mg/ml oder in mg/Füllmenge angegeben wird.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 24 Abs. 3: Streichung Abs. 3;</p>
E-Smoking	25		<p>Artikel 25 ist redundant mit Artikel 23</p> <p>Die Redundanz kann verhindert werden, indem Artikel 25 sich ausschliesslich auf die Meldung der Emissionen von Tabakprodukten bezieht. Für nikotinhaltige elektronische Zigaretten werden keine Emissionswerte verlangt. An dieser Stelle weise ich auch nochmals ausdrücklich auf den Antrag für Artikel 23 Abs. 3 hin. Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 34</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 25 Abs. 1-4: Art. 25 Meldung der Emissionen der Produkte 1 Wer Tabakprodukte herstellt oder einführt, muss dem BAG die Emissionen der Produkte melden. 2 Bei jeder wesentlichen Änderung des Produkts muss eine neue Meldung erfolgen. 3 Der Bundesrat regelt den Inhalt und die Modalitäten der Meldung. Er beachtet dabei die Fabrikationsgeheimnisse. 4 Das BAG veröffentlicht die erhaltenen Angaben im Internet.</p>
E-Smoking	34	1	<p>Gemäss Artikel 5 dürfen nikotinhaltige elektronische Zigaretten, mit Ausnahme des Nikotins, kein Risiko für den Konsumenten darstellen. Artikel 4 Abs. 2 bestimmt, dass der Konsument «vor falschen Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können», geschützt ist. Die reine Vermutung reicht nicht aus, um die Bevölkerung vor möglichen, vermuteten (nicht sicher – Täuschung!) Gefahren zu</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>warnen. In dubio pro reo. Deshalb stellen wir folgenden Antrag auf Änderung: Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 37</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 34 Abs. 1:</p> <p>1 Die zuständigen Behörden von Bund und Kantonen informieren die Öffentlichkeit über bekannte Gesundheitsrisiken der Tabakprodukte und der nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten.</p>
E-Smoking	34	3	<p>Es ist begrüssenswert, dass die Bevölkerung über wissenschaftliche Erkenntnisse von allgemeinem Interesse im Bereich des Gesundheitsschutzes informiert wird. Die noch bessere Lösung ist, wenn die Öffentlichkeit auch über gesundheitspolitische Vorteile und über die schadensmindernden Möglichkeiten der Produkte im Vergleich mit anderen Produkten, informiert werden.</p> <p>In der Drogenprävention ist die Schadensminderung seit Jahrzehnten im Gesetz verankert. Warum die Schadensminderung bei Rauchern bisher und gemäss diesem Vorschlag auch in Zukunft nicht berücksichtigt wird, ist unverständlich.</p> <p>Ebenso unverständlich bleibt, warum das BLV mit der Verfügung (BBl. 2015/7788) vom November 2015 vor dem BVGer versucht, nikotinhaltige Nachfüllflüssigkeiten zu verbieten und das BVGer die lange Frist ohne Urteilsfindung mit der Komplexität des Falles begründet (wir hatten jeweils für die selbe Komplexität 30 Tage Zeit). Der Frage, warum das BLV gegenüber dem BVGer den Standpunkt vertritt, das BLV könne in einer Verfügung keine Massnahmen erlassen, obwohl genau dies das BLV schon mehrmals getan hat, so beispielsweise in der Verfügung zu Sprayprodukten zur Selbstverteidigung: Altersvorgabe und Warnhinweise und Schutz; also genau das, was wir für nikotinhaltige elektronische Zigaretten auch brauchen, wird bis heute von allen Parteien mit Verweis auf das TabPG ausgewichen. Es handelt sich um ein Scheinargument des BLV, in einer Verfügung keine Massnahmen erlassen zu können und das wissen sie selbst auch – siehe Replik zu BBl. 2015/7788.</p> <p>Vom BLV haben wir vor dem BVGer gefordert, dass Massnahmen in der Verfügung hätten erlassen werden sollen, exakt solche, wie nun im zweiten Vorentwurf des TabPG vorgesehen sind. Dem BAG und ebenso dem BLV sind die wissenschaftlichen Erkenntnisse über die gesundheitspolitischen Vorteile, wie auch die marginalen Risiken im Vergleich zu Tabakprodukten seit langer Zeit bekannt.</p> <p>Das Verbot der kommerziellen Einfuhr und des Inverkehrbringens nikotinhaltiger E-Zigaretten durch die Allgemeinverfügung des BLV vom 12. November 2015 richtet zweifellos weitaus mehr gesundheitlichen Schaden an, als es nikotinhaltige Dampfgeräte jemals hätten tun können.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>Es widerspricht meiner Auffassung eines Rechtsstaats, wenn das BLV zwar gesetzeskonform, jedoch mit einer im Licht der vom BLV selber bestätigten deutlich geringeren Schädlichkeit nicht nachvollziehbaren Pedanterie ein Verbot erlässt, allfälligen Beschwerden die aufschiebende Wirkung entzieht, und anschliessend jede mögliche Fristverzögerung nutzt, um das Verfahren in die Länge zu ziehen.</p> <p>Bei jährlich 9500 Personen, welche an den direkten Folgen des Rauchen sterben, 3.9 Mia volkswirtschaftlichem Schaden und ebenso 1.7 Mia Kosten im Gesundheitswesen, alles zu Lasten des Volkes ist es aus Sicht des Bürgers unverständlich, warum Raucher noch viele weitere Jahre warten müssen bis sie in den Genuss der viel weniger schädlichen Alternativen kommen können, obwohl die Vorteile hinreichend bekannt sind. Ebenso werden die hohen Gesundheitskosten unnötig hochgehalten, in einer Zeit wo täglich darüber diskutiert wird, wie man selbige senken könnte.</p> <p>Wer dann auch noch über fehlende AHV/IV Einnahmen als mögliche Einflüsse (selbes Departement) spekulieren würde, wäre wohl ein Schelm. Gemäss BAG reduziert sich die Lebenserwartung täglich rauchender Menschen gegenüber Nichtrauchenden im Durchschnitt um 14 Jahre, das ergibt bei angenommenen 20'000 Franken Rente pro Jahr doch ein sattes Plus von 280'000 Franken bei Rauchern.</p> <p>Warum der Bundesrat die Motion 17.4106 von Angelo Barrile zur Ablehnung empfiehlt, welche den Bundesrat beauftragen würde, die unabhängige Forschung von alternativen Produkten zu den Tabakprodukten voranzutreiben und mit Bundesmitteln zu fördern, ist ebenso unverständlich.</p> <p>Deshalb stelle ich aus gesundheitspolitischen Gründen folgenden Änderungsantrag: Änderungsvorschlag für Art. 34 Abs. 3: 3 Sie informieren die Öffentlichkeit insbesondere über wissenschaftliche Erkenntnisse von allgemeinem Interesse im Bereich des Gesundheitsschutzes und über gesundheitspolitische Erkenntnisse im Zusammenhang mit Tabakprodukten oder nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten und der Prävention der durch den Konsum dieser Produkte verursachten Krankheiten.</p>
E-Smoking	35	3	<p>Sofern der Artikel 3 Abs. g gemäss Antrag so geändert wird, dass der Import nicht dem Bereitstellen gleichgestellt wird, ist der Artikel nicht zu beanstanden.</p> <p>Sollte Artikel 3 Abs. g wie im Vorentwurf vorgeschlagen bestehen bleiben, so muss Bst. c von Artikel 35 Abs. 3 gestrichen werden. Sollte die Einfuhr dem Bereitstellen auf dem Markt gleichgestellt werden, dürfen Produkte für Marktteilnehmer nicht zurückgewiesen werden, ansonsten wird die Selbstkontrolle der Importeure verunmöglicht (Produkte die nicht den Qualitätsanforderung entsprechen können im Rahmen der Selbstkontrolle nicht zum Verkauf freigegeben werden) und eine Kennzeichnung durch den Importeur verhindert.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				<p>Damit verstösst Art 35 Abs. 3 gegen das Verhältnismässigkeitsprinzip (BV, Art. 5), er schränkt die Grundrechte der Schweizer Firmen unverhältnismässig ein ohne dass ein öffentliches Interesse oder der Schutz der Bevölkerung es erfordern würden (Art 36 Abs 2 BV). und missachtet die Wirtschaftsfreiheit(Art 94 Abs. 1-4 BV). Ebenso missachtet der Gesetzgeber den Parlamentswillen, welcher die Legalisierung des Marktes fordert. Der «Import» darf nicht dem «Bereitstellen» gleichgesetzt werden oder Produkte für Marktteilnehmer nicht zurückgewiesen werden.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 35 Abs. 3:</p> <p>Sofern Artikel 3 Abs. g dahingehend geändert wird, dass der Import nicht dem Bereitstellen gleichgestellt wird, ist nichts zu ändern. Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 40</p> <p>Sollte Artikel 3 Abs. g unverändert bestehen bleiben, so stelle ich den Antrag Art 35 Abs. 3 Bst. c zu streichen;</p>
E-Smoking	2	1	b	<p>Bundesgesetz vom 3. Oktober 2008¹⁷ zum Schutz vor Passivrauchen</p> <p>ES GIBT KEINE RECHTFERTIGUNG, ERWACHSENE MENSCHEN VOR PASSIVDAMPF VON NIKOTINFREIEN ELEKTRONISCHEN ZIGARETTEN ZU SCHÜTZEN. ES HANDELT SICH UM DIESELBEN INHALTSSTOFFE, WELCHE IN DER INDUSTRIE FÜR DIE VERKAUFSANREGENDEN AROMAVERNEBLER EINGESETZT WERDEN.</p> <p>Dazu eine Geschichte von mir als Vater und Händler elektronischer Zigaretten:</p> <p>E-Zigaretten für Kinder – Warum das Sinn macht</p> <p>Zurzeit läuft die Vernehmlassung zum zweiten Vorentwurf des Tabakproduktegesetzes (TabPG) in der Schweiz. Das Parlament hat den Bundesrat beauftragt, die Werbung von Tabakprodukten welche sich hauptsächlich an Minderjährige richtet zu verbieten und das Mindestalter für Tabakprodukte auf 18 Jahre festzulegen. Ausserdem verlangte das Parlament vom Bundesrat, er solle weniger schädliche Produkte wie E-Zigaretten differenziert regulieren. Dieser Auftrag ist zu begrüßen. Das BAG ist von Amtes wegen zusätzlich auch dem Jugendschutz und dem Schutz der Menschen vor unerwarteten Risiken verpflichtet. Der Bundesrat hat diesen Auftrag allerdings zum Anlass genommen, in Zukunft auch nikotinfreie E-Zigaretten und nikotinfreie Nachfüllflüssigkeiten für Minderjährige zu verbieten. Damit überschreitet er die vom Parlament geforderten Massnahmen unverhältnismässig und bewirkt genau das Gegenteil von dem, was das Ziel des TabPG ist: «Den Menschen vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten zu schützen».</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>Papi – bringst du mir eine gute E-Zigarette nach Hause?</p> <p>Vor ungefähr zwei Jahren kam meine 15-jährige Tochter von der Schule nach Hause und fragte mich: «Papi, bringsch mer bitte es guets Dampf he?» Als Vater und Geschäftsführer einer E-Zigaretten Firma guckte ich sie zuerst mit offenem Mund an – und erwiderte: «Gahts no?». Meine Tochter erklärte mir dann, dass viele ihrer Schulfreundinnen Zigaretten oder auch Joints ausprobieren, dass sie das aber nicht tun möchte Das sei auch der Grund warum sie eine nikotinfreie E-Zigarette möchte. Sie erklärte mir, dass sie auf keinen Fall Nikotin konsumieren möchte, weil sie das bisher nie benötigte und es auch nicht will. Sie ermahnte mich allerdings auch, dass die Inhaltsstoffe der Liquide vergleichbar sind mit Lebensmitteln oder frischer Luft. Ohne Nikotin sind E-Zigaretten harmloser als die eingeatmete Luft in der Stadt Zürich. Natürlich hatte sie mich damit erwischt. Was wollte ich ihr da entgegnen, zumal sie diese Erklärungen seit Jahren immer wieder im Geschäft gehört hat. Ich brachte ihr also in den folgenden Tagen eine gute E-Zigarette mit ein paar leckeren Nachfüllflüssigkeiten (ohne Nikotin) nach Hause. Die Freude darüber war in den ersten Tagen gross – zugegeben, es sieht auch «cool» aus, so viel Dampf. Mit ihrer besten Freundin hat sie in den folgenden Wochen zwei bis dreimal ein paar Fotos für «Instagram» gemacht und dann wurde das Gerät wieder über Monate nicht mehr gebraucht. Heute – zwei Jahre später liegt das Dampfgerät immer noch meist unbenutzt herum. Das ist aber gut so, denn meine Tochter raucht bis heute keine Zigaretten, sie will das nicht und ebenso hält sie es mit dem Kiffen. Weil bekannt ist, dass Jugendliche in der Phase des erwachsenwerden so oder so Substanzen ausprobieren und Grenzen kennen lernen müssen macht es keinen Sinn, ihnen ein harmloses Produkt (ohne Nikotin) zu verbieten.</p> <p>Wichtig ist es auch zu wissen</p> <p>Die zum Kaufen animierenden Aroma-Vernebler des Detailhandels beinhalten dieselben Stoffe wie in E-Zigaretten ohne Nikotin verdampft werden. Warum beim Einkaufen von den Aroma-Verneblern kein Risiko ausgeht, die Menschen aber sonst im Leben mit der «Gesetzgebung zum Schutz vor Passivrauch» vor etwas Ungefährlichem geschützt werden sollen nur weil es aussieht wie «Rauch», möchte ich im Bezug auf den Gesundheitsschutz und das Gesundheitsrisiko vom BAG gerne erläutern haben. «Philgood», ein langjähriger Erklär-Dampfer machte bereits vor Jahren einen schönen Vergleich mit Rivella. Keinem Parlamentarier käme es in den Sinn das Nationalgetränk «Rivella» zu verbieten nur weil es ähnlich aussieht wie Bier. Keiner käme auf die Idee zu glauben, dass Rivella zum Bier trinken animieren würde. Wieso aber soll eine angenehm duftende nikotinfreie E-Zigarette (denken sie an den Aroma Vernebler) dazu verleiten auf eine übelriechende, stinkige Tabakzigarette umzusteigen? Befällt sie im Migros auch immer die archaische Lust jetzt unbedingt eine Zigarette kaufen zu wollen und sofort Raucher zu werden? Mich auch nicht, nein. Wenn E-Zigaretten ohne Nikotin für Minderjährige verboten werden, steigt die Gefahr, dass diese zur Tabakzigarette greifen, weil die Verfügbarkeit einfacher und grösser ist. Bitte denken sie mal darüber nach.</p> <p>ES IST WICHTIG JUGENDLICHE VOR DEM RAUCHEN ZU SCHÜTZEN</p> <p>Absolut einverstanden bin ich mit der Meinung, dass Jugendliche so weit möglich vor den Gefahren des Rauchens</p>
--	--	--	---

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				<p>geschützt werden müssen.</p> <p>AM EINFACHSTEN GELINGT DAS, WENN JUGENDLICHE GAR NIE MIT RAUCHEN BEGINNEN. JUGENDLICHE, DIE BEREITS RAUCHEN, SOLLTEN MÖGLICHST SCHNELL WIEDER DAMIT AUFHÖREN. STUDIEN ZEIGEN: WER ALS JUGENDLICHER NICHT RAUCHT, FÄNGT ALS ERWACHSENER KAUM MEHR DAMIT AN.</p> <p>Gerade deshalb ist es auch von enormer Wichtigkeit den heranwachsenden dieses Ventil zu lassen, denn die Studien belegen auch, dass dieses «ausprobieren» zum erwachsen werden gehört.</p> <p>Deshalb stelle ich aus gesundheitspolitischen Gründen folgenden Änderungsantrag:</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 2 Abs 1. Bst. b Bundesgesetz vom zum Schutz vor Passivrauchen</p> <p>b. die Verwendung von Tabakprodukten zum Erhitzen sowie nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten nach Artikel 3 Buchstaben c und f TabPG.</p>
E-Smoking	10	1	a	<p>Bundesgesetz vom 24. März 2006 über Radio und Fernsehen</p> <p>Die Argumentation entspricht der Selben wie Art 2 Abs 1 Bst. b Bundesgesetz vom zum Schutz vor Passivrauchen</p> <p>b. die Verwendung von Tabakprodukten zum Erhitzen sowie nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten nach Artikel 3 Buchstaben c und f TabPG.</p> <p>Deshalb stelle ich aus gesundheitspolitischen Gründen folgenden Änderungsantrag:</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 10 Abs 1. Bst. a Bundesgesetz über Radio und Fernsehen</p> <p>a. Tabakprodukte und nikotinhaltige elektronische Zigaretten nach Artikel 3 Buchstaben a und f des Tabakproduktegesetzes vom ...</p>
E-Smoking				
E-Smoking				
E-Smoking				
E-Smoking				

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

E-Smoking				
E-Smoking				
E-Smoking				
E-Smoking				
E-Smoking				
E-Smoking				
E-Smoking				
E-Smoking				
E-Smoking				
E-Smoking				
E-Smoking				
E-Smoking				
E-Smoking				
E-Smoking				
E-Smoking				
E-Smoking				
E-Smoking				
E-Smoking				

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

E-Smoking				
E-Smoking				
E-Smoking				
E-Smoking				
E-Smoking				
E-Smoking				
E-Smoking				
E-Smoking				
E-Smoking				
E-Smoking				
E-Smoking				
E-Smoking				
E-Smoking				
E-Smoking				
E-Smoking				
E-Smoking				
E-Smoking				
E-Smoking				
E-Smoking				

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

E-Smoking				
E-Smoking				
E-Smoking				
E-Smoking				
E-Smoking				
E-Smoking				
E-Smoking				
E-Smoking				
E-Smoking				
E-Smoking				
E-Smoking				
E-Smoking				
E-Smoking				
E-Smoking				
E-Smoking				
E-Smoking				
E-Smoking				

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input checked="" type="checkbox"/>	Zustimmung
<input checked="" type="checkbox"/>	Änderungswünsche / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Grundsätzliche Überarbeitung
<input type="checkbox"/>	Ablehnung

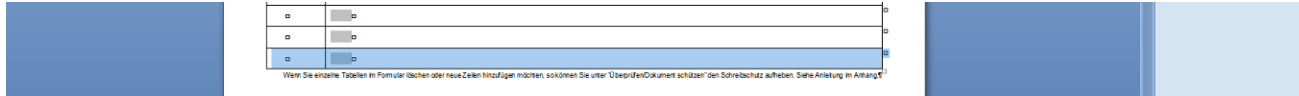
Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

2 Zeilen einfügen

Ganze Zeile mit leeren grauen Feldern markieren (die Zeile wird blau hinterlegt)

Control-C für Kopieren

Control-V für Einfügen



3 Dokumentschutz wieder aktivieren

Vernehmlassungsformular_TabPG_DE [Kompatibilitätsmodus] - Microsoft Word

Start Einfügen Seitenlayout Verweise Sendungen Überprüfen Ansicht Add-Ins

Rechtschreibung Recherchieren Thesaurus Übersetzen Sprache festlegen Wörter zählen

Markieren Löschen Vorheriges Element Nächstes Element

Änderungen nachverfolgen Sprechblasen Markup anzeigen Überarbeitungsfenster

Annehmen Ablehnen Weiter Vergleichen Quelldokumente anzeigen

Dokument schützen

Vernehmlassung Tabakproduktegesetz

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : []

Abkürzung der Firma / Organisation : []

Adresse : []

Kontaktperson : []

Telefon : []

E-Mail : []

Datum : []

Wichtige Hinweise:

- Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen.
- Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Extras/Dokumentenschutz aufheben" den Schreibschutz aufheben.
- Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
- Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte als **Word-Dokument** bis am 12. September 2014 an folgende E-Mail Adresse: dm@baq.admin.ch und tabak@baq.admin.ch

1. **Formatierungseinschränkungen**
Formatierungen auf eine Auswahl v. Formatvorlagen beschränken
Einstellungen...

2. **Bearbeitungseinschränkungen**
 Nur diese Bearbeitungen im Dokument zulassen
Ausfüllen von Formularen
Neuformatierung...

3. **Schutz anwenden**
Sind Sie bereit diese Einstellungen zu übernehmen? (Sie können sie später abschalten.)

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Doctor Green GmbH

Abkürzung der Firma / Organisation : Doctor Green

Adresse : Gerbegasse 6; 8302 Kloten

Kontaktperson : R. L. Daniel

Telefon : 079 107 50 57

E-Mail : mail@doctorgreen.ch

Datum : 16.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	8
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	13
Entwurf Tabakproduktegesetz	16
Unser Fazit	33
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	34

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
Doctor Green	Die Doctor Green GmbH unterstützt die Vernehmlassungsantwort der Zodiak GmbH (E-Smoking.ch); Gerbegasse 6; 8302 Kloten vollumfänglich in allen Punkten
Doctor Green	.
Doctor Green	
Doctor Green	
Doctor Green	
Doctor Green	
Doctor Green	
Doctor Green	
Doctor Green	
Doctor Green	
Doctor	

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Green	
Doctor Green	
Doctor Green	
Doctor Green	
Doctor Green	
Doctor Green	
Doctor Green	
Doctor Green	
Doctor Green	
Doctor Green	
Doctor Green	
Doctor Green	
Doctor	

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Green	
Doctor Green	
Doctor Green	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")		
Name/Firma	Kapitel-Nr.	Bemerkung/Anregung
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor		

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Green		
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor		

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Green		
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor		

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Green		
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor		

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Green		
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor Green		

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"		
Name/Firma	Art.	Bemerkung/Anregung
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor Green		
Doctor Green		

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Doctor Green		
Doctor Green		

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Entwurf Tabakproduktegesetz

Name/Firma	Art.	Abs.	Bst.	Bemerkung/Anregung
Doctor Green	3		a	<p>Die Formulierung «Produkt, das aus Blattstücken besteht» ist rechtsunsicher und macht den Verkauf von Schnupftabak möglicherweise illegal. Der Artikel verstösst gegen das Verhältnismässigkeitsprinzip (BV, Art. 5), er schränkt die Grundrechte der Schweizer Firmen unverhältnismässig ein ohne dass ein öffentliches Interesse oder der Schutz der Bevölkerung es erfordern würden (Art 36 Abs 2 BV). und missachtet die Wirtschaftsfreiheit (Art 94 Abs. 1-4 BV), weshalb er abzuändern ist. Damit ein Produkt die Anforderung «das aus Blattstücken besteht» erfüllt, muss die Blattstruktur noch erkennbar sein. Ist die Struktur komplett aufgelöst, so wie es bei Schnupftabak (pulverisiert) der Fall ist, handelt es sich dabei vielmehr um «gemahlene Tabakblätter» was folglich zu einem Verbot von Schnupftabak führt. Nach Buchstabe «d» kann Schnupftabak auch nicht eingestuft werden, denn Schnupftabak wird mit der Nasenschleimhaut aufgenommen. Ausser unter der Annahme, dass auch der Schnupftabak via Rachen mit der Mundschleimhaut in Kontakt kommt. Um einer möglichen Rechtsunsicherheit vorzubeugen, ist es erforderlich, eine genaue Definition zu wählen. Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.1 RD 28.02.2018 11</p> <p>Änderungsvorschlag für Art 3 Abs. a:</p> <p>a. Tabakprodukt: Produkt, das aus Teilen der Pflanzen der Gattung Nicotiana (Tabak) besteht oder solche enthält und zum Rauchen, Erhitzen, Schnupfen oder oralen Gebrauch bestimmt ist sowie pflanzliche Rauchprodukte nach Buchstabe e;</p>
Doctor Green	3		g	<p>Wird die Einfuhr dem Bereitstellen auf dem Markt gleichgestellt, dann wird die Selbstkontrolle der Importeure verunmöglicht (Produkte die nicht der Qualitätsanforderung entsprechen können im Rahmen der Selbstkontrolle nicht zum Verkauf freigegeben werden) und eine Kennzeichnung durch den Importeur verhindert. Es ist nicht ersichtlich, warum bereits bei der Einfuhr alle Anforderungen dieses Gesetzes, inklusive der Kennzeichnung, bereits eingehalten werden sollte, ohne dass die Produkte in dieser Form an die Konsumentenschaft abgegeben wird. Bei dieser Gleichstellung</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				<p>handelt es sich um eine Benachteiligung des Schweizer Gewerbes mit einem unnötigen Verbot.</p> <p>Dieser Artikel verstösst gegen das Verhältnismässigkeitsprinzip (BV, Art. 5), er schränkt die Grundrechte der Schweizer Firmen unverhältnismässig ein ohne dass ein öffentliches Interesse Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 13</p> <p>oder der Schutz der Bevölkerung es erfordern würden (Art 36 Abs 2 BV). und missachtet die Wirtschaftsfreiheit (Art 94 Abs. 1-4 BV). Ebenso missachtet der Gesetzgeber den Parlamentswillen, welcher die Legalisierung des Marktes fordert. Der «Import» darf nicht dem «Bereitstellen» gleichgesetzt werden.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 3 Abs. g:</p> <p style="padding-left: 40px;">g. Bereitstellen auf dem Markt: das Bereithalten und das Anbieten eines Produkts oder eines Geräts im Hinblick auf die entgeltliche oder unentgeltliche Abgabe an die Konsumentinnen und Konsumenten und die Abgabe dieses Produkts oder dieses Geräts;</p>
Doctor Green	5	2	a	<p>Ohne weitere gesetzliche Anforderung an die «hohe Reinheit», schafft dieser Grundsatz Rechtsunsicherheit ohne, dass es für den Schutz der Bevölkerung notwendig ist. Es wird im Art. 5 Abs. 1 Bst. a bereits geregelt, dass ein Produkt die Gesundheit nicht gefährden darf. Deshalb ist Bst. a. unnötig.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 5 Abs. 2:</p> <p>Den Art. 5; Abs. 2 Bst. a. «Sie muss von hoher Reinheit sein.» ersatzlos streichen.</p>
Doctor Green	6	1		<p>Die Liste Anhang 1 «Verbotene Zutaten» ist zu beanstanden, weil bei den verbotenen Zutaten keine Tolleranzwerte angegeben sind. Eine Nulltoleranz ist analytisch unmöglich. Je nach Nachweissgrenze des analytischen Verfahrens ist eine Substanz möglicherweise noch messbar oder bereits unmessbar. Die analytische Nachweissgrenze muss festgelegt werden.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 6 Abs. 1:</p> <p>Antrag: Die verbotenen Substanzen nach Anhang 1 dürfen im Produkte nicht nachweisbar sein bei einer Nachweissgrenze von 0.01 mg/kg.;</p>
Doctor Green	8	1		<p>Der Importeur hat keine Möglichkeit nikotinhalige Nachfüllflüssigkeiten in Grossmengen zu beziehen und selber abzufüllen. (siehe Art. 3 Abs. g)</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				<p>Antrag für Art. 8 Abs. 1: Antrag auf Anpassung Artikel 3 Abs. g. (Der «Import» darf nicht dem «Bereitstellen» gleichgesetzt werden.);</p>
Doctor Green	8	2		<p>Die Begriffe «Kartuschen von elektronischen Einwegzigaretten» «Einwegkartuschen» wurden in Art. 3 nicht eingeführt. Es sind nur die Begriffe «elektronische Zigarette» und verschiedene Tabakprodukte eingeführt, daher ist deren Auslegung unklar.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 8 Abs. 2: Die Begriffe sind in Art. 3 zu definieren;</p>
Doctor Green	9	1	c	<p>Der Buchstabe «c» bezieht sich auf sich selbst und ist falsch. Es ist davon auszugehen, dass sich dieser Buchstabe auf «b» beziehen sollte. Das ist aber auch falsch, weil Buchstabe «b» die «Firmenbezeichnung» und nicht das «Produktionsland» verlangt. In der Firmenbezeichnung muss die Firma mit der zugehörigen Adresse und nicht das Produktionsland angegeben werden.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 9 Abs. 1 Bst. c: c.) das Produktionsland;</p>
Doctor Green	9	2		<p>Es wäre zu begrüßen, wenn die Angabe für den Nikotingehalt auf den Verpackungen für Nachfüllflüssigkeiten konkretisiert wird, in welcher Einheit dieser angegeben werden muss. Ohne exakte Regelung darf jeder selber wählen, ob diese Angabe in %, in mg/ml oder in mg/Füllmenge angegeben wird. Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 18</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 9 Abs. 2: 2 Auf jeder Verpackung von nikotinhaltenen Nachfüllflüssigkeiten ist der Nikotingehalt in mg/ml auszuweisen.;</p>
Doctor Green	11	1		<p>Die Formulierung Art. 11 Abs. 1 ist nicht eindeutig. Es ist unklar, ob sich «Produkte» nur auf Tabakprodukte zum Rauchen bezieht oder auf alle Produkte, die in den Geltungsbereich des Gesetzes fallen. Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 19</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 11 Abs. 1:</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				1 Die folgenden Angaben sind auf Tabakprodukten zum Rauchen oder auf deren Verpackung verboten;
Doctor Green	11	1	a	<p>Die Auslobungen «ökologisch», «natürlich» und «ohne Zusatzstoffe» sind Angaben, die sich nicht auf die Schädlichkeit des Produktes beziehen und erwecken nicht den Eindruck, dass ein bestimmtes Produkt weniger schädlich sei als andere. Warum sollte ein Produkt ohne Zusatzstoffe weniger schädlich sein – die Zusatzstoffe sind in den zugelassenen Konzentrationen toxikologisch völlig unbedenklich.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 11 Abs. 1 Bst. a:</p> <p>a. Angaben, Marken und figurative Zeichen, die den Eindruck erwecken, dass ein bestimmtes Produkt weniger schädlich sei als andere, wie «leicht», «mild»;</p>
Doctor Green	15	1	c	<p>Buchstabe c ist unklar formuliert. Es sollte heissen «über einen Mechanismus für eine auslauffreie Nachfüllung verfügen». Des Weiteren müssen die Anforderungen – wenn gewollt Analog des Durchführungsbeschlusses (EU) 2016/586 der Kommission zu den technischen Normen für den Nachfüllmechanismus elektronischer Zigaretten klar definiert werden. Allerdings stellt sich hier die Frage der Verhältnismässigkeit, denn nur wenn bei einem Verschütten ein Risiko für die Gesundheit (durch dermale Aufnahme) besteht, ist diese Massnahme gemäss Art. 1 gerechtfertigt.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 15 Abs. 1 Bst. c:</p> <p>c. Weil es die Sicherheit nicht erfordert und die Verhältnismässigkeit nicht eingehalten wäre, ist der Bst. c von Art. 15 zu streichen. Sollte von einer Streichung abgesehen werden, so ist der Art. 15 Bst. c dem Durchführungsbeschluss (EU) 2016/586 anzupassen;</p>
Doctor Green	11	1	a	<p>Buchstabe b ist unklar; es wäre hilfreich den konkreten Warnhinweis im Gesetz festzuschreiben. Buchstaben c, d, e und f können dem Produkt den Anschein erwecken, dass es sich um ein Heilmittel handelt. Darum sind diese Pflichtangaben im Widerspruch zu Art. 4. Das Suchtpotential gemäss Buchstabe f ist bereits in Art. 13 Bst. c abgedeckt. Des Weiteren müssten hier die anzugebenden Punkte genauer definiert werden. Wie wird zum Beispiel ein Suchtpotential oder die Toxizität angegeben?</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 11 Abs. 1 Bst. a:</p> <p>1 Jede Verpackung von nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten und von Tabakprodukten zum Erhitzen muss eine Produktinformation mit den folgenden Angaben enthalten:</p> <p>a. Gebrauchs- und Aufbewahrungsanweisungen für das Produkt; b. den Hinweis, dass das Produkt nicht für den Gebrauch durch Minderjährige und Nichtraucher empfohlen wird; c. Kontaktangaben des Herstellers oder Importeurs.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Doctor Green	16	1		<p>Buchstabe b ist unklar; es wäre hilfreich den konkreten Warnhinweis im Gesetz festzuschreiben. Buchstaben c, d, e und f können dem Produkt den Anschein erwecken, dass es sich um ein Heilmittel handelt. Darum sind diese Pflichtangaben im Widerspruch zu Art. 4. Das Suchtpotential gemäss Buchstabe f ist bereits in Art. 13 Bst. c abgedeckt. Des Weiteren müssten hier die anzugebenden Punkte genauer definiert werden. Wie wird zum Beispiel ein Suchtpotential oder die Toxizität angegeben?</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 11 Abs. 1 Bst. a:</p> <p>1 Jede Verpackung von nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten und von Tabakprodukten zum Erhitzen muss eine Produktinformation mit den folgenden Angaben enthalten:</p> <p>a. Gebrauchs- und Aufbewahrungsanweisungen für das Produkt; b. den Hinweis, dass das Produkt nicht für den Gebrauch durch Minderjährige und Nichtraucher empfohlen wird; c. Kontaktangaben des Herstellers oder Importeurs.</p>
Doctor Green	17	2	a	<p>Art. 17 Absatz 2 ist ein Verstoss gegen die Wirtschaftsfreiheit gemäss -Art. 94 der Bundesverfassung. Die bezahlten Zeitungen werden im Wettbewerb gegenüber den Gratis-Zeitungen bzw. den Internetanbietern bevorzugt. Damit richtet sich die Massnahme gegen den Wettbewerb. Dies ist nur zulässig, wenn dies in der Bundesverfassung vorgesehen oder durch kantonales Regalrecht begründete ist. Es ist auch nicht nachvollziehbar, warum vom Grundsatz «nicht speziell an Minderjährige gerichtet» willkürlich bei gewissen Informationskanälen abgewichen wird. Dies entspricht nicht dem Auftrag des Parlaments, welcher den Bundesrat beauftragt, den Kinder- und Jugendschutz mit dem Verbot von speziell an Minderjährige gerichteter Werbung zu stärken und auf die vorgeschlagenen Einschränkungen der Werbung, der Verkaufsförderung und des Sponsorings zu verzichten.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 17 Abs. 2 Bst. a:</p> <p>in Zeitungen, Zeitschriften und anderen Publikationen, die sich speziell an Minderjährige richten;</p>
Doctor Green	17	2	b	<p>Art. 17 Absatz 2 ist ein Verstoss gegen die Wirtschaftsfreiheit gemäss -Art. 94 der Bundesverfassung. Die Internetseiten mit registrierten Benutzern werden im Wettbewerb gegenüber den Internetanbietern ohne Registrierung bevorzugt, auch wenn sich deren Angebot nicht speziell an Minderjährige richtet. Damit richtet sich die Massnahme gegen den Wettbewerb. Dies ist nur zulässig, wenn dies in der Bundesverfassung vorgesehen oder durch kantonales Regalrecht begründete ist. Es ist auch nicht nachvollziehbar, warum vom Grundsatz «nicht speziell an Minderjährige gerichtet» willkürlich bei gewissen Informationskanälen abgewichen wird. Dies entspricht nicht dem Auftrag des Parlaments, welcher den Bundesrat beauftragt, den Kinder- und Jugendschutz mit dem Verbot von speziell an Minderjährige gerichteter Werbung zu stärken und auf die vorgeschlagenen Einschränkungen der Werbung, der Verkaufsförderung und des Sponsorings zu verzichten.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>Änderungsvorschlag für Art. 17 Abs. 2 Bst. b:</p> <p>b. im Internet auf: 1. Internetseiten, die sich speziell an Minderjährige richten, Den Absatz 2 folglich bitte ersatzlos streichen;</p> <p>c. in Verkaufsstellen, wenn sich die Werbung: 1. direkt neben Bonbons, Kaugummis und Süssigkeiten befindet; 2. in einer Höhe von weniger als 1,20 m befindet.</p> <p>3 Werbung für Tabakprodukte und für nikotinhaltige oder nikotinfreie elektronische Zigaretten sowie für Gegenstände, die eine funktionale Einheit mit einem Tabakprodukt bilden, in Radio und Fernsehen ist gemäss den Bestimmungen des Bundesgesetzes vom 24. März 2006/7 über Radio und Fernsehen verboten.</p>
Doctor Green	18	1	<p>In Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe a und in Art. 13 sind keine Warnhinweise für nikotinfreie elektronische Zigaretten vorgesehen. Daher sind diese aus dem Artikel zu streichen.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 18 Abs. 1:</p> <p>1 Werbung für Tabakprodukte und für nikotinhaltige elektronische Zigaretten sowie für Gegenstände, die eine funktionale Einheit mit einem Tabakprodukt bilden, muss mit einem Warnhinweis nach Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe a oder nach Artikel 13 versehen sein;</p>
Doctor Green	20	1	<p>Es ist unklar aufgrund welcher wissenschaftlicheren Basis die nikotinfreie elektronische Zigarette für Minderjährige eine Gefahr darstellt. Ohne wissenschaftlichen Belege der Gefährdung von Minderjährigen durch nikotinfreie elektronische Zigaretten ist ein generelles Abgabeverbot nicht verhältnismässig, gewährt die Grundrechte (Art. 36 Abs. 2 BV) nicht und schränkt die Wirtschaftsfreiheit (Art 94 Abs. 1-4 BV) unangemessen ein. Ein generelles Verkaufsverbot von nikotinfreien elektronischen Zigaretten zwingt die Minderjährigen andere, weitaus schädlichere Produkte zu konsumieren.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 20 Abs. 1:</p> <p>1 Die Abgabe von Tabakprodukten und von nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten an Minderjährige ist verboten;</p>
Doctor Green	20	3	<p>(Dito Art. 3 Abs. 1) Es ist unklar aufgrund welcher wissenschaftlichen Basis die nikotinfreie elektronische Zigarette für Minderjährige eine Gefahr darstellt. Ohne wissenschaftlichen Belege der Gefährdung von Minderjährigen durch nikotinfreie elektronische Zigaretten ist ein Abgabeverbot nicht verhältnismässig, gewährt die Grundrechte (Art. 36 Abs. 2 BV) nicht und schränkt die Wirtschaftsfreiheit (Art 94 Abs. 1-4 BV) unangemessen ein.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 20 Abs. 3:</p> <p>3 Tabakprodukte und nikotinhaltige elektronische Zigaretten dürfen nur dann in Automaten verkauft werden, wenn diese</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				für Minderjährige nicht zugänglich sind;
Doctor Green	21	1		<p>Natürlich muss der Kanton im Auftrag des Bundes die gesetzlichen Vorgaben überwachen. Weil jedoch ein Verkaufsverbot von nikotinfreien elektronischen Zigaretten an Minderjährige unverhältnismässig ist und die in der Bundesverfassung gewährten Grundrechte (Art. 36 Abs. 2 BV) wie auch die garantierte Wirtschaftsfreiheit (Art. 94 Abs. 1-4 BV) nicht gewährt, ist der Artikel 21 abzuändern. (Siehe Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 28</p> <p>dazu auch: Art. 20 Abs. 1 und Art 20. Abs. 3) Dem Auftrag des Parlaments, «Verankerung des Mindestalters 18 für den Erwerb von Tabakprodukten, Schaffung einer rechtlichen Grundlage für Testkäufe sowie Verbot von speziell an Minderjährige gerichteter Werbung» wird damit zu wenig Rechnung getragen. Es ist unklar aufgrund welcher wissenschaftlichen Basis die nikotinfreie elektronische Zigarette für Minderjährige eine Gefahr darstellt. Ohne wissenschaftlichen Belege der Gefährdung von Minderjährigen durch nikotinfreie elektronische Zigaretten ist ein Abgabeverbot nicht verhältnismässig, weshalb nikotinfreie elektronische Zigaretten vom Abgabeverbot und folglich auch in Art. 21 auszuschliessen sind.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 21 Abs. 1:</p> <p>1 Die zuständige kantonale Behörde kann zur Überprüfung der Einhaltung der Altersbeschränkung für die Abgabe von Tabakprodukten und von nikotinhaltenen elektronischen Zigaretten Testkäufe durchführen oder anordnen.</p>
Doctor Green	23	3		<p>Es ist unklar, was eine wesentliche Änderung eines Produktes ist. In der strengsten Auslegung muss jedes Produkt mit anderem Aroma und anderem Nikotingehalt gemeldet werden. Dies sind mindesten 100 – 500 Produkte pro Importeur. Daher ist mit einer grossen Flut und einer unübersichtlichen Liste gemäss Abs. 5 zu rechnen. Für die Aufsichts- und Überwachungspflicht wäre eine Meldung der Betriebe, welche solche Produkte abgeben, ausreichend um die Konsumentenschaft zu schützen. Es gelten ja zusätzlich die Anforderungen an die Selbstkontrolle.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 23 Abs. 3:</p> <p>Meldepflicht nur für Betriebe.</p> <p>Sollte dem Antrag nicht stattgegeben werden, so stelle ich den Antrag Abs. 4 wie folgt anzupassen: 4 Der Bundesrat legt die Modalitäten der Meldung fest. Er beachtet dabei die Fabrikationsgeheimnisse;</p>
Doctor Green	23	5		<p>Der Inhalt der Meldung ist gemäss Art 24 Abs. 1 Bst. a ist ein wichtiges Wirtschaftsgeheimnis der Akteure und es muss jederzeit sichergestellt werden, dass diese Informationen nur den Personen zugänglich gemacht werden, welche diese</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				<p>Informationen benötigen. Eine vollständige Veröffentlichung aller Informationen ist für den Schutz der Bevölkerung nicht notwendig.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 23 Abs. 5:</p> <p>5 Das BAG veröffentlicht die für die Öffentlichkeit nötigen Informationen im Internet. Er beachtet dabei die Fabrikationsgeheimnisse;</p>
Doctor Green	24	1	b	<p>Abs. 1 Bst. a ist ein wichtiges Wirtschaftsgeheimnis der Akteure und es muss jederzeit sichergestellt werden, dass diese Informationen nur den Personen zugänglich gemacht werden, welche diese Informationen benötigen. Abs. 1 Bst. b verweist nicht spezifisch auf Rechtsvorschriften ausländischer Akteure. Es kann nicht erwartet werden, dass der Schweizer Wirtschaftsakteur die Gesetzeslage ausländischer Akteure kennen muss und deren Entwicklung verfolgen muss. Für den Schweizer Wirtschaftsakteur ist das Schweizer Recht massgebend.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 24 Abs. 1 Bst. b:</p> <p>Streichung Abs.1 Bst. b;</p>
Doctor Green	24	3		<p>Dieser Artikel ist überflüssig, weil Art. 25 Abs. 1 verlangt, dass die Zusammensetzung nikotinhaltiger Nachfüllflüssigkeiten dem BAG gemeldet werden müssen. Ausserdem verlangt Art. 9 Abs. 2, dass der Nikotingehalt auf jeder Verpackung von nikotinhaltenen Nachfüllflüssigkeiten ausgewiesen werden muss. Somit ist die Abs. 3 überflüssig. Viel mehr weise ich nochmals darauf hin, dass es zu begrüssen wäre, wenn die Angabe für den Nikotingehalt konkretisiert wird, in welcher Einheit dieser angegeben werden muss. Ohne exakte Regelung darf jeder selber wählen, ob diese Angabe in %, in mg/ml oder in mg/Füllmenge angegeben wird.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 24 Abs. 3:</p> <p>Streichung Abs. 3;</p>
Doctor Green	25			<p>Artikel 25 ist redundant mit Artikel 23</p> <p>Die Redundanz kann verhindert werden, indem Artikel 25 sich ausschliesslich auf die Meldung der Emissionen von Tabakprodukten bezieht. Für nikotinhaltige elektronische Zigaretten werden keine Emissionswerte verlangt. An dieser Stelle weise ich auch nochmals ausdrücklich auf den Antrag für Artikel 23 Abs. 3 hin. Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 34</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 25 Abs. 1-4:</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>Art. 25 Meldung der Emissionen der Produkte 1 Wer Tabakprodukte herstellt oder einführt, muss dem BAG die Emissionen der Produkte melden. 2 Bei jeder wesentlichen Änderung des Produkts muss eine neue Meldung erfolgen. 3 Der Bundesrat regelt den Inhalt und die Modalitäten der Meldung. Er beachtet dabei die Fabrikationsgeheimnisse. 4 Das BAG veröffentlicht die erhaltenen Angaben im Internet.</p>
Doctor Green	34	1	<p>Gemäss Artikel 5 dürfen nikotinhaltige elektronische Zigaretten, mit Ausnahme des Nikotins, kein Risiko für den Konsumenten darstellen. Artikel 4 Abs. 2 bestimmt, dass der Konsument «vor falschen Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können», geschützt ist. Die reine Vermutung reicht nicht aus, um die Bevölkerung vor möglichen, vermuteten (nicht sicher – Täuschung!) Gefahren zu warnen. In dubio pro reo. Deshalb stellen wir folgenden Antrag auf Änderung: Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 37</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 34 Abs. 1:</p> <p>1 Die zuständigen Behörden von Bund und Kantonen informieren die Öffentlichkeit über bekannte Gesundheitsrisiken der Tabakprodukte und der nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten.</p>
Doctor Green	34	3	<p>Es ist begrüssenswert, dass die Bevölkerung über wissenschaftliche Erkenntnisse von allgemeinem Interesse im Bereich des Gesundheitsschutzes informiert wird. Die noch bessere Lösung ist, wenn die Öffentlichkeit auch über gesundheitspolitische Vorteile und über die schadensmindernden Möglichkeiten der Produkte im Vergleich mit anderen Produkten, informiert werden.</p> <p>In der Drogenprävention ist die Schadensminderung seit Jahrzehnten im Gesetz verankert. Warum die Schadensminderung bei Rauchern bisher und gemäss diesem Vorschlag auch in Zukunft nicht berücksichtigt wird, ist unverständlich.</p> <p>Ebenso unverständlich bleibt, warum das BLV mit der Verfügung (BBl. 2015/7788) vom November 2015 vor dem BVGer versucht, nikotinhaltige Nachfüllflüssigkeiten zu verbieten und das BVGer die lange Frist ohne Urteilsfindung mit der Komplexität des Falles begründet (wir hatten jeweils für die selbe Komplexität 30 Tage Zeit). Der Frage, warum das BLV gegenüber dem BVGer den Standpunkt vertritt, das BLV könne in einer Verfügung keine Massnahmen erlassen, obwohl genau dies das BLV schon mehrmals getan hat, so beispielsweise in der Verfügung zu Sprayprodukten zur Selbstverteidigung: Altersvorgabe und Warnhinweise und Schutz; also genau das, was wir für nikotinhaltige elektronische Zigaretten auch brauchen, wird bis heute von allen Parteien mit Verweis auf das TabPG ausgewichen. Es handelt sich um ein Scheinargument des BLV, in einer Verfügung keine Massnahmen erlassen zu können und das wissen sie selbst auch</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>– siehe Replik zu BBl. 2015/7788.</p> <p>Vom BLV haben wir vor dem BVGer gefordert, dass Massnahmen in der Verfügung hätten erlassen werden sollen, exakt solche, wie nun im zweiten Vorentwurf des TabPG vorgesehen sind. Dem BAG und ebenso dem BLV sind die wissenschaftlichen Erkenntnisse über die gesundheitspolitischen Vorteile, wie auch die marginalen Risiken im Vergleich zu Tabakprodukten seit langer Zeit bekannt.</p> <p>Das Verbot der kommerziellen Einfuhr und des Inverkehrbringens nikotinhaltiger E-Zigaretten durch die Allgemeinverfügung des BLV vom 12. November 2015 richtet zweifellos weitaus mehr gesundheitlichen Schaden an, als es nikotinhaltige Dampfgeräte jemals hätten tun können.</p> <p>Es widerspricht meiner Auffassung eines Rechtsstaats, wenn das BLV zwar gesetzeskonform, jedoch mit einer im Licht der vom BLV selber bestätigten deutlich geringeren Schädlichkeit nicht nachvollziehbaren Pedanterie ein Verbot erlässt, allfälligen Beschwerden die aufschiebende Wirkung entzieht, und anschliessend jede mögliche Fristverzögerung nutzt, um das Verfahren in die Länge zu ziehen.</p> <p>Bei jährlich 9500 Personen, welche an den direkten Folgen des Rauchen sterben, 3.9 Mia volkswirtschaftlichem Schaden und ebenso 1.7 Mia Kosten im Gesundheitswesen, alles zu Lasten des Volkes ist es aus Sicht des Bürgers unverständlich, warum Raucher noch viele weitere Jahre warten müssen bis sie in den Genuss der viel weniger schädlichen Alternativen kommen können, obwohl die Vorteile hinreichend bekannt sind. Ebenso werden die hohen Gesundheitskosten unnötig hochgehalten, in einer Zeit wo täglich darüber diskutiert wird, wie man selbige senken könnte.</p> <p>Wer dann auch noch über fehlende AHV/IV Einnahmen als mögliche Einflüsse (selbes Departement) spekulieren würde, wäre wohl ein Schelm. Gemäss BAG reduziert sich die Lebenserwartung täglich rauchender Menschen gegenüber Nichtrauchenden im Durchschnitt um 14 Jahre, das ergibt bei angenommenen 20'000 Franken Rente pro Jahr doch ein sattes Plus von 280'000 Franken bei Rauchern.</p> <p>Warum der Bundesrat die Motion 17.4106 von Angelo Barrile zur Ablehnung empfiehlt, welche den Bundesrat beauftragen würde, die unabhängige Forschung von alternativen Produkten zu den Tabakprodukten voranzutreiben und mit Bundesmitteln zu fördern, ist ebenso unverständlich.</p> <p>Deshalb stelle ich aus gesundheitspolitischen Gründen folgenden Änderungsantrag:</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 34 Abs. 3:</p> <p>3 Sie informieren die Öffentlichkeit insbesondere über wissenschaftliche Erkenntnisse von allgemeinem Interesse im Bereich des Gesundheitsschutzes und über gesundheitspolitische Erkenntnisse im Zusammenhang mit Tabakprodukten oder nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten und der Prävention der durch den Konsum dieser Produkte verursachten</p>
--	--	--	--

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				Krankheiten.
Doctor Green	35	3		<p>Sofern der Artikel 3 Abs. g gemäss Antrag so geändert wird, dass der Import nicht dem Bereitstellen gleichgestellt wird, ist der Artikel nicht zu beanstanden.</p> <p>Sollte Artikel 3 Abs. g wie im Vorentwurf vorgeschlagen bestehen bleiben, so muss Bst. c von Artikel 35 Abs. 3 gestrichen werden. Sollte die Einfuhr dem Bereitstellen auf dem Markt gleichgestellt werden, dürfen Produkte für Marktteilnehmer nicht zurückgewiesen werden, ansonsten wird die Selbstkontrolle der Importeure verunmöglicht (Produkte die nicht den Qualitätsanforderung entsprechen können im Rahmen der Selbstkontrolle nicht zum Verkauf freigegeben werden) und eine Kennzeichnung durch den Importeur verhindert.</p> <p>Damit verstösst Art 35 Abs. 3 gegen das Verhältnismässigkeitsprinzip (BV, Art. 5), er schränkt die Grundrechte der Schweizer Firmen unverhältnismässig ein ohne dass ein öffentliches Interesse oder der Schutz der Bevölkerung es erfordern würden (Art 36 Abs 2 BV). und missachtet die Wirtschaftsfreiheit(Art 94 Abs. 1-4 BV). Ebenso missachtet der Gesetzgeber den Parlamentswillen, welcher die Legalisierung des Marktes fordert. Der «Import» darf nicht dem «Bereitstellen» gleichgesetzt werden oder Produkte für Marktteilnehmer nicht zurückgewiesen werden.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 35 Abs. 3:</p> <p>Sofern Artikel 3 Abs. g dahingehend geändert wird, dass der Import nicht dem Bereitstellen gleichgestellt wird, ist nichts zu ändern. Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 40</p> <p>Sollte Artikel 3 Abs. g unverändert bestehen bleiben, so stelle ich den Antrag Art 35 Abs. 3 Bst. c zu streichen;</p>
Doctor Green	2	1	b	<p>Bundesgesetz vom 3. Oktober 2008¹⁷ zum Schutz vor Passivrauchen</p> <p>ES GIBT KEINE RECHTFERTIGUNG, ERWACHSENE MENSCHEN VOR PASSIVDAMPF VON NIKOTINFREIEN ELEKTRONISCHEN ZIGARETTEN ZU SCHÜTZEN. ES HANDELT SICH UM DIESELBEN INHALTSSTOFFE, WELCHE IN DER INDUSTRIE FÜR DIE VERKAUFSANREGENDEN AROMAVERNEBLER EINGESETZT WERDEN.</p> <p>Dazu eine Geschichte von mir als Vater und Händler elektronischer Zigaretten:</p> <p>E-Zigaretten für Kinder – Warum das Sinn macht</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>Zurzeit läuft die Vernehmlassung zum zweiten Vorentwurf des Tabakproduktegesetzes (TabPG) in der Schweiz. Das Parlament hat den Bundesrat beauftragt, die Werbung von Tabakprodukten welche sich hauptsächlich an Minderjährige richtet zu verbieten und das Mindestalter für Tabakprodukte auf 18 Jahre festzulegen. Ausserdem verlangte das Parlament vom Bundesrat, er solle weniger schädliche Produkte wie E-Zigaretten differenziert regulieren. Dieser Auftrag ist zu begrüssen. Das BAG ist von Amtes wegen zusätzlich auch dem Jugendschutz und dem Schutz der Menschen vor unerwarteten Risiken verpflichtet. Der Bundesrat hat diesen Auftrag allerdings zum Anlass genommen, in Zukunft auch nikotinfreie E-Zigaretten und nikotinfreie Nachfüllflüssigkeiten für Minderjährige zu verbieten. Damit überschreitet er die vom Parlament geforderten Massnahmen unverhältnismässig und bewirkt genau das Gegenteil von dem, was das Ziel des TabPG ist: «Den Menschen vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten zu schützen».</p> <p>Papi – bringst du mir eine gute E-Zigarette nach Hause?</p> <p>Vor ungefähr zwei Jahren kam meine 15-jährige Tochter von der Schule nach Hause und fragte mich: «Papi, bringsch mer bitte es guets Dampf he?» Als Vater und Geschäftsführer einer E-Zigaretten Firma guckte ich sie zuerst mit offenem Mund an – und erwiderte: «Gahts no?». Meine Tochter erklärte mir dann, dass viele ihrer Schulfreundinnen Zigaretten oder auch Joints ausprobieren, dass sie das aber nicht tun möchte Das sei auch der Grund warum sie eine nikotinfreie E-Zigarette möchte. Sie erklärte mir, dass sie auf keinen Fall Nikotin konsumieren möchte, weil sie das bisher nie benötigte und es auch nicht will. Sie ermahnte mich allerdings auch, dass die Inhaltsstoffe der Liquide vergleichbar sind mit Lebensmittel oder frischer Luft. Ohne Nikotin sind E-Zigaretten harmloser als die eingeatmete Luft in der Stadt Zürich. Natürlich hatte sie mich damit erwischt. Was wollte ich ihr da entgegnen, zumal sie diese Erklärungen seit Jahren immer wieder im Geschäft gehört hat. Ich brachte ihr also in den folgenden Tagen eine gute E-Zigarette mit ein paar leckeren Nachfüllflüssigkeiten (ohne Nikotin) nach Hause. Die Freude darüber war in den ersten Tagen gross – zugegeben, es sieht auch «cool» aus, so viel Dampf. Mit ihrer besten Freundin hat sie in den folgenden Wochen zwei bis dreimal ein paar Fotos für «Instagram» gemacht und dann wurde das Gerät wieder über Monate nicht mehr gebraucht. Heute – zwei Jahre später liegt das Dampfgerät immer noch meist unbenutzt herum. Das ist aber gut so, denn meine Tochter raucht bis heute keine Zigaretten, sie will das nicht und ebenso hält sie es mit dem Kiffen. Weil bekannt ist, dass Jugendliche in der Phase des erwachsenwerden so oder so Substanzen ausprobieren und Grenzen kennen lernen müssen macht es keinen Sinn, ihnen ein harmloses Produkt (ohne Nikotin) zu verbieten.</p> <p>Wichtig ist es auch zu wissen</p> <p>Die zum Kaufen animierenden Aroma-Vernebler des Detailhandels beinhalten dieselben Stoffe wie in E-Zigaretten ohne Nikotin verdampft werden. Warum beim Einkaufen von den Aroma-Verneblern kein Risiko ausgeht, die Menschen aber sonst im Leben mit der «Gesetzgebung zum Schutz vor Passivrauch» vor etwas Ungefährlichem geschützt werden sollen nur weil es aussieht wie «Rauch», möchte ich im Bezug auf den Gesundheitsschutz und das Gesundheitsrisiko vom BAG</p>
--	--	--	--

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				<p>gerne erläutert haben. «Philgood», ein langjähriger Erklär-Dampfer machte bereits vor Jahren einen schönen Vergleich mit Rivella. Keinem Parlamentarier käme es in den Sinn das Nationalgetränk «Rivella» zu verbieten nur weil es ähnlich aussieht wie Bier. Keiner käme auf die Idee zu glauben, dass Rivella zum Bier trinken animieren würde. Wieso aber soll eine angenehm duftende nikotinfreie E-Zigarette (denken sie an den Aroma Vernebler) dazu verleiten auf eine übelriechende, stinkige Tabakzigarette umzusteigen? Befällt sie im Migros auch immer die archaische Lust jetzt unbedingt eine Zigarette kaufen zu wollen und sofort Raucher zu werden? Mich auch nicht, nein. Wenn E-Zigaretten ohne Nikotin für Minderjährige verboten werden, steigt die Gefahr, dass diese zur Tabakzigarette greifen, weil die Verfügbarkeit einfacher und grösser ist. Bitte denken sie mal darüber nach.</p> <p>ES IST WICHTIG JUGENDLICHE VOR DEM RAUCHEN ZU SCHÜTZEN</p> <p>Absolut einverstanden bin ich mit der Meinung, dass Jugendliche so weit möglich vor den Gefahren des Rauchens geschützt werden müssen.</p> <p>AM EINFACHSTEN GELINGT DAS, WENN JUGENDLICHE GAR NIE MIT RAUCHEN BEGINNEN. JUGENDLICHE, DIE BEREITS RAUCHEN, SOLLTEN MÖGLICHST SCHNELL WIEDER DAMIT AUFHÖREN. STUDIEN ZEIGEN: WER ALS JUGENDLICHER NICHT RAUCHT, FÄNGT ALS ERWACHSENER KAUM MEHR DAMIT AN.</p> <p>Gerade deshalb ist es auch von enormer Wichtigkeit den heranwachsenden dieses Ventil zu lassen, denn die Studien belegen auch, dass dieses «ausprobieren» zum erwachsen werden gehört.</p> <p>Deshalb stelle ich aus gesundheitspolitischen Gründen folgenden Änderungsantrag:</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 2 Abs 1. Bst. b Bundesgesetz vom zum Schutz vor Passivrauchen</p> <p>b. die Verwendung von Tabakprodukten zum Erhitzen sowie nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten nach Artikel 3 Buchstaben c und f TabPG.</p>
Doctor Green	10	1	a	<p>Bundesgesetz vom 24. März 2006 über Radio und Fernsehen</p> <p>Die Argumentation entspricht der Selben wie Art 2 Abs 1 Bst. b Bundesgesetz vom zum Schutz vor Passivrauchen</p> <p>b. die Verwendung von Tabakprodukten zum Erhitzen sowie nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten nach Artikel 3 Buchstaben c und f TabPG.</p> <p>Deshalb stelle ich aus gesundheitspolitischen Gründen folgenden Änderungsantrag:</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				Änderungsvorschlag für Art. 10 Abs 1. Bst. a Bundesgesetz über Radio und Fernsehen a. Tabakprodukte und nikotinhalige elektronische Zigaretten nach Artikel 3 Buchstaben a und f des Tabakproduktegesetzes vom ...
Doctor Green				
Doctor Green				
Doctor Green				
Doctor Green				
Doctor Green				
Doctor Green				
Doctor Green				
Doctor Green				
Doctor Green				
Doctor Green				
Doctor Green				
Doctor Green				
Doctor Green				
Doctor Green				
Doctor Green				
Doctor Green				
Doctor Green				
Doctor Green				

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Doctor Green				
Doctor Green				
Doctor Green				
Doctor Green				
Doctor Green				
Doctor Green				
Doctor Green				
Doctor Green				
Doctor Green				
Doctor Green				
Doctor Green				
Doctor Green				
Doctor Green				
Doctor Green				
Doctor Green				
Doctor Green				
Doctor Green				
Doctor Green				
Doctor Green				
Doctor Green				
Doctor Green				

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Doctor Green				
Doctor Green				
Doctor Green				
Doctor Green				
Doctor Green				
Doctor Green				
Doctor Green				
Doctor Green				

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input checked="" type="checkbox"/>	Zustimmung
<input checked="" type="checkbox"/>	Änderungswünsche / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Grundsätzliche Überarbeitung
<input type="checkbox"/>	Ablehnung

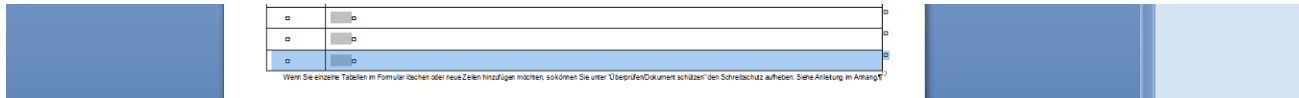
Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

2 Zeilen einfügen

Ganze Zeile mit leeren grauen Feldern markieren (die Zeile wird blau hinterlegt)

Control-C für Kopieren

Control-V für Einfügen



3 Dokumentschutz wieder aktivieren

Vernehmlassungsformular_TabPG_DE [Kompatibilitätsmodus] - Microsoft Word

Start Einfügen Seitenlayout Verweise Sendungen Überprüfen Ansicht Add-Ins

Rechtschreibung Recherchieren Thesaurus Übersetzen Sprache festlegen Wörter zählen

Markieren Löschen Vorheriges Element Nächstes Element

Änderungen nachverfolgen Sprechblasen Markup anzeigen Überarbeitungsfenster

Annehmen Ablehnen Weiter Vergleichen Quelldokumente anzeigen

Dokument schützen

Vernehmlassung Tabakproduktegesetz

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : []

Abkürzung der Firma / Organisation : []

Adresse : []

Kontaktperson : []

Telefon : []

E-Mail : []

Datum : []

Wichtige Hinweise:

- Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen
- Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Extras/Dokumentenschutz aufheben" den Schreibschutz aufheben
- Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden
- Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte als **Word-Dokument** bis am 12. September 2014 an folgende E-Mail Adresse: dm@baq.admin.ch und tabak@baq.admin.ch

1. Formatierungseinschränkungen

2. Bearbeitungseinschränkungen

3. Schutz anwenden

Ja, Schutz jetzt anwenden

Eggimann Pascal BAG

Von: Reto Pfeiderer <Pfeiderer@dampfqueen.ch>
Gesendet: Montag, 19. März 2018 09:15
An: _BAG-GEVER; _BAG-Tabakprodukte
Betreff: Vernehmlassungsantwort Zodiak GmbH

Sehr geehrte Damen und Herren

Die Dampfqueen GmbH, mit 5 Läden und 21 Mitarbeiter unterstützt die Vernehmlassungsantwort der Zodiak GmbH in allen Punkten

Freundliche Grüsse



Dampfqueen GmbH
Reto Pfeiderer
Geschäftsführer

Gotthelfstrasse 2
3400 Burgdorf
Mail: pfeiderer@dampfqueen.ch
Tel: 0041 79 866 00 35

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : StattQualm GmbH

Abkürzung der Firma / Organisation : StattQualm

Adresse : Lehnplatz 11, 6460 Altdorf

Kontaktperson : Christian Lusser

Telefon : 079 603 02 10

E-Mail : chris@stattqualm.ch

Datum : 20.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	10
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	20
Entwurf Tabakproduktegesetz	23
Unser Fazit	40
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	41

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
StattQualm	<p>Der zweite Vorentwurf zum TabPG berücksichtigt mehrheitlich die vom Parlament geforderten Änderungen. Der neue Entwurf bedeutet eine grosse Verbesserung für den Vertrieb von elektronischen Zigaretten gegenüber dem ersten Vorentwurf, welcher vom Parlament an den Bundesrat zur Überarbeitung zurückgewiesen wurde.</p> <p>Die Motion Humbel (11.3637) «Gesamtschweizerisch einheitliches Abgabalter für Tabakprodukte» verlangt eine landesweite Vereinheitlichung der Altersbeschränkung für die Abgabe von Tabakprodukten in der Schweiz. Im zweiten Vorentwurf zum TabPG wurde vom Bundesrat deshalb vorgeschlagen, die Abgabe von nikotinfreien und nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten an Minderjährige zu verbieten. Das Parlament verlangte ausserdem, dass die Werbung dort zu verbieten ist, wo sich diese hauptsächlich an Minderjährige richtet. Der Bundesrat geht im zweiten Vorentwurf jedoch weit über diese Forderungen hinaus und nimmt den Auftrag offensichtlich zum Anlass, ein totales Werbe- und Abgabeverbot von elektronischen Zigaretten mit oder ohne Nikotin an Minderjährige im Gesetz zu verankern. Er missachtet dabei die vom Parlament geforderte «Differenzierung von Alternativprodukten wie E-Zigaretten und Snus und die spezifische Regelung dieser Produkte, aufgrund der viel geringeren Schädlichkeit im Vergleich zu Tabakprodukten zum Rauchen». Es ist unklar aufgrund welcher wissenschaftlichen Basis der Bundesrat zum Schluss kommt, dass nikotinfreie elektronische Zigaretten für Minderjährige eine Gefahr darstellt. Ohne wissenschaftlichen Belege der Gefährdung von Minderjährigen durch nikotinfreie elektronische Zigaretten ist ein generelles Abgabeverbot nicht verhältnismässig und ein nicht zulässiger Eingriff in die Wirtschaftsfreiheit der Unternehmen. Deshalb ist ein generelles Abgabeverbot von nikotinfreien elektronischen Zigaretten unverhältnismässig.</p> <p>Folglich hat der Bundesrat mit dem zweiten Vorentwurf den Auftrag des Parlaments nur teilweise erfüllt. Das Abgabe- und Werbeverbot nikotinfreier Produkte missachtet den Parlamentswillen «keine zusätzlichen Einschränkungen, Legalisierung des Handels und differenzierte Einstufung von alternativen Produkten» und ist ein Verstoss gegen die Wirtschaftsfreiheit, ohne dass der Gesundheitsschutz oder der Schutz der Minderjährigen es erfordern würde. Zurzeit ist der Verkauf von nikotinfreien elektronischen Zigaretten ohne jegliche Einschränkungen legal.</p> <p>Ansonsten kann man, sofern man von Flüchtigkeitsfehlern absieht, von einem durchaus gelungenen zweiten Vorschlag sprechen. Die Legalisierung des Handels mit Alternativprodukten wie E-Zigaretten und Snus wurde aus der Sicht der Konsumenten, mit der Ausnahme der zu geringen Differenzierung und dem damit verbundenen Abgabeverbot an Minderjährige, gut umgesetzt. Mit der Inkraftsetzung des TabPG, was aber noch Jahre dauern könnte, dürfen volljährige Personen in der Schweiz endlich auch legal nikotinhaltige E-Zigaretten kaufen.</p> <p>Ob der Bundesrat den parlamentarischen Auftrag der spezifischen Regelung für alternative Produkte mit der marginalen Differenzierung genüge getan hat, wird die Diskussion im Parlament zeigen.</p>
StattQualm	<p>Ergänzendes Fazit für Konsumenten von elektronischen Zigaretten</p> <p>Für Konsumenten von elektronischen Zigaretten bringt dieses Gesetz fast nur Vorteile. Es ist in Zukunft erlaubt, nikotinhaltige Nachfüllflüssigkeiten</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>und elektronische Zigaretten in der Schweiz zu erwerben. Die Füllmengen-Obergrenze für nikotinhaltige Liquids wird bei 100 ml festgelegt. Von diesem Gesetz nicht betroffen ist der Import für den Eigengebrauch (Achtung, für die Freundin bestellt gilt bereits als Weitergabe und geht über Eigengebrauch hinaus) und nikotinhaltige Liquids, welche für den Eigengebrauch selbst hergestellt werden. Bisher gibt es keine Importbeschränkungen, der Bundesrat könnte nach dem neuen TabPG aber welche erlassen zur Verhinderung eines gewerblichen Imports.</p> <p>Die einzige, spürbare Einschränkung für junge Konsumenten wird sein, dass die Abgabe von elektronischen Zigaretten (mit und ohne Nikotin) an Minderjährige verboten ist.</p>
StattQualm	<p>Ergänzendes Fazit für Händler</p> <p>Grundsätzlich können Marktteilnehmer aus der «Dampfer-Branche» aufatmen. Gegenüber dem ersten Vorschlag bergen sich im zweiten Entwurf keine Gefahren mehr, mit welchen die Händler nicht leben könnten. Nichts desto trotz gibt es viele Punkte, bei welchen Verbesserungen möglich und notwendig sind, welche auch begründet werden können.</p> <p>Solange Nachfüllflüssigkeiten und elektronische Zigaretten nicht mit Nikotin verkauft werden, wird die grösste Einschränkung sein, dass Produkte auch ohne Nikotin nicht mehr an Minderjährige verkauft werden dürfen. Das TabPG betrifft, ausgenommen Artikel 17-21, nur nikotinhaltige E-Zigaretten und damit nur einen kleinen Teil der Produkte welche Dampfershops im Sortiment führen. Insbesondere kann mit der klaren Trennung zwischen nikotinhaltigen und nikotinfreien Angeboten, als auch mit DIY Lösungen, von der Differenzierung durch den Bundesrat profitiert werden.</p> <p>Abzulehnen ist Art. 3 Abs. g. Die vom Bundesrat geforderte «Gleichstellung des Imports mit dem Bereitstellen» wäre ein grosser Einschnitt in die Wirtschaftsfreiheit, jedoch glaube ich nicht, dass dieser Absatz so bestehen bleibt.</p> <p>Es bestehen ebenfalls reale Chancen, die vom Bundesrat im zweiten Vorentwurf vorgeschlagenen Einschränkungen im Bereich der Werbung, der Abgabe von nikotinfreien Produkten an Minderjährige und an der Erweiterung des Gesetzes zum Schutz vor Passivrauch zu lockern. Zum einen forderte das Parlament vom Bundesrat eine differenzierte Einstufung der Produkte und keine weiteren Einschränkungen der Werbung. Diese Punkte hat der Bundesrat nur bedingt oder mangelhaft erfüllt. Weil die Werbung wie auch die Abgabe von nikotinfreien elektronischen Zigaretten und Nachfüllflüssigkeiten zurzeit nicht eingeschränkt ist und keine Belege dafür existieren, dass nikotinfrei Produkte die Gesundheit der Menschen gefährden würden, fehlt die Grundlage für ein Werbe- und Abgabeverbot aller E-Zigaretten und verstösst deshalb gegen das Gebot der Wirtschaftsfreiheit gemäss der Bundesverfassung. Einschränkungen sind nur dann zulässig, wenn dies in der Bundesverfassung vorgesehen oder durch kantonales Regalrecht begründete ist.</p> <p>Dass der Kanton Testkäufe durchführen kann liegt in der Natur der Sache. Dagegen ist nichts einzuwenden. Ob davon die nikotinfreien Produkte auch betroffen sein müssen, darf in Frage gestellt werden. Die Diskussion im Parlament wird zeigen, ob die Gleichbehandlung von nikotinfreien und nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten bei der Abgabe und der Werbung so gewünscht ist.</p> <p>Im Artikel 34 schlägt der Bundesrat vor, dass die zuständigen Behörden von Bund und Kantonen die Öffentlichkeit über bekannte oder vermutete Gesundheitsrisiken informiert. Das «vermutete» macht hier natürlich in erster Linie Sorge und sollte auch zur Änderung beantragt werden. Die reine Vermutung reicht nicht aus, um die Bevölkerung vor möglichen, vermuteten Gefahren zu warnen. Es besteht auch kein Grund zur Freude der</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Annahme, der Bund müsste in Zukunft über die Vorteile von elektronischen Zigaretten im Vergleich zu Tabakzigaretten berichten. Das ist ein Irrtum, denn der Gesetzgeber schreibt vor, die Behörden müssen über Gesundheitsrisiken (Risiko ungleich Vorteil) berichten. Weil aber dieses Gesetz «nur für nikotinhalige elektronische Zigaretten und Nachfüllflüssigkeiten mit Nikotin gilt, dürfen die Behörden auch nicht über «vermutete» gesundheitliche Risiken von nikotinfreien Produkten berichten, solange keine Risiko für die Gesundheit besteht, was sowieso einem Verkaufsverbot gleichkommen würde.</p>
<p>StattQualm</p>	<p>Ergänzendes Fazit für Medien mit Gratiszeitungen</p> <p>Das vom Bundesrat vorgeschlagene Werbeverbot von Tabakprodukten und (nikotinfreien) elektronischen Zigaretten in Gratis-Zeitungen und im Internet verstösst gegen die Wirtschaftsfreiheit und wird grosse Einnahmeeinbussen für kostenlose Medienangebote zur Folge haben. Das Parlament hat den ersten Vorentwurf des TabPG zurückgewiesen mit dem Auftrag, beim zweiten Entwurf den Schutz der Kinder und Jugendlichen insbesondere durch die Verankerung des Mindestalters 18 für den Erwerb von Tabakprodukten und das Verbot von speziell an Minderjährige gerichteter Werbung zu verstärken.</p> <p>Damit geht der Vorentwurf des Bundesrats weit über die geforderten Massnahmen des Parlaments hinaus. Der Schutz der Jugendlichen und Kindern wurde für Tabakprodukte verlangt, nicht für elektronische Zigaretten und schon gar nicht für diejenigen ohne Nikotin. Zudem wurde vom Parlament gefordert, speziell an Minderjährige gerichteter Werbung zu verbieten. Gemäss den Mediadaten von 20 Minuten richtet sich zum Beispiel diese Gratiszeitung keines Falls hauptsächlich an Minderjährige, weshalb der Gesetzesvorschlag eine wirtschaftliche Bevorteilung von «kostenpflichtigen Zeitungen und Magazinen» ist, welche gegen die Wirtschaftsfreiheit und gegen die Verhältnismässigkeit verstossen. Es handelt sich dabei um eine Rechtsbevorteilung für «bezahl Zeitungen». Ausserdem bedient sich der Gesetzgeber in der Erläuterung zum zweiten Entwurf des TabPG einem Scheinargument (Seite 23; Erläuterungen zum TabPG), wenn er behauptet, dass die Gratiszeitung 20 Minuten hauptsächlich von Minderjährigen gelesen wird.</p>
<p>StattQualm</p>	
<p>StattQualm</p>	
<p>StattQualm</p>	
<p>StattQualm</p>	
<p>StattQualm</p>	
<p>StattQualm</p>	

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

StattQualm	
StattQualm	
StattQualm	
StattQualm	
StattQualm	
StattQualm	
StattQualm	
StattQualm	
StattQualm	
StattQualm	
StattQualm	
StattQualm	
StattQualm	
StattQualm	
StattQualm	
StattQualm	
StattQualm	
StattQualm	
StattQualm	

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

StattQualm	
StattQualm	
StattQualm	
StattQualm	
StattQualm	
StattQualm	
StattQualm	
StattQualm	
StattQualm	
StattQualm	
StattQualm	
StattQualm	
StattQualm	
StattQualm	
StattQualm	
StattQualm	
StattQualm	
StattQualm	
StattQualm	

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

StattQualm	
------------	--

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")

Name/Firma	Kapitel-Nr.	Bemerkung/Anregung
StattQualm	1.1.2	<p>Seit dem 12. November 2015 verbietet das BLV mit der Allgemeinverfügung BBl. 2015/7788 1 den Verkauf von nikotinhaltenen Liquids für E-Zigaretten in der Schweiz. Die aufschiebende Wirkung wurde entzogen und obwohl der Gesetzgeber vorschreibt beim Entzug der aufschiebenden Wirkung schnellstmöglich (innert 6 Monaten ist die interne Vorgabe) zu urteilen, bewegt sich das BVGer bis heute nicht (Stand heute über 27 Monate Wartezeit mit wirtschaftlich grossen Folgen). Die lange Wartezeit wird mit der Komplexität des Falles durch das BVGer begründet, eine Komplexität welche wir als Beschwerdeführer jeweils in 30 Tagen beantworten mussten.</p> <p>Das Verbot begründete das BAG in der Allgemeinverfügung mit dem fehlenden Jugendschutz (Mindestalter) sowie mit den fehlenden Warnvorschriften und dem nicht bestehenden Werbeverbot wie es für Tabakprodukte gelte. Im Replik zu unserer Beschwerde vor dem BVGer behauptet das BAG ebenso, dass keine Studien existieren und somit der Schutz der Bevölkerung nicht gewährleistet ist. Das wir im Replik vom BLV exakt die Massnahmen gefordert haben, welche nun im zweiten Entwurf zum TabPG umgesetzt werden sollen, sei nur am Rande erwähnt. (Wird lustig für die Begründung vor dem BVGer, wenn ein Produkt heute eine Gefahr für die Bevölkerung darstellt, dass es verboten werden muss, in Zukunft aber ist es völlig ok. Ich bin gespannt).</p> <p>Das BLV behauptet dann vor dem BVGer auch noch dreist im Replik, dass es in einer Verfügung keine Massnahmen erlassen könne, obwohl es selbiges Amt schon getan hat und die Beweismittel von uns beigelegt wurden.</p> <p>Hätte das BLV an Stelle eines Verbots einschlägige Massnahmen wie Altersbeschränkung, kindersichere Verschlüsse, Warnhinweise und idealerweise auch eine Qualitätskontrolle in der Verfügung erlassen, dann wären E-Liquids in der Schweiz schon lange sicher für die Bevölkerung. Leider bewirkt die Allgemeinverfügung des BLV vom 12. November 2015 das Gegenteil</p> <p>Zum Verständnis für Leser ohne Fachkenntnisse über E-Zigaretten: E-Zigaretten mit Nikotin sind seit über 10 Jahren auf dem Markt erhältlich und werden von über XXX Millionen Konsumenten genutzt, ohne einen Todesfall 3. Es existieren über 2000 Studien zu E-Zigaretten und Liquids. Jeder halbwegs nicht bestochene Wissenschaftler wird die toxischen Unterschiede zwischen einer E-Zigarette und einem Tabakprodukt erläutern können, so dass es jeder Schüler versteht.</p> <p>In England empfiehlt der Staat den Rauchern auf E-Zigaretten umzusteigen, jedoch ist in England die Krankenkasse staatlich und somit profitiert der Staat direkt von tieferen Kosten. Bei uns in der Schweiz trägt diese der Bürger mit teureren Krankenkassenprämien und Produkten / Dienstleistungen. Jährlich über 5 Mia Folgekosten für das Schweizer Volk.</p> <p>Jetzt wird es grotesk</p> <p>Vor knapp zwei Jahren, kurz nach der Allgemeinverfügung des BLV hat zuerst Philip Morris S.A. das HNB-Produkt «IQOS» gefolgt</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

von British American Tobacco mit dem Produkt «Glo» den Start ihrer neuen HNB-Produktreihe gewagt. Dazu ist wichtig zu wissen, dass beide Produkte (IQOS/Glo) auf demselben Prinzip aufgebaut sind. Die Geräte sind dreiteilig und bestehen aus einem Akku, einer Heizeinheit und einem Depot gefüllt mit einem Tabakprodukt. Sie unterscheiden sich dahingehend, dass bei der «IQOS» ein Heizelement direkt ins Tabakdepot gesteckt und erhitzt wird und so den «Dampf» 2 erzeugt und bei der «Glo» wird das Tabak-Depot (Tabak-Stick) von aussen erhitzt. Sie unterscheiden sich nur in der Art wie das Heizelement technisch verbaut ist.

Ganz anders funktioniert das Produkt «Ploom», welches das dritte HNB-Produkt eines Tabakgiganten auf dem Markt ist. Die Ploom besteht aus einem Akku, einer «Patrone» welche ein Propylenglycol und Glycerin Gemisch beinhaltet (Anm. dieselben Inhaltsstoffe wie E-Zigaretten ohne Nikotin), welches vom Benutzer durch eine Tabakkapsel gezogen wird, in welcher das Nikotin freigesetzt wird. Einfach formuliert ist es ein Hybrid-Gerät, welches Dampf durch eine Kapsel mit Tabakgranulat zieht und dabei Nikotin (und wer weiss was sonst noch, die Meinungen der Wissenschaft sind different) freisetzt. Soweit wäre nichts zu beanstanden – könnte man denken.

Nun ist es so, dass von E-Zigaretten immer wieder Langzeitstudien verlangt werden und das Verlangen mit dem Scheinargument des Jugendschutzes und dem Schutz der Bevölkerung gerechtfertigt wird. Obwohl E-Zigaretten seit über 10 Jahren existieren und die vom BAG als nötig empfundenen Massnahmen in der Verfügung hätten erlassen werden können, bleiben sie im Gegensatz zu den HNB-Geräten, illegal für den Handel.

Für die HNB-Produkte ist die Schweiz für alle drei Konzerne (PMI, BAT, JTI) ein Testmarkt.

Unter der jetzigen Gesetzgebung werden die Produkte, welche für den Weltmarkt bestimmt sind, je nach Kanton an 0/16 und 18-Jährige verkauft oder wie es die Konzerne sagen, getestet.

Für grosse Tabakkonzerne und für das BAG ist die Schweizer Jugend scheinbar gut genug als Test-Mensch hinzuhalten, während man gleichzeitig bei E-Zigaretten ein übertriebenes Risiko konstruiert, welches sogar mit Massnahmen zu regulieren wäre.

Ric: Während mein Opa noch immer kein nikotinhaltiges Liquid kaufen darf kann meine Tochter am Kiosk wahlweise Zigaretten und HNB-Produkte kaufen oder sich gar prostituieren. Juristisch in der Schweiz voll korrekt. Habt ihr echt noch alle Latten am Zaun in Bern?

Diverse Verstösse gegen die TabV

Aufgrund der aktuellen Einstufung von Tabakprodukten und Lebensmitteln (heutige Gesetzeslage seit nLMG und bis TabPG im Jahr 2022/2028) dürfte das Produkt Ploom so aktuell gar nicht auf dem Markt zugelassen sein.

Art. 1 (TabV) Tabakerzeugnis: Erzeugnis, das ganz oder teilweise aus Tabak besteht und insbesondere zum Rauchen (Zigarren, Zigaretten und ähnliche Erzeugnisse sowie Schnitt- und Rollentabak), Schnupfen, Lutschen oder Kauen bestimmt ist.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Weil die Ploom-Tech aber nicht zum Rauchen und ebenso wenig zum Schnupfen, Lutschen oder Kauen bestimmt ist, sondern gemäss Ploom-Tech klar zum DAMPFEN bestimmt ist, ist die Zuordnung in der TabV zu bestreiten und infolge der zu gewährenden Gleichbehandlung ähnlich wie ein Dampfgerät (ugs. E-Zigarette) einzustufen. Es ist gemäss TabV nicht zugelassen.</p> <p>ZITAT WEBSITE PLOOM-TECH (WWW.PLOOM.CH): «DIE PLOOM TABAKKAPSELN ENTHALTEN EIGENTLICHEN (D.H. ECHTEN) TABAK. DIE SPEZIELL KONZIPIERTE TABAKKAPSEL IST EIN TABAKPRODUKT UND ENTHÄLT WIE ALLE TABAKPRODUKTE NIKOTIN, DAS MIT ABHÄNGIGKEIT VERBUNDEN WIRD.»</p> <p>Weil die Ploom-Tech kein Tabakerzeugnis ist und ein Lebensmittel auch nicht sein kann (weil ein Lebensmittel kein Nikotin enthalten darf), ist es ein Gebrauchsgegenstand. Für eine Einstufung als Gebrauchsgegenstand spricht ebenso, dass die «Tabak-Kapsel» und das «Liquid-Depot» nur zusammen mit dem Gerät PLOOM-TECH als Einheit dem dafür vorhergesehenen Verwendungszweck (dem Verdampfen von Liquid welches anschliessend durch ein Tabak / Nikotingranulat gezogen wird um inhaliert zu werden), zugeführt werden kann. Bei den E-Zigaretten wird dadurch die kuriose Einstufung von Liquids als Gebrauchsgegenstand mit Schleimhautkontakt durch das BLV, (meiner Meinung nach falsche Einstufung im LMG) gerechtfertigt.</p> <p>Wenn die Produkte «gleichbehandelt» werden würden, ist Ploom-Tech und die Kapseln ein Gebrauchsgegenstand mit Schleimhautkontakt und darf kein Nikotin enthalten.</p> <p>Im Art. 5 (TabV) über verbotene Erzeugnisse heisst es: Abs. 1: Tabakerzeugnisse zum oralen Gebrauch dürfen weder eingeführt noch abgegeben werden</p> <p>Abs. 2: Als Tabakerzeugnisse zum oralen Gebrauch gelten Erzeugnisse in Form eines Pulvers oder eines feinkörnigen Granulats oder einer Kombination dieser Formen, insbesondere in Portionenbeuteln oder porösen Beuteln oder in anderer Form. Ausgenommen sind Erzeugnisse, die zum Rauchen oder Kauen bestimmt sind.</p> <p>Beides trifft auf die Ploom-Tech zu. Es handelt sich um ein Tabakgranulat in Portionen und geht nicht unter die Ausnahmen, weil es dampft und nicht raucht und auch nicht zum Kauen bestimmt ist.</p> <p>Über weitere daraus folgende Verstösse gegen Art. 12 (TabV) Warnhinweise und Art. 17 Täuschungsschutz und Art 18 will ich mich jetzt hier gar nicht erst auslassen.</p> <p>Beweismittel für die Ungleichbehandlung: Zitat aus dem Replik des BLV zur Beschwerdensache C7997/2015 vor dem BVGer (Nikotin Verbot in E-Zigaretten)</p> <p>Weil es sich aber um eine offensichtliche, willkürliche Ungleichbehandlung durch Bevorteilung der Tabakindustrie durch den Bund handelt, habe ich das Kantonslabor Genf am 6.9.2017 eingeschrieben über den Sachverhalt informiert (Einschreiben) und wundert es, bis heute keine Antwort erhalten. Natürlich ist das KLGE mir von Amtswegen keiner Antwort verpflichtet, doch die</p>
--	--

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

		<p>amtlichen Gepflogenheiten würden es gebieten, sagt der klassische Beamte und wird den Mitarbeitern so gelehrt.</p> <p>Ihr könnt euch vielleicht vorstellen, dass ich nach 2.5 Jahren BVGer Prozess und unzähligen Ausreden keine Lust auf «keine Antwort» hatte und darum habe dem Herrn Anderegg vom BAG (Stabsleiter EDI) über den Sachverhalt (Einschreiben, Ploom) informiert.</p> <p>Hier die Korrespondenz dazu. Bitte anschnallen und den Liquid-Tank vorher befüllen. Anrede und Grussformeln habe ich weggelassen. Der Rest sind Zitate.</p> <p>PS: Verzeiht mir die folgenden Schreibfehler, ich war ein bisschen aufgeregt und zudem schreiben wir so oft, dass es manchmal von meiner Seite aus – aber offensichtlich auch seitens des BAG – nicht immer die amtliche Formalität benötigt.</p> <p>Original Korrespondenz mit dem BAG</p> <p>E-Smoking.ch: Da wir in Sachen Nikotin schon mehrfach miteinander kommuniziert haben, versteht sich, dass meine Anfrage in diesem Zusammenhang zu würdigen ist.</p> <p>Letzte Woche habe ich das Kantonslabor Genf per Einschreiben über diverse Gesetzesverstösse durch JT International mit dem Produkt «Ploom-Tech» informiert. (Sie haben das Schreiben per Email erhalten und ist sicherheitshalber in diesem Email nochmals angehängt) Geschehen ist bis heute nichts, wie bedenklich das in Anbetracht unseres Streites vor BVGer ist, muss ich gar nicht erläutern und wissen Sie selbst – oder?</p> <p>Auch wenn ich weiss, dass mir das Kantonslabor Genf keiner Antwort verpflichtet ist, wissen wir beide ebenso, dass die Damen und Herren für die Umsetzung des Gesetzes zuständig sind. Am mangelnder Kenntnis fehlt es auch nicht mehr. Weil aber offensichtlich bis heute kein Verkaufsverbot oder sonst irgendwelche Reaktionen aus Genf zu verspüren sind, wollte ich nachfragen ob es wirklich sein muss, dass ich eine offizielle Aufsichtsbeschwerde durch die Kanzlei erstellen lasse? Echt jetzt? Ich weiss es und sie wissen es auch – ich werde auch diesen Schritt tun.</p> <p>Ein kurzes Feedback würde mich sehr freuen.</p> <p>M. ANDEREGG (BAG): HIER MEINE KURZE RÜCKMELDUNG.</p> <p>AUS MEINER SICHT SIND PRODUKTE MIT TABAKBLATTSTÜCKEN ERLAUBTE TABAKPRODUKTE.</p> <p>E-Smoking.ch: Vielen Dank fürs Feedback. Wie um Himmelswillen wollen sie das begründen? Müssen sie ja zum Glück nicht. Ich werde die ganzen Unterlagen der Kanzlei übergeben (Aufsichtsbeschwerde und was sonst möglich ist) und die Medienanfragen mit Freude beantworten.</p> <p>M. ANDEREGG (BAG): NUN ICH LESE EINFACH DIE DEFINITION IN DER TABAKVERORDNUNG. IST TABAK DRIN, IST ES EIN TABAKPRODUKT. ABER ICH DENKE SIE WERDEN VON DEN ZUSTÄNDIGEN VOLLZUGSBEHÖRDEN HÖREN.</p>
--	--	--

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

		<p>E-Smoking.ch: Da steht aber ebenso in der TabV: Art. 2 – Begriffe – Bedeutung: Bst. d. Tabakerzeugnis: Erzeugnis, das ganz oder teilweise aus Tabak besteht und insbesondere zum Rauchen (Zigarren, Zigaretten und ähnliche Erzeugnisse sowie Schnitt- und Rollentabak), Schnupfen, Lutschen oder Kauen bestimmt ist.</p> <p>Weil die Ploom aber nicht zum RAUCHEN und ebensowenig zum SCHNUPFEN, LUTSCHEN oder KAUEM bestimmt ist, sondern gemäss PLOOM klar zum DAMPFEN, ist die Zuordnung zu bestreiten und eher einem Dampfgerät, als einem Tabakerzeugnis einzustufen.</p> <p>TabV – Art. 5 Verbotene Erzeugnisse Tabakerzeugnisse zum oralen Gebrauch dürfen weder eingeführt noch abgegeben werden.</p> <p>Als Tabakerzeugnisse zum oralen Gebrauch gelten Erzeugnisse in Form eines Pulvers oder eines feinkörnigen GRANULATS oder einer Kombination dieser Formen, insbesondere in Portionenbeuteln oder porösen Beuteln oder in anderer Form. Ausgenommen sind Erzeugnisse, die zum Rauchen oder Kauen bestimmt sind.</p> <p>Das trifft doch auf die Ploom-Tech zu. Ist ein Tabakgranulat (Gemäss Definition von J T selbst) in Portionen und geht nicht unter die Ausnahmen, weil es DAMPFT und NICHT RAUCHT oder zum KAUEM BESTIMMT ist.</p> <p>Selbst als Tabakerzeugnis so nicht verkehrsfähig nach geltender TabV und LMG.</p> <p>Ich wünsche Ihnen trotzdem ein schönes Wochenende.</p> <p>M. ANDEREGG (BAG): NUN DIE KONSUMFORMEN SIND KEINE ABSCHLIESSENDE LISTE. BITTE BEACHTEN SIE DAS WORT INSBESONDERE. D.H. ES KANN AUCH ANDERE FORMEN GEBEN.</p> <p>MIT TABAKPRODUKTEN ZUM ORALEN GEBRAUCH IST SNUS GEMEINT, PLOOMTECH DÜRFTE KAUM DARUNTER FALLEN, SELBST WENN SIE NATÜRLICH RECHT HABEN, DASS PLOOM AUCH EIN GRANULAT IST. ZUR ZEIT ALS DIESE DEFINITION ERLASSEN WURDE, GAB ES NOCH GAR KEINE E-ZIGARETTEN. ABER LETZTLICH IST ES IHNEN ÜBERLASSEN, WIE SIE HIER VORGEHEN MÖCHTEN.</p> <p>DA KOMMT MAN SICH DOCH GELINDE GESAGT VERARSCHT VOR. IST DAS NOCH GESETZSMÄSSIG ODER BEREITS MAFIA?</p> <p>Wisst ihr was das BAG oder das Kantonslabor Genf bis heute in dieser Angelegenheit unternommen haben? Nichts, maximal dafür geschaut, dass es keinen Wirbel macht. Keine weiteren Reaktionen JTI bewirbt Ploom kräftig im Internet oder an Kiosken. Keine Langzeitstudien, kein Jugendschutz – dem BAG scheint das alles egal zu sein, wenn die Tabaksteuern fließen. Bei E-Zigaretten ist der Massstab dann doch ganz anders.</p> <p>Die Folgen sind erschütternd</p> <p>Gemäss dem BAG sterben in der Schweiz 9500 Menschen vorzeitig an den Folgen des Rauchens. Die Behandlungskosten für durch den Tabakkonsum verursachte Krankheiten belaufen sich in diesem Land jährlich auf 1,7 Milliarden Franken, dazu kommen</p>
--	--	--

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

		Erwerbsausfallskosten von 3,9 Milliarden Franken. Trotzdem scheint das BAG alles dafür zu unternehmen, die Verkehrsfähigkeit eines alternativen Produkts, das diese Kosten und vor allem das Leiden der Betroffenen erwiesenermassen senken würde, hinauszuzögern und mit unlauteren, unverhältnismässigen Mitteln die Tabakindustrie zu begünstigen. Wer sich dann noch vor Augen hält, dass die AHV jährlich 2.1 Mia Einnahmen durch die Tabaksteuer verzeichnet und die Raucher statistisch (immer gemäss dem selben BAG) 14 Jahre früher sterben und somit weniger lang AHV beziehen ist zwangsläufig den Gedanken ausgesetzt, was das bitte mit Jugendschutz, dem Schutz der Bevölkerung der Wirtschaftsfreiheit, der Gleichbehandlung und dem Postauto zu tun hat. Es erinnert mich halt doch wieder an eine Bananen-Republik oder an Sizilien.
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"		
Name/Firma	Art.	Bemerkung/Anregung
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		
StattQualm		

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Entwurf Tabakproduktegesetz

Name/Firma	Art.	Abs.	Bst.	Bemerkung/Anregung
StattQualm	3		a	<p>Die Formulierung «Produkt, das aus Blattstücken besteht» ist rechtsunsicher und macht den Verkauf von Schnupftabak möglicherweise illegal. Der Artikel verstösst gegen das Verhältnismässigkeitsprinzip (BV, Art. 5), er schränkt die Grundrechte der Schweizer Firmen unverhältnismässig ein ohne dass ein öffentliches Interesse oder der Schutz der Bevölkerung es erfordern würden (Art 36 Abs 2 BV). und missachtet die Wirtschaftsfreiheit (Art 94 Abs. 1-4 BV), weshalb er abzuändern ist. Damit ein Produkt die Anforderung «das aus Blattstücken besteht» erfüllt, muss die Blattstruktur noch erkennbar sein. Ist die Struktur komplett aufgelöst, so wie es bei Schnupftabak (pulverisiert) der Fall ist, handelt es sich dabei vielmehr um «gemahlene Tabakblätter» was folglich zu einem Verbot von Schnupftabak führt. Nach Buchstabe «d» kann Schnupftabak auch nicht eingestuft werden, denn Schnupftabak wird mit der Nasenschleimhaut aufgenommen. Ausser unter der Annahme, dass auch der Schnupftabak via Rachen mit der Mundschleimhaut in Kontakt kommt. Um einer möglichen Rechtsunsicherheit vorzubeugen, ist es erforderlich, eine genaue Definition zu wählen. Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.1 RD 28.02.2018 11</p> <p>Änderungsvorschlag für Art 3 Abs. a:</p> <p>a. Tabakprodukt: Produkt, das aus Teilen der Pflanzen der Gattung Nicotiana (Tabak) besteht oder solche enthält und zum Rauchen, Erhitzen, Schnupfen oder oralen Gebrauch bestimmt ist sowie pflanzliche Rauchprodukte nach Buchstabe e;</p>
StattQualm	3		g	<p>Wird die Einfuhr dem Bereitstellen auf dem Markt gleichgestellt, dann wird die Selbstkontrolle der Importeure verunmöglicht (Produkte die nicht der Qualitätsanforderung entsprechen können im Rahmen der Selbstkontrolle nicht zum Verkauf freigegeben werden) und eine Kennzeichnung durch den Importeur verhindert. Es ist nicht ersichtlich, warum bereits bei der Einfuhr alle Anforderungen dieses Gesetzes, inklusive der Kennzeichnung, bereits eingehalten werden sollte, ohne dass die Produkte in dieser Form an die Konsumentenschaft abgegeben wird. Bei dieser Gleichstellung handelt es sich um eine Benachteiligung des Schweizer Gewerbes mit einem unnötigen Verbot.</p> <p>Dieser Artikel verstösst gegen das Verhältnismässigkeitsprinzip (BV, Art. 5), er schränkt die Grundrechte der Schweizer Firmen unverhältnismässig ein ohne dass ein öffentliches Interesse Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 13</p> <p>oder der Schutz der Bevölkerung es erfordern würden (Art 36 Abs 2 BV). und missachtet die Wirtschaftsfreiheit (Art 94</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				<p>Abs. 1-4 BV). Ebenso missachtet der Gesetzgeber den Parlamentswillen, welcher die Legalisierung des Marktes fordert. Der «Import» darf nicht dem «Bereitstellen» gleichgesetzt werden.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 3 Abs. g:</p> <p style="padding-left: 40px;">g. Bereitstellen auf dem Markt: das Bereithalten und das Anbieten eines Produkts oder eines Geräts im Hinblick auf die entgeltliche oder unentgeltliche Abgabe an die Konsumentinnen und Konsumenten und die Abgabe dieses Produkts oder dieses Geräts;</p>
StattQualm	5	2	a	<p>Ohne weitere gesetzliche Anforderung an die «hohe Reinheit», schafft dieser Grundsatz Rechtsunsicherheit ohne, dass es für den Schutz der Bevölkerung notwendig ist. Es wird im Art. 5 Abs. 1 Bst. a bereits geregelt, dass ein Produkt die Gesundheit nicht gefährden darf. Deshalb ist Bst. a. unnötig.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 5 Abs. 2:</p> <p>Den Art. 5; Abs. 2 Bst. a. «Sie muss von hoher Reinheit sein.» ersatzlos streichen.</p>
StattQualm	6	1		<p>Die Liste Anhang 1 «Verbotene Zutaten» ist zu beanstanden, weil bei den verbotenen Zutaten keine Tolleranzwerte angegeben sind. Eine Nulltoleranz ist analytisch unmöglich. Je nach Nachweissgrenze des analytischen Verfahrens ist eine Substanz möglicherweise noch messbar oder bereits unmessbar. Die analytische Nachweissgrenze muss festgelegt werden.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 6 Abs. 1:</p> <p>Antrag: Die verbotenen Substanzen nach Anhang 1 dürfen im Produkte nicht nachweisbar sein bei einer Nachweissgrenze von 0.01 mg/kg.;</p>
StattQualm	8	1		<p>Der Importeur hat keine Möglichkeit nikotinhaltige Nachfüllflüssigkeiten in Grossmengen zu beziehen und selber abzufüllen. (siehe Art. 3 Abs. g)</p> <p>Antrag für Art. 8 Abs. 1:</p> <p>Antrag auf Anpassung Artikel 3 Abs. g. (Der «Import» darf nicht dem «Bereitstellen» gleichgesetzt werden.);</p>
StattQualm	8	2		<p>Die Begriffe «Kartuschen von elektronischen Einwegzigaretten» «Einwegkartuschen» wurden in Art. 3 nicht eingeführt. Es sind nur die Begriffe «elektronische Zigarette» und verschiedene Tabakprodukte eingeführt, daher ist deren Auslegung unklar.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 8 Abs. 2:</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				Die Begriffe sind in Art. 3 zu definieren;
StattQualm	9	1	c	<p>Der Buchstabe «c» bezieht sich auf sich selbst und ist falsch. Es ist davon auszugehen, dass sich dieser Buchstabe auf «b» beziehen sollte. Das ist aber auch falsch, weil Buchstabe «b» die «Firmenbezeichnung» und nicht das «Produktionsland» verlangt. In der Firmenbezeichnung muss die Firma mit der zugehörigen Adresse und nicht das Produktionsland angegeben werden.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 9 Abs. 1 Bst. c:</p> <p>c.) das Produktionsland;</p>
StattQualm	9	2		<p>Es wäre zu begrüßen, wenn die Angabe für den Nikotingehalt auf den Verpackungen für Nachfüllflüssigkeiten konkretisiert wird, in welcher Einheit dieser angegeben werden muss. Ohne exakte Regelung darf jeder selber wählen, ob diese Angabe in %, in mg/ml oder in mg/Füllmenge angegeben wird. Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 18</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 9 Abs. 2:</p> <p>2 Auf jeder Verpackung von nikotinhaltenen Nachfüllflüssigkeiten ist der Nikotingehalt in mg/ml auszuweisen.;</p>
StattQualm	11	1		<p>Die Formulierung Art. 11 Abs. 1 ist nicht eindeutig. Es ist unklar, ob sich «Produkte» nur auf Tabakprodukte zum Rauchen bezieht oder auf alle Produkte, die in den Geltungsbereich des Gesetzes fallen. Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 19</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 11 Abs. 1:</p> <p>1 Die folgenden Angaben sind auf Tabakprodukten zum Rauchen oder auf deren Verpackung verboten;</p>
StattQualm	11	1	a	<p>Die Auslobungen «ökologisch», «natürlich» und «ohne Zusatzstoffe» sind Angaben, die sich nicht auf die Schädlichkeit des Produktes beziehen und erwecken nicht den Eindruck, dass ein bestimmtes Produkt weniger schädlich sei als andere. Warum sollte ein Produkt ohne Zusatzstoffe weniger schädlich sein – die Zusatzstoffe sind in den zugelassenen Konzentrationen toxikologisch völlig unbedenklich.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 11 Abs. 1 Bst. a:</p> <p>a. Angaben, Marken und figurative Zeichen, die den Eindruck erwecken, dass ein bestimmtes Produkt weniger schädlich</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				sei als andere, wie «leicht», «mild»;
StattQualm	15	1	c	<p>Buchstabe c ist unklar formuliert. Es sollte heissen «über einen Mechanismus für eine auslauffreie Nachfüllung verfügen». Des Weiteren müssen die Anforderungen – wenn gewollt Analog des Durchführungsbeschlusses (EU) 2016/586 der Kommission zu den technischen Normen für den Nachfüllmechanismus elektronischer Zigaretten klar definiert werden. Allerdings stellt sich hier die Frage der Verhältnismässigkeit, denn nur wenn bei einem Verschütten ein Risiko für die Gesundheit (durch dermale Aufnahme) besteht, ist diese Massnahme gemäss Art. 1 gerechtfertigt.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 15 Abs. 1 Bst. c:</p> <p>c. Weil es die Sicherheit nicht erfordert und die Verhältnismässigkeit nicht eingehalten wäre, ist der Bst. c von Art. 15 zu streichen. Sollte von einer Streichung abgesehen werden, so ist der Art. 15 Bst. c dem Durchführungsbeschluss (EU) 2016/586 anzupassen;</p>
StattQualm	11	1	a	<p>Buchstabe b ist unklar; es wäre hilfreich den konkreten Warnhinweis im Gesetz festzuschreiben. Buchstaben c, d, e und f können dem Produkt den Anschein erwecken, dass es sich um ein Heilmittel handelt. Darum sind diese Pflichtangaben im Widerspruch zu Art. 4. Das Suchtpotential gemäss Buchstabe f ist bereits in Art. 13 Bst. c abgedeckt. Des Weiteren müssten hier die anzugebenden Punkte genauer definiert werden. Wie wird zum Beispiel ein Suchtpotential oder die Toxizität angegeben?</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 11 Abs. 1 Bst. a:</p> <p>1 Jede Verpackung von nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten und von Tabakprodukten zum Erhitzen muss eine Produktinformation mit den folgenden Angaben enthalten:</p> <p>a. Gebrauchs- und Aufbewahrungsanweisungen für das Produkt; b. den Hinweis, dass das Produkt nicht für den Gebrauch durch Minderjährige und Nichtraucher empfohlen wird; c. Kontaktangaben des Herstellers oder Importeurs.</p>
StattQualm	16	1		<p>Buchstabe b ist unklar; es wäre hilfreich den konkreten Warnhinweis im Gesetz festzuschreiben. Buchstaben c, d, e und f können dem Produkt den Anschein erwecken, dass es sich um ein Heilmittel handelt. Darum sind diese Pflichtangaben im Widerspruch zu Art. 4. Das Suchtpotential gemäss Buchstabe f ist bereits in Art. 13 Bst. c abgedeckt. Des Weiteren müssten hier die anzugebenden Punkte genauer definiert werden. Wie wird zum Beispiel ein Suchtpotential oder die Toxizität angegeben?</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 11 Abs. 1 Bst. a:</p> <p>1 Jede Verpackung von nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten und von Tabakprodukten zum Erhitzen muss eine Produktinformation mit den folgenden Angaben enthalten:</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				a. Gebrauchs- und Aufbewahrungsanweisungen für das Produkt; b. den Hinweis, dass das Produkt nicht für den Gebrauch durch Minderjährige und Nichtraucher empfohlen wird; c. Kontaktangaben des Herstellers oder Importeurs.
StattQualm	17	2	a	<p>Art. 17 Absatz 2 ist ein Verstoß gegen die Wirtschaftsfreiheit gemäss -Art. 94 der Bundesverfassung. Die bezahlten Zeitungen werden im Wettbewerb gegenüber den Gratis-Zeitungen bzw. den Internetanbietern bevorzugt. Damit richtet sich die Massnahme gegen den Wettbewerb. Dies ist nur zulässig, wenn dies in der Bundesverfassung vorgesehen oder durch kantonales Regalrecht begründete ist. Es ist auch nicht nachvollziehbar, warum vom Grundsatz «nicht speziell an Minderjährige gerichtet» willkürlich bei gewissen Informationskanälen abgewichen wird. Dies entspricht nicht dem Auftrag des Parlaments, welcher den Bundesrat beauftragt, den Kinder- und Jugendschutz mit dem Verbot von speziell an Minderjährige gerichteter Werbung zu stärken und auf die vorgeschlagenen Einschränkungen der Werbung, der Verkaufsförderung und des Sponsorings zu verzichten.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 17 Abs. 2 Bst. a:</p> <p>in Zeitungen, Zeitschriften und anderen Publikationen, die sich speziell an Minderjährige richten;</p>
StattQualm	17	2	b	<p>Art. 17 Absatz 2 ist ein Verstoß gegen die Wirtschaftsfreiheit gemäss -Art. 94 der Bundesverfassung. Die Internetseiten mit registrierten Benutzern werden im Wettbewerb gegenüber den Internetanbietern ohne Registrierung bevorzugt, auch wenn sich deren Angebot nicht speziell an Minderjährige richtet. Damit richtet sich die Massnahme gegen den Wettbewerb. Dies ist nur zulässig, wenn dies in der Bundesverfassung vorgesehen oder durch kantonales Regalrecht begründete ist. Es ist auch nicht nachvollziehbar, warum vom Grundsatz «nicht speziell an Minderjährige gerichtet» willkürlich bei gewissen Informationskanälen abgewichen wird. Dies entspricht nicht dem Auftrag des Parlaments, welcher den Bundesrat beauftragt, den Kinder- und Jugendschutz mit dem Verbot von speziell an Minderjährige gerichteter Werbung zu stärken und auf die vorgeschlagenen Einschränkungen der Werbung, der Verkaufsförderung und des Sponsorings zu verzichten.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 17 Abs. 2 Bst. b:</p> <p>b. im Internet auf: 1. Internetseiten, die sich speziell an Minderjährige richten,</p> <p>Den Absatz 2 folglich bitte ersatzlos streichen;</p> <p>c. in Verkaufsstellen, wenn sich die Werbung: 1. direkt neben Bonbons, Kaugummis und Süßigkeiten befindet; 2. in einer Höhe von weniger als 1,20 m befindet.</p> <p>3 Werbung für Tabakprodukte und für nikotinhaltige oder nikotinfreie elektronische Zigaretten sowie für Gegenstände, die eine funktionale Einheit mit einem Tabakprodukt bilden, in Radio und Fernsehen ist gemäss den Bestimmungen des</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				Bundesgesetzes vom 24. März 2006/7 über Radio und Fernsehen verboten.
StattQualm	18	1		<p>In Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe a und in Art. 13 sind keine Warnhinweise für nikotinfreie elektronische Zigaretten vorgesehen. Daher sind diese aus dem Artikel zu streichen.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 18 Abs. 1:</p> <p>1 Werbung für Tabakprodukte und für nikotinhaltige elektronische Zigaretten sowie für Gegenstände, die eine funktionale Einheit mit einem Tabakprodukt bilden, muss mit einem Warnhinweis nach Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe a oder nach Artikel 13 versehen sein;</p>
StattQualm	20	1		<p>Es ist unklar aufgrund welcher wissenschaftlicheren Basis die nikotinfreie elektronische Zigarette für Minderjährige eine Gefahr darstellt. Ohne wissenschaftlichen Belege der Gefährdung von Minderjährigen durch nikotinfreie elektronische Zigaretten ist ein generelles Abgabeverbot nicht verhältnismässig, gewährt die Grundrechte (Art. 36 Abs. 2 BV) nicht und schränkt die Wirtschaftsfreiheit (Art 94 Abs. 1-4 BV) unangemessen ein. Ein generelles Verkaufsverbot von nikotinfreien elektronischen Zigaretten zwingt die Minderjährigen andere, weitaus schädlichere Produkte zu konsumieren.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 20 Abs. 1:</p> <p>1 Die Abgabe von Tabakprodukten und von nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten an Minderjährige ist verboten;</p>
StattQualm	20	3		<p>(Dito Art. 3 Abs. 1) Es ist unklar aufgrund welcher wissenschaftlichen Basis die nikotinfreie elektronische Zigarette für Minderjährige eine Gefahr darstellt. Ohne wissenschaftlichen Belege der Gefährdung von Minderjährigen durch nikotinfreie elektronische Zigaretten ist ein Abgabeverbot nicht verhältnismässig, gewährt die Grundrechte (Art. 36 Abs. 2 BV) nicht und schränkt die Wirtschaftsfreiheit (Art 94 Abs. 1-4 BV) unangemessen ein.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 20 Abs. 3:</p> <p>3 Tabakprodukte und nikotinhaltige elektronische Zigaretten dürfen nur dann in Automaten verkauft werden, wenn diese für Minderjährige nicht zugänglich sind;</p>
StattQualm	21	1		<p>Natürlich muss der Kanton im Auftrag des Bundes die gesetzlichen Vorgaben überwachen. Weil jedoch ein Verkaufsverbot von nikotinfreien elektronischen Zigaretten an Minderjährige unverhältnismässig ist und die in der Bundesverfassung gewährten Grundrechte (Art. 36 Abs. 2 BV) wie auch die garantierte Wirtschaftsfreiheit (Art. 94 Abs. 1-4 BV) nicht gewährt, ist der Artikel 21 abzuändern. (Siehe Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 28</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				<p>dazu auch: Art. 20 Abs. 1 und Art 20. Abs. 3) Dem Auftrag des Parlaments, «Verankerung des Mindestalters 18 für den Erwerb von Tabakprodukten, Schaffung einer rechtlichen Grundlage für Testkäufe sowie Verbot von speziell an Minderjährige gerichteter Werbung» wird damit zu wenig Rechnung getragen. Es ist unklar aufgrund welcher wissenschaftlichen Basis die nikotinfreie elektronische Zigarette für Minderjährige eine Gefahr darstellt. Ohne wissenschaftlichen Belege der Gefährdung von Minderjährigen durch nikotinfreie elektronische Zigaretten ist ein Abgabeverbot nicht verhältnismässig, weshalb nikotinfreie elektronische Zigaretten vom Abgabeverbot und folglich auch in Art. 21 auszuschliessen sind.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 21 Abs. 1:</p> <p>1 Die zuständige kantonale Behörde kann zur Überprüfung der Einhaltung der Altersbeschränkung für die Abgabe von Tabakprodukten und von nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten Testkäufe durchführen oder anordnen.</p>
StattQualm	23	3		<p>Es ist unklar, was eine wesentliche Änderung eines Produktes ist. In der strengsten Auslegung muss jedes Produkt mit anderem Aroma und anderem Nikotingehalt gemeldet werden. Dies sind mindesten 100 – 500 Produkte pro Importeur. Daher ist mit einer grossen Flut und einer unübersichtlichen Liste gemäss Abs. 5 zu rechnen. Für die Aufsichts- und Überwachungspflicht wäre eine Meldung der Betriebe, welche solche Produkte abgeben, ausreichend um die Konsumentenschaft zu schützen. Es gelten ja zusätzlich die Anforderungen an die Selbstkontrolle.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 23 Abs. 3:</p> <p>Meldepflicht nur für Betriebe.</p> <p>Sollte dem Antrag nicht stattgegeben werden, so stelle ich den Antrag Abs. 4 wie folgt anzupassen: 4 Der Bundesrat legt die Modalitäten der Meldung fest. Er beachtet dabei die Fabrikationsgeheimnisse;</p>
StattQualm	23	5		<p>Der Inhalt der Meldung ist gemäss Art 24 Abs. 1 Bst. a ist ein wichtiges Wirtschaftsgeheimnis der Akteure und es muss jederzeit sichergestellt werden, dass diese Informationen nur den Personen zugänglich gemacht werden, welche diese Informationen benötigen. Eine vollständige Veröffentlichung aller Informationen ist für den Schutz der Bevölkerung nicht notwendig.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 23 Abs. 5:</p> <p>5 Das BAG veröffentlicht die für die Öffentlichkeit nötigen Informationen im Internet. Er beachtet dabei die Fabrikationsgeheimnisse;</p>
StattQualm	24	1	b	<p>Abs. 1 Bst. a ist ein wichtiges Wirtschaftsgeheimnis der Akteure und es muss jederzeit sichergestellt werden, dass diese Informationen nur den Personen zugänglich gemacht werden, welche diese Informationen benötigen. Abs. 1 Bst. b</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>verweist nicht spezifisch auf Rechtsvorschriften ausländischer Akteure. Es kann nicht erwartet werden, dass der Schweizer Wirtschaftsakteur die Gesetzeslage ausländischer Akteure kennen muss und deren Entwicklung verfolgen muss. Für den Schweizer Wirtschaftsakteur ist das Schweizer Recht massgebend.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 24 Abs. 1 Bst. b:</p> <p>Streichung Abs.1 Bst. b;</p>
StattQualm	24	3	<p>Dieser Artikel ist überflüssig, weil Art. 25 Abs. 1 verlangt, dass die Zusammensetzung nikotinhaltiger Nachfüllflüssigkeiten dem BAG gemeldet werden müssen. Ausserdem verlangt Art. 9 Abs. 2, dass der Nikotingehalt auf jeder Verpackung von nikotinhalten Nachfüllflüssigkeiten ausgewiesen werden muss. Somit ist die Abs. 3 überflüssig. Viel mehr weise ich nochmals darauf hin, dass es zu begrüssen wäre, wenn die Angabe für den Nikotingehalt konkretisiert wird, in welcher Einheit dieser angegeben werden muss. Ohne exakte Regelung darf jeder selber wählen, ob diese Angabe in %, in mg/ml oder in mg/Füllmenge angegeben wird.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 24 Abs. 3:</p> <p>Streichung Abs. 3;</p>
StattQualm	25		<p>Artikel 25 ist redundant mit Artikel 23</p> <p>Die Redundanz kann verhindert werden, indem Artikel 25 sich ausschliesslich auf die Meldung der Emissionen von Tabakprodukten bezieht. Für nikotinhaltige elektronische Zigaretten werden keine Emissionswerte verlangt. An dieser Stelle weise ich auch nochmals ausdrücklich auf den Antrag für Artikel 23 Abs. 3 hin. Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 34</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 25 Abs. 1-4:</p> <p>Art. 25 Meldung der Emissionen der Produkte 1 Wer Tabakprodukte herstellt oder einführt, muss dem BAG die Emissionen der Produkte melden. 2 Bei jeder wesentlichen Änderung des Produkts muss eine neue Meldung erfolgen. 3 Der Bundesrat regelt den Inhalt und die Modalitäten der Meldung. Er beachtet dabei die Fabrikationsgeheimnisse. 4 Das BAG veröffentlicht die erhaltenen Angaben im Internet.</p>
StattQualm	34	1	<p>Gemäss Artikel 5 dürfen nikotinhaltige elektronische Zigaretten, mit Ausnahme des Nikotins, kein Risiko für den Konsumenten darstellen. Artikel 4 Abs. 2 bestimmt, dass der Konsument «vor falschen Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können», geschützt ist. Die reine Vermutung reicht nicht aus, um die Bevölkerung vor möglichen, vermuteten (nicht sicher – Täuschung!) Gefahren zu</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>warnen. In dubio pro reo. Deshalb stellen wir folgenden Antrag auf Änderung: Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 37</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 34 Abs. 1:</p> <p>1 Die zuständigen Behörden von Bund und Kantonen informieren die Öffentlichkeit über bekannte Gesundheitsrisiken der Tabakprodukte und der nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten.</p>
StattQualm	34	3	<p>Es ist begrüssenswert, dass die Bevölkerung über wissenschaftliche Erkenntnisse von allgemeinem Interesse im Bereich des Gesundheitsschutzes informiert wird. Die noch bessere Lösung ist, wenn die Öffentlichkeit auch über gesundheitspolitische Vorteile und über die schadensmindernden Möglichkeiten der Produkte im Vergleich mit anderen Produkten, informiert werden.</p> <p>In der Drogenprävention ist die Schadensminderung seit Jahrzehnten im Gesetz verankert. Warum die Schadensminderung bei Rauchern bisher und gemäss diesem Vorschlag auch in Zukunft nicht berücksichtigt wird, ist unverständlich.</p> <p>Ebenso unverständlich bleibt, warum das BLV mit der Verfügung (BBl. 2015/7788) vom November 2015 vor dem BVGer versucht, nikotinhaltige Nachfüllflüssigkeiten zu verbieten und das BVGer die lange Frist ohne Urteilsfindung mit der Komplexität des Falles begründet (wir hatten jeweils für die selbe Komplexität 30 Tage Zeit). Der Frage, warum das BLV gegenüber dem BVGer den Standpunkt vertritt, das BLV könne in einer Verfügung keine Massnahmen erlassen, obwohl genau dies das BLV schon mehrmals getan hat, so beispielsweise in der Verfügung zu Sprayprodukten zur Selbstverteidigung: Altersvorgabe und Warnhinweise und Schutz; also genau das, was wir für nikotinhaltige elektronische Zigaretten auch brauchen, wird bis heute von allen Parteien mit Verweis auf das TabPG ausgewichen. Es handelt sich um ein Scheinargument des BLV, in einer Verfügung keine Massnahmen erlassen zu können und das wissen sie selbst auch – siehe Replik zu BBl. 2015/7788.</p> <p>Vom BLV haben wir vor dem BVGer gefordert, dass Massnahmen in der Verfügung hätten erlassen werden sollen, exakt solche, wie nun im zweiten Vorentwurf des TabPG vorgesehen sind. Dem BAG und ebenso dem BLV sind die wissenschaftlichen Erkenntnisse über die gesundheitspolitischen Vorteile, wie auch die marginalen Risiken im Vergleich zu Tabakprodukten seit langer Zeit bekannt.</p> <p>Das Verbot der kommerziellen Einfuhr und des Inverkehrbringens nikotinhaltiger E-Zigaretten durch die Allgemeinverfügung des BLV vom 12. November 2015 richtet zweifellos weitaus mehr gesundheitlichen Schaden an, als es nikotinhaltige Dampfgeräte jemals hätten tun können.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>Es widerspricht meiner Auffassung eines Rechtsstaats, wenn das BLV zwar gesetzeskonform, jedoch mit einer im Licht der vom BLV selber bestätigten deutlich geringeren Schädlichkeit nicht nachvollziehbaren Pedanterie ein Verbot erlässt, allfälligen Beschwerden die aufschiebende Wirkung entzieht, und anschliessend jede mögliche Fristverzögerung nutzt, um das Verfahren in die Länge zu ziehen.</p> <p>Bei jährlich 9500 Personen, welche an den direkten Folgen des Rauchen sterben, 3.9 Mia volkswirtschaftlichem Schaden und ebenso 1.7 Mia Kosten im Gesundheitswesen, alles zu Lasten des Volkes ist es aus Sicht des Bürgers unverständlich, warum Raucher noch viele weitere Jahre warten müssen bis sie in den Genuss der viel weniger schädlichen Alternativen kommen können, obwohl die Vorteile hinreichend bekannt sind. Ebenso werden die hohen Gesundheitskosten unnötig hochgehalten, in einer Zeit wo täglich darüber diskutiert wird, wie man selbige senken könnte.</p> <p>Wer dann auch noch über fehlende AHV/IV Einnahmen als mögliche Einflüsse (selbes Departement) spekulieren würde, wäre wohl ein Schelm. Gemäss BAG reduziert sich die Lebenserwartung täglich rauchender Menschen gegenüber Nichtrauchenden im Durchschnitt um 14 Jahre, das ergibt bei angenommenen 20'000 Franken Rente pro Jahr doch ein sattes Plus von 280'000 Franken bei Rauchern.</p> <p>Warum der Bundesrat die Motion 17.4106 von Angelo Barrile zur Ablehnung empfiehlt, welche den Bundesrat beauftragen würde, die unabhängige Forschung von alternativen Produkten zu den Tabakprodukten voranzutreiben und mit Bundesmitteln zu fördern, ist ebenso unverständlich.</p> <p>Deshalb stelle ich aus gesundheitspolitischen Gründen folgenden Änderungsantrag: Änderungsvorschlag für Art. 34 Abs. 3: 3 Sie informieren die Öffentlichkeit insbesondere über wissenschaftliche Erkenntnisse von allgemeinem Interesse im Bereich des Gesundheitsschutzes und über gesundheitspolitische Erkenntnisse im Zusammenhang mit Tabakprodukten oder nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten und der Prävention der durch den Konsum dieser Produkte verursachten Krankheiten.</p>
StattQualm	35	3	<p>Sofern der Artikel 3 Abs. g gemäss Antrag so geändert wird, dass der Import nicht dem Bereitstellen gleichgestellt wird, ist der Artikel nicht zu beanstanden.</p> <p>Sollte Artikel 3 Abs. g wie im Vorentwurf vorgeschlagen bestehen bleiben, so muss Bst. c von Artikel 35 Abs. 3 gestrichen werden. Sollte die Einfuhr dem Bereitstellen auf dem Markt gleichgestellt werden, dürfen Produkte für Marktteilnehmer nicht zurückgewiesen werden, ansonsten wird die Selbstkontrolle der Importeure verunmöglicht (Produkte die nicht den Qualitätsanforderung entsprechen können im Rahmen der Selbstkontrolle nicht zum Verkauf freigegeben werden) und eine Kennzeichnung durch den Importeur verhindert.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				<p>Damit verstösst Art 35 Abs. 3 gegen das Verhältnismässigkeitsprinzip (BV, Art. 5), er schränkt die Grundrechte der Schweizer Firmen unverhältnismässig ein ohne dass ein öffentliches Interesse oder der Schutz der Bevölkerung es erfordern würden (Art 36 Abs 2 BV). und missachtet die Wirtschaftsfreiheit(Art 94 Abs. 1-4 BV). Ebenso missachtet der Gesetzgeber den Parlamentswillen, welcher die Legalisierung des Marktes fordert. Der «Import» darf nicht dem «Bereitstellen» gleichgesetzt werden oder Produkte für Marktteilnehmer nicht zurückgewiesen werden.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 35 Abs. 3:</p> <p>Sofern Artikel 3 Abs. g dahingehend geändert wird, dass der Import nicht dem Bereitstellen gleichgestellt wird, ist nichts zu ändern. Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 40</p> <p>Sollte Artikel 3 Abs. g unverändert bestehen bleiben, so stelle ich den Antrag Art 35 Abs. 3 Bst. c zu streichen;</p>
StattQualm	2	1	b	<p>Bundesgesetz vom 3. Oktober 2008¹⁷ zum Schutz vor Passivrauchen</p> <p>ES GIBT KEINE RECHTFERTIGUNG, ERWACHSENE MENSCHEN VOR PASSIVDAMPF VON NIKOTINFREIEN ELEKTRONISCHEN ZIGARETTEN ZU SCHÜTZEN. ES HANDELT SICH UM DIESELBEN INHALTSSTOFFE, WELCHE IN DER INDUSTRIE FÜR DIE VERKAUFSANREGENDEN AROMAVERNEBLER EINGESETZT WERDEN.</p> <p>Dazu eine Geschichte von mir als Vater und Händler elektronischer Zigaretten:</p> <p>E-Zigaretten für Kinder – Warum das Sinn macht</p> <p>Zurzeit läuft die Vernehmlassung zum zweiten Vorentwurf des Tabakproduktegesetzes (TabPG) in der Schweiz. Das Parlament hat den Bundesrat beauftragt, die Werbung von Tabakprodukten welche sich hauptsächlich an Minderjährige richtet zu verbieten und das Mindestalter für Tabakprodukte auf 18 Jahre festzulegen. Ausserdem verlangte das Parlament vom Bundesrat, er solle weniger schädliche Produkte wie E-Zigaretten differenziert regulieren. Dieser Auftrag ist zu begrüßen. Das BAG ist von Amtes wegen zusätzlich auch dem Jugendschutz und dem Schutz der Menschen vor unerwarteten Risiken verpflichtet. Der Bundesrat hat diesen Auftrag allerdings zum Anlass genommen, in Zukunft auch nikotinfreie E-Zigaretten und nikotinfreie Nachfüllflüssigkeiten für Minderjährige zu verbieten. Damit überschreitet er die vom Parlament geforderten Massnahmen unverhältnismässig und bewirkt genau das Gegenteil von dem, was das Ziel des TabPG ist: «Den Menschen vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten zu schützen».</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>Papi – bringst du mir eine gute E-Zigarette nach Hause?</p> <p>Vor ungefähr zwei Jahren kam meine 15-jährige Tochter von der Schule nach Hause und fragte mich: «Papi, bringsch mer bitte es guets Dampf he?» Als Vater und Geschäftsführer einer E-Zigaretten Firma guckte ich sie zuerst mit offenem Mund an – und erwiderte: «Gahts no?». Meine Tochter erklärte mir dann, dass viele ihrer Schulfreundinnen Zigaretten oder auch Joints ausprobieren, dass sie das aber nicht tun möchte Das sei auch der Grund warum sie eine nikotinfreie E-Zigarette möchte. Sie erklärte mir, dass sie auf keinen Fall Nikotin konsumieren möchte, weil sie das bisher nie benötigte und es auch nicht will. Sie ermahnte mich allerdings auch, dass die Inhaltsstoffe der Liquide vergleichbar sind mit Lebensmitteln oder frischer Luft. Ohne Nikotin sind E-Zigaretten harmloser als die eingeatmete Luft in der Stadt Zürich. Natürlich hatte sie mich damit erwischt. Was wollte ich ihr da entgegnen, zumal sie diese Erklärungen seit Jahren immer wieder im Geschäft gehört hat. Ich brachte ihr also in den folgenden Tagen eine gute E-Zigarette mit ein paar leckeren Nachfüllflüssigkeiten (ohne Nikotin) nach Hause. Die Freude darüber war in den ersten Tagen gross – zugegeben, es sieht auch «cool» aus, so viel Dampf. Mit ihrer besten Freundin hat sie in den folgenden Wochen zwei bis dreimal ein paar Fotos für «Instagram» gemacht und dann wurde das Gerät wieder über Monate nicht mehr gebraucht. Heute – zwei Jahre später liegt das Dampfgerät immer noch meist unbenutzt herum. Das ist aber gut so, denn meine Tochter raucht bis heute keine Zigaretten, sie will das nicht und ebenso hält sie es mit dem Kiffen. Weil bekannt ist, dass Jugendliche in der Phase des erwachsenwerden so oder so Substanzen ausprobieren und Grenzen kennen lernen müssen macht es keinen Sinn, ihnen ein harmloses Produkt (ohne Nikotin) zu verbieten.</p> <p>Wichtig ist es auch zu wissen</p> <p>Die zum Kaufen animierenden Aroma-Vernebler des Detailhandels beinhalten dieselben Stoffe wie in E-Zigaretten ohne Nikotin verdampft werden. Warum beim Einkaufen von den Aroma-Verneblern kein Risiko ausgeht, die Menschen aber sonst im Leben mit der «Gesetzgebung zum Schutz vor Passivrauch» vor etwas Ungefährlichem geschützt werden sollen nur weil es aussieht wie «Rauch», möchte ich im Bezug auf den Gesundheitsschutz und das Gesundheitsrisiko vom BAG gerne erläutern haben. «Philgood», ein langjähriger Erklär-Dampfer machte bereits vor Jahren einen schönen Vergleich mit Rivella. Keinem Parlamentarier käme es in den Sinn das Nationalgetränk «Rivella» zu verbieten nur weil es ähnlich aussieht wie Bier. Keiner käme auf die Idee zu glauben, dass Rivella zum Bier trinken animieren würde. Wieso aber soll eine angenehm duftende nikotinfreie E-Zigarette (denken sie an den Aroma Vernebler) dazu verleiten auf eine übelriechende, stinkige Tabakzigarette umzusteigen? Befällt sie im Migros auch immer die archaische Lust jetzt unbedingt eine Zigarette kaufen zu wollen und sofort Raucher zu werden? Mich auch nicht, nein. Wenn E-Zigaretten ohne Nikotin für Minderjährige verboten werden, steigt die Gefahr, dass diese zur Tabakzigarette greifen, weil die Verfügbarkeit einfacher und grösser ist. Bitte denken sie mal darüber nach.</p> <p>ES IST WICHTIG JUGENDLICHE VOR DEM RAUCHEN ZU SCHÜTZEN</p> <p>Absolut einverstanden bin ich mit der Meinung, dass Jugendliche so weit möglich vor den Gefahren des Rauchens</p>
--	--	--	---

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				<p>geschützt werden müssen.</p> <p>AM EINFACHSTEN GELINGT DAS, WENN JUGENDLICHE GAR NIE MIT RAUCHEN BEGINNEN. JUGENDLICHE, DIE BEREITS RAUCHEN, SOLLTEN MÖGLICHST SCHNELL WIEDER DAMIT AUFHÖREN. STUDIEN ZEIGEN: WER ALS JUGENDLICHER NICHT RAUCHT, FÄNGT ALS ERWACHSENER KAUM MEHR DAMIT AN.</p> <p>Gerade deshalb ist es auch von enormer Wichtigkeit den heranwachsenden dieses Ventil zu lassen, denn die Studien belegen auch, dass dieses «ausprobieren» zum erwachsen werden gehört.</p> <p>Deshalb stelle ich aus gesundheitspolitischen Gründen folgenden Änderungsantrag:</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 2 Abs 1. Bst. b Bundesgesetz vom zum Schutz vor Passivrauchen</p> <p>b. die Verwendung von Tabakprodukten zum Erhitzen sowie nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten nach Artikel 3 Buchstaben c und f TabPG.</p>
StattQualm	10	1	a	<p>Bundesgesetz vom 24. März 2006 über Radio und Fernsehen</p> <p>Die Argumentation entspricht der Selben wie Art 2 Abs 1 Bst. b Bundesgesetz vom zum Schutz vor Passivrauchen</p> <p>b. die Verwendung von Tabakprodukten zum Erhitzen sowie nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten nach Artikel 3 Buchstaben c und f TabPG.</p> <p>Deshalb stelle ich aus gesundheitspolitischen Gründen folgenden Änderungsantrag:</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 10 Abs 1. Bst. a Bundesgesetz über Radio und Fernsehen</p> <p>a. Tabakprodukte und nikotinhaltige elektronische Zigaretten nach Artikel 3 Buchstaben a und f des Tabakproduktegesetzes vom ...</p>
StattQualm				
StattQualm				
StattQualm				
StattQualm				

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

StattQualm				
StattQualm				
StattQualm				
StattQualm				
StattQualm				
StattQualm				
StattQualm				
StattQualm				
StattQualm				
StattQualm				
StattQualm				
StattQualm				
StattQualm				
StattQualm				
StattQualm				
StattQualm				
StattQualm				
StattQualm				
StattQualm				

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

StattQualm				
StattQualm				
StattQualm				
StattQualm				
StattQualm				
StattQualm				
StattQualm				
StattQualm				
StattQualm				
StattQualm				
StattQualm				
StattQualm				
StattQualm				
StattQualm				
StattQualm				
StattQualm				
StattQualm				
StattQualm				
StattQualm				

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

StattQualm				
StattQualm				
StattQualm				
StattQualm				
StattQualm				
StattQualm				
StattQualm				
StattQualm				
StattQualm				
StattQualm				
StattQualm				
StattQualm				
StattQualm				
StattQualm				
StattQualm				
StattQualm				
StattQualm				
StattQualm				

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input checked="" type="checkbox"/>	Zustimmung
<input checked="" type="checkbox"/>	Änderungswünsche / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Grundsätzliche Überarbeitung
<input type="checkbox"/>	Ablehnung

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:

1. Dokumentschutz aufheben
2. Zeilen einfügen mit Copy-Paste
3. Dokumentschutz wieder aktivieren

1 Dokumentschutz aufheben

The screenshot shows the Microsoft Word interface with the 'Überprüfen' (Review) tab selected. The 'Dokument schützen' (Protect Document) button is highlighted with a red circle. The document content is visible, showing a table with the following structure:

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung

Below this table, there is another table with the following structure:

Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")		
Name/Firma	Kapitel-Nr.	Bemerkung/Anregung

The status bar at the bottom indicates 'Seite: 4 von 9', 'Wörter: 1/520', and 'Deutsch (Schweiz)'. The 'Schutz aufheben' (Unprotect Document) button is also highlighted with a red circle in the bottom right corner.

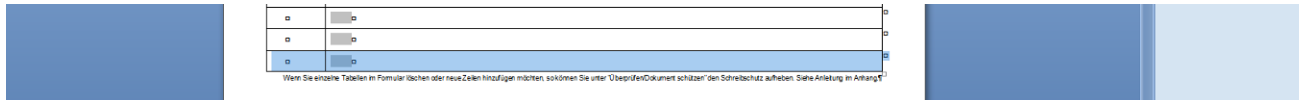
Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

2 Zeilen einfügen

Ganze Zeile mit leeren grauen Feldern markieren (die Zeile wird blau hinterlegt)

Control-C für Kopieren

Control-V für Einfügen



3 Dokumentschutz wieder aktivieren

Vernehmlassungsformular_TabPG_DE [Kompatibilitätsmodus] - Microsoft Word

Start Einfügen Seitenlayout Verweise Sendungen Überprüfen Ansicht Add-Ins

Rechtschreibung Recherchieren Thesaurus Übersetzen Sprache festlegen Wörter zählen
Dokumentprüfung

Neuer Kommentar
Änderungen nachverfolgen
Sprechblasen
Markup anzeigen
Überarbeitungsfenster

Endgültige Version enthält Markups
Annehmen Ablehnen Weiter
Vergleichen Quelldokumente anzeigen
Dokument schützen

Vernehmlassung Tabakproduktegesetz

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation :
Abkürzung der Firma / Organisation :
Adresse :
Kontaktperson :
Telefon :
E-Mail :
Datum :

Wichtige Hinweise:

- Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen
- Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Extras/Dokumentenschutz aufheben" den Schreibschutz aufheben
- Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden
- Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte als **Word-Dokument** bis am 12. September 2014 an folgende E-Mail Adresse: dm@baq.admin.ch und tabak@baq.admin.ch

1. **Formatierungseinschränkungen**
Formatierungen auf eine Auswahl v
Formatvorlagen beschränken
Einstellungen...

2. **Bearbeitungseinschränkungen**
Nur diese Bearbeitungen im Dokume
zulassen:
Ausfüllen von Formularen
Neuformatierung...

3. **Schutz anwenden**
Sind Sie bereit diese Einstellungen zu
übernehmen? (Sie können sie später
abschalten.)
Ja, Schutz jetzt anwenden

Eggimann Pascal BAG

Von: BB GmbH <info@bbgmbh.ch>
Gesendet: Samstag, 17. März 2018 10:38
An: _BAG-GEVER; _BAG-Tabakprodukte
Betreff: Vernehmlassung zum TabPG
Anlagen: 6_TabPG_Vn_Antwortformular_d.doc

Sehr geehrte Damen und Herren

In der Beilage senden wir Ihnen unsere Antwort zur Vernehmlassung des TabPG und bitten um eine kurze Bestätigung des Eingangs und der formalen Korrektheit.

Vielen Dank für Ihre Bemühungen.

Freundliche Grüsse

Mirjam Freienmuth

--

BB GmbH
Mettmenstetterstrasse 9
CH - 8912 Obfelden
Tel. +41-44-7603215
info@bbgmbh.ch

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : din ANDRA Smoke / Red Vape

Abkürzung der Firma / Organisation : Red Vape

Adresse : Belalpstrasse 9

Kontaktperson : Jossen Rachel

Telefon : 077 445 63 78

E-Mail : info@red-vape.ch

Datum : 20.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	9
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	18
Entwurf Tabakproduktegesetz	21
Unser Fazit	37
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	38

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
Red Vape	<p>Der zweite Vorentwurf zum TabPG berücksichtigt mehrheitlich die vom Parlament geforderten Änderungen. Der neue Entwurf bedeutet eine grosse Verbesserung für den Vertrieb von elektronischen Zigaretten gegenüber dem ersten Vorentwurf, welcher vom Parlament an den Bundesrat zur Überarbeitung zurückgewiesen wurde.</p> <p>Die Motion Humbel (11.3637) «Gesamtschweizerisch einheitliches Abgabalter für Tabakprodukte» verlangt eine landesweite Vereinheitlichung der Altersbeschränkung für die Abgabe von Tabakprodukten in der Schweiz. Im zweiten Vorentwurf zum TabPG wurde vom Bundesrat deshalb vorgeschlagen, die Abgabe von nikotinfreien und nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten an Minderjährige zu verbieten. Das Parlament verlangte ausserdem, dass die Werbung dort zu verbieten ist, wo sich diese hauptsächlich an Minderjährige richtet. Der Bundesrat geht im zweiten Vorentwurf jedoch weit über diese Forderungen hinaus und nimmt den Auftrag offensichtlich zum Anlass, ein totales Werbe- und Abgabeverbot von elektronischen Zigaretten mit oder ohne Nikotin an Minderjährige im Gesetz zu verankern. Er missachtet dabei die vom Parlament geforderte «Differenzierung von Alternativprodukten wie E-Zigaretten und Snus und die spezifische Regelung dieser Produkte, aufgrund der viel geringeren Schädlichkeit im Vergleich zu Tabakprodukten zum Rauchen». Es ist unklar aufgrund welcher wissenschaftlichen Basis der Bundesrat zum Schluss kommt, dass nikotinfreie elektronische Zigaretten für Minderjährige eine Gefahr darstellt. Ohne wissenschaftlichen Belege der Gefährdung von Minderjährigen durch nikotinfreie elektronische Zigaretten ist ein generelles Abgabeverbot nicht verhältnismässig und ein nicht zulässiger Eingriff in die Wirtschaftsfreiheit der Unternehmen. Deshalb ist ein generelles Abgabeverbot von nikotinfreien elektronischen Zigaretten unverhältnismässig.</p> <p>Folglich hat der Bundesrat mit dem zweiten Vorentwurf den Auftrag des Parlaments nur teilweise erfüllt. Das Abgabe- und Werbeverbot nikotinfreier Produkte missachtet den Parlamentswillen «keine zusätzlichen Einschränkungen, Legalisierung des Handels und differenzierte Einstufung von alternativen Produkten» und ist ein Verstoss gegen die Wirtschaftsfreiheit, ohne dass der Gesundheitsschutz oder der Schutz der Minderjährigen es erfordern würde. Zurzeit ist der Verkauf von nikotinfreien elektronischen Zigaretten ohne jegliche Einschränkungen legal.</p> <p>Ansonsten kann man, sofern man von Flüchtigkeitsfehlern absieht, von einem durchaus gelungenen zweiten Vorschlag sprechen. Die Legalisierung des Handels mit Alternativprodukten wie E-Zigaretten und Snus wurde aus der Sicht der Konsumenten, mit der Ausnahme der zu geringen Differenzierung und dem damit verbundenen Abgabeverbot an Minderjährige, gut umgesetzt. Mit der Inkraftsetzung des TabPG, was aber noch Jahre dauern könnte, dürfen volljährige Personen in der Schweiz endlich auch legal nikotinhaltige E-Zigaretten kaufen.</p> <p>Ob der Bundesrat den parlamentarischen Auftrag der spezifischen Regelung für alternative Produkte mit der marginalen Differenzierung genüge getan hat, wird die Diskussion im Parlament zeigen.</p>
Red Vape	<p>Ergänzendes Fazit für Konsumenten von elektronischen Zigaretten</p> <p>Für Konsumenten von elektronischen Zigaretten bringt dieses Gesetz fast nur Vorteile. Es ist in Zukunft erlaubt, nikotinhaltige Nachfüllflüssigkeiten</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>und elektronische Zigaretten in der Schweiz zu erwerben. Die Füllmengen-Obergrenze für nikotinhaltige Liquids wird bei 100 ml festgelegt. Von diesem Gesetz nicht betroffen ist der Import für den Eigengebrauch (Achtung, für die Freundin bestellt gilt bereits als Weitergabe und geht über Eigengebrauch hinaus) und nikotinhaltige Liquids, welche für den Eigengebrauch selbst hergestellt werden. Bisher gibt es keine Importbeschränkungen, der Bundesrat könnte nach dem neuen TabPG aber welche erlassen zur Verhinderung eines gewerblichen Imports.</p> <p>Die einzige, spürbare Einschränkung für junge Konsumenten wird sein, dass die Abgabe von elektronischen Zigaretten (mit und ohne Nikotin) an Minderjährige verboten ist.</p>
Red Vape	<p>Ergänzendes Fazit für Händler</p> <p>Grundsätzlich können Marktteilnehmer aus der «Dampfer-Branche» aufatmen. Gegenüber dem ersten Vorschlag bergen sich im zweiten Entwurf keine Gefahren mehr, mit welchen die Händler nicht leben könnten. Nichts desto trotz gibt es viele Punkte, bei welchen Verbesserungen möglich und notwendig sind, welche auch begründet werden können.</p> <p>Solange Nachfüllflüssigkeiten und elektronische Zigaretten nicht mit Nikotin verkauft werden, wird die grösste Einschränkung sein, dass Produkte auch ohne Nikotin nicht mehr an Minderjährige verkauft werden dürfen. Das TabPG betrifft, ausgenommen Artikel 17-21, nur nikotinhaltige E-Zigaretten und damit nur einen kleinen Teil der Produkte welche Dampfershops im Sortiment führen. Insbesondere kann mit der klaren Trennung zwischen nikotinhaltigen und nikotinfreien Angeboten, als auch mit DIY Lösungen, von der Differenzierung durch den Bundesrat profitiert werden.</p> <p>Abzulehnen ist Art. 3 Abs. g. Die vom Bundesrat geforderte «Gleichstellung des Imports mit dem Bereitstellen» wäre ein grosser Einschnitt in die Wirtschaftsfreiheit, jedoch glaube ich nicht, dass dieser Absatz so bestehen bleibt.</p> <p>Es bestehen ebenfalls reale Chancen, die vom Bundesrat im zweiten Vorentwurf vorgeschlagenen Einschränkungen im Bereich der Werbung, der Abgabe von nikotinfreien Produkten an Minderjährige und an der Erweiterung des Gesetzes zum Schutz vor Passivrauch zu lockern. Zum einen forderte das Parlament vom Bundesrat eine differenzierte Einstufung der Produkte und keine weiteren Einschränkungen der Werbung. Diese Punkte hat der Bundesrat nur bedingt oder mangelhaft erfüllt. Weil die Werbung wie auch die Abgabe von nikotinfreien elektronischen Zigaretten und Nachfüllflüssigkeiten zurzeit nicht eingeschränkt ist und keine Belege dafür existieren, dass nikotinfrei Produkte die Gesundheit der Menschen gefährden würden, fehlt die Grundlage für ein Werbe- und Abgabeverbot aller E-Zigaretten und verstösst deshalb gegen das Gebot der Wirtschaftsfreiheit gemäss der Bundesverfassung. Einschränkungen sind nur dann zulässig, wenn dies in der Bundesverfassung vorgesehen oder durch kantonales Regalrecht begründete ist.</p> <p>Dass der Kanton Testkäufe durchführen kann liegt in der Natur der Sache. Dagegen ist nichts einzuwenden. Ob davon die nikotinfreien Produkte auch betroffen sein müssen, darf in Frage gestellt werden. Die Diskussion im Parlament wird zeigen, ob die Gleichbehandlung von nikotinfreien und nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten bei der Abgabe und der Werbung so gewünscht ist.</p> <p>Im Artikel 34 schlägt der Bundesrat vor, dass die zuständigen Behörden von Bund und Kantonen die Öffentlichkeit über bekannte oder vermutete Gesundheitsrisiken informiert. Das «vermutete» macht hier natürlich in erster Linie Sorge und sollte auch zur Änderung beantragt werden. Die reine Vermutung reicht nicht aus, um die Bevölkerung vor möglichen, vermuteten Gefahren zu warnen. Es besteht auch kein Grund zur Freude der</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Annahme, der Bund müsste in Zukunft über die Vorteile von elektronischen Zigaretten im Vergleich zu Tabakzigaretten berichten. Das ist ein Irrtum, denn der Gesetzgeber schreibt vor, die Behörden müssen über Gesundheitsrisiken (Risiko ungleich Vorteil) berichten. Weil aber dieses Gesetz «nur für nikotinhaltige elektronische Zigaretten und Nachfüllflüssigkeiten mit Nikotin gilt, dürfen die Behörden auch nicht über «vermutete» gesundheitliche Risiken von nikotinfreien Produkten berichten, solange keine Risiko für die Gesundheit besteht, was sowieso einem Verkaufsverbot gleichkommen würde.</p>
Red Vape	<p>Ergänzendes Fazit für Medien mit Gratiszeitungen</p> <p>Das vom Bundesrat vorgeschlagene Werbeverbot von Tabakprodukten und (nikotinfreien) elektronischen Zigaretten in Gratis-Zeitungen und im Internet verstösst gegen die Wirtschaftsfreiheit und wird grosse Einnahmeeinbussen für kostenlose Medienangebote zur Folge haben. Das Parlament hat den ersten Vorentwurf des TabPG zurückgewiesen mit dem Auftrag, beim zweiten Entwurf den Schutz der Kinder und Jugendlichen insbesondere durch die Verankerung des Mindestalters 18 für den Erwerb von Tabakprodukten und das Verbot von speziell an Minderjährige gerichteter Werbung zu verstärken.</p> <p>Damit geht der Vorentwurf des Bundesrats weit über die geforderten Massnahmen des Parlaments hinaus. Der Schutz der Jugendlichen und Kindern wurde für Tabakprodukte verlangt, nicht für elektronische Zigaretten und schon gar nicht für diejenigen ohne Nikotin. Zudem wurde vom Parlament gefordert, speziell an Minderjährige gerichteter Werbung zu verbieten. Gemäss den Mediadaten von 20 Minuten richtet sich zum Beispiel diese Gratiszeitung keines Falls hauptsächlich an Minderjährige, weshalb der Gesetzesvorschlag eine wirtschaftliche Bevorteilung von «kostenpflichtigen Zeitungen und Magazinen» ist, welche gegen die Wirtschaftsfreiheit und gegen die Verhältnismässigkeit verstossen. Es handelt sich dabei um eine Rechtsbevorteilung für «bezahl Zeitungen». Ausserdem bedient sich der Gesetzgeber in der Erläuterung zum zweiten Entwurf des TabPG einem Scheinargument (Seite 23; Erläuterungen zum TabPG), wenn er behauptet, dass die Gratiszeitung 20 Minuten hauptsächlich von Minderjährigen gelesen wird.</p>
Red Vape	
Red Vape	
Red Vape	
Red Vape	
Red Vape	
Red Vape	

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Red Vape	
Red Vape	
Red Vape	
Red Vape	
Red Vape	
Red Vape	
Red Vape	
Red Vape	
Red Vape	
Red Vape	
Red Vape	
Red Vape	
Red Vape	
Red Vape	
Red Vape	
Red Vape	
Red Vape	
Red Vape	
Red Vape	

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Red Vape	
Red Vape	
Red Vape	
Red Vape	
Red Vape	
Red Vape	
Red Vape	
Red Vape	
Red Vape	
Red Vape	
Red Vape	
Red Vape	
Red Vape	
Red Vape	
Red Vape	
Red Vape	
Red Vape	
Red Vape	
Red Vape	

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Red Vape	
----------	--

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")

Name/Firma	Kapitel-Nr.	Bemerkung/Anregung
Red Vape	1.1.2	<p>Seit dem 12. November 2015 verbietet das BLV mit der Allgemeinverfügung BBl. 2015/7788 1 den Verkauf von nikotinhaltenen Liquids für E-Zigaretten in der Schweiz. Die aufschiebende Wirkung wurde entzogen und obwohl der Gesetzgeber vorschreibt beim Entzug der aufschiebenden Wirkung schnellstmöglich (innert 6 Monaten ist die interne Vorgabe) zu urteilen, bewegt sich das BVGer bis heute nicht (Stand heute über 27 Monate Wartezeit mit wirtschaftlich grossen Folgen). Die lange Wartezeit wird mit der Komplexität des Falles durch das BVGer begründet, eine Komplexität welche wir als Beschwerdeführer jeweils in 30 Tagen beantworten mussten.</p> <p>Das Verbot begründete das BAG in der Allgemeinverfügung mit dem fehlenden Jugendschutz (Mindestalter) sowie mit den fehlenden Warnvorschriften und dem nicht bestehenden Werbeverbot wie es für Tabakprodukte gelte. Im Replik zu unserer Beschwerde vor dem BVGer behauptet das BAG ebenso, dass keine Studien existieren und somit der Schutz der Bevölkerung nicht gewährleistet ist. Das wir im Replik vom BLV exakt die Massnahmen gefordert haben, welche nun im zweiten Entwurf zum TabPG umgesetzt werden sollen, sei nur am Rande erwähnt. (Wird lustig für die Begründung vor dem BVGer, wenn ein Produkt heute eine Gefahr für die Bevölkerung darstellt, dass es verboten werden muss, in Zukunft aber ist es völlig ok. Ich bin gespannt).</p> <p>Das BLV behauptet dann vor dem BVGer auch noch dreist im Replik, dass es in einer Verfügung keine Massnahmen erlassen könne, obwohl es selbiges Amt schon getan hat und die Beweismittel von uns beigelegt wurden.</p> <p>Hätte das BLV an Stelle eines Verbots einschlägige Massnahmen wie Altersbeschränkung, kindersichere Verschlüsse, Warnhinweise und idealerweise auch eine Qualitätskontrolle in der Verfügung erlassen, dann wären E-Liquids in der Schweiz schon lange sicher für die Bevölkerung. Leider bewirkt die Allgemeinverfügung des BLV vom 12. November 2015 das Gegenteil</p> <p>Zum Verständnis für Leser ohne Fachkenntnisse über E-Zigaretten: E-Zigaretten mit Nikotin sind seit über 10 Jahren auf dem Markt erhältlich und werden von über XXX Millionen Konsumenten genutzt, ohne einen Todesfall 3. Es existieren über 2000 Studien zu E-Zigaretten und Liquids. Jeder halbwegs nicht bestochene Wissenschaftler wird die toxischen Unterschiede zwischen einer E-Zigarette und einem Tabakprodukt erläutern können, so dass es jeder Schüler versteht.</p> <p>In England empfiehlt der Staat den Rauchern auf E-Zigaretten umzusteigen, jedoch ist in England die Krankenkasse staatlich und somit profitiert der Staat direkt von tieferen Kosten. Bei uns in der Schweiz trägt diese der Bürger mit teureren Krankenkassenprämien und Produkten / Dienstleistungen. Jährlich über 5 Mia Folgekosten für das Schweizer Volk.</p> <p>Jetzt wird es grotesk</p> <p>Vor knapp zwei Jahren, kurz nach der Allgemeinverfügung des BLV hat zuerst Philip Morris S.A. das HNB-Produkt «IQOS» gefolgt</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

von British American Tobacco mit dem Produkt «Glo» den Start ihrer neuen HNB-Produktreihe gewagt. Dazu ist wichtig zu wissen, dass beide Produkte (IQOS/Glo) auf demselben Prinzip aufgebaut sind. Die Geräte sind dreiteilig und bestehen aus einem Akku, einer Heizeinheit und einem Depot gefüllt mit einem Tabakprodukt. Sie unterscheiden sich dahingehend, dass bei der «IQOS» ein Hezelement direkt ins Tabakdepot gesteckt und erhitzt wird und so den «Dampf» 2 erzeugt und bei der «Glo» wird das Tabak-Depot (Tabak-Stick) von aussen erhitzt. Sie unterscheiden sich nur in der Art wie das Hezelement technisch verbaut ist.

Ganz anders funktioniert das Produkt «Ploom», welches das dritte HNB-Produkt eines Tabakgiganten auf dem Markt ist. Die Ploom besteht aus einem Akku, einer «Patrone» welche ein Propylenglycol und Glycerin Gemisch beinhaltet (Anm. dieselben Inhaltsstoffe wie E-Zigaretten ohne Nikotin), welches vom Benutzer durch eine Tabakkapsel gezogen wird, in welcher das Nikotin freigesetzt wird. Einfach formuliert ist es ein Hybrid-Gerät, welches Dampf durch eine Kapsel mit Tabakgranulat zieht und dabei Nikotin (und wer weiss was sonst noch, die Meinungen der Wissenschaft sind different) freisetzt. Soweit wäre nichts zu beanstanden – könnte man denken.

Nun ist es so, dass von E-Zigaretten immer wieder Langzeitstudien verlangt werden und das Verlangen mit dem Scheinargument des Jugendschutzes und dem Schutz der Bevölkerung gerechtfertigt wird. Obwohl E-Zigaretten seit über 10 Jahren existieren und die vom BAG als nötig empfundenen Massnahmen in der Verfügung hätten erlassen werden können, bleiben sie im Gegensatz zu den HNB-Geräten, illegal für den Handel.

Für die HNB-Produkte ist die Schweiz für alle drei Konzerne (PMI, BAT, JTI) ein Testmarkt.

Unter der jetzigen Gesetzgebung werden die Produkte, welche für den Weltmarkt bestimmt sind, je nach Kanton an 0/16 und 18-Jährige verkauft oder wie es die Konzerne sagen, getestet.

Für grosse Tabakkonzerne und für das BAG ist die Schweizer Jugend scheinbar gut genug als Test-Mensch hinzuhalten, während man gleichzeitig bei E-Zigaretten ein übertriebenes Risiko konstruiert, welches sogar mit Massnahmen zu regulieren wäre.

Ric: Während mein Opa noch immer kein nikotinhaltiges Liquid kaufen darf kann meine Tochter am Kiosk wahlweise Zigaretten und HNB-Produkte kaufen oder sich gar prostituieren. Juristisch in der Schweiz voll korrekt. Habt ihr echt noch alle Latten am Zaun in Bern?

Diverse Verstösse gegen die TabV

Aufgrund der aktuellen Einstufung von Tabakprodukten und Lebensmitteln (heutige Gesetzeslage seit nLMG und bis TabPG im Jahr 2022/2028) dürfte das Produkt Ploom so aktuell gar nicht auf dem Markt zugelassen sein.

Art. 1 (TabV) Tabakerzeugnis: Erzeugnis, das ganz oder teilweise aus Tabak besteht und insbesondere zum Rauchen (Zigarren, Zigaretten und ähnliche Erzeugnisse sowie Schnitt- und Rollentabak), Schnupfen, Lutschen oder Kauen bestimmt ist.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Weil die Ploom-Tech aber nicht zum Rauchen und ebenso wenig zum Schnupfen, Lutschen oder Kauen bestimmt ist, sondern gemäss Ploom-Tech klar zum DAMPFEN bestimmt ist, ist die Zuordnung in der TabV zu bestreiten und infolge der zu gewährenden Gleichbehandlung ähnlich wie ein Dampfgerät (ugs. E-Zigarette) einzustufen. Es ist gemäss TabV nicht zugelassen.</p> <p>ZITAT WEBSITE PLOOM-TECH (WWW.PLOOM.CH): «DIE PLOOM TABAKKAPSELN ENTHALTEN EIGENTLICHEN (D.H. ECHTEN) TABAK. DIE SPEZIELL KONZIPIERTE TABAKKAPSEL IST EIN TABAKPRODUKT UND ENTHÄLT WIE ALLE TABAKPRODUKTE NIKOTIN, DAS MIT ABHÄNGIGKEIT VERBUNDEN WIRD.»</p> <p>Weil die Ploom-Tech kein Tabakerzeugnis ist und ein Lebensmittel auch nicht sein kann (weil ein Lebensmittel kein Nikotin enthalten darf), ist es ein Gebrauchsgegenstand. Für eine Einstufung als Gebrauchsgegenstand spricht ebenso, dass die «Tabak-Kapsel» und das «Liquid-Depot» nur zusammen mit dem Gerät PLOOM-TECH als Einheit dem dafür vorhergesehenen Verwendungszweck (dem Verdampfen von Liquid welches anschliessend durch ein Tabak / Nikotingranulat gezogen wird um inhaliert zu werden), zugeführt werden kann. Bei den E-Zigaretten wird dadurch die kuriose Einstufung von Liquids als Gebrauchsgegenstand mit Schleimhautkontakt durch das BLV, (meiner Meinung nach falsche Einstufung im LMG) gerechtfertigt.</p> <p>Wenn die Produkte «gleichbehandelt» werden würden, ist Ploom-Tech und die Kapseln ein Gebrauchsgegenstand mit Schleimhautkontakt und darf kein Nikotin enthalten.</p> <p>Im Art. 5 (TabV) über verbotene Erzeugnisse heisst es: Abs. 1: Tabakerzeugnisse zum oralen Gebrauch dürfen weder eingeführt noch abgegeben werden</p> <p>Abs. 2: Als Tabakerzeugnisse zum oralen Gebrauch gelten Erzeugnisse in Form eines Pulvers oder eines feinkörnigen Granulats oder einer Kombination dieser Formen, insbesondere in Portionenbeuteln oder porösen Beuteln oder in anderer Form. Ausgenommen sind Erzeugnisse, die zum Rauchen oder Kauen bestimmt sind.</p> <p>Beides trifft auf die Ploom-Tech zu. Es handelt sich um ein Tabakgranulat in Portionen und geht nicht unter die Ausnahmen, weil es dampft und nicht raucht und auch nicht zum Kauen bestimmt ist.</p> <p>Über weitere daraus folgende Verstösse gegen Art. 12 (TabV) Warnhinweise und Art. 17 Täuschungsschutz und Art 18 will ich mich jetzt hier gar nicht erst auslassen.</p> <p>Beweismittel für die Ungleichbehandlung: Zitat aus dem Replik des BLV zur Beschwerdensache C7997/2015 vor dem BVGer (Nikotin Verbot in E-Zigaretten)</p> <p>Weil es sich aber um eine offensichtliche, willkürliche Ungleichbehandlung durch Bevorteilung der Tabakindustrie durch den Bund handelt, habe ich das Kantonslabor Genf am 6.9.2017 eingeschrieben über den Sachverhalt informiert (Einschreiben) und wen wundert es, bis heute keine Antwort erhalten. Natürlich ist das KLGE mir von Amtswegen keiner Antwort verpflichtet, doch die</p>
--	--

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

		<p>amtlichen Gepflogenheiten würden es gebieten, sagt der klassische Beamte und wird den Mitarbeitern so gelehrt.</p> <p>Ihr könnt euch vielleicht vorstellen, dass ich nach 2.5 Jahren BVGer Prozess und unzähligen Ausreden keine Lust auf «keine Antwort» hatte und darum habe dem Herrn Anderegg vom BAG (Stabsleiter EDI) über den Sachverhalt (Einschreiben, Ploom) informiert.</p> <p>Hier die Korrespondenz dazu. Bitte anschnallen und den Liquid-Tank vorher befüllen. Anrede und Grussformeln habe ich weggelassen. Der Rest sind Zitate.</p> <p>PS: Verzeiht mir die folgenden Schreibfehler, ich war ein bisschen aufgeregt und zudem schreiben wir so oft, dass es manchmal von meiner Seite aus – aber offensichtlich auch seitens des BAG – nicht immer die amtliche Formalität benötigt.</p> <p>Original Korrespondenz mit dem BAG</p> <p>E-Smoking.ch: Da wir in Sachen Nikotin schon mehrfach miteinander kommuniziert haben, versteht sich, dass meine Anfrage in diesem Zusammenhang zu würdigen ist.</p> <p>Letzte Woche habe ich das Kantonslabor Genf per Einschreiben über diverse Gesetzesverstösse durch JT International mit dem Produkt «Ploom-Tech» informiert. (Sie haben das Schreiben per Email erhalten und ist sicherheitshalber in diesem Email nochmals angehängt) Geschehen ist bis heute nichts, wie bedenklich das in Anbetracht unseres Streites vor BVGer ist, muss ich gar nicht erläutern und wissen Sie selbst – oder?</p> <p>Auch wenn ich weiss, dass mir das Kantonslabor Genf keiner Antwort verpflichtet ist, wissen wir beide ebenso, dass die Damen und Herren für die Umsetzung des Gesetzes zuständig sind. Am mangelnder Kenntnis fehlt es auch nicht mehr. Weil aber offensichtlich bis heute kein Verkaufsverbot oder sonst irgendwelche Reaktionen aus Genf zu verspüren sind, wollte ich nachfragen ob es wirklich sein muss, dass ich eine offizielle Aufsichtsbeschwerde durch die Kanzlei erstellen lasse? Echt jetzt? Ich weiss es und sie wissen es auch – ich werde auch diesen Schritt tun.</p> <p>Ein kurzes Feedback würde mich sehr freuen.</p> <p>M. ANDEREGG (BAG): HIER MEINE KURZE RÜCKMELDUNG.</p> <p>AUS MEINER SICHT SIND PRODUKTE MIT TABAKBLATTSTÜCKEN ERLAUBTE TABAKPRODUKTE.</p> <p>E-Smoking.ch: Vielen Dank fürs Feedback. Wie um Himmelswillen wollen sie das begründen? Müssen sie ja zum Glück nicht. Ich werde die ganzen Unterlagen der Kanzlei übergeben (Aufsichtsbeschwerde und was sonst möglich ist) und die Medienanfragen mit Freude beantworten.</p> <p>M. ANDEREGG (BAG): NUN ICH LESE EINFACH DIE DEFINITION IN DER TABAKVERORDNUNG. IST TABAK DRIN, IST ES EIN TABAKPRODUKT. ABER ICH DENKE SIE WERDEN VON DEN ZUSTÄNDIGEN VOLLZUGSBEHÖRDEN HÖREN.</p>
--	--	--

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

		<p>E-Smoking.ch: Da steht aber ebenso in der TabV: Art. 2 – Begriffe – Bedeutung: Bst. d. Tabakerzeugnis: Erzeugnis, das ganz oder teilweise aus Tabak besteht und insbesondere zum Rauchen (Zigarren, Zigaretten und ähnliche Erzeugnisse sowie Schnitt- und Rollentabak), Schnupfen, Lutschen oder Kauen bestimmt ist.</p> <p>Weil die Ploom aber nicht zum RAUCHEN und ebensowenig zum SCHNUPFEN, LUTSCHEN oder KAUEM bestimmt ist, sondern gemäss PLOOM klar zum DAMPFEN, ist die Zuordnung zu bestreiten und eher einem Dampfgerät, als einem Tabakerzeugnis einzustufen.</p> <p>TabV – Art. 5 Verbotene Erzeugnisse Tabakerzeugnisse zum oralen Gebrauch dürfen weder eingeführt noch abgegeben werden.</p> <p>Als Tabakerzeugnisse zum oralen Gebrauch gelten Erzeugnisse in Form eines Pulvers oder eines feinkörnigen GRANULATS oder einer Kombination dieser Formen, insbesondere in Portionenbeuteln oder porösen Beuteln oder in anderer Form. Ausgenommen sind Erzeugnisse, die zum Rauchen oder Kauen bestimmt sind.</p> <p>Das trifft doch auf die Ploom-Tech zu. Ist ein Tabakgranulat (Gemäss Definition von J T selbst) in Portionen und geht nicht unter die Ausnahmen, weil es DAMPFT und NICHT RAUCHT oder zum KAUEM BESTIMMT ist.</p> <p>Selbst als Tabakerzeugnis so nicht verkehrsfähig nach geltender TabV und LMG.</p> <p>Ich wünsche Ihnen trotzdem ein schönes Wochenende.</p> <p>M. ANDEREGG (BAG): NUN DIE KONSUMFORMEN SIND KEINE ABSCHLIESSENDE LISTE. BITTE BEACHTEN SIE DAS WORT INSBESONDERE. D.H. ES KANN AUCH ANDERE FORMEN GEBEN.</p> <p>MIT TABAKPRODUKTEN ZUM ORALEM GEBRAUCH IST SNUS GEMEINT, PLOOMTECH DÜRFTE KAUM DARUNTER FALLEN, SELBST WENN SIE NATÜRLICH RECHT HABEN, DASS PLOOM AUCH EIN GRANULAT IST. ZUR ZEIT ALS DIESE DEFINITION ERLASSEN WURDE, GAB ES NOCH GAR KEINE E-ZIGARETTEN. ABER LETZTLICH IST ES IHNM ÜBERLASSEN, WIE SIE HIER VORGEHEN MÖCHTEN.</p> <p>DA KOMMT MAN SICH DOCH GELINDE GESAGT VERARSCHT VOR. IST DAS NOCH GESETZESMÄSSIG ODER BEREITS MAFIA?</p> <p>Wisst ihr was das BAG oder das Kantonslabor Genf bis heute in dieser Angelegenheit unternommen haben? Nichts, maximal dafür geschaut, dass es keinen Wirbel macht. Keine weiteren Reaktionen JTI bewirbt Ploom kräftig im Internet oder an Kiosken. Keine Langzeitstudien, kein Jugendschutz – dem BAG scheint das alles egal zu sein, wenn die Tabaksteuern fließen. Bei E-Zigaretten ist der Massstab dann doch ganz anders.</p> <p>Die Folgen sind erschütternd</p> <p>Gemäss dem BAG sterben in der Schweiz 9500 Menschen vorzeitig an den Folgen des Rauchens. Die Behandlungskosten für durch den Tabakkonsum verursachte Krankheiten belaufen sich in diesem Land jährlich auf 1,7 Milliarden Franken, dazu kommen</p>
--	--	--

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

		<p>Erwerbsausfallkosten von 3,9 Milliarden Franken. Trotzdem scheint das BAG alles dafür zu unternehmen, die Verkehrsfähigkeit eines alternativen Produkts, das diese Kosten und vor allem das Leiden der Betroffenen erwiesenermassen senken würde, hinauszuzögern und mit unlauteren, unverhältnismässigen Mitteln die Tabakindustrie zu begünstigen. Wer sich dann noch vor Augen hält, dass die AHV jährlich 2.1 Mia Einnahmen durch die Tabaksteuer verzeichnet und die Raucher statistisch (immer gemäss dem selben BAG) 14 Jahre früher sterben und somit weniger lang AHV beziehen ist zwangsläufig den Gedanken ausgesetzt, was das bitte mit Jugendschutz, dem Schutz der Bevölkerung der Wirtschaftsfreiheit, der Gleichbehandlung und dem Postauto zu tun hat. Es erinnert mich halt doch wieder an eine Bananen-Republik oder an Sizilien.</p>
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"		
Name/Firma	Art.	Bemerkung/Anregung
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		
Red Vape		

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Entwurf Tabakproduktegesetz				
Name/Firma	Art.	Abs.	Bst.	Bemerkung/Anregung
Red Vape	3		a	<p>Die Formulierung «Produkt, das aus Blattstücken besteht» ist rechtsunsicher und macht den Verkauf von Schnupftabak möglicherweise illegal. Der Artikel verstösst gegen das Verhältnismässigkeitsprinzip (BV, Art. 5), er schränkt die Grundrechte der Schweizer Firmen unverhältnismässig ein ohne dass ein öffentliches Interesse oder der Schutz der Bevölkerung es erfordern würden (Art 36 Abs 2 BV). und missachtet die Wirtschaftsfreiheit (Art 94 Abs. 1-4 BV), weshalb er abzuändern ist. Damit ein Produkt die Anforderung «das aus Blattstücken besteht» erfüllt, muss die Blattstruktur noch erkennbar sein. Ist die Struktur komplett aufgelöst, so wie es bei Schnupftabak (pulverisiert) der Fall ist, handelt es sich dabei vielmehr um «gemahlene Tabakblätter» was folglich zu einem Verbot von Schnupftabak führt. Nach Buchstabe «d» kann Schnupftabak auch nicht eingestuft werden, denn Schnupftabak wird mit der Nasenschleimhaut aufgenommen. Ausser unter der Annahme, dass auch der Schnupftabak via Rachen mit der Mundschleimhaut in Kontakt kommt. Um einer möglichen Rechtsunsicherheit vorzubeugen, ist es erforderlich, eine genaue Definition zu wählen. Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.1 RD 28.02.2018 11</p> <p>Änderungsvorschlag für Art 3 Abs. a:</p> <p>a. Tabakprodukt: Produkt, das aus Teilen der Pflanzen der Gattung Nicotiana (Tabak) besteht oder solche enthält und zum Rauchen, Erhitzen, Schnupfen oder oralen Gebrauch bestimmt ist sowie pflanzliche Rauchprodukte nach Buchstabe e;</p>
Red Vape	3		g	<p>Wird die Einfuhr dem Bereitstellen auf dem Markt gleichgestellt, dann wird die Selbstkontrolle der Importeure verunmöglicht (Produkte die nicht der Qualitätsanforderung entsprechen können im Rahmen der Selbstkontrolle nicht zum Verkauf freigegeben werden) und eine Kennzeichnung durch den Importeur verhindert. Es ist nicht ersichtlich, warum bereits bei der Einfuhr alle Anforderungen dieses Gesetzes, inklusive der Kennzeichnung, bereits eingehalten werden sollte, ohne dass die Produkte in dieser Form an die Konsumentenschaft abgegeben wird. Bei dieser Gleichstellung handelt es sich um eine Benachteiligung des Schweizer Gewerbes mit einem unnötigen Verbot.</p> <p>Dieser Artikel verstösst gegen das Verhältnismässigkeitsprinzip (BV, Art. 5), er schränkt die Grundrechte der Schweizer Firmen unverhältnismässig ein ohne dass ein öffentliches Interesse Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 13</p> <p>oder der Schutz der Bevölkerung es erfordern würden (Art 36 Abs 2 BV). und missachtet die Wirtschaftsfreiheit (Art 94</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				<p>Abs. 1-4 BV). Ebenso missachtet der Gesetzgeber den Parlamentswillen, welcher die Legalisierung des Marktes fordert. Der «Import» darf nicht dem «Bereitstellen» gleichgesetzt werden.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 3 Abs. g:</p> <p style="padding-left: 40px;">g. Bereitstellen auf dem Markt: das Bereithalten und das Anbieten eines Produkts oder eines Geräts im Hinblick auf die entgeltliche oder unentgeltliche Abgabe an die Konsumentinnen und Konsumenten und die Abgabe dieses Produkts oder dieses Geräts;</p>
Red Vape	5	2	a	<p>Ohne weitere gesetzliche Anforderung an die «hohe Reinheit», schafft dieser Grundsatz Rechtsunsicherheit ohne, dass es für den Schutz der Bevölkerung notwendig ist. Es wird im Art. 5 Abs. 1 Bst. a bereits geregelt, dass ein Produkt die Gesundheit nicht gefährden darf. Deshalb ist Bst. a. unnötig.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 5 Abs. 2:</p> <p>Den Art. 5; Abs. 2 Bst. a. «Sie muss von hoher Reinheit sein.» ersatzlos streichen.</p>
Red Vape	6	1		<p>Die Liste Anhang 1 «Verbotene Zutaten» ist zu beanstanden, weil bei den verbotenen Zutaten keine Tolleranzwerte angegeben sind. Eine Nulltoleranz ist analytisch unmöglich. Je nach Nachweissgrenze des analytischen Verfahrens ist eine Substanz möglicherweise noch messbar oder bereits unmessbar. Die analytische Nachweissgrenze muss festgelegt werden.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 6 Abs. 1:</p> <p>Antrag: Die verbotenen Substanzen nach Anhang 1 dürfen im Produkte nicht nachweisbar sein bei einer Nachweissgrenze von 0.01 mg/kg.;</p>
Red Vape	8	1		<p>Der Importeur hat keine Möglichkeit nikotinhalige Nachfüllflüssigkeiten in Grossmengen zu beziehen und selber abzufüllen. (siehe Art. 3 Abs. g)</p> <p>Antrag für Art. 8 Abs. 1:</p> <p>Antrag auf Anpassung Artikel 3 Abs. g. (Der «Import» darf nicht dem «Bereitstellen» gleichgesetzt werden.);</p>
Red Vape	8	2		<p>Die Begriffe «Kartuschen von elektronischen Einwegzigaretten» «Einwegkartuschen» wurden in Art. 3 nicht eingeführt. Es sind nur die Begriffe «elektronische Zigarette» und verschiedene Tabakprodukte eingeführt, daher ist deren Auslegung unklar.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 8 Abs. 2:</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				Die Begriffe sind in Art. 3 zu definieren;
Red Vape	9	1	c	<p>Der Buchstabe «c» bezieht sich auf sich selbst und ist falsch. Es ist davon auszugehen, dass sich dieser Buchstabe auf «b» beziehen sollte. Das ist aber auch falsch, weil Buchstabe «b» die «Firmenbezeichnung» und nicht das «Produktionsland» verlangt. In der Firmenbezeichnung muss die Firma mit der zugehörigen Adresse und nicht das Produktionsland angegeben werden.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 9 Abs. 1 Bst. c:</p> <p>c.) das Produktionsland;</p>
Red Vape	9	2		<p>Es wäre zu begrüßen, wenn die Angabe für den Nikotingehalt auf den Verpackungen für Nachfüllflüssigkeiten konkretisiert wird, in welcher Einheit dieser angegeben werden muss. Ohne exakte Regelung darf jeder selber wählen, ob diese Angabe in %, in mg/ml oder in mg/Füllmenge angegeben wird. Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 18</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 9 Abs. 2:</p> <p>2 Auf jeder Verpackung von nikotinhaltenen Nachfüllflüssigkeiten ist der Nikotingehalt in mg/ml auszuweisen.;</p>
Red Vape	11	1		<p>Die Formulierung Art. 11 Abs. 1 ist nicht eindeutig. Es ist unklar, ob sich «Produkte» nur auf Tabakprodukte zum Rauchen bezieht oder auf alle Produkte, die in den Geltungsbereich des Gesetzes fallen. Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 19</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 11 Abs. 1:</p> <p>1 Die folgenden Angaben sind auf Tabakprodukten zum Rauchen oder auf deren Verpackung verboten;</p>
Red Vape	11	1	a	<p>Die Auslobungen «ökologisch», «natürlich» und «ohne Zusatzstoffe» sind Angaben, die sich nicht auf die Schädlichkeit des Produktes beziehen und erwecken nicht den Eindruck, dass ein bestimmtes Produkt weniger schädlich sei als andere. Warum sollte ein Produkt ohne Zusatzstoffe weniger schädlich sein – die Zusatzstoffe sind in den zugelassenen Konzentrationen toxikologisch völlig unbedenklich.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 11 Abs. 1 Bst. a:</p> <p>a. Angaben, Marken und figurative Zeichen, die den Eindruck erwecken, dass ein bestimmtes Produkt weniger schädlich</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				sei als andere, wie «leicht», «mild»;
Red Vape	15	1	c	<p>Buchstabe c ist unklar formuliert. Es sollte heissen «über einen Mechanismus für eine auslauffreie Nachfüllung verfügen». Des Weiteren müssen die Anforderungen – wenn gewollt Analog des Durchführungsbeschlusses (EU) 2016/586 der Kommission zu den technischen Normen für den Nachfüllmechanismus elektronischer Zigaretten klar definiert werden. Allerdings stellt sich hier die Frage der Verhältnismässigkeit, denn nur wenn bei einem Verschütten ein Risiko für die Gesundheit (durch dermale Aufnahme) besteht, ist diese Massnahme gemäss Art. 1 gerechtfertigt.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 15 Abs. 1 Bst. c:</p> <p>c. Weil es die Sicherheit nicht erfordert und die Verhältnismässigkeit nicht eingehalten wäre, ist der Bst. c von Art. 15 zu streichen. Sollte von einer Streichung abgesehen werden, so ist der Art. 15 Bst. c dem Durchführungsbeschluss (EU) 2016/586 anzupassen;</p>
Red Vape	11	1	a	<p>Buchstabe b ist unklar; es wäre hilfreich den konkreten Warnhinweis im Gesetz festzuschreiben. Buchstaben c, d, e und f können dem Produkt den Anschein erwecken, dass es sich um ein Heilmittel handelt. Darum sind diese Pflichtangaben im Widerspruch zu Art. 4. Das Suchtpotential gemäss Buchstabe f ist bereits in Art. 13 Bst. c abgedeckt. Des Weiteren müssten hier die anzugebenden Punkte genauer definiert werden. Wie wird zum Beispiel ein Suchtpotential oder die Toxizität angegeben?</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 11 Abs. 1 Bst. a:</p> <p>1 Jede Verpackung von nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten und von Tabakprodukten zum Erhitzen muss eine Produktinformation mit den folgenden Angaben enthalten:</p> <p>a. Gebrauchs- und Aufbewahrungsanweisungen für das Produkt; b. den Hinweis, dass das Produkt nicht für den Gebrauch durch Minderjährige und Nichtraucher empfohlen wird; c. Kontaktangaben des Herstellers oder Importeurs.</p>
Red Vape	16	1		<p>Buchstabe b ist unklar; es wäre hilfreich den konkreten Warnhinweis im Gesetz festzuschreiben. Buchstaben c, d, e und f können dem Produkt den Anschein erwecken, dass es sich um ein Heilmittel handelt. Darum sind diese Pflichtangaben im Widerspruch zu Art. 4. Das Suchtpotential gemäss Buchstabe f ist bereits in Art. 13 Bst. c abgedeckt. Des Weiteren müssten hier die anzugebenden Punkte genauer definiert werden. Wie wird zum Beispiel ein Suchtpotential oder die Toxizität angegeben?</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 11 Abs. 1 Bst. a:</p> <p>1 Jede Verpackung von nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten und von Tabakprodukten zum Erhitzen muss eine Produktinformation mit den folgenden Angaben enthalten:</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				a. Gebrauchs- und Aufbewahrungsanweisungen für das Produkt; b. den Hinweis, dass das Produkt nicht für den Gebrauch durch Minderjährige und Nichtraucher empfohlen wird; c. Kontaktangaben des Herstellers oder Importeurs.
Red Vape	17	2	a	<p>Art. 17 Absatz 2 ist ein Verstoß gegen die Wirtschaftsfreiheit gemäss -Art. 94 der Bundesverfassung. Die bezahlten Zeitungen werden im Wettbewerb gegenüber den Gratis-Zeitungen bzw. den Internetanbietern bevorzugt. Damit richtet sich die Massnahme gegen den Wettbewerb. Dies ist nur zulässig, wenn dies in der Bundesverfassung vorgesehen oder durch kantonales Regalrecht begründete ist. Es ist auch nicht nachvollziehbar, warum vom Grundsatz «nicht speziell an Minderjährige gerichtet» willkürlich bei gewissen Informationskanälen abgewichen wird. Dies entspricht nicht dem Auftrag des Parlaments, welcher den Bundesrat beauftragt, den Kinder- und Jugendschutz mit dem Verbot von speziell an Minderjährige gerichteter Werbung zu stärken und auf die vorgeschlagenen Einschränkungen der Werbung, der Verkaufsförderung und des Sponsorings zu verzichten.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 17 Abs. 2 Bst. a: in Zeitungen, Zeitschriften und anderen Publikationen, die sich speziell an Minderjährige richten;</p>
Red Vape	17	2	b	<p>Art. 17 Absatz 2 ist ein Verstoß gegen die Wirtschaftsfreiheit gemäss -Art. 94 der Bundesverfassung. Die Internetseiten mit registrierten Benutzern werden im Wettbewerb gegenüber den Internetanbietern ohne Registrierung bevorzugt, auch wenn sich deren Angebot nicht speziell an Minderjährige richtet. Damit richtet sich die Massnahme gegen den Wettbewerb. Dies ist nur zulässig, wenn dies in der Bundesverfassung vorgesehen oder durch kantonales Regalrecht begründete ist. Es ist auch nicht nachvollziehbar, warum vom Grundsatz «nicht speziell an Minderjährige gerichtet» willkürlich bei gewissen Informationskanälen abgewichen wird. Dies entspricht nicht dem Auftrag des Parlaments, welcher den Bundesrat beauftragt, den Kinder- und Jugendschutz mit dem Verbot von speziell an Minderjährige gerichteter Werbung zu stärken und auf die vorgeschlagenen Einschränkungen der Werbung, der Verkaufsförderung und des Sponsorings zu verzichten.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 17 Abs. 2 Bst. b: b. im Internet auf: 1. Internetseiten, die sich speziell an Minderjährige richten, Den Absatz 2 folglich bitte ersatzlos streichen; c. in Verkaufsstellen, wenn sich die Werbung: 1. direkt neben Bonbons, Kaugummis und Süßigkeiten befindet; 2. in einer Höhe von weniger als 1,20 m befindet. 3 Werbung für Tabakprodukte und für nikotinhaltige oder nikotinfreie elektronische Zigaretten sowie für Gegenstände, die eine funktionale Einheit mit einem Tabakprodukt bilden, in Radio und Fernsehen ist gemäss den Bestimmungen des</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				Bundesgesetzes vom 24. März 2006/7 über Radio und Fernsehen verboten.
Red Vape	18	1		<p>In Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe a und in Art. 13 sind keine Warnhinweise für nikotinfreie elektronische Zigaretten vorgesehen. Daher sind diese aus dem Artikel zu streichen.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 18 Abs. 1:</p> <p>1 Werbung für Tabakprodukte und für nikotinhaltige elektronische Zigaretten sowie für Gegenstände, die eine funktionale Einheit mit einem Tabakprodukt bilden, muss mit einem Warnhinweis nach Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe a oder nach Artikel 13 versehen sein;</p>
Red Vape	20	1		<p>Es ist unklar aufgrund welcher wissenschaftlicheren Basis die nikotinfreie elektronische Zigarette für Minderjährige eine Gefahr darstellt. Ohne wissenschaftlichen Belege der Gefährdung von Minderjährigen durch nikotinfreie elektronische Zigaretten ist ein generelles Abgabeverbot nicht verhältnismässig, gewährt die Grundrechte (Art. 36 Abs. 2 BV) nicht und schränkt die Wirtschaftsfreiheit (Art 94 Abs. 1-4 BV) unangemessen ein. Ein generelles Verkaufsverbot von nikotinfreien elektronischen Zigaretten zwingt die Minderjährigen andere, weitaus schädlichere Produkte zu konsumieren.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 20 Abs. 1:</p> <p>1 Die Abgabe von Tabakprodukten und von nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten an Minderjährige ist verboten;</p>
Red Vape	20	3		<p>(Dito Art. 3 Abs. 1) Es ist unklar aufgrund welcher wissenschaftlichen Basis die nikotinfreie elektronische Zigarette für Minderjährige eine Gefahr darstellt. Ohne wissenschaftlichen Belege der Gefährdung von Minderjährigen durch nikotinfreie elektronische Zigaretten ist ein Abgabeverbot nicht verhältnismässig, gewährt die Grundrechte (Art. 36 Abs. 2 BV) nicht und schränkt die Wirtschaftsfreiheit (Art 94 Abs. 1-4 BV) unangemessen ein.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 20 Abs. 3:</p> <p>3 Tabakprodukte und nikotinhaltige elektronische Zigaretten dürfen nur dann in Automaten verkauft werden, wenn diese für Minderjährige nicht zugänglich sind;</p>
Red Vape	21	1		<p>Natürlich muss der Kanton im Auftrag des Bundes die gesetzlichen Vorgaben überwachen. Weil jedoch ein Verkaufsverbot von nikotinfreien elektronischen Zigaretten an Minderjährige unverhältnismässig ist und die in der Bundesverfassung gewährten Grundrechte (Art. 36 Abs. 2 BV) wie auch die garantierte Wirtschaftsfreiheit (Art. 94 Abs. 1-4 BV) nicht gewährt, ist der Artikel 21 abzuändern. (Siehe Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 28</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				<p>dazu auch: Art. 20 Abs. 1 und Art 20. Abs. 3) Dem Auftrag des Parlaments, «Verankerung des Mindestalters 18 für den Erwerb von Tabakprodukten, Schaffung einer rechtlichen Grundlage für Testkäufe sowie Verbot von speziell an Minderjährige gerichteter Werbung» wird damit zu wenig Rechnung getragen. Es ist unklar aufgrund welcher wissenschaftlichen Basis die nikotinfreie elektronische Zigarette für Minderjährige eine Gefahr darstellt. Ohne wissenschaftlichen Belege der Gefährdung von Minderjährigen durch nikotinfreie elektronische Zigaretten ist ein Abgabeverbot nicht verhältnismässig, weshalb nikotinfreie elektronische Zigaretten vom Abgabeverbot und folglich auch in Art. 21 auszuschliessen sind.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 21 Abs. 1:</p> <p>1 Die zuständige kantonale Behörde kann zur Überprüfung der Einhaltung der Altersbeschränkung für die Abgabe von Tabakprodukten und von nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten Testkäufe durchführen oder anordnen.</p>
Red Vape	23	3		<p>Es ist unklar, was eine wesentliche Änderung eines Produktes ist. In der strengsten Auslegung muss jedes Produkt mit anderem Aroma und anderem Nikotingehalt gemeldet werden. Dies sind mindesten 100 – 500 Produkte pro Importeur. Daher ist mit einer grossen Flut und einer unübersichtlichen Liste gemäss Abs. 5 zu rechnen. Für die Aufsichts- und Überwachungspflicht wäre eine Meldung der Betriebe, welche solche Produkte abgeben, ausreichend um die Konsumentenschaft zu schützen. Es gelten ja zusätzlich die Anforderungen an die Selbstkontrolle.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 23 Abs. 3:</p> <p>Meldepflicht nur für Betriebe.</p> <p>Sollte dem Antrag nicht stattgegeben werden, so stelle ich den Antrag Abs. 4 wie folgt anzupassen: 4 Der Bundesrat legt die Modalitäten der Meldung fest. Er beachtet dabei die Fabrikationsgeheimnisse;</p>
Red Vape	23	5		<p>Der Inhalt der Meldung ist gemäss Art 24 Abs. 1 Bst. a ist ein wichtiges Wirtschaftsgeheimnis der Akteure und es muss jederzeit sichergestellt werden, dass diese Informationen nur den Personen zugänglich gemacht werden, welche diese Informationen benötigen. Eine vollständige Veröffentlichung aller Informationen ist für den Schutz der Bevölkerung nicht notwendig.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 23 Abs. 5:</p> <p>5 Das BAG veröffentlicht die für die Öffentlichkeit nötigen Informationen im Internet. Er beachtet dabei die Fabrikationsgeheimnisse;</p>
Red Vape	24	1	b	<p>Abs. 1 Bst. a ist ein wichtiges Wirtschaftsgeheimnis der Akteure und es muss jederzeit sichergestellt werden, dass diese Informationen nur den Personen zugänglich gemacht werden, welche diese Informationen benötigen. Abs. 1 Bst. b</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>verweist nicht spezifisch auf Rechtsvorschriften ausländischer Akteure. Es kann nicht erwartet werden, dass der Schweizer Wirtschaftsakteur die Gesetzeslage ausländischer Akteure kennen muss und deren Entwicklung verfolgen muss. Für den Schweizer Wirtschaftsakteur ist das Schweizer Recht massgebend.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 24 Abs. 1 Bst. b:</p> <p>Streichung Abs.1 Bst. b;</p>
Red Vape	24	3	<p>Dieser Artikel ist überflüssig, weil Art. 25 Abs. 1 verlangt, dass die Zusammensetzung nikotinhaltiger Nachfüllflüssigkeiten dem BAG gemeldet werden müssen. Ausserdem verlangt Art. 9 Abs. 2, dass der Nikotingehalt auf jeder Verpackung von nikotinhalten Nachfüllflüssigkeiten ausgewiesen werden muss. Somit ist die Abs. 3 überflüssig. Viel mehr weise ich nochmals darauf hin, dass es zu begrüssen wäre, wenn die Angabe für den Nikotingehalt konkretisiert wird, in welcher Einheit dieser angegeben werden muss. Ohne exakte Regelung darf jeder selber wählen, ob diese Angabe in %, in mg/ml oder in mg/Füllmenge angegeben wird.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 24 Abs. 3:</p> <p>Streichung Abs. 3;</p>
Red Vape	25		<p>Artikel 25 ist redundant mit Artikel 23</p> <p>Die Redundanz kann verhindert werden, indem Artikel 25 sich ausschliesslich auf die Meldung der Emissionen von Tabakprodukten bezieht. Für nikotinhaltige elektronische Zigaretten werden keine Emissionswerte verlangt. An dieser Stelle weise ich auch nochmals ausdrücklich auf den Antrag für Artikel 23 Abs. 3 hin. Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 34</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 25 Abs. 1-4:</p> <p>Art. 25 Meldung der Emissionen der Produkte 1 Wer Tabakprodukte herstellt oder einführt, muss dem BAG die Emissionen der Produkte melden. 2 Bei jeder wesentlichen Änderung des Produkts muss eine neue Meldung erfolgen. 3 Der Bundesrat regelt den Inhalt und die Modalitäten der Meldung. Er beachtet dabei die Fabrikationsgeheimnisse. 4 Das BAG veröffentlicht die erhaltenen Angaben im Internet.</p>
Red Vape	34	1	<p>Gemäss Artikel 5 dürfen nikotinhaltige elektronische Zigaretten, mit Ausnahme des Nikotins, kein Risiko für den Konsumenten darstellen. Artikel 4 Abs. 2 bestimmt, dass der Konsument «vor falschen Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können», geschützt ist. Die reine Vermutung reicht nicht aus, um die Bevölkerung vor möglichen, vermuteten (nicht sicher – Täuschung!) Gefahren zu</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>warnen. In dubio pro reo. Deshalb stellen wir folgenden Antrag auf Änderung: Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 37</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 34 Abs. 1:</p> <p>1 Die zuständigen Behörden von Bund und Kantonen informieren die Öffentlichkeit über bekannte Gesundheitsrisiken der Tabakprodukte und der nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten.</p>
Red Vape	34	3	<p>Es ist begrüssenswert, dass die Bevölkerung über wissenschaftliche Erkenntnisse von allgemeinem Interesse im Bereich des Gesundheitsschutzes informiert wird. Die noch bessere Lösung ist, wenn die Öffentlichkeit auch über gesundheitspolitische Vorteile und über die schadensmindernden Möglichkeiten der Produkte im Vergleich mit anderen Produkten, informiert werden.</p> <p>In der Drogenprävention ist die Schadensminderung seit Jahrzehnten im Gesetz verankert. Warum die Schadensminderung bei Rauchern bisher und gemäss diesem Vorschlag auch in Zukunft nicht berücksichtigt wird, ist unverständlich.</p> <p>Ebenso unverständlich bleibt, warum das BLV mit der Verfügung (BBl. 2015/7788) vom November 2015 vor dem BVGer versucht, nikotinhaltige Nachfüllflüssigkeiten zu verbieten und das BVGer die lange Frist ohne Urteilsfindung mit der Komplexität des Falles begründet (wir hatten jeweils für die selbe Komplexität 30 Tage Zeit). Der Frage, warum das BLV gegenüber dem BVGer den Standpunkt vertritt, das BLV könne in einer Verfügung keine Massnahmen erlassen, obwohl genau dies das BLV schon mehrmals getan hat, so beispielsweise in der Verfügung zu Sprayprodukten zur Selbstverteidigung: Altersvorgabe und Warnhinweise und Schutz; also genau das, was wir für nikotinhaltige elektronische Zigaretten auch brauchen, wird bis heute von allen Parteien mit Verweis auf das TabPG ausgewichen. Es handelt sich um ein Scheinargument des BLV, in einer Verfügung keine Massnahmen erlassen zu können und das wissen sie selbst auch – siehe Replik zu BBl. 2015/7788.</p> <p>Vom BLV haben wir vor dem BVGer gefordert, dass Massnahmen in der Verfügung hätten erlassen werden sollen, exakt solche, wie nun im zweiten Vorentwurf des TabPG vorgesehen sind. Dem BAG und ebenso dem BLV sind die wissenschaftlichen Erkenntnisse über die gesundheitspolitischen Vorteile, wie auch die marginalen Risiken im Vergleich zu Tabakprodukten seit langer Zeit bekannt.</p> <p>Das Verbot der kommerziellen Einfuhr und des Inverkehrbringens nikotinhaltiger E-Zigaretten durch die Allgemeinverfügung des BLV vom 12. November 2015 richtet zweifellos weitaus mehr gesundheitlichen Schaden an, als es nikotinhaltige Dampfgeräte jemals hätten tun können.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>Es widerspricht meiner Auffassung eines Rechtsstaats, wenn das BLV zwar gesetzeskonform, jedoch mit einer im Licht der vom BLV selber bestätigten deutlich geringeren Schädlichkeit nicht nachvollziehbaren Pedanterie ein Verbot erlässt, allfälligen Beschwerden die aufschiebende Wirkung entzieht, und anschliessend jede mögliche Fristverzögerung nutzt, um das Verfahren in die Länge zu ziehen.</p> <p>Bei jährlich 9500 Personen, welche an den direkten Folgen des Rauchen sterben, 3.9 Mia volkswirtschaftlichem Schaden und ebenso 1.7 Mia Kosten im Gesundheitswesen, alles zu Lasten des Volkes ist es aus Sicht des Bürgers unverständlich, warum Raucher noch viele weitere Jahre warten müssen bis sie in den Genuss der viel weniger schädlichen Alternativen kommen können, obwohl die Vorteile hinreichend bekannt sind. Ebenso werden die hohen Gesundheitskosten unnötig hochgehalten, in einer Zeit wo täglich darüber diskutiert wird, wie man selbige senken könnte.</p> <p>Wer dann auch noch über fehlende AHV/IV Einnahmen als mögliche Einflüsse (selbes Departement) spekulieren würde, wäre wohl ein Schelm. Gemäss BAG reduziert sich die Lebenserwartung täglich rauchender Menschen gegenüber Nichtrauchenden im Durchschnitt um 14 Jahre, das ergibt bei angenommenen 20'000 Franken Rente pro Jahr doch ein sattes Plus von 280'000 Franken bei Rauchern.</p> <p>Warum der Bundesrat die Motion 17.4106 von Angelo Barrile zur Ablehnung empfiehlt, welche den Bundesrat beauftragen würde, die unabhängige Forschung von alternativen Produkten zu den Tabakprodukten voranzutreiben und mit Bundesmitteln zu fördern, ist ebenso unverständlich.</p> <p>Deshalb stelle ich aus gesundheitspolitischen Gründen folgenden Änderungsantrag: Änderungsvorschlag für Art. 34 Abs. 3: 3 Sie informieren die Öffentlichkeit insbesondere über wissenschaftliche Erkenntnisse von allgemeinem Interesse im Bereich des Gesundheitsschutzes und über gesundheitspolitische Erkenntnisse im Zusammenhang mit Tabakprodukten oder nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten und der Prävention der durch den Konsum dieser Produkte verursachten Krankheiten.</p>
Red Vape	35	3	<p>Sofern der Artikel 3 Abs. g gemäss Antrag so geändert wird, dass der Import nicht dem Bereitstellen gleichgestellt wird, ist der Artikel nicht zu beanstanden.</p> <p>Sollte Artikel 3 Abs. g wie im Vorentwurf vorgeschlagen bestehen bleiben, so muss Bst. c von Artikel 35 Abs. 3 gestrichen werden. Sollte die Einfuhr dem Bereitstellen auf dem Markt gleichgestellt werden, dürfen Produkte für Marktteilnehmer nicht zurückgewiesen werden, ansonsten wird die Selbstkontrolle der Importeure verunmöglicht (Produkte die nicht den Qualitätsanforderung entsprechen können im Rahmen der Selbstkontrolle nicht zum Verkauf freigegeben werden) und eine Kennzeichnung durch den Importeur verhindert.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				<p>Damit verstösst Art 35 Abs. 3 gegen das Verhältnismässigkeitsprinzip (BV, Art. 5), er schränkt die Grundrechte der Schweizer Firmen unverhältnismässig ein ohne dass ein öffentliches Interesse oder der Schutz der Bevölkerung es erfordern würden (Art 36 Abs 2 BV). und missachtet die Wirtschaftsfreiheit(Art 94 Abs. 1-4 BV). Ebenso missachtet der Gesetzgeber den Parlamentswillen, welcher die Legalisierung des Marktes fordert. Der «Import» darf nicht dem «Bereitstellen» gleichgesetzt werden oder Produkte für Marktteilnehmer nicht zurückgewiesen werden.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 35 Abs. 3:</p> <p>Sofern Artikel 3 Abs. g dahingehend geändert wird, dass der Import nicht dem Bereitstellen gleichgestellt wird, ist nichts zu ändern. Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 40</p> <p>Sollte Artikel 3 Abs. g unverändert bestehen bleiben, so stelle ich den Antrag Art 35 Abs. 3 Bst. c zu streichen;</p>
Red Vape	2	1	b	<p>Bundesgesetz vom 3. Oktober 2008¹⁷ zum Schutz vor Passivrauchen</p> <p>ES GIBT KEINE RECHTFERTIGUNG, ERWACHSENE MENSCHEN VOR PASSIVDAMPF VON NIKOTINFREIEN ELEKTRONISCHEN ZIGARETTEN ZU SCHÜTZEN. ES HANDELT SICH UM DIESELBEN INHALTSSTOFFE, WELCHE IN DER INDUSTRIE FÜR DIE VERKAUFSANREGENDEN AROMAVERNEBLER EINGESETZT WERDEN.</p> <p>Dazu eine Geschichte von mir als Vater und Händler elektronischer Zigaretten:</p> <p>E-Zigaretten für Kinder – Warum das Sinn macht</p> <p>Zurzeit läuft die Vernehmlassung zum zweiten Vorentwurf des Tabakproduktegesetzes (TabPG) in der Schweiz. Das Parlament hat den Bundesrat beauftragt, die Werbung von Tabakprodukten welche sich hauptsächlich an Minderjährige richtet zu verbieten und das Mindestalter für Tabakprodukte auf 18 Jahre festzulegen. Ausserdem verlangte das Parlament vom Bundesrat, er solle weniger schädliche Produkte wie E-Zigaretten differenziert regulieren. Dieser Auftrag ist zu begrüßen. Das BAG ist von Amtes wegen zusätzlich auch dem Jugendschutz und dem Schutz der Menschen vor unerwarteten Risiken verpflichtet. Der Bundesrat hat diesen Auftrag allerdings zum Anlass genommen, in Zukunft auch nikotinfreie E-Zigaretten und nikotinfreie Nachfüllflüssigkeiten für Minderjährige zu verbieten. Damit überschreitet er die vom Parlament geforderten Massnahmen unverhältnismässig und bewirkt genau das Gegenteil von dem, was das Ziel des TabPG ist: «Den Menschen vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten zu schützen».</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>Papi – bringst du mir eine gute E-Zigarette nach Hause?</p> <p>Vor ungefähr zwei Jahren kam meine 15-jährige Tochter von der Schule nach Hause und fragte mich: «Papi, bringsch mer bitte es guets Dampf he?» Als Vater und Geschäftsführer einer E-Zigaretten Firma guckte ich sie zuerst mit offenem Mund an – und erwiderte: «Gahts no?». Meine Tochter erklärte mir dann, dass viele ihrer Schulfreundinnen Zigaretten oder auch Joints ausprobieren, dass sie das aber nicht tun möchte Das sei auch der Grund warum sie eine nikotinfreie E-Zigarette möchte. Sie erklärte mir, dass sie auf keinen Fall Nikotin konsumieren möchte, weil sie das bisher nie benötigte und es auch nicht will. Sie ermahnte mich allerdings auch, dass die Inhaltsstoffe der Liquide vergleichbar sind mit Lebensmittel oder frischer Luft. Ohne Nikotin sind E-Zigaretten harmloser als die eingeatmete Luft in der Stadt Zürich. Natürlich hatte sie mich damit erwischt. Was wollte ich ihr da entgegnen, zumal sie diese Erklärungen seit Jahren immer wieder im Geschäft gehört hat. Ich brachte ihr also in den folgenden Tagen eine gute E-Zigarette mit ein paar leckeren Nachfüllflüssigkeiten (ohne Nikotin) nach Hause. Die Freude darüber war in den ersten Tagen gross – zugegeben, es sieht auch «cool» aus, so viel Dampf. Mit ihrer besten Freundin hat sie in den folgenden Wochen zwei bis dreimal ein paar Fotos für «Instagram» gemacht und dann wurde das Gerät wieder über Monate nicht mehr gebraucht. Heute – zwei Jahre später liegt das Dampfgerät immer noch meist unbenutzt herum. Das ist aber gut so, denn meine Tochter raucht bis heute keine Zigaretten, sie will das nicht und ebenso hält sie es mit dem Kiffen. Weil bekannt ist, dass Jugendliche in der Phase des erwachsenwerden so oder so Substanzen ausprobieren und Grenzen kennen lernen müssen macht es keinen Sinn, ihnen ein harmloses Produkt (ohne Nikotin) zu verbieten.</p> <p>Wichtig ist es auch zu wissen</p> <p>Die zum Kaufen animierenden Aroma-Vernebler des Detailhandels beinhalten dieselben Stoffe wie in E-Zigaretten ohne Nikotin verdampft werden. Warum beim Einkaufen von den Aroma-Verneblern kein Risiko ausgeht, die Menschen aber sonst im Leben mit der «Gesetzgebung zum Schutz vor Passivrauch» vor etwas Ungefährlichem geschützt werden sollen nur weil es aussieht wie «Rauch», möchte ich im Bezug auf den Gesundheitsschutz und das Gesundheitsrisiko vom BAG gerne erläutern haben. «Philgood», ein langjähriger Erklär-Dampfer machte bereits vor Jahren einen schönen Vergleich mit Rivella. Keinem Parlamentarier käme es in den Sinn das Nationalgetränk «Rivella» zu verbieten nur weil es ähnlich aussieht wie Bier. Keiner käme auf die Idee zu glauben, dass Rivella zum Bier trinken animieren würde. Wieso aber soll eine angenehm duftende nikotinfreie E-Zigarette (denken sie an den Aroma Vernebler) dazu verleiten auf eine übelriechende, stinkige Tabakzigarette umzusteigen? Befällt sie im Migros auch immer die archaische Lust jetzt unbedingt eine Zigarette kaufen zu wollen und sofort Raucher zu werden? Mich auch nicht, nein. Wenn E-Zigaretten ohne Nikotin für Minderjährige verboten werden, steigt die Gefahr, dass diese zur Tabakzigarette greifen, weil die Verfügbarkeit einfacher und grösser ist. Bitte denken sie mal darüber nach.</p> <p>ES IST WICHTIG JUGENDLICHE VOR DEM RAUCHEN ZU SCHÜTZEN</p> <p>Absolut einverstanden bin ich mit der Meinung, dass Jugendliche so weit möglich vor den Gefahren des Rauchens</p>
--	--	--	--

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				<p>geschützt werden müssen.</p> <p>AM EINFACHSTEN GELINGT DAS, WENN JUGENDLICHE GAR NIE MIT RAUCHEN BEGINNEN. JUGENDLICHE, DIE BEREITS RAUCHEN, SOLLTEN MÖGLICHST SCHNELL WIEDER DAMIT AUFHÖREN. STUDIEN ZEIGEN: WER ALS JUGENDLICHER NICHT RAUCHT, FÄNGT ALS ERWACHSENER KAUM MEHR DAMIT AN.</p> <p>Gerade deshalb ist es auch von enormer Wichtigkeit den heranwachsenden dieses Ventil zu lassen, denn die Studien belegen auch, dass dieses «ausprobieren» zum erwachsen werden gehört.</p> <p>Deshalb stelle ich aus gesundheitspolitischen Gründen folgenden Änderungsantrag:</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 2 Abs 1. Bst. b Bundesgesetz vom zum Schutz vor Passivrauchen</p> <p>b. die Verwendung von Tabakprodukten zum Erhitzen sowie nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten nach Artikel 3 Buchstaben c und f TabPG.</p>
Red Vape	10	1	a	<p>Bundesgesetz vom 24. März 2006 über Radio und Fernsehen</p> <p>Die Argumentation entspricht der Selben wie Art 2 Abs 1 Bst. b Bundesgesetz vom zum Schutz vor Passivrauchen</p> <p>b. die Verwendung von Tabakprodukten zum Erhitzen sowie nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten nach Artikel 3 Buchstaben c und f TabPG.</p> <p>Deshalb stelle ich aus gesundheitspolitischen Gründen folgenden Änderungsantrag:</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 10 Abs 1. Bst. a Bundesgesetz über Radio und Fernsehen</p> <p>a. Tabakprodukte und nikotinhaltige elektronische Zigaretten nach Artikel 3 Buchstaben a und f des Tabakproduktegesetzes vom ...</p>
Red Vape				
Red Vape				
Red Vape				
Red Vape				

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Red Vape				
Red Vape				
Red Vape				
Red Vape				
Red Vape				
Red Vape				
Red Vape				
Red Vape				
Red Vape				
Red Vape				
Red Vape				
Red Vape				
Red Vape				
Red Vape				
Red Vape				
Red Vape				
Red Vape				
Red Vape				

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Red Vape				
Red Vape				
Red Vape				
Red Vape				
Red Vape				
Red Vape				
Red Vape				
Red Vape				
Red Vape				
Red Vape				
Red Vape				
Red Vape				
Red Vape				
Red Vape				
Red Vape				
Red Vape				
Red Vape				

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Red Vape				
Red Vape				
Red Vape				
Red Vape				
Red Vape				
Red Vape				
Red Vape				
Red Vape				
Red Vape				
Red Vape				
Red Vape				
Red Vape				
Red Vape				
Red Vape				
Red Vape				
Red Vape				
Red Vape				

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input checked="" type="checkbox"/>	Zustimmung
<input checked="" type="checkbox"/>	Änderungswünsche / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Grundsätzliche Überarbeitung
<input type="checkbox"/>	Ablehnung

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:

1. Dokumentschutz aufheben
2. Zeilen einfügen mit Copy-Paste
3. Dokumentschutz wieder aktivieren

1 Dokumentschutz aufheben

The screenshot shows the Microsoft Word interface with the 'Überprüfen' ribbon selected. The 'Dokumentschutz' button is highlighted in red. The document content shows a table with columns for Name/Firma and Bemerkung/Anregung.

Allgemeine Bemerkungen:	
Name/Firma:	Bemerkung/Anregung:
<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter 'Überprüfen/Dokument schützen' den Schreibschutz aufheben.

Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"):		
Name/Firma:	Kapitel-Nr.:	Bemerkung/Anregung:
<input type="checkbox"/>		
<input type="checkbox"/>		

Schutz aufheben

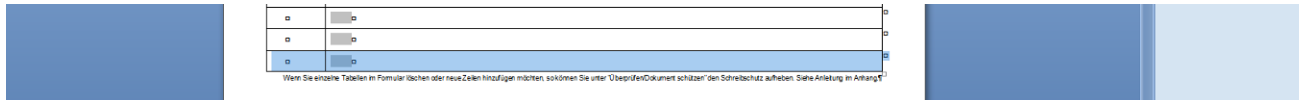
Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

2 Zeilen einfügen

Ganze Zeile mit leeren grauen Feldern markieren (die Zeile wird blau hinterlegt)

Control-C für Kopieren

Control-V für Einfügen



3 Dokumentschutz wieder aktivieren

Vernehmlassungsformular_TabPG_DE [Kompatibilitätsmodus] - Microsoft Word

Start Einfügen Seitenlayout Verweise Sendungen Überprüfen Ansicht Add-Ins

Rechtschreibung Recherchieren Thesaurus Übersetzen Sprache festlegen Wörter zählen

Dokumentprüfung

Neuer Kommentar

Änderungen nachverfolgen

Sprechblasen

Markup anzeigen

Überarbeitungsfenster

Annehmen Ablehnen Weiter

Vergleichen Quelldokumente anzeigen

Dokument schützen

Vernehmlassung Tabakproduktegesetz

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : []

Abkürzung der Firma / Organisation : []

Adresse : []

Kontaktperson : []

Telefon : []

E-Mail : []

Datum : []

Wichtige Hinweise:

- Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen
- Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Extras/Dokumentenschutz aufheben" den Schreibschutz aufheben
- Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden
- Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte als **Word-Dokument** bis am 12. September 2014 an folgende E-Mail Adresse: dm@baq.admin.ch und tabak@baq.admin.ch

1. Formatierungseinschränkungen

2. Bearbeitungseinschränkungen

3. Schutz anwenden

Ja, Schutz jetzt anwenden

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Ohmvapers GmbH

Abkürzung der Firma / Organisation : Ohmvapers

Adresse : Mohren 42; 9411 Reute

Kontaktperson : Remo Bernet

Telefon : 079 241 32 75

E-Mail : r@ohm-vapers.ch

Datum : 20.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	9
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	18
Entwurf Tabakproduktegesetz	21
Unser Fazit	37
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	38

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

Name/Firma	Bemerkung/Anregung
Ohmvapers	<p>Der zweite Vorentwurf zum TabPG berücksichtigt mehrheitlich die vom Parlament geforderten Änderungen. Der neue Entwurf bedeutet eine grosse Verbesserung für den Vertrieb von elektronischen Zigaretten gegenüber dem ersten Vorentwurf, welcher vom Parlament an den Bundesrat zur Überarbeitung zurückgewiesen wurde.</p> <p>Die Motion Humbel (11.3637) «Gesamtschweizerisch einheitliches Abgabalter für Tabakprodukte» verlangt eine landesweite Vereinheitlichung der Altersbeschränkung für die Abgabe von Tabakprodukten in der Schweiz. Im zweiten Vorentwurf zum TabPG wurde vom Bundesrat deshalb vorgeschlagen, die Abgabe von nikotinfreien und nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten an Minderjährige zu verbieten. Das Parlament verlangte ausserdem, dass die Werbung dort zu verbieten ist, wo sich diese hauptsächlich an Minderjährige richtet. Der Bundesrat geht im zweiten Vorentwurf jedoch weit über diese Forderungen hinaus und nimmt den Auftrag offensichtlich zum Anlass, ein totales Werbe- und Abgabeverbot von elektronischen Zigaretten mit oder ohne Nikotin an Minderjährige im Gesetz zu verankern. Er missachtet dabei die vom Parlament geforderte «Differenzierung von Alternativprodukten wie E-Zigaretten und Snus und die spezifische Regelung dieser Produkte, aufgrund der viel geringeren Schädlichkeit im Vergleich zu Tabakprodukten zum Rauchen». Es ist unklar aufgrund welcher wissenschaftlichen Basis der Bundesrat zum Schluss kommt, dass nikotinfreie elektronische Zigaretten für Minderjährige eine Gefahr darstellt. Ohne wissenschaftlichen Belege der Gefährdung von Minderjährigen durch nikotinfreie elektronische Zigaretten ist ein generelles Abgabeverbot nicht verhältnismässig und ein nicht zulässiger Eingriff in die Wirtschaftsfreiheit der Unternehmen. Deshalb ist ein generelles Abgabeverbot von nikotinfreien elektronischen Zigaretten unverhältnismässig.</p> <p>Folglich hat der Bundesrat mit dem zweiten Vorentwurf den Auftrag des Parlaments nur teilweise erfüllt. Das Abgabe- und Werbeverbot nikotinfreier Produkte missachtet den Parlamentswillen «keine zusätzlichen Einschränkungen, Legalisierung des Handels und differenzierte Einstufung von alternativen Produkten» und ist ein Verstoss gegen die Wirtschaftsfreiheit, ohne dass der Gesundheitsschutz oder der Schutz der Minderjährigen es erfordern würde. Zurzeit ist der Verkauf von nikotinfreien elektronischen Zigaretten ohne jegliche Einschränkungen legal.</p> <p>Ansonsten kann man, sofern man von Flüchtigkeitsfehlern absieht, von einem durchaus gelungenen zweiten Vorschlag sprechen. Die Legalisierung des Handels mit Alternativprodukten wie E-Zigaretten und Snus wurde aus der Sicht der Konsumenten, mit der Ausnahme der zu geringen Differenzierung und dem damit verbundenen Abgabeverbot an Minderjährige, gut umgesetzt. Mit der Inkraftsetzung des TabPG, was aber noch Jahre dauern könnte, dürfen volljährige Personen in der Schweiz endlich auch legal nikotinhaltige E-Zigaretten kaufen.</p> <p>Ob der Bundesrat den parlamentarischen Auftrag der spezifischen Regelung für alternative Produkte mit der marginalen Differenzierung genüge getan hat, wird die Diskussion im Parlament zeigen.</p>
Ohmvapers	<p>Ergänzendes Fazit für Konsumenten von elektronischen Zigaretten</p> <p>Für Konsumenten von elektronischen Zigaretten bringt dieses Gesetz fast nur Vorteile. Es ist in Zukunft erlaubt, nikotinhaltige Nachfüllflüssigkeiten</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>und elektronische Zigaretten in der Schweiz zu erwerben. Die Füllmengen-Obergrenze für nikotinhaltige Liquids wird bei 100 ml festgelegt. Von diesem Gesetz nicht betroffen ist der Import für den Eigengebrauch (Achtung, für die Freundin bestellt gilt bereits als Weitergabe und geht über Eigengebrauch hinaus) und nikotinhaltige Liquids, welche für den Eigengebrauch selbst hergestellt werden. Bisher gibt es keine Importbeschränkungen, der Bundesrat könnte nach dem neuen TabPG aber welche erlassen zur Verhinderung eines gewerblichen Imports.</p> <p>Die einzige, spürbare Einschränkung für junge Konsumenten wird sein, dass die Abgabe von elektronischen Zigaretten (mit und ohne Nikotin) an Minderjährige verboten ist.</p>
Ohmvapers	<p>Ergänzendes Fazit für Händler</p> <p>Grundsätzlich können Marktteilnehmer aus der «Dampfer-Branche» aufatmen. Gegenüber dem ersten Vorschlag bergen sich im zweiten Entwurf keine Gefahren mehr, mit welchen die Händler nicht leben könnten. Nichts desto trotz gibt es viele Punkte, bei welchen Verbesserungen möglich und notwendig sind, welche auch begründet werden können.</p> <p>Solange Nachfüllflüssigkeiten und elektronische Zigaretten nicht mit Nikotin verkauft werden, wird die grösste Einschränkung sein, dass Produkte auch ohne Nikotin nicht mehr an Minderjährige verkauft werden dürfen. Das TabPG betrifft, ausgenommen Artikel 17-21, nur nikotinhaltige E-Zigaretten und damit nur einen kleinen Teil der Produkte welche Dampfershops im Sortiment führen. Insbesondere kann mit der klaren Trennung zwischen nikotinhaltigen und nikotinfreien Angeboten, als auch mit DIY Lösungen, von der Differenzierung durch den Bundesrat profitiert werden.</p> <p>Abzulehnen ist Art. 3 Abs. g. Die vom Bundesrat geforderte «Gleichstellung des Imports mit dem Bereitstellen» wäre ein grosser Einschnitt in die Wirtschaftsfreiheit, jedoch glaube ich nicht, dass dieser Absatz so bestehen bleibt.</p> <p>Es bestehen ebenfalls reale Chancen, die vom Bundesrat im zweiten Vorentwurf vorgeschlagenen Einschränkungen im Bereich der Werbung, der Abgabe von nikotinfreien Produkten an Minderjährige und an der Erweiterung des Gesetzes zum Schutz vor Passivrauch zu lockern. Zum einen forderte das Parlament vom Bundesrat eine differenzierte Einstufung der Produkte und keine weiteren Einschränkungen der Werbung. Diese Punkte hat der Bundesrat nur bedingt oder mangelhaft erfüllt. Weil die Werbung wie auch die Abgabe von nikotinfreien elektronischen Zigaretten und Nachfüllflüssigkeiten zurzeit nicht eingeschränkt ist und keine Belege dafür existieren, dass nikotinfrei Produkte die Gesundheit der Menschen gefährden würden, fehlt die Grundlage für ein Werbe- und Abgabeverbot aller E-Zigaretten und verstösst deshalb gegen das Gebot der Wirtschaftsfreiheit gemäss der Bundesverfassung. Einschränkungen sind nur dann zulässig, wenn dies in der Bundesverfassung vorgesehen oder durch kantonales Regalrecht begründete ist.</p> <p>Dass der Kanton Testkäufe durchführen kann liegt in der Natur der Sache. Dagegen ist nichts einzuwenden. Ob davon die nikotinfreien Produkte auch betroffen sein müssen, darf in Frage gestellt werden. Die Diskussion im Parlament wird zeigen, ob die Gleichbehandlung von nikotinfreien und nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten bei der Abgabe und der Werbung so gewünscht ist.</p> <p>Im Artikel 34 schlägt der Bundesrat vor, dass die zuständigen Behörden von Bund und Kantonen die Öffentlichkeit über bekannte oder vermutete Gesundheitsrisiken informiert. Das «vermutete» macht hier natürlich in erster Linie Sorge und sollte auch zur Änderung beantragt werden. Die reine Vermutung reicht nicht aus, um die Bevölkerung vor möglichen, vermuteten Gefahren zu warnen. Es besteht auch kein Grund zur Freude der</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Annahme, der Bund müsste in Zukunft über die Vorteile von elektronischen Zigaretten im Vergleich zu Tabakzigaretten berichten. Das ist ein Irrtum, denn der Gesetzgeber schreibt vor, die Behörden müssen über Gesundheitsrisiken (Risiko ungleich Vorteil) berichten. Weil aber dieses Gesetz «nur für nikotinhaltige elektronische Zigaretten und Nachfüllflüssigkeiten mit Nikotin gilt, dürfen die Behörden auch nicht über «vermutete» gesundheitliche Risiken von nikotinfreien Produkten berichten, solange keine Risiko für die Gesundheit besteht, was sowieso einem Verkaufsverbot gleichkommen würde.</p>
Ohmvapers	<p>Ergänzendes Fazit für Medien mit Gratiszeitungen</p> <p>Das vom Bundesrat vorgeschlagene Werbeverbot von Tabakprodukten und (nikotinfreien) elektronischen Zigaretten in Gratis-Zeitungen und im Internet verstösst gegen die Wirtschaftsfreiheit und wird grosse Einnahmeeinbussen für kostenlose Medienangebote zur Folge haben. Das Parlament hat den ersten Vorentwurf des TabPG zurückgewiesen mit dem Auftrag, beim zweiten Entwurf den Schutz der Kinder und Jugendlichen insbesondere durch die Verankerung des Mindestalters 18 für den Erwerb von Tabakprodukten und das Verbot von speziell an Minderjährige gerichteter Werbung zu verstärken.</p> <p>Damit geht der Vorentwurf des Bundesrats weit über die geforderten Massnahmen des Parlaments hinaus. Der Schutz der Jugendlichen und Kindern wurde für Tabakprodukte verlangt, nicht für elektronische Zigaretten und schon gar nicht für diejenigen ohne Nikotin. Zudem wurde vom Parlament gefordert, speziell an Minderjährige gerichteter Werbung zu verbieten. Gemäss den Mediadaten von 20 Minuten richtet sich zum Beispiel diese Gratiszeitung keines Falls hauptsächlich an Minderjährige, weshalb der Gesetzesvorschlag eine wirtschaftliche Bevorteilung von «kostenpflichtigen Zeitungen und Magazinen» ist, welche gegen die Wirtschaftsfreiheit und gegen die Verhältnismässigkeit verstossen. Es handelt sich dabei um eine Rechtsbevorteilung für «bezahl Zeitungen». Ausserdem bedient sich der Gesetzgeber in der Erläuterung zum zweiten Entwurf des TabPG einem Scheinargument (Seite 23; Erläuterungen zum TabPG), wenn er behauptet, dass die Gratiszeitung 20 Minuten hauptsächlich von Minderjährigen gelesen wird.</p>
Ohmvapers	
Ohmvapers	
Ohmvapers	
Ohmvapers	
Ohmvapers	
Ohmvapers	

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Ohmvapers	
Ohmvapers	
Ohmvapers	
Ohmvapers	
Ohmvapers	
Ohmvapers	
Ohmvapers	
Ohmvapers	
Ohmvapers	
Ohmvapers	
Ohmvapers	
Ohmvapers	
Ohmvapers	
Ohmvapers	
Ohmvapers	
Ohmvapers	
Ohmvapers	
Ohmvapers	
Ohmvapers	

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Ohmvapers	
Ohmvapers	
Ohmvapers	
Ohmvapers	
Ohmvapers	
Ohmvapers	
Ohmvapers	
Ohmvapers	
Ohmvapers	
Ohmvapers	
Ohmvapers	
Ohmvapers	
Ohmvapers	
Ohmvapers	
Ohmvapers	
Ohmvapers	
Ohmvapers	
Ohmvapers	
Ohmvapers	
Ohmvapers	

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Ohmvapers	
-----------	--

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")

Name/Firma	Kapitel-Nr.	Bemerkung/Anregung
Ohmvapers	1.1.2	<p>Seit dem 12. November 2015 verbietet das BLV mit der Allgemeinverfügung BBI. 2015/7788 1 den Verkauf von nikotinhaltigen Liquids für E-Zigaretten in der Schweiz. Die aufschiebende Wirkung wurde entzogen und obwohl der Gesetzgeber vorschreibt beim Entzug der aufschiebenden Wirkung schnellstmöglich (innert 6 Monaten ist die interne Vorgabe) zu urteilen, bewegt sich das BVGer bis heute nicht (Stand heute über 27 Monate Wartezeit mit wirtschaftlich grossen Folgen). Die lange Wartezeit wird mit der Komplexität des Falles durch das BVGer begründet, eine Komplexität welche wir als Beschwerdeführer jeweils in 30 Tagen beantworten mussten.</p> <p>Das Verbot begründete das BAG in der Allgemeinverfügung mit dem fehlenden Jugendschutz (Mindestalter) sowie mit den fehlenden Warnvorschriften und dem nicht bestehenden Werbeverbot wie es für Tabakprodukte gelte. Im Replik zu unserer Beschwerde vor dem BVGer behauptet das BAG ebenso, dass keine Studien existieren und somit der Schutz der Bevölkerung nicht gewährleistet ist. Das wir im Replik vom BLV exakt die Massnahmen gefordert haben, welche nun im zweiten Entwurf zum TabPG umgesetzt werden sollen, sei nur am Rande erwähnt. (Wird lustig für die Begründung vor dem BVGer, wenn ein Produkt heute eine Gefahr für die Bevölkerung darstellt, dass es verboten werden muss, in Zukunft aber ist es völlig ok. Ich bin gespannt).</p> <p>Das BLV behauptet dann vor dem BVGer auch noch dreist im Replik, dass es in einer Verfügung keine Massnahmen erlassen könne, obwohl es selbiges Amt schon getan hat und die Beweismittel von uns beigelegt wurden.</p> <p>Hätte das BLV an Stelle eines Verbots einschlägige Massnahmen wie Altersbeschränkung, kindersichere Verschlüsse, Warnhinweise und idealerweise auch eine Qualitätskontrolle in der Verfügung erlassen, dann wären E-Liquids in der Schweiz schon lange sicher für die Bevölkerung. Leider bewirkt die Allgemeinverfügung des BLV vom 12. November 2015 das Gegenteil</p> <p>Zum Verständnis für Leser ohne Fachkenntnisse über E-Zigaretten: E-Zigaretten mit Nikotin sind seit über 10 Jahren auf dem Markt erhältlich und werden von über XXX Millionen Konsumenten genutzt, ohne einen Todesfall 3. Es existieren über 2000 Studien zu E-Zigaretten und Liquids. Jeder halbwegs nicht bestochene Wissenschaftler wird die toxischen Unterschiede zwischen einer E-Zigarette und einem Tabakprodukt erläutern können, so dass es jeder Schüler versteht.</p> <p>In England empfiehlt der Staat den Rauchern auf E-Zigaretten umzusteigen, jedoch ist in England die Krankenkasse staatlich und somit profitiert der Staat direkt von tieferen Kosten. Bei uns in der Schweiz trägt diese der Bürger mit teureren Krankenkassenprämien und Produkten / Dienstleistungen. Jährlich über 5 Mia Folgekosten für das Schweizer Volk.</p> <p>Jetzt wird es grotesk</p> <p>Vor knapp zwei Jahren, kurz nach der Allgemeinverfügung des BLV hat zuerst Philip Morris S.A. das HNB-Produkt «IQOS» gefolgt</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

		<p>von British American Tobacco mit dem Produkt «Glo» den Start ihrer neuen HNB-Produktreihe gewagt. Dazu ist wichtig zu wissen, dass beide Produkte (IQOS/Glo) auf demselben Prinzip aufgebaut sind. Die Geräte sind dreiteilig und bestehen aus einem Akku, einer Heizeinheit und einem Depot gefüllt mit einem Tabakprodukt. Sie unterscheiden sich dahingehend, dass bei der «IQOS» ein Heizelement direkt ins Tabakdepot gesteckt und erhitzt wird und so den «Dampf» 2 erzeugt und bei der «Glo» wird das Tabak-Depot (Tabak-Stick) von aussen erhitzt. Sie unterscheiden sich nur in der Art wie das Heizelement technisch verbaut ist.</p> <p>Ganz anders funktioniert das Produkt «Ploom», welches das dritte HNB-Produkt eines Tabakgiganten auf dem Markt ist. Die Ploom besteht aus einem Akku, einer «Patrone» welche ein Propylenglycol und Glycerin Gemisch beinhaltet (Anm. dieselben Inhaltsstoffe wie E-Zigaretten ohne Nikotin), welches vom Benutzer durch eine Tabakkapsel gezogen wird, in welcher das Nikotin freigesetzt wird. Einfach formuliert ist es ein Hybrid-Gerät, welches Dampf durch eine Kapsel mit Tabakgranulat zieht und dabei Nikotin (und wer weiss was sonst noch, die Meinungen der Wissenschaft sind different) freisetzt. Soweit wäre nichts zu beanstanden – könnte man denken.</p> <p>Nun ist es so, dass von E-Zigaretten immer wieder Langzeitstudien verlangt werden und das Verlangen mit dem Scheinargument des Jugendschutzes und dem Schutz der Bevölkerung gerechtfertigt wird. Obwohl E-Zigaretten seit über 10 Jahren existieren und die vom BAG als nötig empfundenen Massnahmen in der Verfügung hätten erlassen werden können, bleiben sie im Gegensatz zu den HNB-Geräten, illegal für den Handel.</p> <p>Für die HNB-Produkte ist die Schweiz für alle drei Konzerne (PMI, BAT, JTI) ein Testmarkt.</p> <p>Unter der jetzigen Gesetzgebung werden die Produkte, welche für den Weltmarkt bestimmt sind, je nach Kanton an 0/16 und 18-Jährige verkauft oder wie es die Konzerne sagen, getestet.</p> <p>Für grosse Tabakkonzerne und für das BAG ist die Schweizer Jugend scheinbar gut genug als Test-Mensch hinzuhalten, während man gleichzeitig bei E-Zigaretten ein übertriebenes Risiko konstruiert, welches sogar mit Massnahmen zu regulieren wäre.</p> <p>Ric: Während mein Opa noch immer kein nikotinhaltiges Liquid kaufen darf kann meine Tochter am Kiosk wahlweise Zigaretten und HNB-Produkte kaufen oder sich gar prostituieren. Juristisch in der Schweiz voll korrekt. Habt ihr echt noch alle Latten am Zaun in Bern?</p> <p>Diverse Verstösse gegen die TabV</p> <p>Aufgrund der aktuellen Einstufung von Tabakprodukten und Lebensmitteln (heutige Gesetzeslage seit nLMG und bis TabPG im Jahr 2022/2028) dürfte das Produkt Ploom so aktuell gar nicht auf dem Markt zugelassen sein.</p> <p>Art. 1 (TabV) Tabakerzeugnis: Erzeugnis, das ganz oder teilweise aus Tabak besteht und insbesondere zum Rauchen (Zigarren, Zigaretten und ähnliche Erzeugnisse sowie Schnitt- und Rollentabak), Schnupfen, Lutschen oder Kauen bestimmt ist.</p>
--	--	--

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

		<p>Weil die Ploom-Tech aber nicht zum Rauchen und ebenso wenig zum Schnupfen, Lutschen oder Kauen bestimmt ist, sondern gemäss Ploom-Tech klar zum DAMPFEN bestimmt ist, ist die Zuordnung in der TabV zu bestreiten und infolge der zu gewährenden Gleichbehandlung ähnlich wie ein Dampfgerät (ugs. E-Zigarette) einzustufen. Es ist gemäss TabV nicht zugelassen.</p> <p>ZITAT WEBSITE PLOOM-TECH (WWW.PLOOM.CH): «DIE PLOOM TABAKKAPSELN ENTHALTEN EIGENTLICHEN (D.H. ECHTEN) TABAK. DIE SPEZIELL KONZIPIERTE TABAKKAPSEL IST EIN TABAKPRODUKT UND ENTHÄLT WIE ALLE TABAKPRODUKTE NIKOTIN, DAS MIT ABHÄNGIGKEIT VERBUNDEN WIRD.»</p> <p>Weil die Ploom-Tech kein Tabakerzeugnis ist und ein Lebensmittel auch nicht sein kann (weil ein Lebensmittel kein Nikotin enthalten darf), ist es ein Gebrauchsgegenstand. Für eine Einstufung als Gebrauchsgegenstand spricht ebenso, dass die «Tabak-Kapsel» und das «Liquid-Depot» nur zusammen mit dem Gerät PLOOM-TECH als Einheit dem dafür vorhergesehenen Verwendungszweck (dem Verdampfen von Liquid welches anschliessend durch ein Tabak / Nikotingranulat gezogen wird um inhaliert zu werden), zugeführt werden kann. Bei den E-Zigaretten wird dadurch die kuriose Einstufung von Liquids als Gebrauchsgegenstand mit Schleimhautkontakt durch das BLV, (meiner Meinung nach falsche Einstufung im LMG) gerechtfertigt.</p> <p>Wenn die Produkte «gleichbehandelt» werden würden, ist Ploom-Tech und die Kapseln ein Gebrauchsgegenstand mit Schleimhautkontakt und darf kein Nikotin enthalten.</p> <p>Im Art. 5 (TabV) über verbotene Erzeugnisse heisst es: Abs. 1: Tabakerzeugnisse zum oralen Gebrauch dürfen weder eingeführt noch abgegeben werden</p> <p>Abs. 2: Als Tabakerzeugnisse zum oralen Gebrauch gelten Erzeugnisse in Form eines Pulvers oder eines feinkörnigen Granulats oder einer Kombination dieser Formen, insbesondere in Portionenbeuteln oder porösen Beuteln oder in anderer Form. Ausgenommen sind Erzeugnisse, die zum Rauchen oder Kauen bestimmt sind.</p> <p>Beides trifft auf die Ploom-Tech zu. Es handelt sich um ein Tabakgranulat in Portionen und geht nicht unter die Ausnahmen, weil es dampft und nicht raucht und auch nicht zum Kauen bestimmt ist.</p> <p>Über weitere daraus folgende Verstösse gegen Art. 12 (TabV) Warnhinweise und Art. 17 Täuschungsschutz und Art 18 will ich mich jetzt hier gar nicht erst auslassen.</p> <p>Beweismittel für die Ungleichbehandlung: Zitat aus dem Replik des BLV zur Beschwerdensache C7997/2015 vor dem BVGer (Nikotin Verbot in E-Zigaretten)</p> <p>Weil es sich aber um eine offensichtliche, willkürliche Ungleichbehandlung durch Bevorteilung der Tabakindustrie durch den Bund handelt, habe ich das Kantonslabor Genf am 6.9.2017 eingeschrieben über den Sachverhalt informiert (Einschreiben) und wen wundert es, bis heute keine Antwort erhalten. Natürlich ist das KLGE mir von Amtswegen keiner Antwort verpflichtet, doch die</p>
--	--	--

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

		<p>amtlichen Gepflogenheiten würden es gebieten, sagt der klassische Beamte und wird den Mitarbeitern so gelehrt.</p> <p>Ihr könnt euch vielleicht vorstellen, dass ich nach 2.5 Jahren BVGer Prozess und unzähligen Ausreden keine Lust auf «keine Antwort» hatte und darum habe dem Herrn Anderegg vom BAG (Stabsleiter EDI) über den Sachverhalt (Einschreiben, Ploom) informiert.</p> <p>Hier die Korrespondenz dazu. Bitte anschnallen und den Liquid-Tank vorher befüllen. Anrede und Grussformeln habe ich weggelassen. Der Rest sind Zitate.</p> <p>PS: Verzeiht mir die folgenden Schreibfehler, ich war ein bisschen aufgeregt und zudem schreiben wir so oft, dass es manchmal von meiner Seite aus – aber offensichtlich auch seitens des BAG – nicht immer die amtliche Formalität benötigt.</p> <p>Original Korrespondenz mit dem BAG</p> <p>E-Smoking.ch: Da wir in Sachen Nikotin schon mehrfach miteinander kommuniziert haben, versteht sich, dass meine Anfrage in diesem Zusammenhang zu würdigen ist.</p> <p>Letzte Woche habe ich das Kantonslabor Genf per Einschreiben über diverse Gesetzesverstösse durch JT International mit dem Produkt «Ploom-Tech» informiert. (Sie haben das Schreiben per Email erhalten und ist sicherheitshalber in diesem Email nochmals angehängt) Geschehen ist bis heute nichts, wie bedenklich das in Anbetracht unseres Streites vor BVGer ist, muss ich gar nicht erläutern und wissen Sie selbst – oder?</p> <p>Auch wenn ich weiss, dass mir das Kantonslabor Genf keiner Antwort verpflichtet ist, wissen wir beide ebenso, dass die Damen und Herren für die Umsetzung des Gesetzes zuständig sind. Am mangelnder Kenntnis fehlt es auch nicht mehr. Weil aber offensichtlich bis heute kein Verkaufsverbot oder sonst irgendwelche Reaktionen aus Genf zu verspüren sind, wollte ich nachfragen ob es wirklich sein muss, dass ich eine offizielle Aufsichtsbeschwerde durch die Kanzlei erstellen lasse? Echt jetzt? Ich weiss es und sie wissen es auch – ich werde auch diesen Schritt tun.</p> <p>Ein kurzes Feedback würde mich sehr freuen.</p> <p>M. ANDEREGG (BAG): HIER MEINE KURZE RÜCKMELDUNG.</p> <p>AUS MEINER SICHT SIND PRODUKTE MIT TABAKBLATTSTÜCKEN ERLAUBTE TABAKPRODUKTE.</p> <p>E-Smoking.ch: Vielen Dank fürs Feedback. Wie um Himmelswillen wollen sie das begründen? Müssen sie ja zum Glück nicht. Ich werde die ganzen Unterlagen der Kanzlei übergeben (Aufsichtsbeschwerde und was sonst möglich ist) und die Medienanfragen mit Freude beantworten.</p> <p>M. ANDEREGG (BAG): NUN ICH LESE EINFACH DIE DEFINITION IN DER TABAKVERORDNUNG. IST TABAK DRIN, IST ES EIN TABAKPRODUKT. ABER ICH DENKE SIE WERDEN VON DEN ZUSTÄNDIGEN VOLLZUGSBEHÖRDEN HÖREN.</p>
--	--	--

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

		<p>E-Smoking.ch: Da steht aber ebenso in der TabV: Art. 2 – Begriffe – Bedeutung: Bst. d. Tabakerzeugnis: Erzeugnis, das ganz oder teilweise aus Tabak besteht und insbesondere zum Rauchen (Zigarren, Zigaretten und ähnliche Erzeugnisse sowie Schnitt- und Rollentabak), Schnupfen, Lutschen oder Kauen bestimmt ist.</p> <p>Weil die Ploom aber nicht zum RAUCHEN und ebensowenig zum SCHNUPFEN, LUTSCHEN oder KAUEM bestimmt ist, sondern gemäss PLOOM klar zum DAMPFEN, ist die Zuordnung zu bestreiten und eher einem Dampfgerät, als einem Tabakerzeugnis einzustufen.</p> <p>TabV – Art. 5 Verbotene Erzeugnisse Tabakerzeugnisse zum oralen Gebrauch dürfen weder eingeführt noch abgegeben werden.</p> <p>Als Tabakerzeugnisse zum oralen Gebrauch gelten Erzeugnisse in Form eines Pulvers oder eines feinkörnigen GRANULATS oder einer Kombination dieser Formen, insbesondere in Portionenbeuteln oder porösen Beuteln oder in anderer Form. Ausgenommen sind Erzeugnisse, die zum Rauchen oder Kauen bestimmt sind.</p> <p>Das trifft doch auf die Ploom-Tech zu. Ist ein Tabakgranulat (Gemäss Definition von J T selbst) in Portionen und geht nicht unter die Ausnahmen, weil es DAMPFT und NICHT RAUCHT oder zum KAUEM BESTIMMT ist.</p> <p>Selbst als Tabakerzeugnis so nicht verkehrsfähig nach geltender TabV und LMG.</p> <p>Ich wünsche Ihnen trotzdem ein schönes Wochenende.</p> <p>M. ANDEREGG (BAG): NUN DIE KONSUMFORMEN SIND KEINE ABSCHLIESSENDE LISTE. BITTE BEACHTEN SIE DAS WORT INSBESONDERE. D.H. ES KANN AUCH ANDERE FORMEN GEBEN.</p> <p>MIT TABAKPRODUKTEN ZUM ORALEM GEBRAUCH IST SNUS GEMEINT, PLOOMTECH DÜRFTE KAUM DARUNTER FALLEN, SELBST WENN SIE NATÜRLICH RECHT HABEN, DASS PLOOM AUCH EIN GRANULAT IST. ZUR ZEIT ALS DIESE DEFINITION ERLASSEN WURDE, GAB ES NOCH GAR KEINE E-ZIGARETTEN. ABER LETZTLICH IST ES IHNM ÜBERLASSEN, WIE SIE HIER VORGEHEN MÖCHTEN.</p> <p>DA KOMMT MAN SICH DOCH GELINDE GESAGT VERARSCHT VOR. IST DAS NOCH GESETZESMÄSSIG ODER BEREITS MAFIA?</p> <p>Wisst ihr was das BAG oder das Kantonslabor Genf bis heute in dieser Angelegenheit unternommen haben? Nichts, maximal dafür geschaut, dass es keinen Wirbel macht. Keine weiteren Reaktionen JTI bewirbt Ploom kräftig im Internet oder an Kiosken. Keine Langzeitstudien, kein Jugendschutz – dem BAG scheint das alles egal zu sein, wenn die Tabaksteuern fließen. Bei E-Zigaretten ist der Massstab dann doch ganz anders.</p> <p>Die Folgen sind erschütternd</p> <p>Gemäss dem BAG sterben in der Schweiz 9500 Menschen vorzeitig an den Folgen des Rauchens. Die Behandlungskosten für durch den Tabakkonsum verursachte Krankheiten belaufen sich in diesem Land jährlich auf 1,7 Milliarden Franken, dazu kommen</p>
--	--	--

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

		<p>Erwerbsausfallskosten von 3,9 Milliarden Franken. Trotzdem scheint das BAG alles dafür zu unternehmen, die Verkehrsfähigkeit eines alternativen Produkts, das diese Kosten und vor allem das Leiden der Betroffenen erwiesenermassen senken würde, hinauszuzögern und mit unlauteren, unverhältnismässigen Mitteln die Tabakindustrie zu begünstigen. Wer sich dann noch vor Augen hält, dass die AHV jährlich 2.1 Mia Einnahmen durch die Tabaksteuer verzeichnet und die Raucher statistisch (immer gemäss dem selben BAG) 14 Jahre früher sterben und somit weniger lang AHV beziehen ist zwangsläufig den Gedanken ausgesetzt, was das bitte mit Jugendschutz, dem Schutz der Bevölkerung der Wirtschaftsfreiheit, der Gleichbehandlung und dem Postauto zu tun hat. Es erinnert mich halt doch wieder an eine Bananen-Republik oder an Sizilien.</p>
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"		
Name/Firma	Art.	Bemerkung/Anregung
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		
Ohmvapers		

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Entwurf Tabakproduktegesetz

Name/Firma	Art.	Abs.	Bst.	Bemerkung/Anregung
Ohmvapers	3		a	<p>Die Formulierung «Produkt, das aus Blattstücken besteht» ist rechtsunsicher und macht den Verkauf von Schnupftabak möglicherweise illegal. Der Artikel verstösst gegen das Verhältnismässigkeitsprinzip (BV, Art. 5), er schränkt die Grundrechte der Schweizer Firmen unverhältnismässig ein ohne dass ein öffentliches Interesse oder der Schutz der Bevölkerung es erfordern würden (Art 36 Abs 2 BV). und missachtet die Wirtschaftsfreiheit (Art 94 Abs. 1-4 BV), weshalb er abzuändern ist. Damit ein Produkt die Anforderung «das aus Blattstücken besteht» erfüllt, muss die Blattstruktur noch erkennbar sein. Ist die Struktur komplett aufgelöst, so wie es bei Schnupftabak (pulverisiert) der Fall ist, handelt es sich dabei vielmehr um «gemahlene Tabakblätter» was folglich zu einem Verbot von Schnupftabak führt. Nach Buchstabe «d» kann Schnupftabak auch nicht eingestuft werden, denn Schnupftabak wird mit der Nasenschleimhaut aufgenommen. Ausser unter der Annahme, dass auch der Schnupftabak via Rachen mit der Mundschleimhaut in Kontakt kommt. Um einer möglichen Rechtsunsicherheit vorzubeugen, ist es erforderlich, eine genaue Definition zu wählen. Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.1 RD 28.02.2018 11</p> <p>Änderungsvorschlag für Art 3 Abs. a:</p> <p>a. Tabakprodukt: Produkt, das aus Teilen der Pflanzen der Gattung Nicotiana (Tabak) besteht oder solche enthält und zum Rauchen, Erhitzen, Schnupfen oder oralen Gebrauch bestimmt ist sowie pflanzliche Rauchprodukte nach Buchstabe e;</p>
Ohmvapers	3		g	<p>Wird die Einfuhr dem Bereitstellen auf dem Markt gleichgestellt, dann wird die Selbstkontrolle der Importeure verunmöglicht (Produkte die nicht der Qualitätsanforderung entsprechen können im Rahmen der Selbstkontrolle nicht zum Verkauf freigegeben werden) und eine Kennzeichnung durch den Importeur verhindert. Es ist nicht ersichtlich, warum bereits bei der Einfuhr alle Anforderungen dieses Gesetzes, inklusive der Kennzeichnung, bereits eingehalten werden sollte, ohne dass die Produkte in dieser Form an die Konsumentenschaft abgegeben wird. Bei dieser Gleichstellung handelt es sich um eine Benachteiligung des Schweizer Gewerbes mit einem unnötigen Verbot.</p> <p>Dieser Artikel verstösst gegen das Verhältnismässigkeitsprinzip (BV, Art. 5), er schränkt die Grundrechte der Schweizer Firmen unverhältnismässig ein ohne dass ein öffentliches Interesse Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 13</p> <p>oder der Schutz der Bevölkerung es erfordern würden (Art 36 Abs 2 BV). und missachtet die Wirtschaftsfreiheit (Art 94</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				<p>Abs. 1-4 BV). Ebenso missachtet der Gesetzgeber den Parlamentswillen, welcher die Legalisierung des Marktes fordert. Der «Import» darf nicht dem «Bereitstellen» gleichgesetzt werden.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 3 Abs. g:</p> <p style="padding-left: 40px;">g. Bereitstellen auf dem Markt: das Bereithalten und das Anbieten eines Produkts oder eines Geräts im Hinblick auf die entgeltliche oder unentgeltliche Abgabe an die Konsumentinnen und Konsumenten und die Abgabe dieses Produkts oder dieses Geräts;</p>
Ohmvapers	5	2	a	<p>Ohne weitere gesetzliche Anforderung an die «hohe Reinheit», schafft dieser Grundsatz Rechtsunsicherheit ohne, dass es für den Schutz der Bevölkerung notwendig ist. Es wird im Art. 5 Abs. 1 Bst. a bereits geregelt, dass ein Produkt die Gesundheit nicht gefährden darf. Deshalb ist Bst. a. unnötig.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 5 Abs. 2:</p> <p>Den Art. 5; Abs. 2 Bst. a. «Sie muss von hoher Reinheit sein.» ersatzlos streichen.</p>
Ohmvapers	6	1		<p>Die Liste Anhang 1 «Verbotene Zutaten» ist zu beanstanden, weil bei den verbotenen Zutaten keine Tolleranzwerte angegeben sind. Eine Nulltoleranz ist analytisch unmöglich. Je nach Nachweissgrenze des analytischen Verfahrens ist eine Substanz möglicherweise noch messbar oder bereits unmessbar. Die analytische Nachweissgrenze muss festgelegt werden.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 6 Abs. 1:</p> <p>Antrag: Die verbotenen Substanzen nach Anhang 1 dürfen im Produkte nicht nachweisbar sein bei einer Nachweissgrenze von 0.01 mg/kg.;</p>
Ohmvapers	8	1		<p>Der Importeur hat keine Möglichkeit nikotinhalige Nachfüllflüssigkeiten in Grossmengen zu beziehen und selber abzufüllen. (siehe Art. 3 Abs. g)</p> <p>Antrag für Art. 8 Abs. 1:</p> <p>Antrag auf Anpassung Artikel 3 Abs. g. (Der «Import» darf nicht dem «Bereitstellen» gleichgesetzt werden.);</p>
Ohmvapers	8	2		<p>Die Begriffe «Kartuschen von elektronischen Einwegzigaretten» «Einwegkartuschen» wurden in Art. 3 nicht eingeführt. Es sind nur die Begriffe «elektronische Zigarette» und verschiedene Tabakprodukte eingeführt, daher ist deren Auslegung unklar.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 8 Abs. 2:</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				Die Begriffe sind in Art. 3 zu definieren;
Ohmvapers	9	1	c	<p>Der Buchstabe «c» bezieht sich auf sich selbst und ist falsch. Es ist davon auszugehen, dass sich dieser Buchstabe auf «b» beziehen sollte. Das ist aber auch falsch, weil Buchstabe «b» die «Firmenbezeichnung» und nicht das «Produktionsland» verlangt. In der Firmenbezeichnung muss die Firma mit der zugehörigen Adresse und nicht das Produktionsland angegeben werden.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 9 Abs. 1 Bst. c: c.) das Produktionsland;</p>
Ohmvapers	9	2		<p>Es wäre zu begrüssen, wenn die Angabe für den Nikotingehalt auf den Verpackungen für Nachfüllflüssigkeiten konkretisiert wird, in welcher Einheit dieser angegeben werden muss. Ohne exakte Regelung darf jeder selber wählen, ob diese Angabe in %, in mg/ml oder in mg/Füllmenge angegeben wird. Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 18</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 9 Abs. 2: 2 Auf jeder Verpackung von nikotinhaltigen Nachfüllflüssigkeiten ist der Nikotingehalt in mg/ml auszuweisen.;</p>
Ohmvapers	11	1		<p>Die Formulierung Art. 11 Abs. 1 ist nicht eindeutig. Es ist unklar, ob sich «Produkte» nur auf Tabakprodukte zum Rauchen bezieht oder auf alle Produkte, die in den Geltungsbereich des Gesetzes fallen. Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 19</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 11 Abs. 1: 1 Die folgenden Angaben sind auf Tabakprodukten zum Rauchen oder auf deren Verpackung verboten;</p>
Ohmvapers	11	1	a	<p>Die Auslobungen «ökologisch», «natürlich» und «ohne Zusatzstoffe» sind Angaben, die sich nicht auf die Schädlichkeit des Produktes beziehen und erwecken nicht den Eindruck, dass ein bestimmtes Produkt weniger schädlich sei als andere. Warum sollte ein Produkt ohne Zusatzstoffe weniger schädlich sein – die Zusatzstoffe sind in den zugelassenen Konzentrationen toxikologisch völlig unbedenklich.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 11 Abs. 1 Bst. a: a. Angaben, Marken und figurative Zeichen, die den Eindruck erwecken, dass ein bestimmtes Produkt weniger schädlich</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				sei als andere, wie «leicht», «mild»;
Ohmvapers	15	1	c	<p>Buchstabe c ist unklar formuliert. Es sollte heissen «über einen Mechanismus für eine auslauffreie Nachfüllung verfügen». Des Weiteren müssen die Anforderungen – wenn gewollt Analog des Durchführungsbeschlusses (EU) 2016/586 der Kommission zu den technischen Normen für den Nachfüllmechanismus elektronischer Zigaretten klar definiert werden. Allerdings stellt sich hier die Frage der Verhältnismässigkeit, denn nur wenn bei einem Verschütten ein Risiko für die Gesundheit (durch dermale Aufnahme) besteht, ist diese Massnahme gemäss Art. 1 gerechtfertigt.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 15 Abs. 1 Bst. c:</p> <p>c. Weil es die Sicherheit nicht erfordert und die Verhältnismässigkeit nicht eingehalten wäre, ist der Bst. c von Art. 15 zu streichen. Sollte von einer Streichung abgesehen werden, so ist der Art. 15 Bst. c dem Durchführungsbeschluss (EU) 2016/586 anzupassen;</p>
Ohmvapers	11	1	a	<p>Buchstabe b ist unklar; es wäre hilfreich den konkreten Warnhinweis im Gesetz festzuschreiben. Buchstaben c, d, e und f können dem Produkt den Anschein erwecken, dass es sich um ein Heilmittel handelt. Darum sind diese Pflichtangaben im Widerspruch zu Art. 4. Das Suchtpotential gemäss Buchstabe f ist bereits in Art. 13 Bst. c abgedeckt. Des Weiteren müssten hier die anzugebenden Punkte genauer definiert werden. Wie wird zum Beispiel ein Suchtpotential oder die Toxizität angegeben?</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 11 Abs. 1 Bst. a:</p> <p>1 Jede Verpackung von nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten und von Tabakprodukten zum Erhitzen muss eine Produktinformation mit den folgenden Angaben enthalten:</p> <p>a. Gebrauchs- und Aufbewahrungsanweisungen für das Produkt; b. den Hinweis, dass das Produkt nicht für den Gebrauch durch Minderjährige und Nichtraucher empfohlen wird; c. Kontaktangaben des Herstellers oder Importeurs.</p>
Ohmvapers	16	1		<p>Buchstabe b ist unklar; es wäre hilfreich den konkreten Warnhinweis im Gesetz festzuschreiben. Buchstaben c, d, e und f können dem Produkt den Anschein erwecken, dass es sich um ein Heilmittel handelt. Darum sind diese Pflichtangaben im Widerspruch zu Art. 4. Das Suchtpotential gemäss Buchstabe f ist bereits in Art. 13 Bst. c abgedeckt. Des Weiteren müssten hier die anzugebenden Punkte genauer definiert werden. Wie wird zum Beispiel ein Suchtpotential oder die Toxizität angegeben?</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 11 Abs. 1 Bst. a:</p> <p>1 Jede Verpackung von nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten und von Tabakprodukten zum Erhitzen muss eine Produktinformation mit den folgenden Angaben enthalten:</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				a. Gebrauchs- und Aufbewahrungsanweisungen für das Produkt; b. den Hinweis, dass das Produkt nicht für den Gebrauch durch Minderjährige und Nichtraucher empfohlen wird; c. Kontaktangaben des Herstellers oder Importeurs.
Ohmvapers	17	2	a	<p>Art. 17 Absatz 2 ist ein Verstoss gegen die Wirtschaftsfreiheit gemäss -Art. 94 der Bundesverfassung. Die bezahlten Zeitungen werden im Wettbewerb gegenüber den Gratis-Zeitungen bzw. den Internetanbietern bevorzugt. Damit richtet sich die Massnahme gegen den Wettbewerb. Dies ist nur zulässig, wenn dies in der Bundesverfassung vorgesehen oder durch kantonales Regalrecht begründete ist. Es ist auch nicht nachvollziehbar, warum vom Grundsatz «nicht speziell an Minderjährige gerichtet» willkürlich bei gewissen Informationskanälen abgewichen wird. Dies entspricht nicht dem Auftrag des Parlaments, welcher den Bundesrat beauftragt, den Kinder- und Jugendschutz mit dem Verbot von speziell an Minderjährige gerichteter Werbung zu stärken und auf die vorgeschlagenen Einschränkungen der Werbung, der Verkaufsförderung und des Sponsorings zu verzichten.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 17 Abs. 2 Bst. a: in Zeitungen, Zeitschriften und anderen Publikationen, die sich speziell an Minderjährige richten;</p>
Ohmvapers	17	2	b	<p>Art. 17 Absatz 2 ist ein Verstoss gegen die Wirtschaftsfreiheit gemäss -Art. 94 der Bundesverfassung. Die Internetseiten mit registrierten Benutzern werden im Wettbewerb gegenüber den Internetanbietern ohne Registrierung bevorzugt, auch wenn sich deren Angebot nicht speziell an Minderjährige richtet. Damit richtet sich die Massnahme gegen den Wettbewerb. Dies ist nur zulässig, wenn dies in der Bundesverfassung vorgesehen oder durch kantonales Regalrecht begründete ist. Es ist auch nicht nachvollziehbar, warum vom Grundsatz «nicht speziell an Minderjährige gerichtet» willkürlich bei gewissen Informationskanälen abgewichen wird. Dies entspricht nicht dem Auftrag des Parlaments, welcher den Bundesrat beauftragt, den Kinder- und Jugendschutz mit dem Verbot von speziell an Minderjährige gerichteter Werbung zu stärken und auf die vorgeschlagenen Einschränkungen der Werbung, der Verkaufsförderung und des Sponsorings zu verzichten.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 17 Abs. 2 Bst. b: b. im Internet auf: 1. Internetseiten, die sich speziell an Minderjährige richten, Den Absatz 2 folglich bitte ersatzlos streichen; c. in Verkaufsstellen, wenn sich die Werbung: 1. direkt neben Bonbons, Kaugummis und Süssigkeiten befindet; 2. in einer Höhe von weniger als 1,20 m befindet. 3 Werbung für Tabakprodukte und für nikotinhaltige oder nikotinfreie elektronische Zigaretten sowie für Gegenstände, die eine funktionale Einheit mit einem Tabakprodukt bilden, in Radio und Fernsehen ist gemäss den Bestimmungen des</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				Bundesgesetzes vom 24. März 2006/7 über Radio und Fernsehen verboten.
Ohmvapers	18	1		<p>In Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe a und in Art. 13 sind keine Warnhinweise für nikotinfreie elektronische Zigaretten vorgesehen. Daher sind diese aus dem Artikel zu streichen.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 18 Abs. 1:</p> <p>1 Werbung für Tabakprodukte und für nikotinhaltige elektronische Zigaretten sowie für Gegenstände, die eine funktionale Einheit mit einem Tabakprodukt bilden, muss mit einem Warnhinweis nach Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe a oder nach Artikel 13 versehen sein;</p>
Ohmvapers	20	1		<p>Es ist unklar aufgrund welcher wissenschaftlicheren Basis die nikotinfreie elektronische Zigarette für Minderjährige eine Gefahr darstellt. Ohne wissenschaftlichen Belege der Gefährdung von Minderjährigen durch nikotinfreie elektronische Zigaretten ist ein generelles Abgabeverbot nicht verhältnismässig, gewährt die Grundrechte (Art. 36 Abs. 2 BV) nicht und schränkt die Wirtschaftsfreiheit (Art 94 Abs. 1-4 BV) unangemessen ein. Ein generelles Verkaufsverbot von nikotinfreien elektronischen Zigaretten zwingt die Minderjährigen andere, weitaus schädlichere Produkte zu konsumieren.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 20 Abs. 1:</p> <p>1 Die Abgabe von Tabakprodukten und von nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten an Minderjährige ist verboten;</p>
Ohmvapers	20	3		<p>(Dito Art. 3 Abs. 1) Es ist unklar aufgrund welcher wissenschaftlichen Basis die nikotinfreie elektronische Zigarette für Minderjährige eine Gefahr darstellt. Ohne wissenschaftlichen Belege der Gefährdung von Minderjährigen durch nikotinfreie elektronische Zigaretten ist ein Abgabeverbot nicht verhältnismässig, gewährt die Grundrechte (Art. 36 Abs. 2 BV) nicht und schränkt die Wirtschaftsfreiheit (Art 94 Abs. 1-4 BV) unangemessen ein.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 20 Abs. 3:</p> <p>3 Tabakprodukte und nikotinhaltige elektronische Zigaretten dürfen nur dann in Automaten verkauft werden, wenn diese für Minderjährige nicht zugänglich sind;</p>
Ohmvapers	21	1		<p>Natürlich muss der Kanton im Auftrag des Bundes die gesetzlichen Vorgaben überwachen. Weil jedoch ein Verkaufsverbot von nikotinfreien elektronischen Zigaretten an Minderjährige unverhältnismässig ist und die in der Bundesverfassung gewährten Grundrechte (Art. 36 Abs. 2 BV) wie auch die garantierte Wirtschaftsfreiheit (Art. 94 Abs. 1-4 BV) nicht gewährt, ist der Artikel 21 abzuändern. (Siehe Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 28</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				<p>dazu auch: Art. 20 Abs. 1 und Art 20. Abs. 3) Dem Auftrag des Parlaments, «Verankerung des Mindestalters 18 für den Erwerb von Tabakprodukten, Schaffung einer rechtlichen Grundlage für Testkäufe sowie Verbot von speziell an Minderjährige gerichteter Werbung» wird damit zu wenig Rechnung getragen. Es ist unklar aufgrund welcher wissenschaftlichen Basis die nikotinfreie elektronische Zigarette für Minderjährige eine Gefahr darstellt. Ohne wissenschaftlichen Belege der Gefährdung von Minderjährigen durch nikotinfreie elektronische Zigaretten ist ein Abgabeverbot nicht verhältnismässig, weshalb nikotinfreie elektronische Zigaretten vom Abgabeverbot und folglich auch in Art. 21 auszuschliessen sind.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 21 Abs. 1:</p> <p>1 Die zuständige kantonale Behörde kann zur Überprüfung der Einhaltung der Altersbeschränkung für die Abgabe von Tabakprodukten und von nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten Testkäufe durchführen oder anordnen.</p>
Ohmvapers	23	3		<p>Es ist unklar, was eine wesentliche Änderung eines Produktes ist. In der strengsten Auslegung muss jedes Produkt mit anderem Aroma und anderem Nikotingehalt gemeldet werden. Dies sind mindesten 100 – 500 Produkte pro Importeur. Daher ist mit einer grossen Flut und einer unübersichtlichen Liste gemäss Abs. 5 zu rechnen. Für die Aufsichts- und Überwachungspflicht wäre eine Meldung der Betriebe, welche solche Produkte abgeben, ausreichend um die Konsumentenschaft zu schützen. Es gelten ja zusätzlich die Anforderungen an die Selbstkontrolle.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 23 Abs. 3:</p> <p>Meldepflicht nur für Betriebe.</p> <p>Sollte dem Antrag nicht stattgegeben werden, so stelle ich den Antrag Abs. 4 wie folgt anzupassen: 4 Der Bundesrat legt die Modalitäten der Meldung fest. Er beachtet dabei die Fabrikationsgeheimnisse;</p>
Ohmvapers	23	5		<p>Der Inhalt der Meldung ist gemäss Art 24 Abs. 1 Bst. a ist ein wichtiges Wirtschaftsgeheimnis der Akteure und es muss jederzeit sichergestellt werden, dass diese Informationen nur den Personen zugänglich gemacht werden, welche diese Informationen benötigen. Eine vollständige Veröffentlichung aller Informationen ist für den Schutz der Bevölkerung nicht notwendig.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 23 Abs. 5:</p> <p>5 Das BAG veröffentlicht die für die Öffentlichkeit nötigen Informationen im Internet. Er beachtet dabei die Fabrikationsgeheimnisse;</p>
Ohmvapers	24	1	b	<p>Abs. 1 Bst. a ist ein wichtiges Wirtschaftsgeheimnis der Akteure und es muss jederzeit sichergestellt werden, dass diese Informationen nur den Personen zugänglich gemacht werden, welche diese Informationen benötigen. Abs. 1 Bst. b</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>verweist nicht spezifisch auf Rechtsvorschriften ausländischer Akteure. Es kann nicht erwartet werden, dass der Schweizer Wirtschaftsakteur die Gesetzeslage ausländischer Akteure kennen muss und deren Entwicklung verfolgen muss. Für den Schweizer Wirtschaftsakteur ist das Schweizer Recht massgebend.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 24 Abs. 1 Bst. b:</p> <p>Streichung Abs.1 Bst. b;</p>
Ohmvapers	24	3	<p>Dieser Artikel ist überflüssig, weil Art. 25 Abs. 1 verlangt, dass die Zusammensetzung nikotinhaltiger Nachfüllflüssigkeiten dem BAG gemeldet werden müssen. Ausserdem verlangt Art. 9 Abs. 2, dass der Nikotingehalt auf jeder Verpackung von nikotinhaltigen Nachfüllflüssigkeiten ausgewiesen werden muss. Somit ist die Abs. 3 überflüssig. Viel mehr weise ich nochmals darauf hin, dass es zu begrüssen wäre, wenn die Angabe für den Nikotingehalt konkretisiert wird, in welcher Einheit dieser angegeben werden muss. Ohne exakte Regelung darf jeder selber wählen, ob diese Angabe in %, in mg/ml oder in mg/Füllmenge angegeben wird.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 24 Abs. 3:</p> <p>Streichung Abs. 3;</p>
Ohmvapers	25		<p>Artikel 25 ist redundant mit Artikel 23</p> <p>Die Redundanz kann verhindert werden, indem Artikel 25 sich ausschliesslich auf die Meldung der Emissionen von Tabakprodukten bezieht. Für nikotinhaltige elektronische Zigaretten werden keine Emissionswerte verlangt. An dieser Stelle weise ich auch nochmals ausdrücklich auf den Antrag für Artikel 23 Abs. 3 hin. Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 34</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 25 Abs. 1-4:</p> <p>Art. 25 Meldung der Emissionen der Produkte 1 Wer Tabakprodukte herstellt oder einführt, muss dem BAG die Emissionen der Produkte melden. 2 Bei jeder wesentlichen Änderung des Produkts muss eine neue Meldung erfolgen. 3 Der Bundesrat regelt den Inhalt und die Modalitäten der Meldung. Er beachtet dabei die Fabrikationsgeheimnisse. 4 Das BAG veröffentlicht die erhaltenen Angaben im Internet.</p>
Ohmvapers	34	1	<p>Gemäss Artikel 5 dürfen nikotinhaltige elektronische Zigaretten, mit Ausnahme des Nikotins, kein Risiko für den Konsumenten darstellen. Artikel 4 Abs. 2 bestimmt, dass der Konsument «vor falschen Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können», geschützt ist. Die reine Vermutung reicht nicht aus, um die Bevölkerung vor möglichen, vermuteten (nicht sicher – Täuschung!) Gefahren</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>zu warnen. In dubio pro reo. Deshalb stellen wir folgenden Antrag auf Änderung: Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 37</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 34 Abs. 1:</p> <p>1 Die zuständigen Behörden von Bund und Kantonen informieren die Öffentlichkeit über bekannte Gesundheitsrisiken der Tabakprodukte und der nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten.</p>
Ohmvapers	34	3	<p>Es ist begrüssenswert, dass die Bevölkerung über wissenschaftliche Erkenntnisse von allgemeinem Interesse im Bereich des Gesundheitsschutzes informiert wird. Die noch bessere Lösung ist, wenn die Öffentlichkeit auch über gesundheitspolitische Vorteile und über die schadensmindernden Möglichkeiten der Produkte im Vergleich mit anderen Produkten, informiert werden.</p> <p>In der Drogenprävention ist die Schadensminderung seit Jahrzehnten im Gesetz verankert. Warum die Schadensminderung bei Rauchern bisher und gemäss diesem Vorschlag auch in Zukunft nicht berücksichtigt wird, ist unverständlich.</p> <p>Ebenso unverständlich bleibt, warum das BLV mit der Verfügung (BBl. 2015/7788) vom November 2015 vor dem BVGer versucht, nikotinhaltige Nachfüllflüssigkeiten zu verbieten und das BVGer die lange Frist ohne Urteilsfindung mit der Komplexität des Falles begründet (wir hatten jeweils für die selbe Komplexität 30 Tage Zeit). Der Frage, warum das BLV gegenüber dem BVGer den Standpunkt vertretet, das BLV könne in einer Verfügung keine Massnahmen erlassen, obwohl genau dies das BLV schon mehrmals getan hat, so beispielsweise in der Verfügung zu Sprayprodukten zur Selbstverteidigung: Altersvorgabe und Warnhinweise und Schutz; also genau das, was wir für nikotinhaltige elektronische Zigaretten auch brauchen, wird bis heute von allen Parteien mit Verweis auf das TabPG ausgewichen. Es handelt sich um ein Scheinargument des BLV, in einer Verfügung keine Massnahmen erlassen zu können und das wissen sie selbst auch – siehe Replik zu BBl. 2015/7788.</p> <p>Vom BLV haben wir vor dem BVGer gefordert, dass Massnahmen in der Verfügung hätten erlassen werden sollen, exakt solche, wie nun im zweiten Vorentwurf des TabPG vorgesehen sind. Dem BAG und ebenso dem BLV sind die wissenschaftlichen Erkenntnisse über die gesundheitspolitischen Vorteile, wie auch die marginalen Risiken im Vergleich zu Tabakprodukten seit langer Zeit bekannt.</p> <p>Das Verbot der kommerziellen Einfuhr und des Inverkehrbringens nikotinhaltiger E-Zigaretten durch die Allgemeinverfügung des BLV vom 12. November 2015 richtet zweifellos weitaus mehr gesundheitlichen Schaden an, als es nikotinhaltige Dampfgeräte jemals hätten tun können.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>Es widerspricht meiner Auffassung eines Rechtsstaats, wenn das BLV zwar gesetzeskonform, jedoch mit einer im Licht der vom BLV selber bestätigten deutlich geringeren Schädlichkeit nicht nachvollziehbaren Pedanterie ein Verbot erlässt, allfälligen Beschwerden die aufschiebende Wirkung entzieht, und anschliessend jede mögliche Fristverzögerung nutzt, um das Verfahren in die Länge zu ziehen.</p> <p>Bei jährlich 9500 Personen, welche an den direkten Folgen des Rauchen sterben, 3.9 Mia volkswirtschaftlichem Schaden und ebenso 1.7 Mia Kosten im Gesundheitswesen, alles zu Lasten des Volkes ist es aus Sicht des Bürgers unverständlich, warum Raucher noch viele weitere Jahre warten müssen bis sie in den Genuss der viel weniger schädlichen Alternativen kommen können, obwohl die Vorteile hinreichend bekannt sind. Ebenso werden die hohen Gesundheitskosten unnötig hochgehalten, in einer Zeit wo täglich darüber diskutiert wird, wie man selbige senken könnte.</p> <p>Wer dann auch noch über fehlende AHV/IV Einnahmen als mögliche Einflüsse (selbes Departement) spekulieren würde, wäre wohl ein Schelm. Gemäss BAG reduziert sich die Lebenserwartung täglich rauchender Menschen gegenüber Nichtrauchenden im Durchschnitt um 14 Jahre, das ergibt bei angenommenen 20'000 Franken Rente pro Jahr doch ein sattes Plus von 280'000 Franken bei Rauchern.</p> <p>Warum der Bundesrat die Motion 17.4106 von Angelo Barrile zur Ablehnung empfiehlt, welche den Bundesrat beauftragen würde, die unabhängige Forschung von alternativen Produkten zu den Tabakprodukten voranzutreiben und mit Bundesmitteln zu fördern, ist ebenso unverständlich.</p> <p>Deshalb stelle ich aus gesundheitspolitischen Gründen folgenden Änderungsantrag:</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 34 Abs. 3:</p> <p>3 Sie informieren die Öffentlichkeit insbesondere über wissenschaftliche Erkenntnisse von allgemeinem Interesse im Bereich des Gesundheitsschutzes und über gesundheitspolitische Erkenntnisse im Zusammenhang mit Tabakprodukten oder nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten und der Prävention der durch den Konsum dieser Produkte verursachten Krankheiten.</p>
Ohmvapers	35	3	<p>Sofern der Artikel 3 Abs. g gemäss Antrag so geändert wird, dass der Import nicht dem Bereitstellen gleichgestellt wird, ist der Artikel nicht zu beanstanden.</p> <p>Sollte Artikel 3 Abs. g wie im Vorentwurf vorgeschlagen bestehen bleiben, so muss Bst. c von Artikel 35 Abs. 3 gestrichen werden. Sollte die Einfuhr dem Bereitstellen auf dem Markt gleichgestellt werden, dürfen Produkte für Marktteilnehmer nicht zurückgewiesen werden, ansonsten wird die Selbstkontrolle der Importeure verunmöglicht (Produkte die nicht den Qualitätsanforderung entsprechen können im Rahmen der Selbstkontrolle nicht zum Verkauf freigegeben werden) und eine Kennzeichnung durch den Importeur verhindert.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				<p>Damit verstösst Art 35 Abs. 3 gegen das Verhältnismässigkeitsprinzip (BV, Art. 5), er schränkt die Grundrechte der Schweizer Firmen unverhältnismässig ein ohne dass ein öffentliches Interesse oder der Schutz der Bevölkerung es erfordern würden (Art 36 Abs 2 BV). und missachtet die Wirtschaftsfreiheit(Art 94 Abs. 1-4 BV). Ebenso missachtet der Gesetzgeber den Parlamentswillen, welcher die Legalisierung des Marktes fordert. Der «Import» darf nicht dem «Bereitstellen» gleichgesetzt werden oder Produkte für Marktteilnehmer nicht zurückgewiesen werden.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 35 Abs. 3:</p> <p>Sofern Artikel 3 Abs. g dahingehend geändert wird, dass der Import nicht dem Bereitstellen gleichgestellt wird, ist nichts zu ändern. Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 40</p> <p>Sollte Artikel 3 Abs. g unverändert bestehen bleiben, so stelle ich den Antrag Art 35 Abs. 3 Bst. c zu streichen;</p>
Ohmvapers	2	1	b	<p>Bundesgesetz vom 3. Oktober 200817 zum Schutz vor Passivrauchen ES GIBT KEINE RECHTFERTIGUNG, ERWACHSENE MENSCHEN VOR PASSIVDAMPF VON NIKOTINFREIEN ELEKTRONISCHEN ZIGARETTEN ZU SCHÜTZEN. ES HANDELT SICH UM DIESELBEN INHALTSSTOFFE, WELCHE IN DER INDUSTRIE FÜR DIE VERKAUFSANREGENDEN AROMAVERNEBLER EINGESETZT WERDEN.</p> <p>Eine Geschichte von einem befreundeten Händler der selbst Vater von einem Kind ist.</p> <p>Vor ungefähr zwei Jahren kam meine 15-jährige Tochter von der Schule nach Hause und fragte mich: «Papi, bringsch mer bitte es guets Dampf he?» Als Vater und Geschäftsführer einer E-Zigaretten Firma guckte ich sie zuerst mit offenem Mund an – und erwiderte: «Gahts no?». Meine Tochter erklärte mir dann, dass viele ihrer Schulfreundinnen Zigaretten oder auch Joints ausprobieren, dass sie das aber nicht tun möchte Das sei auch der Grund warum sie eine nikotinfreie E-Zigarette möchte. Sie erklärte mir, dass sie auf keinen Fall Nikotin konsumieren möchte, weil sie das bisher nie benötigte und es auch nicht will. Sie ermahnte mich allerdings auch, dass die Inhaltsstoffe der Liquide vergleichbar sind mit Lebensmittel oder frischer Luft. Ohne Nikotin sind E-Zigaretten harmloser als die eingeatmete Luft in der Stadt Zürich. Natürlich hatte sie mich damit erwischt. Was wollte ich ihr da entgegenen, zumal sie diese Erklärungen seit Jahren immer wieder im Geschäft gehört hat. Ich brachte ihr also in den folgenden Tagen eine gute E-Zigarette mit ein paar leckeren Nachfüllflüssigkeiten (ohne Nikotin) nach Hause. Die Freude darüber war in den ersten Tagen gross – zugegeben, es sieht auch «cool» aus, so viel Dampf. Mit ihrer besten Freundin hat sie in den folgenden Wochen zwei bis dreimal ein paar Fotos für «Instagram» gemacht und dann wurde das Gerät wieder über Monate nicht mehr gebraucht. Heute – zwei Jahre später liegt das Dampfgerät immer noch meist unbenutzt herum. Das ist aber gut so, denn meine Tochter raucht bis heute keine Zigaretten, sie will das nicht und ebenso hält sie es mit dem Kiffen. Weil bekannt ist, dass Jugendliche in</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>der Phase des erwachsenwerden so oder so Substanzen ausprobieren und Grenzen kennen lernen müssen macht es keinen Sinn, ihnen ein harmloses Produkt (ohne Nikotin) zu verbieten.</p> <p>Wichtig ist es auch zu wissen</p> <p>Die zum Kaufen animierenden Aroma-Vernebler des Detailhandels beinhalten dieselben Stoffe wie in E-Zigaretten ohne Nikotin verdampft werden. Warum beim Einkaufen von den Aroma-Verneblern kein Risiko ausgeht, die Menschen aber sonst im Leben mit der «Gesetzgebung zum Schutz vor Passivrauch» vor etwas Ungefährlichem geschützt werden sollen nur weil es aussieht wie «Rauch», möchte ich im Bezug auf den Gesundheitsschutz und das Gesundheitsrisiko vom BAG gerne erläutern haben. «Philgood», ein langjähriger Erklär-Dampfer machte bereits vor Jahren einen schönen Vergleich mit Rivella. Keinem Parlamentarier käme es in den Sinn das Nationalgetränk «Rivella» zu verbieten nur weil es ähnlich aussieht wie Bier. Keiner käme auf die Idee zu glauben, dass Rivella zum Bier trinken animieren würde. Wieso aber soll eine angenehm duftende nikotinfreie E-Zigarette (denken sie an den Aroma Vernebler) dazu verleiten auf eine übelriechende, stinkige Tabakzigarette umzusteigen? Befällt sie im Migros auch immer die archaische Lust jetzt unbedingt eine Zigarette kaufen zu wollen und sofort Raucher zu werden? Mich auch nicht, nein. Wenn E-Zigaretten ohne Nikotin für Minderjährige verboten werden, steigt die Gefahr, dass diese zur Tabakzigarette greifen, weil die Verfügbarkeit einfacher und grösser ist. Bitte denken sie mal darüber nach.</p> <p>ES IST WICHTIG JUGENDLICHE VOR DEM RAUCHEN ZU SCHÜTZEN</p> <p>Absolut einverstanden bin ich mit der Meinung, dass Jugendliche so weit möglich vor den Gefahren des Rauchens geschützt werden müssen.</p> <p>AM EINFACHSTEN GELINGT DAS, WENN JUGENDLICHE GAR NIE MIT RAUCHEN BEGINNEN. JUGENDLICHE, DIE BEREITS RAUCHEN, SOLLTEN MÖGLICHSST SCHNELL WIEDER DAMIT AUFHÖREN. STUDIEN ZEIGEN: WER ALS JUGENDLICHER NICHT RAUCHT, FÄNGT ALS ERWACHSENER KAUM MEHR DAMIT AN.</p> <p>Gerade deshalb ist es auch von enormer Wichtigkeit den heranwachsenden dieses Ventil zu lassen, denn die Studien belegen auch, dass dieses «ausprobieren» zum erwachsen werden gehört.</p> <p>Deshalb stelle ich aus gesundheitspolitischen Gründen folgenden Änderungsantrag:</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 2 Abs 1. Bst. b Bundesgesetz vom zum Schutz vor Passivrauchen</p> <p>b. die Verwendung von Tabakprodukten zum Erhitzen sowie nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten nach Artikel 3 Buchstaben c und f TabPG.</p>
--	--	--	--

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Ohmvapers	10	1	a	<p>Bundesgesetz vom 24. März 2006 über Radio und Fernsehen</p> <p>Die Argumentation entspricht der Selben wie Art 2 Abs 1 Bst. b Bundesgesetz vom zum Schutz vor Passivrauchen</p> <p>b. die Verwendung von Tabakprodukten zum Erhitzen sowie nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten nach Artikel 3 Buchstaben c und f TabPG.</p> <p>Deshalb stelle ich aus gesundheitspolitischen Gründen folgenden Änderungsantrag:</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 10 Abs 1. Bst. a Bundesgesetz über Radio und Fernsehen</p> <p>a. Tabakprodukte und nikotinhaltige elektronische Zigaretten nach Artikel 3 Buchstaben a und f des Tabakproduktegesetzes vom ...</p>
Ohmvapers				
Ohmvapers				
Ohmvapers				
Ohmvapers				
Ohmvapers				
Ohmvapers				
Ohmvapers				
Ohmvapers				
Ohmvapers				
Ohmvapers				
Ohmvapers				

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Ohmvapers				
Ohmvapers				
Ohmvapers				
Ohmvapers				
Ohmvapers				
Ohmvapers				
Ohmvapers				
Ohmvapers				
Ohmvapers				
Ohmvapers				
Ohmvapers				
Ohmvapers				
Ohmvapers				
Ohmvapers				
Ohmvapers				
Ohmvapers				
Ohmvapers				
Ohmvapers				

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Ohmvapers				
Ohmvapers				
Ohmvapers				
Ohmvapers				
Ohmvapers				
Ohmvapers				
Ohmvapers				
Ohmvapers				
Ohmvapers				
Ohmvapers				
Ohmvapers				
Ohmvapers				
Ohmvapers				
Ohmvapers				
Ohmvapers				
Ohmvapers				
Ohmvapers				
Ohmvapers				

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Ohmvapers				
Ohmvapers				
Ohmvapers				
Ohmvapers				
Ohmvapers				
Ohmvapers				
Ohmvapers				
Ohmvapers				
Ohmvapers				

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input checked="" type="checkbox"/>	Zustimmung
<input checked="" type="checkbox"/>	Änderungswünsche / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Grundsätzliche Überarbeitung
<input type="checkbox"/>	Ablehnung

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:

1. Dokumentschutz aufheben
2. Zeilen einfügen mit Copy-Paste
3. Dokumentschutz wieder aktivieren

1 Dokumentschutz aufheben

The screenshot shows the Microsoft Word interface for a document titled 'Vernehmlassungsformular_TabPZG_DE'. The ribbon is set to 'Überprüfen'. The 'Dokument schützen' button in the 'Formatierung und Bearbeitung' pane is circled in red. The 'Ihre Berechtigungen' pane is open, showing that the document is protected for editing. The 'Schutz aufheben' button is also circled in red.

Vernehmlassung Tabakproduktegesetz

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter 'Überprüfen/Dokument schützen' den Schreibschutz aufheben.

Vernehmlassung Tabakproduktegesetz

Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")		
Name/Firma	Kapitel-Nr.	Bemerkung/Anregung
<input type="checkbox"/>		
<input type="checkbox"/>		
<input type="checkbox"/>		

Schutz aufheben

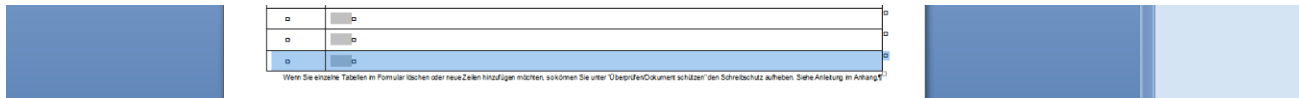
Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

2 Zeilen einfügen

Ganze Zeile mit leeren grauen Feldern markieren (die Zeile wird blau hinterlegt)

Control-C für Kopieren

Control-V für Einfügen



3 Dokumentschutz wieder aktivieren

A screenshot of the Microsoft Word interface. The title bar reads "Vernehmlassungsformular_TabPG_DE [Kompatibilitätsmodus] - Microsoft Word". The ribbon shows the "Überprüfen" tab. In the "Überprüfen" ribbon, the "Dokument schützen" button is circled in red. On the right side, the "Formatierung und Bearbeitung" task pane is open, showing the "3. Schutz anwenden" section, which is also circled in red. The "Ja, Schutz jetzt anwenden" button is visible. The main document content is a form titled "Vernehmlassung Tabakproduktegesetz". It includes a section "Stellungnahme von" followed by fields for Name/Firma/Organisation, Abkürzung der Firma/Organisation, Adresse, Kontaktperson, Telefon, E-Mail, and Datum. At the bottom, there is a yellow box with "Wichtige Hinweise" and a list of instructions.

Vernehmlassung Tabakproduktegesetz

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : []

Abkürzung der Firma / Organisation : []

Adresse : []

Kontaktperson : []

Telefon : []

E-Mail : []

Datum : []

Wichtige Hinweise:

- Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen.
- Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Extras/Dokumentenschutz aufheben" den Schreibschutz aufheben.
- Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
- Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte als Word-Dokument bis am 12. September 2014 an folgende E-Mail Adresse: dm@baq.admin.ch und tabak@baq.admin.ch

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Vape Heaven GmbH

Abkürzung der Firma / Organisation : Vape Heaven Uster

Adresse : Berglistrasse 4

Kontaktperson : Mario Puppo

Telefon : 079 639 43 37

E-Mail : shop@vapeheaven.ch

Datum : 20.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	6
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	9
Entwurf Tabakproduktegesetz	9
Unser Fazit	21
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	22

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
Vape Heaven Uster	<p>Der zweite Vorentwurf zum TabPG berücksichtigt mehrheitlich die vom Parlament geforderten Änderungen. Der neue Entwurf bedeutet eine grosse Verbesserung für den Vertrieb von elektronischen Zigaretten gegenüber dem ersten Vorentwurf, welcher vom Parlament an den Bundesrat zur Überarbeitung zurückgewiesen wurde.</p> <p>Die Motion Humbel (11.3637) «Gesamtschweizerisch einheitliches Abgabalter für Tabakprodukte» verlangt eine landesweite Vereinheitlichung der Altersbeschränkung für die Abgabe von Tabakprodukten in der Schweiz. Im zweiten Vorentwurf zum TabPG wurde vom Bundesrat deshalb vorgeschlagen, die Abgabe von nikotinfreien und nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten an Minderjährige zu verbieten. Das Parlament verlangte ausserdem, dass die Werbung dort zu verbieten ist, wo sich diese hauptsächlich an Minderjährige richtet. Der Bundesrat geht im zweiten Vorentwurf jedoch weit über diese Forderungen hinaus und nimmt den Auftrag offensichtlich zum Anlass, ein totales Werbe- und Abgabeverbot von elektronischen Zigaretten mit oder ohne Nikotin an Minderjährige im Gesetz zu verankern. Er missachtet dabei die vom Parlament geforderte «Differenzierung von Alternativprodukten wie E-Zigaretten und Snus und die spezifische Regelung dieser Produkte, aufgrund der viel geringeren Schädlichkeit im Vergleich zu Tabakprodukten zum Rauchen». Es ist unklar aufgrund welcher wissenschaftlichen Basis der Bundesrat zum Schluss kommt, dass nikotinfreie elektronische Zigaretten für Minderjährige eine Gefahr darstellt. Ohne wissenschaftlichen Belege der Gefährdung von Minderjährigen durch nikotinfreie elektronische Zigaretten ist ein generelles Abgabeverbot nicht verhältnismässig und ein nicht zulässiger Eingriff in die Wirtschaftsfreiheit der Unternehmen. Deshalb ist ein generelles Abgabeverbot von nikotinfreien elektronischen Zigaretten unverhältnismässig.</p> <p>Folglich hat der Bundesrat mit dem zweiten Vorentwurf den Auftrag des Parlaments nur teilweise erfüllt. Das Abgabe- und Werbeverbot nikotinfreier Produkte missachtet den Parlamentswillen «keine zusätzlichen Einschränkungen, Legalisierung des Handels und differenzierte Einstufung von alternativen Produkten» und ist ein Verstoss gegen die Wirtschaftsfreiheit, ohne dass der Gesundheitsschutz oder der Schutz der Minderjährigen es erfordern würde. Zurzeit ist der Verkauf von nikotinfreien elektronischen Zigaretten ohne jegliche Einschränkungen legal.</p>
Vape Heaven Uster	<p>Ergänzendes Fazit für Konsumenten von elektronischen Zigaretten</p> <p>Für Konsumenten von elektronischen Zigaretten bringt dieses Gesetz fast nur Vorteile. Es ist in Zukunft erlaubt, nikotinhaltige Nachfüllflüssigkeiten und elektronische Zigaretten in der Schweiz zu erwerben. Die Füllmengen-Obergrenze für nikotinhaltige Liquids wird bei 100 ml festgelegt. Von diesem Gesetz nicht betroffen ist der Import für den Eigengebrauch (Achtung, für die Freundin bestellt gilt bereits als Weitergabe und geht über Eigengebrauch hinaus) und nikotinhaltige Liquids, welche für den Eigengebrauch selbst hergestellt werden. Bisher gibt es keine Importbeschränkungen, der Bundesrat könnte nach dem neuen TabPG aber welche erlassen zur Verhinderung eines gewerblichen Imports.</p> <p>Die einzige, spürbare Einschränkung für junge Konsumenten wird sein, dass die Abgabe von elektronischen Zigaretten (mit und ohne Nikotin) an Minderjährige verboten ist.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Vape
Heaven
Uster

Ergänzendes Fazit für Händler

Grundsätzlich können Marktteilnehmer aus der «Dampfer-Branche» aufatmen. Gegenüber dem ersten Vorschlag bergen sich im zweiten Entwurf keine Gefahren mehr, mit welchen die Händler nicht leben könnten. Nichts desto trotz gibt es viele Punkte, bei welchen Verbesserungen möglich und notwendig sind, welche auch begründet werden können.

Solange Nachfüllflüssigkeiten und elektronische Zigaretten nicht mit Nikotin verkauft werden, wird die grösste Einschränkung sein, dass Produkte auch ohne Nikotin nicht mehr an Minderjährige verkauft werden dürfen. Das TabPG betrifft, ausgenommen Artikel 17-21, nur nikotinhaltige E-Zigaretten und damit nur einen kleinen Teil der Produkte welche Dampfershops im Sortiment führen. Insbesondere kann mit der klaren Trennung zwischen nikotinhaltigen und nikotinfreien Angeboten, als auch mit DIY Lösungen, von der Differenzierung durch den Bundesrat profitiert werden.

Abzulehnen ist Art. 3 Abs. g. Die vom Bundesrat geforderte «Gleichstellung des Imports mit dem Bereitstellen» wäre ein grosser Einschnitt in die Wirtschaftsfreiheit, jedoch glaube ich nicht, dass dieser Absatz so bestehen bleibt.

Es bestehen ebenfalls reale Chancen, die vom Bundesrat im zweiten Vorentwurf vorgeschlagenen Einschränkungen im Bereich der Werbung, der Abgabe von nikotinfreien Produkten an Minderjährige und an der Erweiterung des Gesetzes zum Schutz vor Passivrauch zu lockern. Zum einen forderte das Parlament vom Bundesrat eine differenzierte Einstufung der Produkte und keine weiteren Einschränkungen der Werbung. Diese Punkte hat der Bundesrat nur bedingt oder mangelhaft erfüllt. Weil die Werbung wie auch die Abgabe von nikotinfreien elektronischen Zigaretten und Nachfüllflüssigkeiten zurzeit nicht eingeschränkt ist und keine Belege dafür existieren, dass nikotinfrei Produkte die Gesundheit der Menschen gefährden würden, fehlt die Grundlage für ein Werbe- und Abgabeverbot aller E-Zigaretten und verstösst deshalb gegen das Gebot der Wirtschaftsfreiheit gemäss der Bundesverfassung. Einschränkungen sind nur dann zulässig, wenn dies in der Bundesverfassung vorgesehen oder durch kantonales Regalrecht begründete ist.

Dass der Kanton Testkäufe durchführen kann liegt in der Natur der Sache. Dagegen ist nichts einzuwenden. Ob davon die nikotinfreien Produkte auch betroffen sein müssen, darf in Frage gestellt werden. Die Diskussion im Parlament wird zeigen, ob die Gleichbehandlung von nikotinfreien und nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten bei der Abgabe und der Werbung so gewünscht ist.

Im Artikel 34 schlägt der Bundesrat vor, dass die zuständigen Behörden von Bund und Kantonen die Öffentlichkeit über bekannte oder vermutete Gesundheitsrisiken informiert. Das «vermutete» macht hier natürlich in erster Linie Sorge und sollte auch zur Änderung beantragt werden. Die reine Vermutung reicht nicht aus, um die Bevölkerung vor möglichen, vermuteten Gefahren zu warnen. Es besteht auch kein Grund zur Freude der Annahme, der Bund müsste in Zukunft über die Vorteile von elektronischen Zigaretten im Vergleich zu Tabakzigaretten berichten. Das ist ein Irrtum, denn der Gesetzgeber schreibt vor, die Behörden müssen über Gesundheitsrisiken (Risiko ungleich Vorteil) berichten. Weil aber dieses Gesetz «nur für nikotinhaltige elektronische Zigaretten und Nachfüllflüssigkeiten mit Nikotin gilt, dürfen die Behörden auch nicht über «vermutete» gesundheitliche Risiken von nikotinfreien Produkten berichten, solange keine Risiko für die Gesundheit besteht, was sowieso einem Verkaufsverbot gleichkommen würde.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Vape Heaven Uster</p>	<p>Ergänzendes Fazit für Medien mit Gratiszeitungen</p> <p>Das vom Bundesrat vorgeschlagene Werbeverbot von Tabakprodukten und (nikotinfreien) elektronischen Zigaretten in Gratis-Zeitungen und im Internet verstösst gegen die Wirtschaftsfreiheit und wird grosse Einnahmeeinbussen für kostenlose Medienangebote zur Folge haben. Das Parlament hat den ersten Vorentwurf des TabPG zurückgewiesen mit dem Auftrag, beim zweiten Entwurf den Schutz der Kinder und Jugendlichen insbesondere durch die Verankerung des Mindestalters 18 für den Erwerb von Tabakprodukten und das Verbot von speziell an Minderjährige gerichteter Werbung zu verstärken.</p> <p>Damit geht der Vorentwurf des Bundesrats weit über die geforderten Massnahmen des Parlaments hinaus. Der Schutz der Jugendlichen und Kindern wurde für Tabakprodukte verlangt, nicht für elektronische Zigaretten und schon gar nicht für diejenigen ohne Nikotin. Zudem wurde vom Parlament gefordert, speziell an Minderjährige gerichteter Werbung zu verbieten. Gemäss den Mediadaten von 20 Minuten richtet sich zum Beispiel diese Gratiszeitung keines Falls hauptsächlich an Minderjährige, weshalb der Gesetzesvorschlag eine wirtschaftliche Bevorteilung von «kostenpflichtigen Zeitungen und Magazinen» ist, welche gegen die Wirtschaftsfreiheit und gegen die Verhältnismässigkeit verstossen. Es handelt sich dabei um eine Rechtsbevorteilung für «bezahl Zeitungen». Ausserdem bedient sich der Gesetzgeber in der Erläuterung zum zweiten Entwurf des TabPG einem Scheinargument (Seite 23; Erläuterungen zum TabPG), wenn er behauptet, dass die Gratiszeitung 20 Minuten hauptsächlich von Minderjährigen gelesen wird.</p>
<p>Vape Heaven Uster</p>	<p>Wichtig: das Testen von Liquids muss in den Räumlichkeiten von Fachgeschäften für elektrische Zigaretten zugelassen sein.</p> <p>Einer der grössten Vorteile der elektrischen Zigarette ist die Möglichkeit, tausende unterschiedliche Geschmacksrichtungen vor dem Kauf testen zu können und so nach dem Einkauf wohlschmeckende und wohlriechende Produkte zu konsumieren. Der nikotinfreie Dampf, der beim Testen entsteht, entspricht den Nebelschwaden bei einem Disco Besuch. Dies wurde noch nie als Gesundheitsgefährdend eingestuft und soll es auch bei der elektrischen Zigarette in einem Fachgeschäft in Zukunft nicht sein. Wird das Testen in den Fachgeschäften untersagt durch einen übertriebenen Passivraucherschutz, können nur finanzstarke Unternehmen mögliche Umgehungen (z.B. Fumoir Zulassung) bewerkstelligen was wiederum dem Gleichstellungsprinzip widerspricht.</p>

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")

Name/Firma	Kapitel-Nr.	Bemerkung/Anregung
Vape Heaven Uster	1.1.2	<p>Zum Verständnis für Leser ohne Fachkenntnisse über E-Zigaretten: E-Zigaretten mit Nikotin sind seit über 10 Jahren auf dem Markt erhältlich und werden von über XXX Millionen Konsumenten genutzt, ohne einen Todesfall.</p> <p>In England empfiehlt der Staat den Rauchern auf E-Zigaretten umzusteigen, jedoch ist in England die Krankenkasse staatlich und somit profitiert der Staat direkt von tieferen Kosten. Bei uns in der Schweiz trägt diese der Bürger mit teureren Krankenkassenprämien und Produkten / Dienstleistungen. Jährlich über 5 Mia Folgekosten für das Schweizer Volk.</p> <p>Vor knapp zwei Jahren, kurz nach der Allgemeinverfügung des BLV hat zuerst Philip Morris S.A. das HNB-Produkt «IQOS» gefolgt von British American Tobacco mit dem Produkt «Glo» den Start ihrer neuen HNB-Produktreihe gewagt. Dazu ist wichtig zu wissen, dass beide Produkte (IQOS/Glo) auf demselben Prinzip aufgebaut sind. Die Geräte sind dreiteilig und bestehen aus einem Akku, einer Heizeinheit und einem Depot gefüllt mit einem Tabakprodukt. Sie unterscheiden sich dahingehend, dass bei der «IQOS» ein Hezelement direkt ins Tabakdepot gesteckt und erhitzt wird und so den «Dampf» erzeugt und bei der «Glo» wird das Tabak-Depot (Tabak-Stick) von aussen erhitzt. Sie unterscheiden sich nur in der Art wie das Hezelement technisch verbaut ist.</p> <p>Ganz anders funktioniert das Produkt «Ploom», welches das dritte HNB-Produkt eines Tabakgiganten auf dem Markt ist. Die Ploom besteht aus einem Akku, einer «Patrone» welche ein Propylenglycol und Glycerin Gemisch beinhaltet (Anm. dieselben Inhaltsstoffe wie E-Zigaretten ohne Nikotin), welches vom Benutzer durch eine Tabakkapsel gezogen wird, in welcher das Nikotin freigesetzt wird. Einfach formuliert ist es ein Hybrid-Gerät, welches Dampf durch eine Kapsel mit Tabakgranulat zieht und dabei Nikotin (und wer weiss was sonst noch, die Meinungen der Wissenschaft sind different) freisetzt.</p> <p>Nun ist es so, dass von E-Zigaretten immer wieder Langzeitstudien verlangt werden und das Verlangen mit dem Scheinargument des Jugendschutzes und dem Schutz der Bevölkerung gerechtfertigt wird. Obwohl E-Zigaretten seit über 10 Jahren existieren und die vom BAG als nötig empfundenen Massnahmen in der Verfügung hätten erlassen werden können, bleiben sie im Gegensatz zu den HNB-Geräten, illegal für den Handel.</p> <p>Für die HNB-Produkte ist die Schweiz für alle drei Konzerne (PMI, BAT, JTI) ein Testmarkt.</p> <p>Unter der jetzigen Gesetzgebung werden die Produkte, welche für den Weltmarkt bestimmt sind, je nach Kanton an 0/16 und 18-</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

		<p>Jährige verkauft oder wie es die Konzerne sagen, getestet.</p> <p>Für grosse Tabakkonzerne und für das BAG ist die Schweizer Jugend scheinbar gut genug als Test-Mensch hinzuhalten, während man gleichzeitig bei E-Zigaretten ein übertriebenes Risiko konstruiert, welches sogar mit Massnahmen zu regulieren wäre.</p> <p>Diverse Verstösse gegen die TabV</p> <p>Aufgrund der aktuellen Einstufung von Tabakprodukten und Lebensmitteln (heutige Gesetzeslage seit nLMG und bis TabPG im Jahr 2022/2028) dürfte das Produkt Ploom so aktuell gar nicht auf dem Markt zugelassen sein.</p> <p>Art. 1 (TabV) Tabakerzeugnis: Erzeugnis, das ganz oder teilweise aus Tabak besteht und insbesondere zum Rauchen (Zigarren, Zigaretten und ähnliche Erzeugnisse sowie Schnitt- und Rollentabak), Schnupfen, Lutschen oder Kauen bestimmt ist.</p> <p>Weil die Ploom-Tech aber nicht zum Rauchen und ebenso wenig zum Schnupfen, Lutschen oder Kauen bestimmt ist, sondern gemäss Ploom-Tech klar zum DAMPFEN bestimmt ist, ist die Zuordnung in der TabV zu bestreiten und infolge der zu gewährenden Gleichbehandlung ähnlich wie ein Dampfgerät (ugs. E-Zigarette) einzustufen. Es ist gemäss TabV nicht zugelassen.</p> <p>ZITAT WEBSITE PLOOM-TECH (WWW.PLOOM.CH): «DIE PLOOM TABAKKAPSELN ENTHALTEN EIGENTLICHEN (D.H. ECHTEN) TABAK. DIE SPEZIELL KONZIPIERTE TABAKKAPSEL IST EIN TABAKPRODUKT UND ENTHÄLT WIE ALLE TABAKPRODUKTE NIKOTIN, DAS MIT ABHÄNGIGKEIT VERBUNDEN WIRD.»</p> <p>Weil die Ploom-Tech kein Tabakerzeugnis ist und ein Lebensmittel auch nicht sein kann (weil ein Lebensmittel kein Nikotin enthalten darf), ist es ein Gebrauchsgegenstand. Für eine Einstufung als Gebrauchsgegenstand spricht ebenso, dass die «Tabak-Kapsel» und das «Liquid-Depot» nur zusammen mit dem Gerät PLOOM-TECH als Einheit dem dafür vorhergesehenen Verwendungszweck (dem Verdampfen von Liquid welches anschliessend durch ein Tabak / Nikotingranulat gezogen wird um inhaliert zu werden), zugeführt werden kann. Bei den E-Zigaretten wird dadurch die kuriose Einstufung von Liquids als Gebrauchsgegenstand mit Schleimhautkontakt durch das BLV gerechtfertigt.</p> <p>Wenn die Produkte «gleichbehandelt» werden würden, ist Ploom-Tech und die Kapseln ein Gebrauchsgegenstand mit Schleimhautkontakt und darf kein Nikotin enthalten.</p> <p>Im Art. 5 (TabV) über verbotene Erzeugnisse heisst es: Abs. 1: Tabakerzeugnisse zum oralen Gebrauch dürfen weder eingeführt noch abgegeben werden</p> <p>Abs. 2: Als Tabakerzeugnisse zum oralen Gebrauch gelten Erzeugnisse in Form eines Pulvers oder eines feinkörnigen Granulats oder einer Kombination dieser Formen, insbesondere in Portionenbeuteln oder porösen Beuteln oder in anderer Form. Ausgenommen sind Erzeugnisse, die zum Rauchen oder Kauen bestimmt sind.</p> <p>Beides trifft auf die Ploom-Tech zu. Es handelt sich um ein Tabakgranulat in Portionen und geht nicht unter die Ausnahmen, weil es</p>
--	--	--

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

		<p>dampft und nicht raucht und auch nicht zum Kauen bestimmt ist.</p> <p>Gemäss dem BAG sterben in der Schweiz 9500 Menschen vorzeitig an den Folgen des Rauchens. Die Behandlungskosten für durch den Tabakkonsum verursachte Krankheiten belaufen sich in diesem Land jährlich auf 1,7 Milliarden Franken, dazu kommen Erwerbsausfallkosten von 3,9 Milliarden Franken. Trotzdem scheint das BAG alles dafür zu unternehmen, die Verkehrsfähigkeit eines alternativen Produkts, das diese Kosten und vor allem das Leiden der Betroffenen erwiesenermassen senken würde, hinauszuzögern und mit unlauteren, unverhältnismässigen Mitteln die Tabakindustrie zu begünstigen. Wer sich dann noch vor Augen hält, dass die AHV jährlich 2.1 Mia Einnahmen durch die Tabaksteuer verzeichnet und die Raucher statistisch (immer gemäss dem selben BAG) 14 Jahre früher sterben und somit weniger lang AHV beziehen ist zwangsläufig den Gedanken ausgesetzt, was das bitte mit Jugendschutz, dem Schutz der Bevölkerung der Wirtschaftsfreiheit und der Gleichbehandlung zu tun hat.</p>
Vape Heaven Uster		

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"

Name/Firma	Art.	Bemerkung/Anregung
Vape Heaven Uster		

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Entwurf Tabakproduktegesetz

Name/Firma	Art.	Abs.	Bst.	Bemerkung/Anregung
Vape Heaven Uster	3		a	<p>Die Formulierung «Produkt, das aus Blattstücken besteht» ist rechtsunsicher und macht den Verkauf von Schnupftabak möglicherweise illegal. Der Artikel verstösst gegen das Verhältnismässigkeitsprinzip (BV, Art. 5), er schränkt die Grundrechte der Schweizer Firmen unverhältnismässig ein ohne dass ein öffentliches Interesse oder der Schutz der Bevölkerung es erfordern würden (Art 36 Abs 2 BV). und missachtet die Wirtschaftsfreiheit (Art 94 Abs. 1-4 BV), weshalb er abzuändern ist. Damit ein Produkt die Anforderung «das aus Blattstücken besteht» erfüllt, muss die Blattstruktur noch erkennbar sein. Ist die Struktur komplett aufgelöst, so wie es bei Schnupftabak (pulverisiert) der Fall ist, handelt es sich dabei vielmehr um «gemahlene Tabakblätter» was folglich zu einem Verbot von Schnupftabak führt. Nach Buchstabe «d» kann Schnupftabak auch nicht eingestuft werden, denn Schnupftabak wird mit der Nasenschleimhaut aufgenommen. Ausser unter der Annahme, dass auch der Schnupftabak via Rachen mit der Mundschleimhaut in Kontakt kommt. Um einer möglichen Rechtsunsicherheit vorzubeugen, ist es erforderlich, eine genaue Definition zu wählen. Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.1 RD 28.02.2018 11</p> <p>Änderungsvorschlag für Art 3 Abs. a:</p> <p>a. Tabakprodukt: Produkt, das aus Teilen der Pflanzen der Gattung Nicotiana (Tabak) besteht oder solche enthält und zum Rauchen, Erhitzen, Schnupfen oder oralen Gebrauch bestimmt ist sowie pflanzliche Rauchprodukte nach Buchstabe e;</p>
Vape Heaven	3		g	Wird die Einfuhr dem Bereitstellen auf dem Markt gleichgestellt, dann wird die Selbstkontrolle der Importeure verunmöglicht (Produkte die nicht der Qualitätsanforderung entsprechen können im Rahmen der Selbstkontrolle nicht zum

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Uster				<p>Verkauf freigegeben werden) und eine Kennzeichnung durch den Importeur verhindert.</p> <p>Es ist nicht ersichtlich, warum bereits bei der Einfuhr alle Anforderungen dieses Gesetzes, inklusive der Kennzeichnung, bereits eingehalten werden sollte, ohne dass die Produkte in dieser Form an die Konsumentenschaft abgegeben wird. Bei dieser Gleichstellung handelt es sich um eine Benachteiligung des Schweizer Gewerbes mit einem unnötigen Verbot.</p> <p>Dieser Artikel verstösst gegen das Verhältnismässigkeitsprinzip (BV, Art. 5), er schränkt die Grundrechte der Schweizer Firmen unverhältnismässig ein ohne dass ein öffentliches Interesse Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 13 oder der Schutz der Bevölkerung es erfordern würden (Art 36 Abs 2 BV). und missachtet die Wirtschaftsfreiheit (Art 94 Abs. 1-4 BV). Ebenso missachtet der Gesetzgeber den Parlamentswillen, welcher die Legalisierung des Marktes fordert.</p> <p>Der «Import» darf nicht dem «Bereitstellen» gleichgesetzt werden.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 3 Abs. g:</p> <p style="padding-left: 40px;">g. Bereitstellen auf dem Markt: das Bereithalten und das Anbieten eines Produkts oder eines Geräts im Hinblick auf die entgeltliche oder unentgeltliche Abgabe an die Konsumentinnen und Konsumenten und die Abgabe dieses Produkts oder dieses Geräts;</p>
Vape Heaven Uster	5	2	a	<p>Ohne weitere gesetzliche Anforderung an die «hohe Reinheit», schafft dieser Grundsatz Rechtsunsicherheit ohne, dass es für den Schutz der Bevölkerung notwendig ist. Es wird im Art. 5 Abs. 1 Bst. a bereits geregelt, dass ein Produkt die Gesundheit nicht gefährden darf. Deshalb ist Bst. a. unnötig.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 5 Abs. 2:</p> <p>Den Art. 5; Abs. 2 Bst. a. «Sie muss von hoher Reinheit sein.» ersatzlos streichen.</p>
Vape Heaven Uster	6	1		<p>Die Liste Anhang 1 «Verbotene Zutaten» ist zu beanstanden, weil bei den verbotenen Zutaten keine Tolleranzwerte angegeben sind. Eine Nulltoleranz ist analytisch unmöglich. Je nach Nachweissgrenze des analytischen Verfahrens ist eine Substanz möglicherweise noch messbar oder bereits unmessbar. Die analytische Nachweisgrenze muss festgelegt werden.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 6 Abs. 1:</p> <p>Antrag: Die verbotenen Substanzen nach Anhang 1 dürfen im Produkte nicht nachweisbar sein bei einer Nachweisgrenze von 0.01 mg/kg.;</p>
Vape	8	1		<p>Der Importeur hat keine Möglichkeit nikotinhaltige Nachfüllflüssigkeiten in Grossmengen zu beziehen und selber</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Heaven Uster				<p>abzufüllen. (siehe Art. 3 Abs. g)</p> <p>Antrag für Art. 8 Abs. 1:</p> <p>Antrag auf Anpassung Artikel 3 Abs. g. (Der «Import» darf nicht dem «Bereitstellen» gleichgesetzt werden.);</p>
Vape Heaven Uster	8	2		<p>Die Begriffe «Kartuschen von elektronischen Einwegzigaretten» «Einwegkartuschen» wurden in Art. 3 nicht eingeführt. Es sind nur die Begriffe «elektronische Zigarette» und verschiedene Tabakprodukte eingeführt, daher ist deren Auslegung unklar.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 8 Abs. 2:</p> <p>Die Begriffe sind in Art. 3 zu definieren;</p>
Vape Heaven Uster	9	1	c	<p>Der Buchstabe «c» bezieht sich auf sich selbst und ist falsch. Es ist davon auszugehen, dass sich dieser Buchstabe auf «b» beziehen sollte. Das ist aber auch falsch, weil Buchstabe «b» die «Firmenbezeichnung» und nicht das «Produktionsland» verlangt. In der Firmenbezeichnung muss die Firma mit der zugehörigen Adresse und nicht das Produktionsland angegeben werden.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 9 Abs. 1 Bst. c:</p> <p>c.) das Produktionsland;</p>
Vape Heaven Uster	9	2		<p>Es wäre zu begrüßen, wenn die Angabe für den Nikotingehalt auf den Verpackungen für Nachfüllflüssigkeiten konkretisiert wird, in welcher Einheit dieser angegeben werden muss. Ohne exakte Regelung darf jeder selber wählen, ob diese Angabe in %, in mg/ml oder in mg/Füllmenge angegeben wird. Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 18</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 9 Abs. 2:</p> <p>2 Auf jeder Verpackung von nikotinhaltenen Nachfüllflüssigkeiten ist der Nikotingehalt in mg/ml auszuweisen.;</p>
Vape Heaven Uster	11	1		<p>Die Formulierung Art. 11 Abs. 1 ist nicht eindeutig. Es ist unklar, ob sich «Produkte» nur auf Tabakprodukte zum Rauchen bezieht oder auf alle Produkte, die in den Geltungsbereich des Gesetzes fallen. Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 19</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				<p>Änderungsvorschlag für Art. 11 Abs. 1:</p> <p>1 Die folgenden Angaben sind auf Tabakprodukten zum Rauchen oder auf deren Verpackung verboten;</p>
Vape Heaven Uster	11	1	a	<p>Die Auslobungen «ökologisch», «natürlich» und «ohne Zusatzstoffe» sind Angaben, die sich nicht auf die Schädlichkeit des Produktes beziehen und erwecken nicht den Eindruck, dass ein bestimmtes Produkt weniger schädlich sei als andere. Warum sollte ein Produkt ohne Zusatzstoffe weniger schädlich sein – die Zusatzstoffe sind in den zugelassenen Konzentrationen toxikologisch völlig unbedenklich.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 11 Abs. 1 Bst. a:</p> <p>a. Angaben, Marken und figurative Zeichen, die den Eindruck erwecken, dass ein bestimmtes Produkt weniger schädlich sei als andere, wie «leicht», «mild»;</p>
Vape Heaven Uster	15	1	c	<p>Buchstabe c ist unklar formuliert. Es sollte heissen «über einen Mechanismus für eine auslauffreie Nachfüllung verfügen». Des Weiteren müssen die Anforderungen – wenn gewollt Analog des Durchführungsbeschlusses (EU) 2016/586 der Kommission zu den technischen Normen für den Nachfüllmechanismus elektronischer Zigaretten klar definiert werden. Allerdings stellt sich hier die Frage der Verhältnismässigkeit, denn nur wenn bei einem Verschütten ein Risiko für die Gesundheit (durch dermale Aufnahme) besteht, ist diese Massnahme gemäss Art. 1 gerechtfertigt.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 15 Abs. 1 Bst. c:</p> <p>c. Weil es die Sicherheit nicht erfordert und die Verhältnismässigkeit nicht eingehalten wäre, ist der Bst. c von Art. 15 zu streichen. Sollte von einer Streichung abgesehen werden, so ist der Art. 15 Bst. c dem Durchführungsbeschluss (EU) 2016/586 anzupassen;</p>
Vape Heaven Uster	11	1	a	<p>Buchstabe b ist unklar; es wäre hilfreich den konkreten Warnhinweis im Gesetz festzuschreiben. Buchstaben c, d, e und f können dem Produkt den Anschein erwecken, dass es sich um ein Heilmittel handelt. Darum sind diese Pflichtangaben im Widerspruch zu Art. 4. Das Suchtpotential gemäss Buchstabe f ist bereits in Art. 13 Bst. c abgedeckt. Des Weiteren müssten hier die anzugebenden Punkte genauer definiert werden. Wie wird zum Beispiel ein Suchtpotential oder die Toxizität angegeben?</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 11 Abs. 1 Bst. a:</p> <p>1 Jede Verpackung von nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten und von Tabakprodukten zum Erhitzen muss eine Produktinformation mit den folgenden Angaben enthalten:</p> <p>a. Gebrauchs- und Aufbewahrungsanweisungen für das Produkt; b. den Hinweis, dass das Produkt nicht für den</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				Gebrauch durch Minderjährige und Nichtraucher empfohlen wird; c. Kontaktangaben des Herstellers oder Importeurs.
Vape Heaven Uster	16	1		<p>Buchstabe b ist unklar; es wäre hilfreich den konkreten Warnhinweis im Gesetz festzuschreiben. Buchstaben c, d, e und f können dem Produkt den Anschein erwecken, dass es sich um ein Heilmittel handelt. Darum sind diese Pflichtangaben im Widerspruch zu Art. 4. Das Suchtpotential gemäss Buchstabe f ist bereits in Art. 13 Bst. c abgedeckt. Des Weiteren müssten hier die anzugebenden Punkte genauer definiert werden. Wie wird zum Beispiel ein Suchtpotential oder die Toxizität angegeben?</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 11 Abs. 1 Bst. a:</p> <p>1 Jede Verpackung von nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten und von Tabakprodukten zum Erhitzen muss eine Produktinformation mit den folgenden Angaben enthalten:</p> <p>a. Gebrauchs- und Aufbewahrungsanweisungen für das Produkt; b. den Hinweis, dass das Produkt nicht für den Gebrauch durch Minderjährige und Nichtraucher empfohlen wird; c. Kontaktangaben des Herstellers oder Importeurs.</p>
Vape Heaven Uster	17	2	a	<p>Art. 17 Absatz 2 ist ein Verstoß gegen die Wirtschaftsfreiheit gemäss -Art. 94 der Bundesverfassung. Die bezahlten Zeitungen werden im Wettbewerb gegenüber den Gratis-Zeitungen bzw. den Internetanbietern bevorzugt. Damit richtet sich die Massnahme gegen den Wettbewerb. Dies ist nur zulässig, wenn dies in der Bundesverfassung vorgesehen oder durch kantonales Regalrecht begründete ist. Es ist auch nicht nachvollziehbar, warum vom Grundsatz «nicht speziell an Minderjährige gerichtet» willkürlich bei gewissen Informationskanälen abgewichen wird. Dies entspricht nicht dem Auftrag des Parlaments, welcher den Bundesrat beauftragt, den Kinder- und Jugendschutz mit dem Verbot von speziell an Minderjährige gerichteter Werbung zu stärken und auf die vorgeschlagenen Einschränkungen der Werbung, der Verkaufsförderung und des Sponsorings zu verzichten.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 17 Abs. 2 Bst. a:</p> <p>in Zeitungen, Zeitschriften und anderen Publikationen, die sich speziell an Minderjährige richten;</p>
Vape Heaven Uster	17	2	b	<p>Art. 17 Absatz 2 ist ein Verstoß gegen die Wirtschaftsfreiheit gemäss -Art. 94 der Bundesverfassung. Die Internetseiten mit registrierten Benutzern werden im Wettbewerb gegenüber den Internetanbietern ohne Registrierung bevorzugt, auch wenn sich deren Angebot nicht speziell an Minderjährige richtet. Damit richtet sich die Massnahme gegen den Wettbewerb. Dies ist nur zulässig, wenn dies in der Bundesverfassung vorgesehen oder durch kantonales Regalrecht begründete ist. Es ist auch nicht nachvollziehbar, warum vom Grundsatz «nicht speziell an Minderjährige gerichtet» willkürlich bei gewissen Informationskanälen abgewichen wird. Dies entspricht nicht dem Auftrag des Parlaments, welcher den Bundesrat beauftragt, den Kinder- und Jugendschutz mit dem Verbot von speziell an Minderjährige gerichteter Werbung zu stärken und auf die vorgeschlagenen Einschränkungen der Werbung, der Verkaufsförderung und des</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>Sponsorings zu verzichten.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 17 Abs. 2 Bst. b:</p> <p>b. im Internet auf: 1. Internetseiten, die sich speziell an Minderjährige richten,</p> <p>Den Absatz 2 folglich bitte ersatzlos streichen;</p> <p>c. in Verkaufsstellen, wenn sich die Werbung: 1. direkt neben Bonbons, Kaugummis und Süssigkeiten befindet; 2. in einer Höhe von weniger als 1,20 m befindet.</p> <p>3 Werbung für Tabakprodukte und für nikotinhaltige oder nikotinfreie elektronische Zigaretten sowie für Gegenstände, die eine funktionale Einheit mit einem Tabakprodukt bilden, in Radio und Fernsehen ist gemäss den Bestimmungen des Bundesgesetzes vom 24. März 2006/7 über Radio und Fernsehen verboten.</p>
Vape Heaven Uster	18	1	<p>In Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe a und in Art. 13 sind keine Warnhinweise für nikotinfreie elektronische Zigaretten vorgesehen. Daher sind diese aus dem Artikel zu streichen.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 18 Abs. 1:</p> <p>1 Werbung für Tabakprodukte und für nikotinhaltige elektronische Zigaretten sowie für Gegenstände, die eine funktionale Einheit mit einem Tabakprodukt bilden, muss mit einem Warnhinweis nach Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe a oder nach Artikel 13 versehen sein;</p>
Vape Heaven Uster	20	1	<p>Es ist unklar aufgrund welcher wissenschaftlicheren Basis die nikotinfreie elektronische Zigarette für Minderjährige eine Gefahr darstellt. Ohne wissenschaftlichen Belege der Gefährdung von Minderjährigen durch nikotinfreie elektronische Zigaretten ist ein generelles Abgabeverbot nicht verhältnismässig, gewährt die Grundrechte (Art. 36 Abs. 2 BV) nicht und schränkt die Wirtschaftsfreiheit (Art 94 Abs. 1-4 BV) unangemessen ein. Ein generelles Verkaufsverbot von nikotinfreien elektronischen Zigaretten zwingt die Minderjährigen andere, weitaus schädlichere Produkte zu konsumieren.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 20 Abs. 1:</p> <p>1 Die Abgabe von Tabakprodukten und von nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten an Minderjährige ist verboten;</p>
Vape Heaven Uster	20	3	<p>(Dito Art. 3 Abs. 1) Es ist unklar aufgrund welcher wissenschaftlichen Basis die nikotinfreie elektronische Zigarette für Minderjährige eine Gefahr darstellt. Ohne wissenschaftlichen Belege der Gefährdung von Minderjährigen durch nikotinfreie elektronische Zigaretten ist ein Abgabeverbot nicht verhältnismässig, gewährt die Grundrechte (Art. 36 Abs. 2 BV) nicht und schränkt die Wirtschaftsfreiheit (Art 94 Abs. 1-4 BV) unangemessen ein.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>Änderungsvorschlag für Art. 20 Abs. 3:</p> <p>3 Tabakprodukte und nikotinhaltige elektronische Zigaretten dürfen nur dann in Automaten verkauft werden, wenn diese für Minderjährige nicht zugänglich sind;</p>
Vape Heaven Uster	21	1	<p>Natürlich muss der Kanton im Auftrag des Bundes die gesetzlichen Vorgaben überwachen. Weil jedoch ein Verkaufsverbot von nikotinfreien elektronischen Zigaretten an Minderjährige unverhältnismässig ist und die in der Bundesverfassung gewährten Grundrechte (Art. 36 Abs. 2 BV) wie auch die garantierte Wirtschaftsfreiheit (Art. 94 Abs. 1-4 BV) nicht gewährt, ist der Artikel 21 abzuändern. (Siehe Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 28</p> <p>dazu auch: Art. 20 Abs. 1 und Art 20. Abs. 3) Dem Auftrag des Parlaments, «Verankerung des Mindestalters 18 für den Erwerb von Tabakprodukten, Schaffung einer rechtlichen Grundlage für Testkäufe sowie Verbot von speziell an Minderjährige gerichteter Werbung» wird damit zu wenig Rechnung getragen. Es ist unklar aufgrund welcher wissenschaftlichen Basis die nikotinfreie elektronische Zigarette für Minderjährige eine Gefahr darstellt. Ohne wissenschaftlichen Belege der Gefährdung von Minderjährigen durch nikotinfreie elektronische Zigaretten ist ein Abgabeverbot nicht verhältnismässig, weshalb nikotinfreie elektronische Zigaretten vom Abgabeverbot und folglich auch in Art. 21 auszuschliessen sind.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 21 Abs. 1:</p> <p>1 Die zuständige kantonale Behörde kann zur Überprüfung der Einhaltung der Altersbeschränkung für die Abgabe von Tabakprodukten und von nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten Testkäufe durchführen oder anordnen.</p>
Vape Heaven Uster	23	3	<p>Es ist unklar, was eine wesentliche Änderung eines Produktes ist. In der strengsten Auslegung muss jedes Produkt mit anderem Aroma und anderem Nikotingehalt gemeldet werden. Dies sind mindesten 100 – 500 Produkte pro Importeur. Daher ist mit einer grossen Flut und einer unübersichtlichen Liste gemäss Abs. 5 zu rechnen. Für die Aufsichts- und Überwachungspflicht wäre eine Meldung der Betriebe, welche solche Produkte abgeben, ausreichend um die Konsumentenschaft zu schützen. Es gelten ja zusätzlich die Anforderungen an die Selbstkontrolle.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 23 Abs. 3:</p> <p>Meldepflicht nur für Betriebe.</p> <p>Sollte dem Antrag nicht stattgegeben werden, so stelle ich den Antrag Abs. 4 wie folgt anzupassen: 4 Der Bundesrat legt die Modalitäten der Meldung fest. Er beachtet dabei die Fabrikationsgeheimnisse;</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Vape Heaven Uster	23	5		<p>Der Inhalt der Meldung ist gemäss Art 24 Abs. 1 Bst. a ist ein wichtiges Wirtschaftsgeheimnis der Akteure und es muss jederzeit sichergestellt werden, dass diese Informationen nur den Personen zugänglich gemacht werden, welche diese Informationen benötigen. Eine vollständige Veröffentlichung aller Informationen ist für den Schutz der Bevölkerung nicht notwendig.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 23 Abs. 5:</p> <p>5 Das BAG veröffentlicht die für die Öffentlichkeit nötigen Informationen im Internet. Er beachtet dabei die Fabrikationsgeheimnisse;</p>
Vape Heaven Uster	24	1	b	<p>Abs. 1 Bst. a ist ein wichtiges Wirtschaftsgeheimnis der Akteure und es muss jederzeit sichergestellt werden, dass diese Informationen nur den Personen zugänglich gemacht werden, welche diese Informationen benötigen. Abs. 1 Bst. b verweist nicht spezifisch auf Rechtsvorschriften ausländischer Akteure. Es kann nicht erwartet werden, dass der Schweizer Wirtschaftsakteur die Gesetzeslage ausländischer Akteure kennen muss und deren Entwicklung verfolgen muss. Für den Schweizer Wirtschaftsakteur ist das Schweizer Recht massgebend.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 24 Abs. 1 Bst. b:</p> <p>Streichung Abs.1 Bst. b;</p>
Vape Heaven Uster	24	3		<p>Dieser Artikel ist überflüssig, weil Art. 25 Abs. 1 verlangt, dass die Zusammensetzung nikotinhaltiger Nachfüllflüssigkeiten dem BAG gemeldet werden müssen. Ausserdem verlangt Art. 9 Abs. 2, dass der Nikotingehalt auf jeder Verpackung von nikotinhaltigen Nachfüllflüssigkeiten ausgewiesen werden muss. Somit ist die Abs. 3 überflüssig. Viel mehr weise ich nochmals darauf hin, dass es zu begrüssen wäre, wenn die Angabe für den Nikotingehalt konkretisiert wird, in welcher Einheit dieser angegeben werden muss. Ohne exakte Regelung darf jeder selber wählen, ob diese Angabe in %, in mg/ml oder in mg/Füllmenge angegeben wird.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 24 Abs. 3:</p> <p>Streichung Abs. 3;</p>
Vape Heaven Uster	25			<p>Artikel 25 ist redundant mit Artikel 23</p> <p>Die Redundanz kann verhindert werden, indem Artikel 25 sich ausschliesslich auf die Meldung der Emissionen von Tabakprodukten bezieht. Für nikotinhaltige elektronische Zigaretten werden keine Emissionswerte verlangt. An dieser Stelle weise ich auch nochmals ausdrücklich auf den Antrag für Artikel 23 Abs. 3 hin. Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 34</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>Änderungsvorschlag für Art. 25 Abs. 1-4:</p> <p>Art. 25 Meldung der Emissionen der Produkte 1 Wer Tabakprodukte herstellt oder einführt, muss dem BAG die Emissionen der Produkte melden. 2 Bei jeder wesentlichen Änderung des Produkts muss eine neue Meldung erfolgen. 3 Der Bundesrat regelt den Inhalt und die Modalitäten der Meldung. Er beachtet dabei die Fabrikationsgeheimnisse. 4 Das BAG veröffentlicht die erhaltenen Angaben im Internet.</p>
Vape Heaven Uster	34	1	<p>Gemäss Artikel 5 dürfen nikotinhaltige elektronische Zigaretten, mit Ausnahme des Nikotins, kein Risiko für den Konsumenten darstellen. Artikel 4 Abs. 2 bestimmt, dass der Konsument «vor falschen Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können», geschützt ist. Die reine Vermutung reicht nicht aus, um die Bevölkerung vor möglichen, vermuteten (nicht sicher – Täuschung!) Gefahren zu warnen. In dubio pro reo. Deshalb stellen wir folgenden Antrag auf Änderung: Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 37</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 34 Abs. 1:</p> <p>1 Die zuständigen Behörden von Bund und Kantonen informieren die Öffentlichkeit über bekannte Gesundheitsrisiken der Tabakprodukte und der nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten.</p>
Vape Heaven Uster	34	3	<p>Es ist begrüßenswert, dass die Bevölkerung über wissenschaftliche Erkenntnisse von allgemeinem Interesse im Bereich des Gesundheitsschutzes informiert wird. Die noch bessere Lösung ist, wenn die Öffentlichkeit auch über gesundheitspolitische Vorteile und über die schadensmindernden Möglichkeiten der Produkte im Vergleich mit anderen Produkten, informiert werden.</p> <p>In der Drogenprävention ist die Schadensminderung seit Jahrzehnten im Gesetz verankert. Warum die Schadensminderung bei Rauchern bisher und gemäss diesem Vorschlag auch in Zukunft nicht berücksichtigt wird, ist unverständlich.</p> <p>Bei jährlich 9500 Personen, welche an den direkten Folgen des Rauchen sterben, 3.9 Mia volkswirtschaftlichem Schaden und ebenso 1.7 Mia Kosten im Gesundheitswesen, alles zu Lasten des Volkes ist es aus Sicht des Bürgers unverständlich, warum Raucher noch viele weitere Jahre warten müssen bis sie in den Genuss der viel weniger schädlichen Alternativen kommen können, obwohl die Vorteile hinreichend bekannt sind. Ebenso werden die hohen Gesundheitskosten unnötig hochgehalten, in einer Zeit wo täglich darüber diskutiert wird, wie man selbige senken könnte.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>Wer dann auch noch über fehlende AHV/IV Einnahmen als mögliche Einflüsse (selbes Departement) spekulieren würde, wäre wohl ein Schelm.</p> <p>Warum der Bundesrat die Motion 17.4106 von Angelo Barrile zur Ablehnung empfiehlt, welche den Bundesrat beauftragen würde, die unabhängige Forschung von alternativen Produkten zu den Tabakprodukten voranzutreiben und mit Bundesmitteln zu fördern, ist ebenso unverständlich.</p> <p>Deshalb stelle ich aus gesundheitspolitischen Gründen folgenden Änderungsantrag:</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 34 Abs. 3:</p> <p>3 Sie informieren die Öffentlichkeit insbesondere über wissenschaftliche Erkenntnisse von allgemeinem Interesse im Bereich des Gesundheitsschutzes und über gesundheitspolitische Erkenntnisse im Zusammenhang mit Tabakprodukten oder nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten und der Prävention der durch den Konsum dieser Produkte verursachten Krankheiten.</p>
Vape Heaven Uster	35	3	<p>Sofern der Artikel 3 Abs. g gemäss Antrag so geändert wird, dass der Import nicht dem Bereitstellen gleichgestellt wird, ist der Artikel nicht zu beanstanden.</p> <p>Sollte Artikel 3 Abs. g wie im Vorentwurf vorgeschlagen bestehen bleiben, so muss Bst. c von Artikel 35 Abs. 3 gestrichen werden. Sollte die Einfuhr dem Bereitstellen auf dem Markt gleichgestellt werden, dürfen Produkte für Marktteilnehmer nicht zurückgewiesen werden, ansonsten wird die Selbstkontrolle der Importeure verunmöglicht (Produkte die nicht den Qualitätsanforderung entsprechen können im Rahmen der Selbstkontrolle nicht zum Verkauf freigegeben werden) und eine Kennzeichnung durch den Importeur verhindert.</p> <p>Damit verstösst Art 35 Abs. 3 gegen das Verhältnismässigkeitsprinzip (BV, Art. 5), er schränkt die Grundrechte der Schweizer Firmen unverhältnismässig ein ohne dass ein öffentliches Interesse oder der Schutz der Bevölkerung es erfordern würden (Art 36 Abs 2 BV). und missachtet die Wirtschaftsfreiheit(Art 94 Abs. 1-4 BV). Ebenso missachtet der Gesetzgeber den Parlamentswillen, welcher die Legalisierung des Marktes fordert. Der «Import» darf nicht dem «Bereitstellen» gleichgesetzt werden oder Produkte für Marktteilnehmer nicht zurückgewiesen werden.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 35 Abs. 3:</p> <p>Sofern Artikel 3 Abs. g dahingehend geändert wird, dass der Import nicht dem Bereitstellen gleichgestellt wird, ist nichts zu ändern. Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 40</p> <p>Sollte Artikel 3 Abs. g unverändert bestehen bleiben, so stelle ich den Antrag Art 35 Abs. 3 Bst. c zu streichen;</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Vape Heaven Uster	2	1	b	<p>Bundesgesetz vom 3. Oktober 2008 zum Schutz vor Passivrauchen</p> <p>Weil bekannt ist, dass Jugendliche in der Phase des erwachsenwerden so oder so Substanzen ausprobieren und Grenzen kennen lernen müssen macht es keinen Sinn, ihnen ein harmloses Produkt (ohne Nikotin) zu verbieten.</p> <p>Wichtig ist es auch zu wissen</p> <p>Die zum Kaufen animierenden Aroma-Vernebler des Detailhandels beinhalten dieselben Stoffe wie in E-Zigaretten ohne Nikotin verdampft werden. Warum beim Einkaufen von den Aroma-Verneblern kein Risiko ausgeht, die Menschen aber sonst im Leben mit der «Gesetzgebung zum Schutz vor Passivrauch» vor etwas Ungefährlichem geschützt werden sollen nur weil es aussieht wie «Rauch», möchte ich im Bezug auf den Gesundheitsschutz und das Gesundheitsrisiko vom BAG gerne erläutert haben. «Philgood», ein langjähriger Erklär-Dampfer machte bereits vor Jahren einen schönen Vergleich mit Rivella. Keinem Parlamentarier käme es in den Sinn das Nationalgetränk «Rivella» zu verbieten nur weil es ähnlich aussieht wie Bier. Keiner käme auf die Idee zu glauben, dass Rivella zum Bier trinken animieren würde. Wieso aber soll eine angenehm duftende nikotinfreie E-Zigarette (denken sie an den Aroma Vernebler) dazu verleiten auf eine übelriechende, stinkige Tabakzigarette umzusteigen?</p> <p>Wenn E-Zigaretten ohne Nikotin für Minderjährige verboten werden, steigt die Gefahr, dass diese zur Tabakzigarette greifen, weil die Verfügbarkeit einfacher und grösser ist.</p> <p>ES IST WICHTIG JUGENDLICHE VOR DEM RAUCHEN ZU SCHÜTZEN</p> <p>Gerade deshalb ist es auch von enormer Wichtigkeit den heranwachsenden dieses Ventil zu lassen, denn die Studien belegen auch, dass dieses «ausprobieren» zum erwachsen werden gehört.</p> <p>Deshalb stelle ich aus gesundheitspolitischen Gründen folgenden Änderungsantrag:</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 2 Abs 1. Bst. b Bundesgesetz vom zum Schutz vor Passivrauchen</p> <p>b. die Verwendung von Tabakprodukten zum Erhitzen sowie nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten nach Artikel 3 Buchstaben c und f TabPG.</p>
Vape Heaven Uster	10	1	a	<p>Bundesgesetz vom 24. März 2006 über Radio und Fernsehen</p> <p>Die Argumentation entspricht der Selben wie Art 2 Abs 1 Bst. b Bundesgesetz vom zum Schutz vor Passivrauchen</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>b. die Verwendung von Tabakprodukten zum Erhitzen sowie nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten nach Artikel 3 Buchstaben c und f TabPG.</p> <p>Deshalb stelle ich aus gesundheitspolitischen Gründen folgenden Änderungsantrag:</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 10 Abs 1. Bst. a Bundesgesetz über Radio und Fernsehen</p> <p>a. Tabakprodukte und nikotinhaltige elektronische Zigaretten nach Artikel 3 Buchstaben a und f des Tabakproduktegesetzes vom ...</p>
--	--	--	---

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input checked="" type="checkbox"/>	Zustimmung
<input checked="" type="checkbox"/>	Änderungswünsche / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Grundsätzliche Überarbeitung
<input type="checkbox"/>	Ablehnung

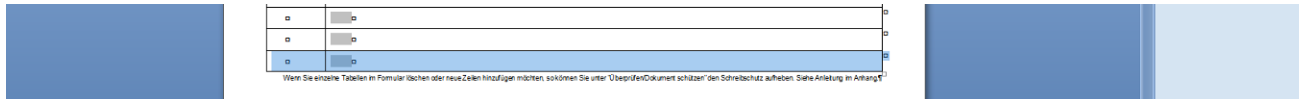
Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

2 Zeilen einfügen

Ganze Zeile mit leeren grauen Feldern markieren (die Zeile wird blau hinterlegt)

Control-C für Kopieren

Control-V für Einfügen



3 Dokumentschutz wieder aktivieren

Vernehmlassungsformular_TabPG_DE [Kompatibilitätsmodus] - Microsoft Word

Start Einfügen Seitenlayout Verweise Sendungen Überprüfen Ansicht Add-Ins

Rechtschreibung Recherchieren Thesaurus Übersetzen Sprache festlegen Wörter zählen

Dokumentprüfung

Neuer Kommentar

Änderungen nachverfolgen

Sprechblasen

Markup anzeigen

Überarbeitungsfenster

Annehmen Ablehnen Weiter

Vergleichen Quelldokumente anzeigen

Dokument schützen

Formatierung und Bearbeitung

1. Formatierungseinschränkungen

2. Bearbeitungseinschränkungen

3. Schutz anwenden

Ja, Schutz jetzt anwenden

Vernehmlassung Tabakproduktegesetz

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : []

Abkürzung der Firma / Organisation : []

Adresse : []

Kontaktperson : []

Telefon : []

E-Mail : []

Datum : []

Wichtige Hinweise:

- Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen
- Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Extras/Dokumentenschutz aufheben" den Schreibschutz aufheben
- Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden
- Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte als Word-Dokument bis am 12. September 2014 an folgende E-Mail Adresse: dm@baq.admin.ch und tabak@baq.admin.ch

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Nebelbox GmbH

Abkürzung der Firma / Organisation : Nebelbox

Adresse : Lehnplatz 11, 6460 Altdorf

Kontaktperson : Daniel Regli

Telefon : 079 378 30 72

E-Mail : info@nebelbox.ch

Datum : 20.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	9
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	18
Entwurf Tabakproduktegesetz	21
Unser Fazit	37
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	38

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
Nebelbox	<p>Der zweite Vorentwurf zum TabPG berücksichtigt mehrheitlich die vom Parlament geforderten Änderungen. Der neue Entwurf bedeutet eine grosse Verbesserung für den Vertrieb von elektronischen Zigaretten gegenüber dem ersten Vorentwurf, welcher vom Parlament an den Bundesrat zur Überarbeitung zurückgewiesen wurde.</p> <p>Die Motion Humbel (11.3637) «Gesamtschweizerisch einheitliches Abgabalter für Tabakprodukte» verlangt eine landesweite Vereinheitlichung der Altersbeschränkung für die Abgabe von Tabakprodukten in der Schweiz. Im zweiten Vorentwurf zum TabPG wurde vom Bundesrat deshalb vorgeschlagen, die Abgabe von nikotinfreien und nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten an Minderjährige zu verbieten. Das Parlament verlangte ausserdem, dass die Werbung dort zu verbieten ist, wo sich diese hauptsächlich an Minderjährige richtet. Der Bundesrat geht im zweiten Vorentwurf jedoch weit über diese Forderungen hinaus und nimmt den Auftrag offensichtlich zum Anlass, ein totales Werbe- und Abgabeverbot von elektronischen Zigaretten mit oder ohne Nikotin an Minderjährige im Gesetz zu verankern. Er missachtet dabei die vom Parlament geforderte «Differenzierung von Alternativprodukten wie E-Zigaretten und Snus und die spezifische Regelung dieser Produkte, aufgrund der viel geringeren Schädlichkeit im Vergleich zu Tabakprodukten zum Rauchen». Es ist unklar aufgrund welcher wissenschaftlichen Basis der Bundesrat zum Schluss kommt, dass nikotinfreie elektronische Zigaretten für Minderjährige eine Gefahr darstellt. Ohne wissenschaftlichen Belege der Gefährdung von Minderjährigen durch nikotinfreie elektronische Zigaretten ist ein generelles Abgabeverbot nicht verhältnismässig und ein nicht zulässiger Eingriff in die Wirtschaftsfreiheit der Unternehmen. Deshalb ist ein generelles Abgabeverbot von nikotinfreien elektronischen Zigaretten unverhältnismässig.</p> <p>Folglich hat der Bundesrat mit dem zweiten Vorentwurf den Auftrag des Parlaments nur teilweise erfüllt. Das Abgabe- und Werbeverbot nikotinfreier Produkte missachtet den Parlamentswillen «keine zusätzlichen Einschränkungen, Legalisierung des Handels und differenzierte Einstufung von alternativen Produkten» und ist ein Verstoss gegen die Wirtschaftsfreiheit, ohne dass der Gesundheitsschutz oder der Schutz der Minderjährigen es erfordern würde. Zurzeit ist der Verkauf von nikotinfreien elektronischen Zigaretten ohne jegliche Einschränkungen legal.</p> <p>Ansonsten kann man, sofern man von Flüchtigkeitsfehlern absieht, von einem durchaus gelungenen zweiten Vorschlag sprechen. Die Legalisierung des Handels mit Alternativprodukten wie E-Zigaretten und Snus wurde aus der Sicht der Konsumenten, mit der Ausnahme der zu geringen Differenzierung und dem damit verbundenen Abgabeverbot an Minderjährige, gut umgesetzt. Mit der Inkraftsetzung des TabPG, was aber noch Jahre dauern könnte, dürfen volljährige Personen in der Schweiz endlich auch legal nikotinhaltige E-Zigaretten kaufen.</p> <p>Ob der Bundesrat den parlamentarischen Auftrag der spezifischen Regelung für alternative Produkte mit der marginalen Differenzierung genüge getan hat, wird die Diskussion im Parlament zeigen.</p>
Nebelbox	<p>Ergänzendes Fazit für Konsumenten von elektronischen Zigaretten</p> <p>Für Konsumenten von elektronischen Zigaretten bringt dieses Gesetz fast nur Vorteile. Es ist in Zukunft erlaubt, nikotinhaltige Nachfüllflüssigkeiten</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>und elektronische Zigaretten in der Schweiz zu erwerben. Die Füllmengen-Obergrenze für nikotinhaltige Liquids wird bei 100 ml festgelegt. Von diesem Gesetz nicht betroffen ist der Import für den Eigengebrauch (Achtung, für die Freundin bestellt gilt bereits als Weitergabe und geht über Eigengebrauch hinaus) und nikotinhaltige Liquids, welche für den Eigengebrauch selbst hergestellt werden. Bisher gibt es keine Importbeschränkungen, der Bundesrat könnte nach dem neuen TabPG aber welche erlassen zur Verhinderung eines gewerblichen Imports.</p> <p>Die einzige, spürbare Einschränkung für junge Konsumenten wird sein, dass die Abgabe von elektronischen Zigaretten (mit und ohne Nikotin) an Minderjährige verboten ist.</p>
Nebelbox	<p>Ergänzendes Fazit für Händler</p> <p>Grundsätzlich können Marktteilnehmer aus der «Dampfer-Branche» aufatmen. Gegenüber dem ersten Vorschlag bergen sich im zweiten Entwurf keine Gefahren mehr, mit welchen die Händler nicht leben könnten. Nichts desto trotz gibt es viele Punkte, bei welchen Verbesserungen möglich und notwendig sind, welche auch begründet werden können.</p> <p>Solange Nachfüllflüssigkeiten und elektronische Zigaretten nicht mit Nikotin verkauft werden, wird die grösste Einschränkung sein, dass Produkte auch ohne Nikotin nicht mehr an Minderjährige verkauft werden dürfen. Das TabPG betrifft, ausgenommen Artikel 17-21, nur nikotinhaltige E-Zigaretten und damit nur einen kleinen Teil der Produkte welche Dampfershops im Sortiment führen. Insbesondere kann mit der klaren Trennung zwischen nikotinhaltigen und nikotinfreien Angeboten, als auch mit DIY Lösungen, von der Differenzierung durch den Bundesrat profitiert werden.</p> <p>Abzulehnen ist Art. 3 Abs. g. Die vom Bundesrat geforderte «Gleichstellung des Imports mit dem Bereitstellen» wäre ein grosser Einschnitt in die Wirtschaftsfreiheit, jedoch glaube ich nicht, dass dieser Absatz so bestehen bleibt.</p> <p>Es bestehen ebenfalls reale Chancen, die vom Bundesrat im zweiten Vorentwurf vorgeschlagenen Einschränkungen im Bereich der Werbung, der Abgabe von nikotinfreien Produkten an Minderjährige und an der Erweiterung des Gesetzes zum Schutz vor Passivrauch zu lockern. Zum einen forderte das Parlament vom Bundesrat eine differenzierte Einstufung der Produkte und keine weiteren Einschränkungen der Werbung. Diese Punkte hat der Bundesrat nur bedingt oder mangelhaft erfüllt. Weil die Werbung wie auch die Abgabe von nikotinfreien elektronischen Zigaretten und Nachfüllflüssigkeiten zurzeit nicht eingeschränkt ist und keine Belege dafür existieren, dass nikotinfrei Produkte die Gesundheit der Menschen gefährden würden, fehlt die Grundlage für ein Werbe- und Abgabeverbot aller E-Zigaretten und verstösst deshalb gegen das Gebot der Wirtschaftsfreiheit gemäss der Bundesverfassung. Einschränkungen sind nur dann zulässig, wenn dies in der Bundesverfassung vorgesehen oder durch kantonales Regalrecht begründete ist.</p> <p>Dass der Kanton Testkäufe durchführen kann liegt in der Natur der Sache. Dagegen ist nichts einzuwenden. Ob davon die nikotinfreien Produkte auch betroffen sein müssen, darf in Frage gestellt werden. Die Diskussion im Parlament wird zeigen, ob die Gleichbehandlung von nikotinfreien und nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten bei der Abgabe und der Werbung so gewünscht ist.</p> <p>Im Artikel 34 schlägt der Bundesrat vor, dass die zuständigen Behörden von Bund und Kantonen die Öffentlichkeit über bekannte oder vermutete Gesundheitsrisiken informiert. Das «vermutete» macht hier natürlich in erster Linie Sorge und sollte auch zur Änderung beantragt werden. Die reine Vermutung reicht nicht aus, um die Bevölkerung vor möglichen, vermuteten Gefahren zu warnen. Es besteht auch kein Grund zur Freude der</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Annahme, der Bund müsste in Zukunft über die Vorteile von elektronischen Zigaretten im Vergleich zu Tabakzigaretten berichten. Das ist ein Irrtum, denn der Gesetzgeber schreibt vor, die Behörden müssen über Gesundheitsrisiken (Risiko ungleich Vorteil) berichten. Weil aber dieses Gesetz «nur für nikotinhaltige elektronische Zigaretten und Nachfüllflüssigkeiten mit Nikotin gilt, dürfen die Behörden auch nicht über «vermutete» gesundheitliche Risiken von nikotinfreien Produkten berichten, solange keine Risiko für die Gesundheit besteht, was sowieso einem Verkaufsverbot gleichkommen würde.</p>
<p>Nebelbox</p>	<p>Ergänzendes Fazit für Medien mit Gratiszeitungen</p> <p>Das vom Bundesrat vorgeschlagene Werbeverbot von Tabakprodukten und (nikotinfreien) elektronischen Zigaretten in Gratis-Zeitungen und im Internet verstösst gegen die Wirtschaftsfreiheit und wird grosse Einnahmeeinbussen für kostenlose Medienangebote zur Folge haben. Das Parlament hat den ersten Vorentwurf des TabPG zurückgewiesen mit dem Auftrag, beim zweiten Entwurf den Schutz der Kinder und Jugendlichen insbesondere durch die Verankerung des Mindestalters 18 für den Erwerb von Tabakprodukten und das Verbot von speziell an Minderjährige gerichteter Werbung zu verstärken.</p> <p>Damit geht der Vorentwurf des Bundesrats weit über die geforderten Massnahmen des Parlaments hinaus. Der Schutz der Jugendlichen und Kindern wurde für Tabakprodukte verlangt, nicht für elektronische Zigaretten und schon gar nicht für diejenigen ohne Nikotin. Zudem wurde vom Parlament gefordert, speziell an Minderjährige gerichteter Werbung zu verbieten. Gemäss den Mediadaten von 20 Minuten richtet sich zum Beispiel diese Gratiszeitung keines Falls hauptsächlich an Minderjährige, weshalb der Gesetzesvorschlag eine wirtschaftliche Bevorteilung von «kostenpflichtigen Zeitungen und Magazinen» ist, welche gegen die Wirtschaftsfreiheit und gegen die Verhältnismässigkeit verstossen. Es handelt sich dabei um eine Rechtsbevorteilung für «bezahl Zeitungen». Ausserdem bedient sich der Gesetzgeber in der Erläuterung zum zweiten Entwurf des TabPG einem Scheinargument (Seite 23; Erläuterungen zum TabPG), wenn er behauptet, dass die Gratiszeitung 20 Minuten hauptsächlich von Minderjährigen gelesen wird.</p>
<p>Nebelbox</p>	
<p>Nebelbox</p>	
<p>Nebelbox</p>	
<p>Nebelbox</p>	
<p>Nebelbox</p>	
<p>Nebelbox</p>	

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Nebelbox	
Nebelbox	
Nebelbox	
Nebelbox	
Nebelbox	
Nebelbox	
Nebelbox	
Nebelbox	
Nebelbox	
Nebelbox	
Nebelbox	
Nebelbox	
Nebelbox	
Nebelbox	
Nebelbox	
Nebelbox	
Nebelbox	
Nebelbox	
Nebelbox	

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Nebelbox	
Nebelbox	
Nebelbox	
Nebelbox	
Nebelbox	
Nebelbox	
Nebelbox	
Nebelbox	
Nebelbox	
Nebelbox	
Nebelbox	
Nebelbox	
Nebelbox	
Nebelbox	
Nebelbox	
Nebelbox	
Nebelbox	
Nebelbox	
Nebelbox	

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Nebelbox	
----------	--

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")

Name/Firma	Kapitel-Nr.	Bemerkung/Anregung
Nebelbox	1.1.2	<p>Seit dem 12. November 2015 verbietet das BLV mit der Allgemeinverfügung BBl. 2015/7788 1 den Verkauf von nikotinhaltenen Liquids für E-Zigaretten in der Schweiz. Die aufschiebende Wirkung wurde entzogen und obwohl der Gesetzgeber vorschreibt beim Entzug der aufschiebenden Wirkung schnellstmöglich (innert 6 Monaten ist die interne Vorgabe) zu urteilen, bewegt sich das BVGer bis heute nicht (Stand heute über 27 Monate Wartezeit mit wirtschaftlich grossen Folgen). Die lange Wartezeit wird mit der Komplexität des Falles durch das BVGer begründet, eine Komplexität welche wir als Beschwerdeführer jeweils in 30 Tagen beantworten mussten.</p> <p>Das Verbot begründete das BAG in der Allgemeinverfügung mit dem fehlenden Jugendschutz (Mindestalter) sowie mit den fehlenden Warnvorschriften und dem nicht bestehenden Werbeverbot wie es für Tabakprodukte gelte. Im Replik zu unserer Beschwerde vor dem BVGer behauptet das BAG ebenso, dass keine Studien existieren und somit der Schutz der Bevölkerung nicht gewährleistet ist. Das wir im Replik vom BLV exakt die Massnahmen gefordert haben, welche nun im zweiten Entwurf zum TabPG umgesetzt werden sollen, sei nur am Rande erwähnt. (Wird lustig für die Begründung vor dem BVGer, wenn ein Produkt heute eine Gefahr für die Bevölkerung darstellt, dass es verboten werden muss, in Zukunft aber ist es völlig ok. Ich bin gespannt).</p> <p>Das BLV behauptet dann vor dem BVGer auch noch dreist im Replik, dass es in einer Verfügung keine Massnahmen erlassen könne, obwohl es selbiges Amt schon getan hat und die Beweismittel von uns beigelegt wurden.</p> <p>Hätte das BLV an Stelle eines Verbots einschlägige Massnahmen wie Altersbeschränkung, kindersichere Verschlüsse, Warnhinweise und idealerweise auch eine Qualitätskontrolle in der Verfügung erlassen, dann wären E-Liquids in der Schweiz schon lange sicher für die Bevölkerung. Leider bewirkt die Allgemeinverfügung des BLV vom 12. November 2015 das Gegenteil</p> <p>Zum Verständnis für Leser ohne Fachkenntnisse über E-Zigaretten: E-Zigaretten mit Nikotin sind seit über 10 Jahren auf dem Markt erhältlich und werden von über XXX Millionen Konsumenten genutzt, ohne einen Todesfall 3. Es existieren über 2000 Studien zu E-Zigaretten und Liquids. Jeder halbwegs nicht bestochene Wissenschaftler wird die toxischen Unterschiede zwischen einer E-Zigarette und einem Tabakprodukt erläutern können, so dass es jeder Schüler versteht.</p> <p>In England empfiehlt der Staat den Rauchern auf E-Zigaretten umzusteigen, jedoch ist in England die Krankenkasse staatlich und somit profitiert der Staat direkt von tieferen Kosten. Bei uns in der Schweiz trägt diese der Bürger mit teureren Krankenkassenprämien und Produkten / Dienstleistungen. Jährlich über 5 Mia Folgekosten für das Schweizer Volk.</p> <p>Jetzt wird es grotesk</p> <p>Vor knapp zwei Jahren, kurz nach der Allgemeinverfügung des BLV hat zuerst Philip Morris S.A. das HNB-Produkt «IQOS» gefolgt</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

von British American Tobacco mit dem Produkt «Glo» den Start ihrer neuen HNB-Produktreihe gewagt. Dazu ist wichtig zu wissen, dass beide Produkte (IQOS/Glo) auf demselben Prinzip aufgebaut sind. Die Geräte sind dreiteilig und bestehen aus einem Akku, einer Heizeinheit und einem Depot gefüllt mit einem Tabakprodukt. Sie unterscheiden sich dahingehend, dass bei der «IQOS» ein Hezelement direkt ins Tabakdepot gesteckt und erhitzt wird und so den «Dampf» 2 erzeugt und bei der «Glo» wird das Tabak-Depot (Tabak-Stick) von aussen erhitzt. Sie unterscheiden sich nur in der Art wie das Hezelement technisch verbaut ist.

Ganz anders funktioniert das Produkt «Ploom», welches das dritte HNB-Produkt eines Tabakgiganten auf dem Markt ist. Die Ploom besteht aus einem Akku, einer «Patrone» welche ein Propylenglycol und Glycerin Gemisch beinhaltet (Anm. dieselben Inhaltsstoffe wie E-Zigaretten ohne Nikotin), welches vom Benutzer durch eine Tabakkapsel gezogen wird, in welcher das Nikotin freigesetzt wird. Einfach formuliert ist es ein Hybrid-Gerät, welches Dampf durch eine Kapsel mit Tabakgranulat zieht und dabei Nikotin (und wer weiss was sonst noch, die Meinungen der Wissenschaft sind different) freisetzt. Soweit wäre nichts zu beanstanden – könnte man denken.

Nun ist es so, dass von E-Zigaretten immer wieder Langzeitstudien verlangt werden und das Verlangen mit dem Scheinargument des Jugendschutzes und dem Schutz der Bevölkerung gerechtfertigt wird. Obwohl E-Zigaretten seit über 10 Jahren existieren und die vom BAG als nötig empfundenen Massnahmen in der Verfügung hätten erlassen werden können, bleiben sie im Gegensatz zu den HNB-Geräten, illegal für den Handel.

Für die HNB-Produkte ist die Schweiz für alle drei Konzerne (PMI, BAT, JTI) ein Testmarkt.

Unter der jetzigen Gesetzgebung werden die Produkte, welche für den Weltmarkt bestimmt sind, je nach Kanton an 0/16 und 18-Jährige verkauft oder wie es die Konzerne sagen, getestet.

Für grosse Tabakkonzerne und für das BAG ist die Schweizer Jugend scheinbar gut genug als Test-Mensch hinzuhalten, während man gleichzeitig bei E-Zigaretten ein übertriebenes Risiko konstruiert, welches sogar mit Massnahmen zu regulieren wäre.

Ric: Während mein Opa noch immer kein nikotinhaltiges Liquid kaufen darf kann meine Tochter am Kiosk wahlweise Zigaretten und HNB-Produkte kaufen oder sich gar prostituieren. Juristisch in der Schweiz voll korrekt. Habt ihr echt noch alle Latten am Zaun in Bern?

Diverse Verstösse gegen die TabV

Aufgrund der aktuellen Einstufung von Tabakprodukten und Lebensmitteln (heutige Gesetzeslage seit nLMG und bis TabPG im Jahr 2022/2028) dürfte das Produkt Ploom so aktuell gar nicht auf dem Markt zugelassen sein.

Art. 1 (TabV) Tabakerzeugnis: Erzeugnis, das ganz oder teilweise aus Tabak besteht und insbesondere zum Rauchen (Zigarren, Zigaretten und ähnliche Erzeugnisse sowie Schnitt- und Rollentabak), Schnupfen, Lutschen oder Kauen bestimmt ist.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

		<p>Weil die Ploom-Tech aber nicht zum Rauchen und ebenso wenig zum Schnupfen, Lutschen oder Kauen bestimmt ist, sondern gemäss Ploom-Tech klar zum DAMPFEN bestimmt ist, ist die Zuordnung in der TabV zu bestreiten und infolge der zu gewährenden Gleichbehandlung ähnlich wie ein Dampfgerät (ugs. E-Zigarette) einzustufen. Es ist gemäss TabV nicht zugelassen.</p> <p>ZITAT WEBSITE PLOOM-TECH (WWW.PLOOM.CH): «DIE PLOOM TABAKKAPSELN ENTHALTEN EIGENTLICHEN (D.H. ECHTEN) TABAK. DIE SPEZIELL KONZIPIERTE TABAKKAPSEL IST EIN TABAKPRODUKT UND ENTHÄLT WIE ALLE TABAKPRODUKTE NIKOTIN, DAS MIT ABHÄNGIGKEIT VERBUNDEN WIRD.»</p> <p>Weil die Ploom-Tech kein Tabakerzeugnis ist und ein Lebensmittel auch nicht sein kann (weil ein Lebensmittel kein Nikotin enthalten darf), ist es ein Gebrauchsgegenstand. Für eine Einstufung als Gebrauchsgegenstand spricht ebenso, dass die «Tabak-Kapsel» und das «Liquid-Depot» nur zusammen mit dem Gerät PLOOM-TECH als Einheit dem dafür vorhergesehenen Verwendungszweck (dem Verdampfen von Liquid welches anschliessend durch ein Tabak / Nikotingranulat gezogen wird um inhaliert zu werden), zugeführt werden kann. Bei den E-Zigaretten wird dadurch die kuriose Einstufung von Liquids als Gebrauchsgegenstand mit Schleimhautkontakt durch das BLV, (meiner Meinung nach falsche Einstufung im LMG) gerechtfertigt.</p> <p>Wenn die Produkte «gleichbehandelt» werden würden, ist Ploom-Tech und die Kapseln ein Gebrauchsgegenstand mit Schleimhautkontakt und darf kein Nikotin enthalten.</p> <p>Im Art. 5 (TabV) über verbotene Erzeugnisse heisst es: Abs. 1: Tabakerzeugnisse zum oralen Gebrauch dürfen weder eingeführt noch abgegeben werden</p> <p>Abs. 2: Als Tabakerzeugnisse zum oralen Gebrauch gelten Erzeugnisse in Form eines Pulvers oder eines feinkörnigen Granulats oder einer Kombination dieser Formen, insbesondere in Portionenbeuteln oder porösen Beuteln oder in anderer Form. Ausgenommen sind Erzeugnisse, die zum Rauchen oder Kauen bestimmt sind.</p> <p>Beides trifft auf die Ploom-Tech zu. Es handelt sich um ein Tabakgranulat in Portionen und geht nicht unter die Ausnahmen, weil es dampft und nicht raucht und auch nicht zum Kauen bestimmt ist.</p> <p>Über weitere daraus folgende Verstösse gegen Art. 12 (TabV) Warnhinweise und Art. 17 Täuschungsschutz und Art 18 will ich mich jetzt hier gar nicht erst auslassen.</p> <p>Beweismittel für die Ungleichbehandlung: Zitat aus dem Replik des BLV zur Beschwerdensache C7997/2015 vor dem BVGer (Nikotin Verbot in E-Zigaretten)</p> <p>Weil es sich aber um eine offensichtliche, willkürliche Ungleichbehandlung durch Bevorteilung der Tabakindustrie durch den Bund handelt, habe ich das Kantonslabor Genf am 6.9.2017 eingeschrieben über den Sachverhalt informiert (Einschreiben) und wen wundert es, bis heute keine Antwort erhalten. Natürlich ist das KLGE mir von Amtswegen keiner Antwort verpflichtet, doch die</p>
--	--	--

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

		<p>amtlichen Gepflogenheiten würden es gebieten, sagt der klassische Beamte und wird den Mitarbeitern so gelehrt.</p> <p>Ihr könnt euch vielleicht vorstellen, dass ich nach 2.5 Jahren BVGer Prozess und unzähligen Ausreden keine Lust auf «keine Antwort» hatte und darum habe dem Herrn Anderegg vom BAG (Stabsleiter EDI) über den Sachverhalt (Einschreiben, Ploom) informiert.</p> <p>Hier die Korrespondenz dazu. Bitte anschnallen und den Liquid-Tank vorher befüllen. Anrede und Grussformeln habe ich weggelassen. Der Rest sind Zitate.</p> <p>PS: Verzeiht mir die folgenden Schreibfehler, ich war ein bisschen aufgeregt und zudem schreiben wir so oft, dass es manchmal von meiner Seite aus – aber offensichtlich auch seitens des BAG – nicht immer die amtliche Formalität benötigt.</p> <p>Original Korrespondenz mit dem BAG</p> <p>E-Smoking.ch: Da wir in Sachen Nikotin schon mehrfach miteinander kommuniziert haben, versteht sich, dass meine Anfrage in diesem Zusammenhang zu würdigen ist.</p> <p>Letzte Woche habe ich das Kantonslabor Genf per Einschreiben über diverse Gesetzesverstösse durch JT International mit dem Produkt «Ploom-Tech» informiert. (Sie haben das Schreiben per Email erhalten und ist sicherheitshalber in diesem Email nochmals angehängt) Geschehen ist bis heute nichts, wie bedenklich das in Anbetracht unseres Streites vor BVGer ist, muss ich gar nicht erläutern und wissen Sie selbst – oder?</p> <p>Auch wenn ich weiss, dass mir das Kantonslabor Genf keiner Antwort verpflichtet ist, wissen wir beide ebenso, dass die Damen und Herren für die Umsetzung des Gesetzes zuständig sind. Am mangelnder Kenntnis fehlt es auch nicht mehr. Weil aber offensichtlich bis heute kein Verkaufsverbot oder sonst irgendwelche Reaktionen aus Genf zu verspüren sind, wollte ich nachfragen ob es wirklich sein muss, dass ich eine offizielle Aufsichtsbeschwerde durch die Kanzlei erstellen lasse? Echt jetzt? Ich weiss es und sie wissen es auch – ich werde auch diesen Schritt tun.</p> <p>Ein kurzes Feedback würde mich sehr freuen.</p> <p>M. ANDEREGG (BAG): HIER MEINE KURZE RÜCKMELDUNG.</p> <p>AUS MEINER SICHT SIND PRODUKTE MIT TABAKBLATTSTÜCKEN ERLAUBTE TABAKPRODUKTE.</p> <p>E-Smoking.ch: Vielen Dank fürs Feedback. Wie um Himmelswillen wollen sie das begründen? Müssen sie ja zum Glück nicht. Ich werde die ganzen Unterlagen der Kanzlei übergeben (Aufsichtsbeschwerde und was sonst möglich ist) und die Medienanfragen mit Freude beantworten.</p> <p>M. ANDEREGG (BAG): NUN ICH LESE EINFACH DIE DEFINITION IN DER TABAKVERORDNUNG. IST TABAK DRIN, IST ES EIN TABAKPRODUKT. ABER ICH DENKE SIE WERDEN VON DEN ZUSTÄNDIGEN VOLLZUGSBEHÖRDEN HÖREN.</p>
--	--	--

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

		<p>E-Smoking.ch: Da steht aber ebenso in der TabV: Art. 2 – Begriffe – Bedeutung: Bst. d. Tabakerzeugnis: Erzeugnis, das ganz oder teilweise aus Tabak besteht und insbesondere zum Rauchen (Zigarren, Zigaretten und ähnliche Erzeugnisse sowie Schnitt- und Rollentabak), Schnupfen, Lutschen oder Kauen bestimmt ist.</p> <p>Weil die Ploom aber nicht zum RAUCHEN und ebensowenig zum SCHNUPFEN, LUTSCHEN oder KAUEM bestimmt ist, sondern gemäss PLOOM klar zum DAMPFEN, ist die Zuordnung zu bestreiten und eher einem Dampfgerät, als einem Tabakerzeugnis einzustufen.</p> <p>TabV – Art. 5 Verbotene Erzeugnisse Tabakerzeugnisse zum oralen Gebrauch dürfen weder eingeführt noch abgegeben werden.</p> <p>Als Tabakerzeugnisse zum oralen Gebrauch gelten Erzeugnisse in Form eines Pulvers oder eines feinkörnigen GRANULATS oder einer Kombination dieser Formen, insbesondere in Portionenbeuteln oder porösen Beuteln oder in anderer Form. Ausgenommen sind Erzeugnisse, die zum Rauchen oder Kauen bestimmt sind.</p> <p>Das trifft doch auf die Ploom-Tech zu. Ist ein Tabakgranulat (Gemäss Definition von J T selbst) in Portionen und geht nicht unter die Ausnahmen, weil es DAMPFT und NICHT RAUCHT oder zum KAUEM BESTIMMT ist.</p> <p>Selbst als Tabakerzeugnis so nicht verkehrsfähig nach geltender TabV und LMG.</p> <p>Ich wünsche Ihnen trotzdem ein schönes Wochenende.</p> <p>M. ANDEREGG (BAG): NUN DIE KONSUMFORMEN SIND KEINE ABSCHLIESSENDE LISTE. BITTE BEACHTEN SIE DAS WORT INSBESONDERE. D.H. ES KANN AUCH ANDERE FORMEN GEBEN.</p> <p>MIT TABAKPRODUKTEN ZUM ORALEM GEBRAUCH IST SNUS GEMEINT, PLOOMTECH DÜRFTE KAUM DARUNTER FALLEN, SELBST WENN SIE NATÜRLICH RECHT HABEN, DASS PLOOM AUCH EIN GRANULAT IST. ZUR ZEIT ALS DIESE DEFINITION ERLASSEN WURDE, GAB ES NOCH GAR KEINE E-ZIGARETTEN. ABER LETZTLICH IST ES IHNM ÜBERLASSEN, WIE SIE HIER VORGEHEN MÖCHTEN.</p> <p>DA KOMMT MAN SICH DOCH GELINDE GESAGT VERARSCHT VOR. IST DAS NOCH GESETZESMÄSSIG ODER BEREITS MAFIA?</p> <p>Wisst ihr was das BAG oder das Kantonslabor Genf bis heute in dieser Angelegenheit unternommen haben? Nichts, maximal dafür geschaut, dass es keinen Wirbel macht. Keine weiteren Reaktionen JTI bewirbt Ploom kräftig im Internet oder an Kiosken. Keine Langzeitstudien, kein Jugendschutz – dem BAG scheint das alles egal zu sein, wenn die Tabaksteuern fließen. Bei E-Zigaretten ist der Massstab dann doch ganz anders.</p> <p>Die Folgen sind erschütternd</p> <p>Gemäss dem BAG sterben in der Schweiz 9500 Menschen vorzeitig an den Folgen des Rauchens. Die Behandlungskosten für durch den Tabakkonsum verursachte Krankheiten belaufen sich in diesem Land jährlich auf 1,7 Milliarden Franken, dazu kommen</p>
--	--	--

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

		<p>Erwerbsausfallkosten von 3,9 Milliarden Franken. Trotzdem scheint das BAG alles dafür zu unternehmen, die Verkehrsfähigkeit eines alternativen Produkts, das diese Kosten und vor allem das Leiden der Betroffenen erwiesenermassen senken würde, hinauszuzögern und mit unlauteren, unverhältnismässigen Mitteln die Tabakindustrie zu begünstigen. Wer sich dann noch vor Augen hält, dass die AHV jährlich 2.1 Mia Einnahmen durch die Tabaksteuer verzeichnet und die Raucher statistisch (immer gemäss dem selben BAG) 14 Jahre früher sterben und somit weniger lang AHV beziehen ist zwangsläufig den Gedanken ausgesetzt, was das bitte mit Jugendschutz, dem Schutz der Bevölkerung der Wirtschaftsfreiheit, der Gleichbehandlung und dem Postauto zu tun hat. Es erinnert mich halt doch wieder an eine Bananen-Republik oder an Sizilien.</p>
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"		
Name/Firma	Art.	Bemerkung/Anregung
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		
Nebelbox		

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Entwurf Tabakproduktegesetz

Name/Firma	Art.	Abs.	Bst.	Bemerkung/Anregung
Nebelbox	3		a	<p>Die Formulierung «Produkt, das aus Blattstücken besteht» ist rechtsunsicher und macht den Verkauf von Schnupftabak möglicherweise illegal. Der Artikel verstösst gegen das Verhältnismässigkeitsprinzip (BV, Art. 5), er schränkt die Grundrechte der Schweizer Firmen unverhältnismässig ein ohne dass ein öffentliches Interesse oder der Schutz der Bevölkerung es erfordern würden (Art 36 Abs 2 BV). und missachtet die Wirtschaftsfreiheit (Art 94 Abs. 1-4 BV), weshalb er abzuändern ist. Damit ein Produkt die Anforderung «das aus Blattstücken besteht» erfüllt, muss die Blattstruktur noch erkennbar sein. Ist die Struktur komplett aufgelöst, so wie es bei Schnupftabak (pulverisiert) der Fall ist, handelt es sich dabei vielmehr um «gemahlene Tabakblätter» was folglich zu einem Verbot von Schnupftabak führt. Nach Buchstabe «d» kann Schnupftabak auch nicht eingestuft werden, denn Schnupftabak wird mit der Nasenschleimhaut aufgenommen. Ausser unter der Annahme, dass auch der Schnupftabak via Rachen mit der Mundschleimhaut in Kontakt kommt. Um einer möglichen Rechtsunsicherheit vorzubeugen, ist es erforderlich, eine genaue Definition zu wählen. Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.1 RD 28.02.2018 11</p> <p>Änderungsvorschlag für Art 3 Abs. a:</p> <p>a. Tabakprodukt: Produkt, das aus Teilen der Pflanzen der Gattung Nicotiana (Tabak) besteht oder solche enthält und zum Rauchen, Erhitzen, Schnupfen oder oralen Gebrauch bestimmt ist sowie pflanzliche Rauchprodukte nach Buchstabe e;</p>
Nebelbox	3		g	<p>Wird die Einfuhr dem Bereitstellen auf dem Markt gleichgestellt, dann wird die Selbstkontrolle der Importeure verunmöglicht (Produkte die nicht der Qualitätsanforderung entsprechen können im Rahmen der Selbstkontrolle nicht zum Verkauf freigegeben werden) und eine Kennzeichnung durch den Importeur verhindert. Es ist nicht ersichtlich, warum bereits bei der Einfuhr alle Anforderungen dieses Gesetzes, inklusive der Kennzeichnung, bereits eingehalten werden sollte, ohne dass die Produkte in dieser Form an die Konsumentenschaft abgegeben wird. Bei dieser Gleichstellung handelt es sich um eine Benachteiligung des Schweizer Gewerbes mit einem unnötigen Verbot.</p> <p>Dieser Artikel verstösst gegen das Verhältnismässigkeitsprinzip (BV, Art. 5), er schränkt die Grundrechte der Schweizer Firmen unverhältnismässig ein ohne dass ein öffentliches Interesse Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 13</p> <p>oder der Schutz der Bevölkerung es erfordern würden (Art 36 Abs 2 BV). und missachtet die Wirtschaftsfreiheit (Art 94</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				<p>Abs. 1-4 BV). Ebenso missachtet der Gesetzgeber den Parlamentswillen, welcher die Legalisierung des Marktes fordert. Der «Import» darf nicht dem «Bereitstellen» gleichgesetzt werden.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 3 Abs. g:</p> <p style="padding-left: 40px;">g. Bereitstellen auf dem Markt: das Bereithalten und das Anbieten eines Produkts oder eines Geräts im Hinblick auf die entgeltliche oder unentgeltliche Abgabe an die Konsumentinnen und Konsumenten und die Abgabe dieses Produkts oder dieses Geräts;</p>
Nebelbox	5	2	a	<p>Ohne weitere gesetzliche Anforderung an die «hohe Reinheit», schafft dieser Grundsatz Rechtsunsicherheit ohne, dass es für den Schutz der Bevölkerung notwendig ist. Es wird im Art. 5 Abs. 1 Bst. a bereits geregelt, dass ein Produkt die Gesundheit nicht gefährden darf. Deshalb ist Bst. a. unnötig.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 5 Abs. 2:</p> <p>Den Art. 5; Abs. 2 Bst. a. «Sie muss von hoher Reinheit sein.» ersatzlos streichen.</p>
Nebelbox	6	1		<p>Die Liste Anhang 1 «Verbotene Zutaten» ist zu beanstanden, weil bei den verbotenen Zutaten keine Tolleranzwerte angegeben sind. Eine Nulltoleranz ist analytisch unmöglich. Je nach Nachweissgrenze des analytischen Verfahrens ist eine Substanz möglicherweise noch messbar oder bereits unmessbar. Die analytische Nachweissgrenze muss festgelegt werden.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 6 Abs. 1:</p> <p>Antrag: Die verbotenen Substanzen nach Anhang 1 dürfen im Produkte nicht nachweisbar sein bei einer Nachweissgrenze von 0.01 mg/kg.;</p>
Nebelbox	8	1		<p>Der Importeur hat keine Möglichkeit nikotinhalige Nachfüllflüssigkeiten in Grossmengen zu beziehen und selber abzufüllen. (siehe Art. 3 Abs. g)</p> <p>Antrag für Art. 8 Abs. 1:</p> <p>Antrag auf Anpassung Artikel 3 Abs. g. (Der «Import» darf nicht dem «Bereitstellen» gleichgesetzt werden.);</p>
Nebelbox	8	2		<p>Die Begriffe «Kartuschen von elektronischen Einwegzigaretten» «Einwegkartuschen» wurden in Art. 3 nicht eingeführt. Es sind nur die Begriffe «elektronische Zigarette» und verschiedene Tabakprodukte eingeführt, daher ist deren Auslegung unklar.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 8 Abs. 2:</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				Die Begriffe sind in Art. 3 zu definieren;
Nebelbox	9	1	c	<p>Der Buchstabe «c» bezieht sich auf sich selbst und ist falsch. Es ist davon auszugehen, dass sich dieser Buchstabe auf «b» beziehen sollte. Das ist aber auch falsch, weil Buchstabe «b» die «Firmenbezeichnung» und nicht das «Produktionsland» verlangt. In der Firmenbezeichnung muss die Firma mit der zugehörigen Adresse und nicht das Produktionsland angegeben werden.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 9 Abs. 1 Bst. c:</p> <p>c.) das Produktionsland;</p>
Nebelbox	9	2		<p>Es wäre zu begrüssen, wenn die Angabe für den Nikotingehalt auf den Verpackungen für Nachfüllflüssigkeiten konkretisiert wird, in welcher Einheit dieser angegeben werden muss. Ohne exakte Regelung darf jeder selber wählen, ob diese Angabe in %, in mg/ml oder in mg/Füllmenge angegeben wird. Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 18</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 9 Abs. 2:</p> <p>2 Auf jeder Verpackung von nikotinhaltenen Nachfüllflüssigkeiten ist der Nikotingehalt in mg/ml auszuweisen.;</p>
Nebelbox	11	1		<p>Die Formulierung Art. 11 Abs. 1 ist nicht eindeutig. Es ist unklar, ob sich «Produkte» nur auf Tabakprodukte zum Rauchen bezieht oder auf alle Produkte, die in den Geltungsbereich des Gesetzes fallen. Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 19</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 11 Abs. 1:</p> <p>1 Die folgenden Angaben sind auf Tabakprodukten zum Rauchen oder auf deren Verpackung verboten;</p>
Nebelbox	11	1	a	<p>Die Auslobungen «ökologisch», «natürlich» und «ohne Zusatzstoffe» sind Angaben, die sich nicht auf die Schädlichkeit des Produktes beziehen und erwecken nicht den Eindruck, dass ein bestimmtes Produkt weniger schädlich sei als andere. Warum sollte ein Produkt ohne Zusatzstoffe weniger schädlich sein – die Zusatzstoffe sind in den zugelassenen Konzentrationen toxikologisch völlig unbedenklich.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 11 Abs. 1 Bst. a:</p> <p>a. Angaben, Marken und figurative Zeichen, die den Eindruck erwecken, dass ein bestimmtes Produkt weniger schädlich</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				sei als andere, wie «leicht», «mild»;
Nebelbox	15	1	c	<p>Buchstabe c ist unklar formuliert. Es sollte heissen «über einen Mechanismus für eine auslauffreie Nachfüllung verfügen». Des Weiteren müssen die Anforderungen – wenn gewollt Analog des Durchführungsbeschlusses (EU) 2016/586 der Kommission zu den technischen Normen für den Nachfüllmechanismus elektronischer Zigaretten klar definiert werden. Allerdings stellt sich hier die Frage der Verhältnismässigkeit, denn nur wenn bei einem Verschütten ein Risiko für die Gesundheit (durch dermale Aufnahme) besteht, ist diese Massnahme gemäss Art. 1 gerechtfertigt.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 15 Abs. 1 Bst. c:</p> <p>c. Weil es die Sicherheit nicht erfordert und die Verhältnismässigkeit nicht eingehalten wäre, ist der Bst. c von Art. 15 zu streichen. Sollte von einer Streichung abgesehen werden, so ist der Art. 15 Bst. c dem Durchführungsbeschluss (EU) 2016/586 anzupassen;</p>
Nebelbox	11	1	a	<p>Buchstabe b ist unklar; es wäre hilfreich den konkreten Warnhinweis im Gesetz festzuschreiben. Buchstaben c, d, e und f können dem Produkt den Anschein erwecken, dass es sich um ein Heilmittel handelt. Darum sind diese Pflichtangaben im Widerspruch zu Art. 4. Das Suchtpotential gemäss Buchstabe f ist bereits in Art. 13 Bst. c abgedeckt. Des Weiteren müssten hier die anzugebenden Punkte genauer definiert werden. Wie wird zum Beispiel ein Suchtpotential oder die Toxizität angegeben?</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 11 Abs. 1 Bst. a:</p> <p>1 Jede Verpackung von nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten und von Tabakprodukten zum Erhitzen muss eine Produktinformation mit den folgenden Angaben enthalten:</p> <p>a. Gebrauchs- und Aufbewahrungsanweisungen für das Produkt; b. den Hinweis, dass das Produkt nicht für den Gebrauch durch Minderjährige und Nichtraucher empfohlen wird; c. Kontaktangaben des Herstellers oder Importeurs.</p>
Nebelbox	16	1		<p>Buchstabe b ist unklar; es wäre hilfreich den konkreten Warnhinweis im Gesetz festzuschreiben. Buchstaben c, d, e und f können dem Produkt den Anschein erwecken, dass es sich um ein Heilmittel handelt. Darum sind diese Pflichtangaben im Widerspruch zu Art. 4. Das Suchtpotential gemäss Buchstabe f ist bereits in Art. 13 Bst. c abgedeckt. Des Weiteren müssten hier die anzugebenden Punkte genauer definiert werden. Wie wird zum Beispiel ein Suchtpotential oder die Toxizität angegeben?</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 11 Abs. 1 Bst. a:</p> <p>1 Jede Verpackung von nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten und von Tabakprodukten zum Erhitzen muss eine Produktinformation mit den folgenden Angaben enthalten:</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				a. Gebrauchs- und Aufbewahrungsanweisungen für das Produkt; b. den Hinweis, dass das Produkt nicht für den Gebrauch durch Minderjährige und Nichtraucher empfohlen wird; c. Kontaktangaben des Herstellers oder Importeurs.
Nebelbox	17	2	a	<p>Art. 17 Absatz 2 ist ein Verstoß gegen die Wirtschaftsfreiheit gemäss -Art. 94 der Bundesverfassung. Die bezahlten Zeitungen werden im Wettbewerb gegenüber den Gratis-Zeitungen bzw. den Internetanbietern bevorzugt. Damit richtet sich die Massnahme gegen den Wettbewerb. Dies ist nur zulässig, wenn dies in der Bundesverfassung vorgesehen oder durch kantonales Regalrecht begründete ist. Es ist auch nicht nachvollziehbar, warum vom Grundsatz «nicht speziell an Minderjährige gerichtet» willkürlich bei gewissen Informationskanälen abgewichen wird. Dies entspricht nicht dem Auftrag des Parlaments, welcher den Bundesrat beauftragt, den Kinder- und Jugendschutz mit dem Verbot von speziell an Minderjährige gerichteter Werbung zu stärken und auf die vorgeschlagenen Einschränkungen der Werbung, der Verkaufsförderung und des Sponsorings zu verzichten.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 17 Abs. 2 Bst. a: in Zeitungen, Zeitschriften und anderen Publikationen, die sich speziell an Minderjährige richten;</p>
Nebelbox	17	2	b	<p>Art. 17 Absatz 2 ist ein Verstoß gegen die Wirtschaftsfreiheit gemäss -Art. 94 der Bundesverfassung. Die Internetseiten mit registrierten Benutzern werden im Wettbewerb gegenüber den Internetanbietern ohne Registrierung bevorzugt, auch wenn sich deren Angebot nicht speziell an Minderjährige richtet. Damit richtet sich die Massnahme gegen den Wettbewerb. Dies ist nur zulässig, wenn dies in der Bundesverfassung vorgesehen oder durch kantonales Regalrecht begründete ist. Es ist auch nicht nachvollziehbar, warum vom Grundsatz «nicht speziell an Minderjährige gerichtet» willkürlich bei gewissen Informationskanälen abgewichen wird. Dies entspricht nicht dem Auftrag des Parlaments, welcher den Bundesrat beauftragt, den Kinder- und Jugendschutz mit dem Verbot von speziell an Minderjährige gerichteter Werbung zu stärken und auf die vorgeschlagenen Einschränkungen der Werbung, der Verkaufsförderung und des Sponsorings zu verzichten.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 17 Abs. 2 Bst. b: b. im Internet auf: 1. Internetseiten, die sich speziell an Minderjährige richten, Den Absatz 2 folglich bitte ersatzlos streichen; c. in Verkaufsstellen, wenn sich die Werbung: 1. direkt neben Bonbons, Kaugummis und Süßigkeiten befindet; 2. in einer Höhe von weniger als 1,20 m befindet. 3 Werbung für Tabakprodukte und für nikotinhaltige oder nikotinfreie elektronische Zigaretten sowie für Gegenstände, die eine funktionale Einheit mit einem Tabakprodukt bilden, in Radio und Fernsehen ist gemäss den Bestimmungen des</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				Bundesgesetzes vom 24. März 2006/7 über Radio und Fernsehen verboten.
Nebelbox	18	1		<p>In Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe a und in Art. 13 sind keine Warnhinweise für nikotinfreie elektronische Zigaretten vorgesehen. Daher sind diese aus dem Artikel zu streichen.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 18 Abs. 1:</p> <p>1 Werbung für Tabakprodukte und für nikotinhaltige elektronische Zigaretten sowie für Gegenstände, die eine funktionale Einheit mit einem Tabakprodukt bilden, muss mit einem Warnhinweis nach Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe a oder nach Artikel 13 versehen sein;</p>
Nebelbox	20	1		<p>Es ist unklar aufgrund welcher wissenschaftlicheren Basis die nikotinfreie elektronische Zigarette für Minderjährige eine Gefahr darstellt. Ohne wissenschaftlichen Belege der Gefährdung von Minderjährigen durch nikotinfreie elektronische Zigaretten ist ein generelles Abgabeverbot nicht verhältnismässig, gewährt die Grundrechte (Art. 36 Abs. 2 BV) nicht und schränkt die Wirtschaftsfreiheit (Art 94 Abs. 1-4 BV) unangemessen ein. Ein generelles Verkaufsverbot von nikotinfreien elektronischen Zigaretten zwingt die Minderjährigen andere, weitaus schädlichere Produkte zu konsumieren.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 20 Abs. 1:</p> <p>1 Die Abgabe von Tabakprodukten und von nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten an Minderjährige ist verboten;</p>
Nebelbox	20	3		<p>(Dito Art. 3 Abs. 1) Es ist unklar aufgrund welcher wissenschaftlichen Basis die nikotinfreie elektronische Zigarette für Minderjährige eine Gefahr darstellt. Ohne wissenschaftlichen Belege der Gefährdung von Minderjährigen durch nikotinfreie elektronische Zigaretten ist ein Abgabeverbot nicht verhältnismässig, gewährt die Grundrechte (Art. 36 Abs. 2 BV) nicht und schränkt die Wirtschaftsfreiheit (Art 94 Abs. 1-4 BV) unangemessen ein.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 20 Abs. 3:</p> <p>3 Tabakprodukte und nikotinhaltige elektronische Zigaretten dürfen nur dann in Automaten verkauft werden, wenn diese für Minderjährige nicht zugänglich sind;</p>
Nebelbox	21	1		<p>Natürlich muss der Kanton im Auftrag des Bundes die gesetzlichen Vorgaben überwachen. Weil jedoch ein Verkaufsverbot von nikotinfreien elektronischen Zigaretten an Minderjährige unverhältnismässig ist und die in der Bundesverfassung gewährten Grundrechte (Art. 36 Abs. 2 BV) wie auch die garantierte Wirtschaftsfreiheit (Art. 94 Abs. 1-4 BV) nicht gewährt, ist der Artikel 21 abzuändern. (Siehe Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 28</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				<p>dazu auch: Art. 20 Abs. 1 und Art 20. Abs. 3) Dem Auftrag des Parlaments, «Verankerung des Mindestalters 18 für den Erwerb von Tabakprodukten, Schaffung einer rechtlichen Grundlage für Testkäufe sowie Verbot von speziell an Minderjährige gerichteter Werbung» wird damit zu wenig Rechnung getragen. Es ist unklar aufgrund welcher wissenschaftlichen Basis die nikotinfreie elektronische Zigarette für Minderjährige eine Gefahr darstellt. Ohne wissenschaftlichen Belege der Gefährdung von Minderjährigen durch nikotinfreie elektronische Zigaretten ist ein Abgabeverbot nicht verhältnismässig, weshalb nikotinfreie elektronische Zigaretten vom Abgabeverbot und folglich auch in Art. 21 auszuschliessen sind.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 21 Abs. 1:</p> <p>1 Die zuständige kantonale Behörde kann zur Überprüfung der Einhaltung der Altersbeschränkung für die Abgabe von Tabakprodukten und von nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten Testkäufe durchführen oder anordnen.</p>
Nebelbox	23	3		<p>Es ist unklar, was eine wesentliche Änderung eines Produktes ist. In der strengsten Auslegung muss jedes Produkt mit anderem Aroma und anderem Nikotingehalt gemeldet werden. Dies sind mindesten 100 – 500 Produkte pro Importeur. Daher ist mit einer grossen Flut und einer unübersichtlichen Liste gemäss Abs. 5 zu rechnen. Für die Aufsichts- und Überwachungspflicht wäre eine Meldung der Betriebe, welche solche Produkte abgeben, ausreichend um die Konsumentenschaft zu schützen. Es gelten ja zusätzlich die Anforderungen an die Selbstkontrolle.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 23 Abs. 3:</p> <p>Meldepflicht nur für Betriebe.</p> <p>Sollte dem Antrag nicht stattgegeben werden, so stelle ich den Antrag Abs. 4 wie folgt anzupassen: 4 Der Bundesrat legt die Modalitäten der Meldung fest. Er beachtet dabei die Fabrikationsgeheimnisse;</p>
Nebelbox	23	5		<p>Der Inhalt der Meldung ist gemäss Art 24 Abs. 1 Bst. a ist ein wichtiges Wirtschaftsgeheimnis der Akteure und es muss jederzeit sichergestellt werden, dass diese Informationen nur den Personen zugänglich gemacht werden, welche diese Informationen benötigen. Eine vollständige Veröffentlichung aller Informationen ist für den Schutz der Bevölkerung nicht notwendig.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 23 Abs. 5:</p> <p>5 Das BAG veröffentlicht die für die Öffentlichkeit nötigen Informationen im Internet. Er beachtet dabei die Fabrikationsgeheimnisse;</p>
Nebelbox	24	1	b	<p>Abs. 1 Bst. a ist ein wichtiges Wirtschaftsgeheimnis der Akteure und es muss jederzeit sichergestellt werden, dass diese Informationen nur den Personen zugänglich gemacht werden, welche diese Informationen benötigen. Abs. 1 Bst. b</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>verweist nicht spezifisch auf Rechtsvorschriften ausländischer Akteure. Es kann nicht erwartet werden, dass der Schweizer Wirtschaftsakteur die Gesetzeslage ausländischer Akteure kennen muss und deren Entwicklung verfolgen muss. Für den Schweizer Wirtschaftsakteur ist das Schweizer Recht massgebend.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 24 Abs. 1 Bst. b:</p> <p>Streichung Abs.1 Bst. b;</p>
Nebelbox	24	3	<p>Dieser Artikel ist überflüssig, weil Art. 25 Abs. 1 verlangt, dass die Zusammensetzung nikotinhaltiger Nachfüllflüssigkeiten dem BAG gemeldet werden müssen. Ausserdem verlangt Art. 9 Abs. 2, dass der Nikotingehalt auf jeder Verpackung von nikotinhalten Nachfüllflüssigkeiten ausgewiesen werden muss. Somit ist die Abs. 3 überflüssig. Viel mehr weise ich nochmals darauf hin, dass es zu begrüssen wäre, wenn die Angabe für den Nikotingehalt konkretisiert wird, in welcher Einheit dieser angegeben werden muss. Ohne exakte Regelung darf jeder selber wählen, ob diese Angabe in %, in mg/ml oder in mg/Füllmenge angegeben wird.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 24 Abs. 3:</p> <p>Streichung Abs. 3;</p>
Nebelbox	25		<p>Artikel 25 ist redundant mit Artikel 23</p> <p>Die Redundanz kann verhindert werden, indem Artikel 25 sich ausschliesslich auf die Meldung der Emissionen von Tabakprodukten bezieht. Für nikotinhaltige elektronische Zigaretten werden keine Emissionswerte verlangt. An dieser Stelle weise ich auch nochmals ausdrücklich auf den Antrag für Artikel 23 Abs. 3 hin. Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 34</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 25 Abs. 1-4:</p> <p>Art. 25 Meldung der Emissionen der Produkte 1 Wer Tabakprodukte herstellt oder einführt, muss dem BAG die Emissionen der Produkte melden. 2 Bei jeder wesentlichen Änderung des Produkts muss eine neue Meldung erfolgen. 3 Der Bundesrat regelt den Inhalt und die Modalitäten der Meldung. Er beachtet dabei die Fabrikationsgeheimnisse. 4 Das BAG veröffentlicht die erhaltenen Angaben im Internet.</p>
Nebelbox	34	1	<p>Gemäss Artikel 5 dürfen nikotinhaltige elektronische Zigaretten, mit Ausnahme des Nikotins, kein Risiko für den Konsumenten darstellen. Artikel 4 Abs. 2 bestimmt, dass der Konsument «vor falschen Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können», geschützt ist. Die reine Vermutung reicht nicht aus, um die Bevölkerung vor möglichen, vermuteten (nicht sicher – Täuschung!) Gefahren zu</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>warnen. In dubio pro reo. Deshalb stellen wir folgenden Antrag auf Änderung: Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 37</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 34 Abs. 1:</p> <p>1 Die zuständigen Behörden von Bund und Kantonen informieren die Öffentlichkeit über bekannte Gesundheitsrisiken der Tabakprodukte und der nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten.</p>
Nebelbox	34	3	<p>Es ist begrüssenswert, dass die Bevölkerung über wissenschaftliche Erkenntnisse von allgemeinem Interesse im Bereich des Gesundheitsschutzes informiert wird. Die noch bessere Lösung ist, wenn die Öffentlichkeit auch über gesundheitspolitische Vorteile und über die schadensmindernden Möglichkeiten der Produkte im Vergleich mit anderen Produkten, informiert werden.</p> <p>In der Drogenprävention ist die Schadensminderung seit Jahrzehnten im Gesetz verankert. Warum die Schadensminderung bei Rauchern bisher und gemäss diesem Vorschlag auch in Zukunft nicht berücksichtigt wird, ist unverständlich.</p> <p>Ebenso unverständlich bleibt, warum das BLV mit der Verfügung (BBl. 2015/7788) vom November 2015 vor dem BVGer versucht, nikotinhaltige Nachfüllflüssigkeiten zu verbieten und das BVGer die lange Frist ohne Urteilsfindung mit der Komplexität des Falles begründet (wir hatten jeweils für die selbe Komplexität 30 Tage Zeit). Der Frage, warum das BLV gegenüber dem BVGer den Standpunkt vertritt, das BLV könne in einer Verfügung keine Massnahmen erlassen, obwohl genau dies das BLV schon mehrmals getan hat, so beispielsweise in der Verfügung zu Sprayprodukten zur Selbstverteidigung: Altersvorgabe und Warnhinweise und Schutz; also genau das, was wir für nikotinhaltige elektronische Zigaretten auch brauchen, wird bis heute von allen Parteien mit Verweis auf das TabPG ausgewichen. Es handelt sich um ein Scheinargument des BLV, in einer Verfügung keine Massnahmen erlassen zu können und das wissen sie selbst auch – siehe Replik zu BBl. 2015/7788.</p> <p>Vom BLV haben wir vor dem BVGer gefordert, dass Massnahmen in der Verfügung hätten erlassen werden sollen, exakt solche, wie nun im zweiten Vorentwurf des TabPG vorgesehen sind. Dem BAG und ebenso dem BLV sind die wissenschaftlichen Erkenntnisse über die gesundheitspolitischen Vorteile, wie auch die marginalen Risiken im Vergleich zu Tabakprodukten seit langer Zeit bekannt.</p> <p>Das Verbot der kommerziellen Einfuhr und des Inverkehrbringens nikotinhaltiger E-Zigaretten durch die Allgemeinverfügung des BLV vom 12. November 2015 richtet zweifellos weitaus mehr gesundheitlichen Schaden an, als es nikotinhaltige Dampfgeräte jemals hätten tun können.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>Es widerspricht meiner Auffassung eines Rechtsstaats, wenn das BLV zwar gesetzeskonform, jedoch mit einer im Licht der vom BLV selber bestätigten deutlich geringeren Schädlichkeit nicht nachvollziehbaren Pedanterie ein Verbot erlässt, allfälligen Beschwerden die aufschiebende Wirkung entzieht, und anschliessend jede mögliche Fristverzögerung nutzt, um das Verfahren in die Länge zu ziehen.</p> <p>Bei jährlich 9500 Personen, welche an den direkten Folgen des Rauchen sterben, 3.9 Mia volkswirtschaftlichem Schaden und ebenso 1.7 Mia Kosten im Gesundheitswesen, alles zu Lasten des Volkes ist es aus Sicht des Bürgers unverständlich, warum Raucher noch viele weitere Jahre warten müssen bis sie in den Genuss der viel weniger schädlichen Alternativen kommen können, obwohl die Vorteile hinreichend bekannt sind. Ebenso werden die hohen Gesundheitskosten unnötig hochgehalten, in einer Zeit wo täglich darüber diskutiert wird, wie man selbige senken könnte.</p> <p>Wer dann auch noch über fehlende AHV/IV Einnahmen als mögliche Einflüsse (selbes Departement) spekulieren würde, wäre wohl ein Schelm. Gemäss BAG reduziert sich die Lebenserwartung täglich rauchender Menschen gegenüber Nichtrauchenden im Durchschnitt um 14 Jahre, das ergibt bei angenommenen 20'000 Franken Rente pro Jahr doch ein sattes Plus von 280'000 Franken bei Rauchern.</p> <p>Warum der Bundesrat die Motion 17.4106 von Angelo Barrile zur Ablehnung empfiehlt, welche den Bundesrat beauftragen würde, die unabhängige Forschung von alternativen Produkten zu den Tabakprodukten voranzutreiben und mit Bundesmitteln zu fördern, ist ebenso unverständlich.</p> <p>Deshalb stelle ich aus gesundheitspolitischen Gründen folgenden Änderungsantrag: Änderungsvorschlag für Art. 34 Abs. 3: 3 Sie informieren die Öffentlichkeit insbesondere über wissenschaftliche Erkenntnisse von allgemeinem Interesse im Bereich des Gesundheitsschutzes und über gesundheitspolitische Erkenntnisse im Zusammenhang mit Tabakprodukten oder nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten und der Prävention der durch den Konsum dieser Produkte verursachten Krankheiten.</p>
Nebelbox	35	3	<p>Sofern der Artikel 3 Abs. g gemäss Antrag so geändert wird, dass der Import nicht dem Bereitstellen gleichgestellt wird, ist der Artikel nicht zu beanstanden.</p> <p>Sollte Artikel 3 Abs. g wie im Vorentwurf vorgeschlagen bestehen bleiben, so muss Bst. c von Artikel 35 Abs. 3 gestrichen werden. Sollte die Einfuhr dem Bereitstellen auf dem Markt gleichgestellt werden, dürfen Produkte für Marktteilnehmer nicht zurückgewiesen werden, ansonsten wird die Selbstkontrolle der Importeure verunmöglicht (Produkte die nicht den Qualitätsanforderung entsprechen können im Rahmen der Selbstkontrolle nicht zum Verkauf freigegeben werden) und eine Kennzeichnung durch den Importeur verhindert.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				<p>Damit verstösst Art 35 Abs. 3 gegen das Verhältnismässigkeitsprinzip (BV, Art. 5), er schränkt die Grundrechte der Schweizer Firmen unverhältnismässig ein ohne dass ein öffentliches Interesse oder der Schutz der Bevölkerung es erfordern würden (Art 36 Abs 2 BV). und missachtet die Wirtschaftsfreiheit(Art 94 Abs. 1-4 BV). Ebenso missachtet der Gesetzgeber den Parlamentswillen, welcher die Legalisierung des Marktes fordert. Der «Import» darf nicht dem «Bereitstellen» gleichgesetzt werden oder Produkte für Marktteilnehmer nicht zurückgewiesen werden.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 35 Abs. 3:</p> <p>Sofern Artikel 3 Abs. g dahingehend geändert wird, dass der Import nicht dem Bereitstellen gleichgestellt wird, ist nichts zu ändern. Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 40</p> <p>Sollte Artikel 3 Abs. g unverändert bestehen bleiben, so stelle ich den Antrag Art 35 Abs. 3 Bst. c zu streichen;</p>
Nebelbox	2	1	b	<p>Bundesgesetz vom 3. Oktober 2008¹⁷ zum Schutz vor Passivrauchen</p> <p>ES GIBT KEINE RECHTFERTIGUNG, ERWACHSENE MENSCHEN VOR PASSIVDAMPF VON NIKOTINFREIEN ELEKTRONISCHEN ZIGARETTEN ZU SCHÜTZEN. ES HANDELT SICH UM DIESELBEN INHALTSSTOFFE, WELCHE IN DER INDUSTRIE FÜR DIE VERKAUFSANREGENDEN AROMAVERNEBLER EINGESETZT WERDEN.</p> <p>Dazu eine Geschichte von mir als Vater und Händler elektronischer Zigaretten:</p> <p>E-Zigaretten für Kinder – Warum das Sinn macht</p> <p>Zurzeit läuft die Vernehmlassung zum zweiten Vorentwurf des Tabakproduktegesetzes (TabPG) in der Schweiz. Das Parlament hat den Bundesrat beauftragt, die Werbung von Tabakprodukten welche sich hauptsächlich an Minderjährige richtet zu verbieten und das Mindestalter für Tabakprodukte auf 18 Jahre festzulegen. Ausserdem verlangte das Parlament vom Bundesrat, er solle weniger schädliche Produkte wie E-Zigaretten differenziert regulieren. Dieser Auftrag ist zu begrüßen. Das BAG ist von Amtes wegen zusätzlich auch dem Jugendschutz und dem Schutz der Menschen vor unerwarteten Risiken verpflichtet. Der Bundesrat hat diesen Auftrag allerdings zum Anlass genommen, in Zukunft auch nikotinfreie E-Zigaretten und nikotinfreie Nachfüllflüssigkeiten für Minderjährige zu verbieten. Damit überschreitet er die vom Parlament geforderten Massnahmen unverhältnismässig und bewirkt genau das Gegenteil von dem, was das Ziel des TabPG ist: «Den Menschen vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten zu schützen».</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>Papi – bringst du mir eine gute E-Zigarette nach Hause?</p> <p>Vor ungefähr zwei Jahren kam meine 15-jährige Tochter von der Schule nach Hause und fragte mich: «Papi, bringsch mer bitte es guets Dampf he?» Als Vater und Geschäftsführer einer E-Zigaretten Firma guckte ich sie zuerst mit offenem Mund an – und erwiderte: «Gahts no?». Meine Tochter erklärte mir dann, dass viele ihrer Schulfreundinnen Zigaretten oder auch Joints ausprobieren, dass sie das aber nicht tun möchte Das sei auch der Grund warum sie eine nikotinfreie E-Zigarette möchte. Sie erklärte mir, dass sie auf keinen Fall Nikotin konsumieren möchte, weil sie das bisher nie benötigte und es auch nicht will. Sie ermahnte mich allerdings auch, dass die Inhaltsstoffe der Liquide vergleichbar sind mit Lebensmitteln oder frischer Luft. Ohne Nikotin sind E-Zigaretten harmloser als die eingeatmete Luft in der Stadt Zürich. Natürlich hatte sie mich damit erwischt. Was wollte ich ihr da entgegnen, zumal sie diese Erklärungen seit Jahren immer wieder im Geschäft gehört hat. Ich brachte ihr also in den folgenden Tagen eine gute E-Zigarette mit ein paar leckeren Nachfüllflüssigkeiten (ohne Nikotin) nach Hause. Die Freude darüber war in den ersten Tagen gross – zugegeben, es sieht auch «cool» aus, so viel Dampf. Mit ihrer besten Freundin hat sie in den folgenden Wochen zwei bis dreimal ein paar Fotos für «Instagram» gemacht und dann wurde das Gerät wieder über Monate nicht mehr gebraucht. Heute – zwei Jahre später liegt das Dampfgerät immer noch meist unbenutzt herum. Das ist aber gut so, denn meine Tochter raucht bis heute keine Zigaretten, sie will das nicht und ebenso hält sie es mit dem Kiffen. Weil bekannt ist, dass Jugendliche in der Phase des erwachsenwerden so oder so Substanzen ausprobieren und Grenzen kennen lernen müssen macht es keinen Sinn, ihnen ein harmloses Produkt (ohne Nikotin) zu verbieten.</p> <p>Wichtig ist es auch zu wissen</p> <p>Die zum Kaufen animierenden Aroma-Vernebler des Detailhandels beinhalten dieselben Stoffe wie in E-Zigaretten ohne Nikotin verdampft werden. Warum beim Einkaufen von den Aroma-Verneblern kein Risiko ausgeht, die Menschen aber sonst im Leben mit der «Gesetzgebung zum Schutz vor Passivrauch» vor etwas Ungefährlichem geschützt werden sollen nur weil es aussieht wie «Rauch», möchte ich im Bezug auf den Gesundheitsschutz und das Gesundheitsrisiko vom BAG gerne erläutern haben. «Philgood», ein langjähriger Erklär-Dampfer machte bereits vor Jahren einen schönen Vergleich mit Rivella. Keinem Parlamentarier käme es in den Sinn das Nationalgetränk «Rivella» zu verbieten nur weil es ähnlich aussieht wie Bier. Keiner käme auf die Idee zu glauben, dass Rivella zum Bier trinken animieren würde. Wieso aber soll eine angenehm duftende nikotinfreie E-Zigarette (denken sie an den Aroma Vernebler) dazu verleiten auf eine übelriechende, stinkige Tabakzigarette umzusteigen? Befällt sie im Migros auch immer die archaische Lust jetzt unbedingt eine Zigarette kaufen zu wollen und sofort Raucher zu werden? Mich auch nicht, nein. Wenn E-Zigaretten ohne Nikotin für Minderjährige verboten werden, steigt die Gefahr, dass diese zur Tabakzigarette greifen, weil die Verfügbarkeit einfacher und grösser ist. Bitte denken sie mal darüber nach.</p> <p>ES IST WICHTIG JUGENDLICHE VOR DEM RAUCHEN ZU SCHÜTZEN</p> <p>Absolut einverstanden bin ich mit der Meinung, dass Jugendliche so weit möglich vor den Gefahren des Rauchens</p>
--	--	--	---

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				<p>geschützt werden müssen.</p> <p>AM EINFACHSTEN GELINGT DAS, WENN JUGENDLICHE GAR NIE MIT RAUCHEN BEGINNEN. JUGENDLICHE, DIE BEREITS RAUCHEN, SOLLTEN MÖGLICHST SCHNELL WIEDER DAMIT AUFHÖREN. STUDIEN ZEIGEN: WER ALS JUGENDLICHER NICHT RAUCHT, FÄNGT ALS ERWACHSENER KAUM MEHR DAMIT AN.</p> <p>Gerade deshalb ist es auch von enormer Wichtigkeit den heranwachsenden dieses Ventil zu lassen, denn die Studien belegen auch, dass dieses «ausprobieren» zum erwachsen werden gehört.</p> <p>Deshalb stelle ich aus gesundheitspolitischen Gründen folgenden Änderungsantrag:</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 2 Abs 1. Bst. b Bundesgesetz vom zum Schutz vor Passivrauchen</p> <p>b. die Verwendung von Tabakprodukten zum Erhitzen sowie nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten nach Artikel 3 Buchstaben c und f TabPG.</p>
Nebelbox	10	1	a	<p>Bundesgesetz vom 24. März 2006 über Radio und Fernsehen</p> <p>Die Argumentation entspricht der Selben wie Art 2 Abs 1 Bst. b Bundesgesetz vom zum Schutz vor Passivrauchen</p> <p>b. die Verwendung von Tabakprodukten zum Erhitzen sowie nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten nach Artikel 3 Buchstaben c und f TabPG.</p> <p>Deshalb stelle ich aus gesundheitspolitischen Gründen folgenden Änderungsantrag:</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 10 Abs 1. Bst. a Bundesgesetz über Radio und Fernsehen</p> <p>a. Tabakprodukte und nikotinhaltige elektronische Zigaretten nach Artikel 3 Buchstaben a und f des Tabakproduktegesetzes vom ...</p>
Nebelbox				
Nebelbox				
Nebelbox				
Nebelbox				

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Nebelbox				
Nebelbox				
Nebelbox				
Nebelbox				
Nebelbox				
Nebelbox				
Nebelbox				
Nebelbox				
Nebelbox				
Nebelbox				
Nebelbox				
Nebelbox				
Nebelbox				
Nebelbox				
Nebelbox				
Nebelbox				
Nebelbox				
Nebelbox				

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Nebelbox				
Nebelbox				
Nebelbox				
Nebelbox				
Nebelbox				
Nebelbox				
Nebelbox				
Nebelbox				
Nebelbox				
Nebelbox				
Nebelbox				
Nebelbox				
Nebelbox				
Nebelbox				
Nebelbox				
Nebelbox				
Nebelbox				
Nebelbox				
Nebelbox				

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Nebelbox				
Nebelbox				
Nebelbox				
Nebelbox				
Nebelbox				
Nebelbox				
Nebelbox				
Nebelbox				
Nebelbox				
Nebelbox				
Nebelbox				
Nebelbox				
Nebelbox				
Nebelbox				
Nebelbox				
Nebelbox				
Nebelbox				
Nebelbox				
Nebelbox				
Nebelbox				

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input checked="" type="checkbox"/>	Zustimmung
<input checked="" type="checkbox"/>	Änderungswünsche / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Grundsätzliche Überarbeitung
<input type="checkbox"/>	Ablehnung

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:

1. Dokumentschutz aufheben
2. Zeilen einfügen mit Copy-Paste
3. Dokumentschutz wieder aktivieren

1 Dokumentschutz aufheben

The screenshot shows the Microsoft Word interface with the 'Überprüfen' ribbon selected. The 'Dokument schützen' button is circled in red. The document content is divided into two sections, both with yellow headers:

Allgemeine Bemerkungen:

Name/ Firma	Bemerkung/Anregung:
<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter 'Überprüfen/Dokument schützen' den Schreibschutz aufheben.

Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"):

Name/ Firma	Kapitel-Nr.	Bemerkung/Anregung:
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

The status bar at the bottom right shows 'Schutz aufheben' circled in red.

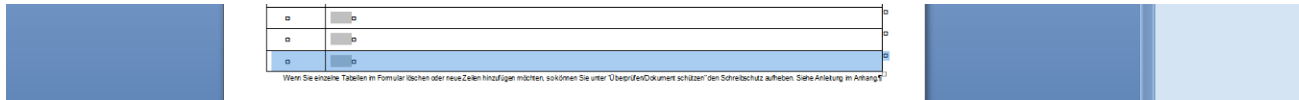
Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

2 Zeilen einfügen

Ganze Zeile mit leeren grauen Feldern markieren (die Zeile wird blau hinterlegt)

Control-C für Kopieren

Control-V für Einfügen



3 Dokumentschutz wieder aktivieren

Vernehmlassungsformular_TabPG_DE [Kompatibilitätsmodus] - Microsoft Word

Start Einfügen Seitenlayout Verweise Sendungen Überprüfen Ansicht Add-Ins

Rechtschreibung Recherchieren Thesaurus Übersetzen Sprache festlegen Wörter zählen

Dokumentprüfung

Neuer Kommentar

Änderungen nachverfolgen

Sprechblasen

Markup anzeigen

Überarbeitungsfenster

Annehmen Ablehnen Weiter

Vergleichen Quelldokumente anzeigen

Dokument schützen

Vernehmlassung Tabakproduktegesetz

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : []

Abkürzung der Firma / Organisation : []

Adresse : []

Kontaktperson : []

Telefon : []

E-Mail : []

Datum : []

Wichtige Hinweise:

- Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen
- Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Extras/Dokumentenschutz aufheben" den Schreibschutz aufheben
- Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden
- Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte als **Word-Dokument** bis am 12. September 2014 an folgende E-Mail Adresse: dm@baq.admin.ch und tabak@baq.admin.ch

1. Formatierungseinschränkungen

2. Bearbeitungseinschränkungen

3. Schutz anwenden

Ja, Schutz jetzt anwenden

Bundesgesetz über Tabakprodukte und E-Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Fontem Ventures B.V.

Abkürzung der Firma / Organisation : Fontem Ventures / Fontem

Adresse : Motion Building 8F, Radarweg 60, 1043 NT Amsterdam, The Netherlands

Kontaktperson : Guy Hendricks

Telefon : +31 (0) 621593399

E-Mail : guy.hendricks@fontemventures.com

Datum : 20 März 2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und E-Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	5
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	12
Entwurf Tabakproduktegesetz	12
Unser Fazit	23
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	24

Bundesgesetz über Tabakprodukte und E-Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

Name/Firma	Bemerkung/Anregung
Fontem Ventures	<p>Fontem Ventures begrüßt die Gelegenheit, zu dem Vorschlag der Schweiz Stellung zu nehmen und das Potenzial von E-Zigaretten als Alternative zum Rauchen aufzuzeigen, vor allem vor dem Hintergrund, dass mit dieser neuen Verordnung erstmals nikotinhalige E-Zigaretten auf dem Schweizer Markt legalisiert werden. Die Verbraucherorganisation Schweizer Konsumentenvereinigung der E-Dampfer stellte dazu fest: „Das Verkaufsverbot nikotinhaliger Liquids und die mangelnde Aufklärung betreffend der positiven Auswirkungen auf die Gesundheit im Vergleich zu herkömmlich gerauchtem Tabak, verhindern eine breitere Akzeptanz des E-Dampfens durch die Schweizer Raucher. Dies wiederum behindert den positiven Effekt auf die Gesundheit, wie er in Europa und in den Vereinigten Staaten bereits zu beobachten ist“ (1).</p> <p>Fontem begrüßt auch die Äußerung des Bundesamtes für Gesundheit (BAG) im erläuternden Bericht zu dieser Konsultation, dass die Legalisierung nikotinhaliger E-Zigaretten den Rauchern den Zugang zu einer weniger schädlichen Alternative zur Tabakzigarette ermöglichen wird. Diese Aussage steht nicht nur im Einklang mit den Schlussfolgerungen vieler Gesundheitsbehörden weltweit, sondern spiegelt auch die Empfehlungen der schweizerischen Gesundheitsbehörden wider. Besonders hervorzuheben ist das Groupement Romand d'Etudes des Addictions (GREA), das gefordert hat, den rechtlichen Rahmen zwischen Tabakerzeugnissen und ihren Ersatzstoffen aufgrund ihrer unterschiedlichen Schadensauswirkungen zu differenzieren (2), sowie das BAG, das "Schadensminimierung und Risikominimierung" als eine der vier Säulen seiner Nationalen Suchtstrategie aufgenommen hat (3).</p> <p>Fontem ist ein verantwortungsbewusster Hersteller von E-Zigaretten und daher der Ansicht, dass die Grundlage zu den gesetzlichen Rahmenbedingungen folgende umfassen sollten: zuverlässige Produktqualitätsstandards; strenge Herstellungsverfahren und Qualitätskontrollen; und ein Marketingansatz, der den Jugendschutz sicherstellt. Dies ist der Schlüssel, um das Vertrauen der Raucher zu gewinnen und die Sicherheit der Produkte zu gewährleisten, bei gleichzeitigem Schutz von Minderjährigen. Wir unterstützen daher die Absicht der BAG, dafür zu sorgen, dass E-Zigaretten nicht für Jugendliche unter 18 Jahren zugänglich gemacht werden, und dass die auf dem Markt erhältlichen Produkte in hoher Qualität hergestellt werden. Wir befürchten jedoch, dass einige der Bestimmungen zum Schutz von Minderjährigen dazu führen könnten, dass das Bewusstsein und der Zugang zu E-Zigaretten bei Rauchern eingeschränkt werden, während sich bei jungen Menschen kein offensichtlicher Nutzen für deren Gesundheit bieten. Darüber hinaus schlagen wir vor, dass die Qualitätsstandards für E-Zigaretten und Flüssigkeiten sogar über das hinausgehen, was im Vorschlag für das Bundesgesetz über Tabakprodukte und E-Zigaretten (TabPG) vorgesehen ist.</p> <p>Auf diese und die übrigen Einzelbestimmungen des Vorschlags werden wir in unseren Antworten weiter unten eingehen.</p> <p>(1) Stellungnahme: "In der Schweiz: Eine uneinheitliche Regelung", April 2014 http://helveticvape.ch/stellungnahme/in-der-schweiz/?lang=de</p> <p>(2) Pressemitteilung: "Il est temps de changer notre politique sur le tabac", 21 November 2017</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und E-Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>https://www.grea.ch/publications/il-est-temps-de-changer-notre-politique-sur-le-tabac</p> <p>(3) Bericht: "National Strategy on Addiction and Action Plan 2017-2024", 19 Oktober 2017</p> <p>https://www.bag.admin.ch/dam/bag/en/dokumente/npp/Sucht/Nationale Strategie und Massnahmenplan Sucht.pdf.download.pdf/Nationale Strategie und Massnahmenplan Sucht.pdf</p>
	<p>In Anlehnung an die gängige Terminologie haben wir den Gebrauch von E-Zigaretten als "Dampfen" und den Benutzer von E-Zigaretten als "Dampfer" bezeichnet.</p>

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und E-Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")

Name/Firma	Kapitel-Nr.	Bemerkung/Anregung
Fontem Ventures	1.1.1	<p>Der erläuternde Bericht unterstreicht die Bedeutung der Reduzierung des Tabakkonsums, insbesondere vor dem Hintergrund der hohen Raucherquote bei Erwachsenen in der Schweiz (wie der erläuternde Bericht des BAG feststellt, geben 25% der Erwachsenen in der Schweiz an, als Raucher zu gelten, 18% geben an, dass sie täglich rauchen). E-Zigaretten können eine Schlüsselrolle spielen, wenn es darum geht, Rauchern den Übergang zu Nicht-Tabak-Alternativen zu erleichtern.</p> <p>Vor diesem Hintergrund bekräftigt Fontem, wie wichtig es ist, das Bewusstsein und die Akzeptanz unter den Schweizer Raucher für nikotinhaltige E-Zigaretten zu fördern, da unabhängige, wissenschaftliche Ausarbeitungen beweisen, dass diese Produkte wesentlich weniger schädlich als das Rauchen sind, und eine Abkehr vom Tabakkonsum unterstützen können (1, 2, 3, 4, 5, 6, 7). Die Legalisierung nikotinhaltiger E-Zigaretten ist der erste Schritt, um dies zu gewährleisten. Genauso wichtig ist es jedoch, eine Regelung umzusetzen und durchzusetzen, die zwischen nikotinhaltigen und tabakhaltigen Produkten unterscheidet und auf soliden Qualitäts- und Sicherheitsstandards sowie verantwortungsvollen Vermarktungspraktiken beruht und den Jugendschutz gewährleisten. Dies bedeutet, dass das regulatorische Umfeld in der Schweiz folgendes erreichen muss: :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Den Verkauf von nikotinhaltigen E-Zigaretten und Flüssigkeiten legalisieren; 2. Eindeutig zwischen E-Zigaretten und allen Tabakerzeugnissen unterscheiden; 3. Die Attraktivität E-Zigaretten für Raucher weiter erhöhen; 4. Elektrische, Mechanische, Thermische oder Chemische Risiken reduzieren, die durch schlechte Produktqualität entstehenden; 5. Sicherstellen, dass das Marketing und der Verkauf E-Zigaretten nicht auf Jugendliche oder Nichtraucher abzielen. <p>In einer kürzlich durchgeführten Studie wurde untersucht, wie unterschiedliche regulatorische Rahmenbedingungen die Wirksamkeit von E-Zigaretten als Ersatz für das Rauchen beeinflussen können. Die Autoren fanden heraus, dass in der realen Welt der Gebrauch von E-Zigaretten um die Abstinenz vom Rauchen aufrechtzuerhalten nur wirksam ist, in einem weniger restriktiven Umfeld für E-Zigaretten, was darauf hindeutet, dass die Vorteile von E-Zigaretten für die Raucherentwöhnung stark vom regulatorischen Umfeld abhängig sind" (8, Fontems Übersetzung). Dies unterstreicht die Notwendigkeit sorgfältig darüber nachzudenken, wie E-Zigaretten am besten zu regulieren sind, um den Nutzen für die öffentliche Gesundheit zu maximieren.</p> <p>(1) Eine kürzlich aktualisierte Cochrane Review kam zu dem Schluss, dass nikotinhaltige, E-Zigaretten Rauchern helfen können, ohne erhöhte Gesundheitsrisiken, kurz- bis mittelfristigem (bis zu zwei Jahren) Konsum aufzugeben: J. Hartmann Boyce, H. McRobbie, C. Bullen et al: "Can electronic cigarettes help people stop smoking, and are they safe to use for this</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und E-Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>purpose?", Cochrane Review, 2016 http://www.cochrane.org/CD010216/TOBACCO_can-electronic-cigarettes-help-people-stop-smoking-and-are-they-safe-use-purpose</p> <p>(2) Zigarettenaerosole haben ein Krebspotential von weniger als 1% des Tabakrauchs: W. E. Stephans, "Comparing the cancer potencies of emissions from vapourised nicotine products including e-cigarettes with those of tobacco smoke", Tobacco Control, 2017 http://tobaccocontrol.bmj.com/content/27/1/10</p> <p>(3) Die begrenzte Anzahl toxischer Chemikalien, die in E-Zigarettenaerosolen enthalten sein können, ist zwischen 9 und 450-mal niedriger als im Tabakrauch. Viele der toxischen Stoffe im Tabakrauch sind in E-Zigarettenaerosolen nicht vorhanden oder liegen in einer Menge vor, die den in Arzneimitteln zulässigen Toleranzen entspricht: M. L. Goniewicz et al. : "Levels of selected carcinogens and toxicants in vapour from electronic cigarettes", Tobacco Control, 2014. https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/23467656</p> <p>(4) 6,1 Millionen Nutzer von E-Zigaretten („Dampfer“) in Europa haben es geschafft, das Rauchen vollständig mit E-Zigaretten aufzugeben, während weitere 9,2 Millionen ihre Rauchgewohnheiten reduziert haben: K.E. Farsalinos et al : "Electronic cigarette use in the European Union", Addiction, 2016 https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/27338716</p> <p>(5) E-Zigaretten können, selbst unter den Rauchern die nicht beabsichtigen aufzuhören oder andere Unterstützung abzulehnen, einen reduzierten Zigarettenkonsum und -ersatz fördern: R. Polosa et al: "Real-world effectiveness of e-cigarettes when used to aid smoking cessation", Addiction, 2014 https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1111/add.12623</p> <p>(6) Der erhebliche Anstieg des E-Zigarettenkonsums bei erwachsenen Rauchern in den USA ging mit einem statistisch signifikanten Anstieg der Raucherentwöhnungsrate auf Bevölkerungsebene einher: S-H. Zhu, Y.-L. Zhuang et al: "E-cigarette use and associated changes in population smoking cessation: evidence from US current population surveys", British Medical Journal, 2017 http://www.bmj.com/content/358/bmj.j3262</p> <p>(7) Der Konsum von E-Zigaretten ("Dampfen") könnte das Leben von bis zu 6,6 Millionen US-Rauchern über einen Zeitraum von 10 Jahren retten. Auf der Grundlage dieser Erkenntnisse sollten die Gesundheitsorganisationen eine Strategie verfolgen, die Raucher dazu ermutigt auf „Dampfen“ umzusteigen: D. T. Levy, R. Borland et al: "Potential deaths averted in USA by replacing cigarettes with e-cigarettes", Tobacco Control, 2017 http://tobaccocontrol.bmj.com/content/27/1/18</p> <p>(8) H.H. Yong, S.C. Hitchman et al: "Does the regulatory environment for e-cigarettes influence the effectiveness of e-cigarettes</p>
--	--

Bundesgesetz über Tabakprodukte und E-Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

		<p>for smoking cessation? Longitudinal findings from the ITC Four Country Survey", Nicotine Tob Res, 2017 https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/28340053</p>
Fontem Ventures	1.1.2	<p>Wie aus dem erläuternden Bericht hervorgeht, unterliegen E-Zigaretten derzeit dem Bundesgesetz über Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände (Lebensmittelgesetz, LMG). Wir sind uns einig, dass dies nicht adäquat ist. E-Zigaretten sollten einen eigenen, maßgeschneiderten Rechtsrahmen haben, der Produktinnovationen fördert, auf der Einhaltung solider Produktqualitäts- und Sicherheitsstandards sowie verantwortungsbewusster Marketingpraktiken beruht, die den Jugendschutz gewährleisten und sich von allen Vorschriften für Tabakerzeugnisse unterscheidet.</p>
Fontem Ventures	1.3. 2	<p>Dieser Abschnitt des erläuternden Berichts wirft eine Reihe von Fragen auf, welche Fontem ansprechen möchte.</p> <p>Produktkategorisierung: Obwohl ein von Tabakerzeugnissen gänzlich getrennter Regelungsrahmen für E-Zigaretten angemessener gewesen wäre, da E-Zigaretten keinen Tabak enthalten, begrüßt Fontem Ventures, dass das Schweizer BAG in seiner Produktkategorisierung eine klare Unterscheidung zwischen allen tabakhaltigen Produkten und E-Zigaretten getroffen hat.</p> <p>Nikotinabhängigkeit: Der Bericht argumentiert, dass nikotinhaltige Produkte die Gefahr einer starken Abhängigkeit bergen und dass Studien zeigen, dass toxische Substanzen einschließlich Formaldehyd gebildet werden können, insbesondere wenn Produkte auf sehr hohe Temperaturen erhitzt werden (1, 2, 3, 3, 4, 5, 6). Fontem möchte erneut darauf hinweisen, dass die begrenzte Anzahl toxischer Chemikalien, die in E-Zigarettenaerosolen enthalten sein können, wesentlich geringer ist als im Tabakrauch. Zudem sind viele der Giftstoffe die sich im Tabakrauch befinden gar nicht oder nur in einem Ausmaß vorhanden, das den zulässigen Toleranzen in Arzneimitteln entspricht. Außerdem weisen wir in mehreren Studien auf festgestellte methodische Schwächen und unrealistische Verwendungsbedingungen hin, die angeblich einen höheren Gehalt an toxischen Substanzen im Aerosol nachweisen sollen: (7, 8).</p> <p>Fehlkennzeichnung von Produkten: Der Bericht stellt fest, dass bei Produktuntersuchungen herausgefunden wurde, dass Nikotin in E-Zigaretten enthalten ist, die als nikotinfrei gekennzeichnet sind. Dies unterstreicht die Notwendigkeit von Produktprüfungsnormen, sowie von Anforderungen, die eine klare und genaue Kennzeichnung der Inhaltsstoffe gewährleisten. Die Bereitstellung vertrauenswürdiger Informationen für die Verbraucher ist ein wichtiger Bestandteil der Gewährleistung von Sicherheit und Vertrauen, wodurch sich die Zahl der Raucher, die in der Schweiz auf E-Zigaretten umsteigen, erhöhen wird.</p> <p>„Bridging-Effekt“: Der Bericht zitiert Daten aus den USA, die angeblich einen Zusammenhang zwischen E-Zigarettenkonsum und Jugendrauchen herstellen sollen. Dies wird auf einer breiteren Bevölkerungsebene nicht unterstützt. Während die Behörden der USA zwar Bedenken äußern, dass das Experimentieren mit E-Zigaretten unter Jugendlichen zunehme, die Ergebnisse gehen einher mit einem schnellen und beschleunigten Rückgang der Häufigkeit des Rauchens bei Jugendlichen, so die Statistiken der CDC, der National Youth Tobacco Survey und der US National Institutes of Health (9, 10, 11). Im Januar dieses Jahr wurde diese Tendenz auch durch den von der U.S. Food & Drugs Administration (FDA) beauftragten Bericht der National Academies of Science, Engineering & Medicine (NASEM) bestätigt. In dem Bericht wurde anerkannt, dass allgemeine, bevölkerungsbezogene Daten die</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und E-Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

		<p>gegenläufigen Trends bei der Häufigkeit des Konsums von E-Zigaretten und Tabakzigaretten in den letzten Jahren unter US-Jugendlichen weitgehend veranschaulichen (12).</p> <p>EKTP-Empfehlungen: In dem „Erläuternden Bericht“ wird festgestellt, dass die Eidgenössische Kommission für Tabakprävention (EKTP) die Genehmigung für die Legalisierung nikotinhaltiger E-Zigaretten unter der Bedingung erteilt, dass ein Verkaufsverbot für Minderjährige besteht. Unter der Bedingung eines Verkaufsverbots für Minderjährige, der Festlegung von Qualitätsstandards, der Beschränkung der Werbung, des Verbots des Konsums an öffentlichen Orten und der Erhebung einer Steuer, die speziell zur Finanzierung der Forschung bestimmt ist.</p> <p>Das BAG hat die ersten vier Empfehlungen in seinen Vorschlag aufgenommen, und wir werden sie später in dieser Antwort entsprechend ihrer jeweiligen Reihenfolge ansprechen. Die Steuerempfehlung wurde jedoch nicht in den Vorschlag aufgenommen; Fontem würde diese Gelegenheit nutzen, um auf die Nachteile der Einführung einer spezifischen Steuer auf E-Zigaretten hinzuweisen.</p> <p>E-Zigaretten sollten nicht der Verbrauchsteuer unterliegen oder in bestehende Tabaksteuerrahmen integriert werden. Das wäre verfrüht, unverhältnismässig und ungerecht. E-Zigaretten enthalten keinen Tabak und erzeugen keine Tabakemissionen. Es ist daher nicht gerechtfertigt, sie der gleichen steuerlichen Behandlung zu unterwerfen wie Tabakerzeugnisse. Darüber hinaus könnte eine Steuer auf E-Zigaretten die Ziele der Tabakschadensminimierung untergraben. Dies liegt daran, dass eine Verbrauchsteuer die Erschwinglichkeit von E-Zigaretten verringern würde, da die Sensibilität der Verbraucherpreise für diese neue Produktgruppe viel höher ist als für Tabakzigaretten (13, 14, 15). Angesichts des sich abzeichnenden Konsenses über die Rolle der E-Zigaretten bei der Schadensminimierung von Tabak sollte die Schweiz stattdessen bestrebt sein, ihre Erschwinglichkeit und damit ihre Attraktivität für Raucher als Alternative zu erhalten.</p> <p>In diesem Zusammenhang verweisen wir auf das Papier über die steuerliche Behandlung von erhitzten Tabakerzeugnissen, das diese Woche vom britischen Finanzministerium veröffentlicht wurde. In diesem Papier wird zwar das Bestreben zum Ausdruck gebracht, erhitzte Tabakerzeugnisse in den bestehenden Rahmen für die Verbrauchsteuern auf Tabakwaren aufzunehmen, doch wird hierzu klargestellt: „Da E-Zigaretten keinen Tabak enthalten und außerhalb des Zollregimes liegen, sieht die Regierung keine Notwendigkeit, eine Bestimmung über nikotinfreie und Nikotin-enthaltende E-Zigaretten aufzunehmen“ (16; Fontems Übersetzung). Wir möchten auch hervorheben, dass die Delphi-Studie, welche die Grundlage für die Empfehlungen des EKTP bildet, zu dem Schluss kommt, dass jede Steuer auf E-Zigaretten „hoch genug sein sollte, um unabhängige Forschungen über E-Zigaretten zu finanzieren, aber niedrig genug sein sollte, um das Produkt attraktiver zu machen als herkömmliche Zigaretten“ (17; Fontems Übersetzung). Das BAG sollte dieser Empfehlung Rechnung tragen, wenn es in Zukunft beschließt, Verbrauchersteuern auf E-Zigaretten einzuführen.</p> <p>(1) M. L. Goniewicz et al: “Levels of selected carcinogens and toxicants in vapour from electronic cigarettes”, Tobacco</p>
--	--	---

Bundesgesetz über Tabakprodukte und E-Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

		<p>Control, 2014 https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/23467656</p> <p>(2) R. Tayyarah. and G.A. Long: “Comparison of select analytes in aerosol from e-cigarettes with smoke from conventional cigarettes and with ambient air”, Regul Toxicol Pharmacol, 2014 https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0273230014002505</p> <p>(3) K.E. Farsalinos, R. Polosa: “Safety evaluation and risk assessment of electronic cigarettes as tobacco cigarette substitutes: a systematic review”, Therapeutic Advances in Drug Safety 2014 https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/25083263</p> <p>(4) I. Burstyn: “Peering through the mist: systematic review of what the chemistry of contaminants in electronic cigarettes tells us about health risks”, BMC Public Health 2014 https://bmcpublichealth.biomedcentral.com/articles/10.1186/1471-2458-14-18</p> <p>(5) P. Hajek, J.F. Etter et al: “Electronic cigarettes: review of use, content, safety, effects on smokers and potential for harm and benefit”, Addiction, 2014 https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/25078252</p> <p>(6) J. Margham, K. McAdam et al: “Chemical Composition of Aerosol from an E-Cigarette: A Quantitative Comparison with Cigarette Smoke”, Chem Res Toxicol, 2016 https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/27641760</p> <p>(7) “Die hohen Formaldehydemissionen, über die in einer früheren Studie berichtet wurde, wurden durch unrealistische Verwendungsbedingungen verursacht, die den unangenehmen Geschmack von trockenen Puffs für E-Zigarettenbenutzer hervorrufen und somit vermieden werden.” (Fontems Übersetzung): K. E. Farsalinos, V. Voudris et al: “E-cigarettes emit very high formaldehyde levels only in conditions that are aversive to users: A replication study under verified realistic use conditions”, Food Chem Toxicol, 2017 https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/28864295</p> <p>(8) „Stark krebserregende Emissionen von E-Zigaretten sind vermeidbar, da sie größtenteils auf die Wahl der Geräteeinstellung, der Flüssigkeitszusammensetzung und des Dampf-Verhaltens des Anwenders zurückzuführen sind, was die Notwendigkeit einer stärkeren Sensibilisierung des Anwenders und des persönlichen Engagements bei der Verringerung des Risikos unterstreicht.“ (Fontems Übersetzung): W. E. Stephans, “Comparing the cancer potencies of emissions from vapourised nicotine products including e-cigarettes with those of tobacco smoke”, Tobacco Control, 2017 http://tobaccocontrol.bmj.com/content/27/1/10</p>
--	--	--

Bundesgesetz über Tabakprodukte und E-Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

		<p>(9) Die Nationale Gesundheitsbefragung 2015 der CDC ergab, dass der größte Rückgang des Rauchens bei Erwachsenen in einem Jahr in der jüngsten Altersgruppe (18-24 Jahre) zu verzeichnen war, wobei die 13%ige Raucherquote im Jahr 2015 einen Rückgang von 24,4% im Jahr 2005 um fast die Hälfte darstellt: Centers for Disease Control and Prevention, "National Health Interview Survey", 2015 https://www.cdc.gov/nchs/nhis/nhis_2015_data_release.htm</p> <p>(10) Laut einer Analyse der 2014 National Youth Tobacco Survey, unter den Gymnasiasten fiel das dokumentierte 13,4%ige Wachstum der Prävalenz des aktuellen E-Zigarettenkonsums von 2012 bis 2014 mit einem Rückgang von 28% unter den Gymnasiasten bei allen aktuellen brennbaren Zigarettenkonsum von 12,7% auf 9,2% zusammen: B. Rodu: "The CDC Buries the Lead: Teen E-cigarette Use Rises as More Dangerous Cigarette Use Plummets", 2015 https://rodutobaccotruth.blogspot.de/2015/10/the-cdc-buries-lead-teen-e-cigarette.html</p> <p>(11) Die US National Institutes of Health Monitoring the Future Survey zeigt, dass in den USA das Rauchen von Jugendlichen seit Ende der 90er Jahre stetig zurückgegangen ist. Das Rauchen erreichte 1996 einen Höchststand von 28,3 % und fiel bis 2016 auf 5,9 %. In der Tat, seit 2011, als der E-Zigarettenkonsum in den USA rapide zu steigen begann, ist der Rückgang des Rauchens bei Teenagern besonders ausgeprägt: von 11,7% auf 5,9%: L. D. Johnston et al: "Key Findings on Adolescent Drug Use", sponsored by The National Institute on Drug Abuse at The National Institutes of Health, 2015 http://www.monitoringthefuture.org/pubs/monographs/mtf-overview2015.pdf</p> <p>(12) National Academies of Science, Engineering & Medicine im Auftrag vom U.S. Food & Drugs Administration (FDA): "Public Health Consequences of E-Cigarettes", 2018 http://nationalacademies.org/hmd/Reports/2018/public-health-consequences-of-e-cigarettes.aspx</p> <p>(13) Die Sensibilität der Verbraucherpreise ist bei E-Zigaretten wesentlich höher als bei Tabakzigaretten: M. Stoklosa et al: "Prices and e-cigarette demand: evidence from the European Union", Nicotine Tob Res., 2016 https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/27085083</p> <p>(14) Eine Preiserhöhung um 10 % würde den Verkauf von elektronischen Einwegzigaretten um ca. 12 % und den Verkauf von wiederverwendbaren E-Zigaretten um ca. 19 % verringern: Huang, J. et al: "The impact of price and tobacco control policies on the demand for electronic nicotine delivery systems", Tob Control, 2014 http://tobaccocontrol.bmj.com/content/23/suppl_3/iii41</p> <p>(15) "Die Verkäufe und Preise [von E-Zigaretten] haben eine starke inverse Korrelation" (Fontems Übersetzung): WHO Framework Convention on Tobacco Control, Report on Electronic Nicotine Delivery Systems and Electronic Non-Nicotine Delivery Systems, August 2016 http://www.who.int/fctc/cop/cop7/FCTC_COP_7_11_EN.pdf</p>
--	--	---

Bundesgesetz über Tabakprodukte und E-Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

		<p>(16) HM Treasury, "Tax treatment of heated tobacco products: response to the consultation", March 2018 http://bit.ly/2DF5yrA</p> <p>(17) J. Blaser and J. Cornuz, "Experts' consensus on use of electronic cigarettes: a Delphi survey from Switzerland", BMJ Open, 2015. http://bmjopen.bmj.com/content/5/4/e007197.info</p>
--	--	--

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und E-Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"

Name/Firma	Art.	Bemerkung/Anregung

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Entwurf Tabakproduktegesetz

Name/Firma	Art.	Abs.	Bst.	Bemerkung/Anregung
Fontem Ventures	1			<p>Es ist unverhältnismässig, eine solche "Schadensparallele" zwischen E-Zigaretten und Tabakerzeugnissen zu ziehen. Fontem stimmt zwar zu, dass Rechtsvorschriften erforderlich sind, um die Sicherheit der Verbraucher in Bezug auf die Produktqualität und den Nichtverbrauch von Nichtrauchern und Jugendlichen zu gewährleisten. Allerdings ist der vorgeschlagene Wortlaut überaus kritisch: Dieser spiegelt nicht vollständig den Expertenkonsens wider, dass E-Zigaretten wesentlich weniger schädlich sind als Tabakzigaretten. Sie steht auch nicht im Einklang mit dem schweizerischen Grundsatz des Gesundheitsschutzes durch Schadensminimierung.</p> <p>Wir schlagen folgende Umformulierung vor: <i>„Mit diesem Gesetz soll der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten geschützt werden und soll die Aufnahme und Wirkung von E-Zigaretten bei Jugendlichen und Nichtrauchern minimiert werden.“</i></p>
Fontem Ventures	2	1		<p>Fontem ist der Ansicht, dass nikotinfreie E-Zigaretten und nikotinfreie Flüssigkeiten den gleichen Regelungen unterliegen sollten wie nikotinhaltige E-Zigaretten und Flüssigkeiten, da sie ebenfalls zum Einatmen bestimmt sind und auf fast die gleiche Weise hergestellt und konsumiert werden. Sowohl nikotinhaltige als auch nikotinfreie E-Zigaretten sollten nach den gleichen Qualitätsstandards hergestellt werden.</p>
Fontem Ventures	4	1 & 2		<p>Fontem stimmt zu, dass Präsentation, Etikettierung, Verpackung und Werbung von E-Zigaretten nicht irreführend sein darf. Wir argumentieren aber auch, dass die Aussagen der Hersteller über die gesundheitlichen Auswirkungen, Risiken oder Emissionen des Produkts auf die gleiche Art und Weise auf "irreführende" Elemente zu bewerten sind, wie Aussagen über Verbraucherprodukte. Das heisst, dass sie wahrheitsgemäss, verhältnismässig und wissenschaftlich fundiert sein sollten.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und E-Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Fontem Ventures	5	1 & 2	<p>Fontem begrüßt die Aufnahme von Qualitätsstandards für Inhaltsstoffe, die in E-Zigaretten und Flüssigkeiten verwendet werden. Wir fordern jedoch strengere Anforderungen als die vorgeschlagenen, die interpretierbar sein können und somit zu einer Abweichung der Standards zwischen den auf dem Markt erhältlichen Produkten führen können. Was die Inhaltsstoffe und Flüssigkeiten anbelangt, so bedeutet dies im Großen und Ganzen, dass detaillierter dargelegt werden muss, was eine hohe Reinheit ausmacht und nach welchen Kriterien festgestellt werden soll, ob ein Stoff eine Gefahr für die Gesundheit darstellt.</p> <p>Die Schweiz gilt bereits heute als weltweit führend im Bereich des hochwertigen Nikotins, da sie einige der größten und renommiertesten Chemieunternehmen beherbergt, die Nikotin produzieren (1). Die Umsetzung strenger Anforderungen an Nikotin und andere Flüssigkeiten -Komponenten ist für die Schweiz daher eine Chance, diese globale Stellung nicht nur zu reflektieren, sondern weiter zu stärken.</p> <p>Wir empfehlen der Schweiz, die folgenden Anforderungen in Bezug auf Flüssigkeiten für E-Zigaretten umzusetzen:</p> <p>Das verwendete Nikotin sollte die Reinheitsanforderungen erfüllen, die in den europäischen (EP) oder US-amerikanischen Pharmakopöen (USP) für Nikotin festgelegt sind. E-Flüssigkeit-Hilfsstoffe (Propylenglykol und Glycerin) sollten ebenfalls den EP- oder USP Pharmacopoeia-Standards entsprechen. Andere Konsumzutaten, einschließlich Aromen, sollten mindestens für die Verwendung in "Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände" in der Schweiz zugelassen sein;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Flüssigkeiten für E-Zigaretten dürfen keine Bestandteile enthalten, die als krebserzeugende, erbgutverändernde oder fortpflanzungsgefährdende Stoffe (CMR) oder Atemwegssensibilisatoren eingestuft sind; • Toxikologische Risikobewertungen sollten durchgeführt werden, um die Eignung der Inhaltsstoffe durch Einatmen zu bestimmen und um festzustellen, ob Expositionen zu nachteiligen Auswirkungen auf den Anwender führen können; • Flüssigkeiten müssen auf mögliche unerwünschte Bestandteile untersucht werden, die sich im Laufe der Zeit bilden können. Korrekturmaßnahmen sollten ergriffen werden, wenn sie oberhalb der toxikologisch vertretbaren Werte liegen; • Flüssigkeiten, die in den Verkehr gebracht werden, dürfen kein mikrobiologisches Risiko darstellen; • Flüssigkeitsbehältermaterialien, die in direktem Kontakt mit der Flüssigkeit stehen, müssen für die Verwendung in Kontakt mit Lebensmitteln gemäß den geltenden Lebensmittelkontaktvorschriften zugelassen sein (in der Schweiz, das Bundesgesetz über Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände). • Flüssigkeit-Lagerbehälter und -Flaschen müssen mit Nikotin verträglich sein, d.h. potenzielle toxische
-----------------	---	-------	---

Bundesgesetz über Tabakprodukte und E-Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				<p>Monomere, die üblicherweise bei der Herstellung von Kunststoffen verwendet werden, dürfen nicht in die Flüssigkeit-Formulierung eindringen.</p> <p>Wir empfehlen der Schweiz, auch strenge Anforderungen an die Produktqualitätsnormen, die Herstellungsverfahren und Qualitätskontrollen sowie den Jugendschutz umzusetzen, wie sie in unseren Ausführungen zu den Artikeln 15, 17 und 20 dargelegt sind.</p> <p>(1) "Große Chemieunternehmen, die sich auf die Produktion von flüssigem Nikotin spezialisiert haben, haben ihren Sitz in der Schweiz, weshalb die Hersteller von E-Liquid dies als das qualitativ hochwertigste Flüssignikotin auf dem Markt betrachteten" (Fontems Übersetzung): IFF Research, "Understanding the Online E-cigarette Market: Report on research findings prepared for HMRC", November 2016 http://bit.ly/2fr2THd</p>
Fontem Ventures	6	1		<p>Die selbst auferlegten Qualitätsstandards von Fontem schließen die folgenden Inhaltsstoffe aus Flüssigkeiten für E-Zigaretten aus:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Inhaltsstoffe, die als krebserzeugende, erbgutverändernde oder fortpflanzungsgefährdende Stoffe (CMR) eingestuft sind; • Sensibilisatoren für die Atemwege; • Mineralische und pflanzliche Öle; • Zucker und Süßstoffe; • Arzneimittel, Psychopharmaka, anabole Steroide und Suchtstoffe; • Langkettige Paraben-Konservierungsmittel; • Allergene; • Metalle; • Spezifische Inhaltsstoffe: Diacetyl, Acetylpropionyl, Ethylenglykol; • Zimtpräparate
Fontem Ventures	8			<p>Fontem Ventures würde auch die Anforderungen an die Verpackung erweitern, um sicherzustellen, dass die Produkte nicht für Minderjährige geeignet sind. Mögliche Formulierungen könnten lauten: <i>"Auf der Verpackung von E-Zigaretten</i></p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und E-Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				<i>mit oder ohne Nikotin dürfen keine Merkmale oder Designs erscheinen, die in erster Linie Minderjährige ansprechen.“</i>
Fontem Ventures	9			Um den Verbrauchern klare und genaue Informationen zur Verfügung zu stellen, sollten die Hersteller auch verpflichtet werden, ein Etikett auf E-Zigarettenverpackungen anzubringen, auf dem die Inhaltsstoffe in absteigender Reihenfolge nach Gewicht aufgeführt sind. Jedoch sollten Inhaltsstoffe, die als Teil des Aromas verwendet werden, kollektiv als "Aromen" kategorisiert werden dürfen, um die Vertraulichkeit im Wettbewerb zu wahren. Mögliche Formulierungen könnten lauten: <i>„Jede Verpackung für Flüssigkeiten, mit oder ohne Nikotin, muss auch die Zusammensetzung des Produkts angeben, wobei die verwendeten Inhaltsstoffe in Mengen von mehr als 0,1 % der Endformulierung in absteigender Reihenfolge nach Gewicht geordnet aufgeführt werden. Werden einzelne Inhaltsstoffe in Mengen von weniger als 0,1 % der Endformulierung verwendet, so können sie nach Kategorien geordnet aufgeführt werden.“</i>
Fontem Ventures	9	1	d	Fontem stimmt mit den Bestimmungen von Artikel 9, mit Ausnahme von 1.d., überein. Dieser Standpunkt wird in unserer Antwort auf Artikel 13 dargelegt.
Fontem Ventures	9	2		Wir schlagen vor, dass Absatz 2 erweitert wird, um klarzustellen, dass der Nikotingehalt als Prozentsatz der Formulierung ausgedrückt werden sollte. Mögliche Formulierungen könnten lauten: <i>"2. Jede Verpackung für Flüssigkeiten mit Nikotin muss auch den Nikotingehalt, ausgedrückt als Prozentsatz der Formulierung, angeben."</i>
Fontem Ventures	11	2		Fontem geht davon aus, dass mit dieser Bestimmung verhindert werden soll, dass E-Zigaretten als Beihilfe für die Einstellung des Tabakkonsums dargestellt werden. Wir sind uns zwar einig, dass E-Zigaretten, die mit solchen Einstellungsansprüchen versehen sind, in den Anwendungsbereich der Arzneimittelverordnung fallen würden. Allerdings fordern wir die Regulierungsbehörden nachdrücklich auf, zwischen Einstellungsansprüchen und gesundheitsbezogenen oder wissenschaftlichen Angaben für E-Zigaretten zu unterscheiden (zum Beispiel sachliche, wissenschaftlich fundierte Aussagen wie "95% weniger Giftstoffe als Zigarettenrauch"). Ein ungeschickter Ansatz, der solche Äußerungen verbietet, würde den Rauchern wahrheitsgemäße Informationen über das relative Risiko E-Zigaretten vorenthalten und könnte den Übergang von Rauchern weg vom Tabak verhindern. Dadurch werden hohe und unnötige regulatorische Hindernisse für eine wahrheitsgemäße Kommunikation errichtet; die Richtigkeit der Angaben für E-Zigaretten sollte auf die gleiche Weise geprüft werden wie jede Aussage über Verbraucherprodukte und muss wahrheitsgemäß, verhältnismässig und wissenschaftlich fundiert sein.
Fontem Ventures	13	c		Fontem ist sich einig, dass es unerlässlich ist, den Verbrauchern transparente und sachliche Informationen über den Inhalt von E-Zigaretten zur Verfügung zu stellen, zumal nikotinhaltige E-Zigaretten mit der Annahme dieses Vorschlags erstmals in der Schweiz rechtlich verfügbar sein werden. Es ist aber auch wichtig, dass diese Informationen evidenzbasiert sind und die Raucher nicht unnötig alarmieren, wenn sie auf E-Zigaretten umsteigen. Unter

Bundesgesetz über Tabakprodukte und E-Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				<p>Berücksichtigung der Umfrageergebnissen des Vereinigten Königreichs, ist diese Formulierung besonders besorgniserregend. Die Ergebnisse deuten darauf hin, dass der häufigste Grund für Raucher nicht auf E-Zigaretten umzusteigen, die Angst ist, eine Sucht durch eine andere zu ersetzen (1).</p> <p>Tatsächlich deuten die Beweise darauf hin, dass Dampfer E-Zigaretten eine geringere Abhängigkeit von Dampf-Produkten haben als Raucher brennbarer Tabakerzeugnisse und darüber hinaus sogar Produkte mit niedrigerem Nikotingehalt bevorzugen. Eine von einem Schweizer Forscher durchgeführte Studie kam zu dem Schluss, dass E-Zigaretten "genauso oder weniger süchtig machend sein können wie Nikotin-Gummis, die selbst nicht sehr süchtig machen" (2; Fontems Übersetzung). Daten aus einer anderen US-Studie, die über 25.000 E-Zigarettenkonsumenten befragte, ergaben, dass sie weniger abhängig von ihrer jeweiligen E-Zigarette waren als vergleichbare Zigarettenraucher (3).</p> <p>Public Health England stellt auch fest, dass die Nikotinabhängigkeit von einem komplexen Geflecht aus chemischen, mechanischen, Umwelt- und Verhaltensfaktoren abhängt und dass "es daher ungenau ist, zu sagen, dass Nikotin an sich stark süchtig macht. Solche Aussagen müssen differenzierter sein, da die Suchtabhängigkeit vom Liefersystem abhängt." (4; Fontems Übersetzung).</p> <p>Fontem würde daher empfehlen, die geforderte Formulierung an die sachliche Aussage „Dieses Produkt enthält Nikotin“ anzupassen.</p> <p>(1) Unter Rauchern, die noch nie eine E-Zigarette probiert hatten, war der am häufigste gewählte Grund, dies nicht zu tun: "Ich will nicht eine Sucht durch eine andere ersetzen" (Fontems Übersetzung): Action on Smoking and Health UK, "Use of e-cigarettes among adults in Great Britain 2017", May 2017 http://ash.org.uk/download/use-of-e-cigarettes-among-adults-in-great-britain-2017/</p> <p>(2) J. Etter, T. Essenberg, "Dependence levels in users of electronic cigarettes, nicotine gums and tobacco cigarettes", Drug Alcohol Depend, 2015 https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/25561385</p> <p>(3) G. Lui et al, "A comparison of nicotine dependence among exclusive E-cigarette and cigarette users in the PATH study", Prev Med, 2017 https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/28389330</p> <p>(4) A. McNeill et al im Auftrag von Public Health England, "E-cigarettes and heated tobacco products: evidence review", February 2018 https://www.gov.uk/government/publications/e-cigarettes-and-heated-tobacco-products-evidence-review</p>
--	--	--	--	--

Bundesgesetz über Tabakprodukte und E-Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Fontem Ventures	15			<p>Fontem unterstützt vollumfänglich robuste und verbindliche Produktqualitäts-, Herstellungs- und Sicherheitsstandards. Strenge, international verbindliche Qualitätsstandards werden gleiche Wettbewerbsbedingungen für die Hersteller schaffen, das Vertrauen der Verbraucher in diese Kategorie stärken und mehr Raucher dazu ermutigen, sich vom Tabak zu trennen. Ein solcher Rahmen, der Produktspezifikationen, Batterien, Flüssigkeiten und das Marketing abdeckt, ist besser geeignet als die Tabakregelung für E-Zigaretten und sollte alle thermischen, mechanischen, chemischen oder elektrischen Risiken begrenzen. Nur wenn E-Zigaretten in Bezug auf Herstellung, Inhaltsstoffe und elektronische Funktionsweise von höchster Qualität sind und nur wenn die Produkte den Rauchern die Zufriedenheit bieten, die sie auf weniger schädliche Weise suchen, kann die Kategorie eine echte Alternative zum Tabak – den sie ersetzen wollen – bieten. Fontem Ventures ist deshalb der Ansicht, dass der Vorschlag der Schweiz noch weiter gehen sollte, indem er Sicherheitsmerkmale für E-Zigaretten vorschreibt. Unsere Vorschläge lauten wie folgt.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Batterien und Hezelemente müssen von höchstmöglicher Sicherheit und Qualität sein, und zum Schutz vor Überspannung und Überhitzung sollten Sicherheitseinrichtungen vorhanden sein. • Gerätematerialien, die in direktem Kontakt mit dem Mund des Verbrauchers (z.B. Mundstück) und/oder dem Verbrauchsmaterial (z.B. Flüssigkeiten für E-Zigaretten) stehen, sind für die Verwendung gemäß der geltenden Lebensmittelkontaktvorschriften in der EU oder anderer Rechtsordnungen zugelassen oder wissenschaftlich auf den Status des Lebensmittelkontaktes geprüft; • Geräte, Batterien und Zubehör entsprechen den Anforderungen der jeweils aktuellen Version der relevanten elektrischen Sicherheitsnormen: Beispielsweise sollen Geräte nach CE-äquivalenten Normen zertifiziert, von einem unabhängigen Dritten bewertet und mit dem Bundesgesetz über die Produktsicherheit (PrSG), der Chemikalien-Risikoreduktions-Verordnung (ChemRRV), der Verordnung über elektrische Niederspannungsinstallationen (NEV), der (Verordnung über die elektromagnetische Verträglichkeit; VEMV) und den entsprechenden Batteriestandards in Einklang gebracht werden; • Die Geräte werden in Originalverpackungen verkauft und die Primärverpackung erfüllt die folgende kindergesicherte Norm (nicht erforderlich für leere Geräte oder Geräte, die Flüssigkeiten enthalten, die intrinsisch kindersicher sind): ISO 8317 (Kindergesicherte Verpackungen - Anforderungen und Prüfverfahren für wiederverschließbare Verpackungen); • Zertifizierte Kinderschutzmassnahmen sind erforderlich an Geräten und Verpackungen, bei denen eine potentielle Gefahr bestehen kann (nicht erforderlich bei leeren Geräten oder Geräten mit Flüssigkeiten, die intrinsisch kindersicher sind). • Geräte und Nachfüllflaschen sind mit einem Bruch- und Auslaufschutz ausgestattet. Nachfüllbare Dampf-Produkte und / oder Nachfüllflaschen verfügen über einen Mechanismus, der das Auslaufen beim Nachfüllen
-----------------	----	--	--	--

Bundesgesetz über Tabakprodukte und E-Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>minimiert.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Die Geräte sind qualitätsgeprüft, um zu bestätigen, dass der Luftstrom innerhalb der spezifizierten Werte liegt, um eine entsprechende Leistung zu erzielen; Jedes Produkt muss eine Spezifikation haben, gegen die geprüft werden muss, um Qualitätsprobleme wie z.B. Auslaufen und schlechte Luftströmung nach der Herstellung zu vermeiden. • Risikobewertungen sind durchzuführen, die die normale und angemessen vorhersehbare Verwendung der Produkte während ihrer gesamten Lebensdauer(en) berücksichtigen. Risiken sollten den Verbrauchern als Warnung mitgeteilt werden - entweder als Teil der Etikettierung, der Verpackung oder der dazugehörigen Produktanweisungen. <p>Als verantwortungsbewusster Hersteller von E-Zigaretten wendet Fontem Ventures diese Standards auf freiwilliger Basis an und beteiligt sich aktiv an der Entwicklung internationaler Industriestandards. Im Interesse der Verbrauchersicherheit sollten solche Qualitätsanforderungen vorgeschrieben werden und dürfen nicht den Herstellern von E-Zigaretten zur freiwilligen Umsetzung überlassen werden.</p>
Fontem Ventures	17		<p>E-Zigaretten sind ausschließlich für den Konsum durch erwachsene Raucher und Dampfer bestimmt; als solche hat Fontem Ventures seinen eigenen strengen internationalen Vermarktungsstandard, und bei all unseren Aktivitäten und der Kommunikation mit unseren Einzelhändlern, Distributoren und Marketingagenturen sind wir uns darüber im Klaren, dass E-Zigaretten nur für Erwachsene bestimmt sind und nicht für Jugendliche oder Nichtraucher bestimmt sein sollten.</p> <p>Allerdings sollten Dampf-Produkte keinen weitreichenden Verboten hinsichtlich der Formate oder Plattformen unterliegen, in denen sie beworben werden. Es mag zwar zweckmässig sein, E-Zigarettenwerbung zu verbieten, indem man einfach das Verbot der Tabakwerbung ausweitet, doch ist dies sowohl unangemessen als auch im Widerspruch zu den Zielen der öffentlichen Gesundheit. Das Verbot von Werbeformaten und -Plattformen wird die Fähigkeit von Vermarktern und Einzelhändlern behindern, klar und präzise mit den Verbrauchern zu kommunizieren. Sie wird auch ihre Fähigkeit untergraben, das Bewusstsein für E-Zigaretten zu schärfen und ihren Wertbeitrag für Raucher zu erhöhen, und die Fähigkeit E-Zigaretten, mit etablierten Tabakzigarettenmarken zu konkurrieren, weiter einschränken.</p> <p>In diesem Sinne, obwohl wir viele der in diesem Artikel beschriebenen Massnahmen begrüßen, sind wir besorgt, dass einige der in den Teilen 2 und 3 vorgeschlagenen Bestimmungen über das hinausgehen, was zur Förderung und Gewährleistung des Jugendschutzes erforderlich ist. Die Werbung für E-Zigaretten sollte nicht einfach auf ganzen Kanälen oder Formaten (z.B. Printmedien, TV/Radio, Internet) verboten werden. Stattdessen fordern wir die Schweizer Regierung auf, die E-Zigarettenwerbung in der gleichen Weise zu regulieren, wie sie gegenwärtig die Werbung für Wein und Bier regelt. Dies gewährleistet ein hohes Maß an Jugendschutz und ermöglicht es den Herstellern, ihre Produkte über eine Reihe geeigneter Kanäle bekannt zu machen. Zu diesem Zweck schlagen wir vor, den Wortlaut des § 43 der</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und E-Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>Lebensmittel- und Gebrauchsgegenstände-Verordnung (LGV) in das TabPG zu übernehmen:</p> <p>„1. Jede Werbung für E-Zigaretten, die sich speziell an Jugendliche unter 18 Jahren richtet, ist verboten. Verboten ist Werbung für E-Zigarette insbesondere:</p> <p>a. an Orten und Veranstaltungen, die hauptsächlich von Jugendlichen besucht werden;</p> <p>b. in Publikationen, die sich hauptsächlich an Jugendliche wenden;</p> <p>c. auf Gegenständen, die hauptsächlich Jugendliche benutzen;</p> <p>d. auf Gegenständen, die an Jugendliche unentgeltlich abgegeben werden.</p> <p>2. E-Zigarette dürfen nicht mit Angaben oder Abbildungen versehen werden, die sich speziell an Jugendliche unter 18 Jahren richten, oder entsprechend aufgemacht sein.“</p> <p>Werbebeschränkungen, die auf solchen qualitativen Kriterien beruhen, die dem Jugendschutz Vorrang einräumen, werden es den Unternehmen der E-Zigarettenindustrie ermöglichen, vertrauenswürdige Marken zu schaffen, qualitativ hochwertigere Produkte zu präsentieren, um das Vertrauen der Kunden und das Verständnis für die Kategorie zu erhöhen und ihren Ruf zu verbessern.</p>
Fontem Ventures	18	1	Fontem stimmt zu, dass Anzeigen für E-Zigaretten einen sichtbaren Haftungsausschluss enthalten sollten, der darauf hinweist, dass E-Zigaretten nur von Personen ab 18 Jahren verwendet werden sollten.
Fontem Ventures	20	1 & 3	Fontem stimmt zu, dass der Verkauf von E-Zigaretten an Erwachsene über eine Reihe von Verkaufskanälen und -Plattformen, einschließlich Verkaufsautomaten, erlaubt sein sollte, während der Verkauf an Minderjährige verboten werden sollte. Um dies zu gewährleisten, sollten alle Einzelhändler, einschließlich der Online-Händler, verpflichtet werden, ein Altersverifikationssystem zu betreiben. Wir sind uns einig, dass Automaten, die E-Zigaretten verkaufen, nur für Erwachsene zugänglich sein sollten, wenn es nicht möglich ist, sie mit einem Altersverifizierungsmechanismus auszustatten.
Fontem Ventures	23		Um die Vertraulichkeit unter den Herstellern E-Zigaretten zu wahren, sollten Inhaltsstoffe, die als Teil des Aromas verwendet werden, kollektiv kategorisiert werden, beispielsweise als "Aromen". Die Hersteller sollten die Möglichkeit haben, zu kennzeichnen, welche ihrer Inhaltsstoffe – höchstwahrscheinlich diejenigen, die weniger als 0,1 % der Endformulierung ausmachen – auf diese Weise kategorisiert werden sollten. Für die Einreichung sollte ein elektronisches Format mit angemessenem Schutz des Geschäftsgeheimnisses verwendet werden.
Fontem	23	3	Das Bundesamt für Gesundheit sollte klären, was eine "wesentliche Änderung" darstellen würde.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und E-Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Ventures				
Fontem Ventures	24			Gemäß unserer Stellungnahme zu Artikel 23, sollten Inhaltsstoffe, die als Teil des Aromas verwendet werden, kollektiv als "Aromen" kategorisiert oder so gekennzeichnet werden, dass sie vor der Veröffentlichung im Internet kategorisiert werden, um so die Vertraulichkeit im Wettbewerb zu wahren.
Fontem Ventures	25			Gemäß unserer Stellungnahme zu Artikel 23 und zu Artikel 24, sollten Zutaten, die als Teil des Aromas verwendet werden, kollektiv als "Aromen" kategorisiert oder so gekennzeichnet werden, dass sie vor der Veröffentlichung im Internet kategorisiert werden, um so die Vertraulichkeit im Wettbewerb zu wahren.
Fontem Ventures	Anhang 3 / Art. 47	2	1	<p>Bundesgesetz vom 3. Oktober 2008 zum Schutz vor Passivrauchen</p> <p>Dampfer sollten höflich zu denen um sie herum sein und Dampfen sollte nicht in Bereichen erlaubt sein, die primär Kinder beherbergen, wie z.B. Schulen. Allerdings sollte Dampfen weiterhin vom Bundesgesetz zum Schutz vor dem Passivrauchen ausgenommen bleiben, zum einen, weil E-Zigaretten keine Tabakerzeugnisse sind und keine Tabakemissionen verursachen. (1, 2, 3, 4, 5, 6).</p> <p>Darüber hinaus haben zahlreiche wissenschaftliche Studien, darunter der Bericht von 2018 Public Health England, ergeben, dass eine unbeteiligte oder "passive" Exposition gegenüber Nikotin und anderen Chemikalien, die in ausgeatmetem E-Zigarettenaerosol enthalten sein können, vernachlässigbar ist. Bisherige chemische Analysen deuten darauf hin, dass die ausgeatmete Luft wahrscheinlich kein gesundheitliches Problem für die Umstehenden darstellt (7, 8, 9).</p> <p>Zusätzlich könnte die Tatsache, dass die Dampfer – deren überwiegende Mehrheit Raucher sind, die versuchen, ihren Tabakkonsum zu reduzieren oder zu stoppen (10) – gezwungen werden, einen Raum mit den Tabakkonsumenten zu teilen, ihre Versuche, mit dem Rauchen aufzuhören, untergraben und sie zudem Tabakemissionen aussetzen, die nach Ansicht der Volksgesundheitsgemeinschaft schädlich sind. Die Aufnahme von E-Zigaretten in das Gesetz zum Schutz vor dem Passivrauchen schmälert das Wertversprechen dieser Produkte und "denormalisiert" das Angebot an die Konsumenten, was – entgegen den gesundheitspolitischen Zielen der Schweiz – zu mehr Rauchen führen dürfte.</p> <p>Im Vereinigten Königreich, wo der Rat der Regierung die Arbeitsplätze dazu ermutigt, eine Politik zu verfolgen, die es den Rauchern so einfach und bequem wie möglich macht zu wechseln, wurde das Rauchen allein im Jahr 2016 gemäß einer niedrigen Schätzung von weiteren 22.000 Rauchern ersetzt (11). Laut der Gesundheits-NGO Action on Smoking and Health (ASH) UK, "hängt die rapide Zunahme des Konsums dieser Produkte mit einem stetigen Rückgang des Rauchens zusammen" (12; Fontems Übersetzung). Frankreich ist kürzlich dem Beispiel Großbritanniens gefolgt: gemäß der Schlussfolgerung der Regierung von 2015, dass "es keine Beweise für passives Dampfen auf der Grundlage aktueller wissenschaftlicher Erkenntnisse gibt" (13; Fontems Übersetzung), hat der französische Minister für Gesundheit</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und E-Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>und Soziales im Jahr 2017 ein Dekret über die Verwendung E-Zigaretten in Innenräumen erlassen, das von sieben weiteren Ministern unterzeichnet wurde und das Dampfen an geschlossenen Arbeitsplätzen, einschließlich Stadien, Bars, Hotels, Restaurants und anderen Orten ermöglicht.</p> <p>Fontem fordert die Schweiz nachdrücklich auf, diesen Ansatz zu verfolgen. Das heißt, den Jugendschutz mit der Verringerung des Tabakschadens in Einklang zu bringen, indem sie das Dampfen aus Bereichen, die hauptsächlich für Kinder bestimmt sind, verbietet, während es den einzelnen Einrichtungen und Geschäftsinhabern überlassen bleibt, zu entscheiden, ob sie die Verwendung von E-Zigaretten in für Erwachsene bestimmten Räumen, zulassen oder nicht. Die Schweizer Regierung sollte zudem die unterschiedlichen Regime in den Kantonen respektieren, welche die unterschiedlichen regionalen und kulturellen Präferenzen demonstrieren.</p> <ol style="list-style-type: none">(1) M. L. Goniewicz et al: "Levels of selected carcinogens and toxicants in vapour from electronic cigarettes", Tobacco Control, 2014 https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/23467656(2) R. Tayyarah. and G.A. Long: "Comparison of select analytes in aerosol from e-cigarettes with smoke from conventional cigarettes and with ambient air", Regul Toxicol Pharmacol, 2014 https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0273230014002505(3) K.E. Farsalinos, R. Polosa: "Safety evaluation and risk assessment of electronic cigarettes as tobacco cigarette substitutes: a systematic review", Therapeutic Advances in Drug Safety 2014 https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/25083263(4) I. Burstyn: "Peering through the mist: systematic review of what the chemistry of contaminants in electronic cigarettes tells us about health risks", BMC Public Health 2014 https://bmcpublichealth.biomedcentral.com/articles/10.1186/1471-2458-14-18(5) P. Hajek, J.F. Etter et al: "Electronic cigarettes: review of use, content, safety, effects on smokers and potential for harm and benefit", Addiction, 2014 https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/25078252(6) J. Margham, K. McAdam et al: "Chemical Composition of Aerosol from an E-Cigarette: A Quantitative Comparison with Cigarette Smoke", Chem Res Toxicol, 2016 https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/27641760(7) A. McNeill et al im Auftrag von Public Health England, "E-cigarettes and heated tobacco products: evidence review", February 2018
--	--	--	--

Bundesgesetz über Tabakprodukte und E-Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				<p>https://www.gov.uk/government/publications/e-cigarettes-and-heated-tobacco-products-evidence-review</p> <p>(8) L. Zwack, A. Stefaniak, R. LeBouf: "Evaluation of chemical exposures at a vape shop": U.S. Department of Health and Human Services, Centers for Disease Control and Prevention, National Institute for Occupational Safety and Health; 2017 https://www.cdc.gov/niosh/hhe/reports/pdfs/2015-0107-3279.pdf</p> <p>(9) G. O'Connell et al: "An Assessment of Indoor Air Quality before, during and after Unrestricted Use of E-Cigarettes in a Small Room", Int J Environ Res Public Health, 2015 https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/25955526</p> <p>(10) In der Schweiz berichteten zwar 5,1% der Nichtraucher, dass sie jemals mit E-Zigaretten experimentiert haben, aber nur 0,3% dieser Gruppe berichteten, dass sie in den letzten 30 Tagen E-Zigaretten benutzt haben, und keiner berichtete über den täglichen Gebrauch: Suchtmonitoring Schweiz: "Cigarette électronique et autres produits du tabac de nouvelle génération en Suisse en 2016", August 2017 http://www.suchtmonitoring.ch/docs/library/kuendig_o6c0u4xw5o5v.pdf</p> <p>(11) A. McNeill et al im Auftrag von Public Health England, "E-cigarettes and heated tobacco products: evidence review", February 2018 https://www.gov.uk/government/publications/e-cigarettes-and-heated-tobacco-products-evidence-review</p> <p>(12) ASH UK: Pressemitteilung: "Fall in smoking shows tobacco control measures are working", 7 October 2014 http://ash.org.uk/media-and-news/press-releases-media-and-news/fall-in-smoking-shows-tobacco-control-measures-are-working/</p> <p>(13) Assemblée Nationale: "Amendement N°AS1413", 13 March 2015 http://www.assemblee-nationale.fr/14/amendements/2302/CION-SOC/AS1413.asp</p>
--	--	--	--	---

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und E-Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Zustimmung
<input checked="" type="checkbox"/>	Änderungswünsche / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Grundsätzliche Überarbeitung
<input type="checkbox"/>	Ablehnung

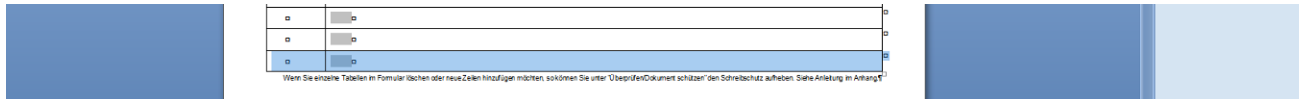
Bundesgesetz über Tabakprodukte und E-Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

2 Zeilen einfügen

Ganze Zeile mit leeren grauen Feldern markieren (die Zeile wird blau hinterlegt)

Control-C für Kopieren

Control-V für Einfügen



3 Dokumentschutz wieder aktivieren

Vernehmlassungsformular_TabPG_DE [Kompatibilitätsmodus] - Microsoft Word

Start Einfügen Seitenlayout Verweise Sendungen Überprüfen Ansicht Add-Ins

Rechtschreibung Recherchieren Thesaurus Übersetzen Sprache festlegen Wörter zählen

Markieren Löschen Vorheriges Element Nächstes Element

Änderungen nachverfolgen Sprechblasen Markup anzeigen Überarbeitungsfenster

Annehmen Ablehnen Weiter Vergleichen Quelldokumente anzeigen

Dokument schützen

Vernehmlassung Tabakproduktegesetz

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation :

Abkürzung der Firma / Organisation :

Adresse :

Kontaktperson :

Telefon :

E-Mail :

Datum :

Wichtige Hinweise:

- Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen.
- Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Extras/Dokumentenschutz aufheben" den Schreibschutz aufheben.
- Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
- Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte als **Word-Dokument** bis am 12. September 2014 an folgende E-Mail Adresse: dm@baq.admin.ch und tabak@baq.admin.ch

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Crossbow Vapor KIG

Abkürzung der Firma / Organisation : Crossbow Vapor

Adresse : Hagenstrasse 10

Kontaktperson : Simon Arnold

Telefon : 079 363 03 64

E-Mail : crossbowvapor@gmail.com

Datum : 22.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	10
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	20
Entwurf Tabakproduktegesetz	23
Unser Fazit	40
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	41

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
Crossbow Vapor	<p>Der zweite Vorentwurf zum TabPG berücksichtigt mehrheitlich die vom Parlament geforderten Änderungen. Der neue Entwurf bedeutet eine grosse Verbesserung für den Vertrieb von elektronischen Zigaretten gegenüber dem ersten Vorentwurf, welcher vom Parlament an den Bundesrat zur Überarbeitung zurückgewiesen wurde.</p> <p>Die Motion Humbel (11.3637) «Gesamtschweizerisch einheitliches Abgabalter für Tabakprodukte» verlangt eine landesweite Vereinheitlichung der Altersbeschränkung für die Abgabe von Tabakprodukten in der Schweiz. Im zweiten Vorentwurf zum TabPG wurde vom Bundesrat deshalb vorgeschlagen, die Abgabe von nikotinfreien und nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten an Minderjährige zu verbieten. Das Parlament verlangte ausserdem, dass die Werbung dort zu verbieten ist, wo sich diese hauptsächlich an Minderjährige richtet. Der Bundesrat geht im zweiten Vorentwurf jedoch weit über diese Forderungen hinaus und nimmt den Auftrag offensichtlich zum Anlass, ein totales Werbe- und Abgabeverbot von elektronischen Zigaretten mit oder ohne Nikotin an Minderjährige im Gesetz zu verankern. Er missachtet dabei die vom Parlament geforderte «Differenzierung von Alternativprodukten wie E-Zigaretten und Snus und die spezifische Regelung dieser Produkte, aufgrund der viel geringeren Schädlichkeit im Vergleich zu Tabakprodukten zum Rauchen». Es ist unklar aufgrund welcher wissenschaftlichen Basis der Bundesrat zum Schluss kommt, dass nikotinfreie elektronische Zigaretten für Minderjährige eine Gefahr darstellt. Ohne wissenschaftlichen Belege der Gefährdung von Minderjährigen durch nikotinfreie elektronische Zigaretten ist ein generelles Abgabeverbot nicht verhältnismässig und ein nicht zulässiger Eingriff in die Wirtschaftsfreiheit der Unternehmen. Deshalb ist ein generelles Abgabeverbot von nikotinfreien elektronischen Zigaretten unverhältnismässig.</p> <p>Folglich hat der Bundesrat mit dem zweiten Vorentwurf den Auftrag des Parlaments nur teilweise erfüllt. Das Abgabe- und Werbeverbot nikotinfreier Produkte missachtet den Parlamentswillen «keine zusätzlichen Einschränkungen, Legalisierung des Handels und differenzierte Einstufung von alternativen Produkten» und ist ein Verstoss gegen die Wirtschaftsfreiheit, ohne dass der Gesundheitsschutz oder der Schutz der Minderjährigen es erfordern würde. Zurzeit ist der Verkauf von nikotinfreien elektronischen Zigaretten ohne jegliche Einschränkungen legal.</p> <p>Ansonsten kann man, sofern man von Flüchtigkeitsfehlern absieht, von einem durchaus gelungenen zweiten Vorschlag sprechen. Die Legalisierung des Handels mit Alternativprodukten wie E-Zigaretten und Snus wurde aus der Sicht der Konsumenten, mit der Ausnahme der zu geringen Differenzierung und dem damit verbundenen Abgabeverbot an Minderjährige, gut umgesetzt. Mit der Inkraftsetzung des TabPG, was aber noch Jahre dauern könnte, dürfen volljährige Personen in der Schweiz endlich auch legal nikotinhaltige E-Zigaretten kaufen.</p> <p>Ob der Bundesrat den parlamentarischen Auftrag der spezifischen Regelung für alternative Produkte mit der marginalen Differenzierung genüge getan hat, wird die Diskussion im Parlament zeigen.</p>
Crossbow Vapor	<p>Ergänzendes Fazit für Konsumenten von elektronischen Zigaretten</p> <p>Für Konsumenten von elektronischen Zigaretten bringt dieses Gesetz fast nur Vorteile. Es ist in Zukunft erlaubt, nikotinhaltige Nachfüllflüssigkeiten</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>und elektronische Zigaretten in der Schweiz zu erwerben. Die Füllmengen-Obergrenze für nikotinhaltige Liquids wird bei 100 ml festgelegt. Von diesem Gesetz nicht betroffen ist der Import für den Eigengebrauch (Achtung, für die Freundin bestellt gilt bereits als Weitergabe und geht über Eigengebrauch hinaus) und nikotinhaltige Liquids, welche für den Eigengebrauch selbst hergestellt werden. Bisher gibt es keine Importbeschränkungen, der Bundesrat könnte nach dem neuen TabPG aber welche erlassen zur Verhinderung eines gewerblichen Imports.</p> <p>Die einzige, spürbare Einschränkung für junge Konsumenten wird sein, dass die Abgabe von elektronischen Zigaretten (mit und ohne Nikotin) an Minderjährige verboten ist.</p>
Crossbow Vapor	<p>Ergänzendes Fazit für Händler</p> <p>Grundsätzlich können Marktteilnehmer aus der «Dampfer-Branche» aufatmen. Gegenüber dem ersten Vorschlag bergen sich im zweiten Entwurf keine Gefahren mehr, mit welchen die Händler nicht leben könnten. Nichts desto trotz gibt es viele Punkte, bei welchen Verbesserungen möglich und notwendig sind, welche auch begründet werden können.</p> <p>Solange Nachfüllflüssigkeiten und elektronische Zigaretten nicht mit Nikotin verkauft werden, wird die grösste Einschränkung sein, dass Produkte auch ohne Nikotin nicht mehr an Minderjährige verkauft werden dürfen. Das TabPG betrifft, ausgenommen Artikel 17-21, nur nikotinhaltige E-Zigaretten und damit nur einen kleinen Teil der Produkte welche Dampfershops im Sortiment führen. Insbesondere kann mit der klaren Trennung zwischen nikotinhaltigen und nikotinfreien Angeboten, als auch mit DIY Lösungen, von der Differenzierung durch den Bundesrat profitiert werden.</p> <p>Abzulehnen ist Art. 3 Abs. g. Die vom Bundesrat geforderte «Gleichstellung des Imports mit dem Bereitstellen» wäre ein grosser Einschnitt in die Wirtschaftsfreiheit, jedoch glaube ich nicht, dass dieser Absatz so bestehen bleibt.</p> <p>Es bestehen ebenfalls reale Chancen, die vom Bundesrat im zweiten Vorentwurf vorgeschlagenen Einschränkungen im Bereich der Werbung, der Abgabe von nikotinfreien Produkten an Minderjährige und an der Erweiterung des Gesetzes zum Schutz vor Passivrauch zu lockern. Zum einen forderte das Parlament vom Bundesrat eine differenzierte Einstufung der Produkte und keine weiteren Einschränkungen der Werbung. Diese Punkte hat der Bundesrat nur bedingt oder mangelhaft erfüllt. Weil die Werbung wie auch die Abgabe von nikotinfreien elektronischen Zigaretten und Nachfüllflüssigkeiten zurzeit nicht eingeschränkt ist und keine Belege dafür existieren, dass nikotinfrei Produkte die Gesundheit der Menschen gefährden würden, fehlt die Grundlage für ein Werbe- und Abgabeverbot aller E-Zigaretten und verstösst deshalb gegen das Gebot der Wirtschaftsfreiheit gemäss der Bundesverfassung. Einschränkungen sind nur dann zulässig, wenn dies in der Bundesverfassung vorgesehen oder durch kantonales Regalrecht begründete ist.</p> <p>Dass der Kanton Testkäufe durchführen kann liegt in der Natur der Sache. Dagegen ist nichts einzuwenden. Ob davon die nikotinfreien Produkte auch betroffen sein müssen, darf in Frage gestellt werden. Die Diskussion im Parlament wird zeigen, ob die Gleichbehandlung von nikotinfreien und nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten bei der Abgabe und der Werbung so gewünscht ist.</p> <p>Im Artikel 34 schlägt der Bundesrat vor, dass die zuständigen Behörden von Bund und Kantonen die Öffentlichkeit über bekannte oder vermutete Gesundheitsrisiken informiert. Das «vermutete» macht hier natürlich in erster Linie Sorge und sollte auch zur Änderung beantragt werden. Die reine Vermutung reicht nicht aus, um die Bevölkerung vor möglichen, vermuteten Gefahren zu warnen. Es besteht auch kein Grund zur Freude der</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Annahme, der Bund müsste in Zukunft über die Vorteile von elektronischen Zigaretten im Vergleich zu Tabakzigaretten berichten. Das ist ein Irrtum, denn der Gesetzgeber schreibt vor, die Behörden müssen über Gesundheitsrisiken (Risiko ungleich Vorteil) berichten. Weil aber dieses Gesetz «nur für nikotinhaltige elektronische Zigaretten und Nachfüllflüssigkeiten mit Nikotin gilt, dürfen die Behörden auch nicht über «vermutete» gesundheitliche Risiken von nikotinfreien Produkten berichten, solange keine Risiko für die Gesundheit besteht, was sowieso einem Verkaufsverbot gleichkommen würde.</p>
<p>Crossbow Vapor</p>	<p>Ergänzendes Fazit für Medien mit Gratiszeitungen</p> <p>Das vom Bundesrat vorgeschlagene Werbeverbot von Tabakprodukten und (nikotinfreien) elektronischen Zigaretten in Gratis-Zeitungen und im Internet verstösst gegen die Wirtschaftsfreiheit und wird grosse Einnahmeeinbussen für kostenlose Medienangebote zur Folge haben. Das Parlament hat den ersten Vorentwurf des TabPG zurückgewiesen mit dem Auftrag, beim zweiten Entwurf den Schutz der Kinder und Jugendlichen insbesondere durch die Verankerung des Mindestalters 18 für den Erwerb von Tabakprodukten und das Verbot von speziell an Minderjährige gerichteter Werbung zu verstärken.</p> <p>Damit geht der Vorentwurf des Bundesrats weit über die geforderten Massnahmen des Parlaments hinaus. Der Schutz der Jugendlichen und Kindern wurde für Tabakprodukte verlangt, nicht für elektronische Zigaretten und schon gar nicht für diejenigen ohne Nikotin. Zudem wurde vom Parlament gefordert, speziell an Minderjährige gerichteter Werbung zu verbieten. Gemäss den Mediadaten von 20 Minuten richtet sich zum Beispiel diese Gratiszeitung keines Falls hauptsächlich an Minderjährige, weshalb der Gesetzesvorschlag eine wirtschaftliche Bevorteilung von «kostenpflichtigen Zeitungen und Magazinen» ist, welche gegen die Wirtschaftsfreiheit und gegen die Verhältnismässigkeit verstossen. Es handelt sich dabei um eine Rechtsbevorteilung für «bezahl Zeitungen». Ausserdem bedient sich der Gesetzgeber in der Erläuterung zum zweiten Entwurf des TabPG einem Scheinargument (Seite 23; Erläuterungen zum TabPG), wenn er behauptet, dass die Gratiszeitung 20 Minuten hauptsächlich von Minderjährigen gelesen wird.</p>
<p>Crossbow Vapor</p>	
<p>Crossbow Vapor</p>	
<p>Crossbow Vapor</p>	
<p>Crossbow Vapor</p>	

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Crossbow Vapor	
Crossbow Vapor	
Crossbow Vapor	
Crossbow Vapor	
Crossbow Vapor	
Crossbow Vapor	
Crossbow Vapor	
Crossbow Vapor	
Crossbow Vapor	
Crossbow Vapor	
Crossbow Vapor	

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Crossbow Vapor	
Crossbow Vapor	
Crossbow Vapor	
Crossbow Vapor	
Crossbow Vapor	
Crossbow Vapor	
Crossbow Vapor	
Crossbow Vapor	
Crossbow Vapor	
Crossbow Vapor	
Crossbow Vapor	
Crossbow Vapor	

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Crossbow Vapor	
Crossbow Vapor	
Crossbow Vapor	
Crossbow Vapor	
Crossbow Vapor	
Crossbow Vapor	
Crossbow Vapor	
Crossbow Vapor	
Crossbow Vapor	
Crossbow Vapor	
Crossbow Vapor	
Crossbow Vapor	

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Crossbow Vapor	
Crossbow Vapor	
Crossbow Vapor	
Crossbow Vapor	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")

Name/Firma	Kapitel-Nr.	Bemerkung/Anregung
Crossbow Vapor	1.1.2	<p>Seit dem 12. November 2015 verbietet das BLV mit der Allgemeinverfügung BBl. 2015/7788 1 den Verkauf von nikotinhaltenen Liquids für E-Zigaretten in der Schweiz. Die aufschiebende Wirkung wurde entzogen und obwohl der Gesetzgeber vorschreibt beim Entzug der aufschiebenden Wirkung schnellstmöglich (innert 6 Monaten ist die interne Vorgabe) zu urteilen, bewegt sich das BVGer bis heute nicht (Stand heute über 27 Monate Wartezeit mit wirtschaftlich grossen Folgen). Die lange Wartezeit wird mit der Komplexität des Falles durch das BVGer begründet, eine Komplexität welche wir als Beschwerdeführer jeweils in 30 Tagen beantworten mussten.</p> <p>Das Verbot begründete das BAG in der Allgemeinverfügung mit dem fehlenden Jugendschutz (Mindestalter) sowie mit den fehlenden Warnvorschriften und dem nicht bestehenden Werbeverbot wie es für Tabakprodukte gelte. Im Replik zu unserer Beschwerde vor dem BVGer behauptet das BAG ebenso, dass keine Studien existieren und somit der Schutz der Bevölkerung nicht gewährleistet ist. Das wir im Replik vom BLV exakt die Massnahmen gefordert haben, welche nun im zweiten Entwurf zum TabPG umgesetzt werden sollen, sei nur am Rande erwähnt. (Wird lustig für die Begründung vor dem BVGer, wenn ein Produkt heute eine Gefahr für die Bevölkerung darstellt, dass es verboten werden muss, in Zukunft aber ist es völlig ok. Ich bin gespannt).</p> <p>Das BLV behauptet dann vor dem BVGer auch noch dreist im Replik, dass es in einer Verfügung keine Massnahmen erlassen könne, obwohl es selbiges Amt schon getan hat und die Beweismittel von uns beigelegt wurden.</p> <p>Hätte das BLV an Stelle eines Verbots einschlägige Massnahmen wie Altersbeschränkung, kindersichere Verschlüsse, Warnhinweise und idealerweise auch eine Qualitätskontrolle in der Verfügung erlassen, dann wären E-Liquids in der Schweiz schon lange sicher für die Bevölkerung. Leider bewirkt die Allgemeinverfügung des BLV vom 12. November 2015 das Gegenteil</p> <p>Zum Verständnis für Leser ohne Fachkenntnisse über E-Zigaretten: E-Zigaretten mit Nikotin sind seit über 10 Jahren auf dem Markt erhältlich und werden von über XXX Millionen Konsumenten genutzt, ohne einen Todesfall 3. Es existieren über 2000 Studien zu E-Zigaretten und Liquids. Jeder halbwegs nicht bestochene Wissenschaftler wird die toxischen Unterschiede zwischen einer E-Zigarette und einem Tabakprodukt erläutern können, so dass es jeder Schüler versteht.</p> <p>In England empfiehlt der Staat den Rauchern auf E-Zigaretten umzusteigen, jedoch ist in England die Krankenkasse staatlich und somit profitiert der Staat direkt von tieferen Kosten. Bei uns in der Schweiz trägt diese der Bürger mit teureren Krankenkassenprämien und Produkten / Dienstleistungen. Jährlich über 5 Mia Folgekosten für das Schweizer Volk.</p> <p>Jetzt wird es grotesk</p> <p>Vor knapp zwei Jahren, kurz nach der Allgemeinverfügung des BLV hat zuerst Philip Morris S.A. das HNB-Produkt «IQOS» gefolgt</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

von British American Tobacco mit dem Produkt «Glo» den Start ihrer neuen HNB-Produktreihe gewagt. Dazu ist wichtig zu wissen, dass beide Produkte (IQOS/Glo) auf demselben Prinzip aufgebaut sind. Die Geräte sind dreiteilig und bestehen aus einem Akku, einer Heizeinheit und einem Depot gefüllt mit einem Tabakprodukt. Sie unterscheiden sich dahingehend, dass bei der «IQOS» ein Heizelement direkt ins Tabakdepot gesteckt und erhitzt wird und so den «Dampf» 2 erzeugt und bei der «Glo» wird das Tabak-Depot (Tabak-Stick) von aussen erhitzt. Sie unterscheiden sich nur in der Art wie das Heizelement technisch verbaut ist.

Ganz anders funktioniert das Produkt «Ploom», welches das dritte HNB-Produkt eines Tabakgiganten auf dem Markt ist. Die Ploom besteht aus einem Akku, einer «Patrone» welche ein Propylenglycol und Glycerin Gemisch beinhaltet (Anm. dieselben Inhaltsstoffe wie E-Zigaretten ohne Nikotin), welches vom Benutzer durch eine Tabakkapsel gezogen wird, in welcher das Nikotin freigesetzt wird. Einfach formuliert ist es ein Hybrid-Gerät, welches Dampf durch eine Kapsel mit Tabakgranulat zieht und dabei Nikotin (und wer weiss was sonst noch, die Meinungen der Wissenschaft sind different) freisetzt. Soweit wäre nichts zu beanstanden – könnte man denken.

Nun ist es so, dass von E-Zigaretten immer wieder Langzeitstudien verlangt werden und das Verlangen mit dem Scheinargument des Jugendschutzes und dem Schutz der Bevölkerung gerechtfertigt wird. Obwohl E-Zigaretten seit über 10 Jahren existieren und die vom BAG als nötig empfundenen Massnahmen in der Verfügung hätten erlassen werden können, bleiben sie im Gegensatz zu den HNB-Geräten, illegal für den Handel.

Für die HNB-Produkte ist die Schweiz für alle drei Konzerne (PMI, BAT, JTI) ein Testmarkt.

Unter der jetzigen Gesetzgebung werden die Produkte, welche für den Weltmarkt bestimmt sind, je nach Kanton an 0/16 und 18-Jährige verkauft oder wie es die Konzerne sagen, getestet.

Für grosse Tabakkonzerne und für das BAG ist die Schweizer Jugend scheinbar gut genug als Test-Mensch hinzuhalten, während man gleichzeitig bei E-Zigaretten ein übertriebenes Risiko konstruiert, welches sogar mit Massnahmen zu regulieren wäre.

Ric: Während mein Opa noch immer kein nikotinhaltiges Liquid kaufen darf kann meine Tochter am Kiosk wahlweise Zigaretten und HNB-Produkte kaufen oder sich gar prostituieren. Juristisch in der Schweiz voll korrekt. Habt ihr echt noch alle Latten am Zaun in Bern?

Diverse Verstösse gegen die TabV

Aufgrund der aktuellen Einstufung von Tabakprodukten und Lebensmitteln (heutige Gesetzeslage seit nLMG und bis TabPG im Jahr 2022/2028) dürfte das Produkt Ploom so aktuell gar nicht auf dem Markt zugelassen sein.

Art. 1 (TabV) Tabakerzeugnis: Erzeugnis, das ganz oder teilweise aus Tabak besteht und insbesondere zum Rauchen (Zigarren, Zigaretten und ähnliche Erzeugnisse sowie Schnitt- und Rollentabak), Schnupfen, Lutschen oder Kauen bestimmt ist.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

		<p>Weil die Ploom-Tech aber nicht zum Rauchen und ebenso wenig zum Schnupfen, Lutschen oder Kauen bestimmt ist, sondern gemäss Ploom-Tech klar zum DAMPFEN bestimmt ist, ist die Zuordnung in der TabV zu bestreiten und infolge der zu gewährenden Gleichbehandlung ähnlich wie ein Dampfgerät (ugs. E-Zigarette) einzustufen. Es ist gemäss TabV nicht zugelassen.</p> <p>ZITAT WEBSITE PLOOM-TECH (WWW.PLOOM.CH): «DIE PLOOM TABAKKAPSELN ENTHALTEN EIGENTLICHEN (D.H. ECHTEN) TABAK. DIE SPEZIELL KONZIPIERTE TABAKKAPSEL IST EIN TABAKPRODUKT UND ENTHÄLT WIE ALLE TABAKPRODUKTE NIKOTIN, DAS MIT ABHÄNGIGKEIT VERBUNDEN WIRD.»</p> <p>Weil die Ploom-Tech kein Tabakerzeugnis ist und ein Lebensmittel auch nicht sein kann (weil ein Lebensmittel kein Nikotin enthalten darf), ist es ein Gebrauchsgegenstand. Für eine Einstufung als Gebrauchsgegenstand spricht ebenso, dass die «Tabak-Kapsel» und das «Liquid-Depot» nur zusammen mit dem Gerät PLOOM-TECH als Einheit dem dafür vorhergesehenen Verwendungszweck (dem Verdampfen von Liquid welches anschliessend durch ein Tabak / Nikotingranulat gezogen wird um inhaliert zu werden), zugeführt werden kann. Bei den E-Zigaretten wird dadurch die kuriose Einstufung von Liquids als Gebrauchsgegenstand mit Schleimhautkontakt durch das BLV, (meiner Meinung nach falsche Einstufung im LMG) gerechtfertigt.</p> <p>Wenn die Produkte «gleichbehandelt» werden würden, ist Ploom-Tech und die Kapseln ein Gebrauchsgegenstand mit Schleimhautkontakt und darf kein Nikotin enthalten.</p> <p>Im Art. 5 (TabV) über verbotene Erzeugnisse heisst es: Abs. 1: Tabakerzeugnisse zum oralen Gebrauch dürfen weder eingeführt noch abgegeben werden</p> <p>Abs. 2: Als Tabakerzeugnisse zum oralen Gebrauch gelten Erzeugnisse in Form eines Pulvers oder eines feinkörnigen Granulats oder einer Kombination dieser Formen, insbesondere in Portionenbeuteln oder porösen Beuteln oder in anderer Form. Ausgenommen sind Erzeugnisse, die zum Rauchen oder Kauen bestimmt sind.</p> <p>Beides trifft auf die Ploom-Tech zu. Es handelt sich um ein Tabakgranulat in Portionen und geht nicht unter die Ausnahmen, weil es dampft und nicht raucht und auch nicht zum Kauen bestimmt ist.</p> <p>Über weitere daraus folgende Verstösse gegen Art. 12 (TabV) Warnhinweise und Art. 17 Täuschungsschutz und Art 18 will ich mich jetzt hier gar nicht erst auslassen.</p> <p>Beweismittel für die Ungleichbehandlung: Zitat aus dem Replik des BLV zur Beschwerdensache C7997/2015 vor dem BVGer (Nikotin Verbot in E-Zigaretten)</p> <p>Weil es sich aber um eine offensichtliche, willkürliche Ungleichbehandlung durch Bevorteilung der Tabakindustrie durch den Bund handelt, habe ich das Kantonslabor Genf am 6.9.2017 eingeschrieben über den Sachverhalt informiert (Einschreiben) und wen wundert es, bis heute keine Antwort erhalten. Natürlich ist das KLGE mir von Amtswegen keiner Antwort verpflichtet, doch die</p>
--	--	--

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

		<p>amtlichen Gepflogenheiten würden es gebieten, sagt der klassische Beamte und wird den Mitarbeitern so gelehrt.</p> <p>Ihr könnt euch vielleicht vorstellen, dass ich nach 2.5 Jahren BVGer Prozess und unzähligen Ausreden keine Lust auf «keine Antwort» hatte und darum habe dem Herrn Anderegg vom BAG (Stabsleiter EDI) über den Sachverhalt (Einschreiben, Ploom) informiert.</p> <p>Hier die Korrespondenz dazu. Bitte anschnallen und den Liquid-Tank vorher befüllen. Anrede und Grussformeln habe ich weggelassen. Der Rest sind Zitate.</p> <p>PS: Verzeiht mir die folgenden Schreibfehler, ich war ein bisschen aufgeregt und zudem schreiben wir so oft, dass es manchmal von meiner Seite aus – aber offensichtlich auch seitens des BAG – nicht immer die amtliche Formalität benötigt.</p> <p>Original Korrespondenz mit dem BAG</p> <p>E-Smoking.ch: Da wir in Sachen Nikotin schon mehrfach miteinander kommuniziert haben, versteht sich, dass meine Anfrage in diesem Zusammenhang zu würdigen ist.</p> <p>Letzte Woche habe ich das Kantonslabor Genf per Einschreiben über diverse Gesetzesverstösse durch JT International mit dem Produkt «Ploom-Tech» informiert. (Sie haben das Schreiben per Email erhalten und ist sicherheitshalber in diesem Email nochmals angehängt) Geschehen ist bis heute nichts, wie bedenklich das in Anbetracht unseres Streites vor BVGer ist, muss ich gar nicht erläutern und wissen Sie selbst – oder?</p> <p>Auch wenn ich weiss, dass mir das Kantonslabor Genf keiner Antwort verpflichtet ist, wissen wir beide ebenso, dass die Damen und Herren für die Umsetzung des Gesetzes zuständig sind. Am mangelnder Kenntnis fehlt es auch nicht mehr. Weil aber offensichtlich bis heute kein Verkaufsverbot oder sonst irgendwelche Reaktionen aus Genf zu verspüren sind, wollte ich nachfragen ob es wirklich sein muss, dass ich eine offizielle Aufsichtsbeschwerde durch die Kanzlei erstellen lasse? Echt jetzt? Ich weiss es und sie wissen es auch – ich werde auch diesen Schritt tun.</p> <p>Ein kurzes Feedback würde mich sehr freuen.</p> <p>M. ANDEREGG (BAG): HIER MEINE KURZE RÜCKMELDUNG.</p> <p>AUS MEINER SICHT SIND PRODUKTE MIT TABAKBLATTSTÜCKEN ERLAUBTE TABAKPRODUKTE.</p> <p>E-Smoking.ch: Vielen Dank fürs Feedback. Wie um Himmelswillen wollen sie das begründen? Müssen sie ja zum Glück nicht. Ich werde die ganzen Unterlagen der Kanzlei übergeben (Aufsichtsbeschwerde und was sonst möglich ist) und die Medienanfragen mit Freude beantworten.</p> <p>M. ANDEREGG (BAG): NUN ICH LESE EINFACH DIE DEFINITION IN DER TABAKVERORDNUNG. IST TABAK DRIN, IST ES EIN TABAKPRODUKT. ABER ICH DENKE SIE WERDEN VON DEN ZUSTÄNDIGEN VOLLZUGSBEHÖRDEN HÖREN.</p>
--	--	--

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

		<p>E-Smoking.ch: Da steht aber ebenso in der TabV: Art. 2 – Begriffe – Bedeutung: Bst. d. Tabakerzeugnis: Erzeugnis, das ganz oder teilweise aus Tabak besteht und insbesondere zum Rauchen (Zigarren, Zigaretten und ähnliche Erzeugnisse sowie Schnitt- und Rollentabak), Schnupfen, Lutschen oder Kauen bestimmt ist.</p> <p>Weil die Ploom aber nicht zum RAUCHEN und ebensowenig zum SCHNUPFEN, LUTSCHEN oder KAUEM bestimmt ist, sondern gemäss PLOOM klar zum DAMPFEN, ist die Zuordnung zu bestreiten und eher einem Dampfgerät, als einem Tabakerzeugnis einzustufen.</p> <p>TabV – Art. 5 Verbotene Erzeugnisse Tabakerzeugnisse zum oralen Gebrauch dürfen weder eingeführt noch abgegeben werden.</p> <p>Als Tabakerzeugnisse zum oralen Gebrauch gelten Erzeugnisse in Form eines Pulvers oder eines feinkörnigen GRANULATS oder einer Kombination dieser Formen, insbesondere in Portionenbeuteln oder porösen Beuteln oder in anderer Form. Ausgenommen sind Erzeugnisse, die zum Rauchen oder Kauen bestimmt sind.</p> <p>Das trifft doch auf die Ploom-Tech zu. Ist ein Tabakgranulat (Gemäss Definition von J T selbst) in Portionen und geht nicht unter die Ausnahmen, weil es DAMPFT und NICHT RAUCHT oder zum KAUEM BESTIMMT ist.</p> <p>Selbst als Tabakerzeugnis so nicht verkehrsfähig nach geltender TabV und LMG.</p> <p>Ich wünsche Ihnen trotzdem ein schönes Wochenende.</p> <p>M. ANDEREGG (BAG): NUN DIE KONSUMFORMEN SIND KEINE ABSCHLIESSENDE LISTE. BITTE BEACHTEN SIE DAS WORT INSBESONDERE. D.H. ES KANN AUCH ANDERE FORMEN GEBEN.</p> <p>MIT TABAKPRODUKTEN ZUM ORALEM GEBRAUCH IST SNUS GEMEINT, PLOOMTECH DÜRFTE KAUM DARUNTER FALLEN, SELBST WENN SIE NATÜRLICH RECHT HABEN, DASS PLOOM AUCH EIN GRANULAT IST. ZUR ZEIT ALS DIESE DEFINITION ERLASSEN WURDE, GAB ES NOCH GAR KEINE E-ZIGARETTEN. ABER LETZTLICH IST ES IHNM ÜBERLASSEN, WIE SIE HIER VORGEHEN MÖCHTEN.</p> <p>DA KOMMT MAN SICH DOCH GELINDE GESAGT VERARSCHT VOR. IST DAS NOCH GESETZESMÄSSIG ODER BEREITS MAFIA?</p> <p>Wisst ihr was das BAG oder das Kantonslabor Genf bis heute in dieser Angelegenheit unternommen haben? Nichts, maximal dafür geschaut, dass es keinen Wirbel macht. Keine weiteren Reaktionen JTI bewirbt Ploom kräftig im Internet oder an Kiosken. Keine Langzeitstudien, kein Jugendschutz – dem BAG scheint das alles egal zu sein, wenn die Tabaksteuern fließen. Bei E-Zigaretten ist der Massstab dann doch ganz anders.</p> <p>Die Folgen sind erschütternd</p> <p>Gemäss dem BAG sterben in der Schweiz 9500 Menschen vorzeitig an den Folgen des Rauchens. Die Behandlungskosten für durch den Tabakkonsum verursachte Krankheiten belaufen sich in diesem Land jährlich auf 1,7 Milliarden Franken, dazu kommen</p>
--	--	--

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

		<p>Erwerbsausfallskosten von 3,9 Milliarden Franken. Trotzdem scheint das BAG alles dafür zu unternehmen, die Verkehrsfähigkeit eines alternativen Produkts, das diese Kosten und vor allem das Leiden der Betroffenen erwiesenermassen senken würde, hinauszuzögern und mit unlauteren, unverhältnismässigen Mitteln die Tabakindustrie zu begünstigen. Wer sich dann noch vor Augen hält, dass die AHV jährlich 2.1 Mia Einnahmen durch die Tabaksteuer verzeichnet und die Raucher statistisch (immer gemäss dem selben BAG) 14 Jahre früher sterben und somit weniger lang AHV beziehen ist zwangsläufig den Gedanken ausgesetzt, was das bitte mit Jugendschutz, dem Schutz der Bevölkerung der Wirtschaftsfreiheit, der Gleichbehandlung und dem Postauto zu tun hat. Es erinnert mich halt doch wieder an eine Bananen-Republik oder an Sizilien.</p>
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow		

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow		

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow		

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow		

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"		
Name/Firma	Art.	Bemerkung/Anregung
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Crossbow Vapor		
Crossbow Vapor		

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Entwurf Tabakproduktegesetz

Name/Firma	Art.	Abs.	Bst.	Bemerkung/Anregung
Crossbow Vapor	3		a	<p>Die Formulierung «Produkt, das aus Blattstücken besteht» ist rechtsunsicher und macht den Verkauf von Schnupftabak möglicherweise illegal. Der Artikel verstösst gegen das Verhältnismässigkeitsprinzip (BV, Art. 5), er schränkt die Grundrechte der Schweizer Firmen unverhältnismässig ein ohne dass ein öffentliches Interesse oder der Schutz der Bevölkerung es erfordern würden (Art 36 Abs 2 BV). und missachtet die Wirtschaftsfreiheit (Art 94 Abs. 1-4 BV), weshalb er abzuändern ist. Damit ein Produkt die Anforderung «das aus Blattstücken besteht» erfüllt, muss die Blattstruktur noch erkennbar sein. Ist die Struktur komplett aufgelöst, so wie es bei Schnupftabak (pulverisiert) der Fall ist, handelt es sich dabei vielmehr um «gemahlene Tabakblätter» was folglich zu einem Verbot von Schnupftabak führt. Nach Buchstabe «d» kann Schnupftabak auch nicht eingestuft werden, denn Schnupftabak wird mit der Nasenschleimhaut aufgenommen. Ausser unter der Annahme, dass auch der Schnupftabak via Rachen mit der Mundschleimhaut in Kontakt kommt. Um einer möglichen Rechtsunsicherheit vorzubeugen, ist es erforderlich, eine genaue Definition zu wählen. Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.1 RD 28.02.2018 11</p> <p>Änderungsvorschlag für Art 3 Abs. a:</p> <p>a. Tabakprodukt: Produkt, das aus Teilen der Pflanzen der Gattung Nicotiana (Tabak) besteht oder solche enthält und zum Rauchen, Erhitzen, Schnupfen oder oralen Gebrauch bestimmt ist sowie pflanzliche Rauchprodukte nach Buchstabe e;</p>
Crossbow Vapor	3		g	<p>Wird die Einfuhr dem Bereitstellen auf dem Markt gleichgestellt, dann wird die Selbstkontrolle der Importeure verunmöglicht (Produkte die nicht der Qualitätsanforderung entsprechen können im Rahmen der Selbstkontrolle nicht zum Verkauf freigegeben werden) und eine Kennzeichnung durch den Importeur verhindert. Es ist nicht ersichtlich, warum bereits bei der Einfuhr alle Anforderungen dieses Gesetzes, inklusive der Kennzeichnung, bereits eingehalten werden sollte, ohne dass die Produkte in dieser Form an die Konsumentenschaft abgegeben wird. Bei dieser Gleichstellung</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				<p>handelt es sich um eine Benachteiligung des Schweizer Gewerbes mit einem unnötigen Verbot.</p> <p>Dieser Artikel verstösst gegen das Verhältnismässigkeitsprinzip (BV, Art. 5), er schränkt die Grundrechte der Schweizer Firmen unverhältnismässig ein ohne dass ein öffentliches Interesse Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 13</p> <p>oder der Schutz der Bevölkerung es erfordern würden (Art 36 Abs 2 BV). und missachtet die Wirtschaftsfreiheit (Art 94 Abs. 1-4 BV). Ebenso missachtet der Gesetzgeber den Parlamentswillen, welcher die Legalisierung des Marktes fordert. Der «Import» darf nicht dem «Bereitstellen» gleichgesetzt werden.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 3 Abs. g:</p> <p style="padding-left: 40px;">g. Bereitstellen auf dem Markt: das Bereithalten und das Anbieten eines Produkts oder eines Geräts im Hinblick auf die entgeltliche oder unentgeltliche Abgabe an die Konsumentinnen und Konsumenten und die Abgabe dieses Produkts oder dieses Geräts;</p>
Crossbow Vapor	5	2	a	<p>Ohne weitere gesetzliche Anforderung an die «hohe Reinheit», schafft dieser Grundsatz Rechtsunsicherheit ohne, dass es für den Schutz der Bevölkerung notwendig ist. Es wird im Art. 5 Abs. 1 Bst. a bereits geregelt, dass ein Produkt die Gesundheit nicht gefährden darf. Deshalb ist Bst. a. unnötig.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 5 Abs. 2:</p> <p>Den Art. 5; Abs. 2 Bst. a. «Sie muss von hoher Reinheit sein.» ersatzlos streichen.</p>
Crossbow Vapor	6	1		<p>Die Liste Anhang 1 «Verbotene Zutaten» ist zu beanstanden, weil bei den verbotenen Zutaten keine Tolleranzwerte angegeben sind. Eine Nulltoleranz ist analytisch unmöglich. Je nach Nachweissgrenze des analytischen Verfahrens ist eine Substanz möglicherweise noch messbar oder bereits unmessbar. Die analytische Nachweissgrenze muss festgelegt werden.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 6 Abs. 1:</p> <p>Antrag: Die verbotenen Substanzen nach Anhang 1 dürfen im Produkte nicht nachweisbar sein bei einer Nachweissgrenze von 0.01 mg/kg.;</p>
Crossbow Vapor	8	1		<p>Der Importeur hat keine Möglichkeit nikotinhaltige Nachfüllflüssigkeiten in Grossmengen zu beziehen und selber abzufüllen. (siehe Art. 3 Abs. g)</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				<p>Antrag für Art. 8 Abs. 1: Antrag auf Anpassung Artikel 3 Abs. g. (Der «Import» darf nicht dem «Bereitstellen» gleichgesetzt werden.);</p>
Crossbow Vapor	8	2		<p>Die Begriffe «Kartuschen von elektronischen Einwegzigaretten» «Einwegkartuschen» wurden in Art. 3 nicht eingeführt. Es sind nur die Begriffe «elektronische Zigarette» und verschiedene Tabakprodukte eingeführt, daher ist deren Auslegung unklar.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 8 Abs. 2: Die Begriffe sind in Art. 3 zu definieren;</p>
Crossbow Vapor	9	1	c	<p>Der Buchstabe «c» bezieht sich auf sich selbst und ist falsch. Es ist davon auszugehen, dass sich dieser Buchstabe auf «b» beziehen sollte. Das ist aber auch falsch, weil Buchstabe «b» die «Firmenbezeichnung» und nicht das «Produktionsland» verlangt. In der Firmenbezeichnung muss die Firma mit der zugehörigen Adresse und nicht das Produktionsland angegeben werden.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 9 Abs. 1 Bst. c: c.) das Produktionsland;</p>
Crossbow Vapor	9	2		<p>Es wäre zu begrüßen, wenn die Angabe für den Nikotingehalt auf den Verpackungen für Nachfüllflüssigkeiten konkretisiert wird, in welcher Einheit dieser angegeben werden muss. Ohne exakte Regelung darf jeder selber wählen, ob diese Angabe in %, in mg/ml oder in mg/Füllmenge angegeben wird. Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 18</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 9 Abs. 2: 2 Auf jeder Verpackung von nikotinhaltenen Nachfüllflüssigkeiten ist der Nikotingehalt in mg/ml auszuweisen.;</p>
Crossbow Vapor	11	1		<p>Die Formulierung Art. 11 Abs. 1 ist nicht eindeutig. Es ist unklar, ob sich «Produkte» nur auf Tabakprodukte zum Rauchen bezieht oder auf alle Produkte, die in den Geltungsbereich des Gesetzes fallen. Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 19</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 11 Abs. 1:</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				1 Die folgenden Angaben sind auf Tabakprodukten zum Rauchen oder auf deren Verpackung verboten;
Crossbow Vapor	11	1	a	<p>Die Auslobungen «ökologisch», «natürlich» und «ohne Zusatzstoffe» sind Angaben, die sich nicht auf die Schädlichkeit des Produktes beziehen und erwecken nicht den Eindruck, dass ein bestimmtes Produkt weniger schädlich sei als andere. Warum sollte ein Produkt ohne Zusatzstoffe weniger schädlich sein – die Zusatzstoffe sind in den zugelassenen Konzentrationen toxikologisch völlig unbedenklich.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 11 Abs. 1 Bst. a:</p> <p>a. Angaben, Marken und figurative Zeichen, die den Eindruck erwecken, dass ein bestimmtes Produkt weniger schädlich sei als andere, wie «leicht», «mild»;</p>
Crossbow Vapor	15	1	c	<p>Buchstabe c ist unklar formuliert. Es sollte heissen «über einen Mechanismus für eine auslauffreie Nachfüllung verfügen». Des Weiteren müssen die Anforderungen – wenn gewollt Analog des Durchführungsbeschlusses (EU) 2016/586 der Kommission zu den technischen Normen für den Nachfüllmechanismus elektronischer Zigaretten klar definiert werden. Allerdings stellt sich hier die Frage der Verhältnismässigkeit, denn nur wenn bei einem Verschütten ein Risiko für die Gesundheit (durch dermale Aufnahme) besteht, ist diese Massnahme gemäss Art. 1 gerechtfertigt.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 15 Abs. 1 Bst. c:</p> <p>c. Weil es die Sicherheit nicht erfordert und die Verhältnismässigkeit nicht eingehalten wäre, ist der Bst. c von Art. 15 zu streichen. Sollte von einer Streichung abgesehen werden, so ist der Art. 15 Bst. c dem Durchführungsbeschluss (EU) 2016/586 anzupassen;</p>
Crossbow Vapor	11	1	a	<p>Buchstabe b ist unklar; es wäre hilfreich den konkreten Warnhinweis im Gesetz festzuschreiben. Buchstaben c, d, e und f können dem Produkt den Anschein erwecken, dass es sich um ein Heilmittel handelt. Darum sind diese Pflichtangaben im Widerspruch zu Art. 4. Das Suchtpotential gemäss Buchstabe f ist bereits in Art. 13 Bst. c abgedeckt. Des Weiteren müssten hier die anzugebenden Punkte genauer definiert werden. Wie wird zum Beispiel ein Suchtpotential oder die Toxizität angegeben?</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 11 Abs. 1 Bst. a:</p> <p>1 Jede Verpackung von nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten und von Tabakprodukten zum Erhitzen muss eine Produktinformation mit den folgenden Angaben enthalten:</p> <p>a. Gebrauchs- und Aufbewahrungsanweisungen für das Produkt; b. den Hinweis, dass das Produkt nicht für den Gebrauch durch Minderjährige und Nichtraucher empfohlen wird; c. Kontaktangaben des Herstellers oder Importeurs.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Crossbow Vapor	16	1		<p>Buchstabe b ist unklar; es wäre hilfreich den konkreten Warnhinweis im Gesetz festzuschreiben. Buchstaben c, d, e und f können dem Produkt den Anschein erwecken, dass es sich um ein Heilmittel handelt. Darum sind diese Pflichtangaben im Widerspruch zu Art. 4. Das Suchtpotential gemäss Buchstabe f ist bereits in Art. 13 Bst. c abgedeckt. Des Weiteren müssten hier die anzugebenden Punkte genauer definiert werden. Wie wird zum Beispiel ein Suchtpotential oder die Toxizität angegeben?</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 11 Abs. 1 Bst. a:</p> <p>1 Jede Verpackung von nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten und von Tabakprodukten zum Erhitzen muss eine Produktinformation mit den folgenden Angaben enthalten:</p> <p>a. Gebrauchs- und Aufbewahrungsanweisungen für das Produkt; b. den Hinweis, dass das Produkt nicht für den Gebrauch durch Minderjährige und Nichtraucher empfohlen wird; c. Kontaktangaben des Herstellers oder Importeurs.</p>
Crossbow Vapor	17	2	a	<p>Art. 17 Absatz 2 ist ein Verstoß gegen die Wirtschaftsfreiheit gemäss -Art. 94 der Bundesverfassung. Die bezahlten Zeitungen werden im Wettbewerb gegenüber den Gratis-Zeitungen bzw. den Internetanbietern bevorzugt. Damit richtet sich die Massnahme gegen den Wettbewerb. Dies ist nur zulässig, wenn dies in der Bundesverfassung vorgesehen oder durch kantonales Regalrecht begründete ist. Es ist auch nicht nachvollziehbar, warum vom Grundsatz «nicht speziell an Minderjährige gerichtet» willkürlich bei gewissen Informationskanälen abgewichen wird. Dies entspricht nicht dem Auftrag des Parlaments, welcher den Bundesrat beauftragt, den Kinder- und Jugendschutz mit dem Verbot von speziell an Minderjährige gerichteter Werbung zu stärken und auf die vorgeschlagenen Einschränkungen der Werbung, der Verkaufsförderung und des Sponsorings zu verzichten.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 17 Abs. 2 Bst. a:</p> <p>in Zeitungen, Zeitschriften und anderen Publikationen, die sich speziell an Minderjährige richten;</p>
Crossbow Vapor	17	2	b	<p>Art. 17 Absatz 2 ist ein Verstoß gegen die Wirtschaftsfreiheit gemäss -Art. 94 der Bundesverfassung. Die Internetseiten mit registrierten Benutzern werden im Wettbewerb gegenüber den Internetanbietern ohne Registrierung bevorzugt, auch wenn sich deren Angebot nicht speziell an Minderjährige richtet. Damit richtet sich die Massnahme gegen den Wettbewerb. Dies ist nur zulässig, wenn dies in der Bundesverfassung vorgesehen oder durch kantonales Regalrecht begründete ist. Es ist auch nicht nachvollziehbar, warum vom Grundsatz «nicht speziell an Minderjährige gerichtet» willkürlich bei gewissen Informationskanälen abgewichen wird. Dies entspricht nicht dem Auftrag des Parlaments, welcher den Bundesrat beauftragt, den Kinder- und Jugendschutz mit dem Verbot von speziell an Minderjährige gerichteter Werbung zu stärken und auf die vorgeschlagenen Einschränkungen der Werbung, der Verkaufsförderung und des Sponsorings zu verzichten.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>Änderungsvorschlag für Art. 17 Abs. 2 Bst. b:</p> <p>b. im Internet auf: 1. Internetseiten, die sich speziell an Minderjährige richten, Den Absatz 2 folglich bitte ersatzlos streichen;</p> <p>c. in Verkaufsstellen, wenn sich die Werbung: 1. direkt neben Bonbons, Kaugummis und Süssigkeiten befindet; 2. in einer Höhe von weniger als 1,20 m befindet.</p> <p>3 Werbung für Tabakprodukte und für nikotinhaltige oder nikotinfreie elektronische Zigaretten sowie für Gegenstände, die eine funktionale Einheit mit einem Tabakprodukt bilden, in Radio und Fernsehen ist gemäss den Bestimmungen des Bundesgesetzes vom 24. März 2006/7 über Radio und Fernsehen verboten.</p>
Crossbow Vapor	18	1	<p>In Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe a und in Art. 13 sind keine Warnhinweise für nikotinfreie elektronische Zigaretten vorgesehen. Daher sind diese aus dem Artikel zu streichen.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 18 Abs. 1:</p> <p>1 Werbung für Tabakprodukte und für nikotinhaltige elektronische Zigaretten sowie für Gegenstände, die eine funktionale Einheit mit einem Tabakprodukt bilden, muss mit einem Warnhinweis nach Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe a oder nach Artikel 13 versehen sein;</p>
Crossbow Vapor	20	1	<p>Es ist unklar aufgrund welcher wissenschaftlicheren Basis die nikotinfreie elektronische Zigarette für Minderjährige eine Gefahr darstellt. Ohne wissenschaftlichen Belege der Gefährdung von Minderjährigen durch nikotinfreie elektronische Zigaretten ist ein generelles Abgabeverbot nicht verhältnismässig, gewährt die Grundrechte (Art. 36 Abs. 2 BV) nicht und schränkt die Wirtschaftsfreiheit (Art 94 Abs. 1-4 BV) unangemessen ein. Ein generelles Verkaufsverbot von nikotinfreien elektronischen Zigaretten zwingt die Minderjährigen andere, weitaus schädlichere Produkte zu konsumieren.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 20 Abs. 1:</p> <p>1 Die Abgabe von Tabakprodukten und von nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten an Minderjährige ist verboten;</p>
Crossbow Vapor	20	3	<p>(Dito Art. 3 Abs. 1) Es ist unklar aufgrund welcher wissenschaftlichen Basis die nikotinfreie elektronische Zigarette für Minderjährige eine Gefahr darstellt. Ohne wissenschaftlichen Belege der Gefährdung von Minderjährigen durch nikotinfreie elektronische Zigaretten ist ein Abgabeverbot nicht verhältnismässig, gewährt die Grundrechte (Art. 36 Abs. 2 BV) nicht und schränkt die Wirtschaftsfreiheit (Art 94 Abs. 1-4 BV) unangemessen ein.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 20 Abs. 3:</p> <p>3 Tabakprodukte und nikotinhaltige elektronische Zigaretten dürfen nur dann in Automaten verkauft werden, wenn diese</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				für Minderjährige nicht zugänglich sind;
Crossbow Vapor	21	1		<p>Natürlich muss der Kanton im Auftrag des Bundes die gesetzlichen Vorgaben überwachen. Weil jedoch ein Verkaufsverbot von nikotinfreien elektronischen Zigaretten an Minderjährige unverhältnismässig ist und die in der Bundesverfassung gewährten Grundrechte (Art. 36 Abs. 2 BV) wie auch die garantierte Wirtschaftsfreiheit (Art. 94 Abs. 1-4 BV) nicht gewährt, ist der Artikel 21 abzuändern. (Siehe Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 28</p> <p>dazu auch: Art. 20 Abs. 1 und Art 20. Abs. 3) Dem Auftrag des Parlaments, «Verankerung des Mindestalters 18 für den Erwerb von Tabakprodukten, Schaffung einer rechtlichen Grundlage für Testkäufe sowie Verbot von speziell an Minderjährige gerichteter Werbung» wird damit zu wenig Rechnung getragen. Es ist unklar aufgrund welcher wissenschaftlichen Basis die nikotinfreie elektronische Zigarette für Minderjährige eine Gefahr darstellt. Ohne wissenschaftlichen Belege der Gefährdung von Minderjährigen durch nikotinfreie elektronische Zigaretten ist ein Abgabeverbot nicht verhältnismässig, weshalb nikotinfreie elektronische Zigaretten vom Abgabeverbot und folglich auch in Art. 21 auszuschliessen sind.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 21 Abs. 1:</p> <p>1 Die zuständige kantonale Behörde kann zur Überprüfung der Einhaltung der Altersbeschränkung für die Abgabe von Tabakprodukten und von nikotinhaltenen elektronischen Zigaretten Testkäufe durchführen oder anordnen.</p>
Crossbow Vapor	23	3		<p>Es ist unklar, was eine wesentliche Änderung eines Produktes ist. In der strengsten Auslegung muss jedes Produkt mit anderem Aroma und anderem Nikotingehalt gemeldet werden. Dies sind mindesten 100 – 500 Produkte pro Importeur. Daher ist mit einer grossen Flut und einer unübersichtlichen Liste gemäss Abs. 5 zu rechnen. Für die Aufsichts- und Überwachungspflicht wäre eine Meldung der Betriebe, welche solche Produkte abgeben, ausreichend um die Konsumentenschaft zu schützen. Es gelten ja zusätzlich die Anforderungen an die Selbstkontrolle.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 23 Abs. 3:</p> <p>Meldepflicht nur für Betriebe.</p> <p>Sollte dem Antrag nicht stattgegeben werden, so stelle ich den Antrag Abs. 4 wie folgt anzupassen: 4 Der Bundesrat legt die Modalitäten der Meldung fest. Er beachtet dabei die Fabrikationsgeheimnisse;</p>
Crossbow Vapor	23	5		<p>Der Inhalt der Meldung ist gemäss Art 24 Abs. 1 Bst. a ist ein wichtiges Wirtschaftsgeheimnis der Akteure und es muss jederzeit sichergestellt werden, dass diese Informationen nur den Personen zugänglich gemacht werden, welche diese</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				<p>Informationen benötigen. Eine vollständige Veröffentlichung aller Informationen ist für den Schutz der Bevölkerung nicht notwendig.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 23 Abs. 5:</p> <p>5 Das BAG veröffentlicht die für die Öffentlichkeit nötigen Informationen im Internet. Er beachtet dabei die Fabrikationsgeheimnisse;</p>
Crossbow Vapor	24	1	b	<p>Abs. 1 Bst. a ist ein wichtiges Wirtschaftsgeheimnis der Akteure und es muss jederzeit sichergestellt werden, dass diese Informationen nur den Personen zugänglich gemacht werden, welche diese Informationen benötigen. Abs. 1 Bst. b verweist nicht spezifisch auf Rechtsvorschriften ausländischer Akteure. Es kann nicht erwartet werden, dass der Schweizer Wirtschaftsakteur die Gesetzeslage ausländischer Akteure kennen muss und deren Entwicklung verfolgen muss. Für den Schweizer Wirtschaftsakteur ist das Schweizer Recht massgebend.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 24 Abs. 1 Bst. b:</p> <p>Streichung Abs.1 Bst. b;</p>
Crossbow Vapor	24	3		<p>Dieser Artikel ist überflüssig, weil Art. 25 Abs. 1 verlangt, dass die Zusammensetzung nikotinhaltiger Nachfüllflüssigkeiten dem BAG gemeldet werden müssen. Ausserdem verlangt Art. 9 Abs. 2, dass der Nikotingehalt auf jeder Verpackung von nikotinhaltenen Nachfüllflüssigkeiten ausgewiesen werden muss. Somit ist die Abs. 3 überflüssig. Viel mehr weise ich nochmals darauf hin, dass es zu begrüssen wäre, wenn die Angabe für den Nikotingehalt konkretisiert wird, in welcher Einheit dieser angegeben werden muss. Ohne exakte Regelung darf jeder selber wählen, ob diese Angabe in %, in mg/ml oder in mg/Füllmenge angegeben wird.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 24 Abs. 3:</p> <p>Streichung Abs. 3;</p>
Crossbow Vapor	25			<p>Artikel 25 ist redundant mit Artikel 23</p> <p>Die Redundanz kann verhindert werden, indem Artikel 25 sich ausschliesslich auf die Meldung der Emissionen von Tabakprodukten bezieht. Für nikotinhaltige elektronische Zigaretten werden keine Emissionswerte verlangt. An dieser Stelle weise ich auch nochmals ausdrücklich auf den Antrag für Artikel 23 Abs. 3 hin. Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 34</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 25 Abs. 1-4:</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>Art. 25 Meldung der Emissionen der Produkte 1 Wer Tabakprodukte herstellt oder einführt, muss dem BAG die Emissionen der Produkte melden. 2 Bei jeder wesentlichen Änderung des Produkts muss eine neue Meldung erfolgen. 3 Der Bundesrat regelt den Inhalt und die Modalitäten der Meldung. Er beachtet dabei die Fabrikationsgeheimnisse. 4 Das BAG veröffentlicht die erhaltenen Angaben im Internet.</p>
Crossbow Vapor	34	1	<p>Gemäss Artikel 5 dürfen nikotinhaltige elektronische Zigaretten, mit Ausnahme des Nikotins, kein Risiko für den Konsumenten darstellen. Artikel 4 Abs. 2 bestimmt, dass der Konsument «vor falschen Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können», geschützt ist. Die reine Vermutung reicht nicht aus, um die Bevölkerung vor möglichen, vermuteten (nicht sicher – Täuschung!) Gefahren zu warnen. In dubio pro reo. Deshalb stellen wir folgenden Antrag auf Änderung: Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 37</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 34 Abs. 1:</p> <p>1 Die zuständigen Behörden von Bund und Kantonen informieren die Öffentlichkeit über bekannte Gesundheitsrisiken der Tabakprodukte und der nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten.</p>
Crossbow Vapor	34	3	<p>Es ist begrüssenswert, dass die Bevölkerung über wissenschaftliche Erkenntnisse von allgemeinem Interesse im Bereich des Gesundheitsschutzes informiert wird. Die noch bessere Lösung ist, wenn die Öffentlichkeit auch über gesundheitspolitische Vorteile und über die schadensmindernden Möglichkeiten der Produkte im Vergleich mit anderen Produkten, informiert werden.</p> <p>In der Drogenprävention ist die Schadensminderung seit Jahrzehnten im Gesetz verankert. Warum die Schadensminderung bei Rauchern bisher und gemäss diesem Vorschlag auch in Zukunft nicht berücksichtigt wird, ist unverständlich.</p> <p>Ebenso unverständlich bleibt, warum das BLV mit der Verfügung (BBl. 2015/7788) vom November 2015 vor dem BVGer versucht, nikotinhaltige Nachfüllflüssigkeiten zu verbieten und das BVGer die lange Frist ohne Urteilsfindung mit der Komplexität des Falles begründet (wir hatten jeweils für die selbe Komplexität 30 Tage Zeit). Der Frage, warum das BLV gegenüber dem BVGer den Standpunkt vertritt, das BLV könne in einer Verfügung keine Massnahmen erlassen, obwohl genau dies das BLV schon mehrmals getan hat, so beispielsweise in der Verfügung zu Sprayprodukten zur Selbstverteidigung: Altersvorgabe und Warnhinweise und Schutz; also genau das, was wir für nikotinhaltige elektronische Zigaretten auch brauchen, wird bis heute von allen Parteien mit Verweis auf das TabPG ausgewichen. Es handelt sich um ein Scheinargument des BLV, in einer Verfügung keine Massnahmen erlassen zu können und das wissen sie selbst auch</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>– siehe Replik zu BBl. 2015/7788.</p> <p>Vom BLV haben wir vor dem BVGer gefordert, dass Massnahmen in der Verfügung hätten erlassen werden sollen, exakt solche, wie nun im zweiten Vorentwurf des TabPG vorgesehen sind. Dem BAG und ebenso dem BLV sind die wissenschaftlichen Erkenntnisse über die gesundheitspolitischen Vorteile, wie auch die marginalen Risiken im Vergleich zu Tabakprodukten seit langer Zeit bekannt.</p> <p>Das Verbot der kommerziellen Einfuhr und des Inverkehrbringens nikotinhaltiger E-Zigaretten durch die Allgemeinverfügung des BLV vom 12. November 2015 richtet zweifellos weitaus mehr gesundheitlichen Schaden an, als es nikotinhaltige Dampfgeräte jemals hätten tun können.</p> <p>Es widerspricht meiner Auffassung eines Rechtsstaats, wenn das BLV zwar gesetzeskonform, jedoch mit einer im Licht der vom BLV selber bestätigten deutlich geringeren Schädlichkeit nicht nachvollziehbaren Pedanterie ein Verbot erlässt, allfälligen Beschwerden die aufschiebende Wirkung entzieht, und anschliessend jede mögliche Fristverzögerung nutzt, um das Verfahren in die Länge zu ziehen.</p> <p>Bei jährlich 9500 Personen, welche an den direkten Folgen des Rauchen sterben, 3.9 Mia volkswirtschaftlichem Schaden und ebenso 1.7 Mia Kosten im Gesundheitswesen, alles zu Lasten des Volkes ist es aus Sicht des Bürgers unverständlich, warum Raucher noch viele weitere Jahre warten müssen bis sie in den Genuss der viel weniger schädlichen Alternativen kommen können, obwohl die Vorteile hinreichend bekannt sind. Ebenso werden die hohen Gesundheitskosten unnötig hochgehalten, in einer Zeit wo täglich darüber diskutiert wird, wie man selbige senken könnte.</p> <p>Wer dann auch noch über fehlende AHV/IV Einnahmen als mögliche Einflüsse (selbes Departement) spekulieren würde, wäre wohl ein Schelm. Gemäss BAG reduziert sich die Lebenserwartung täglich rauchender Menschen gegenüber Nichtrauchenden im Durchschnitt um 14 Jahre, das ergibt bei angenommenen 20'000 Franken Rente pro Jahr doch ein sattes Plus von 280'000 Franken bei Rauchern.</p> <p>Warum der Bundesrat die Motion 17.4106 von Angelo Barrile zur Ablehnung empfiehlt, welche den Bundesrat beauftragen würde, die unabhängige Forschung von alternativen Produkten zu den Tabakprodukten voranzutreiben und mit Bundesmitteln zu fördern, ist ebenso unverständlich.</p> <p>Deshalb stelle ich aus gesundheitspolitischen Gründen folgenden Änderungsantrag:</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 34 Abs. 3:</p> <p>3 Sie informieren die Öffentlichkeit insbesondere über wissenschaftliche Erkenntnisse von allgemeinem Interesse im Bereich des Gesundheitsschutzes und über gesundheitspolitische Erkenntnisse im Zusammenhang mit Tabakprodukten oder nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten und der Prävention der durch den Konsum dieser Produkte verursachten</p>
--	--	--	--

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				Krankheiten.
Crossbow Vapor	35	3		<p>Sofern der Artikel 3 Abs. g gemäss Antrag so geändert wird, dass der Import nicht dem Bereitstellen gleichgestellt wird, ist der Artikel nicht zu beanstanden.</p> <p>Sollte Artikel 3 Abs. g wie im Vorentwurf vorgeschlagen bestehen bleiben, so muss Bst. c von Artikel 35 Abs. 3 gestrichen werden. Sollte die Einfuhr dem Bereitstellen auf dem Markt gleichgestellt werden, dürfen Produkte für Marktteilnehmer nicht zurückgewiesen werden, ansonsten wird die Selbstkontrolle der Importeure verunmöglicht (Produkte die nicht den Qualitätsanforderung entsprechen können im Rahmen der Selbstkontrolle nicht zum Verkauf freigegeben werden) und eine Kennzeichnung durch den Importeur verhindert.</p> <p>Damit verstösst Art 35 Abs. 3 gegen das Verhältnismässigkeitsprinzip (BV, Art. 5), er schränkt die Grundrechte der Schweizer Firmen unverhältnismässig ein ohne dass ein öffentliches Interesse oder der Schutz der Bevölkerung es erfordern würden (Art 36 Abs 2 BV). und missachtet die Wirtschaftsfreiheit(Art 94 Abs. 1-4 BV). Ebenso missachtet der Gesetzgeber den Parlamentswillen, welcher die Legalisierung des Marktes fordert. Der «Import» darf nicht dem «Bereitstellen» gleichgesetzt werden oder Produkte für Marktteilnehmer nicht zurückgewiesen werden.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 35 Abs. 3:</p> <p>Sofern Artikel 3 Abs. g dahingehend geändert wird, dass der Import nicht dem Bereitstellen gleichgestellt wird, ist nichts zu ändern. Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 40</p> <p>Sollte Artikel 3 Abs. g unverändert bestehen bleiben, so stelle ich den Antrag Art 35 Abs. 3 Bst. c zu streichen;</p>
Crossbow Vapor	2	1	b	<p>Bundesgesetz vom 3. Oktober 2008¹⁷ zum Schutz vor Passivrauchen</p> <p>ES GIBT KEINE RECHTFERTIGUNG, ERWACHSENE MENSCHEN VOR PASSIVDAMPF VON NIKOTINFREIEN ELEKTRONISCHEN ZIGARETTEN ZU SCHÜTZEN. ES HANDELT SICH UM DIESELBEN INHALTSSTOFFE, WELCHE IN DER INDUSTRIE FÜR DIE VERKAUFSANREGENDEN AROMAVERNEBLER EINGESETZT WERDEN.</p> <p>Dazu eine Geschichte von mir als Vater und Händler elektronischer Zigaretten:</p> <p>E-Zigaretten für Kinder – Warum das Sinn macht</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>Zurzeit läuft die Vernehmlassung zum zweiten Vorentwurf des Tabakproduktegesetzes (TabPG) in der Schweiz. Das Parlament hat den Bundesrat beauftragt, die Werbung von Tabakprodukten welche sich hauptsächlich an Minderjährige richtet zu verbieten und das Mindestalter für Tabakprodukte auf 18 Jahre festzulegen. Ausserdem verlangte das Parlament vom Bundesrat, er solle weniger schädliche Produkte wie E-Zigaretten differenziert regulieren. Dieser Auftrag ist zu begrüssen. Das BAG ist von Amtes wegen zusätzlich auch dem Jugendschutz und dem Schutz der Menschen vor unerwarteten Risiken verpflichtet. Der Bundesrat hat diesen Auftrag allerdings zum Anlass genommen, in Zukunft auch nikotinfreie E-Zigaretten und nikotinfreie Nachfüllflüssigkeiten für Minderjährige zu verbieten. Damit überschreitet er die vom Parlament geforderten Massnahmen unverhältnismässig und bewirkt genau das Gegenteil von dem, was das Ziel des TabPG ist: «Den Menschen vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten zu schützen».</p> <p>Papi – bringst du mir eine gute E-Zigarette nach Hause?</p> <p>Vor ungefähr zwei Jahren kam meine 15-jährige Tochter von der Schule nach Hause und fragte mich: «Papi, bringsch mer bitte es guets Dampf he?» Als Vater und Geschäftsführer einer E-Zigaretten Firma guckte ich sie zuerst mit offenem Mund an – und erwiderte: «Gahts no?». Meine Tochter erklärte mir dann, dass viele ihrer Schulfreundinnen Zigaretten oder auch Joints ausprobieren, dass sie das aber nicht tun möchte Das sei auch der Grund warum sie eine nikotinfreie E-Zigarette möchte. Sie erklärte mir, dass sie auf keinen Fall Nikotin konsumieren möchte, weil sie das bisher nie benötigte und es auch nicht will. Sie ermahnte mich allerdings auch, dass die Inhaltsstoffe der Liquide vergleichbar sind mit Lebensmittel oder frischer Luft. Ohne Nikotin sind E-Zigaretten harmloser als die eingeatmete Luft in der Stadt Zürich. Natürlich hatte sie mich damit erwischt. Was wollte ich ihr da entgegnen, zumal sie diese Erklärungen seit Jahren immer wieder im Geschäft gehört hat. Ich brachte ihr also in den folgenden Tagen eine gute E-Zigarette mit ein paar leckeren Nachfüllflüssigkeiten (ohne Nikotin) nach Hause. Die Freude darüber war in den ersten Tagen gross – zugegeben, es sieht auch «cool» aus, so viel Dampf. Mit ihrer besten Freundin hat sie in den folgenden Wochen zwei bis dreimal ein paar Fotos für «Instagram» gemacht und dann wurde das Gerät wieder über Monate nicht mehr gebraucht. Heute – zwei Jahre später liegt das Dampfgerät immer noch meist unbenutzt herum. Das ist aber gut so, denn meine Tochter raucht bis heute keine Zigaretten, sie will das nicht und ebenso hält sie es mit dem Kiffen. Weil bekannt ist, dass Jugendliche in der Phase des erwachsenwerden so oder so Substanzen ausprobieren und Grenzen kennen lernen müssen macht es keinen Sinn, ihnen ein harmloses Produkt (ohne Nikotin) zu verbieten.</p> <p>Wichtig ist es auch zu wissen</p> <p>Die zum Kaufen animierenden Aroma-Vernebler des Detailhandels beinhalten dieselben Stoffe wie in E-Zigaretten ohne Nikotin verdampft werden. Warum beim Einkaufen von den Aroma-Verneblern kein Risiko ausgeht, die Menschen aber sonst im Leben mit der «Gesetzgebung zum Schutz vor Passivrauch» vor etwas Ungefährlichem geschützt werden sollen nur weil es aussieht wie «Rauch», möchte ich im Bezug auf den Gesundheitsschutz und das Gesundheitsrisiko vom BAG</p>
--	--	--	--

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				<p>gerne erläutert haben. «Philgood», ein langjähriger Erklär-Dampfer machte bereits vor Jahren einen schönen Vergleich mit Rivella. Keinem Parlamentarier käme es in den Sinn das Nationalgetränk «Rivella» zu verbieten nur weil es ähnlich aussieht wie Bier. Keiner käme auf die Idee zu glauben, dass Rivella zum Bier trinken animieren würde. Wieso aber soll eine angenehm duftende nikotinfreie E-Zigarette (denken sie an den Aroma Vernebler) dazu verleiten auf eine übelriechende, stinkige Tabakzigarette umzusteigen? Befällt sie im Migros auch immer die archaische Lust jetzt unbedingt eine Zigarette kaufen zu wollen und sofort Raucher zu werden? Mich auch nicht, nein. Wenn E-Zigaretten ohne Nikotin für Minderjährige verboten werden, steigt die Gefahr, dass diese zur Tabakzigarette greifen, weil die Verfügbarkeit einfacher und grösser ist. Bitte denken sie mal darüber nach.</p> <p>ES IST WICHTIG JUGENDLICHE VOR DEM RAUCHEN ZU SCHÜTZEN</p> <p>Absolut einverstanden bin ich mit der Meinung, dass Jugendliche so weit möglich vor den Gefahren des Rauchens geschützt werden müssen.</p> <p>AM EINFACHSTEN GELINGT DAS, WENN JUGENDLICHE GAR NIE MIT RAUCHEN BEGINNEN. JUGENDLICHE, DIE BEREITS RAUCHEN, SOLLTEN MÖGLICHST SCHNELL WIEDER DAMIT AUFHÖREN. STUDIEN ZEIGEN: WER ALS JUGENDLICHER NICHT RAUCHT, FÄNGT ALS ERWACHSENER KAUM MEHR DAMIT AN.</p> <p>Gerade deshalb ist es auch von enormer Wichtigkeit den heranwachsenden dieses Ventil zu lassen, denn die Studien belegen auch, dass dieses «ausprobieren» zum erwachsen werden gehört.</p> <p>Deshalb stelle ich aus gesundheitspolitischen Gründen folgenden Änderungsantrag:</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 2 Abs 1. Bst. b Bundesgesetz vom zum Schutz vor Passivrauchen</p> <p>b. die Verwendung von Tabakprodukten zum Erhitzen sowie nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten nach Artikel 3 Buchstaben c und f TabPG.</p>
Crossbow Vapor	10	1	a	<p>Bundesgesetz vom 24. März 2006 über Radio und Fernsehen</p> <p>Die Argumentation entspricht der Selben wie Art 2 Abs 1 Bst. b Bundesgesetz vom zum Schutz vor Passivrauchen</p> <p>b. die Verwendung von Tabakprodukten zum Erhitzen sowie nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten nach Artikel 3 Buchstaben c und f TabPG.</p> <p>Deshalb stelle ich aus gesundheitspolitischen Gründen folgenden Änderungsantrag:</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				Änderungsvorschlag für Art. 10 Abs 1. Bst. a Bundesgesetz über Radio und Fernsehen a. Tabakprodukte und nikotinhaltige elektronische Zigaretten nach Artikel 3 Buchstaben a und f des Tabakproduktegesetzes vom ...
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				
Crossbow Vapor				

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input checked="" type="checkbox"/>	Zustimmung
<input checked="" type="checkbox"/>	Änderungswünsche / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Grundsätzliche Überarbeitung
<input type="checkbox"/>	Ablehnung

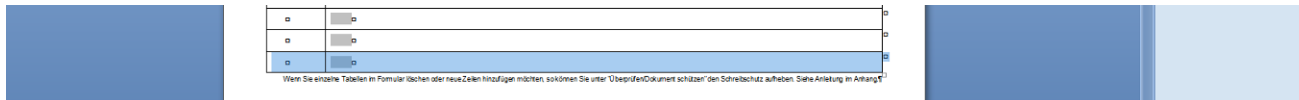
Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

2 Zeilen einfügen

Ganze Zeile mit leeren grauen Feldern markieren (die Zeile wird blau hinterlegt)

Control-C für Kopieren

Control-V für Einfügen



3 Dokumentschutz wieder aktivieren

Vernehmlassungsformular_TabPG_DE [Kompatibilitätsmodus] - Microsoft Word

Start Einfügen Seitenlayout Verweise Sendungen Überprüfen Ansicht Add-Ins

Rechtschreibung Recherchieren Thesaurus Übersetzen Sprache festlegen Wörter zählen

Dokumentprüfung

Neuer Kommentar

Änderungen nachverfolgen

Sprechblasen

Markup anzeigen

Überarbeitungsfenster

Annehmen Ablehnen Weiter

Vergleichen Quelldokumente anzeigen

Dokument schützen

Formatierung und Bearbeitung

1. Formatierungseinschränkungen

2. Bearbeitungseinschränkungen

3. Schutz anwenden

Sind Sie bereit diese Einstellungen zu übernehmen? (Sie können sie später abschalten.)

Ja, Schutz jetzt anwenden

Vernehmlassung Tabakproduktegesetz

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : []

Abkürzung der Firma / Organisation : []

Adresse : []

Kontaktperson : []

Telefon : []

E-Mail : []

Datum : []

Wichtige Hinweise:

- Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen
- Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Extras/Dokumentenschutz aufheben" den Schreibschutz aufheben
- Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden
- Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte als **Word-Dokument** bis am 12. September 2014 an folgende E-Mail Adresse: dm@baq.admin.ch und tabak@baq.admin.ch

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : City-Vape

Abkürzung der Firma / Organisation :

Adresse : Seilerstrasse 8, 3011 Bern

Kontaktperson : Susanna Kneubühler

Telefon : 031 381 99 05

E-Mail : vape@city-vape.ch

Datum : 22.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen _____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln") _____	7
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln" _____	10
Entwurf Tabakproduktegesetz _____	13
Unser Fazit _____	23
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen: _____	24

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
	<p>Es gibt keine Rechtfertigung erwachsene Menschen vor Passivdampf von Nikotinfreien e-Zigaretten zu schützen ! Es entstehen keine Schadstoffe, die nicht bereits in der Industrie für Verkaufsanregende Aromavernebler eingesetzt werden. Somit ist ein Verbot in oeffentlichen Räumen eine willkürliche Marktbeeinflussung und kann nicht mit dem Schutz vor Passivrauch begründet werden. Ein Konsumverbot in öffentlichen Räumen hätte ebenso zur Folge, dass die Nikotinfreien Produkte in Verkaufslokalitäten nicht mehr zum testen angeboten werden können. Dies wäre faktische ein Verkaufsverbot von Produkten.</p> <p>Die zum Kaufen animierenden Aroma-Vernebler des Detailhandels beinhalten dieselben Stoffe, die in E-Zigaretten ohne Nikotin verdampft werden. Weshalb nun von dem einen Produkt kein Risiko ausgehen und das andere verboten werden soll, ist nicht erklärbar und kann ebensowenig mit dem Schutz vor Passivrauch begründet werden. Nur weil etwas so aussieht wie Rauch ist es noch lange kein Rauch - oder wie ein langjähriger Dampfer, der sich seit Jahren für die Dampfer und ihre Sicherheit / Produkte einsetzt sagte: Es käme keinem Parlamentarier in den Sinn Rivella zu verbieten nur weil es ähnlich aussieht wie Bier.</p>
	<p>In Verkaufslokalitäten, müssen die Nikotinfreien Produkte so angeboten werden können, dass Sie vor dem Kauf getestet werden können.</p>
	<p>Wir begrünnen einen Jugendschutz, können aber nicht nachvollziehen, wieso dies auf kantonaler Ebene zusätzlich geregelt werden soll. Die Gesundheit eines jeden Jugendlichen ist unseres Erachtens gleich viel Wert - egal in welchem Kanton dieser lebt. Zudem werden durch kantonale Bestimmungen wieder Wettbewerbs Vor-/Nachteile geschaffen, für die es keinen rechtlichen Grund gibt.</p>
	<p>Es ist unsinnig 2 komplett verschiedene Produkte in derselben Kategorie regeln zu wollen. Tabakerhitzungs-/ Tabakverbrennungsprodukte haben nichts gemeinsam mit verdampften Flüssigkeiten und die jeweiligen, unter Umständen, entstehenden Schadstoffe haben sind in keiner Weise vergleichbar.</p>
	<p>Es ist erfreulich, dass das BAG die weniger schädliche Variante der E-Zigarette mit Nikotin , gegenüber der herkömmlichen Tabakverbrennung erkennt und Willens ist, den Handel mit Nikotinhaltigen Liquid zu erlauben. Aufgrund von bisher publizierten Studien und aus der bisherigen Geschäftstätigkeit wissen wir, dass eine e-Zigarette keine "Einstiegsdroge" für den Tabakkonsum ist.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Entwurf Tabakproduktegesetz

Name/Firma	Art.	Abs.	Bst.	Bemerkung/Anregung
	3		g	<p>Wird die Einfuhr mit dem Bereitstellen auf dem Markt gleichgesetzt, wird die Selbstkontrolle der Importeure verunmöglicht. Produkte die nicht der Qualitätsanforderung entsprechen, können im Rahmen der Selbstkontrolle nicht zum Verkauf freigegeben werden und eine Kennzeichnung durch den Importeur verhindert. Es ist nicht ersichtlich, warum bereits bei der Einfuhr alle Anforderungen dieses Gesetzes, inklusive der Kennzeichnung bereits eingehalten werden müssen, ohne dass die Produkte an die Konsumenten weitergegeben wird. Bei dieser Gleichstellung handelt es sich um eine Benachteiligung der jeweiligen Importeure und ein unnötiges Verbot für die Schweizer Firmen und Konsumenten.</p> <p>Aenderungsvorschla für Art. 3 Bst. g:</p> <p>Bereitstellen auf dem Markt: das Anbieten eines Produkts oder eines Geräts im Hinblick auf die entgeltliche oder unentgeltliche Abgabe an die Konsumentinnen und Konsumenten.</p>
	8	1		<p>Der Importeur hat keine Möglichkeit nikotinhaltige Nachfüllflüssigkeiten in Grossmengen zu beziehen, abzufüllen</p> <p>Aenderungsvorschlag:</p> <p>Antrag auf Anpassung Artikel 3 Abs. g (Der Import darf nicht mit dem Bereitstellen gleichgesetzt werden"</p>
	6	1		<p>Die Liste Anhang 1 ist zu präzisieren, da bei den verbotenen Zutaten keine Toleranzwerte angegeben sind. Eine Nulltoleranz ist analytisch nicht möglich. Je nach Nachweisgrenze des analytischen Verfahrens ist eine Substanz möglicherweise noch messbar oder bereits unmessbar. Diese analytische Nachweisgrenze muss festgelegt werden.</p> <p>Antrag: Die verbotenen Substanzen nach Anhang 1 dürfen im Produkt nicht nachweisbar sein bei einer Nachweisgrenze von 0.01mg/kg</p>
	8	2		<p>Die Begriffe "Kartuschen von elektronischen Einwegzigaretten" "Einwegkartuschen" wurden in Art. 3 nicht eingeführt. Es sind nur die Begriffe "elektronische Zigarette" und verschiedene Tabakprodukte aufgeführt, dadurch ist deren Auslegung unklar.</p> <p>Aenderungsvorschlag für Ar. 8 Abs 2:</p> <p>Die Begriffe und deren Bedeutung sind in Art. 3 zu definieren.</p>
	9	1	c	<p>Der Buchstabe "c" bezieht sich auf sich selbst und ist falsch. Es ist davon auszugehen, dass sich dieser Buchstabe auf "b"</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				<p>beziehen sollt. Dies ist jedoch auch falsch, weil Buchstabe "b" die Firmenbezeichnung und nicht das Produktionsland verlangt.</p> <p>Aenderungsvorschlag: Art. 9. Abs. 1 Bst. c</p> <p>c) das Produktionsland</p>
	9	2		<p>Es wäre für die Nachvollziehbarkeit / Verständlichkeit der Konsumenten dringend nötig, die Mengenangaben für das Nikotin zu vereinheitlichen. Bisher sind sowohl Angaben in %, in mg/ml und mg/Füllmenge vorhanden.</p> <p>Aenderungsvorschlag: Art. 9 Abs 2</p> <p>Auf der Verpackung von nikotinhaltigen Flüssigkeiten ist der Nikotingehalt in mg/ml auszuweisen.</p>
	11	1		<p>Die Formulierung Art. 11 Abs. 1 ist nicht eindeutig. Es ist unklar ob sich "Produkte" nur auf Tabakprodukte zum rauchen oder auf alle Produkte bezieht, die in den Geltungsbereich des Gesetzes fallen. Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG / Version 1.0/RD/ 28.02.2018 19</p> <p>Aenderungsvorschlag für Art. 11 Abs. 1</p> <p>Die folgenden Angaben sind auf Tabakprodukten zum Rauchen oder auf deren Verpackung verboten;</p>
	15	1	a	<p>Es existiert keine Definition von "Kindersicher"</p>
	16	1		<p>Hier werden wieder 2 völlig unterschiedliche Produkte miteinander vermischt, die getrennt zu beachten sind.</p> <p>Die jeweiligen Produkte mit unterschiedlichen Gefahrenstufen, haben gesondert aufgegliedert zu werden. Im Zusammenhang mit elektronischen Zigaretten wie folgt:</p> <p>a) Gebrauchs- und Aufbewahrungsanweisungen für das Produkt b) den Hinweis, dass das Produkt nicht für den Gebrauch von Minderjährigen und Nichtraucher empfohlen wird c) Kontaktangaben des Herstellers oder Importeurs.</p>
	17	2	a	<p>Das Verbot in Gratiszeitungen zu werben ist ein Versteoss gegen die Wirtschaftsfreiheit. Bezahlte Zeitungen werden gegenüber Gratiszeitungen und Internetanbietern bevorzugt. Da sich nicht alle Gratiszeitungen ausschliesslich an Kinder / Jugendliche wenden, ist dies weder nachvollziehbar noch gesetzeskonform.</p> <p>Aenderungsvorschlag Art. 17 Abs. 2 Bst. a</p> <p>in Zeitungen, Zeitschriften und anderen Publikationen die sich speziell an Minderjährige richten.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	17	2	b	<p>Internetseiten mit registrierten Benutzern werden im Wettbewerb gegenüber Internetanbietern ohne Registrierung bevorzugt, auch wenn sich deren Angebot nicht speziell an Minderjährige richtet.</p> <p>Aenderungsvorschlag Art. 17 Abs. 2</p> <p>Im Internet auf Seiten die sich speziell an Minderjährige richten</p>
	18	1		<p>In Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe a und in Art. 13 sind keine Warnhinweise für nikotinfreie elektronische Zigaretten vorgesehen. Dahier sind diese aus dem Artikel zu streichen.</p> <p>Aenderungsvorschlag für Art. 18 Abs 1</p> <p>1. Werbung für Tabakprodukte und für nikotinhaltige elektronische Zigaretten sowie für Gegenstände die eine funktionale Einheit mit einem Tabakprodukt bilden, müssen mit einem Warnhinweis nach Art.12 Absatz 1 Buchstabe a oder nach Art. 13 versehen sein.</p>
	19			<p>Weitergehende Beschränkung der Kantone</p> <p>Dies ist nicht nachvollziehbar, da dies wiederum eine Wettbewerbsverzerrung bedeutet.</p>
	20	1		<p>Die nikotinfreie elektronische Zigarette für Minderjährige stellt ohne wissenschaftliche Belege keine Gefahr für Minderjährige dar. Ein generelles Abgabeverbot ist nicht nachvollziehbar. Es sollte zumindest in Erwägung gezogen werden,dass im Beisein eines Erziehungsberechtigten, nikotinfreie elektronische Zigaretten verkauft werden dürfen.</p> <p>Aenderungsvorschlag Art. 20 Abs. 1.</p> <p>Die Abgabe von Tabakprodukten und nikotinhaltigen E-Zigaretten an Minderjährige ist verboten.</p>
	20	3		<p>Aenderungsvorschlag Art. 20 Abs 3</p> <p>Tabakprodukte und nikotinhaltige Zigaretten dürfen nur dann in Automaten verkauft werden , wenn diese für Minderjährige nicht zugänglich sind.</p>
	21	1		<p>Der Bund hat die Aufgabe die gesetzlichen Vorgaben zu überwachen. Es ist jedoch fragelich ob nikotinfreie eZigaretten, die in Begleitung von Erziehungsberechtigten erworben werden dürften, nicht sinnvoller sind, als auf Nikotinhaltige Produkte im Verborgenen auszuweichen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				<p>Aenderungsvorschlag Art. 21 Abs 1</p> <p>Die zuständige Behörde kann zur Ueberprüfung der Einhaltung der Altersbeschränkung für die Abgabe von nikotinhaltenen elektronische Zigaretten und Tabakprodukten Testkäufe durchführen oder anordnen.</p>
	23	1		<p>Es ist unklar ob dies Produkte betrifft, die bereits im Handel sind.</p>
	23	3		<p>Es ist unklar, was eine wesentliche Aenderung eines Produktes ist. In der penibelsten Auslegung muss jedes Produkt mit einem anderen Nikotingehalt oder Aroma gemeldet werden. Dies sind unendlich viele Produkte pro Importeur die eine grosse, unübersichtliche Flut an Anmeldungen und eine schlicht unüberblickbare Liste von Produkten nach sich zieht.</p> <p>Aenderungsvorschlag Art. 23 Abs 3</p> <p>Meldepflicht nur für Betriebe</p>
	24	1	a	<p>Dies ist für Produzenten ein wichtiges Wirtschaftsgeheimnis und es muss sichergestellt werden, dass diese Informationen nicht an Konkurrenten gelangen. Somit ist sicherzustellen, dass diese nur Personen zugänglich gemacht werden, die diese benötigen.</p>
	24	1	b	<p>Es kann nicht erwartet werden dass der Schweizer Wirtschaftsakteur die Gesetzeslage ausländischer Akteure kennen und deren Entwicklung kennen muss. Für den Schweizer Händler ist das Schweizer Gesetz bindend.</p> <p>Aenderungsvorschlag Art. 24. Abs. 1 Bst. B</p> <p>Streichung Abs 1 Bst. b</p>
	25			<p>Artikel 25 ist redunant mit Artikel 23</p> <p>Die Redundanz kann verhindert weden indem Artikel 25 sich ausschliesslich auf die Meldung der Emmisionen von Tabakprodukten bezieht. Für nikotinhaltige elektronische Zigaretten werden keine Emmissionswerte verlangt. An dieser Stelle weise ich auch nochmals ausdrücklich auf den Antrag für Artikel 23 Abs. 3 hin. Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des abPG/ Version 1.0 / RD / 28.02.2018 34</p> <p>Aenderungsvorschlag für Art. 25 Ab 1-4</p> <p>Art. 25 Meldung der Emissionen der Produkte: 1 Wer Tabakprodukte herstellt oder einführt muss dem BAG die Emissionen der Produkte melden. 2 Bei jeder wesentlichen Aenderung des Produkts muss eine neue Meldung erfolgen. 3) Der Bundesrat regelt den Inhalt und die Modalitäten der Meldung. Er beachtet dabei die Fabrikationsgeheimnisse. 4</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			Das BAG veröffentlicht die erhaltenen Angaben im Internet.
	27		<p>Einfuhrbeschränkung für Produkte zum Eigengebrauch</p> <p>Bisher wurde eine Menge von 150ml alle 60 Tage für den Eigenbedarf festgelegt. Da hier sowohl von Seiten BAG und Zoll unterschiedliche Auffassungen bestehen und die Konsumenten verunsichern sollte die Obergrenze klar definiert und publiziert werden:</p>
	34	1	<p>Gemäss Artikel 5 dürfen nikotinhaltige elektronische Zigaretten, mit Ausnahme des Nikotins, kein Risiko für den Konsumenten darstellen. Artikel 4 Abs. 2 bestimmt, dass der Konsument "vor falschen Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können" geschützt ist. Die reine Vermutung reicht nicht aus, um die Bevölkerung vor möglichen, eventual Gefahren zu warnen.</p> <p>Deshalb stellen wir folgenden Antrag auf Aenderung: Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG / Version 1.0 / 28.2. 2018 / 37</p> <p>Aenderungsvorschlag für Art. 34 Abs 1:</p> <p>1 Die zuständigen Behörden von Bund und Kantonen informieren die Oeffentlichkeit über bekannte Gesundheitsrisiken der Tabakprodukte und der nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten.</p>
	34	3	<p>Es ist begrüssenswert, dass die Bevölkerung über wissenschaftliche Erkenntnisse im Bereich des Gesundheitsschutzes informiert wird. Allerdings ist es äusserst stossend, wenn die Oeffentlichkeit nicht resp. ungenügend über schadensminimierende Möglichkeiten von Produkten informiert wird. Dies ist im Fall der e-Zigarette, ob mit oder ohne Nikotin, umso stossender, da zwar allseits bekannt ist, dass der Konsum dieser ein wesentlich geringeres Risiko darstellt als der herkömmliche Tabakkonsum.</p> <p>Aenderungsvorschlag für Art. 34 Abs. 3</p> <p>Sie informieren die Oeffentlichkeit insbesondere über wissenschaftliche Erkenntnisse von allgemeinem Interesse im Bereich des Gesundheitsschutzes und über gesundheitspolitische Erkenntnisse im Zusammenhang mit Tabakprodukten oder nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten und der Prävention der durch den Konsum dieser Produkte verursachten Krankheiten.</p>
	35	3	<p>Sofern der Artikel 3 Abs.g gemäss Antrag so geändert wird, dass der Import nicht mit dem Bereitstellen gleichgestellt wird, ist der Artikel nicht zu beanstanden.</p> <p>Sollte Artikel 3 Abs. g wie im Vorentwurf vorgeschlage bestehen bleiben,so muss Bst. c von Artikel 35 Abs 3 gestrichen</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				<p>werden. Sollte die Einfuhr dem Bereitstellen auf dem Markt gleichgestellt werden, dürfen Produkte für Marktteilnehmer nicht zurückgewiesen werden, ansonsten wird die Selbstkontrolle durch die Importeure verunmöglicht und eine Kennzeichnung durch den Importeur verhindert.</p> <p>Dies ist unverhältnismässig und schränkt die Grundrechte Schweizer Firmen ein, ohne dass ein öffentliches Interesse oder der Schutz der Bevölkerung erfordert.</p> <p>Aenderungsvorschlag Art. 35. Ab. 3</p> <p>Sofern Artikel 3 Abs. g dahin geändert wird, dass der Import nicht dem Bereitstellen gleichgesetzt wird, ist nichts zu ändern.</p> <p>Sollte Artikel 3 Abs g UNVERÄNDERT bestehen bleiben, so stelle ich den Antrag Art. 35 Abs 3 Bst. c zu streichen.</p>
	5	2	b	<p>Die Formulierung "Ausser bei Nikotin darf sie weder in erhitzter noch in nicht erhitzter Form ein Risiko für die Gesundheit darstellen" ist ungenügend.</p> <p>Jedes Genuss- / Konsummittel ist ab einer gewissen Menge ein Risiko</p> <p>Aenderungsvorschlag Art. 5. Abs 2 Bst b</p> <p>Ausser bei Nikotin darf sie weder in erhitzter noch in nicht erhitzter Form ein Risiko für die Gesundheit darstellen, insofern sie in vorhergesehenen Mengen und Sach-/Produktgerecht konsumiert wird</p>
	2	1	b	<p>Bundesgesetz vom 24. März 2006 über Radio und Fernsehen</p> <p>b Die Verwendung von Tabakprodukten zum Erhitzen sowie nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten nach Art. 3 Buchstaben c und f TabPG</p> <p>Aenderungsvorschlag für Art 2. Abs. 1 Bst. b</p> <p>die Verwendung von Tabakprodukten zum Erhitzen</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Zustimmung
<input checked="" type="checkbox"/>	Änderungswünsche / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Grundsätzliche Überarbeitung
<input type="checkbox"/>	Ablehnung

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:

1. Dokumentschutz aufheben
2. Zeilen einfügen mit Copy-Paste
3. Dokumentschutz wieder aktivieren

1 Dokumentschutz aufheben

The screenshot shows the Microsoft Word interface with the 'Überprüfen' ribbon selected. The 'Dokument schützen' button in the ribbon is circled in red. The 'Ihre Berechtigungen' task pane is open on the right, displaying the message: 'Dieses Dokument ist vor versehentliche Bearbeitung geschützt. Sie können in diesem Bereich nur Formulare ausfüllen.' Below this, the 'Schutz aufheben' button is also circled in red. The main document area shows two tables with yellow headers: 'Allgemeine Bemerkungen' and 'Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")'. Both tables have columns for 'Name/Firma', 'Kapitel-Nr.', and 'Bemerkung/Anregung'.

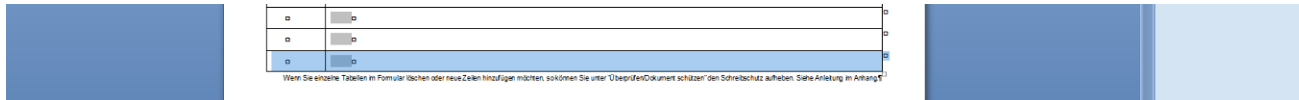
Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

2 Zeilen einfügen

Ganze Zeile mit leeren grauen Feldern markieren (die Zeile wird blau hinterlegt)

Control-C für Kopieren

Control-V für Einfügen



3 Dokumentschutz wieder aktivieren

Vernehmlassungsformular_TabPG_DE [Kompatibilitätsmodus] - Microsoft Word

Start Einfügen Seitenlayout Verweise Sendungen Überprüfen Ansicht Add-Ins

Rechtschreibung Recherchieren Thesaurus Übersetzen Sprache festlegen Wörter zählen

Dokumentprüfung

Neuer Kommentar

Änderungen nachverfolgen

Sprechblasen

Markup anzeigen

Überarbeitungsfenster

Annehmen Ablehnen Weiter

Vergleichen Quelldokumente anzeigen

Dokument schützen

Formatierung und Bearbeitung

1. Formatierungseinschränkungen

2. Bearbeitungseinschränkungen

3. Schutz anwenden

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : []

Abkürzung der Firma / Organisation : []

Adresse : []

Kontaktperson : []

Telefon : []

E-Mail : []

Datum : []

Wichtige Hinweise:

- Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen
- Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Extras/Dokumentenschutz aufheben" den Schreibschutz aufheben
- Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden
- Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am 12. September 2014 an folgende E-Mail Adresse: dm@baq.admin.ch und tabak@baq.admin.ch

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Haifin GmbH

Abkürzung der Firma / Organisation : smoke-shop.ch

Adresse : Gampgasse 10, 9493 Mauren , Liechtenstein

Kontaktperson : Manuel Matt

Telefon : +41786824454

E-Mail : info@smoke-shop.ch

Datum : 22.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	10
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	20
Entwurf Tabakproduktegesetz	23
Unser Fazit	40
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	41

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

Name/Firma	Bemerkung/Anregung
smoke-shop.ch	<p>Der zweite Vorentwurf zum TabPG berücksichtigt mehrheitlich die vom Parlament geforderten Änderungen. Der neue Entwurf bedeutet eine grosse Verbesserung für den Vertrieb von elektronischen Zigaretten gegenüber dem ersten Vorentwurf, welcher vom Parlament an den Bundesrat zur Überarbeitung zurückgewiesen wurde.</p> <p>Die Motion Humbel (11.3637) «Gesamtschweizerisch einheitliches Abgabalter für Tabakprodukte» verlangt eine landesweite Vereinheitlichung der Altersbeschränkung für die Abgabe von Tabakprodukten in der Schweiz. Im zweiten Vorentwurf zum TabPG wurde vom Bundesrat deshalb vorgeschlagen, die Abgabe von nikotinfreien und nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten an Minderjährige zu verbieten. Das Parlament verlangte ausserdem, dass die Werbung dort zu verbieten ist, wo sich diese hauptsächlich an Minderjährige richtet. Der Bundesrat geht im zweiten Vorentwurf jedoch weit über diese Forderungen hinaus und nimmt den Auftrag offensichtlich zum Anlass, ein totales Werbe- und Abgabeverbot von elektronischen Zigaretten mit oder ohne Nikotin an Minderjährige im Gesetz zu verankern. Er missachtet dabei die vom Parlament geforderte «Differenzierung von Alternativprodukten wie E-Zigaretten und Snus und die spezifische Regelung dieser Produkte, aufgrund der viel geringeren Schädlichkeit im Vergleich zu Tabakprodukten zum Rauchen». Es ist unklar aufgrund welcher wissenschaftlichen Basis der Bundesrat zum Schluss kommt, dass nikotinfreie elektronische Zigaretten für Minderjährige eine Gefahr darstellt. Ohne wissenschaftlichen Belege der Gefährdung von Minderjährigen durch nikotinfreie elektronische Zigaretten ist ein generelles Abgabeverbot nicht verhältnismässig und ein nicht zulässiger Eingriff in die Wirtschaftsfreiheit der Unternehmen. Deshalb ist ein generelles Abgabeverbot von nikotinfreien elektronischen Zigaretten unverhältnismässig.</p> <p>Folglich hat der Bundesrat mit dem zweiten Vorentwurf den Auftrag des Parlaments nur teilweise erfüllt. Das Abgabe- und Werbeverbot nikotinfreier Produkte missachtet den Parlamentswillen «keine zusätzlichen Einschränkungen, Legalisierung des Handels und differenzierte Einstufung von alternativen Produkten» und ist ein Verstoß gegen die Wirtschaftsfreiheit, ohne dass der Gesundheitsschutz oder der Schutz der Minderjährigen es erfordern würde. Zurzeit ist der Verkauf von nikotinfreien elektronischen Zigaretten ohne jegliche Einschränkungen legal.</p> <p>Ansonsten kann man, sofern man von Flüchtigkeitsfehlern absieht, von einem durchaus gelungenen zweiten Vorschlag sprechen. Die Legalisierung des Handels mit Alternativprodukten wie E-Zigaretten und Snus wurde aus der Sicht der Konsumenten, mit der Ausnahme der zu geringen Differenzierung und dem damit verbundenen Abgabeverbot an Minderjährige, gut umgesetzt. Mit der Inkraftsetzung des TabPG, was aber noch Jahre dauern könnte, dürfen volljährige Personen in der Schweiz endlich auch legal nikotinhaltige E-Zigaretten kaufen.</p> <p>Ob der Bundesrat den parlamentarischen Auftrag der spezifischen Regelung für alternative Produkte mit der marginalen Differenzierung genüge getan hat, wird die Diskussion im Parlament zeigen.</p>
smoke-shop.ch	<p>Ergänzendes Fazit für Konsumenten von elektronischen Zigaretten</p> <p>Für Konsumenten von elektronischen Zigaretten bringt dieses Gesetz fast nur Vorteile. Es ist in Zukunft erlaubt, nikotinhaltige Nachfüllflüssigkeiten und elektronische Zigaretten in der Schweiz zu erwerben. Die Füllmengen-Obergrenze für nikotinhaltige Liquids wird bei 100 ml festgelegt. Von</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>diesem Gesetz nicht betroffen ist der Import für den Eigengebrauch (Achtung, für die Freundin bestellt gilt bereits als Weitergabe und geht über Eigengebrauch hinaus) und nikotinhaltige Liquids, welche für den Eigengebrauch selbst hergestellt werden. Bisher gibt es keine Importbeschränkungen, der Bundesrat könnte nach dem neuen TabPG aber welche erlassen zur Verhinderung eines gewerblichen Imports.</p> <p>Die einzige, spürbare Einschränkung für junge Konsumenten wird sein, dass die Abgabe von elektronischen Zigaretten (mit und ohne Nikotin) an Minderjährige verboten ist.</p>
smoke-shop.ch	<p>Ergänzendes Fazit für Händler</p> <p>Grundsätzlich können Marktteilnehmer aus der «Dampfer-Branche» aufatmen. Gegenüber dem ersten Vorschlag bergen sich im zweiten Entwurf keine Gefahren mehr, mit welchen die Händler nicht leben könnten. Nichts desto trotz gibt es viele Punkte, bei welchen Verbesserungen möglich und notwendig sind, welche auch begründet werden können.</p> <p>Solange Nachfüllflüssigkeiten und elektronische Zigaretten nicht mit Nikotin verkauft werden, wird die grösste Einschränkung sein, dass Produkte auch ohne Nikotin nicht mehr an Minderjährige verkauft werden dürfen. Das TabPG betrifft, ausgenommen Artikel 17-21, nur nikotinhaltige E-Zigaretten und damit nur einen kleinen Teil der Produkte welche Dampfershops im Sortiment führen. Insbesondere kann mit der klaren Trennung zwischen nikotinhaltigen und nikotinfreien Angeboten, als auch mit DIY Lösungen, von der Differenzierung durch den Bundesrat profitiert werden.</p> <p>Abzulehnen ist Art. 3 Abs. g. Die vom Bundesrat geforderte «Gleichstellung des Imports mit dem Bereitstellen» wäre ein grosser Einschnitt in die Wirtschaftsfreiheit, jedoch glaube ich nicht, dass dieser Absatz so bestehen bleibt.</p> <p>Es bestehen ebenfalls reale Chancen, die vom Bundesrat im zweiten Vorentwurf vorgeschlagenen Einschränkungen im Bereich der Werbung, der Abgabe von nikotinfreien Produkten an Minderjährige und an der Erweiterung des Gesetzes zum Schutz vor Passivrauch zu lockern. Zum einen forderte das Parlament vom Bundesrat eine differenzierte Einstufung der Produkte und keine weiteren Einschränkungen der Werbung. Diese Punkte hat der Bundesrat nur bedingt oder mangelhaft erfüllt. Weil die Werbung wie auch die Abgabe von nikotinfreien elektronischen Zigaretten und Nachfüllflüssigkeiten zurzeit nicht eingeschränkt ist und keine Belege dafür existieren, dass nikotinfrei Produkte die Gesundheit der Menschen gefährden würden, fehlt die Grundlage für ein Werbe- und Abgabeverbot aller E-Zigaretten und verstösst deshalb gegen das Gebot der Wirtschaftsfreiheit gemäss der Bundesverfassung. Einschränkungen sind nur dann zulässig, wenn dies in der Bundesverfassung vorgesehen oder durch kantonales Regalrecht begründete ist.</p> <p>Dass der Kanton Testkäufe durchführen kann liegt in der Natur der Sache. Dagegen ist nichts einzuwenden. Ob davon die nikotinfreien Produkte auch betroffen sein müssen, darf in Frage gestellt werden. Die Diskussion im Parlament wird zeigen, ob die Gleichbehandlung von nikotinfreien und nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten bei der Abgabe und der Werbung so gewünscht ist.</p> <p>Im Artikel 34 schlägt der Bundesrat vor, dass die zuständigen Behörden von Bund und Kantonen die Öffentlichkeit über bekannte oder vermutete Gesundheitsrisiken informiert. Das «vermutete» macht hier natürlich in erster Linie Sorge und sollte auch zur Änderung beantragt werden. Die reine Vermutung reicht nicht aus, um die Bevölkerung vor möglichen, vermuteten Gefahren zu warnen. Es besteht auch kein Grund zur Freude der Annahme, der Bund müsste in Zukunft über die Vorteile von elektronischen Zigaretten im Vergleich zu Tabakzigaretten berichten. Das ist ein Irrtum,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>denn der Gesetzgeber schreibt vor, die Behörden müssen über Gesundheitsrisiken (Risiko ungleich Vorteil) berichten. Weil aber dieses Gesetz «nur für nikotinhaltige elektronische Zigaretten und Nachfüllflüssigkeiten mit Nikotin gilt, dürfen die Behörden auch nicht über «vermutete» gesundheitliche Risiken von nikotinfreien Produkten berichten, solange keine Risiko für die Gesundheit besteht, was sowieso einem Verkaufsverbot gleichkommen würde.</p>
<p>smoke-shop.ch</p>	<p>Ergänzendes Fazit für Medien mit Gratiszeitungen</p> <p>Das vom Bundesrat vorgeschlagene Werbeverbot von Tabakprodukten und (nikotinfreien) elektronischen Zigaretten in Gratis-Zeitungen und im Internet verstösst gegen die Wirtschaftsfreiheit und wird grosse Einnahmeeinbussen für kostenlose Medienangebote zur Folge haben. Das Parlament hat den ersten Vorentwurf des TabPG zurückgewiesen mit dem Auftrag, beim zweiten Entwurf den Schutz der Kinder und Jugendlichen insbesondere durch die Verankerung des Mindestalters 18 für den Erwerb von Tabakprodukten und das Verbot von speziell an Minderjährige gerichteter Werbung zu verstärken.</p> <p>Damit geht der Vorentwurf des Bundesrats weit über die geforderten Massnahmen des Parlaments hinaus. Der Schutz der Jugendlichen und Kindern wurde für Tabakprodukte verlangt, nicht für elektronische Zigaretten und schon gar nicht für diejenigen ohne Nikotin. Zudem wurde vom Parlament gefordert, speziell an Minderjährige gerichteter Werbung zu verbieten. Gemäss den Mediadaten von 20 Minuten richtet sich zum Beispiel diese Gratiszeitung keines Falls hauptsächlich an Minderjährige, weshalb der Gesetzesvorschlag eine wirtschaftliche Bevorteilung von «kostenpflichtigen Zeitungen und Magazinen» ist, welche gegen die Wirtschaftsfreiheit und gegen die Verhältnismässigkeit verstossen. Es handelt sich dabei um eine Rechtsbevorteilung für «bezahl Zeitungen». Ausserdem bedient sich der Gesetzgeber in der Erläuterung zum zweiten Entwurf des TabPG einem Scheinargument (Seite 23; Erläuterungen zum TabPG), wenn er behauptet, dass die Gratiszeitung 20 Minuten hauptsächlich von Minderjährigen gelesen wird.</p>
<p>smoke-shop.ch</p>	
<p>smoke-shop.ch</p>	
<p>smoke-shop.ch</p>	
<p>smoke-shop.ch</p>	

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

smoke-shop.ch	
smoke-shop.ch	
smoke-shop.ch	
smoke-shop.ch	
smoke-shop.ch	
smoke-shop.ch	
smoke-shop.ch	
smoke-shop.ch	
smoke-shop.ch	
smoke-shop.ch	
smoke-shop.ch	
smoke-shop.ch	

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

smoke-shop.ch	
smoke-shop.ch	
smoke-shop.ch	
smoke-shop.ch	
smoke-shop.ch	
smoke-shop.ch	
smoke-shop.ch	
smoke-shop.ch	
smoke-shop.ch	
smoke-shop.ch	
smoke-shop.ch	
smoke-shop.ch	

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

smoke-shop.ch	
smoke-shop.ch	
smoke-shop.ch	
smoke-shop.ch	
smoke-shop.ch	
smoke-shop.ch	
smoke-shop.ch	
smoke-shop.ch	
smoke-shop.ch	
smoke-shop.ch	
smoke-shop.ch	
smoke-shop.ch	

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

smoke-shop.ch	
smoke-shop.ch	
smoke-shop.ch	
smoke-shop.ch	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")

Name/Firma	Kapitel-Nr.	Bemerkung/Anregung
smoke-shop.ch	1.1.2	<p>Seit dem 12. November 2015 verbietet das BLV mit der Allgemeinverfügung BBl. 2015/7788 1 den Verkauf von nikotinhaltenen Liquids für E-Zigaretten in der Schweiz. Die aufschiebende Wirkung wurde entzogen und obwohl der Gesetzgeber vorschreibt beim Entzug der aufschiebenden Wirkung schnellstmöglich (innert 6 Monaten ist die interne Vorgabe) zu urteilen, bewegt sich das BVGer bis heute nicht (Stand heute über 27 Monate Wartezeit mit wirtschaftlich grossen Folgen). Die lange Wartezeit wird mit der Komplexität des Falles durch das BVGer begründet, eine Komplexität welche wir als Beschwerdeführer jeweils in 30 Tagen beantworten mussten.</p> <p>Das Verbot begründete das BAG in der Allgemeinverfügung mit dem fehlenden Jugendschutz (Mindestalter) sowie mit den fehlenden Warnvorschriften und dem nicht bestehenden Werbeverbot wie es für Tabakprodukte gelte. Im Replik zu unserer Beschwerde vor dem BVGer behauptet das BAG ebenso, dass keine Studien existieren und somit der Schutz der Bevölkerung nicht gewährleistet ist. Das wir im Replik vom BLV exakt die Massnahmen gefordert haben, welche nun im zweiten Entwurf zum TabPG umgesetzt werden sollen, sei nur am Rande erwähnt. (Wird lustig für die Begründung vor dem BVGer, wenn ein Produkt heute eine Gefahr für die Bevölkerung darstellt, dass es verboten werden muss, in Zukunft aber ist es völlig ok. Ich bin gespannt).</p> <p>Das BLV behauptet dann vor dem BVGer auch noch dreist im Replik, dass es in einer Verfügung keine Massnahmen erlassen könne, obwohl es selbiges Amt schon getan hat und die Beweismittel von uns beigelegt wurden.</p> <p>Hätte das BLV an Stelle eines Verbots einschlägige Massnahmen wie Altersbeschränkung, kindersichere Verschlüsse, Warnhinweise und idealerweise auch eine Qualitätskontrolle in der Verfügung erlassen, dann wären E-Liquids in der Schweiz schon lange sicher für die Bevölkerung. Leider bewirkt die Allgemeinverfügung des BLV vom 12. November 2015 das Gegenteil</p> <p>Zum Verständnis für Leser ohne Fachkenntnisse über E-Zigaretten: E-Zigaretten mit Nikotin sind seit über 10 Jahren auf dem Markt erhältlich und werden von über XXX Millionen Konsumenten genutzt, ohne einen Todesfall 3. Es existieren über 2000 Studien zu E-Zigaretten und Liquids. Jeder halbwegs nicht bestochene Wissenschaftler wird die toxischen Unterschiede zwischen einer E-Zigarette und einem Tabakprodukt erläutern können, so dass es jeder Schüler versteht.</p> <p>In England empfiehlt der Staat den Rauchern auf E-Zigaretten umzusteigen, jedoch ist in England die Krankenkasse staatlich und somit profitiert der Staat direkt von tieferen Kosten. Bei uns in der Schweiz trägt diese der Bürger mit teureren Krankenkassenprämien und Produkten / Dienstleistungen. Jährlich über 5 Mia Folgekosten für das Schweizer Volk.</p> <p>Jetzt wird es grotesk</p> <p>Vor knapp zwei Jahren, kurz nach der Allgemeinverfügung des BLV hat zuerst Philip Morris S.A. das HNB-Produkt «IQOS» gefolgt von British American Tobacco mit dem Produkt «Glo» den Start ihrer neuen HNB-Produktreihe gewagt. Dazu ist wichtig zu wissen,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

dass beide Produkte (IQOS/Glo) auf demselben Prinzip aufgebaut sind. Die Geräte sind dreiteilig und bestehen aus einem Akku, einer Heizeinheit und einem Depot gefüllt mit einem Tabakprodukt. Sie unterscheiden sich dahingehend, dass bei der «IQOS» ein Hezelement direkt ins Tabakdepot gesteckt und erhitzt wird und so den «Dampf» 2 erzeugt und bei der «Glo» wird das Tabak-Depot (Tabak-Stick) von aussen erhitzt. Sie unterscheiden sich nur in der Art wie das Hezelement technisch verbaut ist.

Ganz anders funktioniert das Produkt «Ploom», welches das dritte HNB-Produkt eines Tabakgiganten auf dem Markt ist. Die Ploom besteht aus einem Akku, einer «Patrone» welche ein Propylenglycol und Glycerin Gemisch beinhaltet (Anm. dieselben Inhaltsstoffe wie E-Zigaretten ohne Nikotin), welches vom Benutzer durch eine Tabakkapsel gezogen wird, in welcher das Nikotin freigesetzt wird. Einfach formuliert ist es ein Hybrid-Gerät, welches Dampf durch eine Kapsel mit Tabakgranulat zieht und dabei Nikotin (und wer weiss was sonst noch, die Meinungen der Wissenschaft sind different) freisetzt. Soweit wäre nichts zu beanstanden – könnte man denken.

Nun ist es so, dass von E-Zigaretten immer wieder Langzeitstudien verlangt werden und das Verlangen mit dem Scheinargument des Jugendschutzes und dem Schutz der Bevölkerung gerechtfertigt wird. Obwohl E-Zigaretten seit über 10 Jahren existieren und die vom BAG als nötig empfundenen Massnahmen in der Verfügung hätten erlassen werden können, bleiben sie im Gegensatz zu den HNB-Geräten, illegal für den Handel.

Für die HNB-Produkte ist die Schweiz für alle drei Konzerne (PMI, BAT, JTI) ein Testmarkt.

Unter der jetzigen Gesetzgebung werden die Produkte, welche für den Weltmarkt bestimmt sind, je nach Kanton an 0/16 und 18-Jährige verkauft oder wie es die Konzerne sagen, getestet.

Für grosse Tabakkonzerne und für das BAG ist die Schweizer Jugend scheinbar gut genug als Test-Mensch hinzuhalten, während man gleichzeitig bei E-Zigaretten ein übertriebenes Risiko konstruiert, welches sogar mit Massnahmen zu regulieren wäre.

Ric: Während mein Opa noch immer kein nikotinhaltiges Liquid kaufen darf kann meine Tochter am Kiosk wahlweise Zigaretten und HNB-Produkte kaufen oder sich gar prostituieren. Juristisch in der Schweiz voll korrekt. Habt ihr echt noch alle Latten am Zaun in Bern?

Diverse Verstösse gegen die TabV

Aufgrund der aktuellen Einstufung von Tabakprodukten und Lebensmitteln (heutige Gesetzeslage seit nLMG und bis TabPG im Jahr 2022/2028) dürfte das Produkt Ploom so aktuell gar nicht auf dem Markt zugelassen sein.

Art. 1 (TabV) Tabakerzeugnis: Erzeugnis, das ganz oder teilweise aus Tabak besteht und insbesondere zum Rauchen (Zigarren, Zigaretten und ähnliche Erzeugnisse sowie Schnitt- und Rollentabak), Schnupfen, Lutschen oder Kauen bestimmt ist.

Weil die Ploom-Tech aber nicht zum Rauchen und ebenso wenig zum Schnupfen, Lutschen oder Kauen bestimmt ist, sondern

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>gemäss Ploom-Tech klar zum DAMPFEN bestimmt ist, ist die Zuordnung in der TabV zu bestreiten und infolge der zu gewährenden Gleichbehandlung ähnlich wie ein Dampfgerät (ugs. E-Zigarette) einzustufen. Es ist gemäss TabV nicht zugelassen.</p> <p>ZITAT WEBSITE PLOOM-TECH (WWW.PLOOM.CH): «DIE PLOOM TABAKKAPSELN ENTHALTEN EIGENTLICHEN (D.H. ECHTEN) TABAK. DIE SPEZIELL KONZIPIERTE TABAKKAPSEL IST EIN TABAKPRODUKT UND ENTHÄLT WIE ALLE TABAKPRODUKTE NIKOTIN, DAS MIT ABHÄNGIGKEIT VERBUNDEN WIRD.»</p> <p>Weil die Ploom-Tech kein Tabakerzeugnis ist und ein Lebensmittel auch nicht sein kann (weil ein Lebensmittel kein Nikotin enthalten darf), ist es ein Gebrauchsgegenstand. Für eine Einstufung als Gebrauchsgegenstand spricht ebenso, dass die «Tabak-Kapsel» und das «Liquid-Depot» nur zusammen mit dem Gerät PLOOM-TECH als Einheit dem dafür vorhergesehenen Verwendungszweck (dem Verdampfen von Liquid welches anschliessend durch ein Tabak / Nikotingranulat gezogen wird um inhaliert zu werden), zugeführt werden kann. Bei den E-Zigaretten wird dadurch die kuriose Einstufung von Liquids als Gebrauchsgegenstand mit Schleimhautkontakt durch das BLV, (meiner Meinung nach falsche Einstufung im LMG) gerechtfertigt.</p> <p>Wenn die Produkte «gleichbehandelt» werden würden, ist Ploom-Tech und die Kapseln ein Gebrauchsgegenstand mit Schleimhautkontakt und darf kein Nikotin enthalten.</p> <p>Im Art. 5 (TabV) über verbotene Erzeugnisse heisst es: Abs. 1: Tabakerzeugnisse zum oralen Gebrauch dürfen weder eingeführt noch abgegeben werden</p> <p>Abs. 2: Als Tabakerzeugnisse zum oralen Gebrauch gelten Erzeugnisse in Form eines Pulvers oder eines feinkörnigen Granulats oder einer Kombination dieser Formen, insbesondere in Portionenbeuteln oder porösen Beuteln oder in anderer Form. Ausgenommen sind Erzeugnisse, die zum Rauchen oder Kauen bestimmt sind.</p> <p>Beides trifft auf die Ploom-Tech zu. Es handelt sich um ein Tabakgranulat in Portionen und geht nicht unter die Ausnahmen, weil es dampft und nicht raucht und auch nicht zum Kauen bestimmt ist.</p> <p>Über weitere daraus folgende Verstösse gegen Art. 12 (TabV) Warnhinweise und Art. 17 Täuschungsschutz und Art 18 will ich mich jetzt hier gar nicht erst auslassen.</p> <p>Beweismittel für die Ungleichbehandlung: Zitat aus dem Replik des BLV zur Beschwerdensache C7997/2015 vor dem BVGer (Nikotin Verbot in E-Zigaretten)</p> <p>Weil es sich aber um eine offensichtliche, willkürliche Ungleichbehandlung durch Bevorteilung der Tabakindustrie durch den Bund handelt, habe ich das Kantonslabor Genf am 6.9.2017 eingeschrieben über den Sachverhalt informiert (Einschreiben) und wundere es, bis heute keine Antwort erhalten. Natürlich ist das KLGE mir von Amtswegen keiner Antwort verpflichtet, doch die amtlichen Gepflogenheiten würden es gebieten, sagt der klassische Beamte und wird den Mitarbeitern so gelehrt.</p>
--	--

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Ihr könnt euch vielleicht vorstellen, dass ich nach 2.5 Jahren BVGer Prozess und unzähligen Ausreden keine Lust auf «keine Antwort» hatte und darum habe dem Herrn Anderegg vom BAG (Stabsleiter EDI) über den Sachverhalt (Einschreiben, Ploom) informiert.

Hier die Korrespondenz dazu. Bitte anschnallen und den Liquid-Tank vorher befüllen. Anrede und Grussformeln habe ich weggelassen. Der Rest sind Zitate.

PS: Verzeiht mir die folgenden Schreibfehler, ich war ein bisschen aufgeregt und zudem schreiben wir so oft, dass es manchmal von meiner Seite aus – aber offensichtlich auch seitens des BAG – nicht immer die amtliche Formalität benötigt.

Original Korrespondenz mit dem BAG

E-Smoking.ch: Da wir in Sachen Nikotin schon mehrfach miteinander kommuniziert haben, versteht sich, dass meine Anfrage in diesem Zusammenhang zu würdigen ist.

Letzte Woche habe ich das Kantonslabor Genf per Einschreiben über diverse Gesetzesverstösse durch JT International mit dem Produkt «Ploom-Tech» informiert. (Sie haben das Schreiben per Email erhalten und ist sicherheitshalber in diesem Email nochmals angehängt) Geschehen ist bis heute nichts, wie bedenklich das in Anbetracht unseres Streites vor BVGer ist, muss ich gar nicht erläutern und wissen Sie selbst – oder?

Auch wenn ich weiss, dass mir das Kantonslabor Genf keiner Antwort verpflichtet ist, wissen wir beide ebenso, dass die Damen und Herren für die Umsetzung des Gesetzes zuständig sind. Am mangelnder Kenntnis fehlt es auch nicht mehr. Weil aber offensichtlich bis heute kein Verkaufsverbot oder sonst irgendwelche Reaktionen aus Genf zu verspüren sind, wollte ich nachfragen ob es wirklich sein muss, dass ich eine offizielle Aufsichtsbeschwerde durch die Kanzlei erstellen lasse? Echt jetzt? Ich weiss es und sie wissen es auch – ich werde auch diesen Schritt tun.

Ein kurzes Feedback würde mich sehr freuen.

M. ANDEREGG (BAG): HIER MEINE KURZE RÜCKMELDUNG.

AUS MEINER SICHT SIND PRODUKTE MIT TABAKBLATTSTÜCKEN ERLAUBTE TABAKPRODUKTE.

E-Smoking.ch: Vielen Dank fürs Feedback. Wie um Himmelswillen wollen sie das begründen? Müssen sie ja zum Glück nicht. Ich werde die ganzen Unterlagen der Kanzlei übergeben (Aufsichtsbeschwerde und was sonst möglich ist) und die Medienanfragen mit Freude beantworten.

M. ANDEREGG (BAG): NUN ICH LESE EINFACH DIE DEFINITION IN DER TABAKVERORDNUNG. IST TABAK DRIN, IST ES EIN TABAKPRODUKT. ABER ICH DENKE SIE WERDEN VON DEN ZUSTÄNDIGEN VOLLZUGSBEHÖRDEN HÖREN.

E-Smoking.ch: Da steht aber ebenso in der TabV: Art. 2 – Begriffe – Bedeutung: Bst. d. Tabakerzeugnis: Erzeugnis, das ganz oder teilweise aus Tabak besteht und insbesondere zum Rauchen (Zigarren, Zigaretten und ähnliche Erzeugnisse sowie Schnitt- und

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Rollentabak), Schnupfen, Lutschen oder Kauen bestimmt ist.</p> <p>Weil die Ploom aber nicht zum RAUCHEN und ebensowenig zum SCHNUPFEN, LUTSCHEN oder KAUEM bestimmt ist, sondern gemäss PLOOM klar zum DAMPFEN, ist die Zuordnung zu bestreiten und eher einem Dampfgerät, als einem Tabakerzeugnis einzustufen.</p> <p>TabV – Art. 5 Verbotene Erzeugnisse Tabakerzeugnisse zum oralen Gebrauch dürfen weder eingeführt noch abgegeben werden.</p> <p>Als Tabakerzeugnisse zum oralen Gebrauch gelten Erzeugnisse in Form eines Pulvers oder eines feinkörnigen GRANULATS oder einer Kombination dieser Formen, insbesondere in Portionenbeuteln oder porösen Beuteln oder in anderer Form. Ausgenommen sind Erzeugnisse, die zum Rauchen oder Kauen bestimmt sind.</p> <p>Das trifft doch auf die Ploom-Tech zu. Ist ein Tabakgranulat (Gemäss Definition von J T selbst) in Portionen und geht nicht unter die Ausnahmen, weil es DAMPFT und NICHT RAUCHT oder zum KAUEM BESTIMMT ist.</p> <p>Selbst als Tabakerzeugnis so nicht verkehrsfähig nach geltender TabV und LMG.</p> <p>Ich wünsche Ihnen trotzdem ein schönes Wochenende.</p> <p>M. ANDEREGG (BAG): NUN DIE KONSUMFORMEN SIND KEINE ABSCHLIESSENDE LISTE. BITTE BEACHTEN SIE DAS WORT INSBESONDERE. D.H. ES KANN AUCH ANDERE FORMEN GEBEN.</p> <p>MIT TABAKPRODUKTEN ZUM ORALEM GEBRAUCH IST SNUS GEMEINT, PLOOMTECH DÜRFTE KAUM DARUNTER FALLEN, SELBST WENN SIE NATÜRLICH RECHT HABEN, DASS PLOOM AUCH EIN GRANULAT IST. ZUR ZEIT ALS DIESE DEFINITION ERLASSEN WURDE, GAB ES NOCH GAR KEINE E-ZIGARETTEN. ABER LETZTLICH IST ES IHNM ÜBERLASSEN, WIE SIE HIER VORGEHM MÖCHTEN.</p> <p>DA KOMMT MAN SICH DOCH GELINDE GESAGT VERARSCHT VOR. IST DAS NOCH GESETZESMÄSSIG ODER BEREITS MAFIA?</p> <p>Wisst ihr was das BAG oder das Kantonslabor Genf bis heute in dieser Angelegenheit unternommen haben? Nichts, maximal dafür geschaut, dass es keinen Wirbel macht. Keine weiteren Reaktionen JTI bewirbt Ploom kräftig im Internet oder an Kiosken. Keine Langzeitstudien, kein Jugendschutz – dem BAG scheint das alles egal zu sein, wenn die Tabaksteuern fliessen. Bei E-Zigaretten ist der Massstab dann doch ganz anders.</p> <p>Die Folgen sind erschütternd</p> <p>Gemäss dem BAG sterben in der Schweiz 9500 Menschen vorzeitig an den Folgen des Rauchens. Die Behandlungskosten für durch den Tabakkonsum verursachte Krankheiten belaufen sich in diesem Land jährlich auf 1,7 Milliarden Franken, dazu kommen Erwerbsausfallskosten von 3,9 Milliarden Franken. Trotzdem scheint das BAG alles dafür zu unternehmen, die Verkehrsfähigkeit eines alternativen Produkts, das diese Kosten und vor allem das Leiden der Betroffenen erwiesenermassen senken würde,</p>
--	--

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

		hinauszuzögern und mit unlauteren, unverhältnismässigen Mitteln die Tabakindustrie zu begünstigen. Wer sich dann noch vor Augen hält, dass die AHV jährlich 2.1 Mia Einnahmen durch die Tabaksteuer verzeichnet und die Raucher statistisch (immer gemäss dem selben BAG) 14 Jahre früher sterben und somit weniger lang AHV beziehen ist zwangsläufig den Gedanken ausgesetzt, was das bitte mit Jugendschutz, dem Schutz der Bevölkerung der Wirtschaftsfreiheit, der Gleichbehandlung und dem Postauto zu tun hat. Es erinnert mich halt doch wieder an eine Bananen-Republik oder an Sizilien.
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"		
Name/Firma	Art.	Bemerkung/Anregung
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

smoke-shop.ch		
smoke-shop.ch		

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Entwurf Tabakproduktegesetz

Name/Firma	Art.	Abs.	Bst.	Bemerkung/Anregung
smoke-shop.ch	3		a	<p>Die Formulierung «Produkt, das aus Blattstücken besteht» ist rechtsunsicher und macht den Verkauf von Schnupftabak möglicherweise illegal. Der Artikel verstösst gegen das Verhältnismässigkeitsprinzip (BV, Art. 5), er schränkt die Grundrechte der Schweizer Firmen unverhältnismässig ein ohne dass ein öffentliches Interesse oder der Schutz der Bevölkerung es erfordern würden (Art 36 Abs 2 BV). und missachtet die Wirtschaftsfreiheit (Art 94 Abs. 1-4 BV), weshalb er abzuändern ist. Damit ein Produkt die Anforderung «das aus Blattstücken besteht» erfüllt, muss die Blattstruktur noch erkennbar sein. Ist die Struktur komplett aufgelöst, so wie es bei Schnupftabak (pulverisiert) der Fall ist, handelt es sich dabei vielmehr um «gemahlene Tabakblätter» was folglich zu einem Verbot von Schnupftabak führt. Nach Buchstabe «d» kann Schnupftabak auch nicht eingestuft werden, denn Schnupftabak wird mit der Nasenschleimhaut aufgenommen. Ausser unter der Annahme, dass auch der Schnupftabak via Rachen mit der Mundschleimhaut in Kontakt kommt. Um einer möglichen Rechtsunsicherheit vorzubeugen, ist es erforderlich, eine genaue Definition zu wählen. Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.1 RD 28.02.2018 11</p> <p>Änderungsvorschlag für Art 3 Abs. a:</p> <p>a. Tabakprodukt: Produkt, das aus Teilen der Pflanzen der Gattung Nicotiana (Tabak) besteht oder solche enthält und zum Rauchen, Erhitzen, Schnupfen oder oralen Gebrauch bestimmt ist sowie pflanzliche Rauchprodukte nach Buchstabe e;</p>
smoke-shop.ch	3		g	<p>Wird die Einfuhr dem Bereitstellen auf dem Markt gleichgestellt, dann wird die Selbstkontrolle der Importeure verunmöglicht (Produkte die nicht der Qualitätsanforderung entsprechen können im Rahmen der Selbstkontrolle nicht zum Verkauf freigegeben werden) und eine Kennzeichnung durch den Importeur verhindert. Es ist nicht ersichtlich, warum bereits bei der Einfuhr alle Anforderungen dieses Gesetzes, inklusive der Kennzeichnung, bereits eingehalten werden sollte, ohne dass die Produkte in dieser Form an die Konsumentenschaft abgegeben wird. Bei dieser Gleichstellung</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				<p>handelt es sich um eine Benachteiligung des Schweizer Gewerbes mit einem unnötigen Verbot.</p> <p>Dieser Artikel verstösst gegen das Verhältnismässigkeitsprinzip (BV, Art. 5), er schränkt die Grundrechte der Schweizer Firmen unverhältnismässig ein ohne dass ein öffentliches Interesse Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 13</p> <p>oder der Schutz der Bevölkerung es erfordern würden (Art 36 Abs 2 BV). und missachtet die Wirtschaftsfreiheit (Art 94 Abs. 1-4 BV). Ebenso missachtet der Gesetzgeber den Parlamentswillen, welcher die Legalisierung des Marktes fordert. Der «Import» darf nicht dem «Bereitstellen» gleichgesetzt werden.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 3 Abs. g:</p> <p style="padding-left: 40px;">g. Bereitstellen auf dem Markt: das Bereithalten und das Anbieten eines Produkts oder eines Geräts im Hinblick auf die entgeltliche oder unentgeltliche Abgabe an die Konsumentinnen und Konsumenten und die Abgabe dieses Produkts oder dieses Geräts;</p>
smoke-shop.ch	5	2	a	<p>Ohne weitere gesetzliche Anforderung an die «hohe Reinheit», schafft dieser Grundsatz Rechtsunsicherheit ohne, dass es für den Schutz der Bevölkerung notwendig ist. Es wird im Art. 5 Abs. 1 Bst. a bereits geregelt, dass ein Produkt die Gesundheit nicht gefährden darf. Deshalb ist Bst. a. unnötig.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 5 Abs. 2:</p> <p>Den Art. 5; Abs. 2 Bst. a. «Sie muss von hoher Reinheit sein.» ersatzlos streichen.</p>
smoke-shop.ch	6	1		<p>Die Liste Anhang 1 «Verbotene Zutaten» ist zu beanstanden, weil bei den verbotenen Zutaten keine Tolleranzwerte angegeben sind. Eine Nulltoleranz ist analytisch unmöglich. Je nach Nachweissgrenze des analytischen Verfahrens ist eine Substanz möglicherweise noch messbar oder bereits unmessbar. Die analytische Nachweissgrenze muss festgelegt werden.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 6 Abs. 1:</p> <p>Antrag: Die verbotenen Substanzen nach Anhang 1 dürfen im Produkte nicht nachweisbar sein bei einer Nachweissgrenze von 0.01 mg/kg.;</p>
smoke-shop.ch	8	1		<p>Der Importeur hat keine Möglichkeit nikotinhaltige Nachfüllflüssigkeiten in Grossmengen zu beziehen und selber abzufüllen. (siehe Art. 3 Abs. g)</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				<p>Antrag für Art. 8 Abs. 1: Antrag auf Anpassung Artikel 3 Abs. g. (Der «Import» darf nicht dem «Bereitstellen» gleichgesetzt werden.);</p>
smoke-shop.ch	8	2		<p>Die Begriffe «Kartuschen von elektronischen Einwegzigaretten» «Einwegkartuschen» wurden in Art. 3 nicht eingeführt. Es sind nur die Begriffe «elektronische Zigarette» und verschiedene Tabakprodukte eingeführt, daher ist deren Auslegung unklar.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 8 Abs. 2: Die Begriffe sind in Art. 3 zu definieren;</p>
smoke-shop.ch	9	1	c	<p>Der Buchstabe «c» bezieht sich auf sich selbst und ist falsch. Es ist davon auszugehen, dass sich dieser Buchstabe auf «b» beziehen sollte. Das ist aber auch falsch, weil Buchstabe «b» die «Firmenbezeichnung» und nicht das «Produktionsland» verlangt. In der Firmenbezeichnung muss die Firma mit der zugehörigen Adresse und nicht das Produktionsland angegeben werden.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 9 Abs. 1 Bst. c: c.) das Produktionsland;</p>
smoke-shop.ch	9	2		<p>Es wäre zu begrüßen, wenn die Angabe für den Nikotingehalt auf den Verpackungen für Nachfüllflüssigkeiten konkretisiert wird, in welcher Einheit dieser angegeben werden muss. Ohne exakte Regelung darf jeder selber wählen, ob diese Angabe in %, in mg/ml oder in mg/Füllmenge angegeben wird. Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 18</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 9 Abs. 2: 2 Auf jeder Verpackung von nikotinhaltenen Nachfüllflüssigkeiten ist der Nikotingehalt in mg/ml auszuweisen.;</p>
smoke-shop.ch	11	1		<p>Die Formulierung Art. 11 Abs. 1 ist nicht eindeutig. Es ist unklar, ob sich «Produkte» nur auf Tabakprodukte zum Rauchen bezieht oder auf alle Produkte, die in den Geltungsbereich des Gesetzes fallen. Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 19</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 11 Abs. 1:</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				1 Die folgenden Angaben sind auf Tabakprodukten zum Rauchen oder auf deren Verpackung verboten;
smoke-shop.ch	11	1	a	<p>Die Auslobungen «ökologisch», «natürlich» und «ohne Zusatzstoffe» sind Angaben, die sich nicht auf die Schädlichkeit des Produktes beziehen und erwecken nicht den Eindruck, dass ein bestimmtes Produkt weniger schädlich sei als andere. Warum sollte ein Produkt ohne Zusatzstoffe weniger schädlich sein – die Zusatzstoffe sind in den zugelassenen Konzentrationen toxikologisch völlig unbedenklich.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 11 Abs. 1 Bst. a:</p> <p>a. Angaben, Marken und figurative Zeichen, die den Eindruck erwecken, dass ein bestimmtes Produkt weniger schädlich sei als andere, wie «leicht», «mild»;</p>
smoke-shop.ch	15	1	c	<p>Buchstabe c ist unklar formuliert. Es sollte heissen «über einen Mechanismus für eine auslauffreie Nachfüllung verfügen». Des Weiteren müssen die Anforderungen – wenn gewollt Analog des Durchführungsbeschlusses (EU) 2016/586 der Kommission zu den technischen Normen für den Nachfüllmechanismus elektronischer Zigaretten klar definiert werden. Allerdings stellt sich hier die Frage der Verhältnismässigkeit, denn nur wenn bei einem Verschütten ein Risiko für die Gesundheit (durch dermale Aufnahme) besteht, ist diese Massnahme gemäss Art. 1 gerechtfertigt.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 15 Abs. 1 Bst. c:</p> <p>c. Weil es die Sicherheit nicht erfordert und die Verhältnismässigkeit nicht eingehalten wäre, ist der Bst. c von Art. 15 zu streichen. Sollte von einer Streichung abgesehen werden, so ist der Art. 15 Bst. c dem Durchführungsbeschluss (EU) 2016/586 anzupassen;</p>
smoke-shop.ch	11	1	a	<p>Buchstabe b ist unklar; es wäre hilfreich den konkreten Warnhinweis im Gesetz festzuschreiben. Buchstaben c, d, e und f können dem Produkt den Anschein erwecken, dass es sich um ein Heilmittel handelt. Darum sind diese Pflichtangaben im Widerspruch zu Art. 4. Das Suchtpotential gemäss Buchstabe f ist bereits in Art. 13 Bst. c abgedeckt. Des Weiteren müssten hier die anzugebenden Punkte genauer definiert werden. Wie wird zum Beispiel ein Suchtpotential oder die Toxizität angegeben?</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 11 Abs. 1 Bst. a:</p> <p>1 Jede Verpackung von nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten und von Tabakprodukten zum Erhitzen muss eine Produktinformation mit den folgenden Angaben enthalten:</p> <p>a. Gebrauchs- und Aufbewahrungsanweisungen für das Produkt; b. den Hinweis, dass das Produkt nicht für den Gebrauch durch Minderjährige und Nichtraucher empfohlen wird; c. Kontaktangaben des Herstellers oder Importeurs.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

smoke-shop.ch	16	1		<p>Buchstabe b ist unklar; es wäre hilfreich den konkreten Warnhinweis im Gesetz festzuschreiben. Buchstaben c, d, e und f können dem Produkt den Anschein erwecken, dass es sich um ein Heilmittel handelt. Darum sind diese Pflichtangaben im Widerspruch zu Art. 4. Das Suchtpotential gemäss Buchstabe f ist bereits in Art. 13 Bst. c abgedeckt. Des Weiteren müssten hier die anzugebenden Punkte genauer definiert werden. Wie wird zum Beispiel ein Suchtpotential oder die Toxizität angegeben?</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 11 Abs. 1 Bst. a:</p> <p>1 Jede Verpackung von nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten und von Tabakprodukten zum Erhitzen muss eine Produktinformation mit den folgenden Angaben enthalten:</p> <p>a. Gebrauchs- und Aufbewahrungsanweisungen für das Produkt; b. den Hinweis, dass das Produkt nicht für den Gebrauch durch Minderjährige und Nichtraucher empfohlen wird; c. Kontaktangaben des Herstellers oder Importeurs.</p>
smoke-shop.ch	17	2	a	<p>Art. 17 Absatz 2 ist ein Verstoss gegen die Wirtschaftsfreiheit gemäss -Art. 94 der Bundesverfassung. Die bezahlten Zeitungen werden im Wettbewerb gegenüber den Gratis-Zeitungen bzw. den Internetanbietern bevorzugt. Damit richtet sich die Massnahme gegen den Wettbewerb. Dies ist nur zulässig, wenn dies in der Bundesverfassung vorgesehen oder durch kantonales Regalrecht begründete ist. Es ist auch nicht nachvollziehbar, warum vom Grundsatz «nicht speziell an Minderjährige gerichtet» willkürlich bei gewissen Informationskanälen abgewichen wird. Dies entspricht nicht dem Auftrag des Parlaments, welcher den Bundesrat beauftragt, den Kinder- und Jugendschutz mit dem Verbot von speziell an Minderjährige gerichteter Werbung zu stärken und auf die vorgeschlagenen Einschränkungen der Werbung, der Verkaufsförderung und des Sponsorings zu verzichten.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 17 Abs. 2 Bst. a:</p> <p>in Zeitungen, Zeitschriften und anderen Publikationen, die sich speziell an Minderjährige richten;</p>
smoke-shop.ch	17	2	b	<p>Art. 17 Absatz 2 ist ein Verstoss gegen die Wirtschaftsfreiheit gemäss -Art. 94 der Bundesverfassung. Die Internetseiten mit registrierten Benutzern werden im Wettbewerb gegenüber den Internetanbietern ohne Registrierung bevorzugt, auch wenn sich deren Angebot nicht speziell an Minderjährige richtet. Damit richtet sich die Massnahme gegen den Wettbewerb. Dies ist nur zulässig, wenn dies in der Bundesverfassung vorgesehen oder durch kantonales Regalrecht begründete ist. Es ist auch nicht nachvollziehbar, warum vom Grundsatz «nicht speziell an Minderjährige gerichtet» willkürlich bei gewissen Informationskanälen abgewichen wird. Dies entspricht nicht dem Auftrag des Parlaments, welcher den Bundesrat beauftragt, den Kinder- und Jugendschutz mit dem Verbot von speziell an Minderjährige gerichteter Werbung zu stärken und auf die vorgeschlagenen Einschränkungen der Werbung, der Verkaufsförderung und des Sponsorings zu verzichten.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>Änderungsvorschlag für Art. 17 Abs. 2 Bst. b:</p> <p>b. im Internet auf: 1. Internetseiten, die sich speziell an Minderjährige richten, Den Absatz 2 folglich bitte ersatzlos streichen;</p> <p>c. in Verkaufsstellen, wenn sich die Werbung: 1. direkt neben Bonbons, Kaugummis und Süssigkeiten befindet; 2. in einer Höhe von weniger als 1,20 m befindet.</p> <p>3 Werbung für Tabakprodukte und für nikotinhaltige oder nikotinfreie elektronische Zigaretten sowie für Gegenstände, die eine funktionale Einheit mit einem Tabakprodukt bilden, in Radio und Fernsehen ist gemäss den Bestimmungen des Bundesgesetzes vom 24. März 2006/7 über Radio und Fernsehen verboten.</p>
smoke-shop.ch	18	1	<p>In Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe a und in Art. 13 sind keine Warnhinweise für nikotinfreie elektronische Zigaretten vorgesehen. Daher sind diese aus dem Artikel zu streichen.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 18 Abs. 1:</p> <p>1 Werbung für Tabakprodukte und für nikotinhaltige elektronische Zigaretten sowie für Gegenstände, die eine funktionale Einheit mit einem Tabakprodukt bilden, muss mit einem Warnhinweis nach Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe a oder nach Artikel 13 versehen sein;</p>
smoke-shop.ch	20	1	<p>Es ist unklar aufgrund welcher wissenschaftlicheren Basis die nikotinfreie elektronische Zigarette für Minderjährige eine Gefahr darstellt. Ohne wissenschaftlichen Belege der Gefährdung von Minderjährigen durch nikotinfreie elektronische Zigaretten ist ein generelles Abgabeverbot nicht verhältnismässig, gewährt die Grundrechte (Art. 36 Abs. 2 BV) nicht und schränkt die Wirtschaftsfreiheit (Art 94 Abs. 1-4 BV) unangemessen ein. Ein generelles Verkaufsverbot von nikotinfreien elektronischen Zigaretten zwingt die Minderjährigen andere, weitaus schädlichere Produkte zu konsumieren.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 20 Abs. 1:</p> <p>1 Die Abgabe von Tabakprodukten und von nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten an Minderjährige ist verboten;</p>
smoke-shop.ch	20	3	<p>(Dito Art. 3 Abs. 1) Es ist unklar aufgrund welcher wissenschaftlichen Basis die nikotinfreie elektronische Zigarette für Minderjährige eine Gefahr darstellt. Ohne wissenschaftlichen Belege der Gefährdung von Minderjährigen durch nikotinfreie elektronische Zigaretten ist ein Abgabeverbot nicht verhältnismässig, gewährt die Grundrechte (Art. 36 Abs. 2 BV) nicht und schränkt die Wirtschaftsfreiheit (Art 94 Abs. 1-4 BV) unangemessen ein.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 20 Abs. 3:</p> <p>3 Tabakprodukte und nikotinhaltige elektronische Zigaretten dürfen nur dann in Automaten verkauft werden, wenn diese</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				für Minderjährige nicht zugänglich sind;
smoke-shop.ch	21	1		<p>Natürlich muss der Kanton im Auftrag des Bundes die gesetzlichen Vorgaben überwachen. Weil jedoch ein Verkaufsverbot von nikotinfreien elektronischen Zigaretten an Minderjährige unverhältnismässig ist und die in der Bundesverfassung gewährten Grundrechte (Art. 36 Abs. 2 BV) wie auch die garantierte Wirtschaftsfreiheit (Art. 94 Abs. 1-4 BV) nicht gewährt, ist der Artikel 21 abzuändern. (Siehe Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 28</p> <p>dazu auch: Art. 20 Abs. 1 und Art 20. Abs. 3) Dem Auftrag des Parlaments, «Verankerung des Mindestalters 18 für den Erwerb von Tabakprodukten, Schaffung einer rechtlichen Grundlage für Testkäufe sowie Verbot von speziell an Minderjährige gerichteter Werbung» wird damit zu wenig Rechnung getragen. Es ist unklar aufgrund welcher wissenschaftlichen Basis die nikotinfreie elektronische Zigarette für Minderjährige eine Gefahr darstellt. Ohne wissenschaftlichen Belege der Gefährdung von Minderjährigen durch nikotinfreie elektronische Zigaretten ist ein Abgabeverbot nicht verhältnismässig, weshalb nikotinfreie elektronische Zigaretten vom Abgabeverbot und folglich auch in Art. 21 auszuschliessen sind.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 21 Abs. 1:</p> <p>1 Die zuständige kantonale Behörde kann zur Überprüfung der Einhaltung der Altersbeschränkung für die Abgabe von Tabakprodukten und von nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten Testkäufe durchführen oder anordnen.</p>
smoke-shop.ch	23	3		<p>Es ist unklar, was eine wesentliche Änderung eines Produktes ist. In der strengsten Auslegung muss jedes Produkt mit anderem Aroma und anderem Nikotingehalt gemeldet werden. Dies sind mindesten 100 – 500 Produkte pro Importeur. Daher ist mit einer grossen Flut und einer unübersichtlichen Liste gemäss Abs. 5 zu rechnen. Für die Aufsichts- und Überwachungspflicht wäre eine Meldung der Betriebe, welche solche Produkte abgeben, ausreichend um die Konsumentenschaft zu schützen. Es gelten ja zusätzlich die Anforderungen an die Selbstkontrolle.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 23 Abs. 3:</p> <p>Meldepflicht nur für Betriebe.</p> <p>Sollte dem Antrag nicht stattgegeben werden, so stelle ich den Antrag Abs. 4 wie folgt anzupassen: 4 Der Bundesrat legt die Modalitäten der Meldung fest. Er beachtet dabei die Fabrikationsgeheimnisse;</p>
smoke-shop.ch	23	5		<p>Der Inhalt der Meldung ist gemäss Art 24 Abs. 1 Bst. a ist ein wichtiges Wirtschaftsgeheimnis der Akteure und es muss jederzeit sichergestellt werden, dass diese Informationen nur den Personen zugänglich gemacht werden, welche diese</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				<p>Informationen benötigen. Eine vollständige Veröffentlichung aller Informationen ist für den Schutz der Bevölkerung nicht notwendig.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 23 Abs. 5:</p> <p>5 Das BAG veröffentlicht die für die Öffentlichkeit nötigen Informationen im Internet. Er beachtet dabei die Fabrikationsgeheimnisse;</p>
smoke-shop.ch	24	1	b	<p>Abs. 1 Bst. a ist ein wichtiges Wirtschaftsgeheimnis der Akteure und es muss jederzeit sichergestellt werden, dass diese Informationen nur den Personen zugänglich gemacht werden, welche diese Informationen benötigen. Abs. 1 Bst. b verweist nicht spezifisch auf Rechtsvorschriften ausländischer Akteure. Es kann nicht erwartet werden, dass der Schweizer Wirtschaftsakteur die Gesetzeslage ausländischer Akteure kennen muss und deren Entwicklung verfolgen muss. Für den Schweizer Wirtschaftsakteur ist das Schweizer Recht massgebend.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 24 Abs. 1 Bst. b:</p> <p>Streichung Abs.1 Bst. b;</p>
smoke-shop.ch	24	3		<p>Dieser Artikel ist überflüssig, weil Art. 25 Abs. 1 verlangt, dass die Zusammensetzung nikotinhaltiger Nachfüllflüssigkeiten dem BAG gemeldet werden müssen. Ausserdem verlangt Art. 9 Abs. 2, dass der Nikotingehalt auf jeder Verpackung von nikotinhaltigen Nachfüllflüssigkeiten ausgewiesen werden muss. Somit ist die Abs. 3 überflüssig. Viel mehr weise ich nochmals darauf hin, dass es zu begrüssen wäre, wenn die Angabe für den Nikotingehalt konkretisiert wird, in welcher Einheit dieser angegeben werden muss. Ohne exakte Regelung darf jeder selber wählen, ob diese Angabe in %, in mg/ml oder in mg/Füllmenge angegeben wird.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 24 Abs. 3:</p> <p>Streichung Abs. 3;</p>
smoke-shop.ch	25			<p>Artikel 25 ist redundant mit Artikel 23</p> <p>Die Redundanz kann verhindert werden, indem Artikel 25 sich ausschliesslich auf die Meldung der Emissionen von Tabakprodukten bezieht. Für nikotinhaltige elektronische Zigaretten werden keine Emissionswerte verlangt. An dieser Stelle weise ich auch nochmals ausdrücklich auf den Antrag für Artikel 23 Abs. 3 hin. Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 34</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 25 Abs. 1-4:</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>Art. 25 Meldung der Emissionen der Produkte 1 Wer Tabakprodukte herstellt oder einführt, muss dem BAG die Emissionen der Produkte melden. 2 Bei jeder wesentlichen Änderung des Produkts muss eine neue Meldung erfolgen. 3 Der Bundesrat regelt den Inhalt und die Modalitäten der Meldung. Er beachtet dabei die Fabrikationsgeheimnisse. 4 Das BAG veröffentlicht die erhaltenen Angaben im Internet.</p>
smoke-shop.ch	34	1	<p>Gemäss Artikel 5 dürfen nikotinhaltige elektronische Zigaretten, mit Ausnahme des Nikotins, kein Risiko für den Konsumenten darstellen. Artikel 4 Abs. 2 bestimmt, dass der Konsument «vor falschen Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können», geschützt ist. Die reine Vermutung reicht nicht aus, um die Bevölkerung vor möglichen, vermuteten (nicht sicher – Täuschung!) Gefahren zu warnen. In dubio pro reo. Deshalb stellen wir folgenden Antrag auf Änderung: Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 37</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 34 Abs. 1:</p> <p>1 Die zuständigen Behörden von Bund und Kantonen informieren die Öffentlichkeit über bekannte Gesundheitsrisiken der Tabakprodukte und der nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten.</p>
smoke-shop.ch	34	3	<p>Es ist begrüssenswert, dass die Bevölkerung über wissenschaftliche Erkenntnisse von allgemeinem Interesse im Bereich des Gesundheitsschutzes informiert wird. Die noch bessere Lösung ist, wenn die Öffentlichkeit auch über gesundheitspolitische Vorteile und über die schadensmindernden Möglichkeiten der Produkte im Vergleich mit anderen Produkten, informiert werden.</p> <p>In der Drogenprävention ist die Schadensminderung seit Jahrzehnten im Gesetz verankert. Warum die Schadensminderung bei Rauchern bisher und gemäss diesem Vorschlag auch in Zukunft nicht berücksichtigt wird, ist unverständlich.</p> <p>Ebenso unverständlich bleibt, warum das BLV mit der Verfügung (BBl. 2015/7788) vom November 2015 vor dem BVGer versucht, nikotinhaltige Nachfüllflüssigkeiten zu verbieten und das BVGer die lange Frist ohne Urteilsfindung mit der Komplexität des Falles begründet (wir hatten jeweils für die selbe Komplexität 30 Tage Zeit). Der Frage, warum das BLV gegenüber dem BVGer den Standpunkt vertritt, das BLV könne in einer Verfügung keine Massnahmen erlassen, obwohl genau dies das BLV schon mehrmals getan hat, so beispielsweise in der Verfügung zu Sprayprodukten zur Selbstverteidigung: Altersvorgabe und Warnhinweise und Schutz; also genau das, was wir für nikotinhaltige elektronische Zigaretten auch brauchen, wird bis heute von allen Parteien mit Verweis auf das TabPG ausgewichen. Es handelt sich um ein Scheinargument des BLV, in einer Verfügung keine Massnahmen erlassen zu können und das wissen sie selbst auch</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>– siehe Replik zu BBl. 2015/7788.</p> <p>Vom BLV haben wir vor dem BVGer gefordert, dass Massnahmen in der Verfügung hätten erlassen werden sollen, exakt solche, wie nun im zweiten Vorentwurf des TabPG vorgesehen sind. Dem BAG und ebenso dem BLV sind die wissenschaftlichen Erkenntnisse über die gesundheitspolitischen Vorteile, wie auch die marginalen Risiken im Vergleich zu Tabakprodukten seit langer Zeit bekannt.</p> <p>Das Verbot der kommerziellen Einfuhr und des Inverkehrbringens nikotinhaltiger E-Zigaretten durch die Allgemeinverfügung des BLV vom 12. November 2015 richtet zweifellos weitaus mehr gesundheitlichen Schaden an, als es nikotinhaltige Dampfgeräte jemals hätten tun können.</p> <p>Es widerspricht meiner Auffassung eines Rechtsstaats, wenn das BLV zwar gesetzeskonform, jedoch mit einer im Licht der vom BLV selber bestätigten deutlich geringeren Schädlichkeit nicht nachvollziehbaren Pedanterie ein Verbot erlässt, allfälligen Beschwerden die aufschiebende Wirkung entzieht, und anschliessend jede mögliche Fristverzögerung nutzt, um das Verfahren in die Länge zu ziehen.</p> <p>Bei jährlich 9500 Personen, welche an den direkten Folgen des Rauchen sterben, 3.9 Mia volkswirtschaftlichem Schaden und ebenso 1.7 Mia Kosten im Gesundheitswesen, alles zu Lasten des Volkes ist es aus Sicht des Bürgers unverständlich, warum Raucher noch viele weitere Jahre warten müssen bis sie in den Genuss der viel weniger schädlichen Alternativen kommen können, obwohl die Vorteile hinreichend bekannt sind. Ebenso werden die hohen Gesundheitskosten unnötig hochgehalten, in einer Zeit wo täglich darüber diskutiert wird, wie man selbige senken könnte.</p> <p>Wer dann auch noch über fehlende AHV/IV Einnahmen als mögliche Einflüsse (selbes Departement) spekulieren würde, wäre wohl ein Schelm. Gemäss BAG reduziert sich die Lebenserwartung täglich rauchender Menschen gegenüber Nichtrauchenden im Durchschnitt um 14 Jahre, das ergibt bei angenommenen 20'000 Franken Rente pro Jahr doch ein sattes Plus von 280'000 Franken bei Rauchern.</p> <p>Warum der Bundesrat die Motion 17.4106 von Angelo Barrile zur Ablehnung empfiehlt, welche den Bundesrat beauftragen würde, die unabhängige Forschung von alternativen Produkten zu den Tabakprodukten voranzutreiben und mit Bundesmitteln zu fördern, ist ebenso unverständlich.</p> <p>Deshalb stelle ich aus gesundheitspolitischen Gründen folgenden Änderungsantrag:</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 34 Abs. 3:</p> <p>3 Sie informieren die Öffentlichkeit insbesondere über wissenschaftliche Erkenntnisse von allgemeinem Interesse im Bereich des Gesundheitsschutzes und über gesundheitspolitische Erkenntnisse im Zusammenhang mit Tabakprodukten oder nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten und der Prävention der durch den Konsum dieser Produkte verursachten</p>
--	--	--	--

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				Krankheiten.
smoke-shop.ch	35	3		<p>Sofern der Artikel 3 Abs. g gemäss Antrag so geändert wird, dass der Import nicht dem Bereitstellen gleichgestellt wird, ist der Artikel nicht zu beanstanden.</p> <p>Sollte Artikel 3 Abs. g wie im Vorentwurf vorgeschlagen bestehen bleiben, so muss Bst. c von Artikel 35 Abs. 3 gestrichen werden. Sollte die Einfuhr dem Bereitstellen auf dem Markt gleichgestellt werden, dürfen Produkte für Marktteilnehmer nicht zurückgewiesen werden, ansonsten wird die Selbstkontrolle der Importeure verunmöglicht (Produkte die nicht den Qualitätsanforderung entsprechen können im Rahmen der Selbstkontrolle nicht zum Verkauf freigegeben werden) und eine Kennzeichnung durch den Importeur verhindert.</p> <p>Damit verstösst Art 35 Abs. 3 gegen das Verhältnismässigkeitsprinzip (BV, Art. 5), er schränkt die Grundrechte der Schweizer Firmen unverhältnismässig ein ohne dass ein öffentliches Interesse oder der Schutz der Bevölkerung es erfordern würden (Art 36 Abs 2 BV). und missachtet die Wirtschaftsfreiheit(Art 94 Abs. 1-4 BV). Ebenso missachtet der Gesetzgeber den Parlamentswillen, welcher die Legalisierung des Marktes fordert. Der «Import» darf nicht dem «Bereitstellen» gleichgesetzt werden oder Produkte für Marktteilnehmer nicht zurückgewiesen werden.</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 35 Abs. 3:</p> <p>Sofern Artikel 3 Abs. g dahingehend geändert wird, dass der Import nicht dem Bereitstellen gleichgestellt wird, ist nichts zu ändern. Erläuterungen zum zweiten Vorentwurf des TabPG Version 1.0 RD 28.02.2018 40</p> <p>Sollte Artikel 3 Abs. g unverändert bestehen bleiben, so stelle ich den Antrag Art 35 Abs. 3 Bst. c zu streichen;</p>
smoke-shop.ch	2	1	b	<p>Bundesgesetz vom 3. Oktober 2008¹⁷ zum Schutz vor Passivrauchen</p> <p>ES GIBT KEINE RECHTFERTIGUNG, ERWACHSENE MENSCHEN VOR PASSIVDAMPF VON NIKOTINFREIEN ELEKTRONISCHEN ZIGARETTEN ZU SCHÜTZEN. ES HANDELT SICH UM DIESELBEN INHALTSSTOFFE, WELCHE IN DER INDUSTRIE FÜR DIE VERKAUFSANREGENDEN AROMAVERNEBLER EINGESETZT WERDEN.</p> <p>Dazu eine Geschichte von mir als Vater und Händler elektronischer Zigaretten:</p> <p>E-Zigaretten für Kinder – Warum das Sinn macht</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>Zurzeit läuft die Vernehmlassung zum zweiten Vorentwurf des Tabakproduktegesetzes (TabPG) in der Schweiz. Das Parlament hat den Bundesrat beauftragt, die Werbung von Tabakprodukten welche sich hauptsächlich an Minderjährige richtet zu verbieten und das Mindestalter für Tabakprodukte auf 18 Jahre festzulegen. Ausserdem verlangte das Parlament vom Bundesrat, er solle weniger schädliche Produkte wie E-Zigaretten differenziert regulieren. Dieser Auftrag ist zu begrüssen. Das BAG ist von Amtes wegen zusätzlich auch dem Jugendschutz und dem Schutz der Menschen vor unerwarteten Risiken verpflichtet. Der Bundesrat hat diesen Auftrag allerdings zum Anlass genommen, in Zukunft auch nikotinfreie E-Zigaretten und nikotinfreie Nachfüllflüssigkeiten für Minderjährige zu verbieten. Damit überschreitet er die vom Parlament geforderten Massnahmen unverhältnismässig und bewirkt genau das Gegenteil von dem, was das Ziel des TabPG ist: «Den Menschen vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten zu schützen».</p> <p>Papi – bringst du mir eine gute E-Zigarette nach Hause?</p> <p>Vor ungefähr zwei Jahren kam meine 15-jährige Tochter von der Schule nach Hause und fragte mich: «Papi, bringsch mer bitte es guets Dampf he?» Als Vater und Geschäftsführer einer E-Zigaretten Firma guckte ich sie zuerst mit offenem Mund an – und erwiderte: «Gahts no?». Meine Tochter erklärte mir dann, dass viele ihrer Schulfreundinnen Zigaretten oder auch Joints ausprobieren, dass sie das aber nicht tun möchte Das sei auch der Grund warum sie eine nikotinfreie E-Zigarette möchte. Sie erklärte mir, dass sie auf keinen Fall Nikotin konsumieren möchte, weil sie das bisher nie benötigte und es auch nicht will. Sie ermahnte mich allerdings auch, dass die Inhaltsstoffe der Liquide vergleichbar sind mit Lebensmittel oder frischer Luft. Ohne Nikotin sind E-Zigaretten harmloser als die eingeatmete Luft in der Stadt Zürich. Natürlich hatte sie mich damit erwischt. Was wollte ich ihr da entgegnen, zumal sie diese Erklärungen seit Jahren immer wieder im Geschäft gehört hat. Ich brachte ihr also in den folgenden Tagen eine gute E-Zigarette mit ein paar leckeren Nachfüllflüssigkeiten (ohne Nikotin) nach Hause. Die Freude darüber war in den ersten Tagen gross – zugegeben, es sieht auch «cool» aus, so viel Dampf. Mit ihrer besten Freundin hat sie in den folgenden Wochen zwei bis dreimal ein paar Fotos für «Instagram» gemacht und dann wurde das Gerät wieder über Monate nicht mehr gebraucht. Heute – zwei Jahre später liegt das Dampfgerät immer noch meist unbenutzt herum. Das ist aber gut so, denn meine Tochter raucht bis heute keine Zigaretten, sie will das nicht und ebenso hält sie es mit dem Kiffen. Weil bekannt ist, dass Jugendliche in der Phase des erwachsenwerden so oder so Substanzen ausprobieren und Grenzen kennen lernen müssen macht es keinen Sinn, ihnen ein harmloses Produkt (ohne Nikotin) zu verbieten.</p> <p>Wichtig ist es auch zu wissen</p> <p>Die zum Kaufen animierenden Aroma-Vernebler des Detailhandels beinhalten dieselben Stoffe wie in E-Zigaretten ohne Nikotin verdampft werden. Warum beim Einkaufen von den Aroma-Verneblern kein Risiko ausgeht, die Menschen aber sonst im Leben mit der «Gesetzgebung zum Schutz vor Passivrauch» vor etwas Ungefährlichem geschützt werden sollen nur weil es aussieht wie «Rauch», möchte ich im Bezug auf den Gesundheitsschutz und das Gesundheitsrisiko vom BAG</p>
--	--	--	--

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				<p>gerne erläutert haben. «Philgood», ein langjähriger Erklär-Dampfer machte bereits vor Jahren einen schönen Vergleich mit Rivella. Keinem Parlamentarier käme es in den Sinn das Nationalgetränk «Rivella» zu verbieten nur weil es ähnlich aussieht wie Bier. Keiner käme auf die Idee zu glauben, dass Rivella zum Bier trinken animieren würde. Wieso aber soll eine angenehm duftende nikotinfreie E-Zigarette (denken sie an den Aroma Vernebler) dazu verleiten auf eine übelriechende, stinkige Tabakzigarette umzusteigen? Befällt sie im Migros auch immer die archaische Lust jetzt unbedingt eine Zigarette kaufen zu wollen und sofort Raucher zu werden? Mich auch nicht, nein. Wenn E-Zigaretten ohne Nikotin für Minderjährige verboten werden, steigt die Gefahr, dass diese zur Tabakzigarette greifen, weil die Verfügbarkeit einfacher und grösser ist. Bitte denken sie mal darüber nach.</p> <p>ES IST WICHTIG JUGENDLICHE VOR DEM RAUCHEN ZU SCHÜTZEN</p> <p>Absolut einverstanden bin ich mit der Meinung, dass Jugendliche so weit möglich vor den Gefahren des Rauchens geschützt werden müssen.</p> <p>AM EINFACHSTEN GELINGT DAS, WENN JUGENDLICHE GAR NIE MIT RAUCHEN BEGINNEN. JUGENDLICHE, DIE BEREITS RAUCHEN, SOLLTEN MÖGLICHST SCHNELL WIEDER DAMIT AUFHÖREN. STUDIEN ZEIGEN: WER ALS JUGENDLICHER NICHT RAUCHT, FÄNGT ALS ERWACHSENER KAUM MEHR DAMIT AN.</p> <p>Gerade deshalb ist es auch von enormer Wichtigkeit den heranwachsenden dieses Ventil zu lassen, denn die Studien belegen auch, dass dieses «ausprobieren» zum erwachsen werden gehört.</p> <p>Deshalb stelle ich aus gesundheitspolitischen Gründen folgenden Änderungsantrag:</p> <p>Änderungsvorschlag für Art. 2 Abs 1. Bst. b Bundesgesetz vom zum Schutz vor Passivrauchen</p> <p>b. die Verwendung von Tabakprodukten zum Erhitzen sowie nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten nach Artikel 3 Buchstaben c und f TabPG.</p>
smoke-shop.ch	10	1	a	<p>Bundesgesetz vom 24. März 2006 über Radio und Fernsehen</p> <p>Die Argumentation entspricht der Selben wie Art 2 Abs 1 Bst. b Bundesgesetz vom zum Schutz vor Passivrauchen</p> <p>b. die Verwendung von Tabakprodukten zum Erhitzen sowie nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten nach Artikel 3 Buchstaben c und f TabPG.</p> <p>Deshalb stelle ich aus gesundheitspolitischen Gründen folgenden Änderungsantrag:</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				Änderungsvorschlag für Art. 10 Abs 1. Bst. a Bundesgesetz über Radio und Fernsehen a. Tabakprodukte und nikotinhaltige elektronische Zigaretten nach Artikel 3 Buchstaben a und f des Tabakproduktegesetzes vom ...
smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				
smoke-shop.ch				

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

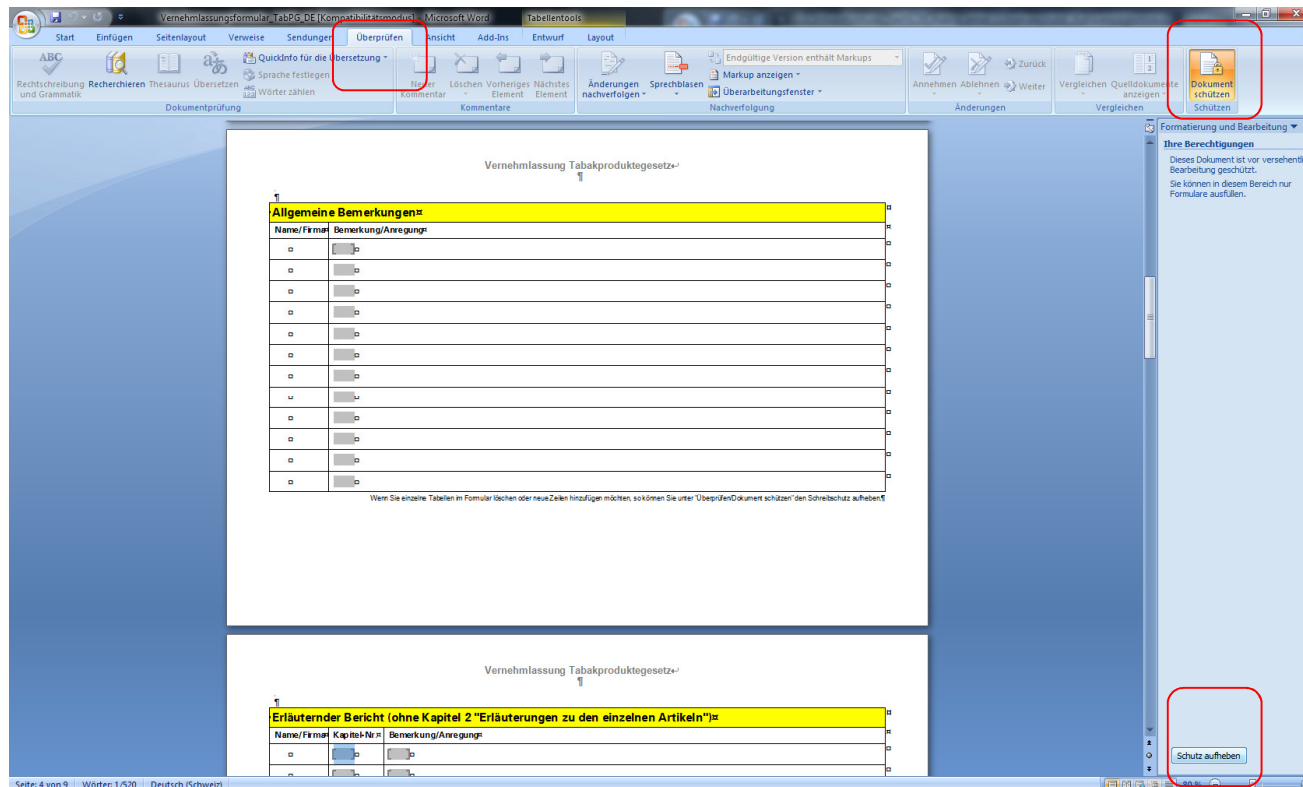
Unser Fazit	
<input checked="" type="checkbox"/>	Zustimmung
<input checked="" type="checkbox"/>	Änderungswünsche / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Grundsätzliche Überarbeitung
<input type="checkbox"/>	Ablehnung

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:

1. Dokumentschutz aufheben
2. Zeilen einfügen mit Copy-Paste
3. Dokumentschutz wieder aktivieren

1 Dokumentschutz aufheben



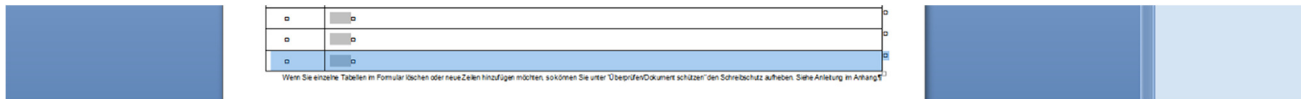
Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

2 Zeilen einfügen

Ganze Zeile mit leeren grauen Feldern markieren (die Zeile wird blau hinterlegt)

Control-C für Kopieren

Control-V für Einfügen



3 Dokumentschutz wieder aktivieren

Vernehmlassung Tabakproduktegesetz-

Stellungnahme von¶

Name / Firma / Organisation : ¶

Abkürzung der Firma / Organisation : ¶

Adresse : ¶

Kontaktperson : ¶

Telefon : ¶

E-Mail : ¶

Datum : ¶

Wichtige Hinweise:¶

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen.¶
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Extras/Dokumentenschutz aufheben" den Schreibschutz aufheben.¶
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.¶
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am 12. September 2014 an folgende E-Mail Adresse: ¶
dm@baq.admin.ch und tabak@baq.admin.ch¶

1. **Formatierungseinschränkungen**
Formatierungen auf eine Auswahl v
Formatvorlagen beschränken
Einstellungen...

2. **Bearbeitungseinschränkungen**
 Nur diese Bearbeitungen im Dokume
zulassen:
Ausfüllen von Formularen
Abschnitte ausblenden

3. **Schutz anwenden**
Sind Sie bereit diese Einstellungen zu
übernehmen? (Sie können sie später
abschalten.)

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Helvetic Vape

Abréviation de la société / de l'organisation : HV

Adresse : 1000 Lausanne

Personne de référence : Olivier Théraulaz

Téléphone : 079.530.29.03

Courriel : olivier.theraulaz@helveticvape.ch

Date : 23.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales _____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire ») _____	18
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire » _____	54
Projet de loi sur les produits du tabac _____	72
Notre conclusion _____	73
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes _____	74

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
HV	<p>A propos de l'association</p> <p>Helvetic Vape est l'association suisse à but non-lucratif des vapoteurs (consommateurs). Issue de la société civile, elle représente la vision d'usagers de nicotine qui désirent prendre soin de leur santé et de celle de leur entourage. L'association est financée par les cotisations et les dons de ses membres ainsi que par la vente d'articles de merchandising. Elle est totalement indépendante des industries du tabac, du vapotage et pharmaceutique. Elle ne dépend d'aucune subvention institutionnelle ou étatique (liée ou non à l'impôt sur le tabac).</p>
HV	<p>Nom de l'avant-projet et terminologie</p> <p>Le nom complet donné à cet avant-projet de loi essaye de faire croire à une réglementation différenciée entre les produits du tabac et les produits de vapotage. Mais il est à noter que le nom court de l'avant-projet reste "Loi sur les produits du tabac". L'acronyme n'a pas changé non plus et reste "LPTab". Il ne fait aucun doute que la deuxième partie du nom complet de la loi sera toujours escamotée et que, dès lors, on perdra de vue que cette loi tente de réglementer deux familles de produits très différentes en terme de fonctionnement, d'impact et de risques. Le nom de cet avant-projet sert donc à assimiler les produits de vapotage aux produits du tabac sans grande différence avec le premier projet LPTab.</p> <p>Par ailleurs, il convient de parler de produits de vapotage (Dampf Produkte / prodotti di svapo) lorsque l'on veut désigner l'ensemble des produits. De systèmes de vapotage lorsqu'on désigne du matériel en général (une terminologie plus spécifique permet de catégoriser les sous-parties de matériel). Et de liquide de vapotage pour désigner les liquides destinés à être vapotés. "Cigarette électronique" est à proscrire à cause de la confusion générée du fait qu'une cigarette contient par définition toujours du tabac et qu'elle s'utilise par combustion. De plus "cigarette électronique" suppose un système complet qu'il est difficile de réglementer pragmatiquement à cause du manque de nuance. Le DFI, sourd aux sources d'information sérieuses, se fourvoie dans cette terminologie erronée depuis 10 ans et il a manifestement contaminé le Conseil fédéral. Les mots ont un sens, ils définissent des concepts. En empêchant la conceptualisation des produits de vapotage autrement que comme des cigarettes, le Conseil fédéral perpétue la désinformation, tari la réflexion et favorise le marché des produits du tabac combustibles.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

HV	<p>Au sujet de la nicotine</p> <p>Cet avant-projet frileux n'intègre pas comme principe une ré-évaluation des usages de nicotine, principe essentiel à une stratégie de minimisation des dommages axée sur un report modal depuis les modes de consommation les plus dangereux vers des modes de consommation bénins. La nicotine mime les effets du neurotransmetteur acétylcholine¹. En agissant comme modulateur, elle permet le déclenchement d'autres neurotransmetteurs, notamment de dopamine. Elle aide ainsi la concentration, l'attention et agit sur l'humeur². Des recherches ont montré un possible intérêt de la nicotine pour le traitement de maladies psychiques telles que le parkinson³, l'alzheimer⁴, le syndrome de Tourette⁵. Des études laissent entrevoir des possibilités de traitements nicotiques de la schizophrénie⁶. Le tabagisme très élevé chez les personnes atteintes de schizophrénie pourrait être un facteur d'auto-protection⁷ par la consommation de nicotine. La consommation de nicotine réduit de moitié le risque de contracter la maladie de Parkinson⁸. A la fois en raison du peu de gains financiers potentiels pour l'industrie pharmaceutique et de la diabolisation de la nicotine, ces études peinent à se développer depuis vingt ans⁹.</p> <p>La prévalence de consommation de nicotine est corrélée à des situations de stress vécu. Environ la moitié des personnes souffrant de troubles psychologiques et près de la moitié des personnes ayant perdu leur emploi consomment de la nicotine¹⁰. Les groupes sociaux stigmatisés (ethnies minoritaires, orientation sexuelles¹¹ notamment) et soumises à un stress social ont des prévalences de consommation de nicotine nettement supérieures aux groupes sociaux favorisés et dominants¹². En Suisse, le niveau de stress scolaire ressenti des adolescents de 11-15 ans s'accompagne d'une plus importante prévalence tabagique déclarée¹³.</p> <p>La nicotine augmente le métabolisme de base et semble avoir un effet coupe-faim. Des prises de poids apparaissent fréquemment lors du sevrage tabagique et peuvent devenir problématiques au niveau sanitaire. La substitution nicotinique, notamment via le vapotage, semble permettre un bon contrôle du poids¹⁴. Il a par ailleurs été mis en évidence que la nicotine a des effets positifs sur la performance¹⁵.</p> <p>La nicotine est un alcaloïde au profil toxicologique proche de celui de la caféine, selon le Pr Karl Fagerström¹⁶, auteur du test mondialement utilisé pour évaluer l'addiction tabagique. Son action est dite bi-phasique, stimulant dans un premier temps, et relaxant sur une durée de consommation plus longue¹⁷. Hors du tabac, son addictivité est moyennement faible. En vente depuis près de quarante ans, les gommes à mâcher nicotinées n'ont pas entraîné «d'épidémie nicotinique», contrairement aux craintes des opposants dans les années 1970¹⁸. Les personnes sans passé tabagique devenant dépendantes de ces gommes à mâcher sont</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

extrêmement rares¹⁹.

L'écart d'addictivité entre la nicotine seule et le tabac pourrait s'expliquer par plusieurs facteurs liés à la cinétique du mode de consommation, aux additifs ajoutés au tabac et à la combustion²⁰. La phase gazeuse de la fumée, obtenue à haute température de combustion, concourt à une assimilation rapide dans les poumons, permettant à la nicotine d'atteindre le cerveau en quelques secondes. "L'absorption rapide rend le produit plus addictif pour plusieurs raisons. (...) La cigarette est un dispositif optimal pour promouvoir et maintenir l'addiction à la nicotine", explique le Royal College of Physicians dans son rapport de 2007²¹. Avec des modes de consommation propre, la nicotine met plusieurs minutes à atteindre le cerveau²².

L'alcalisation, via notamment la présence d'ammoniac dans la fumée de cigarette, rend la nicotine plus bio-disponible²³. Enfin, selon des recherches, notamment de Jean-Pol Tassin, l'addiction tabagique serait liée au dégagement de substances inhibitrices de monoamine oxydase (MAO), telles que les furanes, lors de la combustion des sucres naturellement présents dans le tabac ou ajoutés par l'industrie²⁴. Le possible rôle d'autres additifs, tels que la theobromine, alcaloïde du cacao, a été évoqué²⁵.

Un phénomène particulier de l'inhalation de nicotine s'est révélé avec le vapotage. Le "throat-hit", la contraction du larynx au passage du flux de nicotine dans la gorge, agit comme pré-signal au cerveau. Celui-ci déclenche alors le circuit de la récompense qui relâche des neurotransmetteurs en anticipant l'assimilation de nicotine. C'est probablement une des clefs d'explication, malgré la plus faible vitesse d'absorption de la nicotine vaporisée que fumée, du plus grand succès du vapotage en comparaison des substituts nicotiques conventionnels, qui ne procurent pas cette sensation intimement liée au plaisir. L'obtention d'un bon hit par le néo-vapoteur est crucial dans une perspective de sevrage tabagique pour éliminer la sensation de manque²⁶. La concentration élevée de nicotine du liquide vapoté est l'élément principal pour obtenir le hit (de manière secondaire, le choix d'arômes, le ratio entre PG et VG, les caractéristiques de l'atomiseur jouent aussi un rôle). Imposer une concentration de nicotine trop basse, comme l'a fait l'Union Européenne, prive potentiellement une part importante de fumeurs du dosage adéquat pour un sevrage tabagique à l'aide du vapotage.

La nicotine pure, même de grade pharmaceutique, peut contenir des traces d'impuretés résiduelles provenant de son extraction du tabac (comme des nitrosamines spécifiques du tabac ou des résidus chimiques du processus d'extraction). Des sociétés commercialisent aujourd'hui de la nicotine de synthèse, non issue du tabac. Bien que très pure, elle est cependant plus chère que la nicotine de qualité pharmaceutique extraite du tabac et son utilisation peine à s'imposer. La nicotine à haute dose est toxique et peut entraîner la mort. Mais aux doses absorbées en usage normal, elle ne présente aucun risque d'intoxication sévère. Il est impossible de faire une overdose létale de nicotine par inhalation. Une légère surdose de nicotine sera immédiatement perçue par l'utilisateur qui adaptera sa consommation. Ce phénomène est bien documenté chez les fumeurs qui régulent automatiquement leur consommation

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

de nicotine par autotitration²⁷. La nicotine pure peut également être toxique par contact cutané mais aux taux de dilution généralement trouvés dans les liquides de vapotage, le risque est très faible.

Le risque d'intoxication sévère à la nicotine existe lorsqu'elle est ingérée, intentionnellement²⁸ ou par accident. L'estimation actuelle de la dose létale de nicotine par voie orale pour un humain (DL50 orale) se situe entre 6.5 mg et 13 mg par kilo de poids corporel²⁹. Pour un adulte le risque est faible d'autant que la nicotine provoque un réflexe vomitif. Mais une bouteille de liquide, comme un paquet de cigarettes, un paquet de gommes à mâcher ou de patchs, peut contenir une dose suffisante de nicotine pour provoquer une intoxication grave chez l'enfant malgré le réflexe vomitif^{30 31 32}. Selon les données anglaises, les enfants de moins de cinq ans sont particulièrement susceptibles aux cas d'intoxication³³. La petitesse des contenants, plus facilement préhensibles par de petits enfants, la curiosité infantile et une plus grande sensibilité aux toxiques peuvent en être les raisons.

Les données de ToxInfo Suisse place les médicaments et les produits domestiques comme principales causes d'intoxications avec 61,9% des appels au service. Les intoxications par "Produits d'agrément, drogues et alcool" représentent seulement 3,4% des appels³⁴, les intoxications à la nicotine ne représentent qu'une partie de ces appels, malheureusement non différenciée par ToxInfo. La porte-parole de ToxInfo ne donne pas de chiffres mais précise que les appels pour des problèmes d'intoxication aiguë par nicotine concernent essentiellement des petits enfants ayant avalé par "méprise" du tabac. Ces cas ne nécessitent, la plupart du temps, qu'une surveillance à domicile pendant que l'organisme métabolise. De très rares tentatives de suicide d'adultes par ingestion de tabac ont été enregistrées.

La nicotine en tant que substance chimique pure (CAS 54-11-5) n'est pas directement réglementée par le droit suisse mais par le droit européen en matière de produits chimiques qui est repris dans l'Ordonnance sur les produits chimiques (OChim)³⁵. La nicotine pure a fait l'objet d'une récente harmonisation au niveau européen³⁶ concernant la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances. Cette directive fixe la catégorie de produits dans laquelle sera classée une préparation en fonction des substances chimiques qu'elle contient. La classification détermine, entre autres, les labels de dangers à inscrire sur les emballages. Toutes les préparations contenant de la nicotine y sont soumises. Cette réglementation permet de mettre sur le marché à destination du public des préparations contenant jusqu'à 10% de nicotine.

Tous les produits contenant de la nicotine devraient être disponibles uniquement dans des emballages empêchant l'accès aux enfants en fonction des normes existantes³⁷ pour ce type de protection. Les produits contenant de la nicotine doivent également faire l'objet d'une information au public sur le stockage. Il faut conseiller aux usagers de les tenir à l'abri des enfants et des animaux domestiques, de la même manière que les produits chimiques ménagers (détergents, lessives, etc...) et les médicaments qui sont, de loin, la

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

principale source d'intoxications domestiques graves. Des limitations de contenance des produits de vapotage contenant de la nicotine sont inutiles du moment que les emballages respectent les normes, notamment de sécurité pour les enfants. Des conditionnements plus petits signifierait plus d'emballages et plus de pollution, une multiplication des risques - à la fois par le nombre et par la susceptibilité des enfants de moins de 5 ans à s'emparer de petits objets - et des prix plus élevés pour les usagers, les groupes sociaux défavorisés seraient les plus touchés.

Le présent avant-projet ne semble pas avoir été élaboré à partir d'une réévaluation pragmatique des usages de nicotine mais plutôt à partir d'une peur de la nicotine basée sur les dommages engendrés par son mode de consommation le plus répandu, la combustion. Par conséquent, le Conseil fédéral manque un point essentiel pour réglementer efficacement une différenciation des produits. Il perpétue une image diabolisée de la nicotine amalgamée avec le tabac, la combustion, les maladies et les décès alors qu'il est important de dissocier la nicotine des conséquences de la combustion afin de favoriser l'usage de modes de consommation moins dommageables pour la santé. Une information du public claire et pragmatique sur les bénéfices et les risques de l'usage de nicotine est nécessaire.

1 Tabac, comprendre la dépendance pour agir ; Centre d'expertise collective INSERM, 2004.

2 LE HOUZEC J. Nicotine : abused substance and therapeutic agent. J Psychiatry Neurosci 1998, 23 : 95-108

3 Rusted JM et al. "Nicotinic treatment for degenerative neuropsychiatric disorders such as Alzheimer's disease and Parkinson's disease." Behav Brain Res. 2000 Aug; 113(1-2): 121-9

4 Fratiglioni L et al. "Smoking and Parkinson's and Alzheimer's disease: review of the epidemiological studies." Behav Brain Res 2000 Aug; 113(1-2): 117-20

5 Howson AL, et al. "Clinical and attentional effects of acute nicotine treatment in Tourette's syndrome." Eur Psychiatry. 2004 Apr; 19(2): 102-12

6 Nicotine reverses hypofrontality in animal models of addiction and schizophrenia, Fanny Koukouli et al., Nature Medicine, 23, 347–354 (2017), doi:10.1038/nm.4274

7 Zammit S, et al. "Investigating the association between cigarette smoking and schizophrenia in a cohort study." Am J Psychiatry. 2003 Dec; 160(12): 2216-21

8 Allam MF et al. "Young onset Parkinson's disease and smoking: meta-analysis." Rev Neurol 2003 Dec 16-31; 37(12): 1101-3

9 <http://www.nytimes.com/1997/01/14/science/researchers-investigate-horrors-nicotine-s-potential-benefits.html>

10 Constance Jean, Peretti-Watel Patrick, «La cigarette du pauvre», *Ethnologie française*, 3/2010 (Vol. 40), p. 535-542.

11 <http://www.advocate.com/commentary/2017/2/10/vaping-best-way-stop-lgbt-smoking>

12 Poverty as a smoking trap ; *International Journal of Drug Policy*, Volume 20, Issue 3, Pages 230-236 Patrick Peretti-Watel, Valérie Seror, Jean Constance, François Beck

13 Enquête Health Behaviour in School-aged Children (HBSC) 2014, communiqué de presse d'Addiction Suisse le 4 avril 2017.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

- [14](#) Marewa Glover, PhD, Bernhard H. Breier, PhD, Linda Bauld, PhD; Could Vaping be a New Weapon in the Battle of the Bulge?. *Nicotine Tob Res* 2016 ntw278. doi: 10.1093/ntr/ntw278
- [15](#) Meta-analysis of the acute effects of nicotine and smoking on human performance, Heishman et al., 2010, DOI 10.1007/s00213-010-1848-1
- [16](#) Determinants of Tobacco Use and Renaming the FTND to the Fagerström Test for Cigarette Dependence ; Karl Fagerström, Oxford University Press ; Society for Research on Nicotine and Tobacco, 2011 ; doi: 10.1093/ntr/ntr137
- [17](#) The Classification of Smoking by Factorial Structure of Motives ; M. A. H. Russell, J. Peto and U. A. Patel ; Journal of the Royal Statistical Society. Series A (General), Vol. 137, No. 3 (1974), pp.313-346
- [18](#) The Technopolitics of Nicotine Replacement from Nicorette® Gum to E-Cigarettes ; Mark Elam, 2014, in Blok, A. and Gundelach, P. (eds) The Elementary Forms of Sociological Knowledge. Essays in Honour of Margareta Bertilsson
- [19](#) Addiction to the nicotine gum in never smokers; Jean-François Etter, BMC Public Health 2007, 7:159 Doi: 10.1186/1471-2458-7-159
- [20](#) Tobacco Additives, Cigarette Engineering and Nicotine Addiction; Action on Smoking and Health, Imperial Cancer Research Fund; 1999; <http://ash.org.uk/download/tobacco-additives-report/>
- [21](#) *“Rapid absorption makes the product more addictive for several reasons (44). First, high concentrations in arterial blood are delivered to the brain quickly, and these high levels produce a greater intensity of brain stimulation. Rapid delivery of high levels also allows a smoker to overcome the effects of short-term tolerance to the actions of nicotine. Since nicotine effects are perceived quickly, rapid delivery also allows the smoker to titrate the dose of nicotine to optimise effects on arousal and mood. Finally, the temporal proximity of reinforcement to drug taking is known to promote the self-administration of drugs in general. Thus the cigarette is an optimal device for promoting and sustaining nicotine addiction”* (p. 98-99), Royal College of Physicians ; Harm reduction in nicotine addiction: helping people who can't quit. A report by the Tobacco Advisory Group of the Royal College of Physicians. London: RCP, 2007
- [22](#) Role of nicotine pharmacokinetics in nicotine addiction and nicotine replacement therapy: a review ; Le Houezec, J ; [The International Journal of Tuberculosis and Lung Disease](#), Volume 7, Number 9, September 2003, pp. 811-819(9)
- [23](#) Gérard Dubois, Le rideau de fumée, ed. du Seuil, 2003
- [24](#) Lanteri C, Hernández Vallejo SJ, Salomon L, Doucet EL, Godeheu G, Torrens Y, Houades V, Tassin JP. Inhibition of monoamine oxidases desensitizes 5-HT1A autoreceptors and allows nicotine to induce a neurochemical and behavioral sensitization. (2009) J Neurosci. 29:987-997 ; DOI: <https://doi.org/10.1523/JNEUROSCI.3315-08.2009>
- [25](#) Les additifs du tabac, prec. cité.
- [26](#) Throat hit in users of the electronic cigarette: An exploratory study. Etter, Jean-François ; Psychology of Addictive Behaviors, Vol 30(1), Feb 2016, 93-100. <http://dx.doi.org/10.1037/adb0000137>
- [27](#) Abrégé d'addictologie, 2ème édition, 2013, chapitre Clinique de la dépendance tabagique, C. Gilet.
- [28](#) Suicide Attempt by Poisoning Using Nicotine Liquid For Use in Electronic Cigarettes, Eberlein et al. doi: 10.1176/appi.ajp.2014.14030277
- [29](#) Mayer, B. (2014). How much nicotine kills a human? Tracing back the generally accepted lethal dose to dubious self-experiments in

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>the nineteenth century. Archives of Toxicology, 88(1), 5–7. http://doi.org/10.1007/s00204-013-1127-0</p> <p>30 Acute intoxication with nicotine alkaloids and cannabinoids in children from ingestion of cigarettes, Malizia E et al., Hum Toxicol. 1983 Apr;2(2):315-6</p> <p>31 Cigarette and nicotine chewing gum toxicity in children, Smolinske et al., Hum Toxicol. 1988 Jan;7(1):27-31</p> <p>32 http://www.timesofisrael.com/police-investigating-toddler-death-from-nicotine-overdose/</p> <p>33 National Poisons Information Service: Report 2013/14. 2014: Public Health England. Cité dans E-cigarettes: an evidence update, Public Health England, août 2015.</p> <p>34 ToxInfo Suisse - Communiqué de presse 05.01.2017, http://toxinfo.ch/customer/files/586/Medienmitteilung-2017Jan05-zu-JB2016_F_V02.pdf</p> <p>35 Ordonnance sur la protection contre les substances et les préparations dangereuses RS 813.11</p> <p>36 http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32017R0776&from=FR</p> <p>37 https://www.iso.org/ics/55.020/x/</p>
HV	<p>Manque de vision et d'ambition</p> <p>L'ensemble de cet avant-projet est engoncé dans des considérations d'un autre âge et ne présente aucune vision novatrice du problème tabagique. Ce n'est pas une solution d'avenir mais une resucée de vieux principes qui n'obtiennent plus de résultats tangibles depuis déjà 10 ans dans notre pays. Le taux de prévalence du tabagisme en Suisse se situe entre 22,9% et 40,2% de la population de plus de 15 ans¹. Le taux, sous-évalué mais officiellement admis, d'environ 25% de fumeurs n'a plus significativement changé depuis 2008². Le rapport d'analyse d'impact de la réglementation (AIR) de cet avant-projet prévoit seulement 40'000 fumeurs de moins en 2060. Une baisse de seulement 2% sur plus de 2 millions de fumeurs en 42 ans... le Conseil fédéral ne fait pas preuve de beaucoup d'ambition dans ce domaine.</p> <p>Les échecs et les difficultés rencontrés avec les différentes lois de prévention depuis plusieurs années montrent clairement qu'il est temps d'initier une réflexion plus générale pour mettre en oeuvre une politique novatrice incluant les usagers. Les factions qui s'affrontent traditionnellement sur ces questions sclérosent les débats depuis trop longtemps et empêchent de vraies avancées en santé publique. Croire qu'on supprimera les effets du problème tabagique simplement en interdisant la publicité pour le tabac et en fixant un âge légal d'achat national est illusoire. Ça ne veut pas dire qu'il ne faut pas le faire mais qu'il faut faire bien plus et bien mieux en collaboration avec les usagers de nicotine. Pour cela, le point de départ des réflexions doit être une stratégie de minimisation des dommages pour sauver rapidement des vies³. Ce n'est malheureusement pas le point de départ de cet avant-projet.</p> <p>La loi qui a le plus d'impact sur l'industrie du tabac est la loi du marché. Les usagers de nicotine font le marché et ne sont pas juste</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

des moutons abrutis par la publicité. Ce sont des acteurs majeurs du changement, il faut travailler avec eux plutôt que contre eux et ne pas laisser ce champ d'action à la seule industrie du tabac. Jusqu'ici, la politique en matière de tabagisme s'est attachée à stigmatiser les usages de nicotine sans distinction, à promouvoir uniquement l'abstinence absolue et à concentrer la majorité des efforts sur la prévention de l'entrée en consommation. Cet avant-projet ne va pas plus loin, il ne permet même pas d'atteindre un seuil d'efficacité dans ces domaines et il ne répond aucunement aux défis qui se posent. Le tabagisme est un problème sanitaire et social qui ne peut être plus longtemps maltraité par les autorités. Une politique ouverte et pragmatique intégrant les usagers de nicotine comme partie de la solution a plus de chances de mener à des résultats tangibles qu'une politique de stigmatisation sans compassion basée sur la peur.

Cet avant-projet manque cruellement d'inspiration quant aux mesures à prendre en matière de pilotage, de recherche et d'imposition pour avoir un impact sérieux. Pour piloter efficacement un report modal de consommation vers les produits les moins risqués, un groupe d'experts indépendants devrait être spécifiquement nommé avec des objectifs clairs de résultats. Ce groupe pluridisciplinaire devrait intégrer des représentants d'usagers, des professionnels des addictions, des scientifiques du domaine de la minimisation des dommages et des fonctionnaires de la santé publique. Le pilotage devrait se faire à partir d'un système de monitoring fréquent, efficace et indépendant des flux entre les modes de consommation de nicotine. L'Ordonnance du 30 juin 1993 concernant l'exécution des relevés statistiques fédéraux devrait être modifiée pour charger l'Office fédéral de la statistique de mettre en oeuvre ce monitoring.

Il est facile d'appeler à plus de recherche indépendante sur les nouveaux produits, comme le fait cet avant-projet sans grande conviction, mais encore faut-il créer les conditions favorables à cette recherche. Les mandats scientifiques ne doivent pas être astreints uniquement à la recherche de potentiels risques mais aussi tenir compte des éventuels bénéfices de la nicotine et de ses divers modes de consommation. Une science de qualité ne cherche pas à justifier à tout prix une idée morale préconçue mais à confronter une théorie à la réalité. Une science dogmatisée ne cherchant que les risques de l'eau, finirait forcément par recommander son interdiction.

Une part beaucoup plus importante des taxes sur le tabac (produits les plus dangereux) devrait servir à financer le groupe de pilotage, le monitoring, la recherche indépendante et les mesures favorisant un report modal de consommation. Si la Suisse veut réellement prendre des mesures fortes menant à la fin de l'usage de produits du tabac combustibles elle devrait au minimum consacrer 15% de l'impôt sur le tabac à la réalisation de cet objectif. Il est également nécessaire de revoir la manière d'attribuer les subventions. Le Fond de prévention du tabagisme (FPT) a été créé en 2004 et il est géré par l'Office fédéral de la santé publique (OFSP). Ce fond est entièrement dédié à la prévention de l'usage de tabac, sans distinction entre les formes de consommation. L'ordonnance, qui fixe les

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>buts du FPT, ne fait pas état de la minimisation des dommages. Un fond de prévention du tabagisme qui n'accorde pas de subventions aux chercheurs indépendants désirent faire de la recherche sur les nouveaux produits n'est plus à même d'appréhender l'avenir et doit être entièrement réformé. La prévention seule ne suffit pas. Il faut agir sur tous les fronts pour être efficace. Le FPT devrait être transformé en Fond pour la Minimisation des Dommages (FMD) et les attributions de subventions par ce fond devraient être gérées par le groupe d'experts pilotant la stratégie globale de minimisation des dommages.</p> <p><u>1</u> Consommation de cigarettes non taxées en Suisse; Claude Jeanrenaud, Alain Schoenenberger, Lasha Labaze; Institut de recherches économiques, Université de Neuchâtel; Décembre 2016</p> <p><u>2</u> Gmel, G., Kuendig, H., Notari, L., Gmel, C. (2017). Monitorage suisse des addictions - Consommation d'alcool, de tabac et de drogues illégales en Suisse en 2016. Lausanne: Addiction Suisse</p> <p><u>3</u> David B. Abrams, Allison M. Glasser, Jennifer L. Pearson, Andrea C. Villanti, Lauren K. Collins, and Raymond S. Niaura, Harm Minimization and Tobacco Control: Reframing Societal Views of Nicotine Use to Rapidly Save Lives, Annu. Rev. Public Health 2018. 39:14.1–14.21, https://doi.org/10.1146/annurev-publhealth-040617-013849</p>
HV	<p>Position sur l'avant-projet</p> <p>L'association Helvetic Vape rejette cet avant-projet. Le Conseil fédéral avait l'occasion de faire beaucoup mieux que le premier projet LPTab, il fait globalement moins bien. De plus, il rate complètement la différentiation des produits voulue par le Parlement. Ce ratage ne relève pas de quelques détails facilement amendables dans le projet mais d'une incompréhension totale du concept de minimisation des dommages, de graves lacunes de connaissance, teintées d'obscurantisme, concernant les produits et d'un manque de courage politique.</p> <p>Notre rejet n'exprime pas une volonté de blocage mais plutôt une volonté d'ouverture. Cet avant-projet, par sa nature et ses failles, polarise les opinions sur des thèmes qui, à eux seuls, ne feront pas avancer la santé publique. Il est préférable de recommencer à zéro sur des bases plus saines, axées sur la minimisation des dommages par un report modal de consommation vers les produits les moins dangereux. Le Conseil fédéral, par deux fois, a montré qu'il n'était pas capable de produire une proposition de loi cohérente, pragmatique et tournée vers l'avenir.</p> <p>Différentes options de remplacement qui ne s'excluent pas mutuellement dans le temps sont possibles :</p> <ol style="list-style-type: none">1. une régulation simple, rapide et efficace des produits de vapotage dans le cadre de la LDAI complétée par l'élaboration d'une

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>future loi tabac visant la fin de l'usage des produits combustibles;</p> <ol style="list-style-type: none">si nécessaire, bien que plus coûteuse, une loi spécifique aux produits de vapotage (LPVap), toujours en parallèle d'une loi tabac visant l'obsolescence du tabac combustible;soit, enfin, une loi beaucoup plus globale sur les usages potentiellement addictifs réglant de manière cohérente et pragmatique tous les usages de substances (légales et illégales), tous les modes de consommation et tous les comportements pouvant devenir problématiques (remplaçant LStup, LPTab, LPVap, LAIc, LJAr, etc. et redéfinissant les frontières avec la LPTh) sur le principe de la minimisation des dommages et en accord avec les stratégies nationales du Conseil fédéral.
HV	<p>Stratégie globale de minimisation des dommages</p> <p>Outre les éventuels risques potentiels pour la santé inhérents aux substances consommées, le mode de consommation, plus ou moins propre, influence grandement les dommages sanitaires pour l'utilisateur de substances. La Suisse et le monde évoluent et tentent de se doter d'outils pour adresser des problèmes majeurs de santé publique. Mais ces évolutions tendent encore à se focaliser sur les substances et la prévention d'usage, à sous-estimer le grave problème que représente la combustion comme mode de consommation et à sous-évaluer le potentiel des solutions existantes de minimisation des dommages.</p> <p>Une politique cohérente de minimisation des dommages devrait s'axer sur :</p> <ul style="list-style-type: none">• une fin programmée de la consommation de substances par combustion;• un report modal des usages les plus dommageables vers les usages les moins dommageables;• une compréhension accrue des besoins des usagers de substances;• une prise en compte effective de toutes les catégories sociales;• une intégration systématique des usagers au processus d'élaboration des politiques les concernant. <p>La consommation de substances par combustion doit devenir obsolète le plus rapidement possible car les nombreux dommages qu'elle engendre sont trop importants. Tout végétal brûlé dégage du monoxyde de carbone et des milliers de substances toxiques et/ou cancérigènes sous forme solide ou gazeuse. Le monoxyde de carbone se lie facilement au sang en prenant la place de l'oxygène¹. Son inhalation asphyxie l'organisme et tous les organes en souffrent, particulièrement le système cardio-vasculaire. Une inhalation de monoxyde de carbone à hautes doses, même sur une courte période, peut entraîner la mort. Les poumons pollués par les particules solides ne peuvent progressivement plus se nettoyer. Emphysèmes, bronchites chroniques (BPCO) ou au moins un</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

volume respiratoire amoindri apparaissent après seulement quelques années d'utilisation régulière de la combustion comme mode de consommation. Les cigarettes combustibles de tabac dégagent plus de 5'300 substances toxiques dont plus de 70 cancérigènes identifiés².

Certaines de ces substances sont présentes dans le tabac ou le papier des cigarettes. D'autres proviennent des produits chimiques ajoutés au tabac par l'industrie. Environ 600 additifs sont autorisés mais cachés au consommateur³. Les additifs représentent aujourd'hui 10% du poids d'une cigarette⁴. Enfin, certains sont créés au moment de la combustion par pyrolyse. Le cannabis, lorsqu'il est brûlé, produit 34 cancérigènes identifiés mais le risque cancérigène de sa consommation seule n'est pas établi⁵. Mélangé à du tabac industriel et du papier sous forme de joint, le mode de consommation privilégié par 90% des usagers de cannabis en Suisse⁶, les risques, notamment pulmonaires, liés au monoxyde de carbone, les goudrons et les substances toxiques et cancérigènes sont les mêmes qu'avec une cigarette de tabac combustible. Les mégots de cigarettes posent des problèmes environnementaux car ils absorbent tous les éléments toxiques et cancérigènes produits par la combustion⁷.

L'usage de la combustion comme mode de consommation de substances induit également un fort risque d'incendies domestiques. En Suisse, il y aurait environ 500 incendies par an liés aux produits du tabac combustibles, pour un coût d'environ 20 millions de CHF⁸. Ces incendies représentent 3% de l'ensemble des incendies et provoquent en moyenne 12 décès par année⁹. Ce type de sinistre est proportionnellement plus meurtriers ou invalidant pour les victimes car certains surviennent lors de l'endormissement de personnes en train de fumer. Les mégots mal éteints augmentent également le risque de feu de forêt¹⁰. Pour diminuer efficacement ces dommages liés à la consommation de substances par combustion, de simples invectives et quelques mesurées réglementaires ne suffisent pas. Une réflexion poussée sur tous les aspects du problème de la consommation de substances par combustion et une remise en cause profonde des vieux paradigmes qui freinent aujourd'hui l'innovation en matière de santé publique doivent s'enclencher.

Pour sortir de la combustion, une stratégie cohérente de report modal des usages les plus risqués vers les usages les moins risqués doit être mise en place sans fausse pudeur. Cela implique d'une part de rendre le plus attrayant possible les produits les moins risqués pour les fumeurs et d'autre part de rendre le moins attrayant possible les produits combustibles. Ces deux aspects sont aussi importants l'un que l'autre pour que l'effet de levier ait le plus d'impact possible. Un monitoring précis et très régulier des flux d'entrée/sortie des différents modes de consommations est essentiel pour piloter une telle stratégie et évaluer la balance bénéfique/risque des mesures prises. Il est également important d'accepter que des personnes entreront en consommation avec des produits peu dommageables pour la santé. Si l'on s'effarouche en brandissant le risque d'effet passerelle sans que le monitoring ne montre d'augmentation de l'usage de produits combustibles, on perdra de vue le but de la stratégie.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

L'exemple du Royaume-Uni, qui a réussi à faire chuter de plus de 20% son taux de tabagisme depuis 2011¹¹ en s'appuyant, entre autres, sur le vapotage, montre le potentiel d'une approche de minimisation des dommages. Pour favoriser le transfert des usages hors du tabac fumé, les autorités britanniques ont promu officiellement le vapotage et soutenu les fumeurs dans leur démarche de conversion¹². Les restrictions imposées par la Directive Produits du Tabac européenne de 2014 ont malheureusement freiné le mouvement. Par chance, le processus du Brexit donne aujourd'hui l'opportunité aux britanniques d'abolir les limitations sur le taux de nicotine maximum (2%), sur la contenance des fioles de recharge, sur le volume des atomiseurs et sur les restrictions de publicité pour les produits de vapotage¹³.

Autre succès de santé publique encore plus manifeste grâce à un produit à risques réduits, les suédois ont connu depuis les années 1990 un transfert de la consommation de nicotine des cigarettes fumées au snus, leur tabac oral avec un taux de nitrosamines réduit. Ce mouvement des usagers a permis à la Suède de se libérer des cigarettes, puisqu'il n'y a plus que 5% de la population qui fume¹⁴. Les maladies liées au tabagisme ont suivi l'évolution de ce report modal de masse, y compris pour les cancers oraux-buccaux et pancréatiques¹⁵. Rappelons que la Suisse a interdit la vente de snus à l'initiative de Peter Hess en 1991 au nom de la santé et de la lutte anti-tabac¹⁶. Dix ans plus tard, Peter Hess avouait travailler pour une filiale de British American Tobacco¹⁷.

L'opportunité d'un report modal a été gâchée en 1991 par l'interdiction du snus, une seconde chance a été gâchée en 2009 avec la prohibition administrative des liquides de vapotage nicotiné. Il est temps de corriger le tir. Un report modal de consommation ne pourra s'effectuer que grâce à une information claire et non-biaisée de la population. Or, les données provenant de l'étranger montrent que la perception du public des risques relatifs entre les différents modes de consommation de nicotine est faussée^{18 19}. Une récente étude américaine montre que seulement 41% des professionnels de santé interrogés considèrent que leurs patients pourraient améliorer leur santé en passant du tabac combustible au vapotage quotidien²⁰. Il n'existe malheureusement aucune donnée de ce type en Suisse à l'heure actuelle. Il est de la responsabilité du Conseil fédéral de mettre en place un cadre permettant d'informer efficacement et clairement la population et les professionnels de santé sur les moyens d'éviter et de minimiser les dommages.

La logique de stigmatisation des usagers a déjà montré toute l'étendue des ravages qu'elle peut faire dans le cadre de la guerre contre la drogue. Elle est totalement contre-productive et surtout, elle ne règle absolument pas les problèmes. La stigmatisation des usagers les amène à un retrait social et les enquêtes montrent que même les fumeurs cachent désormais leur consommation aux professionnels de santé pour éviter cette stigmatisation²¹. Une reconsidération des usages de substances, rompant avec un moralisme stérile et hostile aux usagers, est nécessaire. L'émergence du mouvement de minimisation des dommages impulsé par les usagers de vapotage donne l'opportunité historique d'une politique plus humaine tenant compte des bénéfices de la consommation de substances pour certaines catégories de personnes. Il est nécessaire, voire urgent, de transformer la perception qu'ont les fumeurs

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

d'eux-même en usagers de substance récréative pour leur permettre de faire des choix éclairés sur leur mode de consommation. La stigmatisation des fumeurs au travers des stratégies de "dénormalisation de l'acte de fumer" doit faire place à la dénormalisation de la combustion en tant que mode de consommation de substances en laissant les usagers s'inscrire dans une identité socialement acceptable de consommateurs de substances sans combustion.

Un cadre favorable doit être mis en place. La minimisation des dommages ne fonctionne jamais mieux que quand elle est initiée par les usagers, pour les usagers. L'intégration participative et le renforcement du pouvoir d'agir sont des facteurs décisifs pour dépasser les entraves à l'arrêt de la combustion, notamment pour les groupes défavorisés socialement. Dans le domaine du tabagisme, le modèle dominant jusqu'ici a été celui de l'abstinence totale. Le tournant qui s'amorce est similaire à la prise de conscience, au début des années 90, qu'il était possible et souhaitable d'aider sanitaire les usagers de drogues par des mesures simples de minimisation des dommages car, d'une manière générale, les usagers répondent mieux à une logique de substitution qu'à une logique de sevrage.

Une politique en faveur de toutes les catégories sociales, et pas seulement en faveur des plus privilégiés, est incontournable pour réduire le schisme social de santé. Les groupes sociaux les plus susceptibles de consommation de nicotine, pour ses vertus de régulation d'humeur, de stimulation intellectuelle, de réduction de troubles psychologiques et certains troubles neurologiques (Parkinson, Alzheimer...) sont les groupes sociaux les plus soumis à des conditions de vie défavorisées et/ou stigmatisées. Ne pas favoriser une politique de minimisation des dommages est une seconde peine ajoutée aux handicaps sociaux de ces groupes. En Suisse, selon l'étude de la cohorte Salpadia, en 2011 les personnes privilégiées ont trois fois plus de chances de réussir à arrêter de fumer que les personnes défavorisées. Cette injustice sociale n'était que de 1,3 en 1991²². Cette explosion des inégalités sociale de santé dans ce domaine a été créée par le paradigme actuel, hostile à la minimisation des dommages et de fait, en défaveur des classes à bas revenus, des groupes marginalisés par leur orientation sexuelle minoritaire, des personnes victimes de troubles psychiques ou atteinte dans leur santé physique et des personnes soumises à un stress social en raison d'échec scolaire ou professionnel. Cette politique mine dangereusement la cohésion sociale en Suisse alors qu'au Royaume-Uni, une politique ouverte à la minimisation des méfaits à l'aide du vapotage a réussi à éliminer l'inégalité sociale de chance au sevrage tabagique (STS)²³.

¹ L'intoxication au monoxyde de carbone en 2009; E. Schaub, M. Pellegrini, D. Pugin; Rev Med Suisse 2009; 5 : 1606-9

² IARC International agency for research on cancer, volume 100 E, Lyon 2012

³ Les additifs du tabac, l'ingénierie de la cigarette et la dépendance à la nicotine – Clive Bates, Dr Martin Jarvis, Dr Gregory Connolly ; 1999, traduit en français par Stop-Tabac.ch en 2005

⁴ European Commission, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR). Addictiveness and

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

- Attractiveness of Tobacco Additives; 2010
- [5](#) Volkow ND, Baler RD, Compton WM, Weiss SR. Adverse health effects of marijuana use. *N Engl J Med.* 2014; 370:2219–27. [PubMed: 24897085]
- [6](#) Global Drug Survey
- [7](#) Cigarettes Butts and the Case for an Environmental Policy on Hazardous Cigarette Waste, Thomas E. Novotny et al., 2009
- [8](#) Centre d'information pour la prévention des incendies (BFB-CIPI), Notice sur les dangers d'incendie
- [9](#) Prévention des incendies et produits du tabac - La situation en Suisse, Bianchi Conseils, 2010
- [10](http://www.waldbrandgefahr.ch/fr/incendies-de-foret/causes-dincendies-et-regles-de-conduite/) <http://www.waldbrandgefahr.ch/fr/incendies-de-foret/causes-dincendies-et-regles-de-conduite/>
- [11](#)
<https://www.ons.gov.uk/peoplepopulationandcommunity/healthandsocialcare/healthandlifeexpectancies/bulletins/adultsmokinghabitsin-greatbritain/2016#cigarette-smoking>
- [12](#) https://www.nhs.uk/oneyou/stoptober/home?gclid=CjwKCAjwxo3OBRBpEiwAS7X62TMrdcX8YnoOh3G-4NQW_YzpdvFHulaxADGfGEqBQvwPtuzIHZ15nxoC4kAQAvD_BwE#CpglrhIhirZpILXD.97
- [13](#) <https://www.parliament.uk/business/committees/committees-a-z/commons-select/science-and-technology-committee/inquiries/parliament-2017/e-cigarettes-17-19/>
- [14](#) Eurobarometer 458 <https://t.co/dP9ODFL6ub>
- [15](#) Use of moist oral snuff (snus) and pancreatic cancer: Pooled analysis of nine prospective observational studies. [Araghi M](#), [Galanti MR](#), [Lundberg M](#), [Lager A](#), [Engström G](#), [Alfredsson L](#), [Knutsson A](#), [Norberg M](#), [Sund M](#), [Wennberg P](#), [Trolle Lagerros Y](#), [Bellocco R](#), [Pedersen NL](#), [Östergren PO](#), [Magnusson C](#). *Int. J. Cancer.* 2017 May 9. doi: 10.1002/ijc.30773
- [16](#) https://www.parlament.ch/afs/data/f/gesch/1991/f_gesch_19913239_002.htm
- [17](#) https://www.parlament.ch/press-releases/Pages/2001/mm_2001-02-12_000_01.aspx?lang=1040&langCheck=2
- [18](#) Brose LS, Brown J, Hitchman SC, McNeill A. Perceived relative harm of electronic cigarettes over time and impact on subsequent use. A survey with 1-year and 2-year follow-ups. *Drug Alcohol Depen.* 2015;157:106-11
- [19](#) <http://scienceblog.cancerresearchuk.org/2018/02/07/misconceptions-about-e-cigarette-safety-might-be-stopping-smokers-using-them-to-quit/>
- [20](#) Baldassarri, S., Chupp, G., Leone, F., Warren, G., & Toll, B. (2017). Practise Patterns and Perceptions of Chest Health Care Providers on Electronic Cigarette Use: An In-Depth Discussion and Report of Survey Results. *Journal of Smoking Cessation*, 1-6. doi:10.1017/jsc.2017.6
- [21](#) Marc L Steinberg; Harms and Benefits of Stigmatizing Smoking, *Nicotine & Tobacco Research*, Volume 20, Issue 3, 7 February 2018, Pages 275, <https://doi.org/10.1093/ntr/ntx253>
- [22](#) <https://smw.ch/article/doi/smw.2017.14502>
- [23](#) <http://www.smokinginengland.info/>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions»)		
nom/société	chap. n°	remarque / suggestion :
HV	1.1.1	<p>Importance de l'avant-projet</p> <p>Dès le premier chapitre le Conseil fédéral omet de faire une distinction claire entre les produits du tabac combustibles et les produits de vapotage. Bien qu'il explique en une phrase, et à raison, que la nocivité provient essentiellement de la combustion, cette considération importante est noyée dans un vocable confus tout au long du chapitre et du reste du rapport. Toutes les données citées dans ce chapitre concernent uniquement la dangerosité des produits du tabac combustibles (alors qu'elles devraient se trouver dans le point 1.3.2 du rapport). Le Conseil fédéral n'a pas jugé opportun de mettre en miroir la faible dangerosité des produits de vapotage. Dès lors, il est impossible de maintenir une réflexion cohérente sur les différents profils de risque des produits. Ce problème est à l'origine de la plupart des conceptions erronées sur la minimisation des dommages. Le premier chapitre donne le ton et montre clairement que le Conseil fédéral n'a pas été en mesure d'appréhender la totalité de l'importance de l'avant-projet et les principes de base qui auraient pu conduire à un texte plus intelligent et respectueux de la volonté du Parlement en matière de différenciation des produits. Pour un avant-projet qui entend théoriquement réglementer deux familles de produits si différentes en terme de fonctionnement, d'impact et de risques, c'est fâcheux.</p> <p>Le Conseil fédéral ne juge pas important de mettre en oeuvre une stratégie de minimisation des dommages basée sur un report modal de consommation. Il se cantonne uniquement à la prévention et à la régulation du marché du tabac dans l'espoir de "<i>limiter les effets négatifs de la consommation de tabac sur la santé et l'économie</i>". Les produits de vapotage, en tant qu'outils de minimisation des dommages, ne sont donc malheureusement pas importants aux yeux du Conseil fédéral et l'ensemble de l'avant-projet le démontre.</p> <p>Par ailleurs, le Conseil fédéral semble ne pas vraiment savoir ce que contiennent ses propres stratégies nationales. Si la stratégie nationale MNT contient effectivement des éléments concernant le tabagisme, la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<p>stratégie nationale Addictions également :</p> <p><i>"Page 22, Point 2.2.1 Mandat du Conseil Fédéral - Sont concernées aussi bien les formes d'addiction classiques, comme la consommation excessive d'alcool, de tabac et de drogues, que les formes nouvelles, parmi lesquelles l'utilisation excessive d'internet. La Stratégie nationale Addictions est destinée à remplacer, en association avec la Stratégie nationale Prévention des maladies non transmissibles (MNT, cf. point 2.3.1), les programmes nationaux consacrés à l'alcool, au tabac, aux drogues ainsi qu'à l'alimentation et l'activité physique, qui arriveront à échéance fin 2016."</i></p> <p>L'oubli par le Conseil fédéral de ce point important dans l'élaboration d'un avant-projet de loi, qui fait globalement fi de la minimisation des dommages, montre que tout un pan de réflexion a été écarté. Aucune raison n'est donnée par le Conseil fédéral puisqu'il omet simplement d'informer à ce sujet.</p>
HV	1.1.2	<p>Réglementation actuelle</p> <p>Réglementation fédérale relative aux cigarettes électroniques</p> <p>Le Conseil fédéral informe que les produits de vapotage entrent dans le champ d'application de la LDAI et de l'ODAIU mais ne fait pas l'effort d'expliquer pour quelles raisons ils devraient en être partiellement sortis pour figurer dans un projet de loi sur les produits du tabac. Il n'explique pas non plus pourquoi l'ODAIU ne pourrait pas être modifiée pour légaliser les produits de vapotage contenant de la nicotine. L'effet pharmacologique de la nicotine n'est pas suffisant pour servir de base à une prohibition de 10 ans des produits de vapotage contenant de la nicotine et pour forcer ensuite leur réglementation par le biais d'une loi tabac. D'autant que tous les produits du tabac sont depuis longtemps soumis à l'article équivalent de l'ancienne ordonnance sans être interdits de vente. Et beaucoup de produits d'usage courant pourraient être considérés comme ayant des effets "pharmacologiques" ajoutés (la définition est suffisamment vague pour être interprétée au gré des intérêts de l'industrie pharmaceutique) sans qu'ils soient interdits de vente.</p> <p>Il est étonnant de constater que le Conseil fédéral juge dans ce rapport explicatif que la LETC ne permet pas la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

mise sur le marché de produits de vapotage contenant de la nicotine alors que deux recours sur cette question sont toujours pendants devant le Tribunal Administratif Fédéral (TAF) depuis décembre 2015. Il n'y a pas loin d'y voir une tentative pour influencer le tribunal dans ces procédures anormalement longues. On remarquera que l'argument principal de l'administration concernant un niveau de protection insuffisant, utilisé pour justifier la prohibition et repris dans ce rapport explicatif, est périmé. Depuis mai 2016, l'ensemble des pays de l'Union Européenne ont implémenté des mesures de contrôle et de notifications pour les produits de vapotage. Le Conseil fédéral oublie également de faire mention que des normes nationales réglant la production et les caractéristiques des produits de vapotage existent déjà pour élever le niveau de protection des usagers. En France il y a des normes pour le matériel¹, les liquides², les émissions³ et la distribution⁴. En Grande Bretagne une seule norme règle la fabrication, l'importation, les tests et l'étiquetage des matériels et liquides⁵. Des normes internationales sont en cours d'élaboration dans le cadre du Centre Européen de Normalisation (CEN)⁶ et de l'International Standardization Organisation (ISO)⁷. Enfin, le Conseil fédéral exprime ses craintes concernant la protection de la jeunesse et la "fumée passive". Pour ces sujet voir nos commentaires sur le chapitre 1.3.2 *Produits de vapotage* et sur le chapitre 2 Art. 47 *Modification d'autres actes*.

Le conseil fédéral estime sans autre explication que le sevrage tabagique est forcément thérapeutique. Ce préjugé semble trahir une erreur conceptuelle : le tabagisme n'est pas une maladie, il est une cause de maladies. Des pratiques comme la méditation, des exercices de respiration, boire des verres d'eau ou manger une pomme, etc., sont employés par les fumeurs en sevrage et recommandés par les tabacologues. Les verres d'eau et les pommes doivent-ils être soumis à la loi sur les produits thérapeutiques (LPT^h) ? Le choix malheureux de médicaliser les substituts nicotiques a entraîné leur échec en terme d'impact de santé publique. Arrêter de fumer est un acte personnel, qui doit être soutenu et accompagné, mais qui ne doit pas être stigmatisé par un "traitement thérapeutique". Le fait que l'industrie pharmaceutique se soit approprié des outils de réduction des risques contenant de la nicotine ces 40 dernières années ne doit pas servir d'exemple, au contraire. En en faisant des "médicaments" extrêmement chers, ces produits ont perdu toute attractivité auprès des fumeurs et n'ont jamais été en mesure de provoquer un report modal important. D'autant que pendant trop longtemps il a été conseillé de ne pas dépasser 3 mois d'usage par peur de la nicotine. Cependant, toutes ces années de vente de gommes nicotinées confirment que la consommation de nicotine ne

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

provoque pas de dommages sanitaires. Il n'y a pas de cas de cancer, ni de problèmes respiratoires, ni cardiovasculaires chez les usagers à long terme de substituts nicotiques. La mise en vente de gommes nicotinées n'a pas non plus, contrairement à la crainte exprimée à l'époque, provoqué d'épidémie d'addiction nicotinique ni de passerelle vers le tabagisme que ce soit chez les adultes ou les jeunes. Cette expérience valide que la consommation de nicotine n'est pas en elle-même un problème de santé publique⁹.

Par ailleurs, le Conseil fédéral oublie ici de préciser que les liquides de vapotage sont également déjà soumis à la LChim. La nicotine en tant que substance chimique pure (CAS 54-11-5) n'est pas directement réglementée par le droit suisse mais par le droit européen en matière de produits chimiques qui est repris dans l'Ordonnance sur les produits chimiques (OChim). La nicotine a fait l'objet d'une récente harmonisation au niveau européen concernant la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances⁹. Cette directive fixe la catégorie de produits dans laquelle sera classée une préparation en fonction des substances chimiques qu'elle contient. La classification détermine, entre autres, les labels de dangers à inscrire sur les emballages. Toutes les préparations contenant de la nicotine y sont soumises. Cette réglementation permet de mettre sur le marché à destination du public des préparations contenant jusqu'à 10% de nicotine, sauf pour les produits de vapotage en Suisse, alors que c'est le droit européen qui s'applique dans ce domaine.

Réglementation fédérale relative à la publicité, à la promotion et au parrainage

Pour soutenir une politique véritablement efficace et dynamique de sortie de la consommation de tabac fumé, la promotion et la publicité des produits de minimisation des dommages les moins risqués doivent être soutenues et facilitées. Elles ne devraient faire l'objet que d'un encadrement léger et peu restrictif jusqu'à ce que le taux de prévalence du tabagisme passe sous la barre des 5%. L'impact positif des publicités télévisées pour les produits de vapotage sur la réduction du tabagisme a été mesurée aux Etats-Unis : une augmentation de 10% des publicités pour le vapotage est liée à une augmentation de 0,8% des achats de ces produits et à une chute de 0,2% des ventes de cigarettes (tabac)¹⁰.

Par ailleurs, des mesures compensatoires devraient être instaurées dans la LR-TV. Pour chaque minute de

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<p>diffusion d'images de fumeurs ou de produits du tabac, par exemple dans des films ou séries télévisées, ainsi que pour chaque minute de sponsoring, par exemple dans le cadre de courses automobiles, les chaînes de télévision devraient être obligées de diffuser des spots publicitaires gratuits et des émissions d'information courtes sur les moyens de minimisation des dommages pour le double du temps de diffusion d'images sur le tabac.</p> <p><u>1</u> Cigarettes électroniques et e-liquides - Partie 1 : exigences et méthodes d'essai relatives aux cigarettes électroniques; Norme AFNOR XP D90-300-1, mars 2015, https://www.boutique.afnor.org/norme/xp-d90-300-1/cigarettes-electroniques-et-e-liquides-partie-1-exigences-et-methodes-d-essai-relatives-aux-cigarettes-electroniques/article/823264/fa059565?aff=2422</p> <p><u>2</u> Cigarettes électroniques et e-liquides - Partie 2 : exigences et méthodes d'essai relatives aux cigarettes e-liquides; Norme AFNOR XP D90-300-2, mars 2015, https://www.boutique.afnor.org/norme/xp-d90-300-2/cigarettes-electroniques-et-e-liquides-partie-2-exigences-et-methodes-d-essai-relatives-aux-cigarettes-e-liquides-/article/823265/fa059566?aff=2422</p> <p><u>3</u> Cigarettes électroniques et e-liquides - Partie 3 : exigences et méthodes d'essais relatives aux émissions; Norme AFNOR XP D90-300-3, juillet 2016, https://www.boutique.afnor.org/norme/xp-d90-300-3/cigarettes-electroniques-et-e-liquides-partie-3-exigences-et-methodes-d-essais-relatives-aux-emissions/article/868678/fa186224</p> <p><u>4</u> Cigarettes électroniques et e-liquides - Qualité de service du réseau de distribution des produits de la vape en points de ventes physiques; Norme AFNOR AC D90-301, mars 2017, https://www.boutique.afnor.org/norme/ac-d90-301/cigarettes-electroniques-et-e-liquides-qualite-de-service-du-reseau-de-distribution-des-produits-de-la-vape-en-points-de-vente/article/877096/fa187305</p> <p><u>5</u> Vaping products, including electronic cigarettes, e-liquids, e-shisha and directly-related products. Manufacture, importation, testing and labelling - Guide; Norme BSI PAS 54115:2015, July 2015, http://shop.bsigroup.com/ProductDetail/?pid=00000000030303130</p> <p><u>6</u> https://www.cen.eu/news/brief-news/pages/news-2015-002.aspx</p> <p><u>7</u> https://www.iso.org/news/2016/04/Ref2074.html</p> <p><u>8</u> https://www.rcplondon.ac.uk/projects/outputs/nicotine-without-smoke-tobacco-harm-reduction-0</p> <p><u>9</u> http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32017R0776&from=FR</p> <p><u>10</u> Advertising and Demand for Addictive Goods: The Effects of E-Cigarette Advertising ; Anna E. Tuchman ; October 26, 2017 ; Kellogg School of Management</p>
HV	1.1.3	<p>Problèmes de la réglementation actuelle</p> <p>Sur le plan formel la nouvelle LDAI exclut bien les produits du tabac de son champ d'application, c'est pourquoi cet avant-projet existe. Mais la nouvelle LDAI n'exclut pas les produits de vapotage de son champ d'application. Le Conseil fédéral se contente pourtant d'indiquer que les produits de vapotage avec nicotine</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

sont interdits en Suisse sans autre explication. Il omet consciencieusement d'expliquer que la prohibition actuelle sur les produits de vapotage est le seul fait de l'administration fédérale. Que cette prohibition s'appuie sur des bases légales et scientifiques plus que floues. Que la justice a été saisie contre la décision administrative fixant cette prohibition. Qu'une légalisation simple et efficace des produits de vapotage aurait pu être élaborée lors de la dernière révision du corpus d'ordonnances de la LDAI. Que tout cela ne sert qu'un but : l'assimilation des produits de vapotage aux produits du tabac.

Le Conseil fédéral aborde toutefois timidement une possible minimisation des dommages pour justifier son avant-projet en prenant soin d'utiliser le conditionnel pour signifier son manque de foi dans ce concept. Ce n'est pas suffisant dans un chapitre consacré aux problèmes de la réglementation actuelle. Plus de 60% des fumeurs en Suisse déclarent vouloir se sortir du tabagisme¹. L'expérimentation du vapotage par 15% de la population, soit plus d'un million de personnes selon les données d'Addiction Suisse, confirme cette envie². En l'absence de vente locale de liquides de vapotage nicotinés, le taux de conversion de l'essai à l'usage régulier a été très faible en Suisse, plus de six fois moindre qu'au Royaume-Uni dans le même laps de temps³. Un suisse sur vingt qui a essayé le vapotage en 2014 l'a adopté de manière régulière, quand un britannique sur trois en faisait de même.

La pratique de plus en plus courante du don de nicotine pour contourner la prohibition de vente des liquides nicotinés a probablement changé la donne en Suisse depuis 2016⁴. Reste que de forcer tout un pan de la population à s'habituer à devoir frayer avec la légalité pour avoir le droit d'arrêter de fumer est peu propice à cultiver l'esprit civique. Malgré la prohibition, le vapotage est devenu un des moyens de sevrage tabagique privilégiés par les fumeurs suisses. En 2015, 5,6% des ex-fumeurs ayant arrêté depuis un à cinq ans s'en sont aidés et 4,5% de ceux ayant arrêté depuis moins d'une année. En comparaison, le vapotage est devenue l'aide la plus utilisée aux Etats-Unis, avec 35,3% des tentatives d'arrêt tabagique entre 2014 et 2016⁵, et au Royaume-Uni en 2014 déjà 39,5% des ex-fumeurs récents l'utilisaient⁶.

Ces écarts s'expliquent par les réglementations, propices ou néfastes à l'arrêt tabagique par le vapotage. La comparaison des données recueillies entre 2010 et 2014 par l'International tobacco control four country (ITC) entre deux paires de pays montre clairement l'impact des réglementations sur les chances d'arrêt tabagique⁷.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

D'un côté, les Etats-Unis et le Royaume-uni alors peu restrictifs, et de l'autre l'Australie et le Canada exerçant de fortes restrictions à l'accès et l'usage des produits de vapotage. Tandis que 73,2% des fumeurs britanniques et américains sondés ayant tenté d'arrêter de fumer à l'aide du vapotage ont réussi au moins durant un mois, seuls 31,5% de leurs homologues australiens et canadiens ont connu la même réussite. Dans l'environnement plus propice, les fumeurs optant pour l'aide du vapotage augmentent leur chance de sevrage à un mois par 1,95 fois [OR = odd ratio] par rapport à aucune aide. Soit un peu plus qu'avec les substituts nicotiques (OR 1,64) et à peine moins qu'avec les drogues pharmaceutiques (OR 2,07). Mais dans les pays hostiles, utiliser le vapotage donne près de trois fois moins de chance de réussir (OR 0,36) que de se lancer sans aide. L'effet de facilitation du vapotage pour cesser de fumer ne s'exerce que dans un environnement facilitant l'accès à des produits diversifiés, efficaces, et avec nicotine, ainsi qu'un climat tolérant et serein face à leur usage.

La Suisse a jusqu'ici un profil réglementaire et statistique similaire au modèle répressif contre le vapotage, le plus nocif pour la santé publique. Environ un tiers des vapoteurs dans notre pays déclarent utiliser des liquides nicotinés, selon les données de faible ampleur d'Addiction Suisse, contre près de 75% des britanniques de l'enquête ITC. Dans cette étude, les fumeurs britanniques optant pour l'usage de liquides nicotinés ont eu 3,07 fois plus de succès dans leur sevrage tabagique que ceux utilisant le vapotage sans nicotine.

Le problème de la réglementation actuelle réside donc également dans le fait qu'elle empêche un report modal de consommation vers les produits peu dommageables pour la santé comme les produits de vapotage. Elle est trop peu restrictive envers les produits les plus risqués et inutilement restrictive envers les produits les moins risqués. Malheureusement cet avant-projet timide et incohérent ne réglera pas ce problème.

1 Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Désaccoutumance tabagique en Suisse en 2015 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne, Suisse

2 Gmel G., Kuendig H., Notari L., Gmel C. (2015). Monitoring suisse des addictions : consommation d'alcool, tabac et drogues illégales en Suisse en 2014. Addiction Suisse, Lausanne, Suisse

3 Use of electronic cigarettes (vapourisers) among adults in Great Britain, Action on Smoking and Health UK, Factsheet, mai 2016

4 <http://www.24heures.ch/vaud-regions/commerces-cigarette-electronique-offrent-nicotine-clients/story/21263956>

5 Caraballo RS, Shafer PR, Patel D, Davis KC, McAfee TA. Quit Methods Used by US Adult Cigarette Smokers, 2014–2016. Prev Chronic Dis 2017;14:160600. DOI: <http://dx.doi.org/10.5888/pcd14.160600>

6 National Centre for Smoking Cessation and Training; [Electronic cigarettes: A briefing for stop smoking services](#), February 2016

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<p>7 Hua-Hie Yong, PhD, Sara C. Hitchman, PhD, K. Michael Cummings, PhD, Ron Borland, PhD, Shannon M. L. Gravely, PhD, Ann McNeill, PhD, Geoffrey T. Fong, PhD; Does the Regulatory Environment for E-Cigarettes Influence the Effectiveness of E-Cigarettes for Smoking Cessation?: Longitudinal Findings From the ITC Four Country Survey. <i>Nicotine Tob Res</i> 2017 ntx056. doi: 10.1093/ntr/ntx056</p>
HV	1.2	<p>Débats parlementaires</p> <p>Le Conseil fédéral écrit : “<i>Le présent avant-projet (...) tient compte du mandat du Parlement (...) les produits alternatifs, comme les cigarettes électroniques, les produits du tabac à chauffer et le snus, doivent être réglementés spécifiquement.</i>” Le mandat du Parlement fixé par la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil des états en avril 2016 n’intègre pas une réglementation différenciée pour les produits du tabac à chauffer. La phrase exacte du communiqué de la Commission concernant sa proposition de renvoi du premier projet LPTab est en français : “<i>En outre, elle préconise de reconnaître les cigarettes électroniques et les produits du tabac destinés à un usage oral (snus) et d’établir pour eux une réglementation spécifique.</i>”¹ A quel moment et sur quelles bases le Conseil fédéral ou son administration a décidé d’intégrer les produits du tabac à chauffer dans son interprétation du mandat de réglementation spécifique des produits fixé par le Parlement ?</p> <p>1 https://www.parlament.ch/press-releases/Pages/mm-sgk-s-2016-04-22.aspx</p>
HV	1.3.1	<p>But, champ d’application et principes</p> <p>Le but de l’avant-projet est très mal posé. Outre qu’il assimile de fait les risques minimes du vapotage aux risques extrêmement élevés du tabac fumé, il démontre en plus que la volonté du Conseil fédéral, sous des dehors avenants de protection de l’être humain, ne coïncide pas avec des objectifs pragmatiques de santé publique. Pour viser à “<i>diminuer le nombre de décès et de maladies dues à la consommation de produits de tabac en Suisse</i>”, le but de ce projet de loi devrait être la fin programmée de l’usage de la combustion comme mode de consommation de nicotine par un report modal de la consommation de nicotine vers des modes de</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<p>consommation moins dommageables pour la santé.</p> <p>Le champ d'application présenté dans l'avant-projet de loi est beaucoup trop vague et flou et la protection contre la tromperie ne devrait pas s'appliquer qu'aux aspects relatifs à la santé. Les usagers ne veulent pas être trompés, quel que soit le domaine.</p>
HV	1.3.2	<p>Catégories de produits</p> <p>Le Conseil fédéral omet ici de présenter toutes les catégories de produits, en particulier les produits les plus dangereux, les produits du tabac combustibles. En effet, la présentation du tabac combustible a été faite dans le chapitre 1.1.1 sur l'importance de l'avant-projet. Cette manière de faire est trompeuse car elle empêche toute comparaison. A la fois dans le premier chapitre où les produits de vapotage sont absents et dans le présent chapitre où ce sont les produits combustibles qui sont absents. Cette manipulation limite les réflexions sur une véritable stratégie de minimisation des dommages.</p> <p>Redéfinition des catégories de produits</p> <p>Manifestement les "<i>nombreuses réflexions</i>", dont le Conseil fédéral nous parle au sujet des différents produits, n'ont pas été poussées assez loin. De plus, la recherche d'information sur les différents produits a manifestement été très limitée. Par ailleurs, les produits commercialisés par l'industrie pharmaceutique sont totalement absents des réflexions du Conseil fédéral sur la catégorisation des produits. Pourtant, ces produits contiennent de la nicotine et pourraient avoir un rôle à jouer dans une stratégie de report modal de consommation. Mais en les confinant dans un cadre pharmaceutique, ils perdent toute attractivité pour les fumeurs. Il est temps de les mettre en concurrence avec les autres produits nicotinés à faible risque sur le marché non protégé pour faire baisser leur prix.</p> <p>Une définition détaillée des catégories de produits au niveau d'une loi ne permettra pas une adaptation aisée</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

au futurs développements technologiques dans ce domaine en pleine évolution. Par conséquent, des opportunités de minimisation des dommages pourraient être à nouveau manquées comme avec le vapotage ces 10 dernières années. Si l'arrivée sur le marché suisse de nouveaux produits du tabac combustibles doit être empêchée, la mise sur le marché de nouveaux outils de minimisation des dommages doit être facilitée. Le Conseil fédéral ne semble pas avoir évalué ces éléments durant ses nombreuses réflexions

Vue d'ensemble des produits

Cette vue d'ensemble n'en est pas une puisqu'il manque des catégories de produits. De plus, il aurait été intéressant de faire figurer dans ce tableau du rapport explicatif une échelle des dommages comme élément de comparaison. Mais comme le but de cet avant-projet ne s'attache pas à un report modal de consommations des produits les plus dangereux vers les produits les moins dangereux, le Conseil fédéral ne livre qu'une vue d'ensemble stérile et incomplète.

Le Conseil fédéral persiste dans sa volonté ridicule de catégoriser les produits de vapotage en tant que "cigarette électronique". Mais il définit explicitement que les produits de vapotage ne sont pas des produits du tabac dans sa vue d'ensemble des produits. Rappelons que seuls les produits du tabac sont exclus de la nouvelle LDAI. Il n'y a donc aucune raison légale de réglementer les produits de vapotage au travers d'une loi tabac avec un nom à rallonge que personne n'utilisera à moins de faire passer ces produits pour des cigarettes. Cette mascarade est inacceptable, d'autant que cet avant-projet ne vise pas une stratégie pragmatique de minimisation des dommages par report modal de consommation.

Produits du tabac à chauffer

La définition des produits de tabac à chauffer est floue et sans critère objectif. Brûler du tabac est aussi d'une manière le chauffer. Qu'est-ce qui distingue les produits à fumer des produits à chauffer selon le Conseil

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

fédéral, à part les déclarations des industriels ? Un critère simple de discrimination entre produits du tabac à fumer et produits du tabac à chauffer est la présence ou non de monoxyde carbone dans les émissions (signe d'une pyrolyse ou d'une combustion). La protection contre la tromperie des usagers de nicotine est importante et doit s'appuyer sur des critères objectifs.

Il est intéressant de noter que le Conseil fédéral se garde d'une analyse trop poussée des effets sanitaires des produits du tabac à chauffer alors qu'il existe déjà plusieurs études scientifiques indépendantes sur le sujet. Il ne livre pas de réflexion sur l'intérêt éventuel de ces produits et le rôle négatif ou bénéfique qu'ils pourraient jouer alors qu'il le fait pour d'autres catégories de produits. Il se contente grosso modo de reprendre l'argumentaire des industriels. Difficile dès lors de produire une réglementation adaptée sur la différenciation des produits.

L'administration fédérale ayant déjà autorisé la mise sur le marché suisse de 3 produits du tabac à chauffer sans réglementation adéquate, ces produits existants seront-ils soumis à une notification ? Quels critères permettront de faire la différence entre une modification mineure d'un produit existant et un nouveau produit mis sur le marché nécessitant une notification ? Le Conseil fédéral est muet au sujet de ses réflexions sur ces points importants.

Produits du tabac à usage oral et à priser

Les données sur le snus mises en avant par le Conseil fédéral sont obsolètes pour certaines, erronées pour d'autres. La pratique en Suède a montré que le report modal de la consommation de nicotine des cigarettes vers le snus peut fonctionner¹, ainsi qu'en Norvège dans une moindre proportion. Aux Etats-Unis, le snus suédois n'a été autorisé à la commercialisation que récemment, le commentaire du Conseil fédéral à ce sujet est inopportun et semble confondre le snus suédois avec le peu recommandable snuff américain. Le snus suédois par étuvage lors de sa préparation inhibe l'activation microbienne des nitrites ce qui réduit considérablement sa teneur en nitrosamines spécifiques du tabac (TSNA)².

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

La consommation moyenne de nicotine par suédois est restée relativement stable, comprise en 4 et 5 grammes per capita à l'année depuis les années 1930 jusqu'à aujourd'hui. Mais depuis les années 1990, un report modal s'est effectué des cigarettes blondes vers le snus. Non seulement les maladies respiratoires liées au tabagisme ont diminué massivement, mais les taux des divers cancers se sont aussi réduits. Non seulement les cancers du poumon³, mais aussi les cancers pancréatiques et oraux-buccaux⁴.

Il est choquant de voir que le Conseil fédéral, 27 ans après avoir été trompé par le discours de Peter Hess pour interdire le snus, alors qu'il travaillait pour British American Tobacco (BAT), continue d'ignorer des faits probants sur ce produit dans son rapport explicatif alors qu'il obéit à un mandat du parlement instaurant la légalisation du snus.

Par ailleurs, il existe également des "snus" sans tabac qui ne rentrent dans aucune des catégories fixées par le Conseil fédéral. Là encore, la réflexion semble n'avoir pas été tournée vers l'avenir.

Produits à fumer à base de plantes

Le Conseil fédéral nous livre ici le fruit de sa réflexion sur le sujet en seulement 4 lignes qui montrent l'étendue de ses lacunes sur le sujet. Le cannabis pauvre en THC et riche en CBD n'a pas d'effet psychotrope, ou à un niveau négligeable. Ses usagers témoignent d'effets antalgiques, relaxants, voire sédatifs, anxiolytiques et anticonvulsifs. Le THC est apprécié de patients - notamment ceux souffrant de pathologies telles que la sclérose en plaque, de cancer ou du sida - pour ses propriétés anti-vomitives, myorelaxantes et analgésiques⁵. Le cannabis à faible teneur en THC n'est pas forcément destiné à être fumé. Des moyens de le consommer avec de bien moindres dommages pour le système respiratoire et cardio-vasculaire existent : par vaporisation ou par ingestion (en tisane par exemple). Tout ce qui semble intéresser le Conseil fédéral c'est l'impôt sur le tabac qu'il perçoit sur ces produits classés comme succédanés de tabac. Dans les cas des produits utilisés sans combustion cet impôt est hautement contestable et le Conseil fédéral ne souhaite probablement pas attirer l'attention là-dessus. Pourtant, dans le cadre d'une stratégie de minimisation des dommages axée sur un

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<p>report modal de consommation, il est primordial de prendre en charge l'information des citoyens sur les différents moyens de consommer de manière moins risquée ce produit en vente libre et de favoriser les modes de consommation les moins dommageables.</p> <p>Cigarettes électroniques Produits de vapotage</p> <p>Le Conseil fédéral indique que le "<i>présent avant-projet réglemente désormais non seulement les produits du tabac mais également les cigarettes électroniques avec nicotine ainsi que, dans une moindre mesure, celles sans nicotine</i>" mais il ne fournit aucune raison justificative. Il considère simplement que cela va de soi, probablement grâce à la confusion sciemment entretenue sur le mot "cigarette". Il n'envisage à aucun moment que l'amalgame ainsi créé pourrait être contre-productif. Il ne donne aucune information sur son interprétation du mandat donné par le Parlement au sujet d'une réglementation différenciée. Il n'analyse pas non plus les différentes options envisageables, signe que le présent avant-projet est basé sur des idées préconçues plutôt que sur une réflexion pragmatique.</p> <p>Il est navrant de constater que le Conseil fédéral n'est toujours pas en mesure de décrire correctement des produits qui sont sur le marché depuis plus de 10 ans et qu'il entend réglementer. Par contre il indique que "<i>Selon les indications des fabricants elles [les produits de vapotage] sont censées constituer une alternative saine à la consommation de tabac.</i>" mais aucune référence ne vient étayer ce propos. Dès lors, on ne sait pas de quels fabricants il s'agit, ni dans quel pays, ni quand. Cette phrase a simplement été reprise de la vieille lettre d'information n°146 de l'OFSP datant de 2009 qui a servi de base à la prohibition des liquides de vapotage contenant de la nicotine. Dans la même veine, le Conseil fédéral mentionne que "<i>la qualité de ces produits est très variable</i>" avec cette fois une référence mais datant de 2012. Dans un secteur aussi évolutif que les produits de vapotage, 6 ans c'est un gouffre. La qualité des produits actuels ne peut pas être comparée à ce qui se faisait à l'époque.</p> <p>Le Conseil fédéral ne fait pas preuve de plus de rigueur lorsqu'il tente de décrire les liquides de vapotage. Ces</p>
--	--	---

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

liquides contiennent soit du propylène glycole, soit du glycérol, soit les deux en proportions variables, éventuellement de l'eau, de l'alcool et d'autres additifs (tel que des conservateurs et/ou des colorants) en proportions variables, des arômes alimentaires en proportion variable et éventuellement de la nicotine, en proportion variable, dans sa forme freebase ou sous forme de sels. Le liquide de vapotage se transforme en aérosol lorsqu'il est chauffé. L'aérosolisation commence déjà aux alentours de 60°C. Plus loin, la qualification d'inconforts passagers comme des conséquences négatives pour la santé est passablement trompeur. D'autant que la toux survient dans beaucoup de cas d'arrêt du tabagisme et que les maux de tête sont également des symptômes très fréquents du sevrage tabagique. Le Conseil fédéral s'égare ensuite en parlant de "*risque de développer une forte dépendance*". Le corpus de connaissances actuelles amène à penser que le risque de développer une forte dépendance est faible avec le vapotage⁸. Et en 2018 mentionner que de la nicotine a été retrouvée dans des produits soi-disant sans nicotine c'est faire preuve de mauvaise foi. Ces faits se sont passés il y a 9 ans et les quantités retrouvées dans un seul produit étaient faibles, mais le lecteur non-averti ne peut pas en juger puisque l'affirmation du Conseil fédéral n'est pas référencée.

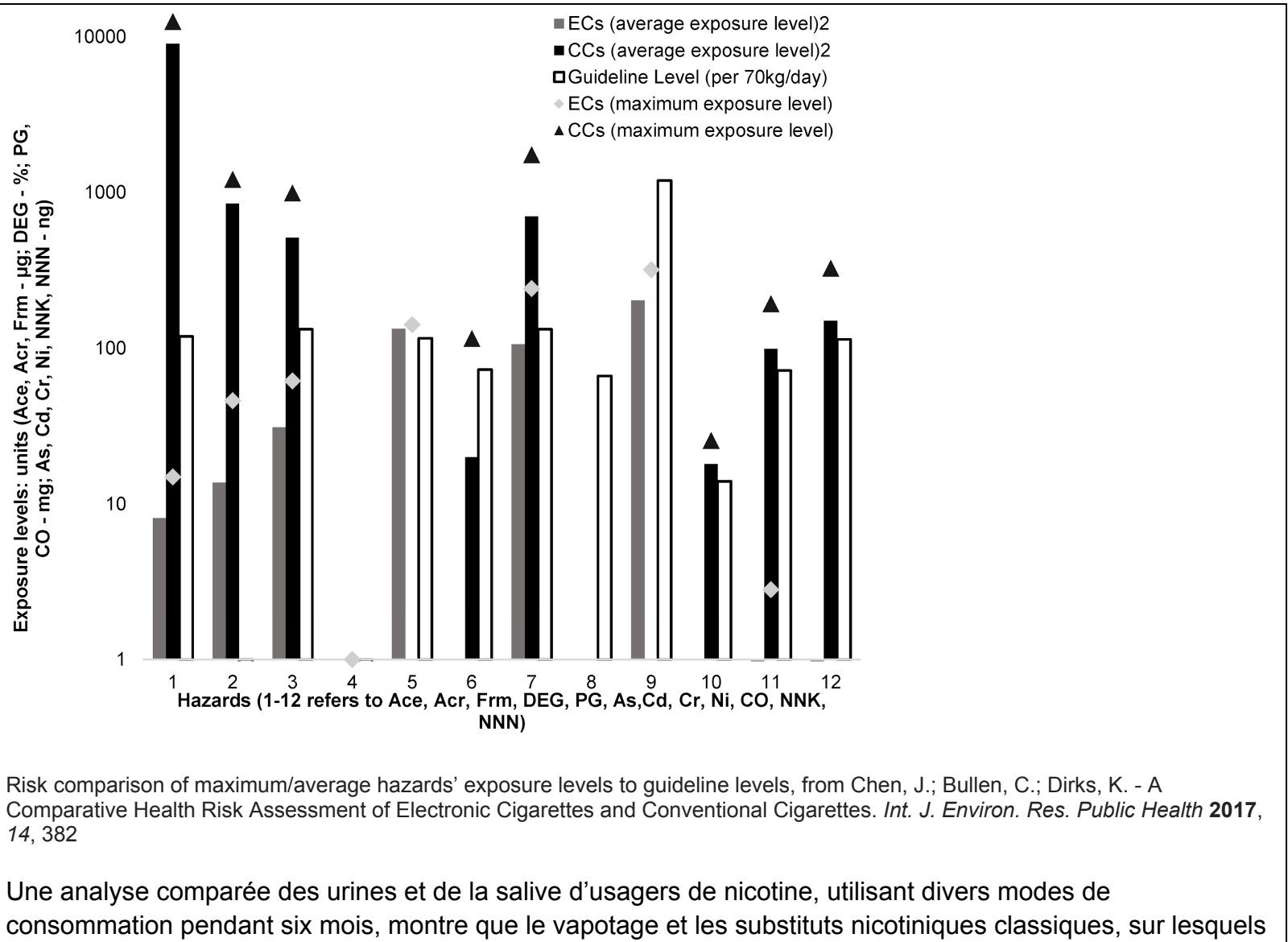
Globalement il semble que le Conseil fédéral n'a pas une connaissance approfondie des rapports scientifiques d'évaluation du vapotage de Public Health England de 2015, mis à jour en 2018, du Royal College of Physicians de 2016, de l'Université de Victoria au Canada en 2017 ni de celui d'un groupe d'experts mandatés par la fondation Truth Initiative aux USA en 2017. Si certains de ces rapports sont cités en référence par le Conseil fédéral, aucune explication détaillée de leur contenu n'est fournie. Seul le doute est mis en avant en comparant ces travaux sérieux avec les positions fort peu étayées scientifiquement de la Commission fédérale pour la prévention du tabagisme. Une commission qui ne s'attache qu'à la prévention d'usage et pas à la minimisation des dommages⁷.

Les études scientifiques existantes montrent que les éventuelles substances toxiques sont présentes à l'état de traces dans l'aérosol des produits de vapotage en utilisation normale et ne présentent pas de risque majeur pour la santé⁸. Les études sérieuses tendent toutes à montrer clairement qu'en l'absence de combustion, le vapotage permet de consommer des substances sans les méfaits liés au monoxyde de carbone et aux goudrons. La grande majorité des toxiques contenus dans les fumées issues de la combustion sont absents de

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<p>l'aérosol inhalé avec le vapotage. Les analyses effectuées dans des conditions réalistes d'usage⁹, montrent que les taux des quelques toxiques encore présents ne représentent qu'une part minime de ce que contient la fumée.</p> <p>Plusieurs rapports scientifiques convergent pour soutenir la réduction des méfaits pour l'utilisateur de substances qui passe de la fumée au vapotage. L'organisme anglais Public Health England (PHE) a été le premier à affirmer en 2015, sur la base de 185 études scientifiques, que le vapotage réduit les dommages d'au moins 95% par rapport à la consommation de cigarettes combustibles¹⁰. Son rapport mis à jour en début d'année 2018 réaffirme cette évaluation sur la base de plus de 400 études sélectionnées pour leur qualité et révisées¹¹. Le Royal College of Physicians (RCP), première institution de renommée mondiale à avoir dénoncé les méfaits du tabac en 1962¹², a confirmé l'estimation de PHE en 2016 dans son rapport "Nicotine without smoke - Tobacco harm reduction"¹³ par ces termes : <i>"Bien qu'il ne soit pas possible de précisément quantifier les risques à long terme pour la santé associés avec les cigarettes électroniques, les données disponibles suggèrent qu'il est peu probable qu'ils dépassent 5% des risques associés aux produits du tabac fumés, et pourraient bien être encore plus bas que ça."</i>¹⁴. Les rapports de l'Université de Victoria au Canada¹⁵ et de l'organisation anti-tabac américaine Truth Initiative¹⁶ vont dans le même sens, sans avancer de chiffre aussi précis.</p> <p>Une étude néo-zélandaise publiée en mars 2017, suivant la méthode d'évaluation américaine de l'Environmental protection agency (EPA), a confirmé les estimations de PHE concernant l'ampleur de la réduction des risques individuels pour des fumeurs se convertissant au vapotage¹⁷. (voir graphique)</p>
--	--	--

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation



Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

il y a plus de 30 ans de recul concernant la sécurité sanitaire, présentent des profils de réduction des risques quasi similaires¹⁸. Parmi les 26 substances recherchées, la métabolite NNAL, bio-marqueur de nitrosamine spécifique au tabac, cancérigène reconnu, était réduite de 97% chez les consommateurs de substituts nicotiques comme chez les vapoteurs, par rapport aux taux observés chez les fumeurs. L'étude conclut que l'usage exclusif à long terme du vapotage ou de substituts nicotiques, sans double usage avec des produits combustibles, présente des niveaux substantiellement réduits de cancérigènes et de toxiques. Sur la question spécifique des risques cardiovasculaires, le vapotage est beaucoup moins dangereux que la combustion, sur la base de comparaisons, à la fois qualitatives et quantitatives, entre l'aérosol issu du vapotage et les constituants de la fumée de cigarette¹⁹.

Les composants principaux des liquides de vapotage (70 à 85%) sont le propylène glycole (CAS Reg. No. 57-55-6) et le glycérol (CAS Reg. No. 56-81-5). Ce sont des produits de la famille des alcools, utilisés couramment dans les industries alimentaires et pharmaceutiques. Ils sont généralement reconnus comme sûrs pour la santé humaine par ingestion (GRAS)^{20 21}. Ils sont disponibles sur le marché en différentes qualités, industrielles ou pharmaceutiques.

Le propylène glycol présente une très faible toxicité systémique et est bien assimilé par le métabolisme. Les études par voie orale à hautes doses sur de longues périodes ne montrent aucun effet indésirable²². Aucune dose létale n'a été définie pour l'humain du fait du peu de toxicité. Le propylène glycol est largement utilisé dans les liquides de vapotage du fait de l'aérosol qu'il produit lorsqu'il est chauffé. C'est également un très bon solvant et un bon vecteur de saveurs. Il peut être irritant pour les muqueuses mais cet aspect est recherché par certains usagers pour reproduire le "coup dans la gorge" (throat hit) caractéristique que les fumeurs apprécient^{23 24}. L'inhalation d'aérosol de propylène glycol a été étudiée chez l'animal et chez l'humain dès les années 1940 pour ses propriétés bactéricides^{25 26 27 28 29 30 31}. Les expositions prolongées à un aérosol de propylène glycol ne montrent, chez l'animal, aucun dommage aux organes, à part une déshydratation de certains tissus.^{32 33} Les données sur l'humain sont limitées³⁴ mais ne soulèvent pas de craintes quant à l'utilisation de propylène glycol de qualité pharmaceutique dans les liquides de vapotage.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Le glycérol est généralement considéré comme représentant un faible risque pour la santé. C'est un élément essentiel pour les organismes vivants. Par voie orale, la dose létale (DL50) chez l'animal a été évaluée à plus de 24g/Kg de poids corporel^{35 36}. Une étude chez l'humain sur l'administration par intraveineuse n'a pas révélé d'effets toxiques³⁷. Le glycérol est utilisé dans les liquides de vapotage car il produit un aérosol plus dense que le propylène glycol. C'est un bon solvant mais un mauvais vecteur d'arômes. Il est moins irritant que le propylène glycol et limite le throat hit. Les données sur l'inhalation d'aérosol de glycérol sont limitées. Sur l'animal, une inhalation de plusieurs semaines n'a pas mis en évidence d'effet toxique pour les principaux organes³⁸. Il n'y a pas de données pour l'humain mais comme pour le propylène glycol, le glycérol ne semble pas soulever de crainte quant à son utilisation en qualité pharmaceutique dans les liquides de vapotage.

Il faudra attendre plusieurs décennies pour obtenir des certitudes absolues concernant l'inhalation régulière de ces produits chez l'humain. Mais plus de dix années de recul montrent déjà que l'inhalation de propylène glycol et de glycérol n'a pas engendré de problèmes aigus sérieux parmi les vapoteurs pouvant être imputés à ces produits.

Les arômes alimentaires utilisés dans les liquides de vapotage sont généralement reconnus comme sûrs pour la santé humaine par ingestion (GRAS). Mais leurs effets lorsqu'ils sont inhalés sont très peu documentés. Il existe des milliers d'arômes et un liquide de vapotage contient souvent un mélange complexe de plusieurs arômes susceptibles de créer des interactions difficiles à évaluer. Il existe des données et des normes pour certaines molécules utilisées comme arômes dans le cadre des limites d'exposition professionnelle³⁹. Ces normes, bien que ne reflétant pas l'usage fait par les vapoteurs (usage intermittent contre inhalation permanente pendant 8 heures) pourraient servir de première base d'évaluation car la recherche sur l'inhalation des milliers d'arômes existants prendra de nombreuses années. Deux substances, utilisées comme arômes dans certains liquides de vapotage^{40 41 42}, le diacétyle et l'acétyle propionyl, sont suspectées de présenter un risque lorsqu'ils sont inhalés⁴³. Bien que les quantités inhalées par les vapoteurs soient généralement dans les limites hautes fixées pour l'exposition professionnelle et très inférieures à celles naturellement présentes dans la fumée de tabac⁴⁴, l'utilisation de ces substances a été volontairement réduite ou éliminée par la majeure partie de l'industrie indépendante des liquides de vapotage, sous la pression, entre autres, des usagers qui

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

sont attentifs à ces questions. Des firmes spécialisées développent aujourd'hui des arômes spécifiques pour le vapotage. Les normes nationales existantes sur les produits de vapotage (France et Royaume-Uni) et les normes internationales en cours de développement posent des limites à l'utilisation de certaines molécules chimiques utilisées comme arômes et adjuvants par l'industrie. L'inhalation de ces arômes présente un risque difficile à évaluer dans l'absolu mais le risque relatif aux dangers de la combustion ou d'autres dangers domestiques plaide en faveur de l'utilisation des arômes dans les liquides de vapotage, d'autant qu'ils participent de l'efficacité du vapotage pour le sevrage tabagique^{45 46}.

Certains contenants des liquides de vapotage peuvent contaminer le liquide avec des substances chimiques migrant de leurs parois dans le liquide. Ce problème est facilement réglé en appliquant les normes alimentaires existantes pour les emballages. Les systèmes de vapotage peuvent également contribuer au risque toxicologique du vapotage. Les matériaux utilisés pour la fabrication du réservoir et de la chambre de vaporisation peuvent contaminer le liquide. Dans les systèmes de qualité, ces éléments sont généralement en verre borosilicate et en acier inoxydable (de préférence avec un alliage de qualité alimentaire voire médicale) pour éviter les contaminations. Les matériaux utilisés pour la résistance et le vecteur de liquide par capillarité peuvent également représenter une source de contamination du liquide et de l'aérosol. Une surchauffe de la résistance (+ de 280°) peut entraîner la dégradation du propylène glycol et du glycérol en aldéhydes toxiques⁴⁷. Beaucoup de systèmes de vapotage permettent de réguler directement la température de la résistance pour éviter le risque de surchauffe. Le dégagement d'aldéhydes est très désagréable pour le vapoteur qui se rend compte immédiatement du problème et peut ainsi le corriger à la différence des machines à fumer utilisées pour certaines études ayant relevé des taux élevés d'aldéhydes. Les résistances sont des éléments consommables qui doivent être changés périodiquement. A la longue, les résistances s'encrassent et peuvent contribuer à une contamination de l'aérosol. L'éducation et l'information des vapoteurs sur ces questions contribuent à réduire les risques. Les normes internationales en cours de développement permettront d'apporter des réponses satisfaisantes pour ces éléments de risque potentiel. En l'état actuel, ces risques ne soulèvent pas de craintes nécessitant la mise en place d'une réglementation lourde. L'innovation permanente dans ce secteur apporte continuellement des solutions nouvelles diminuant encore les potentiels dommages. Une réglementation excessive des systèmes de vapotage sur leurs émissions d'aérosol serait difficile à mettre

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>en oeuvre, susceptible de freiner l'innovation et pourrait rendre le vapotage moins attractif pour les usagers.</p> <p>Le Conseil fédéral ne semble pas être très informé non plus sur les conclusions qui peuvent être tirées des données épidémiologiques disponibles : le vapotage ne constitue pas une porte d'entrée dans le tabagisme et aucun "effet passerelle" n'a pu être observé à ce jour. La popularisation du vapotage est corrélée à une accélération de la chute du tabagisme chez les adolescents américains. Les élèves américains de dernière année de lycée (12th grade, soit généralement 17-18 ans) à fumer des cigarettes sont passés de 15,8% en 2011 à 9,3% en 2015, selon le Center for disease control (CDC)⁴⁸. Le taux le plus bas jamais enregistré par les statistiques américaines. Sur la période 2010-2015, le rythme de réduction du tabagisme adolescent a été multiplié par quatre par rapport à celui des trente-cinq années précédentes. Cette chute du tabagisme des lycéens s'est aussi accélérée si l'on compare la période de 2011 à 2014, perte de 2,33 points/an (de 16 à 9%), à celle plus courte juste précédente de 2004 à 2011, où le tabagisme lycéen chutait de manière régulière de 0,85 points/an (de 22 à 16%).</p> <p>En 2015, 16% des lycéens américains ont utilisé le vapotage selon le CDC. Après une forte croissance, il semble que cette part soit redescendue ces deux dernières années, avec 12,5% des 17-18 ans (12th grade) ayant utilisé le vapotage au dernier pointage en avril 2017. Ces chiffres regroupent pêle-mêle des usages très différents du vapotage, de l'expérimentation ponctuelle, expérimentation de courte durée, jusqu'à l'usage régulier. La présence ou non de nicotine ou autre substance psychoactive sont des éléments discriminant des pratiques pour lesquelles on ne peut pas donner la même interprétation. <i>"Une approche courante est de considérer que tous les usagers de vaporisateurs sont des usagers de tabac et de nicotine, sans considération de la substance qu'ils vapotent. Cette approche double l'estimation de la prévalence tabagique en 12ème niveau [17-18 ans] en comparaison aux estimations seulement basées sur les cigarettes fumées. En 10ème [16-17 ans] et 8ème niveau [15-16 ans], cette approche triple quasiment l'estimation de prévalence tabagique/nicotinique"</i>⁴⁹.</p> <p>Parmi les 16% de lycéens américains à avoir utilisé le vapotage en 2015, 20% ont utilisé de la nicotine et 6% des cannabinoïdes. Les usagers de 17-18 ans de vapotage nicotiné ont pour moitié (47%) utilisé au moins 6 fois dans le mois, soit approximativement 1,6% de cette classe d'âge. Ce ratio d'un utilisateur régulier de vape avec nicotine sur dix jeunes déclarant l'avoir utilisé est dans le même ordre de grandeur que ce qui avait été</p>
--	--

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>constaté avec les données sur les jeunes britanniques⁵⁰.</p> <p>Ces jeunes, qui vapotent régulièrement avec nicotine, sont quasiment tous fumeurs ou ex-fumeurs déjà en prise avec la problématique d'arrêter ou de réduire un tabagisme qu'ils ont bien souvent débuté 5, 6 voire 7 ans auparavant. La parole leur est rarement donnée. Des témoignages avaient été recueillis par le quotidien de St. Louis dans le Missouri suite à l'entrée en vigueur de l'interdiction de vente aux moins de 21 ans⁵¹. L'absence d'entrée significative dans le tabagisme par le vapotage a été corroborée par l'étude de l'organisation anti-tabac Truth Initiative à partir des données du National youth tobacco survey (NYTS)⁵². Le rapport scientifique de l'Université de Victoria (Canada)⁵³ conclut également à l'absence de ce mythique effet passerelle, tout comme l'avaient fait auparavant les rapports britanniques du Public Health England et du Royal College of physicians.</p> <p>La corrélation entre chute de l'usage de cigarette et l'essor du vapotage trouve une sérieuse piste d'explication à travers la comparaison entre les états américains répressifs et les états qui autorisant l'accès au vapotage aux jeunes. La Pr Abigail Friedman, de Yale, a suivi les évolutions du tabagisme adolescent avant 2014⁵⁴. Les états permissifs ont alors connu une chute 1,7 fois plus rapide du tabagisme de leurs ados que les états répressifs.</p> <p>En mars 2016, une autre étude menée par le Dr Michael Pesko, de l'Université de Cornell de New-York, montre que <i>"les restrictions de vente de produits de vapotage selon l'âge sont associés à une augmentation de la consommation des cigarettes de tabac fumé chez les adolescents"</i>⁵⁵. A partir des données entre 2007 et 2013 du Youth risk behavior surveillance system (YRBSS) sur la consommation de tabac des adolescents étasuniens, l'étude <i>"a constaté une hausse de 11,7% d'utilisation régulière de cigarettes dans les Etats après qu'ils aient imposé des limites d'âge pour l'achat de produits de vape"</i>⁵⁶.</p> <p>Un nouveau rapport très détaillé, à partir des données américaines du Youth Risk Behavior Surveillance System (YRBSS), évalue entre 0,7 et 1,4 fumeurs adolescents supplémentaires sur 100 jeunes à cause des restrictions d'âge à la vente du vapotage entrées en vigueur dans certains états à partir de 2010⁵⁷. La moitié en raison d'une initiation au tabagisme qui aurait pu être évité par un accès au vapotage, l'autre moitié à cause de ne pas avoir pu sortir d'un tabagisme pré-existant à l'aide du vapotage. Bien qu'interdites de vente aux adolescents, les cigarettes se trouvent facilement à bas prix au marché noir, contrairement aux produits de vapotage, nettement plus rares et plutôt plus chers qu'en commerce. En reculant l'âge d'accès aux produits de</p>
--	---

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>réduction des risques, les restrictions poussent les jeunes dans le tabagisme et reculent l'âge de tentatives de passer à des produits bien moins nocifs et addictifs.</p> <p>Une étude montre que les restrictions de vente du vapotage poussent également une partie des mineures enceintes à maintenir leur tabagisme. Sur la base de 550'000 naissances entre 2010 et 2014 aux Etats-Unis de mères mineures ou tout juste majeures (mineures pendant au moins une partie de leur grossesse), les restrictions de vente selon l'âge ont augmenté de 19,2% les accouchements par des jeunes femmes fumeuses par rapport aux Etats sans restriction³⁸. <i>“L'usage de cigarette traditionnelle décline typiquement durant la grossesse, mais nos résultats montrent que les lois limitant l'accès au vapotage ralentissent nettement ce déclin, probablement parce que les femmes sont empêchées de passer au vapotage”.</i></p> <p>Il n'est pas assez souvent fait mention que le vapotage peut s'expérimenter sans nicotine. Cela lui donne un avantage certain sur les autres produits à risques réduits contenant toujours de la nicotine, particulièrement par rapport aux jeunes. Dans le contexte de l'analyse d'un éventuel effet passerelle du vapotage vers le tabac combustible, il faut donc prendre en compte qu'il y a une double barrière à franchir. Environ 70% des adolescents américains déclarent vapoter seulement des arômes sans nicotine ni cannabinoïdes. Une part d'environ 10% déclare ne pas savoir, ce qui au vu des effets psychoactifs des substances laisse supposer qu'ils n'en ont pas consommé. Cette grande part d'expérimentation ou de vapotage sur quelques mois sans substance pourrait être une manière, consciente ou non, d'expérimenter l'usage sans prendre le risque de devenir dépendant. Une manière d'explorer le ressenti de l'inhalation, de suivre des manières socialement valorisées au sein du groupe de pairs, mais sans prendre le risque d'être piégé par l'accoutumance à une substance psychoactive. Ces considérations doivent être prises en compte dans la fixation d'âge minimal pour l'achat de produits de vapotage.</p> <p>En intégrant les produits de vapotage dans cet avant-projet, le Conseil fédéral <i>"souhaite proposer aux consommateurs de produits du tabac, et en particulier de cigarettes, une alternative aux cigarettes traditionnelles afin qu'ils puissent consommer des produits moins nocifs"</i>. C'est une intention louable après 10 ans de prohibition administrative sans fondement légal ou scientifique. Mais cet avant-projet n'offre pas un cadre suffisant pour la mise en oeuvre d'une véritable stratégie de minimisation des dommages.</p>
--	--

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Le Conseil fédéral indique que *“beaucoup des produits que les consommateurs se procurent à l'étranger présentent des défauts de qualité”* mais aucune référence ne vient étayer ce propos. Dès lors, on ne sait pas de quels produits il s'agit, ni de quel pays, ni quand. Cette phrase a simplement été reprise de la vieille lettre d'information n°146 de l'OFSP datant de 2009 qui a servi de base à la prohibition des liquides de vapotage contenant de la nicotine. Beaucoup des produits commandés par les vapoteurs suisses proviennent de l'UE. Il est savoureux de lire que le Conseil fédéral veut aller dans la même direction que la directive UE de 2014 pour “protéger” les usagers suisses d'ici 2022 alors qu'il considère les produits venant de l'UE comme déficients.

Il est à noter que plusieurs mesures absurdes de la directive sur les produits du tabac européenne, prise sous l'influence des lobbys, est remise en cause par les autorités sanitaires du Royaume-Uni qui entendent profiter du Brexit. Les limitations infondées de teneur et de concentration en nicotine sont particulièrement visées pour leurs effets contre-productifs à la santé publique. La limite de 2% de nicotine exclut 20 à 30% des fumeurs des chances de sevrage tabagique à l'aide du vapotage. Elle pousse également certains vapoteurs à surconsommer des liquides trop faiblement dosés ou à augmenter la puissance de leur appareil pour compenser ce manque. Informer les usagers de l'absence de risque de la consommation de nicotine et les encourager à privilégier des liquides plus dosés pour en consommer de moins grands volumes est un message absolument incontournable de santé publique. Limiter à 2% la concentration de nicotine n'a aucune justification de santé publique. Elle arrange les intérêts économiques, soit en maintenant les fumeurs dans le tabagisme et la consommation de médicaments qui en découle, soit en poussant à une surconsommation de liquides de vapotage. Si elle devait être mise en oeuvre en Suisse, elle entretiendrait un marché parallèle, qui a eu le temps de s'implanter grâce à la prohibition des liquides nicotinés, pour ceux qui ont besoin de liquides plus dosés.

1 http://snuskommissionen.se/wp-content/uploads/2017/06/Snuskommissionen_rapport3_eng_PRINT.pdf

2 Foulds J, Ramstrom L, Burke M, et al Effect of smokeless tobacco (snus) on smoking and public health in Sweden Tobacco Control 2003;12:349-359

3 IARC : http://gco.iarc.fr/today/online-analysis-dual-bars?mode=cancer&mode_population=continents&population=990&sex=0&cancer=29&type=0&statistic=0&prevalence=0&color_pal

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>ette=default</p> <p>4 Use of moist oral snuff (snus) and pancreatic cancer: Pooled analysis of nine prospective observational studies. Araghi M, Galanti MR, Lundberg M, Lager A, Engström G, Alfredsson L, Knutsson A, Norberg M, Sund M, Wennberg P, Trolle Lagerros Y, Bellocco R, Pedersen NL, Östergren PO, Magnusson C. Int. J. Cancer. 2017 May 9. doi: 10.1002/ijc.30773</p> <p>5 Le potentiel du cannabis thérapeutique, Factsheet GREA mai 2017 http://www.grea.ch/sites/default/files/cannabis_et_therapie_-_factsheet_-_ok.pdf</p> <p>6 Determinants of Tobacco Use and Renaming the FTND to the Fagerström Test for Cigarette Dependence ; Karl Fagerström, Oxford University Press ; Society for Research on Nicotine and Tobacco, 2011 ; doi: 10.1093/ntr/ntr137</p> <p>7 http://helveticvape.ch/lettre-ouverte-a-mme-meier-schatz-presidente-de-la-commission-federale-pour-la-prevention-du-tabagisme-cfpt/</p> <p>8 Shahab L, Goniewicz ML, Blount BC, Brown J, McNeill A, Alwis KU, et al. Nicotine, carcinogen, and toxin exposure in long-term e-cigarette and nicotine replacement therapy users: A cross-sectional study. <i>Ann Intern Med.</i> 2017;166(6):390-400.</p> <p>9 E-cigarettes emit very high formaldehyde levels only in conditions that are aversive to users: A replication study under verified realistic use conditions ; K. Farsalinos et al. https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0278691517305033</p> <p>10 E-cigarettes: an evidence update, Public Health England, 2015</p> <p>11 https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/684963/Evidence_review_of_e-cigarettes_and_heated_tobacco_products_2018.pdf</p> <p>12 <i>Smoking and health</i> - The 1962 RCP report that highlighted the link between smoking and lung cancer, other lung diseases, heart disease, and gastrointestinal problems. https://www.rcplondon.ac.uk/projects/outputs/smoking-and-health-1962</p> <p>13 Nicotine without smoke - Tobacco harm reduction, Royal College of Physicians, 2016</p> <p>14 "Although it is not possible to precisely quantify the long-term health risks associated with e-cigarettes, the available data suggest that they are unlikely to exceed 5% of those associated with smoked tobacco products, and may well be substantially lower than this figure." Section 5.5, page 87</p> <p>15 Clearing the Air: A systematic review on the harms and benefits of e-cigarettes and vapour devices, Renée O'Leary et al., University of Victoria, 2017</p> <p>16 Re-thinking nicotine and its effects, Raymond S. Niaura, Truth initiative & Schroeder institute, 2016</p> <p>17 A Comparative Health Risk Assessment of Electronic Cigarettes and Conventional Cigarettes ; Jinsong Chen, Chris Bullen, Kim Dirks ; <i>Int. J. Environ. Res. Public Health</i> 2017, 14(4), 382 ; doi:10.3390/ijerph14040382</p> <p>18 Shahab L, Goniewicz ML, Blount BC, Brown J, McNeill A, Alwis KU, et al. <i>Nicotine, Carcinogen, and Toxin Exposure in Long-Term E-Cigarette and Nicotine Replacement Therapy Users: A Cross-sectional Study.</i> <i>Ann Intern Med.</i> doi: 10.7326/M16-1107</p> <p>19 Cardiovascular effects of electronic cigarettes ; Neal L. Benowitz & Joseph B. Fraiman ; <i>Nature Reviews Cardiology</i> (2017) doi:10.1038/nrcardio.2017.36</p> <p>20 FDA. Generally recognized as safe. 1982; 21 CFR 184.1666. https://www.gpo.gov/fdsys/pkg/CFR-2000-title21-vol3/pdf/CFR-2000-title21-vol3-sec184-1666.pdf</p>
--	---

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

- [21](http://www.aciscience.org/docs/glycerine_-_an_overview.pdf) Glycerine: an overview; 1990. [http://www.aciscience.org/docs/glycerine - an_overview.pdf](http://www.aciscience.org/docs/glycerine_-_an_overview.pdf)
- [22](http://toxnet.nlm.nih.gov/cgi-bin/sis/search2/r?dbs+hsdb:@term+@DOCNO+174) National Institute of Health. Hazardous Substances Data Bank (HSDB): propylene glycol, <http://toxnet.nlm.nih.gov/cgi-bin/sis/search2/r?dbs+hsdb:@term+@DOCNO+174>
- [23](#) Perceived efficacy of e-cigarettes versus nicotine replacement therapy among successful e-cigarette users: a qualitative approach, Barbeau et al., *Addict Sci Clin Pr*2013;8:5
- [24](#) Throat hit in users of the electronic cigarette: an exploratory study, Etter JF., *Psychol Addict Behav* 2016;30:93?100
- [25](#) Sterilization of air by certain glycols employed as aerosols, Robertson et al., *Science* 1941;93:213
- [26](#) Effect of propylene glycol aerosol on air-borne virus of Influenza, Henle et al., *Proc Soc Exper Biol Med* 1941;48:544
- [27](#) The protection of mice against Infection with air-borne Influenza virus by means of propylene glycol vapour, Robertson et al., *Science* 1941;94:612
- [28](#) The effect of propylene glycol vapour on the incidence of respiratory infections in a convalescent home for children: preliminary observations, Harris et al., *Am J Med Sci* 1942;204:430
- [29](#) Air-borne cross infection in the case of the common cold: a further clinical study of the use of glycol vapours for air sterilization, Harris et al., *Am J Med Sci* 1943;200:631
- [30](#) Technical Assistance of Elizabeth A. Appell. The bactericidal action of propylene glycol vapor on microorganisms suspended in air, Robertson et al., *I. J Exp Med* 1942;75:593?610
- [31](#) The bactericidal action of propylene glycol vapor on microorganisms suspended in air: the influence of various factors on the activity of the vapor, Puck et al., *J Exp Med* 1943;78:387?406
- [32](#) Tests for the chronic toxicity of propylene glycol and triethylene glycol on monkeys and rats by vapor inhalation and oral administration, Robertson et al., *J Pharmacol Exp Ther* 1947;91: 52?76
- [33](#) Subchronic nose-only inhalation study of propylene glycol in Sprague-Dawley rats, Suber et al., *Food Chem Toxicol* 1989;27:573?83
- [34](#) Experimental exposure to propylene glycol mist in aviation emergency training: acute ocular and respiratory effects, Wieslander et al., *Occup Environ Med* 2001;58:649–655
- [35](#) Comparative toxicity of synthetic and natural glycerin, Hine et al., *AMA Arch Ind Hyg Occup Med* 1953;7:282?91
- [36](#) Toxicological assessment of heat transfer fluids proposed for use in solar energy applications, Clark et al., *Toxicol Appl Pharmacol* 1979;51:529?35
- [37](#) Treatment with glycerol of cerebral oedema due to acute cerebral infarction, Meyer et al., *Lancet* 1971;2:993?7
- [38](#) 2-Week and 13-week inhalation studies of aerosolized glycerol in rats, Renne et al., *Inhal Toxicol* 1992;4:95?111
- [39](#) Respiratory health and safety in the flavor manufacturing workplace, FEMA, 2012 Update
- [40](#) Evaluation of electronic cigarette liquids and aerosol for the presence of selected inhalation toxins, Farsalinos et al., *Nicotine Tob Res* 2015;17:168?74
- [41](#) Comment on Farsalinos et al., "Evaluation of Electronic Cigarette Liquids and Aerosol for the Presence of Selected Inhalation Toxins", Hubbs et al., *Nicotine Tob Res* 2015;17:1288?9

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

- [42](#) Flavoring chemicals in e-cigarettes: diacetyl, 2,3-pentanedione, and acetoin in a sample of 51 products, including fruit-, candy-, and cocktail-flavored e-cigarettes, Allen et al., *Environ Health Perspect* 2016;124:733?9
- [43](#) Clinical bronchiolitis obliterans in workers at a microwave-popcorn plant, Kreiss et al., *N Engl J Med* 2002;23:347, 330?338
- [44](#) Diacetyl and 2,3-pentanedione exposures associated with cigarette smoking: implications for risk assessment of food and flavoring workers, Pierce et al., *Crit Rev Toxicol* 2014;44:420?35
- [45](#) "Vaping" profiles and preferences: an online survey of electronic cigarette users, Dawkins et al., *Addiction* 2013;108:1115?25
- [46](#) Impact of flavour variability on electronic cigarette use experience: an internet survey, Farsalinos et al., *Int J Environ Res Public Health* 2013;10:7272?82
- [47](#) Air-borne cross infection in the case of the common cold: a further clinical study of the use of glycol vapours for air sterilization, Harris et al., *Am J Med Sci* 1943;200:631
- [48](#) Tobacco Use Among Middle and High School Students — United States, 2011–2015 ; *Weekly* / April 15, 2016 / 65(14);361–367 ; Tushar Singh, René A. Arrazola, Catherine G. Corey, Corinne G. Husten, Linda J. Neff, David M. Homa, Brian A. King - Center Disease Control (CDC)
- [49](#) What are kids vaping? Results from a national survey of US adolescents. Richard Miech, Megan E Patrick, Patrick M O'Malley, Lloyd D Johnston. *Tob Control* 2016;0:1–6. doi:10.1136/tobaccocontrol-2016-053014
- [50](#) E-Cigarette Uptake Amongst UK Youth: Experimentation, but Little or No Regular Use in Nonsmokers ; Linda Bauld, Anne Marie MacKintosh, Allison Ford, Ann McNeill ; in *Nicotine & Tobacco Research*, 2015, 1–2. doi:10.1093/ntr/ntv132
- [51](#) Young adults say vaping helped them quit smoking, restrictions are dangerous ; [Michele Munz, St. Louis Post-Dispatch](#) ; Sep 8, 2016 ; http://www.stltoday.com/lifestyles/health-med-fit/health/young-adults-say-vaping-helped-them-quit-smoking-restrictions-are/article_3a2d32cc-e169-5b68-8e25-7f15e17be085.html
- [52](#) Experimental exposure to propylene glycol mist in aviation emergency training: acute ocular and respiratory effects, Wieslander et al., *Occup Environ Med* 2001;58:649–655
- [53](#) Comparative toxicity of synthetic and natural glycerin, Hine et al., *AMA Arch Ind Hyg Occup Med* 1953;7:282?91
- [54](#) Abigail Friedmann : How does Electronic Cigarette Access affect Adolescent Smoking? ; [Journal of Health Economics, Volume 44](#), December 2015, Pages 300–308
- [55](#) Pesko, Michael F., Hughes, Jenna M., Faisal, Fatima S: The influence of electronic cigarette age purchasing restrictions on adolescent tobacco and marijuana use ; *Preventive Medicine* 87 ; 2016/6 ; <https://doi.org/10.1016/j.ypmed.2016.02.001>
- [56](#) <http://news.weill.cornell.edu/news/2016/03/electronic-cigarette-age-restrictions-may-drive-teens-to-traditional-cigarettes>
- [57](#) Dhaval Dale, Bo Feng, Mickael Pesko : The Effects of E-Cigarette Minimum Legal Sale Age Laws on Youth Substance Use ; [NBER Working Paper No. w23313](#)
- [58](#) [The Effect of E-Cigarette Minimum Legal Sale Age Laws on Traditional Cigarette Use and Birth Outcomes Among Pregnant Teenagers.](#) NBER in November 2016. Research reported in this publication was supported by the National Institute on Drug Abuse of the National Institutes of Health

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

HV	1.3.3	<p>Exigences applicables aux produits et aux emballages</p> <p>Le Conseil fédéral entend imposer une liste unique des additifs interdits pour les produits du tabac et les produits de vapotage. Aucune différenciation entre les produits n'est faite. Pourtant les produits de vapotage sont radicalement différents. Les additifs sont différents et spécifiques. Cette intention démontre une fois de plus que le Conseil fédéral ne prend pas sérieusement en compte la différenciation des produits dans cet avant-projet et que sa réflexion sur le sujet est limitée.</p> <p>Au sujet des emballages, le Conseil fédéral se contente de reprendre ce qui se fait déjà. Les mises en garde sont intéressantes pour communiquer sur les risques des produits dangereux mais pourquoi ne pas imposer également des messages positifs sur la minimisation des dommages ? Cette option ne semble pas avoir été évaluée car l'avant-projet est entièrement tourné vers la prévention d'usage de tous les produits.</p> <p>Par ailleurs, le Conseil fédéral introduit une inégalité de traitement notable entre les produits du tabac combustibles et les produits de vapotage. Ces derniers devront fournir une longue notice explicative alors que les produits combustibles n'y sont pas astreints. Dans une optique de report modal de la consommation vers des produits moins dommageables pour la santé, il convient de rendre moins attractifs les produits les plus dangereux. Une notice explicative mentionnant en détail la composition, les risques et les moyens de passer à un mode de consommation moins dommageable devrait être jointe à chaque paquet de produits du tabac.</p> <p>L'information du public sur l'aide à l'arrêt du tabagisme que représente le vapotage est importante et ne doit pas être interdite.</p>
HV	1.3.4	<p>Publicité</p> <p>Les considérations présentées concernent les produits du tabac et sont beaucoup moins pertinentes pour les produits de vapotage qui ne présentent qu'une petite fraction du risque posé par les produits du tabac combustibles et qui peuvent être utilisés sans nicotine. Dans une stratégie de minimisation des dommages</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<p>axée sur un report modal de consommation, l'accroissement des ventes des produits les moins risqués est souhaitable.</p> <p>Une croissance des ventes de produits de vapotage sera inmanquablement liée à une diminution des ventes des produits du tabac combustibles dangereux. Ce transfert, non pas d'une marque à une autre, mais d'un mode de consommation risqué à un mode de consommation bénin doit être encouragé. Une publicité bien encadrée pour les produits les moins risqués peut accélérer ce transfert, d'autant plus si toute publicité pour les produits les plus dangereux est totalement interdite. Si de la publicité résiduelle pour les produits les plus dangereux devait toutefois persister, une obligation de mentionner les outils de minimisation des dommages devrait être imposée sur toutes les publicités (bandeau avec un texte réglementaire).</p> <p>Pour mettre en place une stratégie efficace de report modal de consommation, il faut être en mesure d'augmenter l'attrait des fumeurs pour les produits les moins risqués tout en diminuant l'attrait pour les produits les plus dangereux. Ce double mouvement est essentiel pour avoir un impact significatif. L'un ne va pas sans l'autre. Tous les produits permettant de délivrer des substances plus proprement que la combustion doivent faire l'objet d'une promotion auprès des usagers. En aucun cas, l'usage de la combustion pour consommer des substances ne peut se justifier d'un point de vue sanitaire. Les autorités, les professionnels de santé, les institutions et les médias doivent dire la vérité sur les différents risques, être autorisés à le faire et même être encouragés à le faire par la réglementation. Les campagnes d'information institutionnelles doivent viser à nourrir une réflexion de l'utilisateur sur sa consommation à l'aide d'informations scientifiques claires et non stigmatisantes sur les différentiels de dommage des différents modes de consommation. Cela implique une redéfinition des stratégies de communication axées jusqu'ici principalement sur la prévention d'usage par les jeunes ou la promotion de l'abstinence totale chez les usagers. La prévention d'usage de substances par les jeunes non-consommateurs doit perdurer mais la prévention générale doit principalement s'attacher à prévenir l'usage de la combustion plutôt que des substances en informant positivement sur les modes de consommation les moins dommageables pour la santé. La publicité, qui doit être circonscrite pour les produits les plus dangereux, peut s'avérer un allié de choix pour promouvoir rapidement les produits les moins dangereux.</p>
--	--	--

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<p>Il faut accepter qu'une petite part de non-fumeurs (y compris des mineurs) utilisera des produits peu risqués (avec ou sans nicotine). Cela peut sembler à première vue inacceptable mais les coûts sanitaires, sociaux et financiers du tabagisme sont tels que la priorité doit être mise sur la transition des fumeurs vers des modes de consommation de nicotine bénins.</p> <p>Les interdictions favorisent les entreprises les plus puissantes capables de trouver les failles pour promouvoir leurs produits. Des mesures de compensation positives aux placements de produits sur les antennes de radio et de télévision doivent être mises en place. Cette mesure permettrait de renouer avec une santé véritablement publique.</p>
HV	1.3.5	<p>Interdiction de remise aux mineurs et achats tests</p> <p>Il est évident que les produits du tabac combustibles ne doivent pas être vendus aux mineurs de 18 ans sur tout le territoire suisse malgré le peu d'efficacité de cette mesure. Mais en ce qui concerne les produits de vapotage, le Conseil fédéral ne semble pas avoir poussé la réflexion bien loin. Les jeunes de moins de 18 ans qui fument ont aussi droit à la minimisation des dommages. La part de jeunes fumeurs en Suisse n'a cessé d'augmenter ces dernières années, à l'inverse des pays qui laissaient libre l'accès au vapotage. En Suisse romande, plus de 38% des jeunes de 15 à 25 ans sont fumeurs, selon le rapport du monitoring suisse des addictions. Au niveau national, la prévalence tabagique de cette tranche d'âge est passée de 29,6% à 31,6% entre 2011 et 2016¹. Cette augmentation du tabagisme des jeunes se fait dans le contexte d'interdiction de vente des liquides nicotinés de vapotage. Une politique de minimisation des dommages pour la jeunesse est essentielle. Elle passe par une approche qui implique les jeunes dans des choix éclairés. En contraste de l'échec de santé publique suisse sur le tabagisme des jeunes, le Royaume-Uni a vu sa part de tabagisme des 18-24 ans dégringoler de 7 points entre 2010 et 2016², passant de 26% à 19% sous l'impulsion du vapotage et d'une politique stricte à l'encontre des produits du tabac combustibles.</p> <p>A défaut de pouvoir utiliser le vapotage pour éviter le tabagisme, les jeunes suisses se tournent de plus en plus</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

vers le tabac à rouler. La part de fumeurs quotidiens utilisant exclusivement du tabac à rouler a atteint 13% en 2016, contre 7,8% en 2012. A leurs côtés, 23,2% d'utilisateurs combinent tabac à rouler et cigarettes industrielles. La pression économique, même si le prix des cigarettes n'a pas augmenté récemment, est probablement une raison de cet usage du tabac à rouler bien moins onéreux. En creux se dessine aussi l'effet pervers du contenu des campagnes de prévention actuelles chez les adolescents. Ces dernières années, elles se sont axées essentiellement à répandre la peur et faire l'amalgame du vapotage au tabagisme, dans une négation de toute approche de minimisation des dommages. Sans surprise, ce travail de brouillage d'information sur les risques relatifs provoque une promotion indirecte des produits les plus nocifs et accompagne les jeunes vers le tabac à rouler plutôt que vers le vapotage.

Il est à noter que le tabagisme progresse particulièrement chez les jeunes soumis au stress scolaire³. L'interdiction de pouvoir réduire les dommages serait une seconde peine infligée aux personnes en difficulté scolaire et dans l'incertitude de leur avenir. La construction d'une culture de minimisation des dommages est la voie de sortie par le haut des questions de consommations potentiellement addictives chez les jeunes, à l'opposé de l'attitude d'autruches érigeant en tabou et refoulant le problème sous un interdit illusoire.

Le Conseil fédéral ne fait donc pas de différenciation entre les produits du tabac et les produits de vapotage dans cet avant-projet concernant la limite d'âge d'achat. Pourtant, dans d'autres domaines une différenciation est faite entre les produits en fonction des risques. Les alcools forts sont interdits au moins de 18 ans alors que les bières légères ne sont interdites qu'au moins de 16 ans. Le différentiel de dommage potentiel entre les produits du tabac combustibles extrêmement dangereux et les produits de vapotage autorise une réflexion sur un âge légal différencié, surtout dans une stratégie de report modal des consommations. Mais le Conseil fédéral n'a pas jugé opportun d'au moins énoncer les différentes options possibles.

¹ http://www.suchtmonitoring.ch/docs/library/kuendig_dmnxxct80wxl.pdf

²

<https://www.ons.gov.uk/peoplepopulationandcommunity/healthandsocialcare/healthandlifeexpectancies/bulletins/adultsmokinghabitsinbritain/2016#cigarette-smoking>

³ <http://www.addictionsuisse.ch/actualites/communiqués-de-presse/article/plus-de-leves-stresses/>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

HV	1.3.6	<p>Notification</p> <p>Le Conseil fédéral n'informe pas au sujet des notifications des produits déjà sur le marché, il ne mentionne que les "nouveaux produits" sans définir la notion de nouveaux. Nouveaux sur le marché à partir de l'entrée en vigueur de la loi ? Ou nouveaux dans le sens "pas des produits du tabac traditionnels" ? Le flou de l'avant-projet sur ce point crucial n'est pas acceptable.</p> <p>Les produits les plus toxiques ne feront probablement pas l'objet d'une notification et sont en vente libre car l'état sait qu'ils sont extrêmement dangereux, mais les produits de vapotage, très largement moins toxiques, doivent faire l'objet d'une notification au cas où ils pourraient éventuellement s'avérer toxiques pour que l'état puisse intervenir. La logique du Conseil fédéral laisse songeur. Octroyer ainsi un avantage concurrentiel à l'industrie du tabac sur ses produits les plus dangereux pour la santé publique ne s'accorde pas avec le but de cette loi ni avec une stratégie de minimisation des dommages. Un tel traitement inégal est susceptible de recours par les producteurs de produits à risques réduits et par les usagers si ces mesures restreignent l'accès à ces produits.</p> <p>Les notifications devraient s'appliquer à tous les produits. Par ailleurs, la justification présentée pour les notifications des produits de vapotage implique en retour un devoir d'information et de promotion des autorités sur la minimisation des dommages que ces produits permettent.</p>
HV	1.3.7	<p>Autres aspects</p> <p>Aucune différenciation entre les produits du tabac et les produits de vapotage n'est faite dans par le Conseil fédéral dans ce chapitre. Il est à noter que le "principe Cassis de Dijon" a été favorable aux produits du tabac combustible durant de nombreuses années alors qu'il n'a pas été appliqué aux produits de vapotage nicotiné, prohibés depuis 10 ans.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

HV	1.4.1	<p>Justification et évaluation de la réglementation proposée</p> <p>Il est à noter que la nouvelle LDAI n'exclut pas les produits de vapotage de son champ d'application. La nouveauté proposée est inadaptée car elle défavorise de manière disproportionnée les outils de minimisation des dommages qui sont de fait assimilés aux produits les plus dangereux.</p>
HV	1.4.2	<p>Réglementations écartées</p> <p>L'achat de produits de vapotage nicotinés devrait être fixé à 16 ans, à l'instar de la différenciation dans la réglementation sur les alcools (ex. bières). Mais le Conseil fédéral ne fait pas de détail et justifie sa position par l'argument qu' "<i>aucune quantité de tabac n'a pu être définie comme sans risque pour la santé</i>". Là encore la différenciation des produits n'a pas été prise en compte. Les produits de vapotage ne contiennent pas de tabac. De plus, l'argument n'est pas très pertinent, quelle quantité d'alcool est sans risque pour la santé ?</p> <p>Par ailleurs, une réglementation des produits de vapotage dans le cadre de la LDAI semble, de fait, avoir été écartée mais aucune raison n'est donnée par le Conseil fédéral. Les produits de vapotage n'étant pas des produits du tabac, ils ne sont pas exclus du champ d'application de la LDAI. Un projet de loi spécifique aux produits de vapotage ne semble pas non plus avoir été évalué par le Conseil fédéral.</p>
HV	1.6.1	<p>Droit des pays voisins</p> <p>Le Conseil fédéral se garde ici de mentionner en détail les différentes implémentations de la directive produits du tabac européenne en matière de vapotage dans le droit des pays voisins. Ce manque démontre que le travail concernant les produits utiles à la minimisation des dommages n'a pas été fait consciencieusement. Encore une fois, le Conseil fédéral ne semble pas prendre au sérieux ces produits.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

HV	1.6.2	<p>Droit de l'Union européenne</p> <p>La directive européenne sur les produits du tabac est si néfaste sur le volet du vapotage que le Royaume-Uni envisage déjà de profiter du Brexit pour abolir ces règles.</p>
HV	1.6.3	<p>Droit international: Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac</p> <p>La dérive du bureau de la Convention cadre de lutte anti-tabac (CCLAT) de l'OMS qui soutient et encourage le harcèlement des personnes ayant arrêté de fumer à l'aide du vapotage dans les dictatures Nord-Coréenne et Thaïlandaise est extrêmement préoccupant pour le respect des droits humains¹. Il est hautement souhaitable que la Suisse profite de la prochaine rencontre des parties (COP 8) à Genève en Octobre 2018 pour signifier à l'OMS la nécessité de recadrer ses actions dans le respect des droits humains.</p> <p>¹ Appel de la Dr Jagdish Kaur, cadre de l'OMS FCTC Asie, a "suivre les exemples de la Corée du Nord et de la Thaïlande (...) en interdisant <i>totale</i>ment la production, l'importation, la distribution, la présentation, la vente et l'usage des appareils électroniques de délivrance de nicotine (ENDS) ou sans nicotine (ENNDS)", dans l'Indian Journal of Public Health de septembre 2017. http://www.ijph.in/article.asp?issn=0019-557X;year=2017;volume=61;issue=5;spage=7;epage=11;aulast=Kaur</p>
HV	1.7	<p>Mise en œuvre</p> <p>Le Conseil fédéral reconnaît que les produits de vapotage sont parfaitement réglementés au travers de la LDAI et de la LChim en offrant un niveau élevé de protection de la santé. Mais il n'explique pas pourquoi les produits de vapotage devraient partiellement être réglementés dans une loi sur les produits du tabac.</p>
HV	3.3	<p>Conséquences pour les cantons</p> <p>Analyse des produits</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<p>L'évaluation du nombre de référence produits à analyser (50) est plus que probablement sous-estimée. Dans l'Union Européenne, il y a eu plus de 150'000 notifications de produits de vapotage depuis 2016 ¹. Mais le calcul qui est fait juge peut-être que le coût des analyses sera prohibitif pour les petites entreprises et que seuls les gros industriels pourront dépenser autant. Si c'est le cas, cet avant-projet mettra en péril les producteurs suisses indépendants. Des mesures d'aide devraient être mises en place et financées par la manne de l'impôt sur le tabac.</p> <p>1 <u>https://ecigintelligence.com/european-commission-overwhelmed-by-number-of-e-cig-product-notifications/</u></p>
HV	3.5.1	<p>Conséquences économiques</p> <p>Les arguments de "politique de santé" décrits dans le chapitre 1.1.1 ne s'attachent qu'aux dommages des produits du tabac combustibles. Ils ne mentionnent pas de stratégie de minimisation des dommages par un report modal de consommation vers les produits les moins risqués.</p>
HV	3.5.2	<p>Conséquences économiques pour différents groupes sociaux</p> <p>Entreprises du secteur de la commercialisation des cigarettes électroniques</p> <p>Les chiffres présentés par le Conseil fédéral restent énigmatiques sur la manière dont ils ont été obtenus. Les usagers, victimes de la prohibition depuis 2009, sont inquiets sur la capacité de l'administration à permettre l'accès rapide et à des conditions correctes du vapotage nicotiné à sa légalisation.</p> <p>Le Conseil fédéral semble avoir une connaissance très limitée des stratégies à long terme des industries du tabac. Les produits de vapotage ouverts et peu coûteux ne les intéressent pas. Ces industries privilégient un business model intégrant des produits propriétaires onéreux et des consommateurs captifs.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

HV	3.5.3	Conséquences macro-économiques et transferts Rappel utile : le secteur du vapotage existant Suisse est pour l'essentiel indépendant de l'industrie cigarettière et n'a pas de terrain commun en terme de savoir-faire technique. Ce sont deux types d'industrie différents
HV	3.6	Conséquences sanitaires et sociales Bénéfice généré par la réduction de la prévalence Le bénéfice prévu par le Conseil fédéral est de seulement 2,1% de fumeurs en moins en 42 ans, quand les britanniques ont déjà fait reculer leur tabagisme de plus de 20% en 6 ans. En analysant les chiffres de ce bénéfice, on se rend compte qu'ils proviennent essentiellement de la légalisation des produits de vapotage nicotinés. On se rend ainsi mieux compte du gâchis de ces 10 dernières années de prohibition. On se demande également si l'assimilation des produits de vapotage dans cet avant-projet ne sert pas uniquement à le justifier, les autres mesures n'ayant que peu d'impact. Les maigres bénéfices prévus par cet avant-projet de loi pourraient être décuplés si l'intégration du principe de plaisir était pensé comme vecteur de minimisation des dommages dans une stratégie affirmée. Le plaisir est une notion généralement dérangeante en médecine, en pharmacie et pour la prévention ¹ . Il est pourtant indissociable de l'usage de substances. La communication des risques relatifs aux différents modes de consommation est une part importante de l'information à donner aux usagers pour qu'ils puissent faire des choix éclairés. Mais les êtres humains ne réagissent pas uniquement aux risques et aux peurs. Des messages uniquement négatifs ciblés sur les risques et les conséquences de la combustion comme mode de consommation de substances sont susceptibles d'être moins bien acceptés que des messages positifs expliquant la transition d'un plaisir vers un autre moins risqué. Les gens achètent plus facilement du plaisir que de la prévention ou un médicament ² .

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<p>C'est en partie ce qui a fait le succès du vapotage auprès des usagers de nicotine. Le plaisir du geste est conservé, le plaisir de l'inhalation, du throat hit et de l'expiration également. Le plaisir sensoriel est même augmenté par les arômes après un temps d'adaptation. Ces notions de plaisir ne sont jamais évoquées dans le cadre de la prévention du tabagisme classique qui vise l'abstinence totale. Un nouveau modèle de stratégie doit être mis en place, plus proche des attentes des usagers, à l'image de ce qui se fait en matière de réduction des risques dans le domaines des maladies sexuellement transmissibles³.</p> <p>1 Risk, pleasure and information - Notes concerning the discursive space of alcohol prevention, Anders Bergmark, 2004 2 Promotion and Prevention: Regulatory Focus as a Motivational Principle, E. Tory Higgins, Columbia University 3 Pleasure and Prevention: When Good Sex Is Safer Sex, Anne Philpott et al., 2006</p>
HV	4	<p>Relation avec les stratégies nationales du Conseil fédéral</p> <p>Bien que le sous-titre soit au pluriel, le Conseil fédéral semble ignorer que sa Stratégie Nationale Addictions intègre la question du tabagisme parmi ses objets. Cette ignorance a des conséquences sur la conception de cet avant-projet qui exclut toute approche de minimisation des dommages et la participation des usagers à son élaboration.</p>
HV	5.2	<p>Compatibilité avec les obligations internationales</p> <p>La signature sans ratification d'un traité international oblige toutefois à en respecter l'esprit mais sans mesures contraignantes</p>

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions »		
nom/société	art.	remarque / suggestion :
HV	1	<p>But</p> <p>Le but de cet avant-projet devrait être la minimisation des dommages. Il devrait explicitement préciser une stratégie de report modal de la consommation de nicotine visant la fin de la production, de la commercialisation et de l'usage de produits du tabac combustibles. En plaçant au même niveau les produits de vapotage et les produits du tabac les plus dangereux, le Conseil fédéral ne fait que reproduire les erreurs passées.</p>
HV	2	<p>Champ d'application</p> <p>Comme c'était déjà le cas avec la première mouture du projet rejeté par le Parlement, le champ d'application de cet avant-projet est flou, biscornu et inutilement compliqué concernant les produits de vapotage. Le Conseil fédéral s'appuie sur des craintes et des risques fantaisistes qui mènent forcément à une réglementation incohérente. L'administration fédérale ne voulant pas reconnaître l'erreur originelle qu'est la prohibition des produits de vapotage contenant de la nicotine depuis 10 ans, elle veut absolument réglementer ces produits comme des produits du tabac pour ne pas perdre la face. Si l'on peut comprendre ces facteurs humains, il semble en effet difficile d'assumer une erreur aussi grossière et coûteuse, le fait que ces facteurs pèsent aussi lourd dans l'élaboration d'une politique de santé publique est inacceptable.</p> <p>Tentons de résumer le champ d'application de cet avant-projet concernant le vapotage : il réglemente les produits de vapotage contenant de la nicotine mais pas les produits de vapotage sans nicotine qui restent dans la LDAI mais quand même un peu aussi les produits sans nicotine tandis que des parties de produits avec nicotine restent dans la LDAI, ouf... On atteint des sommets d'illogisme alors qu'aucun de ces produits n'est exclu du champ d'application de la LDAI puisque ce ne sont pas des produits du tabac selon la définition même de cet avant-projet.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<p>L'immense majorité des systèmes de vapotage indépendants et ouverts (les plus utilisés aujourd'hui) sont toujours vendus sans nicotine et c'est au choix de l'utilisateur de les remplir avec un liquide de vapotage contenant de la nicotine ou non. Le présent avant-projet ne concerne donc théoriquement que les bouteilles de liquide de vapotage contenant de la nicotine et les cartouches de recharge de systèmes propriétaires qui pourraient apparaître sur le marché suisse après l'entrée en vigueur de ce projet.</p> <p>Le Conseil fédéral indique que la <i>“LDAI ne s'applique plus qu'aux embouts des cigarettes électroniques avec nicotine et des produits du tabac à chauffer qui sont considérés comme des objets usuels entrant en contact avec les muqueuses buccales, ceci dans le but d'éviter par exemple une contamination au nickel.”</i> Les produits du tabac à chauffer ne peuvent pas être réglementés dans le cadre de la LDAI, ce sont des produits du tabac. Le Conseil fédéral semble très confus ici. Toute partie de l'appareil chauffant le tabac forme une unité fonctionnelle avec les cartouches de tabac à chauffer et s'apparente donc à une pipe ou du papier à rouler, elles ne peuvent donc pas échapper à une loi tabac. Par ailleurs, il est intéressant de constater que le Conseil fédéral reconnaît que la LDAI offre une meilleure protection des consommateurs que cet avant-projet.</p> <p>Le Conseil fédéral reconnaît que <i>“l'usage des produits du tabac étant en soi toujours personnel”</i>. Par conséquent l'usage de produits moins risqués également et le sevrage tabagique tout autant. L'entrée ou la sortie de la consommation de produits du tabac combustibles ne relèvent donc pas de la thérapeutique mais de choix personnels. Il n'y a aucune raison pour laisser des produits “d'aide au sevrage” contenant de la nicotine sous le régime de la LPT. Les seuls produits qui pourraient rester dans le cadre de la LPT sont les futurs produits à base de nicotine pouvant potentiellement devenir des thérapies pour les maladies telles que Alzheimer, Parkinson ou la schizophrénie.</p>
HV	3	<p>Définitions</p> <p>Ces définitions ne règlent pas tous les cas de figure actuels et n'autorisent pas la prise en compte ultérieure de produits en cours de développement dont le mode de fonctionnement est différent. Le nom de l'avant-projet</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<p>laisse penser qu'il y a une vraie distinction entre produits du tabac et produits de vapotage. Les définitions montrent clairement qu'il n'en est rien. Un alinéa pour les produits du tabac et un alinéa totalement séparé pour les produits de vapotage auraient été grandement préférables dans cet avant-projet qui entend réglementer deux familles de produits si différentes en terme de fonctionnement, d'impact et de risques. Les produits de vapotage ne sont pas des produits du tabac car ils ne dégagent qu'un aérosol sans monoxyde de carbone, obtenu par le chauffage d'un liquide par des dispositifs en plusieurs parties, ils n'ont rien à faire dans cet avant-projet.</p> <p>Le Conseil fédéral considère qu'une harmonisation des terminologies entre les différentes lois ne paraît pas nécessaire. La terminologie n'est pas le fort du Conseil fédéral, on le constate avec les produits de vapotage. Pourtant, une terminologie floue entraîne des lois floues, des mises en oeuvre floues et une compréhension floue par le public. C'est un argument supplémentaire pour rejeter ce projet qui ne vise pas une refonte globale, pragmatique et ambitieuse de tous les aspects du problème mais qui se contente d'adaptations mineures de l'existant.</p>
HV	4	<p>Protection contre la tromperie</p> <p>L'absence d'information correcte sur la minimisation des dommages doit être réputée trompeuse.</p>
HV	5	<p>Principes</p> <p>Le premier alinéa, let. b, si il est appliqué, permettra effectivement d'interdire la vente de la plupart des produits du tabac combustibles actuels qui contiennent des additifs augmentant leur toxicité et facilitant l'inhalation et de ne laisser sur le marché que des produits combustibles plus difficiles à inhaler. Dans le cadre d'une stratégie visant un report modal de consommation, c'est une bonne chose mais dans ce même cadre, il faut autoriser les produits les moins risqués pouvant être facilement inhalés. La responsabilité des acteurs du marché doit aussi être de prendre en charge une partie du report modal des usages vers les produits les moins</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<p>dommageables en proposant des produits peu risqué, peu onéreux et attrayants pour les fumeurs. Là encore, un alinéa totalement séparé pour les produits de vapotage aurait été grandement préférable dans cet avant-projet qui entend réglementer deux familles de produits si différentes en terme de fonctionnement, d'impact et de risques.</p> <p>Selon l'alinéa 3, seuls les produits à fumer à base de plantes ne doivent avoir aucun effet psychotrope, l'effet psychotrope est-il autorisés dans le cas des autres produits concernés par cet avant-projet ?</p>
HV	7	<p>Conditionnement des cigarettes</p> <p>Pourquoi ne pas aller plus loin et obliger des emballages de 40 pièces. Ceux-ci seront plus chers et moins faciles à mettre dans une poche. Dans une stratégie de report modal de consommation, les produits les plus risqués doivent être rendus moins attractifs.</p>
HV	8	<p>Conditionnement des liquides avec nicotine</p> <p>Il n'y a aucune raison d'instaurer des limites au volume des flacons de recharge et des réservoirs des systèmes de vapotage rechargeables. Par contre, il est nécessaire de fixer dans la loi une limite maximale à 10% de la concentration en nicotine des liquides mis sur le marché. Ce taux, déjà permis par la loi sur les produits chimiques, évite une réglementation provoquant des phénomènes compensatoires chez les usagers à cause de taux trop faibles de nicotine.</p>
HV	9	<p>Conditionnement des liquides avec nicotine</p> <p>Il n'y a aucune raison d'instaurer des limites au volume des flacons de recharge et des réservoirs des systèmes de vapotage rechargeables. Par contre, il est nécessaire de fixer dans la loi une limite maximale à 10% de la concentration en nicotine des liquides mis sur le marché. Ce taux, déjà permis par la loi sur les</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		produits chimiques, évite une réglementation provoquant des phénomènes compensatoires chez les usagers à cause de taux trop faibles de nicotine.
HV	10	<p>Dénomination spécifique</p> <p>Vu les difficultés du Conseil fédéral à simplement désigner les produits de vapotage, on peut se demander quelles dénominations spécifiques vont être employées.</p>
HV	11	<p>Indications interdites</p> <p>Les additifs ajoutés au tabac par les cigarettiers ne le sont pas sans raison. Le droit à l'information des consommateurs doit être respecté dans ce domaine. Le fait que les produits du tabac ne mentionnent pas clairement tous les additifs ajoutés et leur fonction relève de la tromperie. Le taux réel de nicotine (et non plus celui artificiellement obtenu par des machines à fumer) présent dans chaque cigarette (ou paquet) doit être mentionné aux consommateurs. Cette information est pertinente pour l'utilisateur étant donné qu'un faible taux de nicotine induit un phénomène compensatoire d'inhalation plus forte et profonde des toxiques réels de la fumée, dont les principaux sont le monoxyde de carbone et les goudrons, particulièrement nuisible pour l'utilisateur.</p> <p>Il est essentiel pour le public que les produits de vapotage puissent annoncer qu'ils permettent de réduire massivement les dommages par rapport aux cigarettes. Les aides à l'arrêt du tabagisme ne sont pas forcément curatives, lénitives ou préventives. Ce sont juste des aides. Les produits de vapotage doivent pouvoir afficher qu'ils sont une aide à l'arrêt du tabagisme pour favoriser un rapide report modal de consommation.</p>
HV	12	<p>Mises en garde pour les produits du tabac à fumer</p> <p>Des informations positives relatives à la minimisation des dommages, qui va du sevrage tabagique jusqu'au snus en passant par le vapotage, la vaporisation d'herbes et les substituts nicotiniques devraient figurer sur</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		tous les produits du tabac. Un exemple de mention possible sur les emballages des produits de tabac : “Les produits de vapotage et les substituts nicotiques réduisent d’au moins 95% les risques et dommages par rapport aux cigarettes”. Des phrases positives devraient être intégrées aux mises en garde. L’unique registre négatif des mises en garde produit le phénomène connu de la réactance chez les fumeurs, devenant contre-productif. L’essor de moyen de minimisation des dommages ouvre un champ riche d’information positive pour la santé publique.
HV	13	<p>Mises en garde pour les autres produits</p> <p>La mise en garde européenne appliquée sur les produits de vapotage ne doit pas servir d'exemple car elle viole l'article 4 sur la protection du consommateur contre la tromperie. Une mention de remplacement possible : “Sans monoxyde de carbone ni goudron, ce produit réduit d’au moins 95% les risques et dommages par rapport à fumer des cigarettes”</p>
HV	15	<p>Exigences de sécurité</p> <p>Il est évident que les bouteilles de liquide de vapotage contenant de la nicotine doivent être munies d'un bouchon de sécurité. C'est déjà le cas pour l'immense majorité des produits sur le marché. Pour éviter toute confusion, les bouteilles de liquide sans nicotine devraient également être munies de ce même bouchon. Par contre en ce qui concerne les fuites, la faible dangerosité des liquides de vapotage pour l'utilisateur ne nécessite pas de réglementer ce domaine. Des standards légers, déjà existants ou en cours de développement, sont suffisants.</p>
HV	16	<p>Notice d'information</p> <p>Une notice présentant intégralement la composition, y compris des additifs, des produits du tabac devrait être insérée dans l'emballage des produits du tabac. Ainsi qu'une mise en garde sur les risques et méfaits des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		produits du tabac et des conseils sur les moyens de réduire les risques et dommages. Elle devrait présenter notamment l'échelle du continuum de dommage des différents modes de consommation.
HV	17	<p>Restrictions de la publicité</p> <p>Afin de soutenir un rapide report modal de consommation vers les produits les moins dangereux, la publicité pour les produits du tabac doit être totalement interdite. La publicité pour les produits de vapotage doit être soutenue, facilitée et encouragée.</p>
HV	18	<p>Mise en garde dans le cadre de la publicité</p> <p>En cas de maintien de publicité pour les produits du tabac, un bandeau d'information sur les moyens de minimisation des dommages couvrant au moins 60% de l'espace publicitaire doit être rendu obligatoire. Exemple de texte : "les produits de vapotage et les substituts nicotiques réduisent d'au moins 95% les dommages pour la santé par rapport aux cigarettes".</p>
HV	19	<p>Restrictions supplémentaires des cantons</p> <p>Aucune restriction à l'encontre de la stratégie de minimisation des dommages ne doit pouvoir être prise. Par contre, les cantons peuvent activement soutenir le transfert modal de leurs citoyens vers des consommations moins risquées par des initiatives en faveur de la minimisation des dommages.</p>
HV	20	<p>Remise aux mineurs</p> <p>Les produits de vapotage doivent faire l'objet d'une réglementation différenciée. L'âge légal d'achat de liquide de vapotage nicotiné doit être fixé à 16 ans. Cet âge est adéquat en raison du pic d'entrée en consommation</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<p>tabagique et pour permettre l'accès à un moyen de minimiser les dommages en alternative aux cigarettes et au tabac roulé.</p> <p>Un alinéa 3 devrait être ajouté: Tout automate à cigarettes doit offrir aux consommateurs le choix de plusieurs produits de minimisation des dommages à disposition au prix du marché, à savoir au moins : une marque de gommes nicotinés, un modèle de produits de vapotage rechargeable, au moins 5 liquides de vapotage à différents taux de nicotine (6 mg, 12 mg, 18 mg, 24 mg, 36 mg) pour offrir la possibilité à tout fumeur d'éviter la cigarette.</p>
HV	21	<p>Achats tests</p> <p>Les produits de vapotage ne sont pas des produits du tabac et ils participent activement à la minimisation des dommages. Ils doivent être exclus des mesures instaurant une "police du tabac".</p>
HV	22	<p>Autocontrôle</p> <p>Concernant les produits de vapotage, cet avant-projet n'amène rien de bénéfique par rapport à la réglementation actuelle au travers de la LDAI. Au contraire en définissant des catégories floues et en réglementant les produits partiellement au travers de deux lois, l'avant-projet rendra l'autocontrôle beaucoup plus compliqué.</p>
HV	23	<p>Notification de produits avant la mise sur le marché</p> <p>Les produits les plus nocifs ne doivent pas jouir d'un traitement de faveur concernant les notifications.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

HV	24	Contenu de la notification Les produits de tabac doivent indiquer leur teneur réelle en nicotine.
HV	27	Limite à l'importation de produits destinés à la propre consommation Le commerce au marché noir étant illégal en lui-même, punissable et réprimé, les consommateurs n'ont pas à pâtir de mesures coercitives supplémentaires. Si le marché légal des produits de vapotage est régulé correctement, aucun marché noir ne devrait surgir. Une mesure permettant à l'état fédéral de s'immiscer dans la vie privée des citoyens est disproportionnée pour les produits de minimisation des dommages, et du vapotage en particulier.
HV	30	Collecte des données scientifiques Les recherches sur les modes de consommation de minimisation des dommages ne doivent pas uniquement se focaliser sur les risques, mais aussi sur les bénéfiques. Il est également essentiel que les bienfaits de l'usage de nicotine soient prospectés par des études. L'ensemble de ces études doivent bénéficier d'un financement à partir de l'impôt sur le tabac.
HV	31	Dispositions d'exécution du Conseil fédéral Le Conseil fédéral doit tenir compte des stratégies efficaces au niveau international, notamment les exemples de la Suède et du Royaume-Uni en avance en matière de minimisation des dommages. Le groupe d'experts pilotant la stratégie de minimisation des dommages doit établir des prescriptions techniques et stratégiques pour organiser la minimisation des dommages.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

HV	32	Collaboration internationale Les autorités fédérales doivent collaborer avec des organisations qui intègrent la minimisation des dommages et la participation citoyenne des usagers aux processus de décision politique.
HV	34	Information du public Les autorités doivent informer non seulement des risques des produits du tabac, mais aussi des moyens de les minimiser
HV	39	Échange de données avec l'étranger et avec des organisations internationales Le Conseil fédéral ne devrait échanger des données et des compétences qu'avec les organisations étrangères ayant intégré la minimisation des dommages et la participation citoyenne des usagers de manière effective.
HV	41	Émoluments La fixation des émoluments doit tenir compte de la position des produits concernés dans une échelle d'évaluation des dommages afin de ne pas prêter les produits qui participent activement à une stratégie de minimisation des dommages. Au besoin, l'impôt sur le tabac peut servir à payer les émoluments des produits les moins risqués.
HV	43	Contraventions Les contraventions doivent être fixées en pourcentage des revenus de l'individu ou du chiffre d'affaire de l'entreprise pour ne pas avantager les multinationales et pénaliser les petits producteurs.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

HV	47	<p>Modifications d'autres lois</p> <p>Le manque d'ambition de cet avant-projet mène le Conseil fédéral à ne pas prendre en compte la globalité des problèmes. Par ailleurs, une réglementation simple, rapide et efficace de l'ensemble des produits de vapotage dans le cadre de la LDAI est toujours possible et pourrait être mise en place par cet avant-projet.</p> <p>Loi fédérale du 3 octobre 2008 sur la protection contre le tabagisme passif</p> <p>La Loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif ne doit pas s'appliquer au vapotage. Aucune base scientifique ne permet de fonder une telle mesure. Les propriétés hydrophiles du propylène glycol (PG) et du glycérol (VG) leur permettent de capter l'humidité ambiante pour condenser l'aérosol du vapotage en fine gouttelettes. Ce phénomène peut augmenter jusqu'à 2000 fois le volume de l'aérosol pour produire le nuage expiré par un vapoteur. Ce brouillard est composé d'environ 75% d'eau (taux pouvant varier selon le degré d'hygrométrie ambiante) et plus de 24% de glycérine. Cet aspect, qui peut être spectaculaire et impressionnant, ne constitue pas ipso facto un phénomène comparable au tabagisme passif, dont la définition implique une atteinte sanitaire pour l'entourage physiquement proche du fumeur. C'est ce point sanitaire qui justifie des mesures de restriction des libertés individuelles contre les fumeurs, mais pas contre les usagers de parfums entêtants, par exemple. Il est important de distinguer l'atteinte sanitaire d'une éventuelle gêne, ce dernier cas ressortant d'une question de vivre-ensemble et non de santé publique.</p> <p>La faible toxicité de l'aérosol du vapotage pour l'utilisateur comparé à la fumée issue d'une cigarette incite à penser que l'entourage de vapoteurs ne court pas de risque, contrairement à ce qui se passe avec le phénomène dit de la fumée passive. Bien que le thème d'un éventuel "vapotage passif" soit régulièrement mis en avant, peu d'études fiables existent. Bon nombre comportent des biais connus, comme celui d'utiliser des machines à fumer non-spécifiques pour tester les produits de vapotage. Cette méthode ne reproduit pas le flux du vapotage de manière réaliste et crée des surchauffes qui dégagent des produits de combustion impossibles à inhaler pour un vapoteur. Les mesures de toxiques dégagées s'en trouvent complètement faussées².</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Le rapport australien mené par Isabel Hess, n'a pas discriminé ce problème méthodologique de certaines études pour conclure que *“l'impact en absolu de l'exposition passive au vapotage aurait le potentiel de conduire à des effets sanitaires. Le risque de l'exposition passive au vapotage est susceptible d'être moindre que le risque d'exposition passive à la fumée de cigarette”*³. A l'opposé, les rapports de Public Health England (2015), du Royal College of Physicians (2016) et de Truth Initiative (2016), qui ont écarté ces études jugées méthodologiquement faibles et inadéquates, arrivent à des conclusions très différentes. *“L'e-cig relâche des niveaux négligeables de nicotine dans l'air ambiant et ne présente aucun risque sanitaire identifié pour l'entourage”*, conclut Public Health England.

Le rapport de janvier 2017 de l'Université de Victoria (Canada) conclut sur ce point: *“L'exposition secondaire au vapotage est plus éphémère que l'exposition à la fumée de tabac. Cependant, il a été montré qu'elle peut créer une exposition mesurable mais faible à la nicotine, mais aucune exposition significative à des cancérogènes tels que ceux trouvés dans la fumée du tabac. On ne sait pas si l'exposition à la nicotine à si faible niveau pose un risque pour la santé”*⁴.

Les systèmes de vapotage n'émettent pas d'aérosol lorsqu'ils ne sont pas utilisés, à la différence des produits du tabac combustibles qui dégagent de la fumée, non inhalée, en permanence dès qu'ils sont allumés. Une étude a mesuré qu'en moyenne les vapoteurs retiennent 93,8% de la nicotine inhalée et n'en expirent que 6,2%⁵. Cette donnée contraste fortement avec la part de 10 à 15% de la nicotine contenue dans une cigarette retenue par le fumeur. Là où la combustion d'une cigarette fumée par un fumeur relâche environ 12 mg de nicotine dans son environnement, le vapotage, pour une absorption équivalente de nicotine par l'utilisateur (auto-titrée généralement entre 1 et 1,5 mg), émet, en moyenne, moins de 0,1 mg de nicotine dans l'air ambiant. La mesure la plus élevée mesurée restait à moins de 0,9 mg de nicotine rejetés. Ces résultats sont consistants avec de précédentes études mesurant une réduction d'au moins huit fois de la nicotine exhalée par un vapoteur par rapport à un fumeur, sans prendre en compte le “side-stream” constituant 85% du tabagisme passif et absent du vapotage⁶.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

L'aérosol du vapotage et la fumée de cigarette ont des vitesses de dispersion très différentes. La demi-vie, c'est-à-dire le temps que les concentrations des composés prennent à se réduire de moitié dans l'air ambiant, de la fumée de cigarette varie entre 15 et 20 minutes. La demi-vie de l'aérosol issu du vapotage oscille de 10 à 30 secondes⁷.

Une étude espagnole a mesuré les taux de nicotine dans l'air ambiant de logements de fumeurs, de vapoteurs et de maisons contrôles. Les taux de cotinine salivaire et urinaire des partenaires de fumeurs et de vapoteurs ont également été relevés. L'air des maisons de vapoteurs contenait six fois moins de nicotine que celui des logements de fumeurs. Les concentrations de cotinine des partenaires de vapoteurs étaient de 0.19 ng/ml dans leur salive et de 1.75 ng/ml dans l'urine⁸, ce qui est environ 1000 fois moins que les concentrations trouvées chez les fumeurs. Ce taux est similaire au niveau de cotinine de quelqu'un qui mange une tomate, fruit contenant naturellement de la nicotine⁹.

Le propylène glycol (PG) et le glycerol (VG), les deux principaux composants des liquides de vapotage, sont retenus respectivement à 84% et 92% par les vapoteurs. Ces produits sont utilisés couramment depuis plus de soixante ans par l'industrie. Des produits pharmaceutiques, notamment les inhalateurs de nicotine mais aussi les dentifrices..., des produits alimentaires (notamment pour leurs qualités hygrométriques) en contiennent. Ils sont également fréquemment utilisés dans les spectacles pour les machines à brouillard. Certains hôpitaux ont utilisé du propylène glycol pour ses propriétés antiseptiques pour assainir l'air ambiant. Aucun problème majeur de santé n'a été signalé à leur propos.

Une autre étude montre que le vapotage expose l'entourage à de la nicotine relâchée, dans une proportion dix fois moindre qu'avec la fumée de cigarette, mais à aucun toxique de combustion¹⁰. Des mesures indoor dans une pièce de 40 m³ comparant les taux de toxiques incluant les composés volatiles organiques (VOC), les résidus carbonés, les nitrosamines spécifiques du tabac, les glycols et les hydrocarbures aromatiques polycycliques (PAH) concluent à des niveaux très faibles pour le vapotage comparés à ceux d'une cigarette et aucun risque cancérigène significatif¹¹.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

L'étude de Schripp et al. a mesuré 20 composés toxiques des émissions secondaires de cigarette fumée et de vapotage dans une chambre de 8m³. 14 toxiques présents dans la fumée secondaire étaient absents du vapotage¹². Les relevés pour les six autres composés toxiques allaient de trois fois à 60 fois moins de concentration dans le flux de vapotage que dans celui de la cigarette, dont le side-stream de la cigarette se consumant seule entre les bouffées n'a pas été mesuré (et qui représente environ 85% de l'émission de la fumée en situation réelle). Une étude non publiée, mais qui a fuité récemment, montre des niveaux très faibles de toxiques, pour la plupart en dessous du seuil de détection, en situation réelle dans l'environnement saturé en aérosol d'un magasin de vapotage avec trois employés et treize clients en train de vapoter¹³.

Concernant les particules fines, la distinction entre particules fines solides, telles que dégagées par la combustion dans la pollution de l'air (usines, feux, moteurs, cigarettes...) et particules fines liquides devrait être plus rigoureusement faite pour délivrer des recherches fiables sur le sujet. Bertholon et al. ont mesuré par un impacteur électrostatique à basse pression (ELPI) la taille des gouttelettes du vapotage à une taille médiane (D50) de 0,65 µm à l'inspiration et de 0,34 µm à 0,29 µm à l'expiration. *“La demi-vie dans l'air du courant principal C1 était de 11 secondes car il disparaît en s'évaporant rapidement passant sous forme gazeuse. Par comparaison avec les cigarettes ordinaires et la chicha qui produisent un aérosol dont les particules ont une demi-vie de 19 à 20 minutes, il [le vapotage] ne présente pas de risque réel de “tabagisme passif”.*”

Une étude d'observation, sur un échantillon très réduit, a mesuré des concentrations médianes de PM_{2.5}, sans distinguer particules solides ou liquides, similaires dans les logements de vapoteurs et de non-fumeurs (9,88 µg/m³ contre 9,53 µg/m³), très éloignées des niveaux médians 58 fois plus élevés dans les logements de fumeurs¹⁴. Quelques pics, liés aux moments des bouffées des vapoteurs, surgissent très furtivement et à un niveau bien plus faibles que chez les fumeurs. Ce qui paraît confirmer l'analyse précédente.

Peu de cas concrets de problèmes sanitaires liés à l'exposition passive au vapotage ont été relevés. Entre 2012 et 2014, la Food and drug administration (FDA) n'a enregistré que 35 rapports de troubles suite à une exposition à du vapotage par une tierce personne aux Etats-Unis, pays qui compte environ 9,5 millions de vapoteurs¹⁵. Neuf cas se sont révélés être liés à des problèmes de santé préexistants. Huit se sont plaints

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

d'irritation oculaires, huit de mal de tête, six d'irritation de la gorge, six d'état nauséux, cinq de vertiges, cinq d'accélération cardiaques. Les irritations pourraient être liées au propylène glycol, connu pour assécher les muqueuses et par conséquent être légèrement irritant, les nausées et mal de tête possiblement liés à la nicotine, sans que l'on puisse écarter un effet nocebo. Une personne a été hospitalisée, sans autre précision sur son cas.

Outre la fumée secondaire dans l'air ambiant, le tabagisme entraîne aussi des résidus dit tertiaires par le dépôt de la fumée sur les sols, les murs et les meubles. Une étude a mesuré les différences de résidus de nicotine dans les logements de fumeurs, de vapoteurs et de personnes n'utilisant aucun des deux produits. Les traces de nicotine trouvées chez les vapoteurs et non-fumeurs sont équivalentes, comprises entre 7,7 µg et 17,2 µg au m², contre des relevés 169 fois supérieurs, compris entre 1303 µg à 2676 µg/m², chez les fumeurs¹⁶. Une simulation a montré une augmentation de la nicotine tertiaire par le vapotage comprise entre 205 µg et 550 µg/m² ¹⁷. Selon Public Health England, *“ceci ne pose pas d'inquiétude concernant l'exposition de tierces personnes. A la concentration la plus élevée mesurée (550 µg/m²), un enfant devrait lécher plus de 30 m² de surface exposée pour ingérer 1 mg de nicotine”*¹⁸.

L'absence dans l'aérosol du vapotage de la majorité des toxiques présents dans la fumée issue de la combustion des cigarettes, les taux significativement réduits de toxiques par rapport à la fumée exhalée par les fumeurs, l'absence de side-stream, qui constitue une part importante du tabagisme passif, et la vitesse de dispersion beaucoup plus rapide dans l'air de l'aérosol du vapotage permettent d'avoir la certitude d'un impact mineur pour l'entourage sans effets sanitaires négatifs sérieux et ne justifient donc pas une adaptation de la loi sur la protection contre le tabagisme passif concernant les produits de vapotage.

Loi fédérale du 24 mars 2006 sur la radio et la télévision

L'article 10 de cette loi ne doit pas interdire la publicité en faveur des produits de vapotage.

Par contre l'article 7 pourrait être complété par un alinéa 5 instaurant des mesures compensatoires pour

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<p>chaque minute de diffusion d'images de fumeurs ou de produits du tabac, par exemple dans des films ou séries télévisées, ainsi que pour chaque minute de sponsoring, par exemple dans le cadre de courses automobiles. Les chaînes de télévision devraient être obligées de diffuser des spots publicitaires gratuits et des émissions d'information courtes sur les moyens de minimisation des dommages pour le double du temps de diffusion d'images sur le tabac.</p> <p>Ordonnance du 30 juin 1993 concernant l'exécution des relevés statistiques fédéraux</p> <p>Pour piloter efficacement un report modal de consommation vers les produits les moins risqués, un système de monitoring fréquent, efficace et indépendant des flux entre les modes de consommation de nicotine doit être mis en place. Pour obtenir des données fiables, de nombreuses sources sont nécessaires. L'Office fédéral de la statistique est chargé de mettre en oeuvre ce monitoring. Le financement du monitoring doit provenir de l'impôt sur le tabac.</p> <p>L'Ordonnance du 30 juin 1993 concernant l'exécution des relevés statistiques fédéraux devrait être modifiée en conséquence :</p> <p>Annexe 1, Art. 125 Monitoring suisse des addictions Objet de l'enquête: enquête auprès de la population suisse sur les dépendances à l'alcool, au tabac, aux drogues et aux médicaments</p> <p>Annexe 1, Art. 210 (nouveau) Monitoring des flux entre les modes de consommation de nicotine et la non consommation</p> <p>Organe responsable de l'enquête : Office fédéral de la statistique (OFS) Objet de l'enquête : enquête par tout moyen nécessaire sur les entrées et sorties des différents modes de consommation de nicotine de la population Type et méthode d'enquête : enquête auprès d'un échantillon représentatif de 25'000 personnes; sondage</p>
--	--	--

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

téléphonique (fixe et portable) assisté par ordinateur; questionnaires en ligne; interviews; application pour smartphone; analyse des eaux usées; comptage des déchets provenant de l'usage de produits nicotinés; appariement de données provenant des sources suivantes : Statistique de la population et des ménages (STATPOP), Registre des entreprises et des établissements (REE), Administration fédérale des contributions (AFC), Administration fédérale des douanes (AFD), Relevé conjoncturel du chiffres d'affaires du commerce de détail.

Périodicité : mensuelle

[1](#) Long, G.A., Comparison of Select Analytes in Exhaled Aerosol from E-Cigarettes with Exhaled Smoke from a Conventional Cigarette and Exhaled Breaths. *Int J Environ Res Public Health*, 2014. 11(11): p. 11177- 11191. <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC4245607/>

[2](#) Farsalinos, K. E., Voudris, V., and Poulas, K. (2015) E-cigarettes generate high levels of aldehydes only in 'dry puff' conditions. *Addiction*, 110: 1352–1356. doi: [10.1111/add.12942](https://doi.org/10.1111/add.12942).

[3](#) Hess IMR, Lachireddy K, Capon A. A systematic review of the health risks from passive exposure to electronic cigarette vapour. *Public Health Res Pract*. 2016;26(2):e2621617. doi: <http://dx.doi.org/10.17061/phrp2621617>

[4](#) O'Leary, R., MacDonald, M., Stockwell, T., & Reist, D. (2017). Clearing the Air: A systematic review on the harms and benefits of e-cigarettes and vapour devices. Victoria, BC: Centre for Addictions Research of BC

[5](#) St.Helen, G., Havel, C., Dempsey, D. A., III Jacob, P., and Benowitz, N. L. (2016) Nicotine delivery, retention and pharmacokinetics from various electronic cigarettes. *Addiction*, 111: 535–544. doi: [10.1111/add.13183](https://doi.org/10.1111/add.13183).

[6](#) E-cigarettes: an evidence update, *Public Health England*, p. 64 ss.

[7](#) Bertholon, J. F., Becquemin, M. H., Roy, M., Roy, F., Ledur, D., Annesi Maesano, I., & Dautzenberg, B. (2013). Comparaison de l'aérosol de la cigarette-électronique à celui des cigarettes ordinaires et de la chicha. *Revue des Maladies Respiratoires*, 30(9), 752-757. doi:10.1016/j.rmr.2013.03.003

[8](#) Ballbè, M., et al., Cigarettes vs. e-cigarettes: Passive exposure at home measured by means of airborne marker and biomarkers. *Environmental research*, 2014. 135: p. 76-80

[9](#) Domino, E.F., E. Hornbach, and T. Demana, The nicotine content of common vegetables. *New England Journal of Medicine*, 1993. 329(6): p. 437-437

[10](#) Jan Czogala, PhD, Maciej L. Goniewicz, PharmD, PhD, Bartłomiej Fidelus, PharmD, Wioleta Zielinska-Danch, PhD, Mark J. Travers, PhD, Andrzej Sobczak, PhD; Secondhand Exposure to Vapors From Electronic Cigarettes. *Nicotine Tob Res* 2014; 16 (6): 655-662. doi: 10.1093/ntr/ntt203

[11](#) McAuley, T. R., Hopke, P. K., Zhao, J., & Babaian, S. (2012). Comparison of the effects of e-cigarette vapor and cigarette smoke on indoor air quality. *Inhalation Toxicology*, 24(12), 850-857. doi:10.3109/08958378.2012.724728

[12](#) Schripp, T., Markewitz, D., Uhde, E., & Salthammer, T. (2013). Does e-cigarette consumption cause passive vaping? *Indoor Air*,

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<p>23(1), 25-31. doi:10.1111/j.1600-0668.2012.00792.x</p> <p>13 Vape Shop Air Sampling by California State Health Department Suggests that Secondhand Vape Exposure is Minimal, Michael Siegel, 01.05.2017, http://tobaccoanalysis.blogspot.ch/2017/05/vape-shop-air-sampling-by-california.html</p> <p>14 Fernández, E., Ballbè, M., Sureda, X., Fu, M., Saltó, E., & Martínez-Sánchez, J. M. (2015). Particulate matter from electronic cigarettes and conventional cigarettes: a systematic review and observational study. <i>Current Environmental Health Reports</i>, 2(4), 423-429. doi:10.1007/s40572-015-0072-x</p> <p>15 Electronic cigarettes: analysis of FDA adverse experience reports in non-users ; Elizabeth L Durmowicz, Susan F Rudy and Li-Lun Chen ; <i>Tob Control</i> published online April 23, 2015</p> <p>16 Bush, D., & Goniewicz, M. L. (2015). A pilot study on nicotine residues in houses of electronic cigarette (e-cigarette) users, tobacco smokers, and non-users of nicotine-containing products. <i>The International Journal on Drug Policy</i>, 26(6), 609–611. http://doi.org/10.1016/j.drugpo.2015.03.003</p> <p>17 Electronic Cigarettes Are a Source of Thirdhand Exposure to Nicotine ; Maciej L. Goniewicz, Lily Lee ; <i>Nicotine Tob Res</i> (2015) 17 (2): 256-258. DOI: https://doi.org/10.1093/ntr/ntu152</p> <p>18 E-cigarettes: an evidence update, <i>Public Health England</i>, p. 65</p>
HV		

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avant-projet de loi sur les produits du tabac				
nom/société	art.	al.	let.	remarque / suggestion :
HV				
HV				
HV				
HV				
HV				
HV				

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

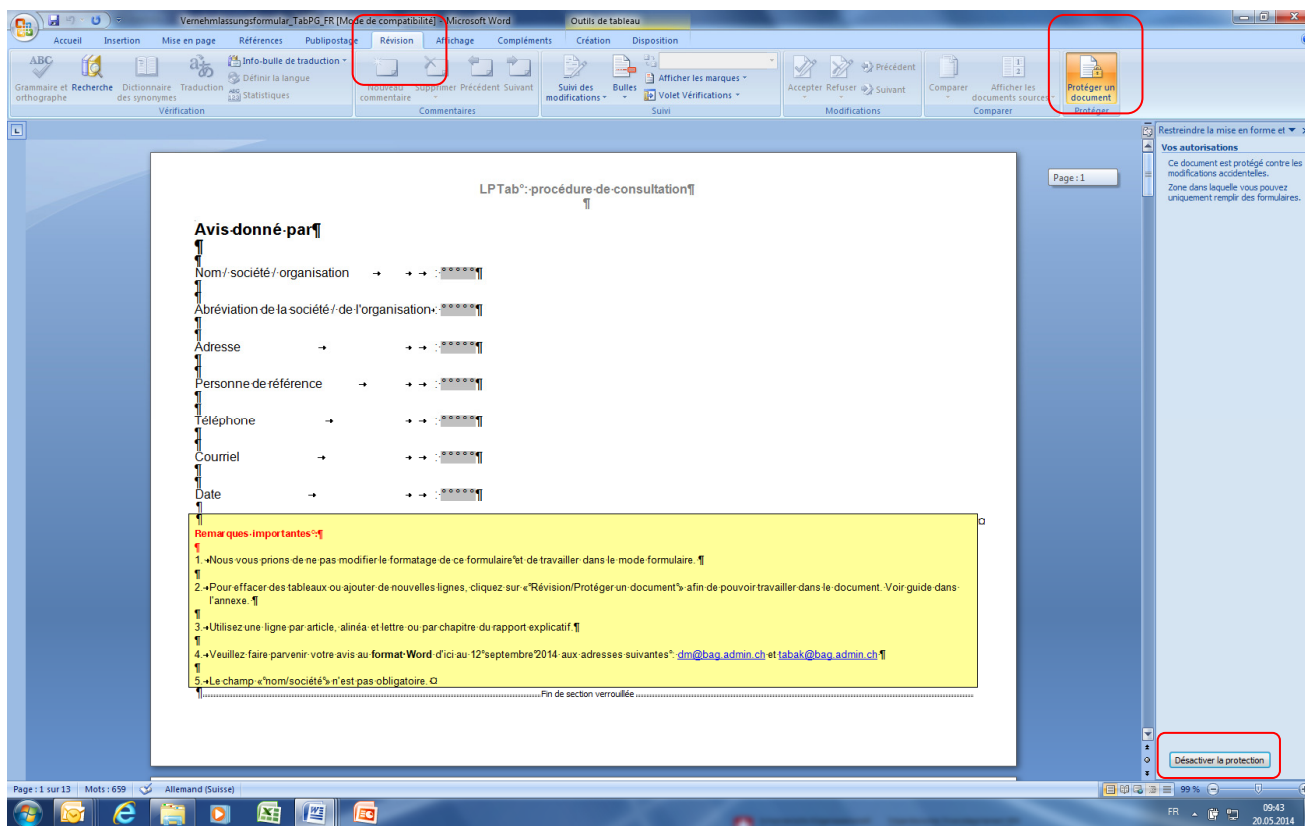
Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
X <input type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes

1. Désactiver la protection du document
2. Insérer des lignes avec « Copier – Coller »
3. Réactiver la protection du document

1 Désactiver la protection du document



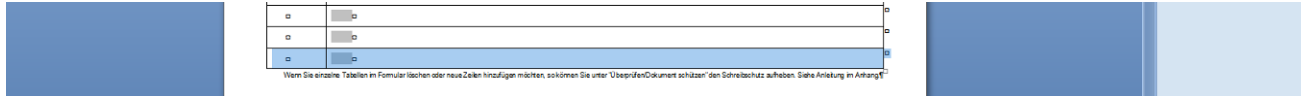
Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

2 Insérer de nouvelles lignes

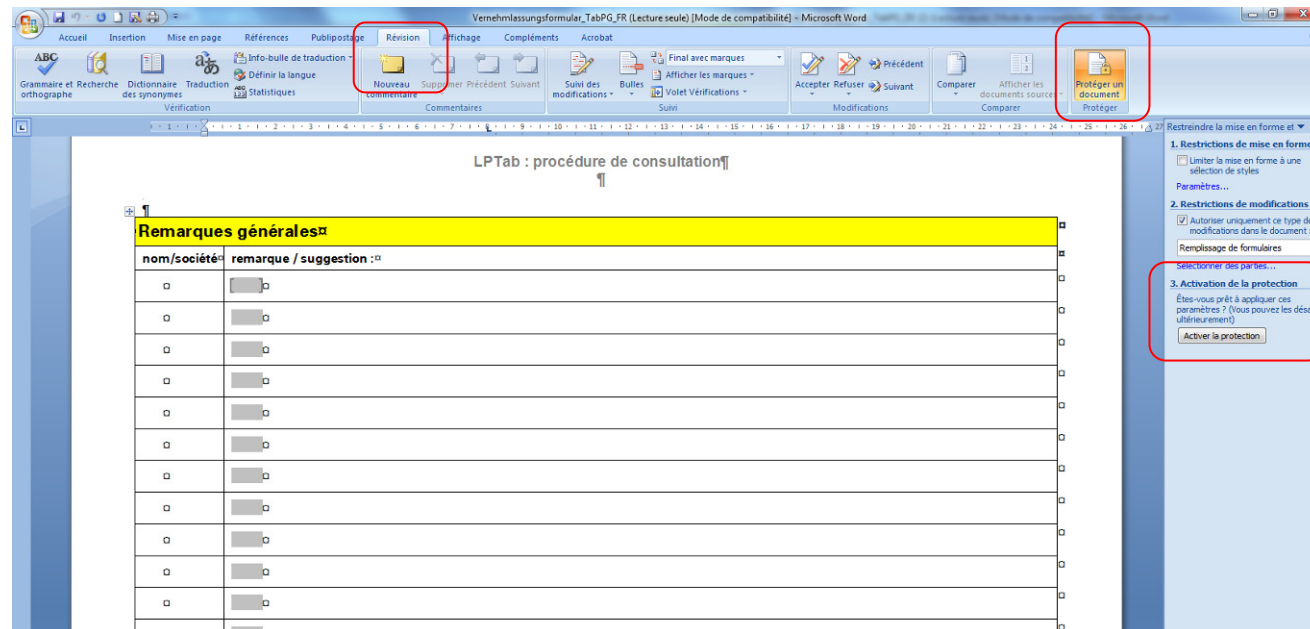
Sélectionner une ligne entière incluant les champs marqués en gris (la ligne sélectionnée devient bleu)

Presser Control-C pour copier

Presser Control-V pour insérer



3 Réactiver la protection du document



Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Nicolas Michel Fumerolles - SVTA

Abréviation de la société / de l'organisation : Fumerolles - SVTA

Adresse : Av. Louis-Ruchonnet 2B

Personne de référence : Nicolas Michel

Téléphone : 0041 21 311 88 79

Courriel : nicolas@fumerolles.ch

Date : 20.3.18

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	6
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	9
Projet de loi sur les produits du tabac	12
Notre conclusion	17
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	18

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>La vape est trop souvent associée et traitée de façon identique aux produits du tabac. Par exemple dans l'article 1, la vape est présentée comme ayant des effets nocifs au même titre que le tabac :</p> <p>Art. 1 But La présente loi a pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques.</p>
<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>L'usage du terme «Cigarette électronique» n'est pas approprié si on parle de vaporisateurs personnels. Nous proposons de distinguer cigarettes électroniques (iQos) et vaporisateurs personnels (vape)</p> <p>Art. 1 But La présente loi a pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques.</p> <p>Les cigarettes électroniques et les vaporisateurs personnels sont deux produits complètement différents et sont tout au plus visuellement similaires. La cigarette électronique chauffe le tabac au moyen d'un dispositif électronique. Un exemple est l'iQOS disponible sur le marché. Réguler cela dans la LPTab nous semble tout à fait raisonnable.</p> <p>Définition d'une cigarette :</p> <p>Une cigarette est un cylindre de papier long de quelques centimètres, rempli d'un matériau combustible, le plus souvent des feuilles de tabac hachées et traitées, ainsi que des additifs. [...] Son utilisation consiste à l'allumer pour inhaler la fumée dégagée par son contenu qui se consume.</p> <p>En revanche, un vaporisateur personnel est un dispositif électro-mécanique ou électronique générant un aérosol destiné à être inhalé. Il ne contient pas de tabac. Il ne produit que de la vapeur, pas de la fumée.</p> <p>Pour une compréhension simplifiée, la définition peut également être distinguée comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Cigarette électronique contenant du tabac (par exemple iQOS) <p>et</p> <ul style="list-style-type: none"> - Vaporisateur personnel contenant un liquide de qualité alimentaire incluant ou non de la nicotine. <p>De nombreuses études scientifiques et méta-analyses ont été publiées prouvant que les vaporisateurs personnels sont considérablement moins nocifs que le tabac fumé. Selon l'OFSP le tabac est responsable d'environ 9500 décès par an dans toute la Suisse. La nocivité du tabac fumé est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>due à plus de 4800 composés chimiques produits lors de la combustion du tabac. Parmi ceux-ci, environ 250 sont toxiques ou cancérigènes.</p> <p>En raison l'absence de combustion et de pyrolyse, les conséquences du vapotage sont radicalement différentes. L'éventuelle toxicité du produit semble presque négligeable : Pour l'heure malgré des dizaines de millions d'utilisateurs et 13 ans de recul personne n'est mort à cause de l'usage normal d'un vaporisateur personnel.</p> <p>Même le GREA (Groupement Romand d'études des addictions) appelle à un changement de cap dans la politique du tabac suisse. Cette association a reconnu l'utilité de la vape en tant qu'alternative au tabac :</p> <p>Les modes de consommation à moindres risques existent en Suisse et doivent être promus comme des moyens de réduction des risques efficaces. Leur communication et promotion débutent mais restent encore timides quant à leurs conséquences peu nocives pour la santé par rapport à la cigarette traditionnelle.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	<p>Les évidences scientifiques ne sont pas prises en compte :</p> <p>Rapport explicatif relatif à l'avant-projet de la LPTab, page 19 : Les risques à long terme sur la santé concernant les cigarettes électroniques et autres produits similaires sont encore méconnu</p> <p>C'est faux, il existe 4670 études sur la vape : https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/?term=electronic+cigarette</p> <p>Il existe également des revues systématiques :</p> <p>https://www.gov.uk/government/news/e-cigarettes-around-95-less-harmful-than-tobacco-estimates-landmark-review</p> <p>Aucun médicament ne dispose d'autant d'études indépendantes au moments où ils sont mis sur le marché, ils ont rarement 13 ans de recul.</p>

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions»)

nom/société	chap. n°	remarque / suggestion :
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.		

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions »

nom/société	art.	remarque / suggestion :
<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>34</p>	<p>Politique des 4 piliers : Réduction des risques</p> <p>Nous nous référons à l'article 5 de la Constitution fédérale ainsi qu'au modèle des 4 piliers Art. 5 Principes de l'activité de l'État régi par le droit 2 L'activité de l'État doit répondre à un intérêt public et être proportionnée au but visé.</p> <p>Art. 34 1 Les autorités fédérales et cantonales compétentes informent le public des risques pour la santé, connus ou soupçonnés, que présentent les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec nicotine. 2 Elles informent le public en particulier: a. de leurs activités de contrôle et de l'efficacité de celles-ci; b. sur les ingrédients nocifs au sens de l'art. 5 qui ont été trouvés dans un produit du tabac ou une cigarette électronique avec nicotine mis à disposition sur le marché; c. sur le comportement recommandé face à ce produit. 3 Elles informent notamment le public des connaissances scientifiques d'intérêt général en matière de protection de la santé en lien avec les produits du tabac ou les cigarettes électroniques avec nicotine et de prévention des maladies causées par la consommation de ces produits</p> <p>Art. 1a7 Modèle des quatre piliers 1 La Confédération et les cantons prévoient des mesures dans les quatre domaines suivants (modèle des quatre piliers): a. prévention; b. thérapie et réinsertion; c. réduction des risques et aide à la survie;</p> <p>Nous soutenons l'article 34 et attendons du gouvernement fédéral qu'il informe le public sur le mode de consommation à moindre risques que représente la vape. Cela fait partie de la mission de l'OFSP que de promouvoir la santé de la population. Nous attendons de la part des autorités une transmission de l'information fondée sur des faits et éclairée en fonction de l'état actuel de la science au moyen des agences de prévention tel que le GREA. En outre, la publicité pour les vaporisateurs personnels, telle que décrits ci-dessus, doit être autorisée. Le financement de la prévention devrait être assuré par la taxe sur le tabac.</p> <p>En aucun cas des accises (taxes de découragement) ne devraient être perçues sur les produits de la vape. Cela a déjà été approuvé par la Motion Zanetti.</p> <p>Une réglementation adéquate et libérale des vaporisateurs personnels contenant ou non de la nicotine présente des avantages pour tous. À long terme, cela peut faire économiser des coûts considérables au gouvernement fédéral, au secteur privé et aux ménages privés. Cependant, l'argument le plus important est et reste la promotion de la santé des fumeurs actifs et anciens qui souhaitent passer à une alternative moins dangereuse. Cette possibilité ne doit pas être inutilement compliquée !</p> <p>Si cela est réalisé, nous prévoyons une réduction massive des fumeurs tel que cela se voit en Islande.</p>

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avant-projet de loi sur les produits du tabac				
nom/société	art.	al.	let.	remarque / suggestion :
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	2	1		<p>Vapotage passif :</p> <p>2. Loi fédérale du 3 octobre 2008 sur la protection contre le tabagisme passif 17 Art. 2, al. 1</p> <p>1 Dans les espaces définis à l'art. 1, al. 1 et 2, il est interdit: a. de fumer des produits du tabac au sens de l'art. 3, let. a, de la loi du ... sur les produits du tabac (LPTab) 18 ; b. d'utiliser des produits du tabac à chauffer ainsi que des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine au sens de l'art. 3, let. c et f, LPTab.</p> <p>Entre autres choses, le Parlement a donné mandat au Conseil fédéral de légaliser le commerce des produits alternatifs comme les cigarettes électroniques et le snus et prévoir pour ces derniers une réglementation spécifique. Cette différenciation n'est pas faite.</p> <p>Si vapeur et fumée ne sont pas différenciées, les personnes se rendant dans une boutique de vape dans le but d'arrêter de fumer ne pourront pas tester le matériel et les produits, ce qui est une entrave grave à l'aide à la cessation tabagique. Et ceci non fondé.</p> <p>De nombreuses études montrent que le vapotage passif n'existe pas. Nous ne voyons aucune raison pour que cette interdiction soit faite et demandons sa suppression. De notre point de vue, chaque entreprise devrait pouvoir interdire ou autoriser le vapotage dans ses locaux</p> <p>http://journals.plos.org/plosone/article?id=10.1371/journal.pone.0177718</p> <p>http://www.ecigarette-research.com/web/index.php/2013-04-07-09-50-07/2014/184-passive-vape</p> <p>http://tobaccoanalysis.blogspot.ch/2017/05/vape-shop-air-sampling-by-california.html</p> <p>https://www.gov.uk/government/publications/e-cigarettes-and-heated-tobacco-products-evidence-review/evidence-review-of-e-cigarettes-and-heated-tobacco-products-2018-executive-summary</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	4	1		<p>Art. 4 1 Protection contre la tromperie. La présentation, l'étiquetage et l'emballage des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec nicotine, ainsi que la publicité pour ces produits, ne doivent pas tromper le consommateur. 2 Ils sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit.</p> <p>Si le terme cigarette électronique fait référence à des modèles basés sur le principe de l'iQOS (cigarettes</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>électroniques faisant chauffer du tabac), l'article 4 est acceptable.</p> <p>Cependant, étant donné qu'il est scientifiquement admis que les vaporisateurs personnels sont au moins 95% moins nocifs que le tabac fumé, ce fait doit être communiqué au consommateur.</p> <p>Nous rappelons que la mission de l'OFSP inclut la promotion de la santé, dont fait partie la promotion active de la réduction des risques (vaporisateur personnel). Afin de répondre à la définition de «promotion», nous considérons approprié le soutien par des subventions, l'information et une sensibilisation active en matière de réduction des risques.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	8	1 et 2		<p>Art. 8 Conditionnement des liquides avec nicotine 1 Le volume des flacons de recharge avec nicotine ne doit pas dépasser 100 millilitres. 2 Les réservoirs des cigarettes électroniques jetables avec nicotine et les cartouches à usage unique avec nicotine ne doivent pas dépasser 10 millilitres.</p> <p>La restriction choisie est arbitraire et non fondée. Étant donné que les récipients de recharge sont conformes aux mesures de sécurité, une restriction est inutile et entraînerait tout au plus de grandes quantités de déchets.</p> <p>Il convient de noter que les patch nicotinéés contiennent jusqu'à 50 mg de nicotine, qu'ils sont typiquement vendus dans des boîtes allant jusqu'à 21 pièces (soit 1gr par boîte), qu'ils n'ont pas de système de sécurité et qu'ils représentent un risque similaire à un flacon de e-liquide pour les enfants mais que néanmoins, les accidents sont rares. Le principe de proportionnalité doit être appliqué.</p> <p>À notre avis, l'article 8 peut être supprimé.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	15		c	<p>Exigences de sécurité</p> <p>Art. 15 Exigences de sécurité Les flacons de recharge et les cartouches contenant un liquide avec nicotine doivent être: a. munis d'un dispositif de sécurité pour enfants; b. protégés contre le bris; c. munis d'un dispositif garantissant l'absence de fuite au remplissage.</p> <p>Les mesures de sécurité doivent être limitées aux flacons de remplissage.</p> <p>Il n'y a pas de norme pour un mécanisme sans fuite au niveau ISO / CEN. Par conséquent, l'article 15 (c) n'est pas réaliste, il ne peut pas être mis en pratique et doit donc être supprimé.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht	17	1		<p>Publicité</p> <p>Art. 17 Restrictions de la publicité 1 La publicité pour les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ainsi que pour les objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac est interdite lorsqu'elle</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>gefunden werden.</p>			<p>s'adresse spécialement aux mineurs, notamment:</p> <p>L'article 17 devrait être complétée par un paragraphe: Les modes de consommations à moindres risques (vaporisateurs personnels) doivent être promus comme des moyens efficaces de réduction des risques.</p> <p>La SVTA considère les vaporisateurs personnels comme une alternative au tabac destiné aux fumeurs. Nous soutenons l'interdiction de vente aux mineurs. Nous rejetons aussi délibérément toute forme de publicité ciblée sur les enfants et les adolescents.</p> <p>Par contre nous rejetons une interdiction générale de publicité, à fortiori pour les e-liquides ne contenant pas de nicotine. Ils devraient au contraire être traités de façon similaire à de la bière sans alcool.</p> <p>Lors du vote sur la modification du 20.03.2008 de la loi fédérale sur les stupéfiants et les substances psychotropes le peuple suisse a voté pour une politique dite des 4 piliers incluant la réduction des risques. Dans son avant projet de la LPTab, l'OFSP n'en tient pas compte.</p> <p>La publicité pour les vaporisateurs personnels comme outil de cessation tabagique (matériel et e-liquide contenant ou non de la nicotine) permettra d'améliorer la santé des citoyens et de réduire les coûts pour la santé.</p> <p>Nous réitérons l'importance d'une promotion active des méthodes de réduction des risques.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>23 et 24</p>		<p>Notifications et déclarations</p> <p>Art. 23 Notification de produits avant la mise sur le marché 1 Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac à chauffer, des produits à fumer à base de plantes ou des cigarettes électroniques avec nicotine doit les notifier à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) dans un but de surveillance du marché au plus tard lorsque le produit est prêt à être mis sur le marché. 2 La mise sur le marché est la première mise à disposition sur le marché en vue de la remise aux consommateurs à titre gratuit ou onéreux. 3 Une nouvelle notification est soumise pour chaque modification substantielle du produit. 4 Le Conseil fédéral détermine les modalités de la notification. 5 L'OFSP publie sur Internet la liste des produits notifiés.</p> <p>Art. 25 Déclaration de la composition et des émissions des produits 1 Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec nicotine doit déclarer à l'OFSP la composition des produits qu'il met à disposition sur le marché. Pour les cigarettes, il doit en outre déclarer les émissions. 2 Loi fédérale sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques Toute modification substantielle du produit doit faire l'objet d'une nouvelle déclaration. 3 Le Conseil fédéral fixe le contenu et les modalités de la déclaration; il peut prévoir des exceptions pour les produits notifiés selon l'art. 23. Ce faisant, il veille à la protection des secrets de fabrication. 4 L'OFSP publie sur Internet les indications obtenues.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>Nous demandons à ce que les vaporisateurs personnels soient explicitement exclus des articles 23 et 25.</p> <p>En Europe en septembre 2017, plus de 98'000 notifications de produits de la vape avaient été déposées suite à l'application de la TPD qui applique une obligation similaire.</p> <p>Cette diversité de l'offre est une des raisons importantes du succès de la vape. Vu la taille de la Suisse (elle représente un trop petit marché pour pouvoir assumer de telles charges), cela impliquerait d'une part des coûts trop élevés, d'autre part une diminution drastique de l'offre.</p> <p>En outre l'OFSP sera littéralement submergé de dossiers et les coûts qu'entraînerait la gestion correcte d'une telle masse de données seraient exagérés et inutiles.</p> <p>Dans le cas des cigarettes, on voit que le tabac doit être notifié mais que le papier à rouler ou autre accessoire à fumer (pipes, shishas, etc ...) ne nécessitent aucune notification. Puisque seul le tabac (produit contenant de la nicotine) et non les appareils à fumer (pipe et autre) doivent être notifiés, l'obligation de notifier les vaporisateurs personnels vendus sans e-liquide doit être supprimée en conséquence.</p> <p>Le principe du cassis de Dijon devrait également être appliqué : Les produits de la vape déjà notifiés et approuvés en Europe ne devraient pas faire l'objet d'une notification à double en Suisse, les questions de sécurité ayant déjà été traitées.</p> <p>L'article 25 section 2 n'explique pas ce qu'est une modification substantielle du produit. La composition d'un e-liquide peut comprendre de 3 à 6 composants : Glycérine végétale, propylène glycol, arômes alimentaires (généralement de grade "vapologique"), eau distillée, éthanol et nicotine. Les modifications ne doivent être signalées que si elles sont substantielles. Le changement d'un rapport de mélange ne nous semble pas important, il n'y aura donc en principe pas de raison de notifier un changement tant que les arômes utilisés sont de grade alimentaire et qu'ils ne sont pas connus pour représenter un risque en cas d'inhalation avec un vaporisateur personnel.</p> <p>La fabrication et la mise sur le marché des e-liquides devraient continuer d'être réglementées par la loi sur les denrées alimentaires. Nous sommes favorables à l'identification de la source et à l'apposition de l'indication de la teneur en nicotine sur les produits.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>				

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

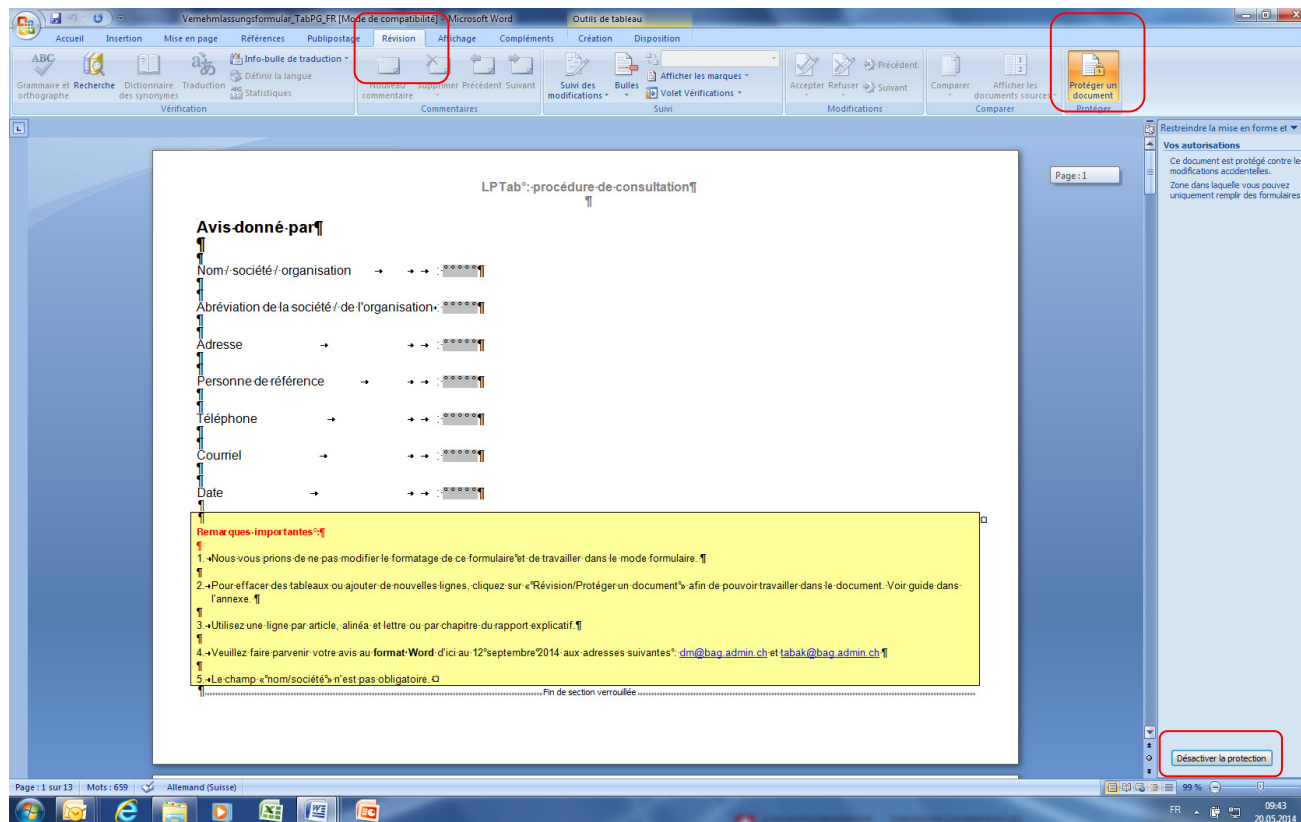
Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes

1. Désactiver la protection du document
2. Insérer des lignes avec « Copier – Coller »
3. Réactiver la protection du document

1 Désactiver la protection du document



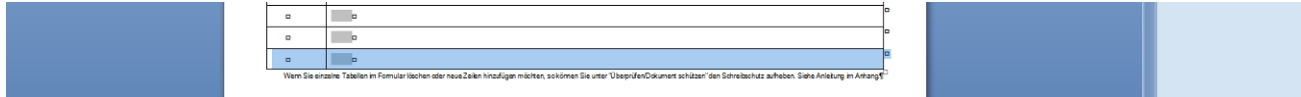
Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

2 Insérer de nouvelles lignes

Sélectionner une ligne entière incluant les champs marqués en gris (la ligne sélectionnée devient bleu)

Presser Control-C pour copier

Presser Control-V pour insérer



3 Réactiver la protection du document

